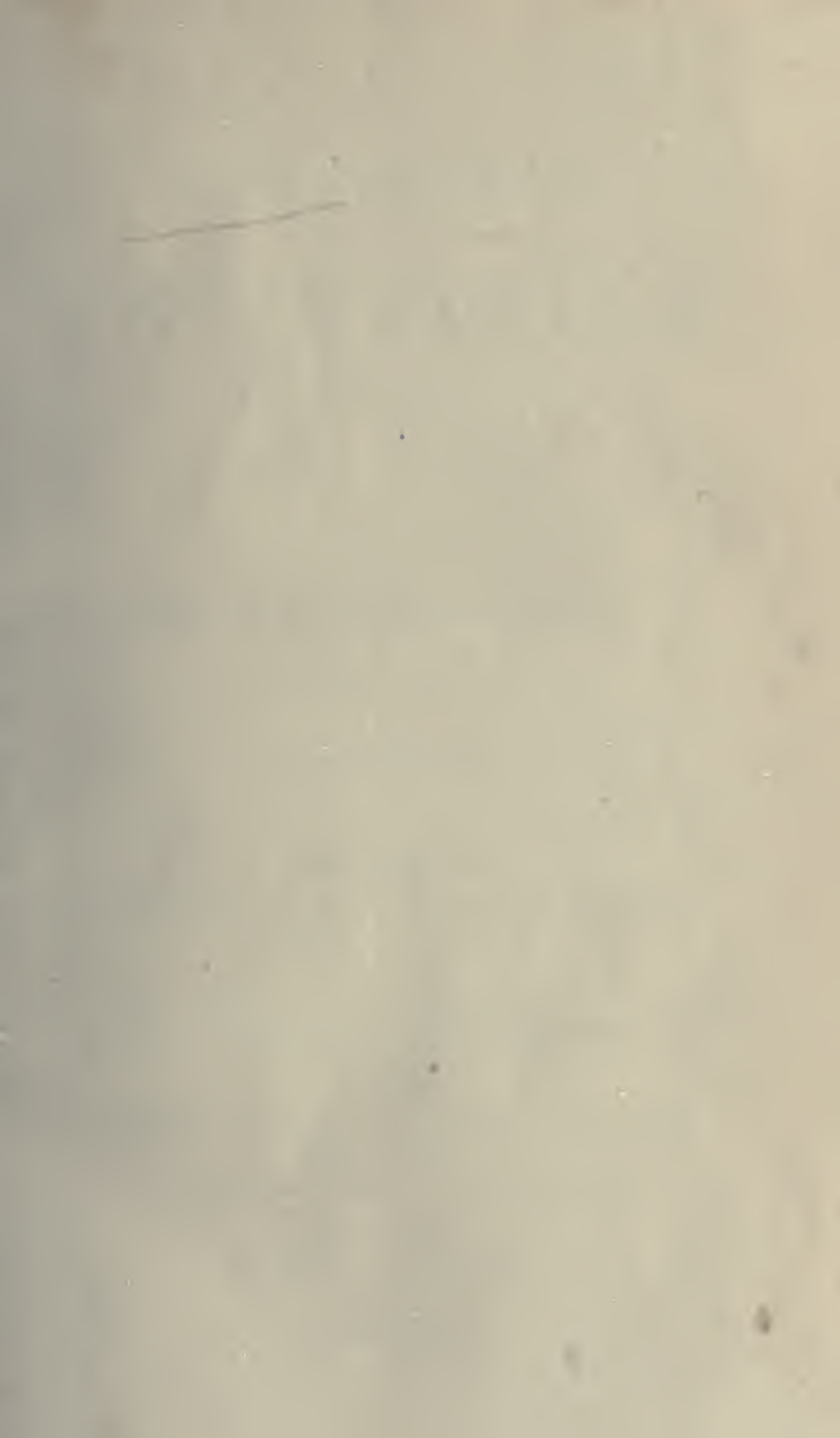
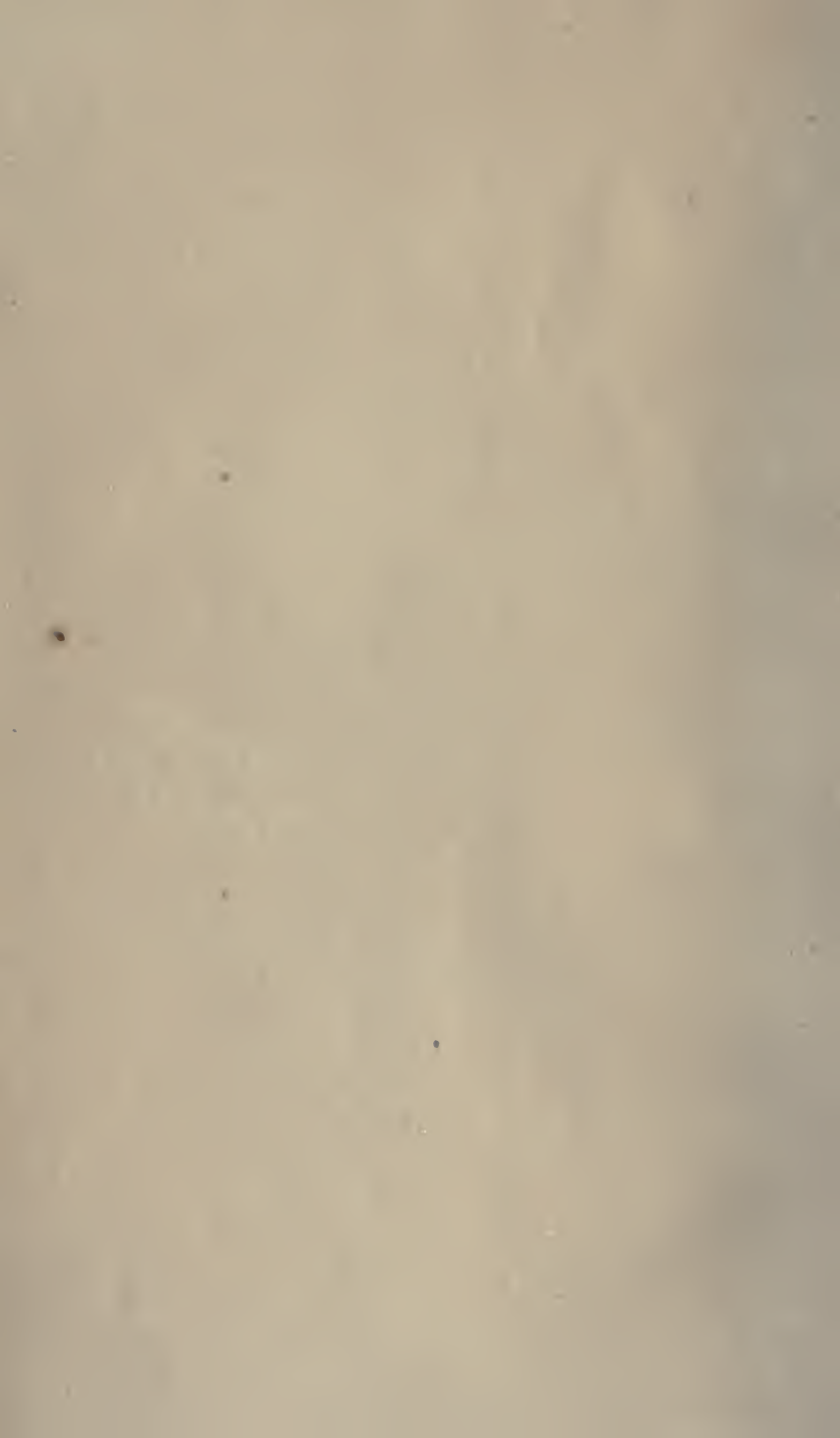






10248

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

ET
REVUE SUISSE

CENT-VINGT-QUATRIÈME ANNÉE

TOME XCIII



LAUSANNE

BUREAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

23, Avenue de la Gare, 23.

SUISSE : Chez tous les libraires.

PARIS : LE SODIER, 176, Boulevard Saint-Germain.

FISCHBACHER, 33, rue de Seine.

LONDRES

HACHETTE & Co, 18, King William Street, Charing Cross.

NEW-YORK

G. E. STECHERT & Co, 151-155 W. 25th Street.

BUENOS-AIRES

H. IMSAND, 3574 Corrientes.

1919

Tous droits réservés.

151025
12/8/19

LAUSANNE — IMPRIMERIES RÉUNIES (S. A.)

LA GRANDE GUERRE

Au moment où sur le champ de bataille de France se jouait la partie qui devait décider du sort du monde, bien peu de critiques militaires osèrent mettre carrément en Foch toutes leurs espérances. Nous le vîmes chez nous en Suisse comme ailleurs ; nous pûmes à cette époque déjà déterminer nettement les raisons de cette hésitation. Les sentiments qui tardaient à se manifester étaient dus à la campagne de plus de trois ans menée par les Allemands sur les différents théâtres d'opérations avec les succès que l'on connaît. Emportés dans la mêlée et timorés par les résultats obtenus, les gens crurent à la toute-puissance de l'état-major allemand. On lui attribuait tout de même trop de succès et surtout trop de savoir-faire ; on ne pensait pas qu'en regard de cette puissance une autre pouvait intervenir un jour et se développer grâce à l'unité d'un commandement et grâce aux circonstances du moment.

Les campagnes de 1866, suivies de celles de 1870, avaient en effet porté l'art militaire allemand à son apogée. Nous fûmes depuis cette époque inondés de la prose allemande où l'on pouvait discerner, à côté d'écrits de grande valeur, une série d'ouvrages du plus pur esprit schématique et arbitraire. C'était la méthode allemande

seule qui jouait un rôle, celle d'un Napoléon n'était là que pour en illustrer l'application. Petit à petit, emportés par le courant, les esprits se laissèrent captiver par les innombrables traités de *Kriegsausbildung* et *Gefechtsausbildung* où la recette pour faire un bon soldat et un régiment modèle était donnée dans tous ses détails. Mais une recette ne vaut que ce qu'elle contient d'esprit intelligent et pratique. Dès qu'elle est surpassée par une autre intelligence, elle disparaît et n'est plus qu'un des moyens pour arriver à un résultat positif.

Les Français connurent, après 1871, la crise morale et intellectuelle qui touche infailliblement le vaincu. Ils mirent du temps à évoluer et à reconnaître ouvertement les fautes commises. Ils attendirent longtemps avant d'étudier objectivement les causes de leurs revers et ce ne fut qu'en ce siècle qu'ils commencèrent à situer les faits et à en tirer les conclusions. Les Lewal, Langlois, Bonal, Percin, de Lacroix furent des précurseurs. Foch fut le maître. Mais ce maître passa presque inaperçu, tant on était pris dans l'engrenage de la méthode germanique. Fort heureusement notre langue nous attachait encore à la littérature française. Si la plupart de nos officiers, de par une volonté systématique, allaient chercher en Allemagne les secrets de l'art militaire, un autre noyau lisait, étudiait et comparait les méthodes. Il avait à sa disposition, à défaut d'un grand nombre de livres, quelques volumes simples, clairs et précis où il trouvait des enseignements utiles et d'une lumineuse conception. En citant ces faits nous ne faisons pas œuvre de dernier venu qui entend se mettre du côté où le vent a tourné. Nous rappellerons simplement, à titre de satisfaction personnelle autant qu'à tout autre titre, que nous fûmes quelques-uns en Suisse qui soutinrent l'état-major fran-

çais dans les moments les plus critiques, à l'heure où d'autres n'eurent pour les défenseurs du droit qu'un geste de pitié.

Notre raisonnement devait se baser autant sur l'histoire passée que sur la situation actuelle. Il trouva les éléments de comparaison et de déduction dans l'étude de la guerre telle qu'elle fut comprise par les généraux français en opposition avec certaines idées préconçues des Allemands, pour qui les succès faciles de 1870 étaient devenus des modèles de savoir-faire plutôt qu'autre chose.



Le règlement allemand est caractérisé par un principe fameux qu'il ne faut jamais oublier lorsqu'on étudie la base de la stratégie moltkienne. Il nous dit qu'au combat il s'agit de se porter en avant à tout prix : *Vorwärts, kostet es was es wolle* ! Or la stratégie qui prépare à grande distance les mouvements de la tactique doit nécessairement s'inspirer d'un tel principe. Si en face on trouve un adversaire qui a compris où pouvait mener pareille méthode, on concevra tout de suite le parti qu'il y aura lieu d'en tirer. Cet adversaire pourra suivre un plan, attirer l'ennemi en consentant de durs sacrifices, mais pour mieux réagir ensuite. Cette méthode n'était pas admise et comprise des Allemands. Toute leur conception de la conduite de la guerre ne pouvait être qu'une manifestation de la force, tout était jeté en avant et devait atteindre le but : bousculer l'adversaire et finalement l'anéantir. Ce système avait l'avantage d'amener une décision rapide, mais à la seule condition que l'ennemi voulût bien se laisser battre sur place. Dès que cet ennemi s'esquivait pour mieux se ressaisir, la méthode allemande s'épuisait par son propre effort, elle allongeait

ses lignes de communication, multipliait les difficultés et finalement voyait son plan enrayé à l'heure où il aurait fallu être victorieux.

Le grand tort des stratèges allemands fut donc la méconnaissance de l'art militaire adverse personnifié par les théories très simples de Foch dont les deux livres : *Des principes de la guerre* et *De la conduite de la guerre* furent les lumineuses démonstrations d'une intelligence de tout premier ordre.



Devant la ruée allemande, les Alliés avaient le choix, ou d'accepter la bataille décisive au début des opérations ou de retraiter. On peut bien admettre aujourd'hui qu'ils voulurent la retraite jusqu'au moment où il n'en fallait plus parler que pour mémoire. C'était d'emblée laisser croire à l'Allemand présomptueux qu'il avait obtenu gain de cause, mais c'était aussi tenir le champ ouvert à toutes les surprises, tant il est vrai qu'une armée qui reste entre les mains de ses chefs est toujours capable d'opérer victorieusement. Le mérite de Foch repose par conséquent sur une conception très nette de la possibilité de manœuvrer à temps et d'utiliser judicieusement les nouveaux facteurs de la technique moderne. L'erreur de Ludendorff fut de jouer dès le premier jour la partie avec un tout, il est vrai, homogène et puissant, mais exposé à tomber dès que l'heure fatale de la réaction se produirait.

Une autre erreur fondamentale des Allemands a consisté à ne tirer des enseignements utiles que des campagnes qu'ils conduisirent eux-mêmes. De cette idée à passer au schéma, il n'y avait qu'un pas qui fut rapidement franchi, car il était de toute importance de bien montrer que la stratégie allemande était la seule qui pût donner des résultats positifs. Moltke ne nous a rien appris de

nouveau par la réunion sur le champ de bataille des armées mobilisées à l'intérieur du pays. Sa stratégie a trouvé une application aisée en premier lieu parce que l'adversaire a manqué d'initiative et a subordonné son activité à celle d'autrui. Il était donc facile de prévoir que le jour où l'un des belligérants aurait découvert le point faible de la méthode allemande, il saurait en tirer profit. Or celui qui a mis à nu ces défauts n'est autre que Foch, et cela bien longtemps avant la guerre.

Une lueur d'espoir chez les uns, une certitude chez d'autres, naquit par conséquent le jour où l'ancien commandant de l'Ecole supérieure de guerre prit la direction suprême de l'Entente. En effet, on était en droit de raisonner et de comparer, et au début de 1918 la situation générale montrait une singulière analogie avec les difficultés que Foch avait prévues et étudiées. Devant Hindenbourg se dressait l'homme à l'esprit clair pour qui la bataille préconçue n'avait plus de secrets. Tout de suite nous voyons ce chef agir avec sûreté, c'est-à-dire rester en *sécurité* tant qu'il ne pouvait frapper. Ces deux éléments : *sûreté* et *sécurité* sont les bases de la manœuvre fochienne. C'est le chef qui l'a dit lui-même et qui l'a réalisé dans un des moments les plus critiques, lors de l'offensive allemande en Picardie, qui pouvait aussi bien tendre à la mer que sur le cœur de la France.

Foch a comparé l'action du chef à celle de l'escrimeur qui « engage l'épée, allonge le bras, puis, suivant l'attitude de l'adversaire, pare, riposte, double ou se dégage. » Pour lui, donc, c'est l'épée libre d'agir selon la volonté de son maître ; pour l'Allemand, c'est l'attaque immédiate et à fond avec le danger de trouver à un moment, à l'ultime minute même, l'arme de l'adversaire tendue devant sa poitrine.

Cette admirable conception de la tactique fut pour nous le gage de la victoire des Alliés. Guidés par Foch, ces derniers avaient à leur tête l'homme de métier qui savait ce qu'il fallait faire et qui, d'emblée, avait banni de ses plans les idées embrouillées et téméraires. Ils avaient un chef aux idées simples, mais combien pratiques et décisives ! Or, en guerre, plus il y a d'armées en présence, plus il faut s'en tenir à la simplicité des combinaisons, car, en faisant des calculs compliqués, on ne fait qu'augmenter les erreurs et affaiblir le moral des combattants.



Frédéric le Grand, Napoléon, Moltke furent les créateurs de la stratégie moderne. Le mérite de Foch a consisté à en découvrir les bons et les mauvais côtés, à classer les principes et à en faire naître non une nouvelle méthode, mais une application logique adaptée aux exigences de notre époque. Cette application a porté tout naturellement la discussion sur les changements qui devaient influencer la conduite des troupes, car, de nos jours, il fallait s'attendre à voir non quelques centaines de mille hommes en présence, mais des millions. Pour ces masses énormes il fallait établir des règles adéquates tout en retenant des expériences passées ce qui pouvait en faciliter la direction.

Frédéric le Grand a surtout cherché à attaquer avec des forces supérieures le flanc de l'adversaire ; Napoléon a combiné ses plans de façon à réunir la masse sur le champ de bataille à l'endroit propice et à manœuvrer soit par enveloppement d'une aile, soit par la percée. Il a évité d'éparpiller ses forces et à l'heure critique il a mis en mouvement ses réserves, sans s'inquiéter des situations critiques dans lesquelles se trouvaient certains corps

d'armée engagés. Marengo, Ulm, Iéna, sont des exemples typiques de la manœuvre stratégique à objectif immédiat sur le champ de bataille. Wagram, Wachau sont des modèles de l'engagement avec percée du front.

Les grands succès de Moltke reposent en premier lieu sur l'inactivité de l'adversaire. Si Moltke a pu concentrer ses armées par lignes séparées et les réunir au moment de la rencontre, — témoin Königgratz, Gravelotte, Sedan, — il le doit en partie tout au moins au manque d'initiative de ses adversaires. Les Allemands ont attribué trop de mérite à la théorie moltkienne et ils n'ont voulu voir dans son application, constamment couronnée de succès, que des avantages. Dès qu'une volonté nettement arrêtée entendait agir contre-offensivement, tout le plan des Allemands était compromis et l'initiative leur échappait au moment où il aurait fallu coûte que coûte la développer.

C'est le mérite de Foch d'avoir découvert le point faible de la stratégie allemande. C'est lui qui a certainement acquis par l'étude la force de faire évoluer les armées vers un but déterminé. N'est-ce pas lui aussi qui a écrit : « Le résultat, nous ne l'aurons que par un effort continu de pénétration, d'absorption, d'assimilation, par un travail goutte à goutte ? »

Il fallait en outre une certaine dose de volonté pour oser disséquer la méthode allemande et pour s'élever contre le principe du *Drang nach vornwärts*. Foch a résumé sa méthode dans un chapitre intitulé : *L'économie des forces*, où apparaissent des idées complètement nouvelles. Déjà le titre indiqué est une révélation, un indice caractéristique d'une opposition formelle aux tendances germaniques. En relisant les auteurs allemands, on ne trouve nulle part l'idée d'économiser des forces, au con-

traire, le principe essentiel reste l'emploi en grand de tous les hommes et de tous les moyens, tandis que Foch entend réserver « toutes ses ressources à un certain moment sur un point. »

L'histoire donnait d'autre part assez d'enseignements utiles d'où on pouvait tirer des leçons pour l'emploi des troupes. On savait par exemple que des troupes victorieuses perdaient leurs meilleures qualités offensives dès qu'elles subissaient de fortes pertes, comme ce fut le cas des Bulgares en 1912 et des Allemands devant Verdun. Mais la psychologie allemande voyait dans ces pertes énormes un moyen d'arriver au résultat, parce qu'il correspondait à l'idée d'avancer constamment, même au prix des plus durs sacrifices. Il ne vint pas à l'idée d'un Ludendorff ou d'un Kronprinz qu'on devait à certains moments appliquer autre chose qu'un règlement et trouver chez l'adversaire le secret de la conduite des troupes.

Les guerres napoléoniennes ne se changèrent jamais en guerre de position. Napoléon fonçait toujours sur la masse de l'adversaire, principe qui impliquait une grande économie de force jusqu'au moment décisif où le chef était alors maître de tous ses moyens. Cette méthode a-t-elle été employée par les Allemands lors de leur grande offensive du printemps en Picardie ? Certainement non, car ils enfoncèrent leurs armées comme un coin s'enfonce dans la matière, ils les épuisèrent et restèrent pris entre les pinces de l'ennemi. A ce moment, le coin était en bonne place, mais serré de tous les côtés par les éléments adverses, fait qui nous autorisa à dire à l'époque que la situation des Alliés n'était pas désespérée comme certains le laissaient entendre.

Si, d'une part, Foch a vu clair et a osé économiser

ses forces jusqu'à la onzième heure, d'autre part Ludendorff a vécu dans l'idée de pouvoir reprendre encore en septembre une puissante offensive. Les contre-attaques de Mangin et de Degoutte furent tenues pour des opérations où les troupes françaises s'étaient épuisées, précisément à l'heure où celles-ci allaient réagir sur tout le front et ébranler les piliers de la défense allemande.

C'est à cette époque qu'il faut situer l'admirable jeu de la manœuvre où le génie opératif de Foch se révéla dans toute sa grandeur. Les Alliés attaquèrent au centre, puis sur Saint-Quentin et entre l'Oise et l'Aisne. Les réserves allemandes continuellement en mouvement perdirent de jour en jour leurs forces et leurs moyens. Elles dégarnirent le front de la Meuse et de l'Argonne, où le commandement suprême croyait pouvoir tenir grâce aux défenses artificielles, comme ce fut aussi le cas dans les Flandres.

Le coup de maître porté par les Franco-Américains sur Saint-Mihiel changea la situation, de dangereuse qu'elle était au début, en une catastrophe imminente. Il en résulta en effet une menace directe d'enveloppement du bassin minier de Briey et de débordement par le nord du camp retranché de Metz. Et coup sur coup les troupes de Gouraud et celles des Américains entrèrent en action, fixèrent les réserves allemandes dans les secteurs attaqués, tandis que les Anglais vers Cambrai et les Franco-Italiens au Chemin-des-Dames retenaient les Allemands, les empêchant de secourir von Arnim débordé par l'armée belgo-anglaise des Flandres.

Cette succession de manœuvres à coups de bélier fixe, à notre avis, l'apogée des opérations. Dès qu'elles se développèrent, elles marquèrent la dernière étape de la victoire. Elles pénétrèrent en plein dans le système

défensif des lignes Hindenbourg et permirent l'enveloppement par les ailes, la prise en tenaille et la percée au centre. L'armistice conclu encore à la dernière minute enraya la capitulation totale de l'armée allemande, elle n'empêcha pas d'atteindre le résultat de la bataille, qui reste la soumission complète des Allemands aux ordres de Foch.

Les lignes Hindenbourg furent construites pour permettre aux Allemands de constituer la grande masse de manœuvre qui devait à un moment donné entrer en action, tandis que les défenseurs se sacrifieraient sur leurs positions et useraient l'adversaire. Mais, pour atteindre ce but, il fallait admettre de la part des Alliés une tactique spéciale, faite d'hésitation et de peur des sacrifices. Au contraire, cette tactique se manifesta par des procédés nouveaux où la surprise joua un rôle à côté de la volonté d'obtenir un résultat positif. La surprise consista en des attaques improvisées, résolues et continues, dans l'emploi des chars d'assaut et dans la mise en marche d'appareils aériens formidables. La continuité des attaques immobilisa les Allemands, dont les renforts ne suffirent plus à combler les vides. A l'encontre de ce qui se passa lors de la retraite de 1917, ils arrivèrent sur leurs lignes dites Hindenbourg poursuivis et talonnés par l'adversaire après avoir perdu plus de 200 000 hommes et plus de 2000 canons. C'est à ce moment critique qu'ils auraient dû pouvoir reprendre leur souffle et opérer de nouveaux groupements. L'étendue même des œuvres de fortification les en empêcha, des fissures s'y produisirent et Ludendorff fut dans l'impossibilité de boucher les trous. Les lignes Hindenbourg, qui devaient être le rempart du sol allemand, devinrent ainsi le tombeau des armées qui pourtant avaient donné pendant des mois des

preuves incontestables de leurs qualités guerrières. C'est l'idée nettement ancrée de vouloir toujours et toujours attaquer qui a causé la catastrophe et qui finalement a ramené les Allemands sur leur dernière ligne de défense, à proximité de la frontière, où l'ultime partie se joua, alors que les réserves en hommes étaient épuisées et celles en matériel gravement compromises.



A la veille de la conclusion de l'armistice Foch était entré dans la dernière phase de la bataille dont il décrivait les différents actes en trois mots : *préparer, exécuter, exploiter* l'attaque décisive.

L'exploitation allait être entreprise avec des moyens extraordinaires ; les Allemands s'en rendirent compte encore à temps et s'ils admirent les conditions imposées par l'adversaire, c'est précisément parce qu'ils en reconnurent la toute-puissance. Mais on pourrait poser la question si importante de la suite qui serait donnée aux opérations. Il restait malgré tout 2 millions d'Allemands sur le front de bataille, des milliers de canons, des forteresses et des dépôts de vivres. Cette masse outillée pour la grande guerre admettrait-elle d'emblée la loi de l'adversaire, si dure fût-elle ? D'autre part, l'adversaire aurait-il la volonté d'aller jusqu'au bout dans l'exploitation de ses victoires ? Pour juger des conditions imposées par l'armistice, il faut donner un rapide coup d'œil sur le tracé politique de la frontière et se rendre compte des exigences qu'il imposait aux Français.

Le tracé-frontière commençait au sud à la borne des Trois-Puissances, près de Réchény, il coupait la plaine à environ 10 kilomètres à l'est de Belfort et atteignait le Ballon d'Alsace, point culminant de la chaîne des

Vosges, d'où il suivait la ligne de partage des eaux jusqu'à la Vezouse. En angle, il partait ensuite obliquement vers le nord-ouest et taillait le plateau lorrain, longeait la Seille et aboutissait à la Moselle à quelques kilomètres de Metz. De là, restant à l'ouest de Metz et de Thionville, il se soudait près de Longwy à la frontière luxembourgeoise.

Ce tracé d'un développement de 350 kilomètres était tout à l'avantage des Allemands, qui s'appuyaient au sud aux Vosges et au nord au camp retranché de Metz. La ligne du Rhin en arrière formait la grande barrière de repli en cas d'insuccès ou de débordement offensif en cas de victoire. Une attaque française se serait dès le début épuisée sur la frontière même, tandis que les Allemands, solidement appuyés sur leurs flancs et à l'arrière, avaient devant eux un terrain de manœuvre presque idéal.

L'état-major français, avec une énergie et une volonté qu'on ne saurait trop rappeler aujourd'hui, commença dès 1873 à fortifier la malheureuse frontière que lui imposa le traité de Francfort. Les sacrifices énormes consentis depuis plus de 40 ans servirent à quelque chose, puisqu'ils amenèrent l'établissement des grands centres défensifs de Belfort, Epinal, Toul et Verdun, d'où toutes les routes se trouvèrent prises sous le feu des canons, à l'exception de la brèche dite de Belfort, ou de celle de Charmes entre Nancy et Epinal, ou de Stenay entre Verdun et Montmédy. Ce sont probablement ces deux dernières trouées, où la manœuvre était impossible, qui poussèrent les Allemands à passer par la Belgique, faute que Foch prévoyait déjà il y a très longtemps et qu'il estimait à sa juste valeur.

La première ligne des fortifications françaises fut com-

plétée par une seconde située à environ 60 kilomètres plus en arrière, où nous trouvons les retranchements de La Fère, Laon, Reims, Vitry-le-François, Langres, Dijon, Auxonne et Besançon. Paris, le cœur de la France, était à l'abri d'une opération rapide ; pour tourner l'obstacle, il ne restait que le sol belge, mais là encore il importait d'agir vite, autre nécessité dont la force teutonne ne devait guère se préoccuper, tant les éléments guerriers semblaient préparés à toutes les éventualités.

Ces considérations générales montrent sur quoi les conditions de l'armistice devaient porter. Les grands camps précités, dès Strasbourg et plus au nord, devaient être livrés aux Français. Il fallait à ces derniers l'entière possession de ces portes offensives, d'autant plus qu'en les occupant ils mettaient la main sur les grands centres industriels où les Allemands puisaient leurs ressources. Le dernier acte de la grande guerre fut par conséquent imposé par les Allemands eux-mêmes. Il ne convient pas de crier à l'arbitraire ou d'implorer pitié. Notre pays lui-même en ressentira les heureux effets, car sa frontière septentrionale, en bonne moitié en mains de la France loyale, sera une garantie de plus en faveur de l'inviolabilité de notre sol.

Le maréchal Foch a nettement couronné son œuvre militaire par des mesures appropriées à la situation. La paix du monde n'en sera que plus sûre et le travail de demain commencera sous les meilleurs auspices.

Lieutenant-colonel FONJALLAZ.

PROBLÈMES DÉMOCRATIQUES¹

I

Serait-il nécessaire d'établir doctement la supériorité du régime populaire sur tous les autres, à l'heure choisie par tant de peuples pour l'édifier sur les débris des trônes renversés ? Mais il y a démocraties et démocraties, les unes où subsistent, sinon des restes de despotisme, du moins un rempart contre les ingérences de l'Etat, les autres qui ne mettent aucun obstacle à l'exercice de l'autorité par le souverain. Ainsi, pour me tenir à ces deux exemples, « en faisant de la vie, de la liberté et de la propriété individuelles les éléments d'un droit inaliénable, le système de gouvernement des Américains, dit M. David Jayne Hill, tend éminemment à préserver ces biens contre toute espèce d'attentat » ; d'un autre côté, les articles 118 et suivants de notre Constitution fédérale disposent qu'elle peut être révisée, en observant certaines formes, mais que sa révision totale ou partielle n'est restreinte d'aucune manière, quant à son objet (cf. art. 113, al. 3, *ibid.*), en sorte que le maître dans l'Etat, soit, en définitive, la majorité du

¹ Voir en particulier : David Jayne Hill, *La crise de la démocratie aux Etats-Unis*, in-16, Payot & C^{ie}, Paris ; Jules Roche, *Quand serons-nous en république ?* in-16, mêmes éditeurs.

corps électoral (peuple et cantons, en Suisse), serait investie d'une puissance illimitée.

Et c'est peut-être la question capitale. Si l'Etat est bien l'union organique de tous ses membres, associés pour assurer la défense de leurs intérêts, il semble que les empiétements sur les droits essentiels de tous et de chacun ne puissent procéder que de l'arbitraire et ne conduire qu'à l'usurpation. Sans vouloir pousser trop loin, en cette matière, la notion du contrat, sans assimiler l'Etat à une société anonyme dans laquelle, comme l'enseigne l'article 627 de notre code des obligations, « l'assemblée générale ne peut, par un vote de majorité, priver les actionnaires de droits acquis », il faut avouer que la conception suisse, et d'ailleurs européenne, de la souveraineté demeure soumise à un principe de violence au moins éventuelle. Le nouveau monde a un sens plus subtil de ceci : que la démocratie est, avant tout, la religion de la loi.

On n'ignore point que la charte du Massachusetts, qui est de 1780, a nettement affirmé, dès sa première phrase, que « tous les hommes ont des droits naturels, primordiaux et imprescriptibles, au nombre desquels on doit ranger celui de jouir de la vie et de la liberté, et de défendre ses biens ; celui d'acquérir, de posséder et de protéger sa propriété ; et celui de poursuivre et d'atteindre le bonheur. » Cet idéalisme peut prêter à sourire et, déjà, la déclaration de l'indépendance l'a quelque peu atténué.

Toujours est-il qu'aux Etats-Unis il est des droits et des libertés devant lesquels cède la volonté même du peuple ; quelque atteinte qui soit portée à ces droits et à ces libertés par le gouvernement, une partie ou la majorité des citoyens, elle est condamnée au nom d'une règle

permanente dont le pouvoir judiciaire surveille la stricte application. A ces droits et à ces libertés, la Constitution offre un asile inviolable. L'esprit de domination, quelques déguisements qu'il revête, ne peut que s'arrêter au seuil du temple. L'Etat proclame qu'il a une conscience, qu'il obéit à une morale et que toute contrainte tyrannique lui est étrangère, si légitime qu'elle paraisse, si fortement appuyée et légalisée qu'elle soit.

La Constitution américaine aurait-elle empêché la grande république d'outre-mer d'atteindre à un degré de prospérité inouïe et de montrer la voie à l'humanité ? Si les Etats-Unis sont intervenus dans la guerre avec tant d'éclat et s'ils interviennent dans la paix avec tant de sagesse modératrice, ne serait-ce point parce que leur Constitution est si profondément respectueuse de la tolérance, de la justice et de l'égalité entre les hommes ? Et la Société des Nations, à laquelle aspire l'Europe déchirée, appauvrie, humiliée par quatre ans et plus d'une lutte barbare, sera-t-elle jamais une réalité, si elle ne consacre pas efficacement l'intangibilité des normes suprêmes qui sont et qui demeureront sa raison d'être ?

Comme l'écrit M. D. J. Hill : « A moins que la démocratie ne parvienne à se débarrasser (ce qu'elle fait selon la conception américaine de l'Etat) de l'idée fixe que ceux qui possèdent la souveraineté ont, par là-même, le droit d'exercer l'autorité absolue, elle ne pourra pas prouver devant le tribunal de la raison sa supériorité sur la forme de gouvernement humain qui est son principal rival. Si elle admet, comme le fait l'impérialisme, que l'individu ne possède aucun droit naturel qu'elle ne puisse légitimement violer, et que les seuls droits qu'elle doive respecter sont ceux qu'elle a elle-même établis par ses propres lois, ne perd-elle pas,

par cette concession, l'autorité justifiée dont elle jouissait dans l'exercice du gouvernement ? Car comment pourrait-on soutenir qu'une prérogative, qui est le monopole du pouvoir absolu, acquière plus d'autorité par ce fait qu'elle se trouve appartenir au nombre prépondérant plutôt qu'à toute autre force prépondérante ? » Il est des droits sacrés, droit à la vie, droit à la liberté, droit à la propriété, devant lesquels s'incline l'État ; le souverain lui-même, qu'il soit un monarque ou un peuple, ne peut rien, ne devrait rien pouvoir contre eux.

Plus loin, le même auteur nous dira : « Il n'existe aucun moyen de forcer les hommes à être sages, mais il est possible de mettre un frein à leur folie. La valeur des restrictions constitutionnelles repose sur cette possibilité. » La discipline de l'État ne se recommande pas moins que celle de l'individu. Et l'absolutisme démocratique ne vaut pas beaucoup mieux que tel autre.

En substance, la Constitution américaine s'insurge contre l'impérialisme du gouvernement populaire : l'État, même s'il jugeait opportun ou avantageux de le faire, ne consent pas à priver l'individu des droits inhérents à la personnalité humaine ; et, pour lui, la fraternité passe avant l'utilité.

Qu'en est-il chez nous, en France, en Angleterre, dans tous les pays de notre continent qui sacrifient au dogme de la souveraineté inconditionnelle ? Quoique nous ne connaissions pas les cadres rigides dans lesquels les États-Unis ont enfermé leur droit public, nous n'en devons pas moins confesser que nos démocraties gardent en elles un germe de redoutable insécurité. Si, dans un empire ou un royaume, le prince ne se considère comme responsable qu'envers Dieu, — ce qui signifie qu'il n'a pas de comptes à rendre ici-bas, — une

majorité, qui n'a rien au-dessus d'elle, secoue aussi toute responsabilité. Elle peut, aujourd'hui, décréter l'abolition de l'héritage même en ligne directe ou l'expropriation d'une classe de citoyens; elle pourrait instituer demain quelque moderne variété de l'esclavage ou ordonner des exécutions en masse. Et cela, non point par une révolution, mais par le simple jeu du mécanisme constitutionnel. Qu'elle ne recoure pas à de semblables mesures, en des temps de vie normale, elle n'en aurait pas moins la faculté de les prendre. En d'autres termes, nous n'avons, dans l'ancien monde, créé aucun refuge contre les passions d'un souverain qui a les passions des hommes, tandis que les Etats-Unis ont soustrait les droits essentiels de l'individu à tous les caprices comme à tous les entraînements des majorités.

Mais la démocratie américaine traverse une crise assez grave, en ce moment. Elle ne s'est qu'insuffisamment adaptée à l'évolution des besoins sociaux. L'opinion n'est plus unanime dans sa conviction qu'il est des droits individuels nés avec nous et qui sont ineffaçables.

On insinue que tous les organismes vivants sont exposés à d'inéluctables métamorphoses et que la stabilité est la mort. « Nous ne pouvons pas arriver à grand'chose avec notre gouvernement actuel, s'écriait naguère un tribun du Far-West, car il est mal bâti, inacceptable et à peu près condamné.... Sous un tel gouvernement, nous ne pouvons faire passer aucune loi allant contre les droits établis. La Constitution moisie et surannée qui est la nôtre est un rempart infranchissable, avec sa Cour suprême omnipotente. » On est pressé de cueillir tous les fruits qu'on a vus en rêve à l'arbre du progrès. C'est pour nous-mêmes, c'est à l'instant, que nous exigeons des réformes, dussent-elles ébranler ou détruire l'arche

sainte de la Constitution; ce n'est pas pour nos petits-enfants, ni pour le trentième siècle.

Ces impatiences ne laissent pas d'être compréhensibles, voire excusables, dans une société qui a la « manie de la vitesse » et qui se heurte aux scandaleux abus du capitalisme, aux criminels excès de la démagogie. Cependant une théorie intelligente de l'Etat ne se conçoit pas sans de solides assises. Et ces solides assises ne peuvent être que le roc de la justice. L'action impulsive et l'improvisation politique sont des forces souvent dangereuses, auxquelles il serait impardonnable de ne pas opposer les barrières de la tradition historique et des principes éternels. Que les lois changent, il importe qu'il y ait une loi fondamentale qui dure et ne puisse être transgressée. Cette loi s'énoncera en quelques articles, qui seront empruntés à la Constitution des Etats-Unis, ou qu'on trouverait dans les « Droits de l'homme et du citoyen », promulgués en France les 3-14 septembre 1791, une Cour suprême étant chargée d'annuler toutes décisions, fussent-elles rendues par une majorité populaire, contre ces droits essentiels que nous tenons de la nature : la vie, la propriété et la liberté. En ce point, l'Europe démocratique n'a pas le choix, si elle entend répudier tout impérialisme : elle se mettra résolument à l'école de l'Amérique. Et la Suisse comme la France, pour ne citer que ces deux pays.

II

Nos voisins de France n'ont pas méconnu la terrible leçon de choses que la guerre fut pour eux. Insensiblement, et dès le début des hostilités, les meilleurs esprits se sont persuadé que la Constitution de 1875 était non seulement la négation de la souveraineté nationale,

mais qu'elle avait abouti à une contrefaçon de l'idéal démocratique. M. Jules Roche, qui est un fervent admirateur de la charte américaine, ne se borne pas à réclamer, lui aussi, une Cour suprême dont la mission serait de garantir les droits de l'homme et du citoyen; il proteste véhémentement contre l'omnipotence, à Paris, du gouvernement parlementaire et il conclut : 1. Le pouvoir exécutif est délégué par le peuple français, votant dans son ensemble, à un président de la république, nommant et révoquant seul ses ministres; 2. le pouvoir législatif est délégué par les électeurs des divisions administratives à une ou deux assemblées.

Je n'ai pas à rechercher s'il est vrai qu'en France les citoyens et le peuple lui-même sont asservis à un parlement élu dans des conditions qui ne sont peut-être pas très saines; je ne me demanderai pas non plus si un président de la république, investi de prérogatives royales, remédierait à tous les maux signalés dans la vie de l'Etat. Du moins n'est-il pas douteux que la Constitution de 1875, élaborée par une assemblée dont la majorité n'était pas franchement républicaine, a installé en France la confusion des pouvoirs ou, si l'on préfère, leur absorption par l'autorité législative.

Le gouvernement a été livré ainsi à l'absolutisme ondoyant d'un maître qui a neuf cents têtes, mais dont la volonté se disperse fatalement et dont la responsabilité se volatilise dans le désordre des ambitions personnelles. Quel sera le succès des idées de M. Jules Roche et de ceux qui pensent comme lui? Elles méritent au moins d'être discutées, et la France serait plus heureuse, en tout cas elle ferait plus grande figure dans le monde, si elle leur accordait quelque attention.

Mais voici que M. Roche aperçoit dans nos institu-

tions suisses un modèle qui, pour ne pas convenir entièrement à la Troisième République, serait néanmoins digne d'être partiellement imité. Nous croyons sans trop de peine que notre vieille démocratie, lentement issue d'une expérience plusieurs fois séculaire, n'est plus perfectible que dans le détail. Ne serait-ce pas une déplorable illusion ?

Il est indéniable que la Suisse n'a pas été, comme la France, la victime de l'autocratie parlementaire, ou (le mot est de M. Roche) de « l'anarchie parlementautocratique. » L'impression de presque tous ceux qui ont étudié notre histoire politique, surtout notre histoire la plus récente, est qu'en Suisse les chambres ont exercé avec une modestie bien timorée les pouvoirs que leur confère la loi fondamentale de la république. Si l'« autorité suprême » leur est dévolue (art. 71 de la Constitution de 1874), si elle comprend le droit de contrôler la gestion du Conseil fédéral et de légiférer, leur contrôle est celui d'assemblées qui passent ou se renouvellent constamment à l'égard d'un pouvoir exécutif qui est au bénéfice d'une quasi-inamovibilité de fait et les domine de tout le prestige que l'éphémère attache à la permanence ; quant à leur activité législative, une longue tradition veut qu'elle dépende du gouvernement plus que leur « autorité suprême » ne paraîtrait le comporter.

Rien ne serait plus curieux à observer, si la trame de ce processus d'abdication n'était tissée de fils trop ténus, que les diverses manifestations de la mainmise du Conseil fédéral sur un parlement qui devrait considérer comme « la principale affaire de sa compétence » (art. 84) la préparation, la discussion et la rédaction « des lois et arrêtés. » A coup sûr, les chambres possèdent, en vertu de leur « autorité suprême », et le droit

d'initiative, et le droit de réalisation dans ce domaine. Mais elles ont si bien renoncé à leur droit d'initiative, elles l'ont si bien abandonné au Conseil fédéral, qu'il n'est rien de plus qu'un droit théorique.

A teneur de l'article 19 de la loi du 8 octobre 1902, c'est le Conseil fédéral « qui transmet aux présidents des deux conseils (Conseil national et Conseil des Etats) les communications destinées à la délibération de l'Assemblée fédérale » et qui, par conséquent, fixe leur ordre du jour. L'article 39 du règlement du Conseil national, du 5 juin 1903, dispose que « les objets sur lesquels le Conseil national délibère sont introduits : 1. par un message du Conseil fédéral présentant un projet de loi ou d'arrêté, ou par un rapport de ce même conseil; 2. par une motion, un postulat ou une interpellation; 3. par une communication du Conseil des Etats (dont le règlement, art. 41, est à peu près le même); 4. par une pétition ou un recours. »

Invariablement, les motions des députés, « c'est-à-dire les propositions qui n'ont pas trait à une affaire déjà en délibération », impliquent un renvoi au Conseil fédéral à fin de préavis ou de rapport. Les « postulats », qui ne se distinguent guère des motions si ce n'est qu'ils ont plus de chance de dormir d'un sommeil que rien ne troublera dans les cartons de l'exécutif, subissent le même destin. Les interpellations, pétitions, etc., n'appellent aucune remarque. Avec une inébranlable docilité, les membres de l'un ou de l'autre des conseils législatifs (et je n'ai pas agi autrement quand je siégeais dans l'un d'eux) se plient aux entraves de leurs règlements et ne s'aviseraient point, à titre individuel ou par une démarche collective, de déposer un projet de loi ou d'arrêté que les chambres discuteraient, non pas sans la

collaboration, mais sans l'agrément préalable du Conseil fédéral. Leur « autorité suprême » ne va pas ou, dans la pratique, ne va plus jusque-là ! Tant et si bien que les chambres qui, au mois d'août 1914, ont doté le Conseil fédéral de pleins pouvoirs et l'ont érigé en dictateur de la démocratie suisse ne les lui enlèveront pas ou ne les restreindront point quand elles les jugeront excessifs ou superflus ; elles s'adresseront à lui, humblement, par voie de motion, pour le prier de les renseigner sur l'opportunité qu'il y a de supprimer ce régime exceptionnel.

S'il en est ainsi, n'est-ce pas que le parlement a cédé au Conseil fédéral une portion de son « autorité suprême », qu'il accepte bénévolement une certaine tutelle de l'exécutif et qu'il n'est pas de parlement moins « parlementaire » que le nôtre ? Que, dans l'intérêt de la chose publique, il ait eu tort ou il ait eu raison de s'effacer devant le Conseil fédéral, les avis seront fort partagés. Mais si l'on a sujet de craindre le despotisme des chambres, ce n'est pas dans la Confédération helvétique. Pour moi, j'inclinerais à regretter que notre parlement se soit dépouillé d'un droit d'initiative qui, s'il n'était pas tombé en désuétude, nous aurait épargné quelques mécomptes et valu nombre de progrès, car le chemin n'est pas court, à l'ordinaire, entre une motion ou un « postulat » et une loi ou un arrêté. N'oublions pas que le Conseil fédéral est l'élu de l'Assemblée fédérale, que celle-ci reste en contact direct avec le peuple, alors que les conseillers fédéraux perdent ce contact de plus en plus, et que, dans une démocratie, l'opinion doit être la grande inspiratrice du législateur.

Se retremper sans cesse dans les larges courants populaires, saisir au vol les occasions qui naissent et les idées

qui circulent en dehors de l'atmosphère des bureaux, étudier l'âme et scruter la conscience de la nation, être de son temps et même être un peu des temps qui viendront, vivre intensément la vie de tous en l'enrichissant et l'ennoblissant, — ceux qui ont en mains le sort de l'État ne sauraient trop s'en préoccuper.

Il y a plus. Récemment, un député de Genève au Conseil national a déposé un « postulat » dans lequel il réclamait la publication des traités, arrangements et accords internationaux conclus au cours de la guerre par le Conseil fédéral en vertu de l'arrêté du 3 août 1914. Les chambres ayant, de par l'art. 85, chiffre 11 de la Constitution, un droit et un devoir de « haute surveillance » sur l'administration fédérale, — droit et devoir qui ne sont pas susceptibles de délégation, — il va de soi qu'en conférant à l'exécutif « le pouvoir illimité de prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité, l'intégrité et la neutralité de la Suisse », elles ne l'autorisaient pas à les prendre dans des conditions telles que le contrôle parlementaire devint illusoire.

Mais que peut bien signifier la « haute surveillance » de l'art. 85, quelle portée peut-elle bien avoir si le Conseil fédéral, en signant des conventions qu'il s'engage à tenir secrètes, les soustrait par cela même à toute possibilité d'examen et de critique par les chambres ? N'a-t-il pas outrepassé son « pouvoir illimité », en accomplissant des actes pour lesquels il ne sauvegardait pas le contrôle du parlement ? Son pouvoir, même « illimité », n'était pas absolu et n'abolissait pas des prérogatives que les membres du Conseil national et du Conseil des Etats ont juré d'exercer au plus près de leur conscience et qui sont intransmissibles de leur nature même.

Si l'exécutif, lorsqu'il a souscrit des traités, arrange-

ments et accords, assumait envers sa ou ses parties contractantes l'engagement de ne pas les publier, il n'observait ni la lettre ni l'esprit de la charte du pays. Que certaines divulgations soient difficiles désormais, nul n'en doutera, comme nul ne pensera qu'on n'eût pu promettre de faire ce qui dépendait de la Suisse pour lever tous obstacles au jeu régulier de nos institutions. Et si le Conseil fédéral alléguait qu'il n'a rien caché aux « Commissions des pleins pouvoirs » des deux chambres, ce n'est pas à des « Commissions » qu'est dévolue la « haute surveillance » sur l'administration, mais au parlement lui-même, à l'ensemble comme à chacun des conseillers nationaux et des conseillers aux États.

Toute dérogation au principe de publicité intégrale est prohibée par notre droit public.

Après cela, ne sera-t-on pas étonné, ne sera-t-on pas alarmé aussi de ce que le « postulat » du député de Genève ait été repoussé ? Le Conseil national a refusé les moyens de s'acquitter de l'obligation formelle de contrôle qui lui incombe. Il n'est pas d'exemple plus typique de capitulation volontaire des chambres devant le Conseil fédéral. C'est ainsi que l'équilibre des pouvoirs se rompt et qu'on sort de la vérité démocratique ¹.

III

Et maintenant, les députés qui doivent leur mandat au suffrage universel ont l'obligation de se rapprocher du peuple. Il y a entre les électeurs et leurs élus des relations nécessaires et fréquentes, qui déterminent un échange perpétuel de suggestions, de vœux et d'informations. Cependant, ce ne sont pas les détenteurs en

¹ Voir, à ce propos, un mot de Louis Ruchonnet dans mon article sur « L'ideal suisse » *Revue* du mois d'août 1918, p. 173.

titre de l' « autorité suprême » qui peuvent avoir, dans le pays, l'influence prépondérante et donner l'impulsion directrice. Même les assemblées délibérantes auxquelles des majorités compactes promettent une réelle unité de l'esprit politique sont incapables de jouer le rôle d'un gouvernement. Elles sont un peu des foules ; les foules s'agitent, les foules créent en l'occurrence, elles n'organisent pas, et gouverner c'est organiser.

Il est donc assez naturel qu'en Suisse le Conseil fédéral, plutôt mal armé par la Constitution, se soit appliqué à régner sur le parlement. Le cas, en vérité, ne serait pas mortel, si l'exécutif, au lieu d'être l'ouvrier et le représentant de notre idéal helvétique, n'avait de plus en plus pris figure de conseil d'administration. Il gère avec intelligence et prévoyance les affaires remises à ses soins ; il se cantonne dans cette tâche, en laissant un peu se prescrire devoirs et droits d'une fonction plus haute.

Eh quoi ! les démocraties sont ombrageuses, et la nôtre particulièrement. Elles ont, sauf en Amérique, une prédilection pour les gouvernements anonymes. Aucune tête ne dépassera les autres ! Et l'on ne tarderait point à se lasser de sept Aristides qu'on entendrait toujours appeler les Justes.

N'avons-nous pas poussé à l'extrême cette terreur des individualités ?

Jadis, il y a vingt ou trente ans de cela, les conseillers fédéraux, choisis dans la règle parmi les membres du parlement, obéissaient à la coutume de briguer un siège de député lors du renouvellement du Conseil national. Ces élections, qu'on appelait désobligeamment, dans la Suisse allemande, des *Complimentswahlen*, offraient

l'inconvénient de n'être que démonstratives : six semaines après, l'élu retrouvait sa magistrature et il fallait mobiliser quelques milliers de citoyens pour le remplacer dans l'autorité législative.

Mais ce baptême populaire triennuel avait l'immense avantage de sortir les conseillers fédéraux de leurs départements et de leur anonymat. Ils rentraient dans la lutte, quelque déférence qu'on leur témoignât, et il n'y a de vie que dans la lutte. La représentation proportionnelle ne dissipera-t-elle pas les scrupules qui ont fait condamner un usage excellent ? Pourquoi le peuple ne contrôlerait-il jamais son gouvernement ? Pourquoi les chambres auraient-elles la liberté de lui imposer des hommes qu'il jugerait insuffisants ou néfastes ? Sans contredit, ces élections n'exprimeront les sentiments que d'une fraction du corps électoral : dorénavant, les arrondissements auront l'étendue d'un canton, et si un conseiller fédéral était maltraité par le suffrage universel dans des cantons tels que Berne, Zurich, Vaud, ou même Soleure, Bâle, Genève, ne saurait-il pas interpréter le verdict de l'opinion ?

Nous n'adopterons pas la solution américaine de l'exécutif. Dans un Etat comme le nôtre, où les susceptibilités de race et de langue sont si vives, il serait bien difficile de garantir aux minorités ethniques une part équitable de représentation. Et puis, nous avons une aversion presque superstitieuse contre toutes les apparences monarchiques. Aussi bien, nous conserverons le système directorial, qui tient raisonnablement compte de la division du travail et de la spécialisation des compétences.

Garderons-nous, en revanche, notre pâle et vide pré-

sidence de la Confédération? Et tous les conseillers fédéraux, quels qu'ils soient, seraient-ils désignés à cette charge par un décret de la Providence?

Comme l'on peut croire que l'heure d'une revision générale de notre Constitution a sonné, il est probable que cette question de la présidence se posera dès le premier jour. Nos goûts ne sont pas révolutionnaires; nous préférons réparer à reconstruire. Il n'est pas impossible, je l'accorde, qu'on en vienne à l'élection du Conseil fédéral par le peuple, quels qu'en soient les périls pour la paix publique. Alors, la présidence pourrait fort bien rester ce qu'elle est; mais si les conseillers fédéraux continuent à être élus par les chambres, il faudra qu'elle ait plus de durée et de relief.

Ce qui aggrave l'anonymat de l'exécutif dans notre démocratie, c'est l'espèce d'inamovibilité qui est assurée aux membres du Conseil fédéral. Même atteints par l'impopularité, même épuisés par l'âge, ils peuvent tabler sur des majorités fidèles s'ils ne se décident pas d'eux-mêmes à démissionner. L'absence de pensions de retraite explique bien des choses; ce n'est pas à l'honneur de la Suisse, si des magistrats qui furent à la tête de la République n'ont pas même la certitude, au terme de leur carrière, de ne point tomber à la charge de leurs proches, de leurs amis ou de la communauté.

En exagérant le culte des situations acquises, nous rendons un détestable service au pays, car des conseillers fédéraux qui n'ont pas à se soucier de leur réélection contractent des habitudes et sont tentés de se faire une mentalité de simples fonctionnaires. Ils incarnent de moins en moins les aspirations nationales, le peuple se

reconnaît en eux de moins en moins, toute la politique de l'État s'embrume et s'enlise. Ceux qui devraient être des chefs ne sont plus que des supérieurs de leurs chefs de service, et, comme ils ne se voient que discrètement stimulés par des chambres où ils sont presque tout-puissants, ils suivent à distance le mouvement des idées, sans l'orienter ni le diriger. Passion de l'initiative, courage en face des responsabilités, sens de l'avenir, tout se refroidit et se voile.

Que de problèmes à élucider encore ! Et celui du suffrage féminin ne serait pas le moins important : nous le résoudrons les derniers peut-être, mais nous n'échapperons pas à une loi de justice.... Je m'arrête ici.

Nous le sentons confusément : un nouveau monde se lève, que nous ne réussissons pas à deviner, ni même à concevoir. Ce monde nouveau réclamera des pensées nouvelles et des hommes, sinon nouveaux, du moins renouvelés par le ferme désir de rompre avec les préjugés, les routines et les erreurs du passé.

VIRGILE ROSSEL.

LE CHANT DU HÉROS

NOUVELLE¹

Là-bas, derrière la grande haie, sur la colline, c'était l'armée ennemie.

De temps à autre l'on voyait poindre un casque en papier, ou un bâton muni d'une pointe étincelante. Et même voici venir quelques généraux chevauchant devant le rempart de verdure et brandissant avec mépris, de notre côté, leurs lances, leurs fusils ou leurs arcs de bois.

Leurs chevaux à deux pattes, tous des gamins fils de pauvres ouvriers, piaffaient et hennissaient de toutes leurs forces, et faisaient des sauts si prodigieux que les cavaliers pouvaient à peine se tenir en équilibre sur leur dos.

— Eh ! là-bas, vous autres, vous n'avez pas même le courage de sortir de votre trou, nous cria le général en chef, ce gros ours de Franz.

Nous avons élu domicile dans une grande sablière.

— Approchez donc, si vous osez, espèce de lâches que vous êtes ! Vous aurez affaire à nous ! *Haarous*² !

¹ *Das Heldenlied*, tiré de *Es war eine goldene Zeit*.

² Ancien cri de guerre des Schwytzois.

Il portait une casquette militaire française, d'un rouge vif, qu'un soldat de Bourbaki devait avoir oubliée ou perdue en 1871. Elle était trop grande pour lui et sa mère y avait cousu un ruban pour la fixer sur sa tête. Ses compagnons, tous généraux, avaient de drôles d'accoutrements. L'un d'eux disparaissait jusqu'aux oreilles sous le képi de son père comme sous une seille. La plupart avaient de beaux sabres en bois peint ou même en métal étincelant. Quant à leurs soldats, abrités derrière la haie, ils étaient munis de longs bâtons, que le forgeron d'Oberhof, en y ajoutant une pointe de fer, avait transformés en piques redoutables. C'était effrayant à voir !

Depuis quelques jours il y avait de la troupe au village. Les soldats faisaient leurs exercices dans les environs et la jeunesse, enflammée par leur exemple, voulait imiter leurs exploits guerriers. Nous autres les écoliers du village d'Unterhof nous nous étions soulevés brusquement contre la tyrannie de nos camarades d'Oberhof. Prenant conscience de nous-mêmes, non sans une certaine fierté, nous ne voulions plus leur obéir. Ah ! nous n'avions été bons jusqu'ici qu'à être leurs chevaux au jeu des soldats ; pour les chasses organisées dans la forêt voisine, à faire les chiens ou le gibier, et quand on jouait aux brigands, c'étaient toujours nous les pauvres gendarmes trompés. Non, vraiment, c'en était assez, il fallait que ça changeât, nous ne nous soumettrions plus de rénavant à leurs caprices !

L'état de guerre était déclaré entre nous. Hier, partis en reconnaissance dans la rue principale d'Oberhof, nous voilà brusquement assaillis par nos ennemis surgis de deux ruelles voisines. Mis en fuite, après une courte

résistance, nous avions même perdu dans le combat notre seul et unique képi, fabriqué en beau papier brillant, d'un rouge écarlate. Il avait disparu dans le torrent, malgré les cris désespérés de Jeffi, le fils du relieur, à qui appartenait cette merveille.

Ceux de là-haut, grisés par leur victoire de la veille, profitant du congé de cet après-midi, nous avaient provoqués au combat sur la prairie, au pied de la colline du Bruel, autour de notre sablière.

Le crépitement venant des hauteurs voisines et les baïonnettes des vrais soldats qui étincelaient sur la hauteur ne firent pas désertir beaucoup d'entre nous. Il s'agissait aujourd'hui de prendre notre revanche de la honteuse défaite que nous avaient fait subir ces petits morveux d'Oberhof. Postés en observation derrière le rempart de notre fondrière, nous attendions anxieux les événements.

Quant au nombre, nos forces égalaient celles de l'ennemi, mais ils étaient bien mieux équipés que nous. Pour toute arme nous avions de courtes baguettes de saule ou de simples bâtons ; c'était peu de chose. Seul Nöldi, notre capitaine, brandissait un fusil en bois, qui avait l'air d'une petite croix de cimetière. En guise d'uniforme il portait une misérable chemise de berger. Il allait tête nue, sans même un képi sur ses cheveux crépus, couleur filasse, tandis que moi et quelques autres nous exhibions fièrement sur nos chapeaux de superbes plumes de paon ou de coq.

Pleins de courage et de confiance nous attendions l'ennemi l'arme au pied. Jamais il n'oserait nous attaquer dans notre forteresse. Car sur ceux qui pousseraient jusqu'à nous, quelle grêle de pierres ! Une fronde ennemie venait d'en lancer une parmi nous. Nous l'avions

échappé belle, mais nous étions furieux et prêts à les assommer tous. Pourtant retranchés là-bas derrière la grande haie, avec leurs piques effrayantes et leurs sabres, ils nous tenaient en respect et nous restions sur la défensive.

A une provocation méprisante de ce gaillard de Franzeli, Nöldi, notre brave capitaine, nous entraîna brusquement :

— Ah ! voyez-les, comme ils se moquent de nous là-bas, ils rentreront chez eux et raconteront que nous nous sommes lâchement laissé battre, tapés dans notre trou. Allons, à l'attaque, venez tous !

Les plus hardis étaient prêts à s'élancer, d'autres plus timides hésitaient, quelques-uns, enfin, se taisaient, et leurs regards anxieux se tournaient du côté de la grande haie, où l'on voyait l'état-major ennemi parader de long en large.

Knöbeli, le fils du tailleur, ce petit bout d'homme que nous avions surnommé « cabri », piaulait à fendre l'âme : « Je veux rentrer, aller à la maison. » « Eh bien, vas-y donc, lui ordonna Nöldi furieux, le menaçant de son fusil de bois, et que je ne te voie plus, espèce de petit crapaud ! »

Le gamin, à demi-mort de frayeur, se mit à hurler : « Mère ! mère ! » et jetant loin de lui sa baguette, il se précipita en courant du côté du village, non sans se retourner encore plusieurs fois vers nous, les yeux hagards, comme si on le poursuivait. Plus d'un de ses petits camarades, plus d'un de ces braves guerriers, enviait son sort et eût voulu le suivre. Mais le *punkte-nêri* (point d'honneur) les retenait fidèles à leur poste. Non, non, ils ne voulaient pas être traités leur vie durant comme de misérables déserteurs. Soudain, un retentis-

sant coup de trompette. Qu'est-ce que cela pouvait bien signifier ? Oh ! toutes ces pointes étincelantes au bout des longs bâtons, et ces sabres des chefs reluisant au soleil de midi. Cette fois, ils étaient plus nombreux que nous, il n'y avait pas à en douter, et, bouleversés, nos regards se tournèrent tous vers Nöldi.

Enflammé de courage, les joues en feu, il se tenait droit, les yeux fixés sur l'ennemi.

Les généraux, là-bas, passaient leurs troupes en revue, distribuant leurs ordres à tort et à travers. Tout à coup, voici le cheval à deux pattes de ce gros Franzeli qui trébuche contre une taupinière et le généralissime, sa casquette rouge en avant, va rouler dans la prairie. Des cris de joie et des éclats de rire partant de notre fondrière accueillirent ce patatras. Franzeli, lui, écumait de rage. Il se hissa de nouveau sur sa monture soumise, et brandissant son sabre, il criait, montrant notre abri :

— Misérables froussards que vous êtes tous, vous n'avez pas même le courage de montrer le bout du nez ; vous ne perdez rien pour attendre, allez, on va vous faire déguerpir de votre tanière. Attendez, lancez toujours vos pierres sur nous, si ça vous fait plaisir.... Quels soldats, on n'en aura jamais vu de plus lâches !

Nöldi bondit.

— Ah ! c'est ainsi ! dit-il, et ses yeux flamboyaient. Si vous n'avez pas le courage de me suivre, eh bien moi j'irai seul, je n'ai pas peur. Qu'ils me tuent, ça m'est égal.

— Moi aussi, j'y vais, moi aussi, nous y allons tous !

Quelques-uns, parmi nous, pâles de frayeur, s'étaient glissés hors des rangs ; Nöldi les poursuivait, les frap-

pant avec la crosse de son fusil et les ramenant vers nous.

Un nouveau coup de trompette, très aigu, cette fois, nous fit sursauter. Oubliant les petits fuyards, nous regardions vers l'ennemi. Il avançait lentement dans notre direction. L'infanterie en première ligne, piques en avant, puis les généraux chevauchant et gesticulant. Quel tintamarre effrayant !

Nöldi à cette vue n'y tint plus ; il s'élança sur le bord de la sablière, et nous après lui. Moi, en qualité de portebannière, j'arborais le mouchoir de ma grand'mère au bout de ma baguette de noisetier, et nous voilà tous, nous ruant sur l'ennemi.

« Hourrah ! hourrah ! » une grêle de mottes de gazon mouillé s'abattit sur nous, nous obligeant à battre en retraite dans notre forteresse. L'ennemi, désormais sûr de la victoire, se précipita à notre poursuite. Exaspérés par cette pluie de perfides projectiles, nous ripostions par des poignées de sable et de gravier. Le gros Franzeli, hors de lui, avait beau les exhorter à l'assaut, ce fut à leur tour de reculer maintenant. Son cheval, ayant reçu une pierre sur le pied, se cabrait : inutile de vouloir le faire avancer...

Décidément, il fallait trouver autre chose, et nos adversaires choisirent le combat en rase campagne.

Que faire ? Il fallait bien se soumettre. Du reste, poussés à bout par leurs moqueries, nous nous étions jetés en avant, oubliant le danger, et faisant retentir nos hourrah et nos haarus.

Ils devaient avoir ramassé en cachette tous les cailloux lancés par nous, car soudain nous fûmes salués par une pluie de pierres. Mon drapeau fut mis en lambeaux

et mon chapeau roula à terre. Quelques-uns des nôtres avaient même de gros trous dans la tête et le sang coulait à flots. Aveuglés par la douleur et la colère, nous nous étions jetés sur eux, brandissant nos baguettes de saule. Ils ne firent pas mine de reculer, seul un cheval effrayé avait pris le mors aux dents.

Nous voulions les tuer tous, mais le moyen d'avancer contre leurs terribles piques ! Le pauvre Nazeli poussa un cri, il venait de se blesser au sang à l'une des lances. Nous fîmes halte à une distance respectable, mais l'ennemi, sans nous laisser de répit, continuait à avancer.

— Retirez-vous donc, vous autres, dans votre forteresse imprenable ! nous criaient les généraux d'un ton narquois.

Ah ! il fallait voir Nöldi maintenant. Prêt à se jeter en avant, il s'était brusquement redressé ; immobile, les traits figés, il écoutait. Là-haut, sur le Schnabelsberg, c'était un crépitement effroyable, on eût dit une véritable bataille. Puis, tout à coup, les sons graves et solennels de la marche de Sempach résonnèrent dans la vallée : « Sempach, noble champ de gloire, ton fruit subsiste et ne meurt pas ! » Cette fois, l'enfant pris d'un tremblement, pâle d'abord, puis les joues en feu, s'élança sur l'ennemi.

Et nous autres le suivant, son petit fusil de bois vole parmi les généraux. Le voilà dans la mêlée empoignant une brassée de piques tendues vers lui. Des cris d'effroi, la débandade générale, puis un long gémissement. Notre vaillant petit capitaine était couché là, sur le gazon.

Nöldi ! Le souvenir de Winkelried se dressa devant nous. Grisés et entraînés par son courage et son élan

héroïques, c'était à nous maintenant de nous jeter sur l'ennemi et passant par-dessus notre camarade, comme à Sempach, nous voulions les exterminer tous. Nos gaules frappaient ferme. Du reste les soldats, pris au dépourvu, fuyaient devant nous, abandonnant leurs armes. On entendit soudain les cris effrayés d'un des gamins :

— Jésus ! il s'est blessé à ma pique, il saigne.

En un clin d'œil l'armée ennemie s'était dispersée aux quatre vents. La casquette rouge aussi gisait abandonnée sur le champ de bataille. Quels formidables hurlements de victoire !

Un cri de détresse, de douleur étouffée, calma subitement notre allégresse. Nöldi s'était redressé, il tenait toujours encore les lances serrées contre lui et un sourire radieux illuminait sa petite figure. Il retomba, pâle comme la mort, et nous aperçûmes cette fois sa pauvre chemise de berger toute maculée de sang.

On eût dit que cela venait d'une légère égratignure à la main, mais non, le filet rouge coulait le long du corps jusqu'à ses pieds nus.

— Il a les yeux fermés, s'écria l'un d'entre nous avec angoisse.

— Oui, il ne bouge plus, ajouta un autre d'un ton navré.

— Jésus ! Marie ! Joseph ! Bien sûr qu'il est mort maintenant, fit un autre, et il tremblait de tout son corps.

Mort !... cette idée nous effraya horriblement. Oh ! nos cris désespérés et cette course éperdue vers la maison !

Un long, très long moment se passa avant que nous autres gamins eussions osé raconter chez nous l'issue fatale du combat.

Il faisait presque nuit. Un bataillon traversait la colline du Bruel. Les soldats, au pas, marchaient fermes et résolus, ils revenaient d'un exercice de tir. Leurs uniformes étaient couverts de poussière, leurs genoux fléchissaient de fatigue, mais un trait de courage contenu soulignait leur regard, tandis qu'au loin résonnait glorieux le chant de Sempach.

Par file à droite, halte ! L'ordre vola de bouche en bouche. Les soldats firent halte à droite. Sur la route, plus large à cet endroit, les troupes étonnées virent passer une civière accompagnée du curé et de beaucoup de gens du village.

Pâle comme la mort, les sourcils menaçants, un petit garçon était couché sur la civière ; il tenait fortement serrés contre sa poitrine un faisceau de bâtons munis de pointes de fer. On eût dit qu'il dormait.

En face de l'étrange cortège, la musique du bataillon se tut un instant. Puis de nouveau l'on entendit le pas régulier des soldats retentir au loin dans la vallée, mêlé aux échos du chant de Sempach.

MEINRAD LIENERT.

Traduction de Louisa Wenger.



LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE ET LA DÉMOCRATIE

A propos d'un livre de Guglielmo Ferrero

I

Après avoir établi, par les documents diplomatiques (*Le origini della guerra presente*. Milano-Rava & C^e editori, 1915), d'une façon aussi convaincante que catégorique, les lourdes responsabilités des gouvernements et des partis qui lancèrent l'*ultimatum* à la Serbie et entraînèrent l'Europe dans une effroyable catastrophe, M. Guglielmo Ferrero vient d'indiquer, dans un livre qui soulève en Italie et en France des débats passionnés (*La vecchia Europa e la nuova*. Milano, Treves edit., 1918), les responsabilités qui dépassent les individus, les États, les peuples belligérants, pour atteindre les tares communes d'une époque et d'une civilisation. Que les deux réquisitoires soient signés par le même écrivain, voilà ce qui est, à coup sûr, très significatif et surtout très heureux.

M. Ferrero a pris sa place au bon combat, mais il fait

ressentir quand même la pitié que — disait Vigny — « après tout tous méritent ! » Pour la conscience de M. Ferrero le crime est bien, sans euphémisme et sans hésitation, le crime, le crime avec des auteurs positifs et des complices déterminés, le crime qui doit provoquer une réaction légitime et qui mérite une sanction salutaire. Mais, l'« impératif » de la raison pratique une fois obéi, il ne se refuse pas à admettre les suggestions du milieu, les appâts de l'occasion, les défaillances et les imprévoyances de tous, même de la victime et des témoins. Pareille recherche impartiale et philosophique chez M. Ferrero — qui a flétri le coupable — ne nous trouve guère méfiants : chez d'autres, chez M. Romain Rolland par exemple, elle serait moins persuasive.

II

On naît pessimiste. Beaucoup, au moins, le croient. M. Ferrero ferait exception à la règle. Lorsque, conférencier captivant et documenté (*Il militarismo*. Milano Treves edit., 1897), il se présentait, de 1895 à 1897, sous les auspices de la « Société lombarde pour la paix », au grand public de Milan, il n'était guère attendri par la vision et la nostalgie des temps reculés, mais il était hanté par une sorte d'impatience d'assister à l'éclosion de la vie moderne exubérante de puissance et de richesse, de la cité nouvelle fiévreuse d'industrie, âpre au gain et à la réalité. Il n'était rien moins que traditionaliste, fût-ce même de la tradition du « Risorgimento. » Son livre *L'Europe jeune* (Milan, Treves, éditeur, 1896) ne se rattachait point à la conception de la « Jeune Europe » de Mazzini, et le centre de lumière n'était pas aux bords sacrés du Tibre ou de la Seine. M. Ferrero avait entrevu les villes modèles dans deux métropoles

que les événements ont, depuis, singulièrement rapprochées : Berlin et Moscou¹.

Il a eu, donc — pour en venir aux avertissements qu'il nous fit entendre avant et pendant la mêlée — à se contredire, à se renier, à faire oublier ses propres paroles. C'est là un signe de noblesse et de vie. Il a changé parce qu'il a vécu ; sa pensée s'est transformée parce qu'elle était de source personnelle et riche de sève : *mutatur, ergo est*. Il a changé lentement, par degrés, par tâtonnement et par sondages, avec un malaise sourd et profond, comme par crainte d'en arriver à douter du grand *credo* universel d'avant 1914 : le progrès presque géométrique de la société humaine.

En parcourant les années synthétiques de la « grandeur et décadence des Romains », — les années de l'assassinat de César et de l'élévation d'Octavien Auguste, de la défaite des familles républicaines et patriciennes de vieille roche et de l'éclat impérial, — il avait reconnu, comme à la lueur tragique d'un éclair, maintes ressemblances de deux siècles outrecuidants : le dernier de l'ère ancienne et le vingtième de la nôtre. *Corrumperet et corrumpi saeculum vocatur*. Corrompre et être corrompu : cela s'appelait, encore une fois, de la modernité. L'*avaritia*, — dans la belle et complète acception de soif maudite de l'argent, — la *luxuria*, l'*ambitio*, ces trois passions qui avaient empoisonné la Rome ancienne avant de la livrer aux barbares, c'étaient elles toujours qui menaçaient l'Europe et l'Amérique. *Entre deux mondes*,

¹ M. Jean Bourdieu rappelle dans les *Débats* (11 août 1918) qu'à la fin du siècle « un sociologue italien, dans un livre sur le *Militarismo*, affirmait que les Allemands, en dépit de leur culte de l'équilibre et de la violence, étaient de tous les peuples le plus attaché à la paix ; seules les traditions belliqueuses de la France lui causaient quelque inquiétude. »

(Milan, Treves, 1913), au milieu de la foule désœuvrée des paquebots transatlantiques, dans les halls fastueux des hôtels cosmopolites, dans le brouillard parfumé des cigares de luxe, aux reflets des pierres précieuses, au frôlement des soieries délicates, il avait mesuré le danger immense que nous courions tous sans le soupçonner. Il me semble que j'écoute son soliloque : « Voilà de quoi rêvent à présent des millions et des millions d'êtres humains, isolés et perdus dans les vastes boulevards, sous les globes électriques, comme leurs ancêtres des cavernes, dans le profond silence des forêts inconnues ! Ils rêvent tous, ceux qui veillent et ceux qui dorment, les ouvriers et les petits bourgeois, les intellectuels et les ignorants, ils rêvent tous d'être de ce petit nombre d'élus, de ce paradis mahométan bâti par la chrétienté de deux continents, d'y percer, eux ou leurs enfants, par le travail ou par la ruse, par la gloire ou par la honte, par des vers ou par une marque de fabrique, par une invention prodigieuse ou par un crime inédit. Ils sont impatients de s'installer dans cet Olympe, d'y goûter les repas fins et les vins rares, les loisirs langoureux, les orchestres invisibles, la vanité satisfaite et — volupté suprême — les délices malsaines de penser qu'on vous envie. Où allons-nous donc ? La mer aura-t-elle assez de perles, la terre assez de fruits, les mines assez de métaux, les femmes assez de beauté et de jeunesse pour désaltérer cette foule avide qui des quatre coins de la terre se précipite au château du roi Bombance ? »

Pangloss, l'éternel Pangloss qui voyageait avec M. Ferrero, Pangloss, repu et optimiste, vantait d'une éloquence digestive les bienfaits de la machine, des machines créées et de celles à créer, du monde transformé qui aurait pro-

duit de tout et toujours et pour tous, qui aurait assouvi les convoitises déchainées au fond des cœurs des hommes.

Et M. Ferrero de lui répondre....

III

Le mérite de M. Ferrero ne réside aucunement dans la réponse ou les réponses qu'il lui donna. Il est bien rare que celui qui pose un problème ait le bonheur de le résoudre. Le monde irait trop vite s'il en était ainsi et les sciences morales ont la lenteur de la sagesse centenaire. Elles progressent un peu, mais surtout elles demeurent : c'est leur lot et leur prestige.

Les historiens s'amuse à découvrir chez M. Ferrero des lacunes d'érudition ; les professionnels de la philosophie officielle à lui reprocher des formules chancelantes. Les uns et les autres ne se doutent pas que l'historien de la « grandeur et décadence des Romains » est surtout un moraliste : un moraliste de souffle, d'inspiration et d'envergure, qui nous offre des sujets de méditation beaucoup plus que des résultats de paléographie ou des échafaudages de théoricien.

Au demeurant, M. Ferrero s'est fourvoyé, dans ses deux réponses, une fois par une erreur ultra-classique et une fois par une erreur ultra-moderne. Dégoûté de la course générale aux plaisirs, à l'argent, à la suprématie, il proteste que le but devrait être non pas de posséder, mais bien de se perfectionner : « Le but suprême des Etats n'est ni la richesse, ni la puissance : c'est la vertu. » La vertu ! Machiavel l'avait invoquée ; les hommes de 1789 la prônaient à chaque instant. Montesquieu, au troisième livre de son *Esprit des lois*, en a parlé avec plus d'exactitude : « Dans un Etat populaire, il faut un

ressort de plus (que dans un Etat despotique), un ressort de plus qui est la vertu. » L'Etat ne peut pas être le sujet de la vertu ; malgré toutes les personnalités juridiques qu'on lui reconnaît, il n'est que l'objet de la vertu : *palitur sive utilitur, non efficit*. Dans nos démocraties elle lui serait plus nécessaire que jamais : il la postule avec persévérance, il la présuppose avec entêtement, dans une certaine mesure il arrive même à l'encourager. Que pourrait-on lui réclamer de plus ? On lui demande tant de choses ! la nourriture et le chauffage, la sécurité de l'estomac et des revenus, les transports et les communications, les rues bien éclairées et les gendarmes aux carrefours. Pour le côté matériel de la vie, pour la santé du corps, pour n'être pas empoisonné par les contrefacteurs, pour n'être pas volé par les escrocs, on lui demande tout. Chien de garde et balayeur public, on trouve qu'il n'est jamais là lorsqu'on le désire ; quand il demande sa pitance ou son salaire, il arrive trop tôt. Quant à l'âme, on ne peut lui demander qu'en raison de ce qu'on lui donne. L'Etat ne peut poursuivre comme but la vertu que si les individus se la proposent. Il ne s'agit donc pas de corriger le but collectif, mais tout d'abord le but individuel.

D'autre part, M. Ferrero a été presque figé par la perspicacité même de son imagination symbolique. Peut-on distribuer toute cette *pinguedo terræ* d'une façon égale à tous ? Evidemment, une telle demande n'a de valeur que pour autant qu'elle nous permet de saisir la tromperie et la veulerie d'une conception épicurienne de la vie. Ce serait l'appauvrir que de la prendre à la lettre. Et même si l'on pouvait garantir à tous les prisonniers de cette cage terrestre le traitement des passagers de première classe ? « Ça n'aurait plus de valeur,

une fois la troisième et la seconde supprimées, » répond la sagesse de toujours. « Ce serait de la camelote, » répondent la mesquinerie et la méfiance des contemporains.

M. Ferrero a choisi, malencontreusement, ce dédain plein de fatuité et de snobisme : le dédain et la peur de la contrefaçon grossière, le plaisir d'une formule qui sent le camphre et le renfermé, qui semble craindre l'air, le soleil et la multitude. Il a choisi la formule de la « quantité » et de la « qualité » dont s'empara des deux côtés des Alpes la conversation des salons et — dans les entr'actes des offensives — la polémique virtuose des journaux. On n'est jamais trahi que par les siens. Lui, l'orateur poète qui avait célébré autrefois contre les roisiers parcimonieux des civilisations de jadis les magnolias « qui se recouvrent au printemps d'une myriade de fleurs », en vint à préférer les sociétés « qualitatives » d'antan à nos créations « quantitatives ! » De quoi souffrons-nous ? Du triomphe du nombre, des saturnales indécentes de la quantité !

Voilà une boutade sentimentale. On s'en explique le succès : à ce tournant de l'histoire nous souffrons de ne pas former encore une seule famille et nous nous berçons volontiers de l'illusion de pouvoir revenir à l'isolement.

On a plus de peine à choisir parmi tous les reproches qu'on pourrait adresser à cette formule fautive. Le premier est, certes, du grand tort qu'elle a fait à M. Ferrero lui-même, par son éclat et par son tapage, laissant le lecteur abasourdi et incapable de distinguer le plus pur et le plus vrai. Elle contient, ensuite, un danger social et un danger politique, dont le second menace, au cours du drame que nous vivons, les sources mêmes de notre salut.

D'abord cette élogie de la qualité, par un je ne sais quoi de narcotique et presque de malthusien, flatte les minorités dans leur penchant plus grave, favorise leur tentation plus basse : celle de renoncer à communier avec les aspirations de la majorité, à posséder et à transformer la majorité.

Deuxièmement, on ne devrait pas oublier que les civilisations de jadis ont constitué — à l'apogée de leur floraison — beaucoup plus que le bien-être, la plénitude intérieure et la jouissance ennoblissante de la majorité. C'est dans ce secret d'élévation et de nivellement à la fois que réside le plus exquis de leur charme. Florence, où le crieur public étalait en belles octaves sonores, au milieu du marché, parmi les citadins et les villageois, les contes enluminés du terroir et d'outre-mer, des saints et de César, de la Bible et de l'*Enéide* ; les campagnes des Abruzzes où les femmes, assises aux longs crépuscules sur la porte des maisons rustiques, préparaient pour une couche nuptiale ou pour un berceau des rêves légers dans des dentelles féeriques ; les petites villes ensoleillées de Romagne, où un potier inconnu apprêtait, pour les tables des humbles les assiettes des pauvres, festin de couleurs harmonieuses et de dessins délicats !... C'était bien le nombre qui se régalaient de toutes les prérogatives royales de la qualité ! Un simple regard à cet âge où les cathédrales surgissaient presque sans auteur, s'élançaient vers les saints du ciel par l'élan unanime des seigneurs et des rustres, des nobles dames et des filles méprisées, suffit pour nous rappeler que la matière seule connaît les limites de la quantité, mais que l'esprit, âme véritable de la qualité, les ignore et les dépasse, renaissant toujours dans les merveilles innombrables.

Il y a eu vraiment, avec la primogéniture de la civili-

sation méditerranéenne, des démocraties aristocratiques où tous les plébéiens étaient chevaliers. *Tutto il popolo è cavaliere*, dit le poète. Et voilà qu'il nous arrive d'entendre M. Ferrero blasphémer contre les immenses armées d'aujourd'hui et rêver d'un impossible retour aux recrutements modiques ! Pourquoi pas aux mercenaires ? Pourquoi pas aux parties d'échecs dont les roitelets étaient les partenaires et les peuples l'enjeu ? H. Taine a été plus logique : il a combattu le service universel, mais il répudiait aussi le suffrage universel : « Prenez garde, disait-il, on vous met dans la main un bulletin de vote, mais on vous flanque un sac sur le dos. Vous serez tous rois, mais vous serez aussi tous soldats, et votre millionième de souveraineté, vous risquez bel et bien de le payer par la totalité de la servitude et de la mort. »

On ne saurait, en effet, disjoindre les deux choses. La Russie qui n'avait pas le suffrage universel n'a pas pu résister à l'expérience du service universel ; elle n'a même pas réussi à l'appliquer avant de s'effondrer. Que le suffrage universel ne soit pas la mesure, mais, à peine, la procédure formelle de la démocratie ; qu'il puisse servir de façade à bien des anachronismes et des atavismes, ainsi qu'au Reichstag et au Landtag ; que l'égalité des électeurs cache, parfois, tout simplement l'inégalité des nations renfermées dans un état, d'accord. — Toutefois il faut retenir ceci avant tout : que les peuples enfantés par la liberté doivent élever, intégrer, organiser, interpréter, encadrer le suffrage universel, mais, le voudraient-ils tous quand même, ils sont impuissants et incapables de le remplacer par quoi que ce soit. Ils n'ont plus l'alléation complète de soi-même qui est le propre de la mentalité féodale : ils n'ont

plus une classe qui garde par tradition l'instinct de l'autorité et du patronage. Ils ne savent plus ni obéir, ni commander : ils ne peuvent plus que s'accorder. Aux heures difficiles ils doivent recourir aux aristocraties morales et volontaires, aux aristocraties dénuées de tout privilège, aux aristocraties non pas de la naissance, mais de la conscience, c'est-à-dire au produit le plus précieux de la civilisation démocratique. Dans ces conditions considérer comme probable un changement impossible, caresser des yeux et de l'imagination une diversité qui, pour se vérifier, exigerait un cataclysme, garder une attitude boudeuse et renfrognée vis-à-vis de la puissance matérielle du nombre qu'il dépend de nous de transfigurer en la puissance bienfaisante de la volonté unanime, devant cette matière, en un mot, qui ne demande qu'à être vivifiée par la force de l'esprit, c'est du bavardage. *Nihil de principe*, disait-on jadis par prudence ; aujourd'hui par respect de la réalité, l'on devrait s'écrier : *nihil de populo*.

Enervés par la longueur de l'épreuve actuelle, englutis par ce tourbillon d'égoïsme qui sévit fatalement à l'heure même où se produisent tant de miracles de générosité, il y a des spectateurs qui accusent les vastes armées du ^{xx}e siècle de ne pas savoir en finir. M. Ferrero a fait à ces propos oiseux l'excès d'honneur de les coordonner en perspectives d'histoire. Comme il n'ose pas croire à la fin des guerres, il voudrait au moins pour l'avenir de petits conflits réduits entre des armées aux proportions raisonnables. Il ne voit pas que les princes d'antan pouvaient s'avouer vaincus — et encore pas sans avoir passé en efforts et recommencements des périodes beaucoup plus longues que celle-ci ! — parce que leur escouade avait été dispersée et qu'ils n'avaient

ni l'argent ni les moyens d'en lever d'autres, mais qu'aucune convention ne pourra obliger des peuples à jouer leur indépendance, leur prospérité, leur honneur sur le sort d'une petite bataille. Le fléchissement du caractère moral pourrait seul permettre une telle renonciation.

Vraiment, M. Ferrero s'est fait illusion s'il a cru tirer quelque profit des rancunes courantes contre le service universel. Elles ne peuvent déceler de la lumière : elles ne contiennent que l'obscurité épaisse de l'ignorance et de la sottise, que la cruauté foncière de la lâcheté. Il me semble que je l'entends toujours, ce savant imbécile qui aurait voulu être exempté pour ses gros bouquins et qui demandait d'un air impayable de triomphe : « Mais n'y a-t-il pas les soldats pour faire la guerre ? »

IV

Toujours est-il que M. Ferrero a flairé la contradiction par laquelle les démocraties paisibles de l'Europe occidentale et d'Amérique ont provoqué l'agression et entretenu, légitimé presque, dans les cœurs de ceux qui les guettaient, l'espoir et le calcul d'une victoire facile et certaine.

Jamais démocratie n'a vécu sans des lois somptuaires, sans dresser contre les folies du luxe l'humble rempart d'une prohibition qui n'était pas inutile, même si elle était violée. M. Virgile Rossel a rappelé — dans des pages relevées par une émotion haute et profonde sur « l'idéal suisse » — les effets corrupteurs de cette opulence dénoncée par Rousseau comme l'ennemie des peuples libres. « Une démocratie républicaine ment à ses principes, si elle recule devant un peu d'ascétisme. » (*Bibliothèque universelle*, août 1918, page 170).

Nous avons négligé les résultats de l'expérience mé-

ditéranéenne. Les démocraties classiques avaient vénéré la pauvreté des philosophes et des conducteurs d'hommes ; les démocraties du moyen âge avaient fait de la pauvreté la condition de la vie sainte et charitable. Nous prétendions au contraire vivre en état démocratique et nous laisser servir les balivernes et les apologies du luxe qui plaisaient au sensisme du XVIII^e siècle. Nos romanciers se refusaient à peindre une âme qui ne fût pas habillée par Paquin et Doucet ; ils se plaisaient à établir par la toilette un budget familial. Ils ne tarissaient pas d'ironie sur les petites familles modestes, sur les humbles décors. Serrée dans la foule du Métro, la petite dactylographe qui dévorait son roman était écœurée d'avance de l'intérieur obscur qu'elle allait regagner. Aussi, pour ne pas froisser les lecteurs, la littérature ne présentait guère que des richissimes. Les valeurs se confondaient et les succès de l'art et de la science paraissaient se coter à la bourse.

On voulait la paix. La paix, d'abord, pour les individus : que chacun puisse vivre sa vie. N'avait-on pas découvert un droit oublié par la déclaration des droits de l'homme : « le droit au bonheur ? » Mais on lui indiquait tout justement le but qui empêche la tranquillité de l'âme, qui exclut le calme honnête de l'esprit, « *honestis* », disaient les Latins, la médecine des passions humaines. On l'avait fait dépendre de la réussite et non de l'effort avec sa propre et immanquable récompense. Le but de l'homme sans le ressort moral de l'homme.

On voulait la paix des classes. Mais les classes se confondaient et s'égalaient dans la vulgarité universelle des mêmes appétits. Aussi rien ne ressemblait au socialisme comme la haute bourgeoisie, se détestant mutuellement par la conscience de leur identité dans le matérialisme ; et cela faisait penser, parfois, à ces villes d'opé-

rette où rien ne ressemble à l'apache comme le gendarme chargé de le surveiller.

On voulait — et beaucoup plus sincèrement — la paix internationale, mais pour mieux poursuivre la concurrence effrénée des individus et la jugulation mutuelle des classes. On voulait la paix, mais l'observateur le plus optimiste ne pouvait pas prédire qu'on aurait su lutter et se saigner à blanc pour la rétablir dans la justice.

Le but de l'individu dans l'accaparement ; le but des classes dans l'exploitation ou dans la spoliation ; il ne restait qu'une conclusion à tirer : le but de la nation dans l'asservissement et l'appauvrissement des autres.

Cette conclusion fut tirée.

Elle fut tirée là où le ravage de l'individualisme avait été le plus grand ; où, dans la théorie et dans la pratique, la lutte des classes avait été le plus âpre ; où toutes les difficultés pouvaient être liquidées par une promesse de « bien-être », par une gigantesque entreprise d'enrichissement collectif.

Combien d'idées, dans cette analyse, restent à mettre au clair : idée de l'effort, idée du but individuel, idée de la répétition historique et du progrès !

Mais ces lignes ne seront — peut-être — pas tout à fait inutiles si elles ont fait entrevoir :

Que parmi ceux qui réclament une paix quelconque règnent en général les tendances morales par lesquelles la guerre a été engendrée ;

Que si les démocraties peuvent sortir victorieuses de l'étreinte mortelle, elles se seront débarrassées de leur plus terrible ennemi intérieur.

PAOLO ARCARI.



LETTRES INÉDITES
DE
STANISLAS-AUGUSTE PONIATOWSKI
sur la Pologne et son premier partage.

Nous assistons depuis quelques mois à la résurrection pleine de promesses d'un Etat qui eut des destinées brillantes dans l'Europe orientale et tomba ensuite sous les coups de ses trois ambitieux et puissants voisins : la Russie, la Prusse et l'Autriche. Pays de liberté — du moins pour la classe des citoyens, qui se confondait avec celle des nobles — et pays constitutionnel, la Pologne fut la victime de cet absolutisme envahissant de Catherine II de Russie, de Frédéric le Grand de Prusse, de Marie-Thérèse et Joseph II d'Autriche que l'on honore trop facilement sans doute du titre de « despotisme éclairé. »

Par un revirement remarquable des choses qui constitue en même temps un spectacle impressionnant, nous voyons ces trois puissances tomber et même s'émietter sous les coups de la révolution la plus profonde et la plus sanglante de l'histoire ou sous les assauts irrésistibles de l'esprit nouveau de liberté et de justice qui s'élève au-dessus des ruines d'un passé que bien peu de personnes regretteront sincèrement. Et la Pologne, mutilée en

1772 et 1793, effacée de la carte de l'Europe en 1795, torturée pendant un siècle et quart par ceux qui s'en étaient partagé les lambeaux, sort enfin de la tombe dans laquelle le despotisme et l'arbitraire avaient cru l'ensevelir pour toujours. C'est que les Polonais gardèrent une foi profonde dans les destinées de leur pays et dans la liberté de la nation ; or, on vient de le voir, la foi et la liberté sont deux principes capables de révolutionner le monde.

Le déclin de l'ancienne « Sérénissime République de Pologne » avait commencé à la fin du dix-septième siècle ; il augmenta avec une rapidité impressionnante dès la mort du roi Auguste III, électeur de Saxe, et l'arrivée au pouvoir de Stanislas-Auguste Poniatowski en 1764, lequel dut assister aux trois partages et à la disparition de son pays.

Il m'a paru intéressant de placer aujourd'hui sous les yeux du public quelques documents intéressants et inédits qui datent de l'époque du premier partage, en 1772. Ce sont surtout des lettres du roi Stanislas-Auguste, adressées aux agents secrets qu'il posséda à Paris auprès du comte de Choiseul, du duc d'Aiguillon et du comte de Vergennes, successivement ministres des affaires étrangères sous Louis XV et Louis XVI, et par l'intermédiaire desquels il chercha à intéresser la France au sort de la Pologne.

Le Vaudois Maurice Glayre, qui fut pendant plus de vingt ans secrétaire et conseiller intime de Stanislas-Auguste, devint lui-même agent du roi à Paris en 1788 et c'est alors qu'il entra en possession des dépêches chiffrées, avec la traduction entre les lignes, que ses prédécesseurs avaient reçues. Cette collection précieuse fut conservée par lui dans sa maison de Romainmôtier et

appartient aujourd'hui à M. Jaccard-de Lerber. Je fus autorisé par M. de Lerber, il y a un quart de siècle environ, à en prendre connaissance. La plus grande partie fut publiée par moi en 1897, à Paris, chez Calmann-Lévy en un volume sous le titre : *Stanislas-Auguste Poniałowski et Maurice Glayre. Correspondance relative aux partages de la Pologne*. D'autres lettres éparses sur le même sujet furent retrouvées encore. On les lira dans les pages suivantes.

En dehors des lettres écrites sur l'ordre du roi par son secrétaire et conseiller aux agents à Paris, le comte de Monet, le comte Branicki et le général de Rieule, quelques autres de ces deux derniers ou de Glayre lui-même servent à mieux éclairer les événements de l'époque.



Dès que le roi Auguste III mourut, deux tendances politiques se manifestèrent en Pologne à l'occasion du choix de son successeur. Si tous les citoyens étaient convaincus que la constitution renfermait de nombreux défauts qu'il fallait faire disparaître, ils n'étaient plus d'accord au sujet des réformes à accomplir. Le parti puissant des Czartoryski voulait accorder de plus grands pouvoirs au gouvernement central en rendant la royauté héréditaire et en faisant disparaître du droit public polonais l'absurde droit de *liberum veto* en vertu duquel un seul des 300 membres du parlement ou Chambre des nonces pouvait s'opposer à la volonté de tous ses collègues.

L'autre parti avait à sa tête la famille très influente aussi des Potocki. Il voulait rendre la constitution plus démocratique et égalitaire et diminuer les prérogatives déjà bien modestes du roi.

Les circonstances favorisèrent d'abord les Czartoryski. Ils se servirent de leur influence et du prestige qui les

entourait pour faire élire leur neveu Stanislas-Auguste Poniatowski, auquel ils avaient inculqué leurs idées et en qui ils espéraient trouver un instrument pour la renaissance de la Pologne.

Stanislas-Auguste ne fut pas à la hauteur de la politique qu'on voulait lui faire suivre. Quoiqu'un alchimiste lui eût prédit dès son enfance qu'il deviendrait roi, il ne se prépara pas avec suffisamment de soin et de travail à affronter une aussi grande responsabilité. Très cultivé, homme d'esprit, il voyagea beaucoup pendant sa jeunesse, vécut à Paris en contact avec les philosophes et les encyclopédistes, fréquenta le salon de M^{me} Geoffrin et inspira une grande amitié à cette femme illustre, qui l'appelait « son fils » et fit plus tard un voyage célèbre pour lui rendre visite à Varsovie. Stanislas avait aussi, malheureusement, beaucoup voyagé en Russie et, à la cour de Pétersbourg, il était devenu l'amant de la grande-duchesse Catherine, la future impératrice. Celle-ci lui inspira un amour profond et sincère qui influa de la manière la plus fâcheuse pour la Pologne sur la conduite future du prince, tandis qu'elle-même mit toujours les calculs de la politique bien au-dessus des amitiés personnelles et se servit de cet homme comme d'un instrument destiné à faciliter ses entreprises ambitieuses. Il y avait chez lui de la naïveté d'esprit et cette chaleur d'âme qui pouvait plaire aux Polonais, mais il ne possédait pas l'énergie morale et la puissance de caractère qui auraient pu lui permettre de résister à l'ascendant de Catherine II. L'histoire du premier partage fut un peu celle du drame poignant qui eut pour théâtre l'âme de ce roi patriote, partagé entre l'indignation que lui causait la conduite de la Russie et son affection pour la tsarine.

L'élection de Stanislas-Auguste fut l'œuvre de Cathe-

rine II, qui lui accorda sa protection la plus complète, mais aussi la plus insolente, par le moyen d'une armée nombreuse et de l'ambassadeur Kaiserling. « J'envoie Kaiserling en Pologne avec l'ordre de vous faire roi », avait-elle écrit à son protégé. Celui-ci fut élu, en effet, malgré les protestations d'un grand nombre de patriotes indignés de voir les étrangers commander en maîtres, et au cours d'une Diète d'élection très peu nombreuse et où plusieurs provinces étaient à peine représentées.

Les Czartoryski s'aperçurent bientôt qu'ils avaient été joués par Catherine II et par Frédéric le Grand, son associé dans les affaires de Pologne. Quant au nouveau roi, il s'efforça de prendre sa tâche au sérieux, mais il succomba bientôt dans une lutte inégale. « Il ne restera sur le trône qu'autant qu'il me plaira de l'y laisser », disait Catherine II au prince Repnin qui, pendant quelques années, la représenta à Varsovie et affecta les manières les plus hautaines à l'égard du roi. « Un soir, raconte Ségur dans ses *Mémoires*, Stanislas-Auguste assistait au spectacle. Le premier acte était joué lorsque Repnin entra. Choqué de voir qu'on ne l'avait pas attendu, il fit baisser le rideau et recommencer la pièce. »

On ne peut pas raconter ici les désordres qui intervinrent en Pologne dès les premières années de ce règne. Le mécontentement causé par certaines décisions de la Diète, par la faiblesse du roi et par l'influence de plus en plus grande de la Russie dans les affaires du pays provoqua un grand mouvement national et patriotique qui se manifesta en 1768 par la fondation de la confédération de Bar, en Podolie. Les chefs en étaient les évêques Soltyk et Krasinski, le prince Charles Radziwil, et l'homme d'action principal Pulawski.

« Le mot d'ordre des confédérés ¹, dit Adam Mickiewicz, annonçant qu'ils faisaient la guerre pour la religion, l'indépendance et la liberté du pays, frappait également le roi, l'ancien parti Crartoryski et le parti aristocratique polonais. Le roi se sentit alors réellement imposé à la nation. Il n'osait pas se mettre à la tête des confédérés pour combattre les Russes et d'un autre côté il ne pouvait se décider à renoncer à la protection de la Russie. » Il fut donc obligé, en face de cette révolte, de faire marcher les troupes royales contre les confédérés de Bar, de concert avec celles de Catherine II.

La confédération de Bar se décida alors à proclamer l'interrègne et enfin à décréter l'arrestation du roi. L'exécution de cet ordre fut tentée dans la nuit du 3 au 4 novembre 1771, mais le roi put échapper à ses ennemis qui l'avaient déjà entraîné jusqu'à une certaine distance de Varsovie ². Cet acte fut nuisible à la cause des confédérés et plusieurs ne virent plus en eux que de simples révoltés.

C'est alors que les trois puissances voisines jetèrent le masque. Elles convinrent d'intervenir pour rétablir la paix sur leurs frontières, firent occuper des territoires polonais comme garanties et se concertèrent pour le premier partage.

¹ Il ne sera peut-être pas complètement superflu de rappeler qu'une confédération était une association formée par plusieurs nobles, c'est-à-dire citoyens, à l'effet, généralement, de s'opposer à la manière de voir du gouvernement, à une décision de la Diète, etc. La confédération était un élément de la constitution polonaise et une forme de la liberté. Reconnue par la loi, elle se donnait un *maréchal* (président) qui la représentait, communiquait avec le roi, recevait des diplômes, dirigeait l'administration, etc.

² Je possède une relation curieuse de l'arrestation du roi, d'après l'original écrit dans les jours suivants par un secrétaire, puis corrigé et annoté en beaucoup d'endroits par le roi lui-même.



C'est en France que les confédérés furent considérés avec le plus de sympathie. Sur les instances de l'évêque Krasinski, le duc de Choiseul se décida, dès 1768, à leur envoyer de l'argent, et un plénipotentiaire, le chevalier de Taulès, dont la mission fut inutile. Le futur général Dumouriez, alors colonel, se rendit ensuite en Pologne, mais n'obtint aucun résultat important. Le duc d'Aiguillon, qui avait succédé à Choiseul, envoya aux confédérés une mission composée d'un groupe important d'officiers, sous la direction du baron de Vioménil, maréchal de camp, et du colonel de Choisi.

C'est à cette époque que Stanislas-Auguste chercha à entrer en communication avec le duc d'Aiguillon pour lui faire connaître la véritable situation et pour se ménager, si possible, son amitié et son appui. Ce ne fut cependant qu'au printemps 1772 qu'il parvint à posséder auprès du ministre français des affaires étrangères un agent secret dans la personne du général comte de Monet, qui avait habité la Pologne et y avait laissé la réputation d'un homme de capacités moyennes, mais de beaucoup de loyauté, de dévouement et d'attachement à la personne du roi.

Voici maintenant les premières lettres que cet agent reçut de Pologne :

« Varsovie, le 2 mai 1772.

» Le moment approche où les Cours de Vienne et de Russie vont décider du sort de la Pologne, peut-être de concert avec le roi de Prusse, peut-être sans lui et d'une manière contraire à ses projets de conquêtes. Il y a des indices qui semblent appuyer chacune de ces alternatives, mais je penche davantage pour la dernière.

« Demandez à la Cour de France et priez-la de ma part qu'elle veuille bien intervenir dans notre pacification pour autant que cela lui sera possible et qu'elle tienne ferme à ne point s'en laisser exclure si on en avait le projet. Priez-la surtout de se porter garante du traité qui nous rendra la paix, et disposez-la dès à présent à envoyer ici un ambassadeur ou un ministre à résidence. Toutes ces choses sont nécessaires au plan de liaison dont je m'occupe très sérieusement et qui réussira, j'espère, pourvu que la France veuille bien y répondre et aider quelquefois à l'insuffisance de mes moyens.

« Les exactions des Russes en Lithuanie sont à la dernière période d'oppression et de sévérité. Elles vont au point que la famine paraît inévitable. Le roi de Prusse a fait avancer ses troupes jusqu'à Goltyn qui n'est qu'à douze milles d'ici. Il a fait construire des fours à pain comme s'il avait à nourrir 20 000 hommes. Les Autrichiens doivent aussi entrer de leur côté et j'attends à chaque instant la nouvelle qu'ils passent nos frontières.

« M. Jakubowski¹ ignore ma correspondance avec vous. Comme les lettres se perdent, je l'ai chargé d'écrire de son côté à peu près les mêmes choses que je vous mande. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour secourir les officiers français prisonniers des Russes. Jakubowski en a vu des preuves par écrit. Tout a été inutile. A mes instances, l'ambassadeur Saldern² oppose ce raisonnement : « Si ces officiers sont avoués par leur roi, ce roi vous fait donc la guerre, et s'ils ne le sont pas, ce ne sont que des étrangers qui servent vos assassins pour leur plaisir. »

• Varsovie, le 23 mai 1772.

« Je n'ai nulle nouvelle du porteur de ma lettre à M. le duc d'Alguillon par laquelle vous devez être accrédité. Peut-être lui sera-t-il arrivé quelque accident. J'en enverrai un duplicata par une occasion sûre.

¹ Agent du gouvernement français à Varsovie.

² Saldern avait succédé à Repnin comme ambassadeur de Russie en Pologne.

» A ce que vous a dit M. le duc d'Aiguillon au sujet de Gérard ¹ répondez en mon nom par des remerciements sincères pour la manière avec laquelle il s'est porté à remédier aux inconvénients de la conduite de ce résident. Faites-lui observer que je puis oublier le passé, si ce dernier donne aux nouveaux ordres de M. le duc d'Aiguillon l'attention qu'il leur doit. C'est là-dessus que se régleront vos représentations ultérieures à cet égard.

» Quant au soupçon de complicité touchant le démembrement de la Pologne qui m'est imputé, vous devez hautement protester qu'il est de tout point mal fondé. Ma conduite, mes principes mieux connus et l'événement justifieront, j'espère, tôt ou tard votre assertion.

» Les troupes autrichiennes ne sont pas encore entrées en Pologne. Rien ou presque rien n'est adouci dans les exactions des Russes en Lithuanie et dans celles du roi de Prusse dans les provinces occupées par ses troupes. »

« Varsovie, 27 juin 1772.

» Je vous dois quelques observations sur le projet que vous me rappelez dans votre dernière lettre, de me réunir à ma nation et protester ensuite contre tout ce qui sera fait à son préjudice, en réclamant les bons offices de la France à ce sujet. Cette idée est bonne. Je l'approuve dans tous ses points et elle est entièrement analogue à mes principes. Aussi, ce que j'ai à objecter ne porte point sur la chose même, mais sur le temps propre à la mettre à exécution. Ce temps n'est pas le moment présent, quoiqu'il puisse le paraître à la distance où l'on voit en France nos affaires.

» Pour réunir toute ma nation sous les mêmes drapeaux, il faudrait pouvoir convoquer une Diète de pacification dont les opérations, après avoir pourvu à la tranquillité intérieure, s'occuperaient des moyens de prévenir les usurpations étrangères.

¹ Gérard était un agent de la France à Dantzig qui était alors le port de la Pologne. Il montrait beaucoup de mauvaise volonté envers Stanislas-Auguste.

Mais pendant que la Pologne est inondée des troupes de nos voisins, que ma capitale est entourée de Russes, il n'y a pas possibilité de réunir une assemblée nationale dont toutes les décisions, pour être efficaces et légales, doivent être librement acceptées et non dictées par une influence étrangère. Le projet de l'évacuation des troupes, dont je vous parlais dans ma dernière lettre, est donc un préalable nécessaire à celui d'une réunion solide. S'il existe d'autres moyens de nous assurer la liberté malgré la présence des troupes, ils dépendraient absolument des puissances qui nous avoisinent et qui ne nous ont encore fait aucune ouverture à ce sujet. Toutes ces circonstances et d'autres également prépondérantes forment des difficultés pour ce moment insurmontables. Chaque jour, à la vérité, peut faire éclore des événements qui les feront cesser, mais il faut les attendre encore.

» Les négociations entre les trois Cours continuent à se traiter avec le plus profond secret. Les indices qui pourraient déceler leur dessein varient à l'infini. Quelquefois ils paraissent annoncer un concert parfait entre la Cour de Vienne et celle de Pétersbourg; quelquefois ils semblent indiquer celui du roi de Prusse et de la Russie. Ce que l'on doit conclure de cette incertitude, c'est que les défiances sont réciproques et que le plan final n'est pas encore arrangé. Les faits les plus palpables sont la suspension subite des démarches du roi de Prusse relativement à la prise de possession de notre Prusse royale¹, et toutes les nouvelles l'attribuent à l'arrivée d'un courrier russe à Marienwerder dans le temps où le roi de Prusse s'y trouvait.

» Quant aux Autrichiens, ils sont maintenant établis dans les lieux qu'ils ont voulu occuper. Les salines de Wieliczka y sont comprises et ils les font administrer sous leur autorité. Ils m'ont ainsi privé de la plus essentielle partie de mes revenus. Je ne puis cependant croire que ce soit pour me l'enlever tout à fait, mais ils ne m'ont rien fait dire pour me rassurer là-dessus. Les

¹ Province de Prusse occidentale.

manifestes publiés par leurs généraux portent ces mots : « Nous prenons sous notre protection, etc. » Adieu mon cher Monet.



On a pu voir, dans la lettre du roi datée du 23 mai, que le duc d'Aiguillon croyait à la complicité de Stanislas-Auguste dans le démembrement de son pays ou à un traité secret entre Catherine II et lui. D'autre part, les événements se précipitaient et, le 5 août 1772, les trois puissances copartageantes concluaient entre elles un traité secret décidant du sort de la Pologne. Stanislas-Auguste envoya alors auprès du duc d'Aiguillon un ami dévoué pouvant le renseigner exactement et lui demander ce que la France pourrait faire dans ce moment décisif pour épargner à la Pologne les plus grands maux.

Voici la lettre du roi au duc d'Aiguillon :

« Varsovie, le 7 novembre 1772.

» Monsieur le Duc d'Aiguillon,

» Le besoin pressant de mes affaires, leurs difficultés, leur complications, exigeant un concert prompt de moyens et de remèdes à y appliquer, j'ai cru devoir vous envoyer une personne de confiance qui pense vous rendre compte avec les plus grands détails de la position des choses et recevoir de vous-même des conseils et des communications précises des plans ultérieurs de la Cour de France en notre faveur afin de pouvoir régler mes démarches en conséquence. Cette personne est le comte Branicki, grand maître de l'artillerie de Lithuanie et grand veneur de la couronne, dont le zèle et les services multipliés ont depuis longtemps mérité une des premières places dans ma confiance. Je vous prie, Monsieur, de l'accueillir avec amitié, de vouloir bien vous ouvrir à lui et de l'admettre à vous entretenir de ma part sur les affaires de mon Royaume. Il est instruit à fond de mes dis-

positions, de mes démarches antérieures et subséquentes, ce que je veux et ce que je puis. Je l'autorise expressément, par la présente, à vous en informer avec toute l'exactitude que vous pourrez désirer.

« La confiance que vous voudrez bien lui montrer sera vue par moi comme une preuve de cette inclination à m'obliger dont j'ai reçu avec plaisir les assurances dans votre dernière lettre.

« Je recommande aussi le général-major de Rieule, mon aide de camp général, qui l'accompagne.

« Continuez, je vous prie, à la malheureuse Pologne les soins généreux par lesquels vous cherchez à adoucir sa triste destinée, et soyez persuadé, Monsieur, de ma plus parfaite reconnaissance comme aussi de l'estime et de l'amitié avec lesquelles je suis, etc.

« (Signé) STANISLAS-AUGUSTE ROY. »



La mission du comte Branicki n'eut pas de résultat favorable. Branicki ne possédait pas la souplesse, le sang-froid et l'habileté nécessaires pour réussir dans une mission aussi délicate. Dès sa première entrevue du 7 décembre avec le duc d'Aiguillon, il se montra inférieur à la situation. « Nous y avions malheureusement apporté de la prétention et des phrases si sublimes que nous nous y sommes perdus, écrivait le général de Rieule six jours plus tard. Les réponses nous l'ayant fait sentir, toute contenance nous abandonna et le déraisonnement suivit... Une fois hors de mesure, il n'a pas été en notre pouvoir d'y rentrer. » Le duc d'Aiguillon pensait que Branicki avait un plan d'action tout prêt à lui proposer. Lorsqu'il vit que l'on se bornait à lui exposer la bonne volonté du roi et la faiblesse de ses moyens, il ne crut pas possible de s'intéresser acti-

vement aux affaires de Pologne. « Que voulez-vous que l'on fasse pour vous autres ? disait-il à Rieule ; vous ne pouvez rien par vous-mêmes. »

Branicki tomba bientôt malade à Paris et lorsque, ensuite, il fut introduit dans la société parisienne, il se lança avec passion dans le tourbillon des plaisirs ! Quant au général de Rieule, il crut être un négociateur, se prit au sérieux et se brouilla bientôt avec son compagnon de route.

Voici, à ce sujet, deux lettres assez curieuses de cet aide de camp diplomate :

Le général de Rieule à Maurice Glayre.

« Paris, le 15 décembre 1772.

» Monet arrive de Versailles et vous rendra compte lui-même de son entretien avec le duc. Le mauvais effet de notre première entrevue avec le ministre est aussi complet que possible. Il a dit que j'étais le maître de l'aller voir toutes les fois que je le voudrais, mais que je n'étais point accrédité près de lui et qu'il ne pouvait s'entretenir d'affaires avec moi de manière à rendre compte au Conseil. Le duc avait demandé à M. Branicki si j'étais autorisé à lui parler d'affaires. Branicki avait répondu que j'étais dans le secret, mais que le roi m'avait donné à lui uniquement comme compagnon de voyage. Toute ma bonne volonté est ainsi enchaînée.

» Un nommé Saint-Pol est venu m'offrir de préparer nos négociations auprès du duc. Il m'a débité force nouvelles qu'il avait lues le matin dans les Gazettes et a fini par me dire qu'il avait un chiffre avec Ogrodski ¹. Cet homme m'a paru un sot bavard et hâbleur en plus.

¹ Ogrodski était au service du roi ; il avait sous sa garde une partie de la bibliothèque royale. Saint-Pol était un agent au service des confédérés ; il cherchait, comme nombre d'autres, à se donner beaucoup d'importance.

« P. S. du 18 décembre. — J'ai reçu votre dernière que j'enverrai à Branicki à Versailles, où il ne m'a pas proposé de l'accompagner. Il m'a sans doute trouvé, pour son amour-propre, un témoin trop gênant. Il m'a, de plus, fermé la porte que j'avais besoin de me ménager. Vous avez vu le noble emploi que Branicki me donne auprès de lui : un chiffreur est à peu près un polisson. Quelle sorte de dignité voudriez-vous que j'apporte auprès du ministre et quels égards prétendre de lui après l'impression qu'on lui a donnée de mon état ? Je vous le dis : il importe au roi que je parle de ses affaires au ministre ; il saura le moyen d'effacer dans son esprit les préventions défavorables qu'on lui a données de moi. S'il ne juge pas que cela soit utile à ses intérêts, il laissera tomber cela. Je ne me sens point du tout humilié... Cela ne donnera pas lieu à une scène entre Branicki et moi ; son procédé ne m'a point surpris et je ne lui en ai rien dit ; faites-en de même à l'égard de sa sœur.

« On a rapporté de Versailles votre dernière sans la lire, et on n'en a pris connaissance que pour vous répondre. Il n'y a nul secret. Je l'ai prévenu que tous les laquais de louage sont des espions et il ne s'observe point devant eux. Il a écrit au prince Czartoryski¹ par Repnin qui est parti pour Londres et lui a mandé tout l'objet de sa commission, ses vues, ses espérances, ses conversations avec le ministre. Dites au roi toute ma douleur et mettez-moi à ses pieds. »

Du général de Ricule à Maurice Glayre.

« Paris, le 22 décembre 1772.

« Je viens de recevoir votre lettre du 5 décembre. Je ne suis pas surpris que notre séjour ici donne de l'inquiétude ; mais c'est de la fureur qu'on exhale et vous n'avez nulle raison de la braver. Mes précédentes lettres vous y auront décidé déjà.

« Ici, le militaire jette feu et flammes, mais ce n'est pas lui

¹ Il s'agit sans doute du prince Adam Czartoryski, cousin du roi (1739-1823), qui a laissé des *Mémoires* intéressants sur le règne d'Alexandre I^{er}.

qui gouverne, et lors même que le duc d'Aiguillon serait déplacé, comme plusieurs le prétendent, je ne doute pas que le système de paix ne se maintint, parce que c'est celui du roi, de M^{me} du Barry, et surtout parce qu'il est rigoureusement calculé sur la nullité des moyens et l'état d'épuisement de la France. Je vous ai déjà dit ses forces ; jugez si elle peut en imposer à l'Autriche et à la Prusse réunies. Elle n'y pense pas ; elle sent vivement où le bât la blesse.

Que nous reste-t-il donc à espérer dans ce pays ? Un vif intérêt, mais impuissant, dont le sentiment s'est accru par la révolution de Suède, mais qui, par cette association, doit beaucoup nuire à nos affaires en Russie s'il est dans la possibilité des choses de trouver un moyen nouveau de nous nuire. Voilà ma manière arrêtée de voir, surtout depuis le dernier voyage de Monet à Versailles. Il ne m'en a rapporté que des rabâcheries éternelles et des choses vagues qu'il m'a ressassées vingt fois. Si le roi peut avancer de quinze jours la réunion du Conseil du Sénat, ne vous y opposez pas. Si d'ici à trois mois on ne peut rien faire pour nous, on ne pourra rien faire dans trois siècles.

Eug. MOTTAZ.

(La suite prochainement.)

VOYAGES

L'Isola Bella

Des terrasses sans nombre étagent sa verdure
D'où coulent des ruisseaux d'odeurs,
Se dressant à mi-corps, sirène aux formes pures,
L'île séduit par sa langueur.

Pressant un mol eucalyptus d'un frisson d'ailes
Et de tièdes roucoulements,
Un peuple ivre et pâné de pâles tourterelles
Met dans l'air son halètement.

Des paons montent la garde en relevant la tête,
D'une radieuse blancheur,
Et lorsqu'ils font la roue on dirait qu'ils projettent,
De leur plumage, des senteurs...

L'île dans la clarté frémit, si sensuelle,
Qu'avec fièvre le cœur y bat.
Sans lui donner de nom, dans l'extase, on l'appelle
L'île Belle, Isola Bella!

Côte d'Azur.

La lourde odeur d'encens qu'épand l'eucalyptus
Rend le site brûlant et sacré comme un temple.
Le vent chaud fait dans l'arbre un bruit de papyrus.
La mer étale dort, silence bleu, joie ample.

Les roses sous l'azur ont un rire païen
Et les pins, le parfum d'une femme amoureuse
Qui se pâme sous les pathétiques liens
Et qui sent se dissoudre en cris sa chair heureuse.

Le regard de Pan brille, acide, en les citrons
Qui s'allongent pointus vers les roses... Qu'étranges
Semblent à notre cœur du Nord ces lumignons :
La lanterne vénitienne des oranges !...

L'eucalyptus.

Eucalyptus au rose encens,
Dont chaque feuille pâle et fine,
Egouttant du parfum, est un flacon d'argent
Et donc le tronc déchire
Son écorce dans un frénétique délire
Pour offrir au soleil la chair de sa poitrine,
Eucalyptus de joie, d'extase et de souffrance,
Cri haletant dans le priapique silence,
Que j'aime au bord de la mer bleue,
A la face même des dieux,
Ton sensuel parfum d'église catholique
Et ta perverse ardeur brahmique !

Suisse.

Un pré moelleux aux courbes lisses,
 Des taches claires de génisses
 Et un chalet verni comme un marron soyeux
 Ecrasé par son toit pierreux.

Un pré dans la clarté cerné par la double ombre
 Des pins sombres
 Projetant leur reflet et montant en pénombre
 Et tout là-haut les lys exaltés d'un glacier
 Buvant l'azur pâmé...

Simple coin d'Helvétie entrevu au passage !
 Tu étais le bonheur peut-être, paysage....

Spleen

Moi-même avec mes effrois et ma
 Boidité fantôme qui étrangement
 Flotte.

Walt Whitman.

Mon âme, hélas ! mon âme est prise
 Dans les brouillards de la Tamise...
 La clameur rauque des corbeaux
 S'enlève en raboteux copeaux
 Et la voix des mouettes, fade,
 Sourd en plaintes d'enfant malade,
 Spleen immense, spleen infini !
 Spectrale, sans larmes ni cris,
 (Nul mauvais alcool ne la grise,
 Le regret est son seul whisky)
 Ma douleur passe, lente et grise,
 Tendant les bras vers le pays !...

MARCEL LOUWAGE.

L'ŒUVRE DE LÉNINE

LES ERREURS DE CONCEPTION

Je ne tenterai point de faire le procès de cet homme haineux qui ne vécut que pour la guerre civile et qui ne connut jamais la joie qu'à vouloir répandre les larmes et le sang. Un avenir prochain s'en chargera, si ce n'est pas chose faite à l'heure où paraîtront ces lignes. Son œuvre sanglante se dresse déjà devant lui comme un réquisitoire, le plus accablant qui se puisse élever contre un homme.

Il est difficile de le juger avec impartialité : Lénine a trop fait de mal, il s'est trop attaqué à leur substance grise pour ne pas réveiller la bête chez les plus résignés parmi ceux qui ont participé à son régime « d'égalité et de justice sociales. » Si j'en aborde la critique, les dents serrées, je m'efforcerai néanmoins de rester objectif, d'oublier le passé vécu à Pétrograd, ces dix mois d'arbitraire filtré et de vexations outrageantes ; je passerai outre à tout ce qui pourrait trahir ma haine pour ce ruffian de la Sociale ; mais je m'emploierai à confondre cette ampleur que voudraient lui conférer nos idéologues, à déboulonner le messie qu'il prétend être et le pontife infatué qui légifère pour les sans-patrie et les sans-aveu des cinq parties du monde.

D'ailleurs, si j'en crois les échos qui m'arrivent, je ne fais qu'abonder dans le sens des socialistes modérés qui ne « voient en Lénine qu'un destructeur farouche, un doctrinaire ennemi de l'évolution, le fanatique opiniâtre et brutal qui s'est le plus inconsciemment employé à discréditer ce même communisme vers lequel s'acheminent non seulement les Zimmerwaldiens, mais encore les esprits démocratiques les plus assagis ¹. »

Je m'en tiendrai à cette définition pour étudier son œuvre.



Je ne sais rien de plus conséquent que sa vie ; rien, surtout, de plus humainement tragique. Tout d'une pièce, dès l'enfance illuminé et comme marqué par le destin, il poursuit seul, dissimulé derrière ses pseudonymes, un rêve sanguinaire, insaisissable et grandiloquent. Sa pensée n'a qu'un but : déclencher le chambardement universel ! Mais cet irréductible ennemi de la société, ce défenseur cagot des prolétaires ignore tout de la vie, qu'il prétend vouloir recréer sur de nouvelles bases ; ses séjours à l'étranger ne lui ont rien appris sur la mentalité des peuples qu'il prétend connaître, il n'a rien vu concernant leur idéal : sa « Lettre aux ouvriers américains ² » et ses fameux « Conseils et instructions aux camarades suisses » peuvent soulever l'indignation, non les masses populaires des pays visés ; sa science est purement livresque, avec toutes les lacunes que cette restriction comporte ; son cerveau, imparfaitement meublé, n'est que le phalanstère intellectuel et chaotique dont il s'efforcera de poursuivre la réalisation terrestre et tangi-

¹ Basolat de Yéclange de vuen qui abouit à la fondation du « Cercle de la Liberté » à Lausanne le 9 octobre 1918.

² Voir la revue *L'Asie* du 1^{er} octobre 1918.

ble. Il prend l'illusion pour la réalité. C'est l'homme d'une idée et d'un rêve.

Sa biographie va nous servir à le mieux comprendre. Contrairement à la plupart des internationalistes russes¹, Wladimir Oulianof (N. Lénine) est né orthodoxe. Il vit le jour le 10/23 avril 1870, à Simbirsk, où son père était directeur général des écoles primaires.

De l'aveu de ses condisciples de lycée, Oulianof fut un élève modèle, celui qui sauvegardait l'honneur de la classe. Petit, malingre, gauche et roux, les yeux en vrille, insociable déjà, il rachetait par de solides qualités morales et intellectuelles les désavantages de son habitus physique. Solitaire et rêveur, on sentait qu'il portait en lui une flamme, mais personne ne soupçonnait qu'elle incendierait un jour la Russie et le monde. Son amour pour la discussion en faisait déjà un joueur remarquable : il forçait le professeur chaque fois que celui-ci se laissait aller à une digression. Imbattable sur tous les points, premier partout, il fut réfractaire à l'art : ceci suffirait à expliquer la vulgarité de la plupart de ses conceptions, l'absence totale, chez lui, de sentiment esthétique, l'oubli perpétuel de la forme qu'il prétend remplacer par des formules.

Bachelier, il se rend à Kazan pour y faire son droit. Son rêve l'y suit. Il devient bientôt le propagandiste le plus exposé, sinon le plus écouté, de l'université. En 1887, son frère est pendu pour avoir ourdi un complot contre la personne d'Alexandre III. Les poursuites s'étendent à notre héros, qui est exmatriculé à perpétuité. Il en conservera toute sa vie un dégoût vomique qu'il crachera à la face du monde.

Le chômage forcé décidera de sa vocation : il com-

¹ La plupart Juifs ou Caucasiens.

mente le *Capital* de Marx et les œuvres de Lassalle. Son culte pour Karl Marx tient de la psychose : il se fait non son défenseur et son fils intellectuel, mais son bouledogue. Pour lui, le *Capital* cesse d'être l'œuvre d'un économiste, le testament d'un philosophe de cabinet et surtout d'exportation allemande, pour devenir l'« Évangile Politique de l'Avenir », avec majuscules. Y découvre-t-il un aphorisme faux : « Les ouvriers n'ont pas de patrie ! » cela lui paraît suffisant pour étayer sa théorie de l'internationalisme ; sous prétexte que Marx recommande « la liaison de l'instruction avec la production », il déclarera, imperturbable, « l'instruction gratuite, obligatoire, générale (d'un type unique), *polytechnique*, et cela sans transition pour tous les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de seize ans ; et notez qu'il se prévaut d'un peuple qui compte, selon les provinces, jusqu'à 80 % d'illettrés, et d'un pays à population si peu dense qu'une école desservant un rayon de trois cents kilomètres carrés ne réunirait que quatre élèves !

Cinq ans après, nous le retrouvons à Pétersbourg où il prend contact avec les milieux ouvriers. Il devient bientôt l'âme de la « Fédération de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière » qu'il fonde en 1895. Son activité est fébrile : propagandiste, agitateur, conférencier, publiciste, imprimeur clandestin, il est partout, sous des noms d'emprunt, presque seul à assumer toutes les charges, habitant son nirvana communiste, semant les aphorismes et les clichés qui composeront plus tard le *credo* bolchéviste. Sous le pseudonyme de Toumine, il s'insurge contre les tendances bourgeoises et conciliantes des socialistes de l'époque. Arrêté, il est déporté en Sibérie.

Il part, son rêve et sa fureur avec lui. C'est du bagne

qu'il exposera en 1898 la tactique du parti, conformément à ce qu'il appelle « les principes du socialisme international. »

Elargi, il gagne l'étranger, déjà mûr pour la scène mondiale. Nous le retrouvons à la tête du journal *Iskra* (l'Étincelle) et de la revue *Zaria* (l'Aube) dans lesquels il fulmine contre l'opportunisme doucereux des « économistes » du parti révolutionnaire russe.

L'année 1903 est une étape dans sa vie ; il est consacré grand-chef. A la deuxième conférence du parti, il s'élève contre la politique de conciliation de Plekhanof, représentant la minorité (en russe *menchenstwo* : de là *menchéviki*), et après la scission qui se produit devient le leader de la majorité (*bolchinstwo*, d'où *bolchéviki*¹).

La tentative révolutionnaire de 1905 le retrouve en Russie. C'est lui qui prépare les élections à la deuxième Douma impériale² et le congrès socialiste de Londres. Mais il est bientôt signalé aux suppôts de Stolypine ; le tsarisme vainqueur l'oblige encore une fois à s'exiler ; il repasse à l'étranger, où il devient un des coryphées du socialisme mondial, comme membre du bureau international.

Jusqu'en 1914 il dirigera de l'étranger la ligne politique des journaux pétersbourgeois *Pravda* et *Prosviéchénié*.

La grande révolution russe le surprend en Suisse. On sait qu'il obtient, tout comme un ambassadeur de Guillaume, les honneurs d'un wagon spécial pour traverser l'Allemagne. Ses dernières paroles aux camarades Grimm

¹ Ces termes sont aujourd'hui consacrés, moins pour la dénomination d'un courant socialiste que du courant majoritaire russe, ce qui est bien différent.

² Elle réunit une forte majorité libérale et socialiste.

et Platten à Delémont ont l'insolence d'un défi : « Je vous prouverai qu'un homme peut faire l'histoire ! »

Bien qu'on n'y parlât pas encore de bolchévisme, Péetrograd reçut en musique, à la gare, Lénine et ses crocheteurs ; ce fait prouve le degré d'aberration mentale où étaient déjà tombés ces mêmes révolutionnaires inconscients qui font aujourd'hui, au chevet de la Russie pantelante, le geste impie de Ponce Pilate. Mais ce détail a sa valeur : il infirme, irréfutablement, l'opinion que Lénine, seul, aurait fait table rase de ce qui fut la structure intérieure de l'Etat russe. C'est faux ! Il ne sut que démentir ce qui avait été fait : l'armée était depuis longtemps désarmée ; le prikase N° 1 s'était déjà chargé de l'anéantir virtuellement ; plus de 10 000 officiers avaient déjà payé de leur vie leur respect du règlement ; la propagande de Lénine la convertit en un troupeau de pillards et de brigands. La flotte ? il y avait belle lurette qu'elle ne flottait plus que pour la glorification d'Archimède et de son principe ; les entrepôts de la Baltique, les magasins de Kronstadt n'étaient plus que des murs vides ; le pillage avait déjà fait son œuvre ; les officiers, noyés par centaines sous la glace du golfe de Finlande, n'étaient plus là pour rappeler au devoir ; Lénine fut d'emblée le comparse des matelots mutinés, qui, bichonnés comme des filles, puant le trois-six et le sang, se firent les champions des basses œuvres bolchévistes ¹. Les ministères ? La question agraire ? Là aussi la curée avait commencé ; Lénine, faute de chiens, devait y lâcher ses loups et ses hyènes !

¹ C'est à bord d'un torpilleur que Lénine s'est soustrait à l'arrestation par le Gouvernement provisoire, au lendemain du coup d'Etat avorté du 3 août 1917.



Le programme appliqué par lui en Russie ne fut point l'œuvre d'un jour ; il est le résultat des nombreuses conférences internationales de la social-démocratie. Il n'en est pas moins l'expression adéquate d'un retour à l'âge primitif, d'un bouleversement général dont il est impossible, avec la meilleure des volontés, de prévoir les conséquences et les aboutissants ; je m'empresse d'ajouter qu'il est à base de principes faux pour la plupart et d'aphorismes usagés. Lénine, en sa qualité de Russe et d'ancien sujet des tsars, devait y introduire la conception extrême, l'expression la plus brutale du despotisme de classe.

Voici les grandes lignes de ce fameux programme¹:

Le capitalisme bourgeois² exploite de plus en plus les masses prolétaires. La surproduction³, loin de profiter aux ouvriers, n'aboutit qu'à leur asservissement.

Pour remédier à ces maux, il faut donc :

« En remplaçant la propriété privée pour les moyens de production et de circulation des produits par la propriété collective et en introduisant l'organisation méthodique du processus de la production sociale pour assurer le bien-être de tous les membres de la société, la révolution sociale du prolétariat supprimera la division de la société par classes et, par là, libérera toute l'humanité opprimée, — ce sera, en effet, la fin de toutes

¹ Programme du parti socialiste-démocrate ouvrier de Russie (Bolchéviki). Edition de la revue *Demain*. Il est conforme à celui que j'ai rapporté de Russie, en langue russe, incorrections de style y comprises.

² La Russie, pays foncièrement agraire, ne compte pas plus de 2 % d'ouvriers. Quant aux masses prolétaires paysannes, elles souffrent d'un tout autre mal.

³ Inconnue en Russie, qui, comme je viens de le dire, n'a presque pas d'industrie.

les formes d'exploitation d'une des parties de la société par l'autre¹.

« La condition nécessaire à cette révolution sociale est la dictature du prolétariat², c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique, ce qui lui permettra de supprimer toute la résistance des exploités³. En s'imposant la tâche de rendre le prolétariat capable d'accomplir sa grande mission historique, le socialisme international organise le prolétariat en parti politique indépendant opposé à tous les partis bourgeois, guide toutes les manifestations de sa lutte de classe, lui explique la contradiction irréconciliable entre les intérêts des exploités et ceux des exploités et l'éclaire sur l'importance historique et les conditions nécessaires de la prochaine révolution sociale. »

L'accomplissement de cette tâche exige tout d'abord :

« La rupture immédiate et de principes avec la dénaturation bourgeoise du socialisme qui a remporté la victoire dans les couches supérieures de la plus grande part des partis socialistes officiels. Cette dénaturation est constituée d'une part par le courant du social-chauvinisme, socialisme en paroles, chauvinisme en fait, qui, par le mot d'ordre : « défense de la patrie », couvre la défense des intérêts de brigands de « leur » bourgeoisie ; d'autre part, par le courant aussi large et international du soi-disant « centre », lequel est pour l'unité avec les social-patriotes, etc., etc. »

Secondement :

« Le parti du prolétariat ne peut se contenter de la république parlementaire bourgeoise qui, partout dans le monde, maintient et s'efforce de conserver pour toujours les instruments monarchiques de l'oppression des masses : la police, l'armée permanente, la bureaucratie privilégiée. »

Enfin :

« Le parti lutte pour la république des prolétaires et des

¹ « Peut-on se contredire plus cyniquement en moins d'espace ? »

paysans dans laquelle la police et l'armée seront supprimées et remplacées par l'armement général du peuple, par la milice qui embrasse tous les individus¹. Toutes les personnes occupant un poste public deviendront non seulement éligibles, mais aussi amovibles à n'importe quel moment, sur la demande de la majorité de leurs électeurs; les appointements afférents à toutes ces personnes, sans aucune exception, ne devront pas dépasser le salaire d'un bon ouvrier.... »

Ceci n'est que le cadre général, universel, le canevas où chaque pays, chaque Etat, conformément à sa constitution existante, inscrira ses revendications propres à assurer l'application du programme intégral.

C'est ici que Lénine commence à se fourvoyer; c'est à douter de son intelligence même. La Russie, moyen-âgeuse et féodale, mi-byzantine, mi-asiatique, mais représentée à la social-démocratie par les extrémistes les plus irréductibles, prétendra rattraper tout le monde par l'élaboration d'un programme maximum de revendications, qui laissera loin derrière lui, par l'audace des conceptions, les programmes des nations les plus cultivées. Telle est la table des commandements qui sévit aujourd'hui en Moscovie, la base du gâchis russe actuel. Si elle a servi à asseoir la réputation de Lénine, empressons-nous de dire que jamais réputation ne fut plus chancelante, plus usurpée. On en est à se demander comment un homme auquel on prête du génie — et pour ma part je ne lui prête que ça! — a pu méconnaître à ce point la distance qui séparait la ci-devant Russie de l'Etat de ses rêves? Il fait preuve, en l'occurrence, d'un vice d'appréciation, d'une mésestime des réalités, d'une aberration du sens commun que réprouverait le dernier

¹ Nous retombons alors à l'Etat militaire! Que devient la question du désarmement?

des conseillers en titre de l'ex-empire des tsars ! C'est du barbotage en pleine utopie : il n'y avait que Lénine pour trouver, d'emblée, d'un trait de plume, une solution définitive, non seulement à toutes les iniquités de ce moule et dont la Russie a sa bonne part, mais encore aux problèmes sociaux et économiques les plus complexes qui, depuis trois cents ans, grèvent le patrimoine d'une nation de cent-quatre-vingts millions d'âmes ! Faut-il vraiment que son cerveau fût réfractaire aux lois de l'évolution pour donner le jour à la conception sangrenne qui est la sienne ! Et notez qu'il s'enferme inconsciemment, qu'il paraît être le dernier à douter de la réussite et de la réalisation de son rêve ! Il ne croit pas à la faillite de son infailibilité : « Nous sommes invincibles, comme la révolution universelle du prolétariat elle-même¹. » Et pourtant sa faillite est consommée aujourd'hui, évidente, péremptoire. Comme tous les tyrans, Lénine est trompé par ses suppôts qui lui cachent la vérité ; son empire n'existe plus : prince d'une pègre apocalyptique, tel un roi nègre dans le désert, il n'est plus que le chef contesté de quelques oasis, reliées entre elles par des fils télégraphiques, des flaques de boue et de sang !

Voici quelques extraits de ce mouvement d'inconscience qui constitue le programme proprement dit du *Parti social-démocrate ouvrier de Russie*² (*Bolcheviki*). Je ne puis malheureusement pas le donner *in extenso*, cela m'entraînerait trop loin. Je m'en tiendrai à ses parties saillantes :

¹ Lettre aux ouvriers américains.

² Toujours d'après la source citée plus haut et conforme à l'original russe.

« La Constitution de la République démocratique de Russie doit garantir entre autres :

» L'autocratie (*sic*) du peuple ;

» Le droit électoral général, égal et direct pour tout citoyen et citoyenne âgé de 20 ans¹. Le vote est secret ;

» Représentation proportionnelle pour toutes élections ;

» Amovibilité de tous les délégués (ou déléguées) et des élus (ou élues) à n'importe quel moment sur la décision de la majorité de leurs électeurs ;²

» Self-governments locaux ; self-government pour toutes régions présentant des conditions de vie spéciales et dont la population a une composition particulière ;

» Suppression de toutes autorités locales ou régionales qui seraient nommées par l'Etat ;

» Inviolabilité de la personne et du domicile ;

» Liberté illimitée (*sic*) de la conscience, de la parole, de la presse, etc., etc. ;

» Reconnaissance de toute langue maternelle ; suppression de la langue d'Etat obligatoire ;

» Droit pour toutes les nations qui forment l'Etat russe de se séparer complètement et de créer leur propre Etat. La République du peuple russe doit attirer à elle les autres peuples et nationalités non par la violence, mais exclusivement par le consentement spontané à la création d'un Etat commun ;

» Séparation de l'Eglise et de l'Etat et celle de l'Ecole et de l'Eglise ; laïcisation complète de l'Ecole ;

» Comme condition fondamentale de la démocratisation de l'assiette financière, le parti demande la suppression de tous les impôts indirects et l'introduction de l'impôt progressif sur le revenu et les héritages ; d'autre part, le développement du

¹ Sous prétexte que la mobilisation a appelé sous les drapeaux des classes plus jeunes, le cens électoral a été abaissé à 18 ans pour les deux sexes.

² Même dans l'armée, où les soldats déposaient tous les élus qui s'efforçaient de lutter contre l'anarchie. Combien d'officiers ont payé de leur tête la fantaisie de vouloir appliquer un ordre reçu d'en haut !

capitalisme et la désorganisation créés par la guerre impérialiste poussent le parti à réclamer la nationalisation des banques, des syndicats capitalistes (*trusti*), etc., etc.»

En vue de supprimer tous les vestiges du servage qui pèse lourdement sur les paysans, et dans l'intérêt du libre développement de la lutte de classes (*tic*) à la campagne, le parti :

« 1. Lutte de toutes ses forces pour la confiscation immédiate de toutes les terres appartenant aux hobereaux en Russie (ainsi que les terres de la Couronne, des Eglises, etc., etc.) ;

« 2. Se prononce pour la transmission immédiate de toutes les terres aux mains des pays organisés en Conseils des délégués paysans ou autres ;

« 3. Demande la nationalisation de tous les terrains dans l'Etat, cette nationalisation signifie la transmission du droit de la propriété sur toutes les terres aux mains de l'Etat et elle remet le droit de disposer des terres aux institutions démocratiques locales ;

« 4. Soutient l'initiative des Comités des paysans qui, dans une série de localités, transmettent les moyens de production — instruments aratoires, machines agricoles et bétail — aux mains des paysans qui ont organisé ces comités ;

« 5. Conseille aux prolétaires et demi-prolétaires¹ des campagnes de demander la transformation des exploitations agricoles appartenant aux hobereaux en fermes-modèles qui devraient être gérées pour le compte public par les Conseils des délégués des ouvriers agricoles sous la direction d'agronomes et en appliquant les meilleurs moyens techniques. »

Voilà ce fameux programme. Il n'est pas nécessaire de l'étudier longtemps pour en saisir les lacunes ; elles sau-

¹ Par demi-prolétaire, Lénine entend le paysan qui par son travail et son dévouement est devenu petit propriétaire. Il compose aujourd'hui l'élément le plus haineusement réfractaire à l'application du programme de Lénine.

tent aux yeux des moins compétents dans les affaires de Russie ; il serait difficile de les relever toutes ; c'est du reste un travail fallacieux qui n'a pas sa place ici. Mais arrêtons-nous à l'idée d'ensemble qu'il nous laisse : relisez-le bien et vous serez, comme moi, frappés de son caractère utopique, à moins que vous y découvriez un parti pris d'en imposer par l'outrance ; laissez de côté l'irréalisable ; sentez-vous, d'autre part, combien il sue la haine, la haine de Lénine s'entend, non celle des prolétaires russes qu'il a fait massacrer par milliers pour aguerrir sa garde rouge ; et puis il dissimule mal cet esprit de vengeance fait de sensibilité malade et de commisération béate pour le martyr d'un peuple, martyr plus illusoire que réel, mais sauvagement entretenu par les générations de rêveurs qui inventèrent la « religion de la souffrance. »

Tâchons maintenant d'en extraire la substance :

Il révèle une conception nouvelle de l'Etat qu'on pourrait appeler la conception bolchéviste, étroite, unilatérale, inhumaine et qui se traduit ainsi : « Si, jusqu'à présent, pour parler le langage de Zimmerwald, l'Etat n'a été pour la bourgeoisie qu'un moyen d'asservir les prolétaires, ceux-ci, une fois maîtres du pouvoir, s'en serviront pour opprimer la bourgeoisie. »

Intransigeante, intolérante dans sa prétendue simplicité, cette conception n'admet aucune idée intermédiaire, aucune notion de l'équilibre de compromis. Ne parlez ni de démocratie, ni même de socialisme grutlén ; si larges qu'apparaissent leurs vues, elles n'en resteront pas moins, pour Lénine et consorts, la même expression d'asservissement par la bourgeoisie. Non, non ! à l'Etat bourgeois, source de tout mal, il faut substituer l'Etat

prolétarien — source de tout bien, sans doute ? — et lui conférer une force maximale de contrainte.

C'est là du cynisme filtré ou je ne m'y connais pas !

Je sais que Lénine ajoute que tel est le rôle de l'Etat socialiste pendant la période transitoire ¹ seulement, celle de la dictature du prolétariat, et que l'Etat redeviendra le régulateur de la vie politique et économique du pays dès qu'aura disparu la différence des classes.

Ceci est encore une preuve de plus de la naïveté du législateur : il croit à la disparition possible de cette différence. Faut-il donc lui apprendre que, pécuniairement ruinée, la bourgeoisie ne saurait abdiquer sa supériorité morale et intellectuelle. J'en appelle aux nombreux exemples observés en Russie soviétiste, où les bourgeois mués en cirEURS de bottes, en courriers, en portefaix et en fossoyeurs ont d'emblée écrasé par leurs aptitudes et leurs méthodes de travail les concurrents professionnels, alors que les prolétaires bombardés officiers publics et directeurs d'usines ont piteusement échoué, trahis par leur incapacité et la misère de leur conscience.

Novembre 1918

HENRY CROISIER,

Rédacteur à l'*Entente* de Pétrograde.

¹ Combien de temps durera-t-elle ? Quels symptômes seront caractéristiques de sa fin ?

LE REVIREMENT DE L'OPINION DANS LA SUISSE ALLEMANDE

Enfin, il est permis de le dire : la Suisse allemande a cessé d'être germanophile. Il y a longtemps qu'on s'en doutait. Mais beaucoup refusaient d'y croire, parce que les principaux intéressés n'en convenaient pas, les Suisses allemands éprouvant quelque gêne à avouer aux Allemands leur défection et ceux-ci non moins d'embarras à la constater. Aujourd'hui la désaffection est devenue si manifeste, grâce aux victoires des Alliés, que ce serait peine perdue de chercher à sauver les apparences et qu'il faut bien, de part et d'autre, se résigner à voir et à dire les choses comme elles sont.

C'est ainsi que s'est engagée entre la presse allemande et les grands journaux de la Suisse alémanique une polémique qui durerait certainement encore, si le prodigieux bouleversement dont va sortir l'Europe de demain ne lui enlevait un peu de son importance, voire de son actualité. Cette polémique n'en a pas moins été instructive. Pour la première fois, depuis 1914, les représentants autorisés de l'opinion alémanique dominante osaient « s'expliquer » avec leurs frères de race sans souci de neutralité morale et en se plaçant pour envisager les graves problèmes de la guerre et de la paix exclusivement

au point de vue suisse, c'est-à-dire au point de vue de la démocratie et du droit.

C'est une explication de ce genre que les Welches avaient réclamée dès l'origine, parce qu'ils y voyaient la condition *sine qua non* du rétablissement de la paix et du retour de la confiance réciproque entre Suisses. Mais les hommes qui parlaient au nom de la Suisse allemande la leur avaient toujours refusée, sous prétexte que la lumière n'était pas faite ou que toute vérité n'est pas bonne à dire. Et voilà que les mêmes hommes qui s'en voulaient remettre, par scrupule de méthode, à nos arrière-neveux du soin de porter un jugement sur les causes de la guerre se décident enfin à ouvrir la bouche pour reconnaître que nous avons raison. Par malheur, il est un peu tard. Ces ouvriers de la onzième heure ont laissé échapper l'occasion de changer d'avis avec grâce. Elle ne se représentera plus. Ils ont beau vouloir conserver à leur palinodie les dehors d'une adhésion libre, ils n'abuseront personne. Toute conversion *in extremis* paraît dictée par l'opportunité. Elle n'est pas moins suspecte aux amis qu'aux ennemis. Aussi les Allemands ne se sont-ils pas fait faute d'insinuer que les Suisses allemands tiendraient un autre langage si les armées du Kaiser étaient encore aux portes de Paris.

À ce grief la presse alémanique n'a guère opposé jusqu'ici que des échappatoires. Ainsi, M. Konrad Falke, dans un article (d'ailleurs clairvoyant et courageux) de la *Nouvelle Gazette de Zurich*¹ : « Si l'on a, dit-il, interprété hâtivement (*sic*) la forme très modérée — telle que nos sympathies pour le peuple allemand l'expliquent et en plus d'un cas l'excusent — que nous avons donnée à l'expression de nos sentiments sur les événements écou-

¹ N° 1360, 30 octobre 1914.

lés depuis le 1^{er} août 1914, comme une approbation de principe, la faute ne doit pas nous en être imputée. » On ne saurait convenir plus discrètement qu'il était possible de s'y tromper. Et en fait tout le monde s'y est trompé, à commencer par le public de la Suisse allemande, auquel des journalistes désireux surtout de ne pas se compromettre offraient chaque jour en pâture des articles si pondérés que, si l'on ne pouvait pas dire qu'ils approuvaient tout, on sentait pourtant qu'ils ne condamnaient rien. Et l'on comprend l'irritation des Allemands en présence d'une volte-face visiblement provoquée par le brusque effondrement de leur fortune militaire. Quand ils reprochent à nos compatriotes de les lâcher peu chevaleresquement à l'heure du danger et laissent entendre qu'ils considèrent ce « lâchage » comme une trahison, ils n'ont pas tout à fait tort. Seulement, un aveuglement passager leur fait voir la trahison où elle n'est pas, à savoir dans la franchise inaccoutumée et tardive, mais justement méritoire, de leurs amis. Si les Suisses allemands ont trahi leurs frères d'outre-Rhin, ce n'est pas maintenant en leur découvrant le fond de leur pensée, c'est autrefois en le leur cachant.

Car les Allemands croyaient à l'amitié de la Suisse allemande. L'attitude de cette dernière les y autorisait. Ils traitaient d'ailleurs les Suisses allemands en amis et ne dissimulaient pas le prix qu'ils attachaient à leur estime. En revanche, ils étaient peut-être en droit d'attendre d'eux autre chose que des complaisances. « Le plus grand effort de l'amitié, a dit un moraliste, c'est de montrer ses défauts à notre ami. »

M. Falke peut bien nous dire que la vérité ne s'est imposée qu'à la longue à l'esprit des Suisses allemands. Je ne ferai pas à l'élite de nos confédérés l'injure d'ad-

mettre qu'il leur ait fallu quatre ans, après le discours de Spitteler, pour s'apercevoir que le peuple allemand s'immolait pour une mauvaise cause. Et dès qu'ils s'en sont aperçus, leur amitié pour l'Allemagne leur faisait un devoir de parler.

Comme je le faisais observer l'an dernier, la presse de la Suisse allemande avait dans cette guerre une mission naturelle à remplir. En l'assumant, elle se fût honorée et grandie aux yeux des belligérants. C'était d'éclairer l'opinion allemande. Elle y fût parvenue, tout d'abord, en ne se refusant pas systématiquement à publier la vérité, ainsi que certains de ses organes l'ont fait souvent, ensuite en prêtant son appui aux libéraux allemands plutôt que de faire contre eux chorus avec les pangermanistes. Sur ce point, les grands journaux alémaniques sont tous restés au-dessous de leur tâche. Même la *Nouvelle Gazette de Zurich*, à tant d'autres égards un modèle de vraie neutralité, n'a pas osé insérer les articles du républicain Hermann Fernau, et n'a ouvert ses colonnes que tout récemment à l'auteur de *J'accuse*.

J'accorde que la tâche de désabuser le peuple allemand n'était pas sans risque. Elle demandait du courage et une abnégation dont il n'est pas sûr que les journalistes romands eux-mêmes, placés dans des conditions identiques, eussent tous été capables. Mais elle ne dépassait pas les forces humaines et si la Suisse allemande l'avait affrontée, elle aurait eu derrière elle la Suisse française unanime. Elle eût contribué par là à l'avènement de la paix universelle et assaini du même coup notre propre atmosphère politique. La Suisse n'aurait pas offert au monde le triste spectacle de ses divisions, mais vraiment mérité d'être donnée en exemple aux autres peuples comme le prototype de la future Société des nations.

Et quelle autre figure feraient aujourd'hui les Suisses allemands dans leur « explication » avec l'Allemagne ! Avec combien plus d'autorité ne parleraient-ils pas à leurs anciens amis, s'ils ne sentaient venir l'objection toute prête ! Quand on lit les journaux alémaniques depuis la demande d'armistice de l'Allemagne, on déplore que tant de raison et de sens politique ait été si longtemps renfermé et qu'au moment où il importerait que le peuple allemand eût confiance dans la Suisse allemande et ne doutât pas qu'elle lui veut du bien, celle-ci se soit, par ses tergiversations d'antan, privée du droit de lui donner des conseils.

Voilà où nous a conduits la pratique de la neutralité morale !



Maintenant que de l'aveu de l'une et de l'autre la rupture est consommée entre la Suisse allemande et l'Allemagne impérialiste, il pourra paraître intéressant de rechercher les causes de cette rupture, afin d'essayer d'en marquer les étapes. Car il est bien entendu que le détachement a été lent et graduel et qu'il fallait être aussi peu psychologue que les « propagandistes » allemands, dont quelques-uns ont le génie de l'incompréhension, pour ne pas l'avoir remarqué plus tôt.

A cet égard les Allemands se méprennent quand ils parlent d'une « volte-face de l'opinion alémanique. » Ce qui a changé depuis le mois d'août 1918 dans la Suisse allemande, ce n'est pas l'attitude de la masse, mais uniquement celle d'une partie de la classe dirigeante et des journaux qui lui servent d'interprètes, ces mêmes journaux que M. Hermann Schoop nous mettait naguère en garde de confondre avec le grand nombre de leurs lecteurs. Il y avait longtemps que les gens du peuple « trop peu ins-

truits, comme disait Montesquieu, pour raisonner de travers » avaient reconnu la vérité et ne faisaient plus mystère de leurs sympathies pour l'Entente.

Ainsi le revirement que les Allemands reprochent à nos compatriotes se distingue à peine du mouvement analogue déclenché en Allemagne même par les premiers succès du maréchal Foch. Les deux réveils sont concomitants et il serait illusoire de prétendre attribuer à l'un plutôt qu'à l'autre l'avantage de l'antériorité. M. Konrad Falke en convient implicitement quand il écrit : « Si l'on croit devoir constater chez nous un changement d'opinion, parce qu'on ne se trouve que maintenant à même de reconnaître nos véritables sentiments, il est bon de faire observer qu'un changement beaucoup plus profond encore est en train de s'accomplir en Allemagne. » Il suit de là que je me suis mal exprimé en parlant d'une rupture entre l'Allemagne et la Suisse allemande. Il s'agit plutôt d'une conversion simultanée s'effectuant dans les deux pays sous la pression des mêmes facteurs moraux et matériels, d'une évolution parallèle, ici plus libre et plus soudaine, là plus gênée et soumise à des transitions laborieuses, mais tendant à un seul et même but. C'est-à-dire que l'unanimité qui régnait encore apparemment il y a trois mois entre les « Realpolitiker » impérialistes de la Suisse allemande et les pangermanistes d'outre-Rhin, un instant rompue, va se trouver rétablie le jour, qui semble proche, où les uns et les autres seront devenus ou redevenus des démocrates républicains.

Quoi qu'il en soit, une rupture, ne fût-elle qu'apparente, suppose un accord préalable. On se demandera donc quand et comment était née l'amitié des Suisses allemands pour l'Allemagne, puisqu'on sait assez qu'elle n'a pas toujours existé et que même elle est postérieure

à 1871, comment surtout cette amitié de fraîche date avait pu atteindre le degré d'intimité qu'a révélé la déclaration de guerre de 1914. C'est même à cette question qu'il me paraît utile de répondre tout d'abord. Avant de savoir pourquoi les Suisses allemands se sont détachés de l'Allemagne, tâchons de comprendre comment avaient pu se former entre ces deux peuples très dissemblables, malgré leur parenté de race, des liens si forts en un temps si court.



La plupart des auteurs qui ont écrit sur la matière considèrent ces liens comme donnés et, ne s'embarrassant pas plus d'en sonder l'origine que d'en prouver la légitimité, les déclarent naturels sans plus.

C'est ainsi que M. A. Meier, dans une étude insérée par *Wissen und Leben*¹ ne remonte pas, afin d'expliquer les « sympathies » de ses compatriotes pour l'Allemagne, au delà de la visite du Kaiser aux manœuvres de 1912. Après avoir rappelé « l'accueil enthousiaste » que des dizaines de milliers de Suisses allemands firent à Guillaume II et constaté que, « ces sentiments étant de bon aloi », « l'empereur put remporter de sa visite l'impression qu'il était aussi populaire dans la Suisse allemande qu'en Allemagne », M. Meier ajoute : « Le terrain était préparé pour les « sympathies » de 1914. Ce n'est pas le lieu de remonter plus haut pour rechercher l'origine de cet état d'âme. Il suffit de savoir qu'il existait. Il était constitué en partie par le sentiment de la communauté de race dont un Conrad-Ferdinand Meyer se réclamait déjà en 1870, et en partie par le travail de la fantaisie, car aucun souverain n'avait depuis des années occupé l'imagination du peuple comme l'empereur

¹ N° 23, 1^{er} septembre 1918.

d'Allemagne... Désormais, on pouvait se vanter de l'avoir vu! » Mais comment des républicains descendants authentiques des farouches paysans qu'un poète du seizième siècle appelait les « correcteurs des rois », et dont les propres grands-pères avaient manifesté contre la Prusse, lors de l'émeute de la Tonhalle de Zurich, en étaient venus en moins de deux générations à dépouiller l'âpre fierté de leurs ancêtres au point de « s'estimer honorés et flattés qu'un si haut seigneur eût condescendu à leur faire visite », voilà ce que l'on ne nous dit pas et ce que nous voudrions savoir. C'est une page de l'histoire de la Suisse contemporaine qu'il faut souhaiter qu'on nous donne sans trop tarder. Il appartiendrait à un Suisse allemand de l'écrire ou, s'il est vrai que l'on ne se juge ni se peint jamais bien soi-même parce que l'on ne se voit pas changer, à un Suisse romand qui aurait été témoin du revirement. Je suppose qu'en mettant bout à bout les souvenirs de trois hommes comme Eugène Rambert, Paul Seippel et Ernest Bovet, on ne serait pas loin d'avoir réuni tous les éléments de cette histoire de l'influence allemande.

Mais en attendant qu'il soit possible d'en déterminer avec certitude les antécédents historiques, deux circonstances me paraissent rendre suffisamment compte de l'attitude de la Suisse allemande au début de la guerre et donner raison, dans une assez large mesure, à ceux qui l'ont jugée naturelle. Ce sont, d'une part, l'immigration allemande avec toutes ses conséquences démographiques, intellectuelles et morales ; d'autre part, la force d'attraction et l'incomparable prestige exercés depuis une trentaine d'années par l'Allemagne sur tous ses voisins sans exception, mais sur la Suisse allemande en tout premier lieu.

Sur l'influence des Allemands immigrés il est à peine besoin d'insister. La « question des étrangers », pour n'être pas résolue chez nous, est désormais élucidée. La guerre a montré qu'elle se réduisait, ou peu s'en faut, à une « question des Allemands. » On sait que la Suisse comptait en 1900, sur 383 424 étrangers, 168 451 Allemands concentrés pour la plupart dans les villes des cantons-frontières de Schaffhouse, Saint-Gall, Bâle-Ville, Thurgovie et Zurich. Ces chiffres éloquentes ne donnent pas même la mesure exacte du danger que la présence de tant d'alloènes constituait pour le maintien de notre caractère national. Il y avait en 1914 autant de Français à Genève que d'Allemands à Bâle ou à Zurich, sans parler des Italiens, les plus nombreux de tous. Mais l'Allemand établi chez nous avant la guerre était « spécifiquement » dangereux. D'abord il était un *sujet*, non un citoyen, et quand il passait la frontière, il nous apportait, avec les portraits de ses princes, une âme pliée à la domesticité politique. Ce qui ne l'empêchait pas d'être plein d'arrogance, ainsi qu'il sied au représentant d'une grande nation. Il parlait haut, *s'affirmait*, comme il dit dans sa langue, et communiquait aux indigènes par son assurance la foi qu'on lui avait inculquée dans la supériorité de tout ce qui est allemand. Pas besoin que son gouvernement l'apostât pour faire du prosélytisme : il n'avait qu'à suivre sa nature. On a dit que l'Allemand à l'étranger s'insinuait dans l'estime publique à force d'obséquiosité et l'on a vanté sa souplesse dorsale. Dans la Suisse allemande c'est à force de raideur et de prétention qu'il gagnait la confiance. Il ne s'y glissait pas en rasant les murs, comme dans les pays où il se savait « indésirable », il s'y installait bruyamment après avoir

enfoncé les portes. Son succès était en raison de son manque de tact. Car le Suisse allemand est rude, en dépit de la profondeur de sa vie sentimentale, et ne répugne pas à être traité rudement. Avec cela il s'en laisse volontiers imposer par la verbosité de l'Allemand du nord, où il voit la marque d'une plus grande vivacité d'esprit, et par son insolence qu'il prend pour de la force. Ce point est à retenir. Il explique que la propagande monarchique insidieuse et multiforme à laquelle des Allemands payés ou non pour cette besogne se livraient chez nous depuis des années ait pu finir par ébranler les convictions républicaines des Suisses allemands. Quand des Allemands leur soutenaient péremptoirement — à l'instar du célèbre Naumann — qu'on est aussi libre en Allemagne qu'en Suisse et qu'entre la monarchie et la république il n'y a qu'une différence d'étiquette, le ton seul de l'affirmation disposait nos compatriotes à croire leurs interlocuteurs sur parole. Pouvaient-ils soupçonner que des gens si intraitables et si prompts à la critique aussitôt hors de chez eux fussent accoutumés à ramper, dans leur propre pays, devant tout ce qui porte un titre ou une épaulette, étant presque aussi dépourvus de droits et dénués d'éducation politiques que les Russes ? La morgue des Allemands donnait le change sur leur servilité et l'on prenait pour des hommes libres ces esclaves fanfarons et envahissants.

Si l'on s'étonne encore après cela du peu de résistance offert par les Suisses allemands à la pénétration des idées allemandes, c'est qu'on ne tient pas assez compte de ce qu'était le prestige de l'Allemagne avant 1914. C'est devenu un lieu commun de dire que les Allemands étaient en train de conquérir le monde, sinon pacifique-

ment, — vu que leurs méthodes d'expansion économique étaient, en pleine paix, des méthodes de guerre¹, — du moins sans coup férir, quand l'impatiente ambition de leurs gouvernants compromit l'entreprise sans retour. Depuis le tournant du siècle la race germanique prenait visiblement la tête de notre civilisation utilitaire et, par ses défauts autant que par ses qualités, la personnifiait. Et l'Allemagne, submergeant de ses produits les cinq continents, se croyait appelée par Dieu à « organiser » la planète scientifiquement. Elle n'était pas seule à avoir foi dans sa mission. Des étrangers, Gobineau, Chamberlain, lui avaient prédit que son hégémonie était proche. Des concurrents, d'anciens ennemis se reconnaissaient déjà vaincus par elle dans la lutte économique. Comment la Suisse alémanique, qui vivait dans le rayonnement de la prospérité allemande et en subissait la fascination directe, eût-elle résisté à un tel courant d'opinion ? Les lois de la gravitation régissent le monde moral comme le monde physique. L'astre roi qui montait alors au ciel des nations devait fatalement entraîner ses voisins dans son orbite, dans l'ordre même de leur proximité et de leur petitesse.

Mais les Allemands ne se contentaient pas d'éblouir nos compatriotes par l'étalage de leur puissance, ils avaient eu l'adresse de les y faire participer en y intéressant leur amour-propre. L'heure des Germains allait sonner. L'Allemagne porte-étendard de la race conviait ses frères au triomphe commun. Quoi de plus naturel que les Suisses allemands aient cédé à une invite aussi flatteuse ? Il est difficile de discerner jusqu'à quel point ces avances faisaient partie d'un plan préconçu de capta-

¹ Maurice Millioud, *La caste dominante allemande*. — Henri Hauser, *Les méthodes allemandes d'expansion économique*.

tion. Mais tout porte à croire que les Allemands prenaient au sérieux, à l'endroit de la Suisse allemande, cette fraternité de langue et cette parenté de culture qu'ils ont invoquées ailleurs dans des intentions si suspectes.

Il ne faut pas perdre de vue ces choses si l'on ne veut pas risquer d'être injuste. Tandis que la Suisse romande continuait à n'entretenir avec la France que des rapports courtois, la Suisse allemande et l'Allemagne en étaient arrivées à se considérer mutuellement comme deux membres d'une même famille. Et cela ne signifie pas seulement que les Suisses allemands fussent en passe de perdre au contact de l'Allemagne leur originalité et de se laisser absorber par elle. Mais encore ou plutôt qu'entre les deux peuples la frontière politique avait cessé d'être un obstacle à l'échange des idées et des œuvres, de sorte que la Suisse allemande était admise à collaborer sur un pied d'égalité avec les autres « provinces » de l'empire à l'accroissement du patrimoine intellectuel commun.

Tributaire de l'Allemagne elle l'influencait à son tour. Si les universités suisses étaient encombrées de professeurs allemands, les universités allemandes ne faisaient pas, proportion gardée, beaucoup moins souvent appel aux lumières de savants suisses. En un mot la science allemande était une et son domaine s'étendait sans interruption de la mer du Nord jusqu'aux Alpes. Il en était de même de la littérature et des arts. La critique allemande témoignait aux auteurs suisses une bienveillance particulière. Gotthelf, Conrad-Ferdinand Meyer et Gottfried Keller étaient fêtés par elle comme de « grands écrivains allemands » au même titre que Schiller et Goethe. Le public d'outre-Rhin avait même une ten-

dance à s'engouer de nos écrivains et de nos artistes. A côté de Spitteler, qu'on songe à Hodler et à Jaques-Dalcroze. Je sais qu'on a voulu ramener ce large éclectisme du goût allemand moderne, toujours à l'affût de talents originaux à patronner, à un simple effet de la faculté d'adaptation qui distingue les races germaniques. Les Suisses allemands y ont vu surtout un effort louable de compréhension, indice de l'humeur conciliante non moins que de l'universelle compétence du peuple allemand.

Si l'on joint à tout cela que les Suisses allemands connaissent mal la France, la jugeant superficiellement sur son théâtre contemporain, ses romans et les scandales de ses tribunaux, et nourrissent à l'égard de l'Angleterre les plus injustes préventions (elles aussi d'importation allemande), on comprendra que nos compatriotes aient pu de bonne foi, au début de la guerre, sentir et penser en Allemands, sans cesser pour la plupart d'être ou de se croire en toute sincérité de très bons Suisses. Comme le dit M. A. Meier, le terrain était préparé pour les « sympathies » de 1914.

Comment la guerre a remué ce terrain pour y faire lever une semence nouvelle, c'est ce que j'examinerai dans un autre article.

EDOUARD BLASER.

LE BATAILLON DES MORTS

O Belgique ! ton peuple a connu les tortures
D'un pesant joug barbare, au triomphe insolent,
Et ton sol piétiné par des hordes impures,
Ton sol meurtri, souillé, crevé de trous béants,
A bu dans ses sillons aux langes empourprées
Le sang vermeil et pur de ta jeunesse en fleurs ;
Mais fécondant soudain tes terres déchirées
Et ta glèbe fumante aux trainantes vapeurs,
Cette sève brûlante a fait lever dans l'ombre,
Menaçant et muet, le bataillon des morts.
Soldats aux pas feutrés, glissant dans la pénombre,
Troupe qu'on ne voit point, ombres sans voix ni corps,
Qui fixent tout là-bas leur regard sombre et vide,
Phalange au drapeau noir frissonnant dans la nuit,
Le bataillon des morts, sans halte se dévide
Comme un long écheveau se déroulant sans bruit...

Mais quand a lui le jour du triomphant cortège
Où le peuple vainqueur a compté ses enfants,
Le bataillon des morts, au front couleur de neige,
Se redressant soudain a proclamé : « Présents ! »
Puis, reformant ses rangs, la cohorte tragique,
En grelottant de froid, lentement défila...
Nul ne les vit passer, tes grands preux, ô Belgique !
Mais ton cœur les perçut et tu dis : « Ils sont là ! »

EUGÈNE PRADIER.

DES CYCLADES EN CRÈTE,
AU GRÉ DU VENT

TROISIÈME PARTIE ¹

Pausanias déjà, qui admirait ce que la fortune « qui se joue sans cesse des choses d'ici-bas » avait fait de Mycènes, de Thèbes et de Ninive, voyait le même destin s'abattre sur Délos. « Délos, dit-il, qui serait entièrement abandonnée sans la garnison que les Athéniens y envoient tous les ans pour la garde du temple d'Apollon. » Deux siècles plus tard, le dieu couronné de soleil cédait l'empire doré des Cyclades au dieu couronné d'épines. Bientôt Mikoniotès et Tiniotes ne virent plus dans l'éclatant sanctuaire qu'une énorme carrière de marbre. Seul le colosse, que ces iconoclastes n'avaient point encore tenté de débiter, était à peu près intact lorsque Thévenot, au dix-septième siècle, visita ces îles. « Maintenant, dit-il, il n'y a plus qu'une statue couchée par terre, représentant une femme qui est si grande qu'en s'asseyant sur ses épaules on ne saurait atteindre à sa tête avec les mains, et il n'y a rien de rompu qu'un bras. »

Lorsque Spon y débarqua, il y contempla les colonnes

¹ Pour les deux premières parties, voir les livraisons de novembre et décembre 1918.

du portique de Philippe, il mesura les restes du colosse, qu'il prit lui aussi à cause des tresses attachées aux épaules pour une statue de Diane ; il trouva « un fragment de statue qui devait être d'un centaure dont la sculpture était merveilleuse, les veines et les muscles marquant l'effort qu'il faisait », et un peu plus loin il vit « un demi-corps de femme dont la draperie était l'ouvrage d'une main aussi délicate que celle qui avait travaillé à ce centaure. » Enfin il lut au pied du Cynthe une inscription « qui parle d'un vœu fait à Sérapis, Iris, Anubis et Harpocrate. » Il chercha inutilement l'Inopos. Retenu par la tempête sur l'îlot stérile, c'est grâce à quelques lapins tués par un de ses compagnons qu'il dut de n'y pas périr de faim.

Tournefort prit pour le lac rond un marais situé dans la presqu'île de Gournà, et pour l'Inopos un puits. Quant au lac rond, il le nomme « la danseuse », « ou lieu propre à danser, car en effet il ne peut servir qu'à donner le divertissement de la danse aux matelots et aux pêcheurs. » Les lions des Naxiens étaient déjà fort maltraités. « Pourtant un habitant de Naxos lui dit en avoir vu cinq entiers peu d'années auparavant. Mais tous les maçons des îles y viennent comme à une carrière. On casse une belle colonne pour faire des marches d'escalier... on brise un piédestal pour en tirer un mortier ou une salière... et les habitants de Mikonos ne paient que dix écus de taille au grand seigneur pour posséder une île où l'on tenait le trésor public de la Grèce. »

Marcellus ne vit, au milieu de l'amoncellement des mines, qu'un chevrier sauvage qui s'était niché dans les décombres au pied du Cynthe. Il n'avait pas su découvrir les citernes antiques, on lui apportait de l'eau de la Grande Rhénée. « L'imagination, dit Buchon, est frappée

de tout ce qu'il y avait de grand dans cette petite île aujourd'hui inhabitée. Plus de quarante temples magnifiques, un vaste théâtre, un gymnase, probablement pour les choses religieuses, une naumachie pour les petits bateaux, des portiques, des milliers de statues, tous les chefs-d'œuvre de l'art ; aujourd'hui son seul habitant temporaire est un berger qui a amassé quelques pierres près d'une citerne et s'en est fait un gîte ; il nous a donné de bon lait de brebis et de bon fromage frais. »

Resté seul sur le Cynthe, je regardais descendre le soleil. Un ilot mordait son disque flamboyant qui s'enfonçait dans la mer. Le couvercle rond de la nuit se fermait au-dessus de Délos.

Par des soirs semblables, deux mille ans avant Jésus-Christ, les Crétois écoutaient ici l'oracle du roi devin, Anios cher à Enée et au vieil Anchise :

Egressi veneramur Apollinis urbem.

Rex Anius, rex idem hominum Phæbique sacerdos...

Occurrit...

Ici, les Ioniens avaient apporté le culte de Phoibos-Apollon. Ici, sur cette île caillouteuse, l'amphictyonie des insulaires établit son culte religieux. Thésée, à son retour de Crète, y avait consacré une statue de Vénus, offrande d'Ariane. « Il y avait, raconte Plutarque, dansé avec les jeunes Athéniens une danse dont les Déliens conservent l'usage : ce sont des pas cadencés qui s'entrelacent dans tous les sens à l'imitation des tours et détours du labyrinthe. Cette sorte de danse se nomme la Grue (geranos). Thésée la dansa autour du Kératon, autel composé de cornes d'animaux, toutes du côté gauche. »

Polycrate de Samos, plus tard, lia avec une chaîne de fer Rhénée, qu'il avait conquise, à Délos, s'attachant ainsi sa divinité. Purifiée une première fois par Pisistrate qui

l'avait débarrassée de ses tombeaux, elle le fut plus complètement encore, et de nouveau par les Athéniens, en 426. Dès lors, nul n'eut plus le droit d'y naître ni d'y mourir. « Le général athénien Nicias, dit Plutarque, inférieur par le talent à Périclès, mais supérieur du côté de la fortune, se servait de ses richesses pour conduire le peuple. On rappelle la magnificence qu'il déploya à Délos, en homme qui sentait profondément le respect dû à la divinité. Les villes y envoyaient des théores pour chanter les louanges d'Apollon. Mais, lorsqu'ils abordaient, la population accourait aussitôt vers leur vaisseau et elle exigeait qu'ils chantassent, comme ils se trouvaient, sans ordre, dans le trouble et l'agitation d'un débarquement, pendant qu'ils mettaient leurs couronnes et revêtaient leurs robes. Nicias conduisit une de ces théories ; mais il débarqua dans l'île de Rhénée avec son chœur, ses victimes et tout son appareil. Il avait fait faire à Athènes, sur la mesure du canal étroit qui sépare les deux îles, un pont richement orné de dorures, de peintures, de couronnes, de tapisseries. Pendant la nuit il le jeta et il joignit ainsi Rhénée à Délos ; puis, au lever du jour, il passa le pont et il descendit dans l'île à la tête de sa procession, suivi d'un chœur magnifiquement paré et qui marchait en chantant les hymnes à l'honneur du dieu. Après le sacrifice, les jeux et les banquets, il dressa un palmier de bronze comme offrande au dieu. Ce palmier a été brisé par le vent et dans sa chute il a renversé la grande statue offerte par les habitants de Naxos. »

Ce faste magnifique, ce déploiement des processions, les jeunes filles portant dans les corbeilles les fruits et l'orge sacré, le sacrificateur rompant de sa hache les nerfs du cou de la génisse aux cornes couvertes d'or, le prêtre recueillant le sang dans la coupe, les chairs et la graisse

grésillant sur l'autel, les fumées empuantissant l'air d'une senteur agréable au dieu ; les hurlements religieux des femmes, les chœurs et les danses et les banquets abondants en vins épais ; les applaudissements du stade, les cris de la rue, le tumulte des agoras, le bruit du port, le même immense bourdonnement de vie qui, d'Hermopoulis, montait autour de nous sur la terrasse de Saint-Georges, — et ce soir un tel silence !

Le volètement des papillons aux ailes micacées s'est tu.

Rien que le grincement du *vorias* à travers les charbons secs, rien que le parfum qu'il m'apporte des petits narcisses épars dans l'île. A l'occident plus qu'une mince bande de pourpre, comme le peu de jour qui filtre entre des volets clos. Et dans le chenal immobile ce reste de jour qui mêle son reflet d'un rose éteint au reflet plus rose de la lune. Et puis tout à coup, dans cette ombre transparente, le *phanar* de notre tartane qui s'allume !

Nous passons la soirée en compagnie de M. Risom, de M. Thomson, son compatriote, et de M. Dardinier, un jeune ingénieur topographe français. Il relève le plan du port. Installé à Délos depuis le mois de mars, il y a souffert constamment d'un vent parfois si terrible que les embruns s'abattaient jusque sur la terrasse de l'école.

Actuellement, ces messieurs sont fort importunés par les moustiques, malgré les petites salamandres pâles qui, collées aux murs de leur demeure, les détruisent en grand nombre. Point de bête venimeuse dans l'île, mais de gros lézards stupides à bajoues de caméléon qu'ils nomment, comme Tournesfort, des « crocodiles de terre. » Au printemps les ruines étaient absolument rouges de coquelicots. Délos est louée 7000 francs à un paysan de Mikonos qui y fait paître son bétail. Il y cultive de l'orge, du blé et des melons du côté de Phourni. Néan-

moins, l'Ecole a le droit d'entreprendre partout des fouilles, car l'île entière était habitée. Ils nous parlent avec admiration des maîtres qui ont commencé le travail. Les auteurs anciens n'ont point laissé de description de Délos. Tournefort en avait dressé une carte ; Blouet, chargé de la partie archéologique de l'expédition de Morée, l'avait explorée avec son habituelle sagacité. M. Lebègue, le premier, y avait pratiqué des fouilles sur le Cynthe. Comme à Delphes, c'est au labeur constant, à l'énergie, au savoir de M. Homolle que l'on doit l'exacte connaissance du sanctuaire. Ses premières recherches datent de 1876 ; il les commençait avec 1328 francs et mettait l'année suivante la pioche dans l'amas indistinct des décombres. Il y a passé cinq étés, logeant dans les bâtiments du lazaret, à Rhénée, à la merci du vent, vivant de conserves, manquant souvent de pain, que l'on apportait de Mikonos.

MM. Hauvette en 1881, Salomon Reinach en 1882, Pâris en 1884, Dursbach en 1885, Fougères en 1886 lui apportèrent un concours précieux. En 1889, il publiait le plan du sanctuaire, dressé par M. Nenot.

A cette date, l'œuvre énorme accomplie n'avait guère coûté que 50 000 francs à l'Ecole française. Dès 1903, sous la direction de M. Holleaux et grâce aux subsides annuels du duc de Loubat, on put déblayer complètement le Hiéron et la ville. Et le gouvernement grec éleva le musée qui abrite les trouvailles les plus récentes, les vases qui proviennent du sanctuaire des dieux étrangers, une Cybèle polychrome, un masque de terre cuite où se joue le sourire des Orantes, un groupe de nymphe et satyre, frémissant de vie, les statues archaïques d'Apollon et de Koral...

Le lendemain, avant l'aube, nous nous faisons déposer

sur le petit Rhématiari. Le Cynthe silhouette avec une précision d'emporte-pièce ses aspérités granitiques sur le cristal du ciel ; le mouvement insensible du chenal entraîne le reflet crépusculaire. Née avant son père, l'Aurore aux doigts de rose pousse la porte de la nuit. Déjà le dieu éblouissant frappe çà et là l'île d'un rayon. Comme monte un peu de poussière à l'endroit où tombe la flèche, des nuées légères naissent au choc de ses traits. La montagne s'auréole de fragments de lumière ; elle tressaille éblouie par l'approche du dieu et l'on croirait qu'elle retentit sous lui lorsque d'un bond radieux il s'élance à son sommet.

De la brume marine les îles émergent et le contemplent. Des pigeons dans le ciel éparpillent un vol d'or. Une à une, de l'ombre où son éblouissement a tout plongé, il tire les belles colonnes de la ville haute. Et jeune comme aux premiers jours, rayonnant et terrible, il descend à grands pas vers son sanctuaire dévasté.

Nous nous taisions, mon cher compagnon et moi. Le spectacle et le lieu nous remplissaient d'une émotion religieuse. Elle montait en moi comme une offrande et je la dédiais d'un cœur fervent à ces autels désertés.

Le jour suivant, le *fortunal* qui persistait avait fraîchi. Il fallait renoncer pour le moment à gagner Andros. Nous dormions encore que Philippe donnait déjà l'ordre du départ.

Tandis que nous déjeunons sur le pont, dans la fraîcheur du matin, à l'ombre de la voile, nous rangeons Délos.

Pas un arbrisseau, pas un buisson vert sur ce rocher dépouillé. Où sont les palmiers d'antan ? ces arbres si beaux qu'Ulysse leur comparait Nausicaa ?

« Tu me sembles Artémis, lui disait-il, fille du grand

Zeus, par la beauté, la stature et la grâce.... Une fois, à Délos, devant l'autel d'Apollon, je vis une jeune tige de palmier.... Et, en voyant ce palmier, je restai longtemps stupéfait dans l'âme qu'un arbre aussi beau fût sorti de terre. Ainsi je t'admire, ô femme, et je suis stupéfait.... »

Nous n'avons pas fait un quart du chemin qui nous séparait de Paros que le vent décroît ; la voile claque au mât, ne s'enfle plus que par secousses. Les hommes se mettent aux rames. Monard dessine, Boissonnas emballe ses plaques ; étendu sur un tas de cordages, je parcours le voyage de Marcellus.

De retour à Athènes, un jour qu'il faisait part à M. Fauviel, résident de France, de la tristesse que lui causait la perte de son Homère, en tête duquel, lorsqu'il partit, son père avait tracé les mots de Priam à Achille : *Souviens-toi de ton père*, ils se prirent à parler de l'aède : « C'est surtout dans l'hymne à Apollon, disait M. Fauviel, qu'il déploie toute la liberté de son style descriptif et tout le luxe de sa science géographique. Avez-vous remarqué avec quelle préférence il s'attache à dessiner les îles : ces promontoires chers aux voyageurs d'où la vue s'étend sur les collines abaissées, sur les îles et les noirs abîmes ? »

C'est à ce passage de Marcellus que je dois d'avoir relu ce matin-là, sur la mer délphinienne, en vue du Cynthe rocailleux, au milieu du cercle illuminé des îles, l'hymne homérique à Apollon. Chant sublime ! Pour la première fois, instruit par l'horizon qui l'a inspiré, j'en ai pénétré la beauté vivante, toute la véridique grandeur. Je n'avais au jusqu'alors l'admirer qu'en artiste, comme la plupart du temps on admire les chefs-d'œuvre aux parois des musées. Mais ce matin-là le souffle qui l'anime descendit en moi, se mêla à mon souffle ; sa vie, tout à

coup confondue à la mienne, lui conféra un rythme formidable, les pulsations de mon cœur s'égalèrent aux battements des flots. Sur notre noire tartane, balancée par la « bonasse », ce matin d'octobre, j'ai vécu la passion de Latone, grosse des œuvres de Zeus. Héra, sa sœur, l'épouse du plus auguste des dieux, la poursuit de sa haine. Latone erre de rivage en rivage.

L'Eubée illustre par ses nefs, l'Athos de Thrace, l'inaccessible Lemnos, la divine Lesbos, Chios la plus fertile des îles, l'humide Samos, et Naxos, et Paros et Rhénée hérissée de rochers la repoussent tour à tour. Toutes ces terres redoutent la fureur de Héra. Alors c'est à celle qui flotte, mal assurée, sur la mer, c'est à Délos, l'île des caillies, à la plus pauvre, à la plus dénuée que s'adresse la déesse, lourde du poids divin de son fils Apollon.

« Délos, si tu veux être la terre de mon fils Phoïbos Apollon et le placer dans un riche temple, aucun autre ne t'abordera, ni ne te priera, et je ne pense pas que tu sois désormais riche en bœufs et en brebis. Tu ne porteras point de vignes et tu ne produiras point les plantes innombrables ; mais si tu possèdes le temple de l'archer Apollon, tous les hommes t'apporteront des hécatombes et ils se rassembleront ici, et l'immense odeur des sacrifices t'enveloppera aussi longtemps que tu nourriras le roi, et les dieux te garderont d'une domination étrangère, car ton sol n'a point de fertilité. »

Et Délos, après que Latone lui eut juré le grand serment des dieux, consentit. Et neuf jours et neuf nuits la déesse fut tourmentée des douleurs désespérées de l'enfantement. Et toutes les déesses l'assistaient, à l'exception d'Ilithye, qui préside aux accouchements et que retenait Héra sur le haut Olympe. Mais lorsqu'Iris la messagère l'eut prévenue et persuadée de prêter assistance à La-

tone, alors Latone se sentit près d'accoucher. Elle jeta ses bras autour du palmier et elle ploya les genoux sur la molle prairie, et la terre sourit au-dessous d'elle, et l'enfant jaillit à la lumière, et toutes les déesses hurlèrent de joie. Elles le lavèrent dans l'eau limpide, elles l'enveloppèrent d'une robe blanche et légère, que retenait une ceinture d'or ; et Thémis, de ses mains immortelles, lui offrit le nectar et l'ambrosie désirable. « Mais, ô Phoïbos, après avoir goûté la nourriture immortelle, la ceinture d'or ne put le contenir, palpitant, aucun lien ne le retint plus et tous furent rompus, et Phoïbos Apollon dit aussitôt aux Immortelles : « Qu'on me donne la cy- » thare amie et l'arc recourbé et je révélerai aux hommes » les véritables desseins de Zeus. » Ayant ainsi parlé, l'archer Phoïbos aux longs cheveux descendit sur la terre aux larges chemins et toutes les Immortelles étaient stupéfaites et Délos se couvrit tout entière d'or en voyant le rejeton de Zeus et de Latone.

» Et toi, archer Apollon à l'arc d'argent, tantôt tu gravissais le rocher de Cynthe, tantôt tu fuyais les îles et les hommes, car tes temples et tes bois sacrés, aux arbres épais, sont nombreux et les hauts rochers te sont chers, et les sommets des grandes montagnes, et les fleurs qui roulent à la mer.

» Mais c'est à Délos que tu charmes le plus ton âme, ô Phoïbos. Là pour toi se réunissent les Ioniens aux tuniques traînantes, avec leurs enfants et leurs femmes, et, se souvenant de toi, ils se réjouissent quand ils célèbrent des jeux, par le pugilat, la danse et le chant. Si quelqu'un survenait tandis que les Ioniens sont ainsi rassemblés pour toi, il croirait que ce sont autant d'Immortels à l'abri de la vieillesse. Et il admirerait leur grâce à tous et il serait charmé en son âme de contempler les hommes

et les femmes aux belles ceintures, et les nefs rapides et leurs nombreuses richesses, et par-dessus tout un grand prodige dont la louange ne cessera jamais : les vierges Déliades, servantes de l'archer Apollon.

» Elles louent d'abord Apollon, puis Latone et Artémis joyeuse de ses flèches. Puis elles se souviennent des hommes et des femmes antiques, et, chantant un hymne, elles charment la race des hommes. Elles savent imiter les voix et les rythmes de tous les peuples et on dirait entendre une seule voix, tant elles accordent parfaitement leur chant. »

J'avais encore devant les yeux les temples de Délos, dans leur ordre. Je voyais les processions des Ioniens aux robes trainantes monter du port vers le sanctuaire, s'écouler entre les portiques, franchir le seuil sacré. Les ondulations sonores qui parcouraient la voile, la plainte de la vague, frappée à temps égaux par les rames, le grincement du gouvernail, la mélodie du matelot qui tenait la barre, et le murmure immense de la mer formaient une indéfinissable harmonie. J'y percevais l'écho des chants si parfaitement accordés que les jeunes prêtresses d'Apollon récitaient en l'honneur du dieu. Ampère, dont on ne saurait assez apprécier les pages sur la poésie grecque en Grèce, Ampère se réjouissait d'entendre les marins annoncer le calme, « qu'ils appellent encore de son doux nom homérique : *galini*. »

Avec lui je retrouvais dans cette langueur des flots « la sérénité qui domine l'art et la pensée des Grecs. La douce haleine qui caresse cette Thétis endormie, c'est la respiration de la muse grecque, le souffle léger qu'on sent errer sur toutes les belles œuvres de l'antiquité. »

Peu à peu le soir vient, puis la nuit. Un double cône lumineux monte de la mer. C'est Syra. — Un phare

s'allume. C'est Paros. — A l'ouest, Séléné s'avance voilée à demi d'une écharpe de nuée qu'empourprent les derniers éclairs du jour. Heures lentes, heures bénies. Ce matin chantaient les vierges Déliades, servantes d'Apolon. Ce soir j'entends la voix des filles de Nérée. Etendu dans la cale sur une couche un peu dure, je vois, par l'écouille, un grand carré d'étoiles. A mon oreille, contre la coque, glisse et murmure la mer. L'épaisseur d'une planche m'en sépare. Elle me parle ; elle me dicte des rêves d'azur et d'or, pleins de statues, de temples et de dieux. Est-ce Odyssée qui fait grincer la barre, est-ce le capitaine Zania ?

Demi-sommeil et demi-veille. Réalité couleur de rêve. Mes compagnons dorment près de moi. Un carré de ciel me regarde. Chantez, chantez, belles Néréides ; je sais que vous n'êtes pas mortes et je sais qu'Homère a vécu.

D. BAUD-BOVY.

(La suite prochainement.)

HOMO SUM ¹

I, I

Nous sommes de petites choses, mon frère, d'infimes choses. Plus infimes que les grains de poussière, dans le tourbillon de sable, que le vent chasse devant lui ; plus petites que les étoiles dans le ciel.

Nos voix sont faibles, mon frère, et indistinctes. Faibles, comme le bruit d'une goutte de pluie sur une feuille, au milieu du crépitement de l'averse, qui passe sur la forêt ; indistinctes comme le murmure d'une vague, perdu dans la rumeur de l'Océan.

Tout ce que nous élevons de nos mains est éphémère et minuscule. Les villes que nous bâtissons sont pareilles à des taupinières, à la face de l'Univers.

Notre existence est brève, plus brève et moins lumineuse que celle de la fleur, qui naît aux premières lueurs de l'aurore, et meurt, avant que l'ombre ait chassé le dernier rayon de lumière. Nous durons moins que le papillon qui sort de sa chrysalide à la nuit tombante, et qui ne verra jamais le soleil du lendemain.

Nous sommes des choses infimes, nos voix sont faibles, et notre durée est fugitive.

¹ Extraits d'une œuvre en préparation de M. Jean de Bère, écrivain de grand talent, déjà connu au dehors, et que nous sommes heureux de présenter à nos lecteurs.

Cependant nous dressons notre vanité face à face avec l'infini de l'espace, et nous clignons notre orgueil aux profondeurs infinies du temps.

.....

1, 8

Nous sommes un monde dans l'Univers, nous sommes un mystère dans le grand mystère, une énigme dans l'énigme infinie.

Nous avons en nous des abîmes insondables, pleins d'interrogations et de doutes, et des sommets inaccessibles, pleins de lumière.

Bienheureux celui qui s'absorbe en lui-même, et qui cherche à résoudre le secret de sa propre nature. Il écoute les voix qui montent à lui des abîmes de sa propre conscience, et il contemple la clarté qui descend des sommets de sa propre pureté.

Il comprend qu'au dedans de lui-même s'affirme une force de vie, une pureté qui purifie la sensibilité de son cœur, une lumière qui éclaire le rayonnement de sa raison.

Bienheureux celui-là, mon frère, car il soumettra sa raison, son cœur et son corps à cette force de vie, à cette pureté de son âme, et à cette lumière de son esprit.

Alors la clarté rayonnante des sommets illuminera, jusqu'en leur dernière profondeur, les abîmes d'interrogation et de doute, et la pureté immaculée purifiera l'émoi bouillonnant et orgueilleux des passions.

Bienheureux celui qui sentira ainsi une vitalité plus intense battre dans ses artères, une bonté plus sereine ennoblir son cœur, une générosité plus expansive épanouir sa pensée.

Car celui-là, mon frère, verra se développer son être, en harmonie avec l'harmonie universelle et absolue.

Il sera limpide comme une goutte d'eau, dans le cristal limpide d'une rivière.

Il sera lumineux comme un rayon, parmi les rayons lumineux du soleil.

Il sera parfait comme un pur accord, dans le concert de vérité parfaite.

De lui s'irradieront la bonté, la pureté et la force, et il marchera par les routes de la terre affirmation vivante de la toute Divinité.

.

II, 8

Je suis un être parmi les êtres, je suis un homme parmi les hommes.

Je suis un frère parmi la grande fraternité humaine. Ma voix entre toutes les voix est comme le murmure d'une vague au milieu de la chanson profonde de l'Océan.

Mon geste est, entre tous les gestes, pareil au frisson subtil qui agite une feuille, lorsque la brise fait frissonner les feuilles de la forêt.

Ma pensée, entre toutes les pensées, est comme la clarté fugitive d'un rayon, dans le rayonnement glorieux du soleil.

Je ne suis que cela : un peu de bruit, un peu de mouvement, un peu de lumière.

Et cependant, il manquerait une note à la chanson grave de la mer, si le murmure d'une seule vague venait à se taire, et la chanson en serait moins harmonique.

Le vaste geste frissonnant de la forêt sous la brise serait moins vaste, si le frisson d'une seule feuille se figeait tout à coup.

Et le rayonnement splendide du soleil pâlirait dans le ciel, si un rayon unique éteignait sa clarté.

De même si la parole que j'allais prononcer restait inexprimée, si le geste que j'allais esquisser demeurerait inachevé, si la pensée qui allait jaillir de mon cerveau n'en surgissait point, l'action et la pensée de l'humanité entière en seraient modifiées à la face de l'Univers.

Le murmure de la vague est un murmure à peine.

Le frisson d'une feuille est à peine un frisson.

La clarté d'un rayon est une imperceptible clarté.

De quelle envolée est ma parole vis-à-vis de l'Eternité, de quelle envergure mon geste en face de l'Infini ?

Et qu'est-ce que ma lumière comparée à la toute lumière de Dieu ?

Et cependant, ô Seigneur, s'il était possible que mon âme et que mon esprit s'abîmassent au gouffre de quelque impossible néant, un anneau manquerait dans la chaîne infinie des êtres, et la chaîne en serait brisée.

Il y aurait la place inoccupée d'un frère dans la grande fraternité humaine — et la destinée de l'humanité tout entière demeurerait inaccomplie.

Et dans l'Infinité resplendissante de Dieu se creuserait l'obscur néant que je n'aurais pas rempli de ma splendeur !

Que de fragilité, Seigneur, et que d'immensité !

.

III, 4

Comme le vent du sud passe sur les glaciers de la montagne et fait fondre la froide neige, ainsi le souffle de ta miséricorde passe sur le cœur et la raison des hommes.

Une tiédeur inconnue et subtile fait s'amollir le roc dans leur poitrine ; des frissonnements prometteurs de

superbes essors s'agitent tout le long des ailes inertes et ployées de leur pensée.

Dans les yeux mornes et désespérés s'éveille une lueur d'espoir.

Sur toutes les lèvres vont frémir des murmures de tendresse.

Et parmi l'angoisse des sanglots et la monstruosité des blasphèmes, déjà s'élève un appel d'amour et un désir de prière.

Pareille au premier sourire du printemps qui s'alanguit sur le monde après l'hiver de glace et de bise, telle est ta grâce, Seigneur, quand elle se dispense sur l'humanité.

Tout mon être se tend vers ta grâce, comme la vierge palpitante s'offre, les lèvres entr'ouvertes, au premier baiser de l'amant.

Et mon cœur, ainsi qu'une rose ardente et magnifique, pétale après pétale, cherche à s'épanouir au grand soleil de la révélation.

JEAN DE BÈRE.



VISION

Aux soldats de France morts
pour la Patrie et pour l'Humanité.

Veilleur silencieux, debout sur le rempart,
Quelle est cette clarté profonde et radieuse
Dont s'éblouit, là-bas, le ciel, de part en part ?
O toi qui vois tout, parle à mon âme anxieuse !

— Passant, mon être en est ravi jusqu'au frisson !
Sur une route large et faite de lumière
Qu'une arche de saphir soutient à l'horizon,
Je distingue les rangs d'une phalange altière.

C'est de nos morts sauveurs le triomphal retour.
Je contemple et je vois des milliers de fronts calmes
Et des milliers de mains qui lèvent tour à tour
Des rameaux d'olivier, des gerbes et des palmes.

Sur un parvis immense ils se groupent autour
Des arbitres du Droit, qui montrent à la Terre,
Ecrasé sous leurs pieds, l'impérial vautour,
L'oiseau gorgé de sang qui déclina la guerre...

Passant, monte au rempart ! Viens réjouir tes yeux !
Viens, et que ton appel à mon appel s'unisse !
Debout, cité, voici l'heure libératrice,
L'heure de saluer nos morts victorieux,
Escortant la Justice au portique des cieux !

JULIEN GRUAT

A PROPOS DE PRÉTENDUS «POGROMS» DE JUIFS EN POLOGNE

Traqués et persécutés partout, et chassés de partout, dès le moyen âge les Juifs venaient se réfugier en Pologne, y trouvant vers le milieu du quatorzième siècle, à côté d'une hospitalité bienveillante, des lois protectrices et des privilèges spéciaux. Si la Pologne, toujours libérale et tolérante, ne leur avait pas ouvert ses portes, il n'y aurait plus de Juifs en Europe. Repoussés de chez nous, comme ils l'étaient de partout, ils eussent forcément émigré en Afrique ou en Asie, l'Amérique n'étant pas encore connue.

L'ingratitude est un attribut de l'esprit humain ; on ne saurait donc s'étonner d'une campagne actuelle antipolonaise, conduite par des Juifs.

Puisque, en fin de compte, grâce aux derniers événements, ce n'est plus l'Allemagne, mais l'Entente qui doit décider du sort de la Pologne, ses maîtres d'hier s'efforcent de la déconsidérer aux yeux de ses libérateurs. Une Pologne puissante serait un danger constant pour l'Allemagne. Plus la Pologne sera faible, asservie et tirillée à l'intérieur par un élément ennemi, plus l'Allemagne se sentira rassurée. C'est donc aux Juifs, ses alliés toujours

dévoués et serviables, qu'elle s'adresse en ce moment. De là cette avalanche d'articles dirigés contre nous et devant aboutir au complet désintéressement de l'Entente à notre égard.

Heureusement pour nous que nos amis vont avancer en Pologne, et qu'ils auront la possibilité de se convaincre sur place que les horreurs que l'on nous attribue sont une pure calomnie. Les témoignages de Français, d'Anglais et d'Américains, aussi bien que ceux des Juifs eux-mêmes, car il y en a d'honnêtes et de respectables dans notre pays, en rétablissant les faits tels qu'ils se sont passés, ne pourront pas, eux, être taxés de partialité.

Evidemment, s'il n'y a pas eu de pogroms en Pologne, il s'y est passé tout de même quelques déplorables excès, pas aussi graves cependant qu'on voudrait le faire croire, et dont sont redevables à eux-mêmes les Juifs qui ont exaspéré la population déjà affamée par leurs accaparements éhontés, soit en excitant contre nous les Ruthènes (les Ukrainiens d'aujourd'hui), avec lesquels, cependant, nous avons su vivre en paix pendant près de six siècles, — soit en provoquant des mouvements bolchévistes, régime que nous réprouvons, — soit encore dès 1915 en pratiquant l'espionnage au profit des Allemands, et en leur fournissant toutes les indications possibles pour assurer le succès de leurs réquisitions scandaleuses, — soit enfin en faisant pour le socialisme, dans la Galicie occidentale et dans le royaume de Pologne, une propagande inspirée de ce qui se passe en Russie.

Non, il n'y a pas eu de pogroms en Pologne et il n'y en aura jamais. — ce procédé de combat nous répugne; il est contraire à nos mœurs, à nos traditions, à toute

notre histoire. Et les Juifs le savent si bien, qu'en dépit de toutes les cruautés passées, présentes et futures qu'une partie d'entre eux nous reproche et nous reprochera peut-être encore, cette partie de la nation juive, inassimilable, ne débarrassera jamais de sa présence notre malheureux pays.

Mais il y a des Juifs qui sont assimilés, qui sont devenus des patriotes sincères. Comme leur témoignage a une valeur autrement grande que celui de certains de leurs coreligionnaires vendus à l'Allemagne, nous sommes heureux de le publier ici :

PROTESTATIONS POLONAISES

Les Polonais israélites séjournant en Suisse tiennent à déclarer ce qui suit :

La Pologne libre et indépendante s'est montrée toujours hospitalière et tolérante envers les émigrés juifs fuyant les persécutions cruelles et souvent sanglantes dont ils ont eu à souffrir dans les pays avoisinants, notamment en Allemagne et dans l'ancienne Autriche, dès la moitié du treizième siècle. La législation polonaise protégeait virtuellement la population israélite et lui donnait toute sécurité. A la fin du dix-huitième siècle, elle leur accordait déjà la liberté et l'égalité civique. Une des premières mesures prises par le gouvernement polonais de Wielopolski, en 1862, fut la proclamation de l'égalité civique et politique de tous les citoyens israélites. Les dissentiments d'ordre plutôt économique, jusqu'au fameux boycottage inclusivement, surgissant quelquefois au cours du dix-neuvième et du vingtième siècles, entre les chrétiens et les Juifs, étaient dus, surtout, aux intrigues trop connues des gouvernements allemand, autrichien et russe, menées en vue de créer la méfiance et l'hostilité réciproques. Les programmes exposés par différents partis politiques et corps représentatifs polonais actuels garantissent aux Israélites un régime absolument légalitaire.

Les troubles regrettables qui ont eu lieu récemment chez nous sont à attribuer exclusivement à la misère, sévissant depuis le commencement de la guerre et causée par les nombreuses réquisitions impitoyables dont les autorités des Etats centraux n'ont cessé de nous gratifier. Ces actes de brigandage, accomplis par des bandes de déserteurs associés aux prisonniers de guerre russes, relâchés par les Austro-Allemands dans un état de dénuement complet, et aux bas-fonds de la population locale affamée, ont revêtu un caractère nettement économique, et il est inadmissible de les envisager comme étant provoqués par la haine antisémite. Si les Juifs ont plus souffert que les chrétiens, c'est que le petit commerce et surtout les débits de spiritueux, qui présentent dans ces cas la proie la plus facile et la plus alléchante, se trouvent pour la plupart entre les mains des premiers.

Vu cet exposé impartial de l'état des choses, nous protestons hautement contre les accusations dont on accable tout le peuple polonais et notre gouvernement provisoire qui, malgré les innombrables difficultés extérieures et intérieures, non seulement n'est pas resté impassible, mais au contraire réprime avec une extrême vigueur tous ces désordres en faisant exécuter immédiatement les pillards. Nous nous élevons tout particulièrement contre les calomnies odieuses dont sont l'objet nos héroïques légionnaires qui combattent depuis plus de quatre ans pour la liberté de la patrie, et qui défendent aujourd'hui l'ordre de la Pologne. Même si quelques individus louches revêtus de l'uniforme militaire ont commis le crime de maraudage, il n'est pas permis d'en imputer la faute au gros de la jeune armée polonaise, qui est sortie de la guerre actuelle couverte d'une gloire immaculée.

Cette fable est d'autant plus ridiculement mensongère que :

- 1° dans les rangs des légionnaires polonais il se trouve une quantité relativement importante de Polonais Israélites, 2° tout récemment encore il a paru un appel signé par la communauté Israélite, par le comité des rabbins et par la Ligue des Juifs conservateurs pratiquants, de Varsovie et de Lublin, où l'on invite

expressément la jeunesse israélite à entrer dans les nouvelles formations de l'armée polonaise.

Enfin nous ne pouvons pas passer sous silence l'étrange fait suivant : des troubles pareils ont eu lieu aussi en Hongrie, en Slavonie, en Bohême et en Allemagne ; les instigateurs de la campagne actuelle en faveur des victimes juives, qui s'acharnent tellement contre les Polonais, ont à peine mentionné les incidents dans lesdits pays. Vu qu'il s'agit ici de provinces faisant partie de l'ancien empire d'Autriche, vu que les premières flèches ont été dirigées contre nous par les bureaux de presse et journaux soit allemands, soit nettement germanophiles, nous sommes enclins à croire que derrière des gens vraiment de bonne foi et de noble cœur se cachent des types suspects ayant un intérêt malhonnête à discréditer notre pays devant l'opinion européenne justement à ce moment difficile et décisif de l'organisation d'un Etat qui a eu, depuis plus d'un siècle, à souffrir des « bienfaits allemands. » Cette propagande faisant l'affaire de *nos ennemis*, nous prions *les amis des Polonais et des Israélites* de ne pas prêter leur concours à toute action qui serait susceptible de creuser un abîme entre les populations chrétienne et juive de notre patrie.

Nos efforts doivent tendre à la collaboration dans l'œuvre sublime de la paix et non dans celle des agressions haineuses. Nous attendons avec entière confiance le résultat de l'enquête menée par une commission officielle instituée par les organes de notre gouvernement provisoire, dont font partie aussi les Israélites, les ex-députés bien connus Dr Diamand et Steinhaus, et entre-temps nous estimons qu'il est absolument impossible de formuler toute opinion condamnant la conduite de la nation polonaise.

Les Polonais israélites MAURICE HERTZ,

SIGISMOND KLINGSLAND,

MAJMON, HENRI NATANSON,

MAURICE POZNANSKI SEN.

Après maintes déclarations des autorités polonaises, les *Polonais chrétiens habitant la Suisse*, indignés de la récente propagande antipolonaise entreprise par des éléments étrangers hostiles au peuple polonais, se basant sur ces énonciations des autorités polonaises déclarent ce qui suit :

1. Tout citoyen, sans distinction de classe ni de religion, aura en Pologne les mêmes droits et les mêmes devoirs.

2. Tous les étrangers, sans distinction de nationalité ni de confession, jouiront, en Pologne, de la même protection des lois.

3. Relativement aux excès soi-disant antijuifs, les autorités polonaises, les seules compétentes dans ce cas, ont institué une commission d'enquête composée de cinq membres, dont deux anciens députés bien connus, MM. Steinhaus et Diamand, l'un et l'autre Polonais et de confession israélite font partie. Les autorités polonaises ont également demandé que des enquêtes soient instruites par une commission internationale.

4. Toute personne non prévenue et pensant d'une façon objective comprendra qu'il faut attendre le résultat de ces enquêtes si elle ne veut pas être compromise dans cette propagande organisée pour des raisons politiques et malveillantes contre la Pologne renaissante.

UN POLONAIS.

CHRONIQUE ITALIENNE

Depuis la victoire italienne. — Nouveaux livres.

Nous pouvons bien dire « la victoire italienne », n'en déplaise à ces braves Genevois qui, un moment, protégeaient la vieille Autriche, ou la nouvelle, et qui sont maintenant devenus les très ardents protecteurs d'une plus grande Yougoslavie. « Mais que fait donc l'Italie? » disaient ils en septembre et pendant les premières semaines d'octobre. Dort-elle? — Trahit-elle?... » Puis, lorsque l'armée italienne se mit à passer le Piave, nous lûmes dans ces journaux les premières nouvelles de l'entreprise intitulée « l'offensive italo-anglaise..., l'offensive italo-française en Italie. » Puis, lorsqu'il ne fut plus possible de donner trop d'importance à l'aide, précieuse sans doute, mais certainement pas décisive des Alliés, on aboutit à la conclusion qu'en effet il s'agissait bien d'une entreprise italienne.... Mais que d'efforts pour arriver à vaincre l'armée de cette pauvre Autriche qui était déjà en désordre !

En désordre, sans doute, pourquoi? Grâce à qui? Il ne semblerait pas injuste d'admettre que l'Italie ait, elle aussi, par sa guerre, quelque part à un tel désordre. Si l'Italie n'était pas entrée en guerre avec tant de vaillance, il est probable — et je dirai presque sûr — que la monarchie bicéphale ne se serait pas trouvée en telle posture vers l'automne 1918. Et maintenant que tant de bouches, restées d'abord fermées par sympathie ou par force, commencent à s'ouvrir, on sait quel terrible coup a été pour l'Autriche la victorieuse résistance italienne de juin dernier. C'est précisément alors que les gerçures commencèrent à devenir des fentes et des fossés.... En tout cas, au dire de chacun, l'armée autrichienne était encore compacte et résistante

quand les Italiens déchaînèrent leur dernier assaut. L'Autriche pourra vraiment, dans l'histoire de sa lugubre décadence, écrire une page honorable : celle narrant l'élasticité et la discipline de fer de son armée qui fut souvent battue, mais jamais désorganisée, qui resta robuste et combattive dans tous ses organes et dans tous ses membres, même dans ceux où sont en majorité ces Yougoslaves à qui, en témoignage de gratitude, l'Autriche mourante légua sa flotte....

Mais il est bien inutile de répéter des choses désormais connues de tous. Si j'ai fait une allusion à la « mauvaise presse » que l'Italie a constamment rencontrée et rencontre encore (bien qu'elle soit un peu plus réservée et qu'elle observe des allures courtoises) dans certaines villes ou dans certains pays de ce monde, c'est pour me poser ou pour poser à mes lecteurs plusieurs questions : Quelle pouvait bien être l'origine d'une telle sévérité ? Pour quelle raison pouvait-on appliquer le principe des nationalités avec tant de largesse sur le Rhin et l'atténuer avec une telle intransigeance sur l'Adriatique ? Pour quel motif secret un morceau de l'Asie-Mineure ou de la Syrie constitue-t-il aux mains des Anglais et des Français une honne et légitime acquisition, mais devient une usurpation aux mains des Italiens ? Pourquoi donc Gibraltar et Malte, possessions anglaises, ne troublent-elles pas nos consciences sensibles, tandis que quatre îlots de l'Adriatique, occupés définitivement par l'Italie, sont un cas d'impérialisme rapace ?

Ces questions n'ont, que je sache, pas encore reçu de réponse, il est probable qu'elles n'en recevront jamais. Car la réponse serait facile et satisfaisante ; mais elle est, par malheur, de celles que les hommes ne traduisent pas volontiers en langage précis. Essayons de nous y risquer.

« L'Italie a trop de prétentions. Elle avait déjà la réputation — et la réputation bien méritée — d'être le plus beau pays, la plus antique et la plus riche civilisation de l'Europe. C'est pourquoi elle jouissait de la sympathie universelle, bien que celle-ci ne s'étendît pas des choses aux personnes, de l'histoire ancienne à l'histoire contemporaine. Mais le peu de cas que le monde

faisait des Italiens vivants contribuait en un certain sens à augmenter le respect accordé aux morts. La pauvreté du moment présent était utile à la poésie des restes. Cette « poussière d'homme » répandait sur les monuments, sur l'éternelle lumière du soleil et tout autour de cette grande image de l'Italie ce je ne sais quoi d'ombre et de buée convenant aux beaux effets artistiques.... Les Italiens du vingtième siècle se sont mis en tête quoi? D'avoir Rome, Florence, Venise et en même temps des colonies en Afrique? De posséder à la fois les îles où fleurit l'oranger et les écueils importants comme points stratégiques? D'avoir une grande flotte en mer? Mais qu'ils se contentent, pour l'amour du ciel, de la gloire d'avoir donné le jour à Christophe Colomb! Que la vanité d'avoir eu un Machiavelli, il y a tant de siècles, leur suffise, et qu'ils ne s'arrogent pas le droit de faire du machiavellisme! Qu'ils soient satisfaits de la *Monarchie universelle* de Dante, et qu'ils s'abstiennent d'imiter l'impérialisme d'autrui!... » Et ainsi de suite.

Je semble plaisanter, et, en effet, je plaisante. Mais, au fond, je crois ne pas avoir allégué des faits contraires à la vérité. Pour plusieurs, pour tous ceux qui ne se soucient pas des faits historiques, la raison de la sévérité particulière avec laquelle on juge des événements italiens pourrait sans doute être un peu différente. Voilà à peu près ce que c'est : « L'Italie est trop grande pour pouvoir figurer dans la famille des petites nations. Et, dans la famille des grandes, elle est certainement la plus petite. On est donc en droit d'exiger aussi d'elle ce qui serait paroles au vent de demander à des nations plus grandes. La puissance, en politique du moins, est à même de se créer ses propres raisons ; la faiblesse doit accepter celles des autres. En outre, l'Italie est la dernière venue. Elle est incapable de faire grand usage du droit de prescription. Le bénéfice de « ce qui a été a été » revient exclusivement à ceux qui étaient déjà de ce monde quand les autres n'étaient pas nés, ou qui accomplissaient leurs propres faits et gestes quand les autres n'y pensaient pas encore. »

Ma tâche n'est pas de discuter la valeur de ces arguments. Je ne suis qu'un chroniqueur, bien qu'un peu enclin à faire la

chronique des pourquoi et non pas seulement celle des faits. Pour en venir aux faits, il me semble que la vie italienne de cette dernière période est caractérisée par un grand calme serein. L'allégresse de la victoire sut se maintenir dans les limites imposées en pensant à tant d'absents qui ne reviendront plus, à tant de blessures encore ouvertes, — plusieurs ouvertes pour toujours. La tentative allemande de répandre aussi en Italie les germes de la maladie russe n'eut pas grand succès. A Milan, joie de la paix désormais assurée, et rien de plus. A Turin, un pauvre embryon de soviet, subitement désavoué par les socialistes eux-mêmes et qui disparut de façon très comique. Ailleurs, moins encore.... Aujourd'hui, l'opinion publique est incontestablement troublée par les difficultés et par l'âpreté de la question italo-yougoslave. Et il est aussi certain que ceux qui prennent part à une telle discussion ne le font pas avec des intentions et des raisons toutes absolument bonnes. On y trouve des survivants de l'ancienne neutralité étrangement butés à prendre les plus grands prétextes; on y trouve de vieux adversaires de la France, heureux de pouvoir relever dans quelque journal français des malices susceptibles de fournir un argument à d'âcres ripostes.... Mais, somme toute, l'Italie a le sentiment de posséder la force et la sagesse suffisantes pour obtenir que la question adriatique soit résolue sans qu'elle subisse un dommage et sans offenser la justice.

— Je présente quelques-uns des livres parus ces derniers mois qui méritent une attention plus grande que d'autres. *Nel regno di Dioniso*, d'Ettore Romagnoli (Bologne, Zanichelli), est une série d'études savantes et intéressantes sur le théâtre comique grec. Richement illustré au moyen de reproductions de dessins antiques, ce volume se lit avec grand plaisir et profit, car il appartient à la rare famille de ceux où s'unissent la science et le sentiment artistique. *L'uomo Carducci*, de Giovanni Papini, est, comme l'indique le titre, une étude laissant de côté la production littéraire du grand écrivain. Les traits essentiels du caractère de ce rude et impétueux combattant sont habilement rendus, avec une intelligence qui, pour être accompagnée

d'une cordiale sympathie, ne cesse d'être aiguisée et pénétrante. Parmi les volumes de nouvelles, les *Novelle selvaggie*, de Ferdinando Paolieri, narrateur passionné d'aventures de chasse, sont des récits suggestifs et parfois colorés, d'une sauvagerie un peu domestiquée.

FRANCESCO CHIESA.

CHRONIQUE RUSSE

Georges Plekhanov. — Le matérialisme et l'idéalisme historiques. — *Iskra* et les origines du bolchevisme. — Centenaire de Tourguéniev. — Les Russes n'ont rien inventé. — Les erreurs de la révolution. — Palais de la Liberté. — Terestchenko. — Les partis politiques. — L'évolution de Milioukov. — Les maximalistes. — Kameniev. — Robespierre et la Terreur. — M. Odier, ministre de Suisse. — Les socialistes révolutionnaires. — L'idée et l'œuvre ne sont pas une seule et même chose. — Le processus de la reconstitution de la Russie sera long, mais il s'accomplira.

Georges Plekhanov (1857-1918), qui vient de disparaître, appartient à la patrologie de la Révolution russe. Il doit être considéré, avant tout, comme un propagandiste et un agitateur socialiste. Dans ses articles, réunis en volume en 1905 sous le titre : *Pendant vingt ans*, dans ses brochures, il expose et défend le marxisme et la conception matérialiste de l'histoire. Je ne connais pas ses deux volumes parus en 1915 à Moscou, *L'histoire de la pensée sociale russe*. Son recueil *Beiträge zur Geschichte des Materialismus*¹ est consacré à Holbach, Helvétius et Marx. Pour Plekhanov, la conception matérialiste de l'histoire est une des plus grandes découvertes du dix-neuvième siècle, « si riche en découvertes scientifiques. C'est grâce à elle que la science sociale sortit enfin et pour toujours du cercle vicieux fatal où elle tournait jusque-là ; c'est grâce à elle que cette science possède maintenant une base aussi solide que celle des sciences naturelles. La

¹ Stuttgart, 1896.

révolution opérée par Marx dans la science sociale peut être comparée à celle de Copernic en astronomie ¹.

Il ne peut être question d'étudier ici la conception matérialiste de l'histoire. Il ne serait peut-être point difficile de démontrer que le matérialisme historique n'est qu'une méthode et non une conception philosophique ou même sociologique. Ce que je reproche pour ma part à certains adeptes russes du matérialisme historique, c'est de le séparer de l'idéalisme historique et de faire peu de cas de l'individualité, de rejeter la vie intérieure de l'homme, de détruire la beauté esthétique de l'idée et de la conscience, aussi positive que leur valeur matérielle. La conception matérialiste et la conception idéaliste ne s'opposent pas l'une à l'autre. Le matérialisme économique, par exemple, renferme l'idée de justice et de morale sociale ; d'autre part, l'idéalisme, l'idéal supérieur de l'homme, ne peut être atteint sans la réalisation préalable de l'équité économique. Quant à l'individualisme, aucun système sociologique ne détruira jamais l'éternel *Ich bin ich* (moi, c'est moi), base de la vie subjective, laquelle est l'élément essentiel de la vie sociale.

En 1901, Plekhanov fonda avec Lénine l'*Iskra* (*L'Étincelle*), l'une des feuilles social-démocrates qui ont eu le plus d'influence sur la jeunesse russe à l'étranger. Deux ans après, dans la scission du parti social-démocrate russe, la majorité resta avec Lénine, la minorité avec Plekhanov. Celle-ci (menchéviki) considérait que la prochaine révolution russe devait être nécessairement une révolution politique et non une révolution sociale ; elle admettait, en conséquence, la possibilité d'un accord avec le parti bourgeois démocratique. La majorité, au contraire (bolchéviki), condamnait toute autre action que celle de classe et n'acceptait d'entente qu'avec les socialistes-révolutionnaires.

Depuis la guerre et depuis la révolution, Plekhanov avait pris nettement parti pour la défense nationale et avait refusé d'adhérer aux thèses défaitistes du socialisme. Suivant lui, la défaite

¹ *Anarchisme et socialisme*, p. 8. Paris, 1895.

de la Russie porterait atteinte au développement économique de ce pays et courberait son prolétariat sous le double joug du capitalisme et de l'oppression étrangère.

La révolution surprit Plekhanov à San Remo, très malade. Le vieux lutteur n'hésita pas à se mettre en route pour aller apporter à ses camarades l'appui de son autorité et de son expérience. Il savait pourtant que ce nouvel effort, joint aux rigueurs de l'hiver russe, devait nécessairement amener sa fin prochaine.

Comme tous les Russes, Plekhanov avait son maître : Karl Marx ; mais c'est en vain qu'on chercherait dans ses discours et ses articles une seule idée, une seule phrase originale, personnelle. Il se prosternait devant le marxisme comme les monarchistes russes devant le tsarisme.

Dans son roman *Fumée*, Tourguéniev fait dire à Potouguine : « En tout et partout il nous faut un maître, à nous autres Russes. La plupart du temps ce maître est un être vivant, parfois c'est une certaine tendance. On voit un homme qui a une haute opinion de lui-même, qui a foi en soi, on s'est dit : « Il doit avoir raison et il faut l'écouter. » Toutes nos sectes se sont ainsi fondées. »

J'ignore comment les Russes ont commémoré le centenaire de Tourguéniev ¹, le plus grand styliste et l'un des rares romanciers russes sachant composer. Les révolutionnaires russes n'aiment pas Tourguéniev, ils ne peuvent pas lui pardonner son roman *Nove*. Cependant, l'auteur de *Pères et enfants* n'avait jamais été tendre pour les panslavistes. Presque tous les personnages dans ses romans attaquent les Russes, les critiquent et leur disent des vérités souvent amères, mais presque toujours justes. « Chez nous, dit le même Potouguine, on prétend rencontrer partout des diamants bruts. Regardez ce gros monsieur, il a composé une romance et il se croit déjà un génie. Le samovar, les chaussures d'écorce, le knout — les plus importants produits russes — n'ont même pas été inventés par nous. Nos vieilles institutions viennent de l'Orient, nos nouvelles de l'Occident. »

¹ 1818 (10 novembre n. s.) - 1883.

cident... » Même la révolution russe n'a rien inventé, pas plus les mots que les gestes.

Les Russes n'ont même pas su profiter des circonstances exceptionnelles à l'heure précise où le tsarisme a tué le tsarisme. Les hommes qui prirent la direction du mouvement révolutionnaire ne surent point se débarrasser des préjugés de l'ancien régime et en briser franchement les cadres. Le peuple n'a jamais été plus calme, moins porté aux soulèvements qu'aux premiers jours de la révolution. L'effervescence populaire commence avec l'affaiblissement des gouvernants. Laissons de côté quelques actes de Kérensky, mettons à part les illusions, les drapeaux rouges, les processions, les discours, que voyons-nous au début de la révolution ? Milioukov réclame Constantinople. Le gouvernement provisoire garde les institutions de l'ancien régime, le Sénat, par exemple ; il nomme même de nouveaux sénateurs : Vinaver, Grouzenberg et d'autres. Les sénateurs interdisent à l'un de leurs collègues, N.-D. Sokolov, d'assister aux séances du Sénat parce qu'il substitue à l'uniforme chamarré d'or une jaquette démocratique¹. M. Vinaver, nouveau sénateur et vice-président des Cadets, lance son génial projet : pour glorifier la Révolution, réunir la somme de cinq millions de roubles et fonder à Pétrograd un *Palais de la Liberté*... où l'on ferait des conférences. Après la démission de Milioukov, on nomme ministre des affaires étrangères Terestchenko, jeune homme immensément riche dont on ignore les idées. Pourquoi Terestchenko, où est son œuvre ? Nul ne le sait. Les petits tsars maximalistes accourus de Zurich, Genève, Paris, sont ahuris, désespérés, ils cassent tout, brisent tout, entraînent une grande partie du peuple et l'armée. Les discordes intérieures font grandir le péril extérieur, les déchirements de la guerre civile s'ajoutent à tous les autres maux et la Russie entre progressivement dans la période de delire sombre....

Les partis politiques se disloquent de plus en plus. Vous connaîtrez la découverte sensationnelle de Milioukov, ex-président

¹ *Rabotnicheskaja Gazeta*, 1^{re} octobre 1917, Pétrograd.

des Cadets ? » Dans le domaine de la politique extérieure autant et même moins que dans tout autre, il n'est pas bon d'établir des vérités immuables et applicables à toutes les circonstances et à toutes les époques. » En d'autres termes, au moment où l'Allemagne craquait, Milioukov voulait s'en servir pour renverser le bolchévisme, rétablir l'ordre dans le pays et, ceci fait, se libérer des Allemands. Complètement ? Non. Il croyait que l'Allemagne consentirait à rétablir la Russie unitaire si on lui permettait de conserver d'autres avantages multiples que lui offrait le traité de Brest-Litovsk. Milioukov trouvait sa nouvelle conception politique géniale. Les Cadets l'ont immédiatement désavoué. Toutes les tentatives de l'ancien leader en vue de créer un parti politique germanophile ont piteusement échoué. Il n'a pas eu plus de succès à Kiev, où il s'était rendu en quittant Moscou. L'effondrement de l'Allemagne impérialiste a dû être pour lui un coup terrible. Quel nouveau parti politique va-t-il créer maintenant ? Milioukov est incorrigible, il se croit chef de parti et homme d'Etat et il cultive cette illusion depuis sa bien lointaine jeunesse.

Les Cadets n'ont pas de doctrine politique nette. Et les bolchéviki, eux, ont-ils une véritable doctrine ? Combattent-ils pour le triomphe d'une idée claire, ont-ils en quelque chose une conception arrêtée sur cette société qu'ils veulent établir en Russie ? Vouloir réaliser rapidement, intégralement, sans transition, le marxisme dans un pays si peu cultivé, c'est méconnaître la psychologie des peuples. Dans le silence du cabinet, le sociologue peut étudier les lois abstraites du gouvernement et de l'organisation des peuples, il peut créer des conceptions ingénieuses et attirantes d'une logique rigoureuse, susceptibles d'exercer les séductions de tout ce qui paraît juste et bien. Ce sont là, malheureusement, de simples jeux d'esprit, de pures spéculations qu'on ne peut faire franchir le domaine de l'utopie qu'avec beaucoup de circonspection. Il faut surtout savoir ce qu'on veut.

Ce qui se passe en Russie, nous ne le connaissons que par bribes. J'ai vu des lettres adressées de Pétrograd à des person-

nalités françaises en vue par le correspondant — qui n'est pas révolutionnaire — d'un grand journal bourgeois de Paris, lettres qui exaltent « l'effort surhumain de réorganisation politique et sociale accompli par la République des Soviets. » Ce n'est pas sur ces brèbes que nous pouvons nous faire une opinion ¹. Je ne puis pas juger l'œuvre sociale des bolchéviki : je l'ignore, mais les condamnations en masse prouvent que certains maximalistes sont des illuminés se nourrissant de principes mal digérés et exaltés jusqu'à l'extase.

Quelqu'un qui connaît personnellement les principaux maximalistes m'affirme que presque tous, même Kameniev, sont des hommes doux. C'est possible. Robespierre, lui, n'était pas né plus cruel que d'autres hommes. Il avait été, au contraire, à Arras, imbu d'idées humanitaires. Il détestait la peine de mort. Il ne faut pas croire que ce pâle rhéteur fut un grand politicien. S'il n'avait pas vécu, la Terreur aurait eu un autre nom que celui de Robespierre à mettre en évidence. S'il était arrivé à un si haut degré de cruauté, c'était par l'effet de son adoration de lui-même, qui avait dérangé sa cervelle. Convaincu d'être le seul vertueux et le seul incorruptible, il croyait de bonne foi qu'en devenant maître absolu de toutes les consciences, il ouvrirait une ère de bonheur universel. Seulement, cet idéal d'inquisition reculait sans cesse devant lui, et, pour le réaliser, il était obligé d'avoir recours au souverain remède, trouvant toujours des suspects et ne pouvant pas admettre une seule opposition.

Analysez les paroles de Kameniev dans la *Pravda* : « Chaque individu doit faire savoir de quel côté de la barricade il entend rester. S'il n'est pas avec le drapeau rouge des Soviets, il doit être rayé de la surface de la terre. » Lisez attentivement les

¹ Les renseignements qui nous parviennent de là-bas sont contradictoires et nous n'avons pour le moment aucun moyen de les vérifier. L'Académie des Sciences de France a reçu récemment des nouvelles qui donnent si l'on songe à l'état d'anarchie qu'on nous dit régner en Russie. Ce pays vient d'adopter, après de stériles conférences, le système métrique, les fuseaux horaires, le calendrier grégorien, et une mission hydrographique, parfaitement organisée, vient d'être envoyée en Sibérie.

narrations unanimes des fusillades de septembre et d'octobre derniers et de la démarche des représentants des neutres auprès de Zinoviev, chef de la commune de Pétrograd ; lisez les paroles de blâme que lui adressa, au nom de ses collègues, l'honorable M. Odier, ministre de Suisse, et dites si nous n'avons pas le droit de penser à Robespierre et à la Terreur.... On me signale que non seulement Lénine n'a jamais approuvé la Terreur, mais qu'il s'emploie à user de son autorité personnelle pour la réfréner. Lénine ou ses collaborateurs, le résultat est le même. J'ai horreur du sang versé, ouvrier ou bourgeois.

On trouve chez les social-révolutionnaires des individualités intéressantes, mais, en bloc, ils ne sont pas, au sens exact du mot, un parti politique. Ils ont beaucoup de petits chefs, ils n'ont pas de chef. Mais fussent-ils en état de devenir un grand parti politique, eussent-ils quelques idées positives sur la reconstitution et la réorganisation du pays, ils seraient encore impuissants à les mettre en pratique, à l'heure et dans les circonstances actuelles. Pas plus que les maximalistes, les socialistes-révolutionnaires ne sont capables de rien faire pour la Russie. Ce n'est point de terroristes ni de politiciens en chambre que le pays a besoin.

La raison, l'idée, la volonté et l'œuvre de l'homme ne sont pas toujours une seule et même chose. On ne voit pas, dans le cours de l'histoire, des hommes avec des idées nettement définies, dont les plans préconçus réussissent totalement et dont le choix des moyens d'action soit absolument libre ; mais jamais, nulle part, chez aucun peuple, la confusion dans les idées, plans, moyens d'action n'a été aussi grande et aussi embrouillée qu'en Russie depuis la révolution.

En résumé, le tsarisme n'est pas enterré, mais il est mort ; la haute bourgeoisie est veule, peureuse et intéressée ; les Cadets font des pirouettes ; les maximalistes sont des exaltés ; les socialistes-révolutionnaires maximalistes sont des impuissants.

— Alors les Russes peuvent déjà répéter le mot de M^{me} Roland :
« Maintenant tout est perdu ? »

— Non, tout n'est pas perdu. La révolution ne sera pas fatale à la Russie.

— Vous comptez sur l'intervention armée de l'Entente ?

— Point. Le traité de Brest-Litovsk déchiré, il n'y a plus l'ombre d'un prétexte à une intervention militaire en Russie. Les Russes sont les maîtres de choisir leur manière de se gouverner ; ils sont libres ; laissons-les user de leur droit souverain. Le processus de la reconstitution sera long et laborieux, mais il s'accomplira, malgré les obstacles.

J'écrivais dans ma *Chronique* d'avril 1916 : « Il me plaît de croire que la Russie mettra moins de temps à apprendre à se servir de la liberté qu'elle n'en aura mis à la solliciter. » Tout nous fait voir que la Russie sera très longue à organiser chez elle le règne de la liberté. A quelques rares exceptions près, les Russes ne comprennent encore réellement ni la liberté ni la tolérance. Quand vous n'êtes pas d'accord avec un Russe sur le rôle de l'Eglise universelle ou sur le matérialisme historique, il vous considère comme son ennemi personnel. Si vous dites à un mi-illettré russe qui écrit dans une feuille d'avis quelconque qu'il y a des écrivains qui ont plus de talent que lui, il n'aura pour vous que du mépris, trouvera juste de répandre sur vous des histoires absurdes, et d'inonder la presse d'échos aussi idiots que perfides. S'il avait le pouvoir, il vous ferait fusiller par les cosaques ou par la garde rouge. Le gamin qui, en septembre et octobre derniers, signalait, à Pétrograd, les arrêts de mort doit, à coup sûr, appartenir à cette catégorie de mi-illettrés russes qui se croient supérieurs à tout le monde.

Oui, le processus de la reconstitution sera long. Les peuples qui composent l'ancienne Russie sont appelés à vivre dans les secousses et les crises sans cesse renouvelées, à modifier cent fois leur direction, à changer leurs conducteurs. Nous verrons la Russie s'épuiser à des luttes intestines. y perdre sa force et sa vitalité, elle sera arrêtée dans la voie du progrès par ceux mêmes qui seront sincèrement convaincus de l'y mener.

Le propre des situations troublées est d'inspirer assez d'inqué-

tude pour qu'on ne se préoccupe plus que de vivre au jour le jour, sans songer au lendemain. Dans toutes ces crises, dans toutes ces luttes, que d'efforts gaspillés, que de travail perdu, que d'activité inutilement dépensée, qui auraient dû contribuer au profit commun, à la gloire du pays !

La Russie sera encore longtemps la proie de ceux qui sauront saisir momentanément le gouvernail du vaisseau désemparé et, lasse, nous la verrons s'acheminer peu à peu....

— Vers la résurrection de l'autocratie ?

— Jamais ! Vers le plus ou moins honnête parlementarisme confédératif.

L'humanité mettra encore beaucoup de temps avant de sortir de l'ornière de la médiocrité et avant de découvrir une forme de gouvernement vraiment digne d'elle. La découvrira-t-elle jamais ?

OSSIP-LOURIE.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Le microbe de la grippe. — Microbes et vitamines. — L'œuvre de Marcel Deprez. — La lune et la marée électrique. — Le sérum du cheval dans l'alimentation. — La nature du *shock*. — Publications nouvelles.

La grippe a naturellement provoqué beaucoup de travaux, et d'ordre divers. Tandis que les praticiens ont cherché le meilleur mode de traitement, les bactériologistes ont cherché le microbe.

Deux d'entre eux ont obtenu un résultat intéressant : MM. Ch. Nicolle et Ch. Lebailly, tous deux de l'Institut Pasteur de Tunis. Ils ont expérimentalement démontré que le microbe se trouve dans le mucus bronchique, que son infection détermine de la grippe, et enfin que le microbe, qui reste invisible, traverse la bougie Chamberland. En effet, le filtrat d'expectoration de grippe donne la grippe après injection dans l'organisme. Mais le microbe de la grippe ne se trouve probablement pas dans le sang des sujets grippés ; c'est du moins ce que l'expérience semble démontrer.

Trouvera-t-on le moyen de cultiver ce microbe malfaisant et de l'utiliser pour en tirer un agent de prophylaxie ou de thérapeutique? Sans doute on nous le fera connaître avant longtemps.

— On sait que divers liquides de l'organisme, comme le sang, le sérum, le liquide de l'ascite, ajoutés à des cultures de microbes, exercent sur ceux-ci une action favorisante. Ces liquides semblent stimuler leur croissance. Ceci a été expliqué par le fait que ceux-ci contiennent des albumines. MM. Agulhon et Legroux se demandent si l'explication n'est pas autre, si les microbes n'obtiendraient pas, dans ces liquides, des vitamines. Il est certain, d'après leurs expériences, que le sang semble contenir des vitamines favorisant le développement du bacille de Pfeiffer.

Ces vitamines proviendraient des éléments figurés du sang, car le sérum est sans action favorisante, alors que les globules lavés en ont une nette. Les vitamines paraissent fixées dans le corps globulaire, et la destruction de l'élément figuré, par l'alcool, la chaleur, etc., les met en liberté, et leur permet de passer au dehors.

Ces vitamines sont solubles dans l'eau, et l'eau salée : probablement pas dans l'alcool. On peut les chauffer à 80° C sans les détruire ; mais le chauffage à 90° C les tue en quinze minutes.

Quelle pourra être la conséquence de ces recherches? Va-t-on chercher, par l'adjonction de vitamines, à provoquer le développement de races de microbes plus vigoureuses dans les cultures artificielles? Pourra-t-on améliorer certains microbes? A leur point de vue ou au point de vue de leur utilisation par l'homme? On ne sait : mais un champ d'expériences intéressant paraît s'ouvrir aux chercheurs.

— La mort de Marcel Deprez enlève à la France un savant qui a joué un rôle considérable dans l'évolution de l'industrie contemporaine, et principalement celle de l'industrie électrique. L'exposition d'électricité de 1881 — qui nous paraîtrait aujourd'hui un jeu d'enfant, mais qui fit voir le germe de beaucoup d'inventions, depuis devenues capitales — incita Marcel Deprez, ancien élève de l'École des mines, à abandonner les travaux

d'artillerie dont il s'était, jusque-là, occupé, et à laisser de côté l'étude des pressions dégagées par la combustion de la poudre, pour s'attaquer au gros problème de la transmission à distance de l'énergie électrique. Aujourd'hui, cette transmission nous semble toute naturelle ; c'est chose facile, courante, dont nous-mêmes profitons tous ; elle semble aller de soi. Il fut un temps, peu éloigné encore, où elle n'allait pas de soi. Tout était à créer. La tâche n'effraya pas Marcel Deprez, qui s'y attela avec vigueur. Le problème, c'était celui des conditions pratiques de la transmission à grande distance, d'une station génératrice à une réceptrice. Les recherches de Marcel Deprez aboutirent à une expérience restée mémorable, celle par laquelle une centaine de chevaux-vapeur engendrée à Creil fut transmise à Paris, avec un rendement suffisant. Cette expérience fut le point de départ de beaucoup d'autres, dont deux en particulier firent grand bruit, et qui eurent lieu à Munich et à Grenoble, sous la direction de Marcel Deprez lui-même.

Après ces expériences, la cause était entendue, et le procès jugé. Marcel Deprez sortait vainqueur de l'épreuve, et la démonstration de la possibilité de transmettre le courant à distance était faite. Il ne restait plus qu'à appliquer la méthode. On devait y faire quelques additions, quelques retouches, mais l'essentiel était là, et c'est à la persévérance de Marcel Deprez qu'on le devait : il n'y avait plus qu'à marcher. Et l'industrie marcha à pas de géant. On vit sortir de terre, pour ainsi dire, toutes les applications que nous avons sous les yeux : on vit l'électricité se répandre au loin, à l'entour des points où elle était engendrée, allant à des distances considérables, porter la force, la lumière, illuminer les villes, actionner les tramways et les chemins de fer, pénétrer dans les usines pour y remplacer la houille.

Actuellement, elle se transmet à des centaines de kilomètres. La transmission de la force a permis d'utiliser l'énergie hydraulique des montagnes dans les vallées et les plaines de la région. Son essor va s'accroître encore, cela est certain. Il était juste de

rappeler que cette belle conquête de la science moderne a été due à Marcel Deprez.

— Beaucoup de gens tiennent très spécialement à faire jouer à la lune un rôle considérable dans les affaires du globe terrestre. Quelquefois même ils exagèrent : ils en mettent plus qu'il n'y en a. Ils apprendront avec plaisir, par conséquent, qu'une influence nouvelle vient d'être reconnue à la lune.

Celle-ci agirait sur l'électricité terrestre, d'après M. M. Dechevrens : il y aurait en particulier une marée électrique dans le sol, dérivée de la marée océanique. C'est la marée océanique qui permet de mettre la lune dans l'affaire, puisque c'est à la lune que revient l'influence prépondérante dans le phénomène des marées.

Si l'on rattache à un galvanomètre sensible les deux réseaux de tubes souterrains, métalliques, où circulent l'eau et le gaz, on constate l'existence dans le sol d'une force électromotrice de 0,1 volt dont les variations ont été enregistrées par la photographie pendant deux ans. L'action des marées océaniques, donc de la lune, est manifeste.

On voit, en effet, que deux fois par jour le voltage prend une valeur maxima, et deux fois une valeur minima. Les oscillations sont à peu près égales, comme les deux oscillations du niveau de la mer. La variation entière est achevée en vingt-cinq heures environ de temps solaire ; les maxima et minima pour chaque jour sont enregistrés cinquante minutes plus tard que la veille. Cinquante minutes, c'est le retard quotidien du passage de la lune au méridien ; c'est aussi le retard quotidien de la marée. Le maximum de voltage ne concorde toutefois pas avec la haute mer ; il se présente après celle-ci : deux heures avant la basse mer. Il y a là un phénomène intéressant. Jusqu'à quelle distance des côtes s'observe-t-il ? Est-il spécial aux régions côtières, ou bien l'observe-t-on aussi au centre des continents ? Et surtout comment la marée océanique détermine-t-elle la marée électrique ? Ou bien les deux phénomènes sont-ils tous deux les effets d'une même cause ? Diverses questions se posent.

Mais M. Dechevrens a eu le mérite d'observer le fait ; c'était l'essentiel. On va voir à l'interpréter maintenant.

— Il y aura un livre à faire sur toutes les inventions alimentaires de la guerre, sur tous les succédanés qui ont été proposés et utilisés, naturels ou artificiels : succédanés d'aliments divers ; succédanés industriels aussi, imaginés pour occuper des industries que le manque de matières premières réduisait à l'inaction. Que restera-t-il de tout cela ? Peut-être pas grand'chose.... Mais on ne sait pas ; inutile de vaticiner quand rien ne vous y force et quand vous n'êtes pas payé pour cela.

A l'Académie d'agriculture, — une société qui prend une importance de plus en plus considérable et qui fait d'excellente besogne, — M. L. Lindet a signalé un succédané de temps de guerre qui peut-être ne survivra pas à celle-ci d'ailleurs. C'est l'albumine du sang de cheval, proposée pour remplacer, dans la cuisine, l'albumine du blanc d'œuf. L'idée est d'un vétérinaire major, M. Cesari, et des expériences ont été faites pour voir ce qu'elle vaut.

Le sang du cheval renferme 8 % d'albumine coagulable : un peu moins que le blanc d'œuf, qui en renferme 10 %. L'Académie d'agriculture s'est vu offrir des gaufrettes faites avec de la farine, du sucre et du sérum de cheval, elle y a goûté, et a dû reconnaître que rien n'indiquait, au goût, que l'albumine venait non d'un bipède à plumes, mais d'un quadrupède à poils. Même quand on est prévenu, on ne discerne aucun goût spécial. Encore moins observe-t-on quoi que ce soit quand on n'est pas averti. Ce qu'il y a de gens qui croient ne pas pouvoir manger du cheval, ou de la « frigo », qui en ont mangé à maintes reprises sans le savoir et sans s'en apercevoir....

Nul ne s'apercevra que le cheval a fourni l'albumine des gaufrettes de M. Cesari. La technique, dit M. Lindet, consiste à recueillir le sang dans d'excellentes conditions de propreté ; on en extrait la fibrine par fouettage, et on abandonne au repos pour que se déposent les globules. La sédimentation est assez rapide, plus qu'avec le sang de bœuf ou de mouton. On pourrait l'accélérer, et augmenter le rendement par la centrifugation.

Le sérum peut être utilisé de façons variées : on en fait des omelettes aux fines herbes, de la crème renversée ; elle sert à faire des gâteaux, des blacuits, etc. Cette albumine remplace celle du blanc d'œuf le mieux du monde. Peut-être bien continuera-t-elle en temps de paix à être utilisée. Elle ne coûte guère. La saignée d'un cheval se paie 20 centimes : elle donne vingt litres de sang, soit dix litres de sérum. Mettons que les manipulations coûtent 1 ou 2 francs : pour ce prix on aura l'équivalent du blanc de 200 œufs, lequel coûte beaucoup plus cher. Il est évident que dans les abattoirs industriels le sérum sera utilisé comme tant d'autres déchets d'abattage dont il est tiré parti en alimentation et en pharmacie. L'utilisation des déchets et sous-produits est plus que jamais à l'ordre du jour. C'est si bête de perdre quoi que ce soit, de gaspiller ce qui peut rendre des services !

— Une notion fort intéressante a été acquise à la chirurgie. C'est que le choc, chez les blessés, n'est nullement ce qu'on croyait. En 1916, M. Quénu, le chirurgien bien connu, a émis l'opinion que le choc ou *shock* résulte d'une intoxication par diffusion de produits d'origine albuminoïde résultant de l'altération et désagrégation des tissus contus et brisés. Une des raisons pour émettre cette opinion, en apparence bizarre, était que le *shock* n'apparaît pas comme phénomène primitif, comme il aurait dû le faire s'il tenait à une commotion nerveuse. Toujours, au contraire, il met quelques heures à se présenter. Et c'est ce qui doit avoir lieu s'il tient à une intoxication : celle-ci ne peut se produire d'emblée ; il faut du temps pour que les produits toxiques s'accumulent dans le sang. L'idée a plu à un chirurgien bien connu, M. Pierre Duval, et, en collaboration avec M. Grigaut, celui-ci l'a soumise au contrôle de l'expérience. La conclusion à laquelle il est parvenu, il l'a indiquée à l'Académie des sciences.

On sait que les cellules de l'organisme retiennent emmagasinée une proportion notable de substances azotées non protéiques : dans les muscles, environ 3 gr. 30 pour 1000 grammes. Ces substances sont très dialysables ; elles ne restent dans la

cellule qu'à la faveur d'un processus actif de la membrane cellulaire. Elles ne passent dans le sang qu'au delà d'un seuil déterminé qu'on peut appeler le seuil normal d'excrétion azotée de la cellule musculaire. Ce seuil s'abaisse sous l'influence du traumatisme, et une partie importante de la réserve azotée de la cellule, libérée, passe dans le sang. Toujours chez le blessé il y a diminution de l'azote non protéique dans le tissu lésé, et augmentation dans le sang. La diminution se présente dans les tissus lésés, et aussi dans les tissus voisins. Le fait ressort nettement des recherches de MM. Brodin et Saint-Girons.

Chez le blessé de guerre, l'augmentation de l'azote total non protéique dans le sang est constante, mais elle ne va pas au delà de certaines limites. La proportion est doublée, généralement. Mais chez les shockés elle est d'habitude beaucoup plus que doublée. Et la courbe de l'augmentation fournit un élément de pronostic sérieux. Si l'azote revient peu à peu à la normale, le blessé doit guérir. Reste-t-il abondant, et augmente-t-il ? Alors le blessé est perdu. Chez les brightiques il y a azotémie par rétention de l'urée ; chez les shockés il y a azotémie par rétention d'azote résiduel, agissant sur le foie qui est en quelque sorte « forcé. »

En somme, MM. P. Duval et Grigaut acceptent la conception de M. Quénu. Pour eux le shock est le résultat de la libération de réserves azotées qui s'échappent des cellules lésées, et de leurs voisines, libération faible pour les blessés légers et excessive dans les grands traumatismes comportant de gros dégâts musculaires. Et on le voit, ce sont des intoxications qui interviennent là où on s'y attendrait le moins. Le microbe et l'intoxication, — d'origine très diverse, — ce sont deux gros chapitres de la pathologie.

— Publications nouvelles : Voici de M. Lecornu, l'éminent professeur à l'Ecole polytechnique, *La mécanique (les idées et les faits)*, de l'excellente Bibliothèque de philosophie scientifique dirigée par Gustave Le Bon. C'est un fort intéressant volume consacré à l'évolution de la mécanique, et surtout aux principes fondamentaux de celle-ci. M. Lecornu étudie assez longuement

la question de savoir si les principes newtoniens résultent d'une nécessité logique; ou bien présentent-ils un caractère intuitif, ou encore constituent-ils une synthèse de l'expérience humaine, et quel est leur degré d'exactitude? On a beaucoup discuté sur ce point, et les récentes découvertes de la physique autorisent la discussion quand elles ne la rendent pas indispensable. Des objections ont été faites à la mécanique newtonienne; que valent-elles? M. Lecornu n'est pas enclin à y attacher une grande importance. On peut perfectionner la mécanique newtonienne; il n'y a pas à la détruire. — Dans un ordre d'idées voisin signalons : *L'éther, moteur unique des forces matérielles*, de M. J. Le Hardonier (Plon, Paris). Pour M. Le Hardonier, l'éther est nécessaire, et il doit être composé de deux éléments distincts pour expliquer l'attraction, les vibrations, les pulsations électriques. Il est rempli d'énergies formidables, semble-t-il, on préfère ne pas les voir déchaînées. On lira avec intérêt comment l'auteur explique, par l'éther, les trois états de la matière, les propriétés spéciales de la lumière des gaz, des corps phosphorescents, les particularités de la chaleur spécifique, la genèse de la chaleur, du froid, de l'électricité, des ondes hertziennes, de la radioactivité des rayons X, etc. — M. Gaston Jollivet a ajouté un 7^e volume à son *Histoire de la guerre* (Paris, Hachette), sous le titre de *Dix-huit mois de guerre : juillet 1916 à décembre 1917*. C'est un précieux recueil de faits et d'appréciations, aussi des citations de la presse de tous les pays : un répertoire que beaucoup utilisent sans avoir toujours la probité d'indiquer leur source. M. Jollivet mériterait pourtant d'être cité; son travail est fort bon. — Aux psychologues et aux intellectuels, signalons du D^r Chavigny : *L'organisation du travail intellectuel* (Paris, Delagrave). Cet ouvrage s'adresse spécialement aux étudiants, aux travailleurs, et traite, en fort bons termes, des manières de classer, accumuler, ranger les documents. — Voici pour le médecin, le chimiste, un volume excellent : *La pratique des manipulations urologiques* (Paris, Maloine), par G. Gautrelet. M. Gautrelet est un chimiste expert, connaissant comme pas un l'analyse urologique, ayant usé de

toutes les méthodes, les décrivant toutes avec exactitude, et en faisant la critique avec la compétence d'un maître en l'art. Cet ouvrage d'un praticien rompu s'adresse au public médical qui trouvera là un guide des plus sûrs. — Dans un livre plein de faits et d'idées : *Wealth from Waste* (Routledge, Londres), sur les gaspillages modernes et les économies qu'on pourrait et devrait faire, l'auteur, M. H. J. Spooner, passe en revue le gaspillage par mauvaise organisation du travail, par manque de soins, par incurie, par manque d'organisation, par négligence, par méconnaissance de la valeur des déchets et sous-produits, par insuffisante utilisation des moyens de conservation. Quelques pages sur la question du charbon sont d'un intérêt tout particulier. Il y a là un grave problème, qui se présentera bientôt, et dont les conséquences seront considérables. — A propos de la guerre, deux publications à retenir : *Les ambitions de l'Allemagne en Europe* (Paris, F. Alcan), ce qu'elle rêvait de faire de l'Europe après l'avoir écrasée, raconté par une série de conférenciers, d'après les textes et les faits; *Les combats de Steenstraat*, par le C^t Willy Breton (Paris, Berger-Levrault), racontant les débuts de la guerre par gaz asphyxiants, et la façon dont les Belges résistèrent à l'assaillant (les Belges et aussi les Français), et lui infligèrent un sanglant échec.

HENRY DE VARIGNY.

CHRONIQUE SUISSE ROMANDE

Le deuil. — L'état des esprits dans la Suisse romande. — Les responsabilités. — Le changement d'esprit. — Le changement des hommes. — Pourquoi MM. Müller et Schulthess ne sont plus à leur place au Conseil fédéral. — L'héroïque et confidentielle intervention du roi des paysans.

Franchisons-nous le seuil de la nouvelle année dans le deuil et dans l'amertume? Chaque jour le nombre des décès augmente parmi les soldats de la 1^{re} division. Nous en comptons 165 au

moment où j'écris. Pourquoi tant de familles sont-elles plongées dans la tristesse et quelques-unes dans la misère? Parce qu'il a fallu maintenir l'ordre, qui n'aurait pas été troublé, réprimer des émeutes, qui n'auraient pas eu lieu si le Conseil fédéral avait fait son devoir à temps. Aux premiers jours de novembre, dès que le soviet d'Olten a brandi la menace de grève, toute la Suisse romande s'est massée derrière le gouvernement. La mobilisation a été impeccable. Personne n'en ignorait le risque. Les hommes ont marché délibérément au sacrifice. Il fallait sauver la Suisse du banditisme bolchéviste. Elle a été sauvée. Ce qu'il fallait faire étant fait, on réfléchit.

On réfléchit et l'on recherche les responsabilités. On repasse sur ces quatre années de crise. Comment ne pas voir que l'heure de l'histoire, l'heure solennelle du jugement a sonné? Elle a sonné pour nous comme pour tous les peuples: chacun va recueillir le fruit de ses œuvres. Ces morts tragiques, la Suisse romande se rend compte trop clairement qu'elles sont la conséquence d'une politique contraire à son sentiment, à ses vœux, à ses volontés. Un peu de fermeté, un peu de dignité, un peu moins de préoccupations électorales et tout cela nous aurait été épargné.

Fallait-il attendre jusqu'à la dernière heure pour expulser la troupe sinistre qui s'était installée de force à la légation russe à Berne? Et si l'on craignait des représailles contre les Suisses établis en Russie, n'avait-on pas, n'a-t-on pas encore sous la main des otages en nombre suffisant? Qu'avons-nous gagné à temporiser indéfiniment? L'expulsion n'en est pas moins devenue nécessaire. Mais on avait laissé le champ libre à la propagande de ces professionnels de l'intrigue et de l'émeute, comme on avait laissé croire aux histrions du comité d'Olten, lors de la guerre du lait, et cet été, lors de la première menace de grève générale, que le gouvernement fédéral tremblait devant eux.

Il ne tremblait peut-être que devant la légation allemande, mais c'était trembler aux dépens de la Suisse. Quand on pense que l'affaire des bombes de Zurich, où les fonctionnaires du

consulat général allemand ont joué le rôle de criminels sans aveu, était connue dès les premiers mois de l'année 1918 ; que l'Allemagne amassait chez nous, contre nous, des grenades et des cartouches ; qu'elle mobilisait chez nous des anarchistes et des terroristes ; que ses accointances avec les bolchévistes en Russie, en Pologne et ailleurs étaient notoires ; quand on se rappelle que c'est pour l'anniversaire de l'avènement de Lénine et pour célébrer la réussite d'une entreprise générale d'assassinats qu'un coup de force devait être tenté à Zurich le 7 novembre ; quand on rassemble tous ces faits et tant d'indices aveuglants, on se demande ce que faisait le département fédéral de justice et police, ce que faisait M. le conseiller fédéral Müller.

Ce que faisait M. Müller, le voici : après avoir fait élargir le consul-espion Ledinegg, il suspendait l'exécution de l'arrêté d'expulsion rendu contre l'agent provocateur allemand Münzenberg. Quant à Schœller... Schœller plastronne encore.

Et c'est à cause de toutes ces défaillances, de toutes ces lâchetés que nos hommes ont dû quitter leurs familles et leurs travaux, que le tiers et peut-être la moitié de la 1^{re} division a subi la contagion de l'épidémie de grippe et qu'un si grand nombre de nos soldats ont payé de leur vie leur fidélité au drapeau.

On lit, dans la Suisse romande, et l'on cause, et l'on pense aussi. Avant de connaître les faits que je viens de rappeler, le pays était en proie à un mécontentement sourd. On se rappelait les vilenies, le dénigrement systématique, les embûches auxquelles les hommes dont nous sommes le plus justement fiers se sont vus exposés pendant ces quatre ans : les paroles inconvenantes de M. Bühlmann contre la Suisse romande, dès la première session de la guerre ; l'odieuse campagne menée contre le colonel Edouard Secretan ; les calomnies éhontées dont le syndic de Baden, M. Jäger, s'est fait l'organe au Conseil national contre M. Ador, cette année même, en l'accusant d'avoir prévenu l'Entente des plans allemands d'offensive.

On se rappelle cela et tout le reste, l'incohérence, l'arbitraire, le despotisme personnel qui règnent dans notre politique écono-

mique, l'insuffisance avérée de notre politique étrangère, l'esprit de servitude volontaire qui se révèle dans notre convention du mois de mai avec l'Allemagne, l'affront délibéré fait à la France par M. Schultfless quand elle nous offrait si généreusement 85 000 tonnes de charbon par mois, sans compensation, à un prix de faveur.

On se rappelle bien d'autres choses encore et l'on conclut qu'il ne suffit pas d'abolir les pleins pouvoirs pour que la Suisse redevienne ce qu'elle doit être. Ce ne sont pas seulement les institutions d'un régime qu'il est nécessaire de réformer, c'est l'esprit de ce régime. Le peuple, en rejetant l'impôt fédéral direct, a montré qu'il ne veut pas de l'étatisme. A quoi bon, si l'étatisme lui est imposé sous des formes insidieuses à cause des combinaisons électorales d'un dictateur ? Le peuple a montré, en acceptant le principe de la représentation proportionnelle, qu'il désire ouvrir l'accès des conseils à des hommes nouveaux. Quel avantage si l'effort de ces hommes se brise, comme s'est brisé jusqu'à présent l'effort de tous les représentants de la Suisse romande, contre l'obstination de deux ou trois conseillers fédéraux, rééligibles en droit, inamovibles en fait, dont la politique, prétendue « réaliste », en réalité désordonnée et partielle, s'impose à tout un pays qui n'en veut pas ?

C'est pourquoi le mécontentement grandit dans la Suisse romande ; il serait plus que vain, il serait dangereux de nous le dissimuler. Si jamais le moment a été mal choisi pour nous laisser bercer par les endormeurs, c'est aujourd'hui. Nous sommes presque revenus aux jours où les gouvernements de la Suisse romande avertissaient le Conseil fédéral du péril que la politique faisait courir à la nation. On s'est ému ces jours derniers d'une déclaration votée par une assemblée de journalistes de la Suisse romande réunis le 1^{er} décembre à Lausanne. Ils craignent qu'à moins d'un changement de la politique qui se fait à Berne le lien fédéral ne se trouve, à la fin, compromis. Ce n'est pas de séparatisme qu'ils ont voulu parler. Ils ont signalé la dissaffection croissante d'une grande partie de notre popula-

tion. Il ne suffit pas de se méprendre sur leur pensée pour conjurer les maux qu'ils redoutent.

En disant que l'heure est grave pour la Suisse, ils ne disent rien qui ne soit strictement vrai. Nous avons absolument besoin de l'union à l'heure où toutes les grandes questions se posent, où le statut de l'Europe va être défini et où notre sort va être réglé, avec ou sans nous, pour un laps de temps indéterminé. Pour nous présenter devant l'aréopage du monde, il est indispensable que nous soyons unis ; il est indispensable que nous le soyons pour rétablir la circulation normale de la vie dans notre pays, pour nous protéger contre des dangers économiques trop certains et prévenir des troubles sociaux déjà menaçants.

L'union nous est nécessaire, mais nous ne l'aurons que par un changement de l'esprit qui règne à Berne. Au lieu d'une petite politique de politiciens, il nous faut une politique d'hommes d'Etat, celle de Numa Droz, de Ruchonnet, de Welti.

Deux hommes, MM. Müller et Schulthess, représentent principalement cette politique au jour le jour qui nous a fait tant de mal et qu'on appelle réaliste parce qu'elle néglige toutes les grandes réalités et n'aperçoit que les plus petites.

Ce ne sont pas leurs sympathies personnelles pour l'Allemagne que nous reprochons à ces deux conseillers fédéraux, au contraire : il se fait maintenant, en certains endroits, des virages, ou, si vous voulez, des volte-face, ou, pour mieux dire, des conversions dont la brusquerie nous déconcerte et où nous aimerions qu'on mît un peu de pudeur. Notre grief contre MM. Müller et Schulthess vient de ce qu'ils ont égaré la Suisse loin de ses traditions de dignité et de démocratie. Ils nous ont diminués devant l'étranger et divisés contre nous-mêmes.

M. Müller cède à M. Ador son tour de présidence et M. Calonder garde le département politique. Ce n'est peut-être pas assez, mais c'est quelque chose. Qu'est-ce que M. Schulthess devrait céder ? Tout.

M. Schulthess incarne le régime qui nous blesse, qui nous abaisse, qui nous asservit. Il l'incarne à tel point qu'il ne s'en

rend même pas compte. Pour ma part, je le crois sincère; il n'en est que plus dangereux. Il croit sincèrement que gouverner c'est manœuvrer, trouver des expédients, se tirer d'affaire tant bien que mal et surtout s'arranger pour être du côté du plus fort. Le soviet d'Olten semble-t-il le plus fort, il lui fera des mamours; le soviet est-il déconft, M. Schulthess se retournera vers M. Laur et les paysans.

Voilà pourquoi nous ne pouvons le présenter à notre peuple, car la Suisse, précisément, aspire de toutes ses forces à autre chose qu'à ce jeu d'équilibrisme et c'est pourquoi aussi nous ne saurions le mettre en présence des Alliés, car il a cru que le plus fort ce serait le Kaiser.

Sa réponse à M. de Rabourt, devant le Conseil national, n'a point été triomphante. Mais il fait intervenir ses amis. M. Laur, de qui nous n'aurions pas attendu ces cheminement occultes, proclame, dans une circulaire confidentielle du 28 novembre, la levée en masse du monde agricole. Perdre M. Schulthess, s'écrie-t-il, ce serait un rude coup pour l'agriculture.

Est-ce que M. Schulthess aurait inventé un engrais phosphaté? Quelle perte l'agriculture ferait-elle en sa personne? M. Laur n'en touche mot. Pourtant la circulaire confidentielle est assez longue et ce point ne manquerait pas d'intérêt. Est-ce pour avoir concédé à l'Allemagne des compensations en fromage, en coudins et en bétail que M. Schulthess s'est acquis des titres à la reconnaissance du monde agricole? Ou bien y aurait-il quelques promesses de droits, protecteurs pour les futurs traités de commerce? Les éloges du roi des paysans me semblent inquiétants pour les consommateurs que nous sommes. Par contre, le défi tout flodai qu'il jette aux adversaires de son ami nous divertit. « On n'a pu, dit-il, citer un grief sérieux contre M. Schulthess. » Malheureux! Mais c'est toute sa diplomatie brutale et toute sa politique économique et tout son système de gouvernement personnel qui parlent d'eux-mêmes et crient contre lui. Céderait-il? Comprendra-t-il les nécessités impérieuses auxquelles la Suisse ne peut se soustraire? Au moment où ces lignes paral-

tront, nous saurons déjà si la voix de la Suisse romande a pu se faire entendre ou si nous sommes acculés dans une impasse.

MAURICE MILLIoud.

P. S. — Il y a quelque chose de changé. Le Conseil fédéral rapportant son arrêté du 3 août 1914, vient de limiter l'exercice des pleins-pouvoirs. Il s'engage à soumettre à des commissions parlementaires les mesures qu'il aura décidé de prendre, au moins pour les affaires importantes. Voilà de quoi espérer que nous redeviendrons quelque jour une démocratie. De plus, le Conseil fédéral a fait la répartition de ses départements, pour l'année 1919, de telle façon que nous présenterons aux Alliés des hommes avec lesquels ils se sentent en sympathie : M. Ador à la présidence, M. Calonder aux affaires politiques. Hélas ! il nous reste M. Schulthess à l'économie publique et cela suffit pour gâter bien des choses ; cela suffit pour que nous ne nous sentions pas encore sur le terrain de la franchise et de la loyauté. M. Schulthess aura-t-il le bon goût de s'effacer quand les négociations commenceront, ou du moins ses amis auront-ils le courage de lui faire entendre les vérités nécessaires ?

Et enfin, un dernier point : les débats parlementaires ont fait éclater la volonté ferme et saine de la Suisse entière contre la domesticité de Lénine. La Suisse ne se laisse pas intimider, quand elle se réveille. Pourvu qu'elle ne se rendorme pas avant l'heure ! Le nettoyage indispensable n'est pas même commencé. Attendons la fin des enquêtes judiciaires. Mais ne croyons pas qu'elles suffisent. Les porte-poison du bolchévisme n'ont nullement désarmé.

De toutes façons, avertis par plus d'une expérience, nous avons à sauvegarder la sécurité des services publics. S'il faut une loi, qu'on la fasse. La grève générale, dans les services publics, est une trahison ; ceux qui la provoquent et ceux qui la font désertent le drapeau. Tout le monde exige des sanctions pour ce qui a été fait. Réclamons des mesures préventives pour ce qui viendrait à être tenté de nouveau. Cela importe tout autant.

Là-dessus, lecteurs, et amis fidèles de la *Bibliothèque universelle*, votre vieille revue vous souhaite bonne et heureuse année. Nous avons mille raisons de croire à l'avenir. Car c'est la victoire de la justice, qui l'emporte sur toutes les questions particulières. Saluons, sous le sapin de Noël, sous les givres du jour de l'An, le triomphe magnifique qui libère la conscience humaine.

Tout dépendait de là ; par là tout est sauvé. Salut à l'ère nouvelle !

M. M.

CHRONIQUE POLITIQUE

Contrastes. — Les premiers résultats de la victoire. — Le travail de reconstitution qui s'impose. — Désordre à l'orient de l'Europe. — Sur les ruines des empires centraux. — Le président Wilson.

Une partie de l'Europe triomphe dans la joie ; l'autre se débat dans le désordre et la misère. Jamais contraste plus frappant n'a surgi sur le vieux continent.

Les nations occidentales vivent de beaux jours. Les laborieuses négociations de paix n'ont pas encore commencé ; les redoutables questions financières n'ont pas été abordées. Tandis que les hommes d'Etat travaillent comme c'est leur devoir, les peuples se laissent vivre : Ils savourent l'effort accompli et la récompense de l'effort. C'est un bon temps ; c'est le meilleur, sans doute.

Les troupes françaises sont entrées dans la Lorraine et l'Alsace et, après les soldats et les généraux, les chefs de l'Etat ont visité les provinces retrouvées. L'accueil a été unanime, impressionnant, magnifique. Dans ce pays en majorité de race germanique, où seuls les vieillards se souvenaient de n'avoir pas appartenu à l'Allemagne, la population tout entière a salué les Français comme des libérateurs. Il y a là un phénomène étonnant. Le germanisme, une fois le souvenir des premières brutalités effacé

par l'entrée en scène d'une génération nouvelle, avait tout pour lui : il avait, grâce à ses capitaux, à ses procédés techniques et à l'ingéniosité de ses industriels et de ses commerçants, assuré au Reichsland une prospérité encore inconnue ; chacun s'imaginait en Europe que la conquête était définitive ; dans l'Alsace-Lorraine elle-même, les habitants ne réclamaient qu'un régime autonome qui les mît au même rang que les autres ressortissants de l'empire. Et les Allemands, comme poursuivis par une malédiction, n'ont réussi qu'à se faire détester.

Dans l'enthousiasme où ils sont, nul doute que les Alsaciens-Lorrains ne voteraient à la presque unanimité leur union à l'ancienne et à la nouvelle patrie si on leur en offrait l'occasion. La France ne veut pas d'un plébiscite : elle estime qu'il serait, non seulement inutile, mais humiliant d'avoir l'air de remettre en question des droits sacrés que l'accueil populaire confirme de façon éclatante. C'est un point de vue très défendable. Pourtant je ne puis m'empêcher de regretter qu'on n'utilise pas tous les moyens d'affirmer, en présence de l'Europe et du monde, la ferme volonté des populations délivrées. En face d'un avenir qui, malgré tout, reste incertain, il n'y a pas de précaution superflue et le peuple allemand est étrangement attaché à Strasbourg, la ville merveilleuse.

Les armées alliées couvrent la zone d'occupation : elles ont atteint et dépassé le Rhin ; la prolongation de l'armistice dont l'Allemagne, qui chaque jour crie sa détresse, est hors d'état d'exécuter les conditions dans le temps voulu, les a amenées à exiger de nouvelles garanties. Elles vivent au milieu de populations plus étonnées qu'hostiles, point si misérables qu'on n'aurait pu s'y attendre, qui, sans modifier leurs sentiments à l'égard de l'étranger, doivent constater qu'il n'est pas le monstre altéré de sang qu'on leur avait représenté.

— Tout cela n'est que préliminaires : un grand travail de reconstruction s'impose. Chacun est d'accord dans les Etats occidentaux que les conditions de la vie publique et privée doivent être profondément changées, que les classes populaires, qui ont

souffert une terrible crise et fourni un rude effort, doivent désormais jouir de plus de sécurité, de bien-être et d'influence. C'est un devoir de justice et de prudence aussi.

L'Angleterre a pris les devants. M. Lloyd George a voulu que des élections eussent lieu dès le lendemain de la guerre. Il estimait que, pour être en mesure de traiter utilement de la paix, il avait besoin d'une autorité plus grande que celle que pouvait lui conférer un parlement vieilli qui ne représentait plus la nation. Il réclamait aussi une forte majorité pour entreprendre le travail hardi de réformes dont il a exposé les grandes lignes au cours de sa rude campagne électorale.

Autour du premier ministre se coalisaient le parti conservateur et une fraction des anciens libéraux. Les autres libéraux, ceux qui restaient fidèles à la bannière de M. Asquith, faisaient opposition avec le *Labor Party* et les Irlandais. L'importance des questions en jeu, l'énorme extension du droit de suffrage réalisée par la loi électorale du 6 février 1918, l'appel au scrutin de six ou sept millions de femmes donnaient à la partie un intérêt et un imprévu auxquels rien n'était comparable dans l'histoire de la vieille Angleterre.

Les élections ont eu lieu le 14 décembre. Comme les soldats retenus sous les drapeaux étaient admis à voter, on ne connaît pas les résultats exacts que le 28. Mais il est d'ores et déjà certain que la coalition a obtenu la victoire escomptée. M. Lloyd George disposera à la nouvelle Chambre des communes d'une majorité de plus de cent voix. Toutefois, les travaillistes ont obtenu des résultats impressionnants et l'éclatant succès des *Sinn Féiners* en Irlande ouvre pour l'avenir de redoutables perspectives. Mais à chaque jour suffit sa peine.

En France et en Italie les affaires ne sont pas si avancées ; aucune date n'est encore fixée pour la consultation populaire. Elle ne saurait tarder beaucoup, cependant ; car le travail intensif pressé et les hommes au pouvoir, ceux qui ont gagné la guerre, ont tout intérêt à exploiter leur succès avant que des ombres viennent le ternir.

Faut-il attribuer à l'effervescence qui règne dans certaines couches sociales les impérieuses revendications catalanes auxquelles le comte de Romanonès, nouveau président du conseil de Sa Majesté Alphonse XIII, va s'efforcer de donner satisfaction, et le meurtre à Lisbonne de M. Sidonio Paez, président de la république portugaise ? Ces faits marquent dans tous les cas l'existence de mécontentements et de passions ; mais les événements de la péninsule Ibérique ont un caractère à part : il est difficile de les rattacher aux grands courants de l'Europe.

Les questions extérieures sont laissées à la conférence de la paix. Pourtant des précautions sont prises : on se préoccupe dans les ministères de fixer les revendications essentielles que chaque Etat aura à faire valoir ; des comités spéciaux sont nommés à cet effet ; parfois, dans les parlements, un député tente une interpellation, mais la réponse qu'il reçoit ne brille généralement pas par la clarté.

Est-on allé plus loin ? Des groupements se sont-ils déjà formés ? Il faudrait, pour y voir un peu clair, savoir ce qui s'est passé à la conférence de Londres où les premiers ministres d'Angleterre, de France et d'Italie, entourés d'hommes politiques, de conseillers techniques et de militaires, mais en l'absence de délégués américains, ont abordé les grosses questions du jour et du lendemain. Comme de juste le communiqué a dit, selon la formule connue, qu'on s'était trouvé d'accord sur tous les points. Mais quels sont ces points ?... L'Angleterre a-t-elle disposé de l'Afrique allemande, la France va-t-elle annexer le bassin de la Sarre, l'Italie prétend-elle s'adjuger la rive orientale de l'Adriatique ? Nous ignorons ces choses, qui restent des secrets d'Etat, alors même qu'on affirme partout que désormais la diplomatie n'agira plus qu'au grand jour.

— Dans l'Europe orientale et centrale règne un affreux désordre et aucun signe n'annonce encore qu'une reconstitution se prépare.

En Russie l'orgie bolchéviste continue. Lénine avait-il au début un projet complet d'organisation sociale sous la dictature

prolétarienne ? C'est probable, sinon certain ; mais bien vite il a dû déchanter. Les éléments sur lesquels il s'appuyait étaient incapables d'un travail d'organisation quelconque ; ils ne savaient ni administrer, ni exploiter les richesses du sol et du sous-sol. Quand ils eurent détruit ceux qui maintenaient l'ordre, assuraient la production et soutenaient la vie, ils vécurent des approvisionnements qu'ils n'avaient point faits et de l'argent que d'autres avaient gagné, se bornant à dénigrer des complots, à emprisonner, à fusiller pour justifier leur veille et assouvir leurs haines.

Avec cela la misère s'étend sur la Russie. Seuls les bolchévistes des villes et leurs cortèges de gardes rouges continuent d'apprécier tous les bienfaits de l'opulence. Partout ailleurs la faim se promène. Les paysans, qui ont insuffisamment semé et récolté et que les spoliations atteignent, n'ont eux-mêmes pas de quoi se nourrir ; la mort fait des ravages affreux. Mais les fonctionnaires du tsarisme s'étaient si longtemps employés dans cet immense empire à interdire toute vie politique, à étouffer les instincts de classe, à diminuer les énergies, qu'aucun mouvement national ne se produit contre la bande sanglante de misérables qui opprime le pays. On se soumet, comme on se soumettait à l'autocrate. Les petites armées nationales qui ont ouvert la lutte ne voient pas leurs rangs grossir ; les troupes de l'Entente sont trop peu nombreuses ou trop lointaines. Et cela dure...

Le bolchévisme est un phénomène proprement russe. Son triomphe implique l'incurie politique et l'ignorance universelle. Les peuples plus avancés, au contraire, se refusent à un pareil régime. Mais comme les bolchévistes ont mis la main sur l'encaisse des banques et volé beaucoup d'argent, ils disposent de moyens d'action que des brigands vulgaires n'ont jamais possédés. Ils s'en servent pour travailler au dehors ; car, si la secte veut prolonger sa vie au milieu des ruines qu'elle a créées, il faut qu'elle s'étende sur d'autres contrées pour les ruiner à leur tour. Les bolchévistes menacent l'étranger et, grâce aux millions qu'ils prodiguent, leur propagande s'étend fort loin.

Les nouvelles républiques formées par les allogènes ne paraissent aucunement d'aplomb. Nous continuons à être renseignés de façon contradictoire sur ce qui se passe en Ukraine. L'hetman Skoropadski a été renversé. On le disait même fusillé, mais quelques jours après, par un phénomène fréquent dans ces pays-là, il se retrouvait plein de vie.... Que représente « l'Union nationale » victorieuse ? On nous dit que c'est le parti de l'ordre et du patriotisme, opposé à une réunion avec la Grande-Russie, ennemi du bolchévisme et du germanisme, désireux de s'appuyer sur l'Entente.... C'est fort bien ; mais si, d'ici peu, on nous raconte de tout autres choses, nous n'en éprouverons aucun étonnement.

Les bolchévistes menacent les provinces Baltiques et la Lithuanie ; ils y trouvent comme de juste des éléments populaires ignorants qui ne demandent pas mieux que d'inaugurer séance tenante la grande saturnale. Les classes cultivées sont dans la terreur. Quant aux troupes allemandes qui se retirent, elles voient sans aucune tristesse le désordre se propager sur leurs pas. Peut-être ont-elles encouragé la création de soviets locaux.

En Pologne, la grande popularité du général Pilsudski, chef du gouvernement, ne suffit pas à assurer l'ordre. Le ministère, bien que socialiste, est débordé par les éléments de gauche. Les bolchévistes pénètrent de tous les côtés et on ne sait trop comment s'en défendre. C'est parce que les Juifs se sont faits les propagateurs des doctrines extrémistes qu'ont été exercées contre eux des violences qui, sur certains points, ont dégénéré en pogroms. Et cela marque, à côté de bien d'autres choses, l'étrange agitation du temps présent : la Pologne n'avait-elle pas été durant des siècles le pays du particularisme et de la tolérance, n'était-elle pas le refuge de tous les sectaires ? Cependant la nouvelle république cherche à réaliser son unité, ce qui provoque un conflit immédiat avec l'Allemagne.

Il y a là une situation infiniment troublée. L'empire germanique a fait peu de bien autour de lui. Il utilisait comme un prétexte les revendications nationales et prétendait faire le

honneur de chacun. Mais ses proclamations aux peuples n'étaient qu'un leurre : de fait il les exploitait et préparait leur asservissement. Pourtant ses armées maintenaient l'ordre et l'Entente, en en exigeant le retrait, a assumé une lourde responsabilité. Saura-t-elle faire face aux devoirs qui lui incombent et qui, après tant d'efforts, en réclament encore quelques-uns ?

— En Allemagne la situation s'est peu modifiée depuis quelques semaines. Le gouvernement central, présidé par Eberl, est composé de socialistes majoritaires et d'indépendants. Ces « mandataires du peuple » ne sentent pas sous leurs pieds un sol très ferme. A Berlin, ils sont vivement attaqués par le groupe Spartacus, inspiré par Liebknecht, qui refuse l'Assemblée nationale, préconise la dictature du seul prolétariat, exploite le soulèvement révolutionnaire devenu endémique et suit avec une tendre sympathie les prouesses des compagnons de l'est, les bolchévistes de Moscou. Ils voient aussi leur autorité bravée par le conseil des ouvriers et soldats qui n'entend pas abandonner le pouvoir qu'il a conquis de haute lutte. Au loin, sur le territoire de l'ancien empire, les tendances particularistes s'accroissent; la Bavière, dirigée par Kurt Eisner, prend des attitudes d'Etat indépendant; les conseils d'ouvriers et de soldats des villes font à peu près ce qu'ils veulent. C'est la dislocation de l'Etat et du peuple qui se vantaient de posséder seuls le génie de l'organisation et prétendaient l'imposer au monde.

La nation allemande aime à être dirigée. C'est parce qu'on sent le gouvernement sous l'influence des agités de Berlin qu'au loin les gens doués de réflexion cherchent à s'assurer d'autres centres de ralliement; quant aux comités des villes, ils reprendraient leurs habitudes d'obéissance en face d'un geste énergique. Si le gouvernement osait, s'il reléguait les plus bruyants de ses adversaires dans des prisons ou des maisons de santé, s'il utilisait l'ancienne administration d'empire, qu'il a conservée à peu près intacte, pour envoyer des ordres et les faire exécuter, il aurait, momentanément au moins, tout le pays autour de lui. Cela d'autant plus que l'Allemagne réclame la paix et du pain

et que l'Entente est résolue à n'accorder l'une et l'autre qu'à un gouvernement régulier.

Mais il est difficile à un pouvoir sorti d'une révolution de se retourner contre les frères de la veille et d'exploiter la manière forte. Les vieux jacobins de France ne s'y décidèrent qu'après de longs tâtonnements. Lénine a eu moins de scrupules, il est vrai ; mais Lénine est un sectaire : les Allemands ne sont pas de ce tempérament-là.... Le gouvernement Ebert-Scheidemann hésite. Il n'a pas su utiliser la rentrée de la garde à Berlin pour faire place nette autour de lui. Le congrès des délégués ouvriers et militaires qui s'était ouvert dans les meilleures dispositions a fini dans le bruit. Car les doctrines du groupe Spartacus trouvent dans toutes les foules des auditeurs bénévoles ; et si le bolchévisme n'a aucune chance de s'imposer comme régime durable à une nation instruite, il est infiniment dangereux de lui permettre d'exercer, ne fût-ce que pendant un temps très court, ses capacités de destruction.

L'Assemblée constituante reste le grand espoir de l'Allemagne. Les élections sont fixées au 19 janvier. L'émeute a des semaines pour agir ; mais il peut se faire que ses appels restent impuissants en face du spectre de la faim.

Dans l'Autriche-Hongrie non plus la situation ne s'est guère éclaircie depuis un mois. Les États qui ont surgi sur les ruines de la monarchie des Habsbourg cherchent à s'organiser ; mais l'opération est laborieuse.

L'astre du comte Karolyi tend à pâlir dans la nouvelle république hongroise. Il avait fondé ses espoirs sur l'Entente. Il ne pouvait croire qu'en faisant appel à ses bons sentiments, elle aurait la cruauté de priver les Magyars de leurs sujets slovaques ou roumains. Les choses paraissent prendre un tour différent et la pleine indépendance dont jouissent les Hongrois ne peut les consoler de n'avoir plus des gens à dominer. Dans l'Autriche allemande on en est à discuter du mode d'élection de l'assemblée nationale et des préliminaires d'une constitution. Jusqu'ici, il ne semble pas que ces délibérations aient été particulièrement

fécondes. Les rapports avec l'Allemagne restent d'ailleurs fréquents et fort bons. En Bohême, l'influence de M. Masaryk paraît être prépondérante ; et c'est pour le mieux. Mais les débats de l'assemblée semblent intéresser moins les Tchèques que la fixation des frontières en face des Allemands qui occupent la bordure nord et des Magyars, maîtres tenaces des Slovaques. L'affaire ne va naturellement pas toute seule. Les Yougo-Slaves se sont décidés à former un seul Etat serbo-croate-slo-vène sous la régence du prince Alexandre de Serbie. Eux aussi sont très inquiets en présence des prétentions italiennes sur la Carniole et la Dalmatie.

Si l'on ajoute que la Bulgarie appauvrie est en pleine crise ministérielle par suite de la démission de son meilleur homme d'Etat, M. Malinof, et que les populations ottomanes, insuffisamment protégées contre des bandes de soldats pillards, sont plongées dans une profonde misère, on voit que, tandis que les auteurs responsables de la guerre ont tous, ou presque tous, subi le châtimement de leurs méfaits, les peuples qui ont servi leurs desseins sont atteints par une infinité de maux. Maintenant, par un étrange retour des choses, une tâche formidable de reconstruction s'impose à l'Entente ; car, aussi longtemps que les luttes civiles, la violence ou le crime sévront parmi des nations, il y aura quelque ironie à parler de paix et de bonne volonté sur la terre.

— L'homme est là, il est vrai, à qui l'on attribue le pouvoir de tout réparer. Voici deux ans, au lendemain des élections américaines, je croyais devoir dire que M. Wilson ne laisserait apparemment pas une marque très brillante dans l'histoire. C'était une opinion très répandue alors. Il avait révélé une passivité insupportable. En face des attentats innombrables qui se commettaient, il avait dit, lui qui possédait la force : « On peut être trop fier pour se battre. » Le Mexique, où il n'avait pas voulu intervenir, se débattait dans l'anarchie et le sang ; l'Océan, où il ne faisait pas sentir sa volonté, s'ouvrait chaque jour pour engloutir des victimes innocentes. Les plus énergiques parmi

ses compatriotes, M. Roosevelt en tête, l'attaquaient terriblement...

Je suis heureux de reconnaître que je me suis radicalement trompé. Comme jadis son grand compatriote Lincoln, M. Wilson, une fois sa conviction faite, s'est transformé : il est devenu homme de guerre et a déployé dans sa nouvelle tâche des ressources d'énergie et d'organisation que peu de chefs d'Etat ont possédées à un pareil degré. C'est à l'entrée en scène des Américains, persuadés et entraînés par le président de la grande république, que nous devons d'avoir vu la fin de l'affreuse guerre. Et si M. Wilson a reçu de la bonne ville de Paris un accueil sans égal, c'est qu'il a bien mérité, non seulement des puissances de l'Entente, mais de l'humanité entière.

Saura-t-il maintenant répondre à l'attente universelle, rétablir l'ordre, assurer la justice, satisfaire les désirs légitimes de chacun ? Ceci est une tout autre tâche ; peut-être dépasse-t-elle la mesure d'un homme.

Lausanne, 22 décembre 1918.

ED. ROSSIER.



LA QUESTION DE LA ZONE FRANCHE

ÉTUDE HISTORIQUE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

La revision du traité franco-suisse concernant la zone franche de la Haute-Savoie, du Faucigny et du pays de Gex, qui est arrivé à échéance à la fin de l'année 1918, emprunte aux événements politiques actuels un intérêt national de tout premier ordre. La guerre d'aujourd'hui terminée, la Suisse devra reprendre avec la France des pourparlers au sujet du statut actuel de la Savoie, aussi importe-t-il que nos négociateurs soient exactement avertis des intérêts qu'ils auront à défendre. Le peuple suisse ne pardonnerait pas à ses diplomates des errements pareils à ceux qu'ils ont commis dans la signature, de triste mémoire, de la « convention du Gothard. »

Le but de la présente étude est de chercher à apporter quelque clarté dans cette question de la « zone franche » qui donne lieu à tant de récriminations.

Le territoire de la zone franche actuelle, qui comprend les anciennes provinces du Chablais, du Faucigny et la partie du Genevois située au nord de la rivière des Usas

(actuellement les arrondissements de Bonneville, Thonon et Saint-Julien) avec celui du pays de Gex, également zone franche, enclave presque entièrement le canton de Genève. La nécessité des relations commerciales entre ce pays et la ville de Genève a été reconnue dès le jour où cette ville a séparé, au XVI^e siècle, ses destinées de celles de la région dont elle avait été longtemps la capitale politique et administrative, et la liberté des échanges fut consacrée par de nombreux traités consentis ou subis sous la pression des événements par les princes de Savoie, en dépit de leur mauvais vouloir et de leur violente hostilité contre « les rebelles hérétiques de Genève. » Nous citerons notamment le traité de Saint-Julien du 19 octobre 1530¹, le traité de Lausanne du 15 octobre 1564, celui de Saint-Julien du 16 juillet 1603², celui de Turin du 3 juin 1754³ et même la convention signée à Landecy, le 2 novembre 1792 entre le gouvernement genevois et le général en chef des troupes de la République française en Savoie.

Depuis plusieurs siècles la liberté réciproque des échanges a été la base normale des relations entre Genève et ses voisins. Cet état de choses n'a été que l'expression d'une nécessité géographique, Genève étant à la fois le centre de consommation et le marché de la région qui l'entoure. Cette nécessité géographique devint une entité politique en 1798, lorsque fut créé le département du Léman avec Genève pour chef-lieu et avec, pour terri-

¹ Art. 1^{er} — Toutes les hostilités cesseront de part et d'autre et la liberté du commerce sera rétablie.

² Art. 1^{er}. — Le commerce et le trafic demeurant libres de part et d'autre, tant pour les personnes que pour toutes sortes de marchandises, sans aucune prohibition restrictive ou limitation.

³ Il y aura liberté réciproque de commerce.

toire sur la rive gauche du Rhône, exactement le territoire actuel de la zone franche.

Dans la question des zones, une distinction doit être faite entre le Chablais et le Faucigny d'une part et le pays de Gex, de l'autre. Le privilège du pays de Gex, au regard de la France, en matière de régime douanier, remonte à un édit du roi de France du 22 décembre 1775, tandis que celui de la Haute-Savoie ne remonte qu'au sénatus-consulte de 1860. Nous lisons dans les lettres patentes du 20 janvier 1776 :

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux que ces présentes lettres verront, salut !

« La perception des droits d'entrée et de sortie qui ont lieu dans les provinces sujettes aux droits de nos cinq grosses fermes devenant de jour en jour plus difficile dans ce pays...

« Disons, déclarons et ordonnons ce qui suit : *Article premier.* Voulons qu'à l'avenir, et à commencer du premier janvier prochain, notre pays de Gex soit réputé *pays étranger*, quant aux droits de nos fermes générales, et comme tel, exempt des droits d'entrée et de sortie établis par l'édit du mois de septembre 1664 sur les marchandises et denrées que les habitants de ce pays exportent à l'étranger, et sur celles qu'ils entreront directement et sans emprunter le passage des cinq grosses fermes ; en conséquence, nous ordonnons que tous les bureaux des traites et autres établis tant sur les frontières du dit pays de Gex, limitrophes aux terres de Genève, de la Suisse et de la Savoie, que dans l'intérieur du dit pays seront et demeureront supprimés à partir du dit jour, premier janvier prochain. »

Ces libertés furent reconnues par le traité de Paris du 20 novembre 1815 signé entre la France d'une part, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie d'autre part. Ce traité dit textuellement :

« La ligne des douanes françaises sera placée à l'ouest du Jura, de manière que tout le pays de Gex se trouve hors de cette ligne. »

Pictet de Rochemont, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Suisse à Paris en 1815, déploya une grande habileté afin de maintenir à Genève le libre échange avec le pays de Gex. Il écrivait le 19 octobre 1815 :

« J'insistai encore sur ce que la Suisse avait renoncé à toute idée d'extension et que c'était bien le moins que, pour prix de sa conduite, elle obtint une chose (libre échange) qui lui vaudrait mieux que l'acquisition d'une province. »

Depuis l'union de Genève à la Suisse, en 1814, les populations savoisiennes n'ont cessé de réclamer par tous les moyens en leur pouvoir la liberté des échanges par l'établissement d'une zone franche.

Aucun corps élu n'existant en Savoie avant 1848, les populations n'avaient aucun moyen légal de faire entendre leurs protestations contre la ligne de douanes établie en 1816¹ par le gouvernement sarde ; il n'y eut d'exception que pour la petite zone dite de Saint-Julien obtenue par la Suisse qui versa, en compensation, une indemnité de cent mille francs au roi de Sardaigne et les petites zones dites sardes de Veigy-Foncenex et de Saint-Gingolph à la frontière du Valais.

En 1834, à la suite d'une insurrection, les Savoyards se portèrent sur le bureau des douanes d'Annemasse et firent avec les registres de la douane un feu de joie autour duquel les habitants dansèrent la farandole. Dès qu'il y eut des corps élus en Savoie, en 1848, la première préoccupation des représentants du pays fut de

¹ Traité de Turin du 16 mars 1816.

porter devant la Chambre des députés de Turin la question de la zone. Le Conseil divisionnaire émit le vœu que les provinces du Chablais et du Faucigny fussent affranchies du service des douanes en reportant la ligne douanière sur les Usas et sur les montagnes qui séparent le Faucigny du Genevois, soit les anciennes limites du département du Léman. Le gouvernement sarde se contenta de supprimer les droits à la sortie, d'adoucir les anciens tarifs et de conclure avec la Suisse le traité du 8 juin 1851 qui concède à la Savoie certains avantages.

Le vote *qui et zone* du 22 avril 1860 comporte l'engagement à perpétuité du gouvernement français d'accorder la franchise de droits à l'importation des produits suisses de quelque nature qu'ils soient dans la Haute-Savoie : les textes d'interprétation sont formels, il ne saurait y avoir de doute à ce sujet et tous les adversaires de la zone en France perdent leur temps à vouloir contester un droit si solennellement reconnu. L'empereur, annonçant dans le *Moniteur officiel* du 22 mars 1860 qu'il *serait facile de donner satisfaction aux intérêts politiques et commerciaux qui lient à la Suisse certaines parties de la Savoie*, entendait respecter les droits de la Suisse en même temps que ceux de la Haute-Savoie. La France nous reconnaissait donc sans réserves la franchise d'exportation dans cette province : c'était la confirmation de la franchise d'importation accordée aux Savoyens. Les adversaires français de la zone reprochent à cette concession d'être unilatérale, puisqu'elle ne comporte aucune obligation réciproque de la part de la Suisse, et partant d'être essentiellement révocable ; pour eux, elle n'a été faite qu'à titre gracieux. Cette thèse ne saurait être soutenue. Les franchises douanières des populations savoyennes existent au contraire en vertu d'engagements

officiellement pris avant le plébiscite du 22 avril 1860 et *ratifiés* par le suffrage des populations. Comment Napoléon III aurait-il osé réclamer un engagement de réciprocité de la part de la Suisse à un moment où celle-ci protestait auprès des grandes puissances contre une annexion contraire à tous ses droits ? Il est certain que si les puissances signataires des traités de Paris et de Vienne se sont inclinées devant le fait accompli, c'est qu'elles envisageaient que la zone franche accordée par Napoléon III constituait un droit pour la Suisse et une demi-satisfaction donnée à ses revendications. Le plébiscite du 22 avril 1860 ne lie en aucune façon la Confédération suisse à la France, ni pour les exportations, ni pour les importations ; ce sera donc dans la liberté la plus complète que nos représentants diplomatiques traiteront avec notre voisin à l'échéance du dernier arrangement que nous avons pris avec celle-ci.

A l'égard de Genève, la Confédération n'a pas davantage d'engagements stipulés par des traités ou des décrets.

Nous trouvons pourtant dans le traité du 16 mars 1816, signé entre la Maison de Savoie, la Confédération suisse et le canton de Genève, à l'art. 4, la disposition suivante :

« La sortie de toutes les denrées du duché de Savoie, destinées à la consommation de la ville de Genève et du canton, sera libre en tout temps et ne pourra être assujettie à aucun droit. »

Le nom de la Suisse au bas de ce traité répondait à une simple formalité diplomatique, la Confédération devant servir d'intermédiaire aux cantons pour leurs relations avec l'étranger ; il n'y avait pas de péages fédéraux à cette époque et le gouvernement suisse n'avait pas à

intervenir dans des questions de douane. Il ne pouvait donc prendre aucun engagement à l'égard des péages genevois.

Le libre échange avec la Haute-Savoie fut toujours une nécessité pour Genève. Aussi doit-on s'étonner qu'en 1848, à l'abolition des droits de péage cantonaux et à leur remplacement par les douanes fédérales, Genève n'ait pas fait de réserves concernant ses relations avec la Savoie. En 1849, la Suisse ayant soumis à un droit d'entrée les produits de la Haute-Savoie entrant à Genève, cette dernière protesta, et la Confédération, qui a toujours eu beaucoup d'égards pour les intérêts très particuliers de Genève, signa avec le royaume de Sardaigne, le 23 juin 1851, un traité accordant la franchise de droits à l'entrée du canton de Genève à de nombreuses denrées alimentaires provenant des provinces limitrophes, en particulier à 5000 hectolitres de vin d'importation annuelle. Cette situation acquise par Genève fut toujours respectée par le pouvoir fédéral, qui étendit encore ce privilège par la convention franco-suisse du 14 juin 1881, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1883.

Le préambule de cet arrangement porte :

« Le Président de la République française et le Conseil fédéral suisse, également animés du désir de régler à nouveau les relations douanières entre le canton de Genève et la partie de la Haute-Savoie dite *Zone franche*, ont résolu de conclure à cet effet, etc... »

Donc pas question de traités antérieurs sur lesquels repose cette convention.

« ARTICLE PREMIER. — L'administration des péages fédéraux accordera un crédit annuel d'importation, en franchise de tout droit d'entrée fédéral, pour dix mille hectolitres de vin provenant de la Haute-Savoie dite zone franche.

» ART. 2. — Les bureaux de péages fédéraux établis dans le canton de Genève, sur la frontière de la zone franche, admettront en franchise de tout droit d'entrée fédéral, sans limitation de quantités, outre les objets qui sont ou seront affranchis par la loi, les produits suivants provenant de la zone, savoir :

» 1° L'écorce à tan et les mottes à brûler ; 2° le bois à brûler brut et en fagots, et le charbon de bois ; 3° les pierres à bâtir ordinaires, soit grossièrement taillées, soit taillées à la boucharde ; 5° les tuiles et briques ; 6° la chaux ordinaire et le gypse.

» ART. 3. — Les dits bureaux admettront également en franchise de tout droit d'entrée fédéral les produits suivants provenant de la zone, savoir :

» 1° Les légumes frais et le jardinage ; 2° les fruits frais ; 3° les pommes de terre ; 4° les céréales et le colza en gerbes ; 5° le son ; 6° la paille ; 7° le foin ; 8° les poissons d'eau douce ; 9° les volailles vivantes et mortes ; 10° les œufs frais ; 11° le lait ; 12° le beurre frais ; les produits mentionnés au présent article ne seront admis en franchise qu'autant qu'ils auront le caractère d'approvisionnements de marché. Ils devront en conséquence être portés ou conduits en Suisse par les vendeurs eux-mêmes, que ce soit par charges à dos, charrettes, bateaux ou chemins de fer, les expéditions accompagnées de lettres de voitures étant exclues de la franchise des droits d'entrée en Suisse.

» Le poids de chaque importation des dits produits ne devra pas dépasser celui de cinq quintaux métriques, à l'exception toutefois du beurre frais, pour lequel le poids maximum est fixé à cinq kilogrammes pour chaque importation en franchise.

» *Il est d'ailleurs entendu que les denrées destinées à l'approvisionnement du marché de Genève ne seront l'objet d'aucune interdiction de sortie de la zone franche.*

Les Genevois ont protesté avec énergie en 1914 quand la France s'avisa de vouloir interdire les exportations de la zone.

Ces premiers décrets de prohibition de sortie étaient l'expression du besoin de conserver tous les produits du

sol français pour l'approvisionnement de la France. Un arrangement intervint entre les deux parties qui fixait des contingents d'exportation. La suppression par la France, en juin 1917, du contingent hebdomadaire de 200 veaux accordé à Genève et de l'exportation des œufs et du beurre provoqua une vive émotion à Genève, qui demanda au Conseil fédéral d'intercéder auprès du gouvernement français. Celui-ci invoqua le « cas de disette » prévu par le traité de Turin de 1816 pour justifier ces interdictions d'exportation.

Un *modus vivendi* intervint aussi entre la France et Genève, afin de permettre aux cultivateurs genevois (les frontaliers) de rentrer les récoltes de leurs biens situés dans la zone moyennant qu'ils s'engagent à réexporter en France, dans le délai de quatre mois à partir du jour de l'importation, 60 litres de vin pour 100 kilos de vendange et 40 litres de cidre pour 100 kilos de fruits.

* ART. 4. — Les dits bureaux de péages fédéraux admettront en outre annuellement au quart du droit d'entrée fédéral actuel ou futur deux cent cinquante quintaux métriques de gros cuir et cent quintaux métriques de peaux tannées de veaux, moutons ou chèvres.

* ART. 5. — Les tanneries de la zone franche seront autorisées à exporter annuellement de Suisse, en franchise du droit fédéral, six cents peaux brutes de bœufs ou de vaches, et six mille peaux brutes de veaux, moutons ou chèvres.

* ART. 6. — L'administration des péages fédéraux délivrera, pour les marchandises désignées aux articles 1^{er}, 4 et 5 ci-dessus, des billets de crédit valables du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Tous les habitants de la zone sont admis au bénéfice des dispositions précédentes, moyennant l'observation des mesures de surveillance et de contrôle, telles que certificats d'origine, etc., jugées nécessaires par l'administration des péages.

fédéraux en vue de s'assurer de la provenance des marchandises importées.

» ART. 8. — Le bureau de douane d'Annecy sera ouvert à l'importation de toutes les marchandises non prohibées.

» ART. 10. — La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} janvier 1883.

» ART. 11. — La présente Convention restera en vigueur pendant trente années, à partir du jour de sa mise à exécution.

» A l'expiration du terme de trente ans, elle sera maintenue d'année en année, à moins que la dénonciation n'en soit faite douze mois à l'avance.

» Toutefois, si, avant ou après ce terme de trente ans, la zone franche venait à être supprimée ou modifiée, soit quant à son étendue territoriale, soit quant à son régime douanier actuel, le Gouvernement fédéral suisse aura le droit de faire cesser les effets de la présente Convention dès le jour de la mise en vigueur des nouvelles mesures dont la zone aura été l'objet. Ces mesures devront, d'ailleurs, être notifiées au Gouvernement fédéral douze mois avant leur application. »

En résumé, aucun droit à l'entrée des produits de Suisse en zone, franchises très étendues au bénéfice de l'exportation de la zone, mesures de contrôle prises pour éviter la contrebande. L'arrangement arrivé à échéance le 1^{er} janvier 1913 ne subsiste que par tacite reconduction ; un avertissement de 12 mois suffit pour sa dénonciation. Il est étrange d'y lire que la France admet l'éventualité de la suppression ou de la modification de l'étendue territoriale de la zone. Les populations de la Haute-Savoie n'ont jamais cessé de protester avec véhémence contre toute limitation de leurs droits de franchise ¹.

¹ *La vérité sur la zone franche de la Haute-Savoie*, par André Folliet et César Duval. Imprimerie Raffin, 1902, Thonon-les-Bains, et *Recueil de documents concernant les zones franches*, par S. Mariat. Imprimerie S. Mariat, Saint-Julien-en-Genevois, 1899.

On comprend l'alarme que produisit en Suisse la nouvelle, en septembre 1917, que le service des douanes françaises allait être très prochainement installé à la frontière suisse, donc à l'intérieur de la zone ; la question fut portée devant les chambres fédérales par les députés genevois. Le Conseil fédéral reçut l'assurance du gouvernement français que celui-ci, en plaçant des douanes à la frontière des zones de la Haute-Savoie et du pays de Gex, n'avait point en vue des mesures douanières qui seraient contraires aux conventions existant entre la Suisse et la France. Il envisageait uniquement des mesures d'ordre général présentant un caractère de nécessité politique qui lui étaient imposées par l'état de guerre.

Les gendarmes et les territoriaux utilisés jusqu'à ce jour pour assurer ce service n'ayant pas été suffisamment préparés par leurs occupations habituelles à la besogne qui leur avait été attribuée, il a paru nécessaire de faire appel, disait-il, aux agents des douanes, plus particulièrement qualifiés à cet égard, mais il ajoutait de la façon la plus positive que ces fonctionnaires n'effectuaient aucune opération douanière.

L. JACOT-COLIN.

(La suite prochainement.)

L'AFFAIRE FALLET

Lyon 1917-1918

Le document que voici est d'une sincérité si éloquente dans sa naïveté que nous nous garderons d'y faire la moindre correction de style. Nos lecteurs verront par ce cas, sur lequel la lumière a été faite entièrement, quels dangers les intrigues allemandes ont fait courir à nos compatriotes pendant la guerre et pourront mesurer les périls d'une autre sorte auquel nous serons exposés demain si nous n'y prenons garde. (*Réd.*)

AVANT-PROPOS

Voici simplement, mais sincèrement, le récit de mon aventure.

Si j'avais du talent pour la rhétorique et la phraséologie, je l'aurais rendu beaucoup plus intéressant et captivant.

Je n'ai fait que relater les choses comme elles se sont passées, sans observer ni règles ni formes grammaticales.

Je sens naturellement que je suis incapable de rendre, au degré voulu, mes sensations et impressions ; mais ma situation se laissera facilement concevoir. Le point essentiel, que je n'ai pas fait spécialement ressortir, est :

Mourir à l'âge de vingt-deux ans, accusé du plus igno-

minieux des crimes (pour un neutre), étant absolument innocent et n'ayant jamais failli à mon honneur.

J'ai été à deux pas de la mort et lorsque mon innocence fut enfin reconnue grâce au formidable travail et à la ténacité de M. Courvoisier, je fus félicité par les autorités civiles et militaires de Lyon d'avoir échappé miraculeusement au poteau.

Mon devoir est de faire spécialement remarquer que M. l'officier instructeur a également beaucoup contribué à ma conservation par l'extrême compétence et bienveillance qu'il a montrées au cours de l'instruction, puis plus tard à la recherche de la vérité.

C'est grâce à lui, pour beaucoup, que j'ai la chance d'écrire aujourd'hui ces lignes.

Lyon, février 1918.

AUG. FALLET.

5 avril 1917.

De retour d'une croisière au Congo belge, j'attendais à Bordeaux le renouvellement d'un congé militaire. Ne recevant pas de réponse du Département militaire suisse, je me vois obligé de débarquer, car le paquebot *Europe*, sur lequel j'étais engagé, était en partance. Je pris la décision de me rendre à Lyon, dans l'attente de savoir si ce congé me serait accordé. Je quitte Bordeaux le 19 mars 1917 et arrive le lendemain à Lyon, après seize heures et demie de trajet.

Aidé de quelques recommandations, je me mets à la recherche d'une place de cuisinier. Au bout d'une semaine, je m'aperçois que je suis filé et que plus d'un policier s'occupait très activement de mes faits et gestes. Quelques personnes auxquelles j'avais rendu visite me confièrent que divers agents de la Sûreté étaient venus leur demander

des renseignements précis sur moi. J'avais donc la conviction que la police avait l'œil sur moi. Mais n'ayant rien à me reprocher, étant certain de n'avoir lésé personne, je ne m'inquiétais pas autrement de cette surveillance extraordinaire, qui, malgré tout, me paraissait bizarre ; j'en parlai à mon cousin, qui me dit que je devais avoir de la ressemblance avec un individu recherché par la police, et que je n'avais pas de motifs de m'inquiéter de cela ! C'est ce que je fis.

Parmi les relations que je devais à mon cousin se trouvait un grand restaurateur de la rue de la République, qui s'était intéressé à moi et voulait m'envoyer faire une saison à Vichy, au Grand Hôtel du Parc. La date du départ fut fixée au 7 avril 1917.

Dès mon arrivée à Lyon j'avais loué une chambre en garni dans le quartier de l'Opéra.

Or, le 5 avril, à 7 $\frac{1}{2}$ h. du matin, j'entends dans le couloir des voix masculines, et il me semble entendre prononcer mon nom ; au même moment, quelqu'un, sans frapper, veut entrer dans ma chambre. Cela ne me surprit pas beaucoup, ayant le pressentiment que cela devait être la police.

Le coutumier « au nom de la loi » ne fut pas prononcé, je n'en donnai pas le temps. Vivement, je me levai en ouvrant la porte.

Deux messieurs, sans se faire prier, entrèrent dans ma chambre. Celui qui paraissait le plus âgé, m'entraînant vers la fenêtre, me confia qu'il avait mission d'opérer une petite perquisition à mon domicile, étant étranger, venant des colonies.

Il me montre sa carte de commissaire de police, en s'excusant de me déranger à cette heure aussi matinale.

Les deux messieurs, chacun de son côté, commen-

chèrent à examiner tous les coins et recoins de ma chambre et, pendant que jo m'habillais, ils me demandèrent quelques précisions sur mon dernier voyage, ainsi que sur ma situation à Lyon.

La petite perquisition me parut singulièrement minutieuse, tout fut retourné et fouillé. Les déchirures de papier soigneusement ramassées et, après examen, recueillies dans une enveloppe. Tous les becs de plume qui étaient là attirèrent spécialement leur attention.

J'étais perplexe et ne savais que penser de tout cela.

Après avoir bien examiné et trié un lot assez considérable de papiers (correspondance, recettes culinaires, collections de cartes et timbres de la côte occidentale d'Afrique), un des messieurs me demanda ce que j'avais fait de la valise à main jaune que j'avais à mon départ de Bordeaux. Cette question me donna la preuve que déjà, dans cette ville, j'étais surveillé sans m'en douter.

J'avais rangé la dite valise dans un buffet et la présentai immédiatement. Tous les papiers, ainsi que différents objets, y furent réduits, puis, voyant que je n'avais pas encore de permis de séjour, le commissaire me pria de le suivre à la Sûreté Générale, quai Saint-Jean, afin de me mettre en règle sans tarder avec les autorités lyonnaises.

En nous dirigeant de ce côté, il me confia que je n'avais rien à craindre d'ennuis que je pourrais avoir d'être reconnu en leur compagnie, car ces messieurs étaient Parisiens, attachés à la police mobile. Mon étonnement grandit quand nous laissâmes le chemin de Saint-Jean en nous dirigeant vers un but inconnu.

Nous arrivons enfin aux bureaux de la police mobile situés de l'autre côté de la Saône. Une chambre nous est spécialement réservée, et l'interrogatoire commence

immédiatement. Je fus questionné sur tout ce que j'avais fait depuis l'âge de quinze ans, et partout où j'avais passé. Or, ayant joliment voyagé, cela dura plus d'une heure.

A la suite d'un examen encore plus minutieux de différents papiers, l'inspecteur trouva un ordre de service en cas d'attaque de sous-marins, ainsi qu'une carte postale illustrée adressée à mon nom, 26, rue du Lac, Yverdon, et que ma mère m'avait envoyée à Bordeaux, dans une de ses lettres.

Au reçu de cette carte, je fus très intrigué, car je n'en comprenais nullement le sens et n'en connaissais pas l'expéditeur.

Le jour où je recevais la dite carte j'avais d'autres lettres et l'hôtelière chez laquelle j'avais ma chambre m'en fit la remarque.

— Oui, ce matin, j'ai de bonnes nouvelles, même voilà une carte dont je n'arrive pas à savoir qui a pu me l'écrire.

J'en lis le texte à haute voix et la dame R. me dit :

— C'est peut-être votre cousin, qui s'est inquiété d'une place pour vous.

— La chose est possible et je le lui demanderai dès que je le verrai.

Je montrai également cette carte à quelques personnes, au restaurant où je mangeais habituellement.

* * *

Pendant la première soirée que je passai à Lyon, je fis voir cette carte à mon cousin, qui m'assura ne connaître personne du nom d'Allatini. Là-dessus, je la remis dans mon portefeuille, sans plus m'en inquiéter.

Je reviens au 5 avril. Cette pièce paraît intéresser vivement les policiers. Ils comparent l'écriture avec d'autres documents figurant à mon dossier.

Au coup de midi, ils décident d'aller déjeuner avant de continuer l'interrogatoire. Mais, de ce côté de la Saône, il n'y a pas de restaurants proches et ils tiennent beaucoup à ne pas traverser de ponts.

Cette méfiance me surprend bien naturellement et je commence à me demander ce que voulait signifier cette comédie. Car, malgré que je fusse étranger, je trouvais extraordinaire pareille aventure, m'étant toujours honnêtement conduit dans la vie ; je fais part de mon étonnement à monsieur le commissaire.

— Nous avons juste quelques minutes de répit, tout à l'heure nous vous ferons part de quoi il s'agit ; vous aurez à faire de grands efforts de mémoire.

Nous nous dirigeâmes vers le milieu du pont Galiéni et en approchant je fus assez fortement resserré entre les deux policiers.

Je compris, hélas ! que l'on craignait une évasion, l'intrigue se corsait de plus en plus. J'entrevis ma situation grave, même inquiétante, seulement je croyais à ce moment à une erreur grossière des policiers.

Après avoir déjeuné près de la place Carnot, nous buvons tranquillement un café, puis reprenons le chemin du bureau.

Après quelques questions de détail, le commissaire qui m'interrogeait me dit :

— Maintenant venons au fait, Fallet, vous êtes accusé d'espionnage et d'intelligence avec l'ennemi. Ne cherchez pas à nous raconter des blagues, car nous possédons les preuves matérielles, irréfutables, de votre culpabilité.

Vous connaissez la peine qui vous est réservée. Vous ne pouvez sauver votre tête qu'en répondant très franchement aux questions que nous allons vous poser.

Un coup de massue ne m'aurait pas produit plus d'effet. Je restais muet d'étonnement et de terreur, car tout ce théâtral m'avait frappé et je laisse chacun concevoir l'effet d'une accusation aussi terrible.

Je ne puis entrer dans le détail de l'interrogatoire ; il en résultait que tout se retournait contre moi, qu'il m'était impossible de me défendre, ni de me justifier, n'ayant que des hypothèses plus ou moins invraisemblables à opposer à des faits et preuves matérielles. Je fis l'impression de vouloir tout cacher, et les policiers n'en furent que plus durs pour moi.

On me posa différentes questions très nettes sur des personnages que j'étais censé connaître ; on me fit voir plusieurs photographies d'hommes, ainsi que de femmes, qui étaient toutes inconnues de moi.

Vers les cinq heures, on me conduisit au commissariat de la gare Perrache ; là, l'interrogatoire reprit son cours sous une autre forme, mais devenant de plus en plus pressant. On évoque feu mon père, on m'exhorte à parler au nom de ma mère, de la patrie. On me croit coupable, ou du moins en relation avec une bande d'espions et rien n'est négligé pour arriver à me faire parler.

Imaginez la torture morale que j'endurais pendant ces heures terribles. Par moments, il me semble perdre la raison, mille pensées traversent mon esprit, je crois être le jouet d'un vilain cauchemar et je m'efforce de m'éveiller, mais hélas ! avec angoisse je reconnais que je suis bien éveillé, que je ne rêve pas, que c'est bien la réalité, et je commençais à être terrifié rien qu'en

pensant aux suites que pourrait entraîner cette méchante aventure.

A six heures, les deux policiers me quittèrent en me laissant sous la surveillance des agents du poste, après s'être inquiétés de mon dîner.

L'appétit n'est pas grand, pourtant je mange ce qu'on m'apporte du *Terminus*.

Dès huit heures la séance reprend, j'en arrive un moment à crier de rage contre les misérables qui m'ont jeté en cette horrible situation.

Pas un seul moyen de défense ne s'offrait à moi ; on me faisait constamment remarquer la fragilité de mes allégations, l'impossibilité de mes hypothèses.

Ce qui m'accablait particulièrement était une carte trouvée sur moi le matin même. J'avais reconnu l'adresse comme parfaitement la mienne.

Elle laissait supposer que, dès le retour de mon voyage maritime à Bordeaux, j'avais écrit à mon soi-disant correspondant à Marseille (le paquebot *Europe* étant arrivé le 22 février 1917) et celui-ci m'accusait réception de ma lettre et voulait voir si affaires étaient possibles.

Le second point était une carte, expédiée également à mon adresse par le même personnage et portant lisible une demande de plans ou éventuellement une copie. A l'encre sympathique, elle révélait des renseignements d'une importance considérable, autant militaires que politiques. Tout faisait donc supposer que la carte contenait également des renseignements à l'encre sympathique.

Le troisième point : sur une lettre émanant toujours du même individu, adressée à dame G. en Suisse, il y avait à l'encre sympathique différents renseignements sur

la marche à suivre de la correspondance qui allait arriver en Suisse. Suivait une liste de six noms dont Fallet, Yverdon, venant en dernier.

D'autre part on me reprochait d'avoir trop voyagé.

De n'avoir pas travaillé depuis le 23 février 1917.

D'être dépensier et grand viveur.

Après un voyage aussi mouvementé que dangereux, je pris quelques jours de repos (car j'avais été particulièrement éprouvé par les chaleurs tropicales) tout en attendant une réponse au sujet de mon congé militaire.

Ce qu'on exigeait de moi était tout simplement l'aveu de ma trahison et la dénonciation de mes complices ; or, comment avouer puisque j'étais tout à fait étranger à cette infâme machination, n'en connaissant même pas l'essence ?

Vers neuf heures et demie on m'avertit que j'allais être conduit dans un violon provisoire ; que, probablement, je ne dormirais pas beaucoup, que la meilleure chose à faire était de bien réfléchir à ma scabreuse situation et rechercher dans le tréfonds de ma mémoire toutes indications se rapprochant à mon affaire.

Sur ce, un agent en bourgeois me conduisit au dépôt en question situé derrière la gare de Perrache.

Là, sitôt arrivé, on me fit déshabiller, l'on me retira ceinture, bretelles, cravate, ainsi que lacets de souliers, tout le contenu de mes poches ayant déjà été confisqué durant la journée. Puis l'agent ouvrit une porte très épaisse garnie de serrures et verroux compliqués en m'invitant à entrer dans un trou noir.

A peine avais-je fait deux pas que j'entendais la porte se refermer et le grincement des verroux se faire. Il faisait si noir dans la cellule qu'il me fut quasi impossible de distinguer la moindre des choses. Mais, à tâtons, j'eus

vite fait de reconnaître mon logis. Il mesurait environ 3 mètres sur 1 m. 70 ; au fond, dans le sens de la largeur, il y avait un simple banc, pas de couverture, pas d'eau, simplement une seille servant de tinoette.

Cette nuit-là fut certainement l'une des plus terribles de ma vie, pourtant, pendant mon voyage, par le gros temps ou attaque par un sous-marin ennemi, j'ai vécu des nuits loin d'être enviables. J'avais froid, ne pouvant pas m'étendre sur le banc, des positions impossibles me fatiguaient les membres ; je me serais bien couché par terre, mais la pierre humide me donna le frisson. Pour me reposer de temps à autre je m'asseyais, simplement, pendant une demi-heure.

Encore s'il n'y avait eu que les désagréments physiques, mais rouler les plus sombres idées, assommé par une fatale accusation à laquelle je ne comprenais absolument rien !

Ce fut un inconcevable tourment.

6 avril 1917. Deuxième jour.

Dès la pointe du jour, j'entends à côté, dans le poste, ainsi qu'au-dessus de ma tête, un va et vient continu, un petit filet de lumière semble arriver d'un corridor par une espèce de meurtrière. C'est avec joie que je salue le jour, me disant que peut-être on reconnaîtrait une erreur dans mon arrestation et que j'en serais quitte pour la peur.

Vers les 8 heures, l'agent qui m'avait amené le soir vient me rechercher ; il me donne un balai pour nettoyer l'endroit où j'avais passé la nuit, puis me fit vider la tinoette dans la cour aux yeux des ménagères méfiantes.

Après m'avoir rendu mes diverses bricoles, il me prie

de le suivre à Perrache où nous retrouvons les inspecteurs de la police mobile.

Sous une forme différente et avec de nouveaux arguments, ils cherchent à me tirer les vers du nez ; le cuisinage arrive à sa fin, aussi les meilleurs et derniers arguments sont employés, mais naturellement sans succès.

Pour un Vendredi-Saint, quelle triste fête ! Que ne suis-je au milieu de ma chère famille ! Ah ! que le destin est bizarre !

A toutes les questions, maintenant je reste muet ; à quoi bon répondre, on ne croit pas à ce que je dis ; au contraire, mes réponses sont considérées comme des mensonges, étant un jeu, une attitude.

Après avoir tout essayé, puisque je ne voulais pas parler, on m'annonce que j'allais être remis entre les mains de la justice militaire.

Là-dessus, on me fit apporter mon déjeuner comme le jour précédent, pendant que les inspecteurs allaient eux-mêmes se restaurer.

A deux heures, l'inspecteur G. vient me chercher pour me faire passer aux services photographique et anthropométrique.

Pendant que nous allons à Saint-Jean, je lui demande ce qu'il penserait si j'étais un innocent ?... victime d'une criminelle machination qui, un jour pourrait se découvrir ?

— Rien n'est impossible, mais votre situation est désespérée et je crains beaucoup pour vous. Il est possible que vous soyez innocent, dans ce cas vous devriez avoir des arguments plus plausibles que ceux que vous nous donnez. Les individus qui auraient ainsi abusé de vous seraient des pires criminels et c'est peut-être de votre vie que vous paieriez leur infamie.

Je lui répondis :

— Eh bien, monsieur, je jure sur mon honneur que je suis innocent des actes dont on m'accuse, jamais je ne me suis livré à pareil métier. Je sais que votre profession vous rend sceptique et méfiant, que vous avez été tant de fois joué que vous ne croyez pas à cela ; mais c'est la vérité et j'espère qu'un jour cette mystérieuse affaire sera éclaircie et mon innocence reconnue. Comment expliquez-vous mon jeu, si jeu il y a ? Premièrement je savais que la police avait l'œil sur moi. Donc, qu'auriez-vous fait à ma place en supposant que vous étiez espion ? Auriez-vous attendu tranquillement votre arrestation ? Non, ayant des relations dans le monde maritime, j'aurais exécuté un faux départ, puis me rendais simplement à Bordeaux, m'engageais sur un bateau faisant l'une des deux Amériques ; arrivé là-bas, j'aurais déserté ; mon métier me permet de me débrouiller partout, surtout connaissant trois langues couramment. Deuxièmement, je n'aurais pas gardé sur moi une pièce aussi compromettante que la carte trouvée sur moi.

Ces deux arguments mirent un doute dans le jugement de l'inspecteur qui me répondit :

— L'enquête que nous allons faire nous dira si vos déclarations sont sincères, vos papiers seront passés au laboratoire chimique et gare si l'on trouve autre chose de compromettant !

Nous entrons à Saint-Jean (palais de justice). L'inspecteur demande au chef de la Sûreté la permission de me faire photographier, ce qui naturellement fut accordé et sitôt fait, deux clichés l'un de face, l'autre de profil, avec chapeau, puis deux autres sans chapeau. Puis, je dus me déshabiller complètement afin de passer la visite anthropométrique, mes empreintes digitales furent éga-

lement prises. Après m'être habillé, nous retournâmes à Perrache et la conversation reprit avec l'agent escorteur.

Chez le commissaire spécial nous retrouvons l'autre monsieur qui m'annonce que nous allons partir pour l'état-major général.

Ma valise fut refermée et vers quatre heures nous nous rendons tous trois chez le gouverneur. Nous fûmes introduits dans un bureau où il y avait plusieurs officiers ; ils étaient déjà au courant de mon affaire et je fus reçu en conséquence.

Un officier d'un certain âge me demanda si j'étais bien le nommé Fallet, Auguste, sujet suisse ; sur ma réponse affirmative, il me parla en ces termes :

— Je vous donne le conseil de nous parler franchement et nous expliquer comment vous vous trouvez en possession d'une carte contenant certainement des renseignements sympathiques. Vous savez qu'il existe déjà suffisamment de preuves matérielles contre vous pour votre condamnation, donc dites-nous toute la vérité.

J'ai expliqué de mon mieux à M. le commissaire tout ce que je sais ; j'ignore qui m'a écrit ces cartes et certifie n'avoir jamais été en relations avec des espions.

— Ce que vous avez dit à ces messieurs ne compte plus, d'ailleurs vos déclarations sont mensongères ; vous vous sentez perdu et tentez le moyen du mutisme pour vous sauver ; sachez que cela ne prendra pas avec nous, d'autres, plus malins que vous, ont été matés ; tenez, je vous invite une dernière fois à parler.

— Monsieur, je n'ai qu'une chose à vous dire, et je la dirai toujours, c'est que je suis absolument innocent du crime dont vous m'accusez.

— A qui voulez-vous faire croire que vous ne con-

laissez pas vos correspondants ? Voyons, si moi je vous disais d'une lettre trouvée dans mon portefeuille, bien adressée à moi, que je n'en connais pas l'expéditeur ? Non, votre défense n'est pas intelligente, votre procédé est par trop enfantin ; vous n'êtes qu'un vulgaire misérable. En votre qualité de Suisse, neutre, pays ami, votre acte est le plus ignominieux, le plus lâche, le plus triste... etc.

Tout ce que l'on peut dire à un homme pour l'abaisser me fut dit ce jour-là. J'étais donc mis au dernier rang des hommes. A ces pires insultes, qu'avais-je à répondre ? Rien. Aussi, de colère et de désespoir, je décidai de rester muet à toutes les questions que l'on me poserait.

A mon silence, l'officier me dit :

— Votre mauvais vouloir ne fait qu'empirer votre cas, car je dois vous dire que je serai l'un de vos juges, que nous nous reverrons dans des circonstances très pénibles, alors certainement vous regretterez votre conduite d'aujourd'hui, mais il sera trop tard.

Là-dessus, il demande une feuille d'incarcération et la remet aux inspecteurs qui me conduisent à la prison de Saint-Paul.

Pendant le trajet, le commissaire me reproche de ne pas avoir avoué, car le Conseil de guerre étant réputé très sévère, je n'avais ainsi aucune chance d'échapper à la mort.

Nous arrivons bientôt à Saint-Paul ; il est environ cinq heures. Après avoir inscrit mon nom et le motif d'inculpation dans de gros registres, un gardien bourru m'escorte dans une rotonde où aboutissaient plusieurs galeries et cours. Tout est vitré, ce qui me permet de voir quelques détenus occupés à des travaux de nettoya-

ge. Il me conduit dans la galerie D et m'enferme dans la première cellule à droite portant le N° 30.

Cellule 30.

Dès que la massive porte se fut refermée derrière moi, j'eus une sensation étrange d'abandon ; j'entrevis un Conseil de guerre qui me condamnait, puis les douze fusils du peloton ; alors je me mis à pleurer comme un enfant, en me laissant tomber sur la pailleasse qui garnissait la cellule.

A six heures j'entends la porte se rouvrir, mais je ne me dérange pas ; aussi le gardien m'ordonne bien brusquement de toujours me lever quand quelqu'un ouvre la porte et de me placer à l'opposé de celle-ci, au-dessous de la fenêtre. Puis il me fit retirer mes vêtements, les plier et les poser dans le couloir à côté de la porte. Par le judas, un détenu me passa deux draps ; j'arrangeai ma couchette au mieux et m'y étendis. Le froid était encore vif à cette saison, et j'avais beaucoup de peine à me réchauffer ; pourtant les émotions et la fatigue eurent raison de mes troubles, et bientôt je m'endormis d'un sommeil très agité.

A six heures le lendemain matin, le gardien me donna l'ordre de prendre mes habits ; en même temps, un détenu remplit une petite cruche d'eau. Après avoir plié mes draps, je me mis à reconnaître les lieux. Hélas ! ce fut bien vite fait ; la cellule mesurait environ cinq mètres sur quatre de largeur et était bien haute de quatre mètres. Elle était proprement blanchie, avait au-dessus de la porte une petite fenêtre donnant sur la galerie et par où elle était éclairée toute la nuit. En face, placée très haut, une autre fenêtre assez grande donnait de l'air et du jour ; un plancher ordinaire.

Comme mobilier, j'avais la pailasse, une tinette, une cruche à eau, une gamelle de soldat avec cuillère, une balayette. Je me demandais ce que j'allais devenir dans ces conditions. Une tristesse immense m'envahit; j'étais tellement troublé et désorienté que je ne cherchais même pas à la combattre.

À sept heures, le gardien m'escorta dans le préau et m'enferma dans une cour grillagée, où un autre gardien avait constamment l'œil sur moi. Au bout d'une heure, je réintégrai ma cellule.

À neuf heures et quart, un détenu me demanda la gamelle et la remplit à demi d'un bouillon maigre dans lequel nageaient quelques brindilles de légumes; il me passa encore un pain pesant 350 grammes, tout cela par le judas.

N'ayant rien mangé depuis la veille à midi, je me régalai de ce bouillon et mangeai une grande partie de mon pain. Cela me changea quelque peu les idées et je me mis à réfléchir à l'extraordinaire aventure qui m'arrivait si inopinément.

Quel misérable individu s'est si lâchement servi de mon nom? Comment les lettres ou cartes parvenaient-elles à leur destinataire? Qui est ce dernier? Comment prouverai-je ma bonne foi et mon innocence? Autant de questions plus énigmatiques les unes que les autres. À la dernière, particulièrement capitale, je n'avais malheureusement rien de matériel à répondre, ma seule défense était : ma vie. Autant en France que dans les autres pays que j'ai visités, je n'ai jamais manqué à ma bonne ligne de conduite; mon travail m'a suffisamment rapporté pour vivre très convenablement. Mais, dans un cas aussi grave, prendra-t-on en considération ces détails?

J'entends à chaque instant des coups de sifflet de trains,

car la prison de Saint-Paul est située juste derrière la gare de Perrache. Que ne donnerais-je à ce moment pour être dans un de ces trains qui m'emmènerait dans mon cher pays ! A chaque sifflement, cette pensée me revient à l'esprit. Je pense sans cesse à tous mes parents et amis et me demande comment eux vont me juger. Encourant une condamnation, ma vie, comme qu'il en tourne, sera brisée et je ne vois aucun moyen d'échapper à la justice. Ces cartes me perdent, si, éventuellement, la peine de mort est commuée ! Vivre des années dans une prison, loin des êtres qui me sont chers, parmi les bandits, les assassins, la fange de la société, réprouvé par celle-ci, puisque, étant condamné, elle ne voudra jamais admettre mon innocence.

Mourir avec cette terrible accusation serait épouvantable, moi qui toujours n'avais d'admiration que pour la France, qui, comme tout bon Suisse, haïssais l'Allemand pour les innombrables infamies qu'il a commises. Cela me désespère, j'aurais de beaucoup préféré être accusé de voleur ou d'assassin que d'espion. Enfin, puisqu'il en est ainsi, je m'efforcerai à la résignation en mettant toute mon espérance en Dieu.

Vers les trois heures on me demande à nouveau ma gamelle, une soupe au riz remplace le bouillon du matin ; elle n'est pas mauvaise, seulement il y en a peu, je finis mon pain et reprends mes sombres méditations ; à six heures, mon gardien retire mes habits et ainsi se termine ma première journée à Saint-Paul.

Les journées se suivirent, lentes, monotones, souvent désespérantes. Une fois, notre galerie ayant un autre gardien, j'eus la distraction d'avoir un compagnon pendant la promenade ; par hasard, c'était un Suisse vaudois, condamné à quelques semaines de prison pour détourne-

ment de charbon. Il m'apprit que j'étais dans une des quatre cellules de condamnés à mort, que les autres étaient plus confortables, que les prisonniers avaient droit à la cantine et au tabac.

Je lui demandai pourquoi les détenus de la galerie me regardaient si méchamment.

— Ici chacun sait que tu es un espion boche et cela leur suffit pour te haïr de toutes leurs forces.

Voilà, hélas ! où j'en suis arrivé. Etre maudit même par cette classe-là ! Je n'avais pas beaucoup de sympathie pour ces gens, je les considérais malgré tout comme des compagnons d'infortune, me disant que peut-être dans le nombre il y avait des innocents comme moi.

J'étais surveillé tout spécialement (régime de la haute surveillance). A chaque ronde, environ à une heure d'intervalle, un gardien ouvrait mon guichet et regardait ce que je faisais, cela naturellement aussi pendant la nuit, et le bruit que faisait chaque fois la grosse porte de fer me réveillait toujours en sursaut.

Les premières semaines furent terribles, car je me sentais perdu ; or, être dans cette situation à l'âge de vingt-deux ans, ayant une mère chérie, une situation toute faite, et mourir pour quelques lâches bandits ! Avec cela, je souffrais réellement du froid, de la faim, du manque total d'hygiène. Pour me réchauffer, je faisais de longues promenades autour de ma cellule jusqu'à étourdissement. Je chantais tous les refrains patriotiques que je savais, puis priais.

Je trouvais ma plus grande distraction dans la revue de mon enfance et ma vie en général. Je préparais mentalement plusieurs lettres que je me proposais d'écrire, n'ayant aucune fourniture pour le faire sur du papier.

Je rêvais souvent à toutes les bonnes choses que

j'avais vu préparer dans ma jeune carrière culinaire et me promettais, dès que je le pourrais, de manger différents plats. Malgré toute l'horreur de ma situation, j'ai pourtant eu toujours suffisamment de forces pour lutter avec succès contre l'extrême désespoir.

Sincèrement, je m'attendais à mourir, mais mon innocence me donnait un courage extraordinaire ; j'en étais étonné moi-même, je me disais qu'envers Dieu je n'étais pas coupable et que, si les hommes me condamnaient, Dieu me viendrait en aide d'une façon ou d'une autre. J'examinais les plus sombres côtés de la vie, estimant que, jusqu'à maintenant, j'avais eu la chance d'être épargné d'une foule de misères et qu'à quitter ce monde à présent, j'aurais encore du bénéfice. Mais, hélas ! une idée venait toujours assombrir le tableau : la douleur de ma pauvre mère et de ma famille et j'enrageais à nouveau contre les criminels pour lesquels j'étais enfermé.

AUG. FALLET.

(La fin prochainement.)

LE SECOND VOYAGE DE M. MICROMÉGAS

I

M. Micromégas traversait cette petite mare que nous nommons l'Océan septentrional, et il était toujours suivi du nain de Saturne, lorsqu'il aperçut quelque chose d'assez menu qui semblait raser la surface de l'eau. C'était un des plus gros navires aériens du roi Poing-de-Fer qui allait faire ses exercices accoutumés au dessus de l'île des Angles. L'animal de Sirius se baissa, étendit la main tout doucement vers l'endroit où l'objet paraissait, s'en empara fort adroitement et le fit voir à son compagnon. Le nain de Saturne, qui jugeait quelquefois trop vite, crut que c'était une bête à bon dieu, et ne prit pas même la peine de regarder. M. Micromégas, plus curieux que son nain, tira de la poche de sa culotte le petit microscope de deux mille cinq cents pieds de diamètre, dont on a déjà parlé, et l'ayant appliqué à sa prunelle, examina patiemment la prétendue bestiole.

— C'est une machine volante, dit-il enfin, et qui transporte de tout petits êtres, semblables à ceux avec lesquels nous eûmes l'honneur de faire connaissance lors de notre dernier voyage sur cette fourmilière.

L'animal de Saturne se récria; il ne pouvait croire que de pareilles espèces fussent capables d'une aussi belle invention; mais M. Micromégas lui rappela que ces atomes leur avaient paru assez intelligents quand il les avaient interrogés environ deux siècles auparavant sur les côtes de la Bothnie.

— Ne vous souvient-il plus, lui dit-il, des réponses qu'ils nous firent? Ne savaient-ils pas combien il y a de degrés de l'étoile de la Canicule à la grande étoile des Gémeaux? combien de la Terre à la Lune? et quand vous leur demandâtes ce que pesait leur air, ne vous dirent-ils pas sans hésiter qu'il pesait neuf cents fois moins qu'un volume pareil de l'eau la plus légère et dix neuf mille fois moins que de l'or de ducat? Oubliez-vous enfin que ces infiniment petits étaient d'excellents géomètres, et qu'ils prirent fort exactement nos dimensions avec leur quart de cercle? Pourquoi voulez-vous qu'ils n'aient pas inventé une machine volante?

M. Micromégas ajouta :

— Il ne faut juger de rien sur sa grandeur apparente.

L'animal de Saturne, dont la grandeur apparente était seize fois moindre que celle de M. Micromégas, — il avait en effet mille toises de haut, tout au plus, tandis que l'autre ne mesurait pas moins de huit lieues, — ne voulut pas contredire plus longtemps Son Excellence. Il la pria de lui permettre de considérer avec plus de soin le petit objet. M. Micromégas se baissa de nouveau pour le lui mettre entre les mains; il le tenait délicatement entre le pouce et l'index, et M. le secrétaire perpétuel de l'Académie de Saturne allait le saisir, lorsqu'un bruit formidable ébranla l'atmosphère et secoua si rudement les deux voyageurs qu'ils pensèrent tomber

à la renverse et s'asseoir l'un et l'autre au beau milieu de la petite mare. Les hôtes du navire aérien avaient vu passer à huit cents toises environ au-dessous d'eux un hôpital flottant, et ils n'avaient pu résister à la tentation de le valuer à leur manière, je veux dire de quelques bombes assez explosives qui firent tout l'effet qu'ils en espéraient. Le navire-hôpital disparut en un moment avec ses blessés, ses malades, ses médecins, ses apothicaires et ses *nurses*; tout fut englouti, cependant que M. Micromégas, qui n'avait jamais ouï pareil vacarme, reculait précipitamment trente ou quarante pas et s'arrêta tout essoufflé sur le Mont-Blanc, tenant toujours le petit animal dans sa main gauche et son microscope dans la main droite. Le nain de Saturne, pâle de frayeur, courut derrière lui et prit place sur ses genoux.

II

M. Micromégas et son nain étaient à mille lieues de soupçonner la cause du bruit qu'ils avaient entendu. Ils n'avaient point vu le navire-hôpital, et bien moins encore les bombes qui l'avaient mis à mal; enfin comment auraient-ils pu supposer que la frêle machine qu'ils avaient sous les yeux recélait dans ses flancs des engins capables d'amourdir des pèlerins de leur taille? Cependant M. Micromégas, qui est un homme prudent, n'osait point faire d'hypothèses; il soutient que c'est mettre ses imaginations à la place de la vérité, et il a toujours à la bouche cette maxime d'un grand philosophe: « Je ne fais point d'hypothèses. » Il gardait donc le silence; mais le nain de Saturne, qui est d'un autre caractère, décida tout d'abord que la lune était sortie de son orbite, et que quelque planète contre laquelle elle s'était heurtée

l'avait fait voler en éclats. Il se proposait d'aller voir sur place ce qui restait de notre pauvre satellite.

— Voilà, dit M. Micromégas, une supposition bien étrange.

— Pas si étrange qu'elle en a l'air, dit le nain de Saturne. N'apercevez-vous pas à cent-cinquante lieues d'ici une assez grande contrée où tout semble mort ? Ce ne sont que trous et cratères.

— Oui, dit l'autre.

— Eh bien, dit le nain, ce ne peut être qu'un morceau de lune qui est tombé sur ce petit globe.

— Il est vrai, dit M. Micromégas, que tout y est dans le chaos, tandis que les régions voisines sont couvertes de forêts et de villages, et cela, certes, n'est pas naturel, mais pourquoi voulez-vous que la lune se soit détournée de son chemin ? C'est une jeune personne parfaitement sage.

Le Saturnien ne se tint pas pour battu ; l'animal de Sirius répliqua ; ils s'échauffaient à parler, et ils ne pensaient plus du tout au petit navire aérien et à ses petits passagers, lorsque les traits du visage de M. Micromégas exprimèrent tout à coup la plus vive surprise. Ses sourcils remontèrent d'environ cinq cents pieds sur son front ; sa bouche s'ouvrit toute grande. Il ressemblait à un honnête homme qui lirait un article de la *Gazette des Plantigrades* sur les origines de la guerre globale. Le nain de Saturne lui demanda ce qu'il avait ; M. Micromégas s'exprima en ces termes :

— Il faut, monsieur le secrétaire perpétuel, que l'un des atomes qui voyagent dans cette nacelle ait saisi l'instant que je l'approchais de mes yeux pour sauter sur mon nez et s'introduire ensuite dans mon oreille, car je

viens de m'entendre appeler par mon nom. La voix était des plus faibles, mais distincte.

Le nain de Saturne crut que son éminent confrère n'avait plus toute sa raison et il allait poliment le lui faire sentir, mais M. Micromégas, qui devinait sa pensée, reprit la parole :

— Grâce au Ciel, dit-il, je ne suis pas sujet aux hallucinations de l'ouïe ; j'ai clairement entendu ces mots : *Monsieur le Docteur Micromégas* ; j'ai même observé que mon interlocuteur avait un fort accent guttural.

— Mais, monsieur, dit le nain de Saturne, comment ces atomes auraient-ils pu deviner votre nom ?

— Mais, monsieur, dit l'animal de Sirius, oubliez-vous que lorsque nous vîmes sur cette planète, en l'an de grâce 1739, pour employer la chronologie de ces vermineux, vous vous donnâtes vous-même la peine de le leur apprendre ? Le souvenir de la visite que nous fîmes à ces humbles gens, ou du moins à leurs grands-parents, ne s'est sans doute pas perdu ; je ne serais même pas surpris que l'un d'eux en eût écrit une relation fort exacte.

Puis M. Micromégas pria son nain de monter sur son épaule et d'explorer son oreille droite, car c'était de ce côté là qu'il avait entendu prononcer son nom. Le nain de Saturne obéit, mais il eut beau chercher, en s'aidant lui aussi de son microscope qui avait cent soixante pieds de diamètre, il ne vit rien qu'un petit fil prodigieusement tenu qui sortait de l'oreille de Son Excellence, passait sous son menton et allait se perdre dans la coque de noisette que M. Micromégas tenait dans sa main gauche. Ce petit fil lui parut être l'ouvrage méprisable d'une araignée, et il était sur le point de faire connaître

au Sirien qu'il n'avait rien découvert, lorsque celui-ci mit un doigt sur ses lèvres pour l'inviter au silence. La physionomie de M. Micromégas n'exprimait plus la surprise, mais une extrême attention.

III

Il faudrait n'avoir point lu le récit du premier voyage de M. Micromégas, c'est-à-dire être fort ignorant, pour ne pas savoir que M. Micromégas ne l'était pas du tout. Il avait appris beaucoup de choses et il en avait inventé quelques-unes. Il n'était pas encore âgé de douze cent mille ans, nous disent ses historiens, et il étudiait au collège de sa planète lorsqu'il devina par la force de son esprit la géométrie à cinq dimensions : c'est une de plus que celle dont nous sommes si fiers. Nous savons aussi que vers son deux-millionième printemps, au sortir de l'enfance, il disséqua beaucoup de ces insectes plats et venimeux qui pullulent dans l'étoile de Sirius comme partout ailleurs. Enfin il connaissait merveilleusement les lois de la gravitation et toutes les forces attractives et répulsives, ainsi que la plupart des usages qu'on en peut faire. Bref, M. Micromégas est un des esprits les plus cultivés que nous ayons, mais on est forcé d'avouer qu'il ne sait pas tout et que les moindres élèves de M. Edison sont des gens bien plus habiles que lui.

Le lecteur ne manquera pas de s'étonner que l'un des plus grands savants d'une planète qui a un million six cent mille fois plus de circonférence que la nôtre soit si fort au-dessous du plus humble de nos apprentis physiciens, surtout si l'on songe que les habitants de Sirius n'ont pas moins de neuf cent quatre-vingt-dix-huit sens, au lieu que certaines peuplades de nos pays en ont tout

juste cinq, en y comprenant celui de la neutralité. Je ne me charge point d'expliquer ce mystère ; je me borne à dire les choses comme elles sont, sans me perdre en vaines conjectures ; la vérité du fait est que M. Micromégas ignorait ce que c'est qu'un téléphone. Il est vrai qu'un personnage qui voyage de globe en globe, comme un oiseau voltige de branche en branche et qui s'amuse à parcourir la voie lactée en moins de temps qu'il ne m'en faut pour l'écrire, n'a guère besoin de cet instrument dont la faiblesse de notre complexion et notre mollesse tirent tous les jours de si grands avantages.

Mais M. Micromégas ne demande qu'à s'instruire. Les mites du petit navire qui étaient entrées dans son oreille droite, comme il l'avait supposé, et qui en étaient ressorties après lui avoir collé un récepteur sur le tympan, lui expliquèrent à l'autre bout du fil le mécanisme de leur appareil, ce qu'on appelle une pile, un accumulateur et le reste. On sait que M. Micromégas a le don des langues ; il entendit très bien ce qu'on lui disait et il admira que des vermineux eussent découvert des secrets de nature dont ni lui ni M. le Saturnien ne s'étaient encore avisés. « Voilà qui est merveilleux, » se disait-il à lui-même. A mon dernier voyage, quand je voulus entendre le bourdonnement de ces insectes, je fis avec la rognure de l'ongle de mon pouce une espèce de grande trompette parlante dont je mis le tuyau dans mon oreille et dont la circonférence enveloppait mes petits interlocuteurs : la voix la plus faible entraît dans les fibres circulaires de l'ongle et je m'applaudis très fort du succès de mon industrie ; mais qu'est-ce que mon industrie au prix de celle de ces messieurs-là ? » M. Micromégas porta son microscope sur une montague assez proche de celle où il

était assis ; il tira de la poche de son gousset un petit crayon de cinq cents toises de longueur, ainsi qu'un carnet dont chaque feuillet avait la superficie d'un de nos villages de moyenne grandeur et il écrivit sous la dictée des mites quelques formules qui lui parurent intéressantes ; puis se tournant vers le nain de Saturne qui le regardait sans rien dire, il lui apprend en peu de mots tout ce qu'il vient d'apprendre lui-même.

Le nain de Saturne n'admira pas moins que M. Micromégas le génie des atomes et il mourait d'envie qu'ils lui missent dans l'oreille une petite canule toute semblable à celle dont Son Excellence paraissait si contente. M. Micromégas voulut les prier de faire ce plaisir à son nain, mais il ne savait comment s'y prendre pour leur parler ; il craignait que sa voix de tonnerre ne les assourdit sans en être entendue ; pour en diminuer la force il se mit dans la bouche, comme il avait fait deux siècles auparavant, un petit cure-dents dont le bout effilé venait donner auprès de la nacelle, et il commençait son discours quand l'une des mites lui dit en ricanant :

— Monsieur le professeur, laissez là vos cure-dents et parlez aussi haut que vous voudrez ; le bruit ne nous fait pas peur.

M. Micromégas présenta sa requête avec son ton ordinaire, et les habitants des vallées voisines crurent entendre un orage épouvantable ; enfin le nain de Saturne fut invité à approcher son visage du navire aérien où on lui donna les moyens de prendre part à la conversation.

IV

Nos deux voyageurs ne tardèrent pas à enrichir leur esprit de beaucoup plus de connaissances qu'ils n'en

avaient acquis depuis qu'ils étaient nés, et il faut savoir que le Saturnien avait déjà vu deux cents grandes révolutions du soleil — cela fait soixante siècles à compter à notre manière — et l'animal de Sirius à peu près neuf fois autant, car il était encore à la fleur de l'âge, du moins pour un Sirien, et bon à marier, j'entends avec une demoiselle de son pays. Les atomes les entretenirent des machines à vapeur, de la lumière électrique, des ondes hertziennes, du phonographe, du photographe, du cinématographe, des turbines, de l'art de diriger les ballons, de la construction des submersibles et des avions, et de tous les progrès qu'ils avaient faits dans la chimie organique, dans la chimie inorganique, dans la chimie physique, dans la chimie analytique, dans la chimie des complexes, dans la zymochimie et dans l'électrochimie. L'étonnement de M. Micromégas et de son compagnon redoublait à chaque instant. Ils ne pouvaient se persuader que depuis le temps de leur dernière visite, — c'était quarante-neuf semaines et demie pour un naturel de Saturne, et treize heures dix-sept minutes tout au plus pour un Sirien, si l'on compare la durée de leur vie à la nôtre, — les chétifs habitants de ce globe infime, qui ne jette dans l'espace qu'une toute petite lueur, eussent appris à dompter la matière et à en faire l'humble servante de leur volonté.

— O atomes intelligents ! s'écria M. Micromégas, je demeure confondu de votre adresse et de votre puissance. Je serais humilié, je l'avoue, si je n'étais point philosophe, et presque jaloux de vos talents ; mais nous sommes trop sages, monseigneur le secrétaire de l'Académie de Saturne et moi, pour vous en vouloir d'être plus ingénieux que nous. Assurément vous ne voyages point

d'étoile en étoile, comme nous le faisons quand il nous en prend envie ; mais c'est sans doute parce que votre planète, dont vous utilisez si bien toutes les richesses, suffit à combler jusqu'à vos moindres désirs. J'aperçois d'ici vos navires de mer et d'air qui portent d'un continent à l'autre les marchandises que vous échangez. Heureux vermisseaux ! Je ne crois point que vous ayez banni de votre petit globe la vieillesse et la mort ; ce sont des lois universelles qu'il faut accepter de bonne grâce ; j'imagine du moins que vous avez su en faire pour votre courte existence le plus commode et le plus plaisant des séjours. Ces belles inventions que vous m'avez fait connaître me donneraient l'envie de m'y établir à demeure sans l'extrême disproportion de nos statures. J'y goûterais avec vous les joies les plus parfaites, car, ayant asservi les forces aveugles de la nature, vous devez passer votre vie à aimer et à penser. C'est la félicité suprême.

Les atomes répondirent à M. Micromégas qu'ils étaient en effet les plus grands philosophes de l'univers, et qu'au moment où il les avait rencontrés, ils étaient justement occupés à faire le bonheur de cent cinquante autres millions d'atomes leurs semblables ; ensuite ils prièrent l'animal de Sirius de vouloir bien leur accorder la liberté, puisqu'ils en usaient si noblement. Ils lui laissèrent même entendre avec beaucoup de politesse que leurs minutes étaient précieuses, et qu'il n'est si bonne compagnie dont il ne faille se séparer.

M. Micromégas allait se rendre à leur désir, et l'on commençait d'entendre ronfler le moteur des hélices, lorsque le voyageur céleste se ravisa, et après s'être excusé de les retenir plus longtemps qu'il n'aurait voulu :

— Apprenez-nous donc, leur dit-il, la cause du grand bruit que nous avons entendu tout à l'heure et sur laquelle nous disputions, mon nain et moi ; vous n'êtes point apparemment sans savoir ce que c'est.

Ayant ainsi parlé, M. Micromégas met son doigt dans son oreille pour mieux fixer le petit récepteur, qui commençait de se détacher, à l'endroit le plus sensible de son gros tambour ; le nain de Saturne en fait autant, et voilà nos deux géants suspendus de nouveau par un fil invisible aux lèvres invisibles de petits êtres qu'ils devinaient à peine au travers de leurs puissants microscopes ; or notez, s'il vous plaît, que l'un de ces deux géants pesait trois cents millions de quintaux et l'autre vingt fois plus.

PAUL SIRVEN, *doyen suiste.*

(*La suite prochainement.*)

LA

ZOOLOGIE DE LA GUERRE

Les changements d'orientation dans les recherches zoologiques, que la guerre a provoqués, ont porté pour la plupart directement : 1° sur la santé de la population civile et militaire, 2° sur les provisions de vivres destinés aux hommes et aux animaux domestiques et 3° sur les réserves de matières textiles et sur les étoffes qui ont une origine animale.

I

Il y a des gens pour lesquels cette guerre passe inaperçue. On dit que certaines personnes qui habitaient Paris pendant la grande révolution française ne s'en aperçurent même pas ; de même il y a actuellement des gens qui continuent à employer leurs énergies et leurs talents spéciaux aux recherches de problèmes d'une importance minime et d'un seul intérêt scientifique, au lieu d'aider leur pays « à avancer la guerre. »

Chacune de mes trois subdivisions est en elle-même si vaste, que je dois me borner à un ou deux exemples

de chaque catégorie. La découverte, qui appartient à ce siècle, prouvant que les animaux unicellulaires sont les causes des maladies des hommes et des animaux, qu'ils sont véhiculés par des insectes, des tiques ou des sangsues, et que celui qui les transporte est en vérité un « second hôte » dans le corps duquel se produisent certaines phases de l'évolution du parasite, s'il doit vivre, et finalement que l'œuf d'un véhicule infecté s'infecte à son tour et transmet l'infection au produit de la mère, cette découverte a conduit à un grand nombre de recherches, tendant toutes, selon les paroles de Francis Bacon, « au soulagement de l'humanité. »

On a beaucoup fait depuis le début de la guerre pour augmenter nos connaissances sur l'espèce de moustiques qui donne la malaria. Mais là où les progrès ont été les plus remarquables, c'est en ce qui concerne le pou du corps (*pediculus humani vel vestimenti*). Les poux sont les hôtes de camp d'une armée ; les conditions de la vie des camps et des champs de bataille sont très favorables à leur multiplication et il semble presque impossible de les supprimer complètement. De fait, pour supprimer un fléau quelconque il faut connaître son évolution et ses habitudes ; et ce n'est qu'une année ou deux avant la guerre que les recherches sur l'évolution du pou ont abouti à des résultats concluants. Il a été prouvé pour la première fois, en Algérie, il y a sept ou huit ans, que les poux véhiculaient le bacille du typhus, et ceci fut amplement confirmé en 1914, dans l'Irlande occidentale, où, comme dans beaucoup d'autres parties de l'Europe, le typhus est à l'état endémique. Les poux transportent aussi le *Spirochaeta recurrentis*, qui est un microbe allié à l'animal unicellulaire qui produit la syphilis. Le *Spiro*

chaeta recurrentis est le bacille de la fièvre intermittente qui a causé tant de souffrances parmi les troupes britanniques dans le proche Orient. Mais les découvertes les plus récentes au sujet de cet agent en connexion avec la guerre, c'est qu'il a été reconnu coupable d'infecter l'homme de cette maladie mal connue, qui fut si longtemps l'*opprobrium medicorum* des médecins : la fièvre des tranchées. Cette affection ne se transmet pas par morsures. L'organisme pathogène habite l'intestin de l'insecte et quitte son corps avec ses déjections. Si une parcelle de ces déjections ou un pou sont écrasés sur une partie de la peau humaine écorchée, l'organisme pénètre dans le sang et la fièvre des tranchées s'ensuit.

Un second exemple de l'effet stimulant de la guerre sur les recherches zoologiques en rapport avec les maladies nous est fourni par le parasite beaucoup plus gros, très visible à l'œil nu, le Bilharzia (*Schistosoma haematobia*). Ce parasite appartient à l'ordre des Trématodes ou vers, et il est remarquable en ce qu'il a les deux sexes ; tous les autres vers sont hermaphrodites. Les troubles occasionnés par la présence de ce parasite peuvent être prévenus, mais ce n'est que par la connaissance de son évolution que l'on a pu prendre des mesures pour l'arrêter. Une fois dans le corps, on ne peut plus l'en déloger ; par conséquent, les moyens préventifs sont notre seul espoir. Dans toutes les espèces alliées de ces vers, certaines phases de l'évolution se passent dans les tissus de quelque escargot d'eau douce, mais les recherches répétées des spécialistes les plus distingués avaient échoué avant la guerre ; ces savants n'avaient pas réussi à découvrir les larves dans les mollusques

aquatiques récoltés dans les districts infectés. L'opinion commençait à prévaloir que la première forme larvaire perceait la peau humaine et entraînait ainsi directement dans le corps. De nombreux parasitologistes ont cherché patiemment pendant des années à découvrir l'hôte-mollusque de la larve ciliée du Bilharzia. Tout avait échoué, et, en 1908, Looss avait écrit : « Je suis forcé d'arriver à cette conclusion que l'homme lui-même agit comme hôte intermédiaire. » La maladie causée par les œufs du Bilharzia, accumulés dans les petits vaisseaux sanguins de l'homme, est beaucoup plus sérieuse en Egypte que dans l'Afrique du sud, et au commencement de la guerre le gouvernement envoya une commission, sous la direction du colonel Leiper, pour voir quelles mesures pourraient être prises pour protéger nos troupes du parasite. Leiper et ses collègues eurent plus de chance que les chercheurs précédents. Ils trouvèrent quatre espèces de mollusques assez communes dans les eaux d'Egypte qui attiraient les larves ciliées du Bilharzia, et dans leur corps ils aperçurent le « cercaire » à queue fourchue, stade larvaire de la maladie. Ils purent voir ces cercaires quitter les corps des escargots d'eau douce, entrer dans l'eau et pénétrer dans la peau de certains mammifères, dans le corps desquels on trouva plus tard les adultes. Ceci, trop brièvement résumé, est un exemple de progrès zoologique qui, sans la guerre, aurait pu être indéfiniment renvoyé. Nos connaissances récemment acquises ont permis d'adopter certaines mesures préventives et prophylactiques qui contribueront grandement à protéger nos soldats en Orient.

II

Un des effets de la guerre a été de stimuler les efforts entrepris pour augmenter la réserve de vivres de l'empire par la production de plus grandes quantités d'animaux comestibles, en les utilisant de la manière la plus avantageuse, et aussi en réduisant le nombre des animaux ennemis de l'homme, ennemis parce qu'ils dévorent sa nourriture.

L'espace nous oblige à ne donner que peu d'exemples de ces efforts. Grâce aux recherches laborieuses de Mackenzie et de Marshall, on emploie maintenant des méthodes plus économiques pour l'élevage du bétail de boucherie. Ces chercheurs ont pu démontrer que pour l'abatage des bœufs, la période à laquelle on obtient le moins de déchets est celle où l'animal mort pèse le 56 % ou le 57 % du poids vivant. Les animaux gras fournissent moins de matière nutritive. Les animaux très gras sont non seulement très coûteux à élever, mais ils offrent encore un déchet très considérable dans le rendement de la viande à débiter. Arrivés à un certain degré de graisse, les animaux ne s'« entrelardent » pas bien, c'est-à-dire que la graisse ne s'accumule pas par couches dans les grands muscles où elle serait consommée, mais elle s'accumule sous la peau et autour du tube digestif et elle est par conséquent traitée comme déchet.

On peut donner deux exemples des efforts que la guerre nous a imposés pour protéger nos céréales en greniers des ennemis dont les plus dangereux sont les rats et les souris. Par le fait du manque de tonnage, il y a de grandes accumulations de graines en Australie ;

cette accumulation a été accompagnée et a peut-être causé un « fléau de souris » formidable. De tels fléaux ne sont pas inconnus dans d'autres pays et se produisent ordinairement pendant les étés qui suivent les hivers doux. Ces conditions climatiques, unies à une nourriture abondante, diminuent la mortalité normale et augmentent le volume et la fréquence des nichées. En 1916-1917, cette peste se développa dans le bush australien aussi bien que dans les régions produisant le blé. Le blé avait été acheté par le gouvernement britannique et mis en sacs pour le transport par mer, mais alors arrivèrent les souris accompagnées de rats et des *murids* indigènes, et, ainsi que le raconte un écrivain, « les meules de blé, au lieu d'être régulières comme un mur de briques, ne sont plus que des tas informes et puants de blé, de souris vivantes, de souris mortes et de sacs pourris. » Les souris font relativement plus de dégâts au grain que les rats, car elles empestent à un degré indescriptible les grains qu'elles ne dévorent pas. Les dégâts ont dû s'élever à plus d'un million de livres sterling, mais on ne compte pas dans cette somme les effets secondaires. Un grand nombre de souris ont des plaies auxquelles on peut sans doute attribuer une forme de ver solitaire contractée par les hommes occupés à déblayer les sacs. Le foin en fut atteint et tua les chevaux qui s'en nourrissent. Rien ne leur fut sacré, elles dévorèrent avec le même entrain les algues marines, les crayons en bois de cèdre et les balles de plomb des cartouches.

Les multitudes de ces animaux pris dans les fermes semblent chose incroyable ; un seul tas, dont j'ai une photographie, de quelque 600 000 individus, était à sa

base aussi large que dix hommes qui se tiendraient côte à côte et aussi haut que leurs poitrines ; un autre tas, contenant plus de 126 000 spécimens, pesait deux tonnes. Les moyens les plus efficaces qu'on ait pu trouver jusqu'ici pour combattre le fléau, c'est d'attirer les animaux, la nuit, dans d'étroites tranchées bordées de chaque côté de plaques de fer ondulé et de les pousser dans des fossés creusés au bout des tranchées, où on les extermine.

Durant les longs mois fastidieux de la guerre des tranchées rien n'a été plus pénible que l'invasion des rats et des mulots. Les abris les mieux construits et les tranchées étaient envahis de la même façon ; les cagnas confortables — relativement confortables — étaient rendues inhabitables par leur présence. Ils creusaient des tunnels dans les côtés des tranchées et les faisaient ébouler. Ils dévoraient la nourriture des soldats et, comme les rongeurs doivent toujours grignoter des matières dures pour entretenir, dans de justes limites, leurs incisives sans cesse croissantes, ils faisaient des ravages infinis dans l'équipement des hommes.

La plupart du temps c'était le rat brun (*Mus decumanus*) qui infestait la ligne de feu, mais dans les régions plus humides le rat noir (*Mus rattus*) était fréquent aussi, tandis que la souris des champs (*Apodemus sylvaticus*) était partout à la fois.

A part leurs déprédations et le désagrément qui les accompagne, les rats offrent des dangers réels à la santé de toute communauté. Ils sont les véhicules du bacille de la peste et de la trichine, qui infectent l'homme et sont souvent mortelles. Les rats mordent et produisent par là une fièvre connue sous le nom de « sokoda », qui

atteint surtout le rein. Elle est parfois fatale, sinon elle peut prendre une forme récurrente qui dure parfois bien des mois et même des années. Une forme aiguë d'influenza qui attaque les chevaux est transportée d'une écurie à l'autre et d'une cour à l'autre par les rats ; il en est de même de la dysenterie.

On a essayé bien des moyens pour combattre ce fléau ; les chiens terriers et les furets se sont montrés d'une certaine utilité, mais on n'en a pas en nombre suffisant ; les poisons et les virus infectieux ont été assez efficaces, et la récompense de cinq centimes par rat tué a amené la destruction de dizaines de milliers ; les Français employaient un courant électrique le long de la tranchée à rats ; tous ces moyens cependant ne sont que des palliatifs, le fléau n'est pas détruit. Le professeur P. Chavigny attribue notre échec en ce domaine à notre ignorance des habitudes et de l'histoire naturelle des espèces en question. Les rats sont d'habitudes crépusculaires et nocturnes, rentrant dans leurs trous ou dans leurs nids à la lumière du jour, c'est donc la nuit qu'ils font tout le mal et qu'on peut le mieux les attaquer. Ils sont extrêmement rudes ; « l'intelligence dont ils font preuve en franchissant les obstacles, en évitant les pièges et les poisons, est vraiment extraordinaire ; et il est certain qu'ils possèdent un moyen de se faire comprendre entre eux, car tous les procédés employés pour leur destruction deviendront bientôt inutiles. »

Le professeur Chavigny insiste sur le fait que le rat des tranchées se nourrit des vivres de l'homme préparés de la même manière. Contrairement à l'affirmation d'autres observateurs que les rats, bien qu'omnivores, se nourrissent principalement de graines, notre professeur croit

qu'ils font peu usage de matières crues et qu'ils meurent de faim s'ils n'ont d'autre ressource que l'orge crue. « Ce qui les nourrit, d'après lui, c'est simplement la nourriture de l'homme dont ils peuvent s'emparer et tout particulièrement les restes de repas. » Un rat a besoin de 30 à 50 grammes de nourriture par jour, et s'il ne peut les obtenir il mourra de faim en deux jours. Le professeur Chavigny pense que la solution du problème se trouve dans le soin méticuleux que l'on apporterait à recueillir les moindres parcelles de toute nourriture destinée à l'homme, et dans l'abandon de l'habitude de jeter sans soin les débris des repas. Ces déchets seraient mieux utilisés à nourrir les porcs, ou au besoin il faudrait les enterrer ou les brûler. Ce conseil semble parfait ; mais ceux qui sont chargés du contrôle de nos camps pourront dire s'il est possible de le mettre à exécution.

On pourrait écrire longuement sur les sources d'aliments jusqu'ici inexploitées ; la meilleure est peut-être celle que pourraient nous fournir les cétacés, et une exploitation plus complète des moissons que nous offre la mer. Bien des petits mammifères et des oiseaux ne servent encore à rien ; dans l'Amérique centrale et méridionale on mange les cochons d'Inde, pour le moment cet animal est encore trop cher en Angleterre pour servir d'aliment. Le temps et la place me manquent pour suivre ce sujet, et ne me permettent de traiter ma troisième catégorie que très brièvement.

III

Du point de vue zoologique les vêtements ne comprennent que les tissus de laine, les fourrures et les soies naturelles. Pendant quelques années, suivant les conseils

de l'Ecole d'agriculture de Cambridge, des essais ont été tentés pour élever les moutons d'après les principes du « Mendélisme » afin d'améliorer la qualité et la quantité des toisons. Les résultats mendéliens sont longs à obtenir chez des animaux qui ne se reproduisent qu'une fois par an, cependant l'expérience s'est montrée pleine de promesses.

L'effondrement de la Russie et la désorganisation forcée de la Serbie, en même temps que les troubles du nord de la Chine, ont sérieusement affecté le ravitaillement en peaux de toutes sortes, et sans doute le marché aux fourrures de Pékin, qui était un des plus importants pour ce genre de commerce, est gravement atteint. Londres, qui est le marché venant en première ligne, doit faire ses provisions à l'ouest. A en juger d'après les nombreuses réclames illustrées de nos journaux quotidiens représentant des jeunes personnes enmitouffées de fourrures coûteuses, jeunes personnes aux visages sans expression qui ont contribué beaucoup à convaincre les Allemands que nous sommes une race décadente et affaiblie, et à en juger aussi par les quantités de pelletteries qui ont passé entre les mains et de là sur les corps des ouvrières en munitions du nord de l'Angleterre, on peut croire qu'il se trouve encore des réserves de fourrures suffisantes pour satisfaire aux besoins de la mode.

Etant donné la disette de charbon il sera peut être nécessaire, du moins pour les malades et les gens âgés, d'en revenir aux coutumes de nos ancêtres de l'époque des Tudor, c'est-à-dire de porter des vêtements doublés de fourrure aussi bien à la maison que dehors ; dans ce cas il faudrait introduire le rationnement des fourrures. Un des facteurs qui ont contribué à maintenir la provi-

sion de fourrures du monde occidental c'est que, durant les dix dernières années, des fermes d'élevage où des animaux à fourrures sont élevés en captivité ont été établies au Canada et aux États-Unis ; on a créé des fermes pour l'élevage des skungs et on a pu trouver des hommes assez intrépides pour les diriger. De plus, les fourrures sont mieux conservées aujourd'hui qu'autrefois. Les chambres froides aménagées pour les garder en été et où les mites ne pénètrent pas ont pour résultat de prolonger presque indéfiniment l'existence des fourrures, et c'est ainsi que le stock dont on dispose en temps normal serait plus considérable que jamais.

La soie est le dernier produit animal dont je m'occuperai et qui joue un rôle important dans le vêtement humain. Elle a aussi tenu une place énorme dans nos avions et autres vaisseaux aériens, bien qu'il me semble qu'elle soit moins utilisée par les constructeurs de ces appareils qu'autrefois. Je n'ai pas l'intention de m'étendre au sujet de la soie ou même sur les vers à soie, mais je désire dire quelques mots sur le contrôle de cette industrie tel qu'il a été proposé dans le « Rapport du comité du conseil privé pour les recherches scientifiques et industrielles de l'année 1917-1918. »

L'Association des industriels en soieries a été la première à se mettre en contact avec le département des recherches scientifiques et industrielles, et elle a en outre été la première à réunir des fonds pour fournir à ce département les moyens de poursuivre les recherches sur la soie. Elle se propose maintenant, avec l'aide du département, de fonder une association de recherches pour le commerce des soies.

Comme mesure préliminaire et en attendant son éta-

blissement définitif, on a prié le comité du conseil de faire une avance à l'Institut textile pour développer et faire paraître mensuellement son *Journal* et surtout pour obtenir des extraits et des indications systématiques sur toute la littérature se rapportant aux industries textiles. Ce travail a déjà commencé.

Comme tous ces mouvements sont relativement nouveaux, il vaut peut-être la peine d'attirer l'attention sur le travail très remarquable accompli par une organisation à peu près analogue fondée quatorze mois seulement avant le début de la guerre. Je veux parler du Bureau impérial d'entomologie qui travaille sous les auspices de l'Office colonial. Ce bureau s'occupe des insectes d'intérêt économique et publie des résumés de quelque 1700 publications de 1917, parues dans 22 pays ou Etats, traitant des insectes utiles ou nuisibles. Si les travaux publiés dans l'empire britannique étaient groupés ensemble, ils formeraient le contingent le plus important, mais le Canada, l'Australie, l'Afrique du sud, l'Inde, sont groupés à part. En prenant la moyenne de cinq années, dont quatre ont été des années de guerre, depuis la fondation du bureau, les Etats-Unis ont à leur actif une production annuelle de 400 publications, la Russie 184 ; même en 1917, la Russie a fait paraître 141 notes pour être résumées ; la Grande-Bretagne, 171 ; la France, 150 ; l'Allemagne, 61 ; et l'Autriche-Hongrie, 5. Remarquez les deux derniers chiffres !

Les extraits de ces travaux sont publiés dans la *Revue de l'entomologie appliquée* qui paraît chaque année avec une moyenne de 840 pages de texte. Mais le bureau a d'autres champs d'activité. Il publie chaque trimestre un *Bulletin des recherches entomologiques* qui consiste en

notes originales sur les insectes d'intérêt économique. Il reçoit des collections d'insectes, quelque 51 000 spécimens, par an, dont 18 000 étaient des suceurs de sang ; il les identifie, décrit les nouvelles espèces, et distribue des « familles » aux institutions appropriées. Le bureau prépare en plus un catalogue des plantes nuisibles du monde, mais sa tâche principale est de préparer de jeunes spécialistes en entomologie dans des centres différents et, jusqu'au moment où la guerre est venue interrompre son activité, il envoyait à ses frais trois ou quatre spécialistes surtout dans les tropiques pour y collectionner les insectes et étudier leurs évolutions et leurs mœurs.

Le succès manifeste du bureau impérial me servira d'excuse de l'avoir cité tout à la fin de cet article. Son expérience sera utile à l'Association pour les soies et je suis sûr qu'il se mettra volontiers à la disposition de tous ceux qui voudraient avoir recours à ses lumières.

A. E. SHIPLEY. Sc. D., F. R. S.

Professeur à Christ College Cambridge et vice-chancelier
de l'université.

DES CYCLADES EN CRÈTE, AU GRÉ DU VENT

QUATRIÈME PARTIE *

Boissonnas s'éveille en chantant l'air des Champs-Élysées. Les hommes, avec d'énormes éclats de rire, nous douchent sur le pont, à grands seaux d'eau salée... Toute la nuit, nous dit Philippe, ils se sont relayés aux rames. Nous nous sommes rapprochés de Naxos. On distingue nettement le relief de sa côte abrupte. A l'aube elle s'abaisse, se relève en éperon. La forteresse vénitienne des Sotudos casque ce promontoire. Nous entrons dans les eaux du royaume de Dionysos.

La croisière en tartane ou en yacht a cet avantage sur les excursions en caravane et les longues chevauchées qu'elle permet de mûrir ses impressions. Elle a ses relâches et ses calmes. Elle laisse à l'esprit le temps de s'attarder, de revenir en arrière. Par cela même elle est plus féconde peut-être. Et puis l'on n'est pas limité à un mince bagage d'où sont bannis les livres. Il y a de la place, même dans une cale étroite, plus que sur le bât d'un mulet. Hier j'ai tiré l'*Odysée* de ma valise ; aujour-

* Pour les trois premières parties, voir les livraisons de novembre et décembre 1918 et janvier 1919.

d'hui, c'est Buchon. Une croisière dans les îles Ionien-
nes, dans les Cyclades, a un autre avantage encore. Si
elle vous fait changer de lieu, si elle vous montre la
physionomie particulière de chacune de ces îles, elle
vous maintient pourtant dans le même milieu. Elle
confère ainsi au voyage plus d'unité. Les Cyclades sont
assemblées autour de Délos. On va de l'une à l'autre,
comme dans certains jeux d'une danseuse à l'autre de
la même ronde ; on ne les perd jamais toutes de vue.

Chaque fois que l'on parvient au sommet de l'une
d'elles on découvre, rougeoyantes de soleil, ou noyées de
crépuscule, quelques-unes de celles que l'on a déjà visitées
et de celles où l'on espère encore aborder. Le désir de
celles-ci s'avive aux souvenirs de celles-là.

Les visions qu'elles vous laissent s'enchaînent et s'élar-
gissent. Sur les vastes chemins de la mer, l'imagination
les voit jalonner les routes des dieux, des héros et des
peuples. Elle y retrouve le sillage d'Ulysse, de Thésée,
et d'Ariane. Comme Ulysse, je pouvais dire : « Le calme
des vents versait sa sérénité sur une mer tranquille.
Une divinité favorable endormait les ondes, mes compa-
gnons assis sur leur banc faisaient blanchir les flots sous
leurs rames polies. » Et j'ai toute la matinée pour par-
courir à nouveau Marcellus et Buchon, pour redemander,
à je ne sais quel vieux recueil illustré cher à mon
enfance les images qu'embellissaient la lutte du héros
contre le Minotaure et les larmes d'Ariane.

De toutes les Cyclades, Naxos, la plus grande et la
plus féconde, est aussi l'une des plus pauvres en monu-
ments de l'antiquité. Comment l'expliquer, puisque les
Naxiens se sont illustrés par des offrandes magnifiques
à Delphes et à Délos ? Un de leurs sculpteurs, Bysès,
« dont on dit, écrit Pausanias, qu'il y a plusieurs statues

à Naxos », inventa le moyen de tailler le marbre en façon de tuiles ; et c'est ainsi que le temple de Zeus à Olympie était couvert en marbre de Naxos.

Elle combattit avec gloire contre les Perses. Athéniens, Romains, Byzantins, se l'annexèrent tour à tour.

Au treizième siècle, l'Italien Marco Sanudo, duc de l'Archipel, y établit sa capitale. Les ruines qui la commandent encore témoignent de la grandeur de ses ducs. Les plus importantes sont celles de l'Ajano-Castro, du vieux château gothique de Paliri, et de celui de Paratrécos. La nature, par contre, est demeurée à Naxos telle que l'ont chantée les anciens.

Derrière un rempart de falaises dures et dénudées s'abritent les plus doux vallons, des sources partout y frémissent, les ruisseaux amis des tortues y coulent sous les lauriers. Au flanc des coteaux abondent les figuiers et les raisins mielleux. Les gentilshommes du temps de Thévenot accompagnaient le Cadi, gouverneur de l'île, à la chasse des cerfs « fort hauts », et les paysans, le soir venu, chassaient les perdrix trop confiantes, en marchant courbés sous un âne et en les poussant d'une baguette vers un filet tendu à l'avance. Dans le port, sur l'îlot qu'il nomme Strongylo, et que Buchon nomme Palatia, s'élevait un temple de Bacchus, relié autrefois à la terre ferme par une chaussée. Thévenot le vit encore debout. « Ce palais, dit-il, est long de 100 pieds, et large de 50, il est bâti de pierres de marbre fort blanc : longues de seize palmes et grosses de sept, elles étaient toutes liées avec du fer et du plomb... Les Turcs emportent tous les jours le marbre de ce palais pour en faire des portes, des fenêtres, des mortiers, des coffres et autres choses semblables, et même des turbans pour mettre au bout des sépulchres. »

Il n'en reste aujourd'hui qu'une porte de marbre.

Dionysos n'a plus de palais à Naxos ; mais il y a toujours ses cavernes, ses bois, ses vignobles juteux, et l'ombre odorante des figuiers qu'il y planta. Naxos, c'est le lieu des plus belles légendes de l'Egée. Pindare y fait naître le joyeux dithyrambe.

Ile formée comme à dessein, pour accueillir celui qu'Hérodote tenait pour le plus jeune des dieux. Sémélé sa mère était fille de Cadmos le Thébain, fils d'Agénor roi de Tyr. Zeus la posséda. Mais Héra lui inspira traîtreusement le désir de voir son amant dans sa pompe divine et brandissant les foudres.

A peine l'eut-il approchée, qu'embrasée déjà à demi, elle rejeta de son sein l'enfant inachevé du dieu.

Aussitôt, le Kronide Zeus le reçut, et le cachant dans sa cuisse, il l'y enferma à l'aide d'agrafes d'or. Et lorsque le temps fut venu et qu'il l'enfanta, il le confia en secret aux nymphes de Naxos. Filles du trouble Orient, les unes étaient Syriennes, les autres Phrygiennes ou Phéniciennes par l'origine. L'âne lascif, infatigable dans ses amours, le seigneur âne Bel-Péor, Bel-Phégor, était leur démon familier et soumis.

Elles veillèrent sur l'enfant Dionysos, cet autre Adonis, loin de la colère de Héra. L'une d'elles, Koronis, dont une montagne de l'île porte le nom, le nourrissait de son lait. Mystis inventa pour lui plaire les grelots bruyants et les retentissantes cymbales. Elles l'élevaient dans l'ancre profond d'une montagne voisine du Koronis, consacrée à son père Zeus, le Zia. Et la nuit, comme il haïssait le sommeil, elles allumaient les torches de mélèze, entrelaçaient des serpents à leurs cheveux et de leurs gorges soulevées jaillissait un appel furieux : « Evohé ! »

Elles lui enseignaient les sons de la flûte phrygienne. Les Korybantes, leurs prêtres, qui portent le casque à triple cône, investèrent pour leur nourrisson le tympanon tendu de cuir. A la voûte de l'autre pendait un pampre sauvage. L'enfant goûta aux grappes mûres. Et il s'enivra avec ses nourrices de ce nectar; et les génies des bois, et les satyres, et les hamadryades en burent aussi. Et les adolescents et les jeunes filles dansaient avec frénésie, en se tenant les mains. Celles-ci étaient vêtues de voiles légers, ceux-là de tuniques flottantes. Et habilement ils dansaient en rond avec rapidité, comme la roue que le potier assis au travail sent courir sous sa main. Alors, par les nuits épaissies de parfums, et lourdes des desirs de l'été, Dionysos parcourait les bois, suivi d'un cortège bondissant. Et les satyres soutenaient en riant Silène, son maître plein de vin, porté par l'âne impur. Et les Ménades ceintes de la nébride, et qui agitaient les thyrses entourés de lierre chantaient : « Evohé ! » Aphrodite brillait dans son regard; ses cheveux blonds flottaient, et il avait un manteau pourpre autour de ses larges épaules. Un jour qu'il errait sur le rivage, au bord de la mer harmonieuse, il aperçut une jeune fille endormie. Sa joue était appuyée sur sa main gauche, son bras droit mollement recourbé abritait d'une ombre dorée son visage. A sa paupière une larme était demeurée. Là-bas sur la mer ingrate, ému par un nouvel amour, s'éloignait le fils du roi Egée, le vainqueur du Minotaure, celui qu'elle avait sauré du Labyrinthe. Elle l'avait suivi à Naxos. Mais elles sont innombrables, les formes des destinées divines; et les dieux accomplissent bien des choses contre notre espérance. Tandis qu'Ariane s'était rendue à la fontaine voisine, Thésée avait donné à ses compagnons le signal du départ. Sa nef noire cinglait vers Délos, où

le héros, en s'inspirant du vol triangulaire des grues, allait improviser devant Eglé la danse du géranos. Comme s'il se fût bouché les oreilles de cire tendre, il était resté sourd aux appels et aux plaintes de l'abandonnée... Labas sur la mer diminuait sa voile obscure fatale à son père. Epuisée de douleur, Ariane sommeillait. Dionysos, de la trop ardemment admirer, l'éveilla. Il était si beau, qu'elle lui sourit à travers ses pleurs. Eros, bientôt, put préparer la couche nuptiale. Et les danseuses d'Orchomène entourèrent Naxos de la verdure du printemps.

Cependant nous entrons dans le port. Sombre par le haut et latine, presque entièrement construite à l'intérieur de la citadelle, blanche et grecque par le bas, la ville a toujours fière mine. Telle la dessina Choiseul-Gouffier, telle à peu près elle est encore. Les moulins à vent y sont moins nombreux, le donjon a été démantelé ; les églises se sont couvertes de coupoles blanches, mais la porte du temple de Bacchus lève toujours son cadre net sur l'ilot de Palati. Le poids énorme de son linteau l'a protégée.

Au débarqué nous allons prendre logis dans une auberge qui a vue sur la mer. Et, la démarche balancée par le souvenir du *galini*, nous courons la ville. Elle est loin d'avoir la propreté de Tinos et de Mikonos. On y sent la déchéance, une grandeur ruinée. Des armoiries ornent ses pauvres maisons ; celles des Crispo, des Somme-rive, des Barozzi, des Coronello, sont regrattées, remises à neuf et font paraître plus misérables les seuils qu'elles surmontent.

Les descendants des gentilshommes avec qui le Cadi courait le cerf habitent encore ces demeures. Ils n'ont plus qu'un titre de noblesse : leur paresse. La plupart s'enorgueillissent aussi de parler français. Un jeune homme de jolie figure nous aborde. Il s'exprime dans un

français très correct. C'est un Sommerive. Fauté de pouvoir vivre, il va s'expatrier.

Après nous être régales de grenades délicieuses, après avoir pris vers le port un excellent café, nous nous hissons sur des mulets, que deux agoyats vêtus à la mode des îles, d'un pantalon à large fond pendant, excitent de perpétuels : « *Oxo dié!* » Nous traversons d'abord la plaine de Livadia. Ses chemins bordés d'aloès, de bambous, de mimosas, nous rappellent les abords de Corfou.

Au pied des premières collines, nous atteignons Paratrêkos, résidence d'été des ducs de Naxie.

Une haie d'immenses bambous enferme un verger d'orangers, de citronniers, de figuiers d'où émerge le *pyrgos* du manoir et le blanc pigeonnier. Sur le seuil d'un portail à fronton une dame, gentiment, nous fleurit de verveine, de roses et de jasmin.

Nous remontons un charmant vallon, arrosé d'un ruisseau, ombragé de lauriers, sonore d'un bruissement de roseaux et fait à souhait pour les jeux des nymphes. Il prolonge une de ces combes que Buchon nomme *orlon*.

Les jardins de Calamitza, ordonnés en terrasses, à la française, s'y étagent à mi-côte, au milieu d'une olivette. D'importants bâtiments y attiennent. Les Lazaristes français ont là leur retraite d'été. Leur fermier nous en fait les honneurs et il nous conduit d'abord à la source d'eau très froide, mère de tant d'abondance. Comme à Paratrêkos, les figuiers, les citronniers, les orangers, les grenadiers, mêlent leurs feuillages à l'argent pâle des oliviers.

Sous l'abri bourdonnant d'une treille nous nous désaltérons de figues humides et d'oranges que nous venons de cueillir à l'arbre. Le dernier rayon à travers les feuilles de bronze des figuiers et les feuilles obscures

des néfliers illumine à miracle des géraniums pourpres et des roses.

Plus haut que Calamitza, d'un plateau nous apercevons la silhouette de Sangri, dont le château était aux Sommerive. Ces Sommerive avaient quitté Vérone vers 1230 pour s'établir en Achaïe. Dans la suite, des alliances avec les Sanudo et les Zeno contribuèrent grandement à leur élévation.

A jour fermant nous passons un col âpre et fort rude, fouetté de vent. Les ruines escarpées de l'Apano Castro y sont attachées, comme un nid de cigognes au faite d'un toit. Le clair d'une demi-lune en accentuait la romantique sauvagerie. Descente pénible ! Nos bêtes qui ne valent pas celles de Tinos, malgré les *Oxo dié !* les *Apano dié !* et les bastonnades dont leurs conducteurs les accablent, manquent vingt fois nous rompre le col. Enfin nous voici sur le plateau de Drymalia, vaste coupe boisée d'oliviers, animée de nombreux villages et abritée des vents par un rebord de montagnes.

En Grèce le clair de lune est d'une adorable suavité. Il ne dramatise pas la nature, ni ne la refroidit. Ce n'est pas d'un mystère mélancolique et bleu qu'il l'enveloppe, mais d'une sorte de langueur, d'une tiédeur rosée. Je ne connais pas d'arbre qui doive à cette lumière plus de beauté que l'olivier. Son feuillage l'absorbe, s'en imprègne, s'y transforme en nacre mobile et poudroyante, où ses branches d'un dessin si net plongent leurs entre-lacs d'ébène. Lorsque leur ombre transparente s'entr'ouvre, nous sommes à Chalki.

Applaudies par les chants des coqs, les cloches du dimanche saluent notre réveil. Un air vif de montagne, qu'aromatisent les fumées résineuses, nous rend toute la fraîcheur de nos éveils d'enfants.

— Ah ! Daniélos, s'écrie Boissonnas, que la vie est bonne !

Et devant l'auberge où nous avons débridé sous un cycomore qui se dépouille, nous déjeunons, pleins de joie, d'un appétit féroce.

À 7 heures nous sommes en selle. En route pour le Zia.

Au sortir de l'olivette, commence la montée. Dans les rochers fleurissent des cyclamens et des crocus lilas aux étamines orangées.

Philippe s'est adjoint un homme du pays. Vêtu d'une jupe culotte, et d'une courte veste d'un bleu usé, ceinturé de chrome, coiffé d'une chéchia rouge, jeune et vigoureux, souple et lesté dans sa démarche, Jakoum, notre guide, contente le regard ; il a l'âge de ce gai matrin, il s'accorde avec le paysage, l'aniole et le complète.

« Près d'une source, à l'ombre d'un platane », comme dans l'*Odyssée*, c'est là qu'il nous aide à mettre pied à terre. Un quart d'heure de grimée, et, sous le formidable linteau du rocher, nous voyons s'enfoncer la grotte où Zeus confia Dionysos aux nymphes.

Un autel antique est à l'entrée. À droite, quelques marches conduisent dans une seconde caverne peu profonde. Les premiers chrétiens y avaient établi une chapelle. Des débris de poterie en jonchent encore l'autel. Pendant que nous le visitons, les hommes ont allumé un grand feu de buissons ; des centaines de petits bombix et des oiseaux de nuit en éventent la flamme.

Elle nous révèle la voûte immense de l'autre ; noircie de fumée elle ne brille plus des stalactites resplendissantes qu'y admira Marcellus.

Philippe, qui n'affectionne guère les escalades, nous

attend sous le porche. Et nous nous élançons à la poursuite de Jakouni qui bondit de rocher en rocher, avec la sûreté d'un capripède. Nous avons pensé qu'il nous faudrait trois heures pour atteindre le sommet du Zia, que les gens du pays nomment le Dia. Nous y mettons trente-cinq minutes. Les proportions toujours parfaites de cette nature, la limpidité de l'atmosphère, ont ainsi bien souvent égaré notre sentiment des distances, accoutumé aux Alpes.

Ce sommet chauve où, parmi les lichens gris, on retrouve les traces d'un temple, est de l'avis de Marcelus la plus belle cime des Cyclades.

Dans notre course, attentifs aux faux pas, nous avons à peine pris le temps de regarder autour de nous. Soudain, toutes les collines, les penchants des promontoires, les vallées creuses, la mer et les îles nous apparaissent.

Et sur l'Egée éblouissante, « du haut du ciel, jaillissait au loin une immense sérénité. »

Malgré nos recherches, nous ne pouvons sur le faite de la montagne, retrouver l'inscription relevée par Buchon :

ΟΡΟΣ ΔΙΟΣ ΜΗΛΩΣΙΟΥ

(Mont de Zeus, conservateur des troupeaux.)

Le repas nous attend près de la source où rafraîchit le vin.

Après avoir passé par Filoti, où des Ménades en jupes à plis dansent en rond sur la place, et retraversé Chalki, nous parvenons à soleil couchant sur le col de l'Apano-Castro. Tandis que mon compagnon y brûle ses dernières plaques, je grimpe au faite des ruines. Elles disent l'importance du Castel d'Alto, construit par Marc Sanude,

troisième duc de Naxos, pour tenir en bride les gens de Drymalia.

Sur le bronze oxydé de la mer verte et mate, les îles à l'occident semblaient de sombres améthystes.

Une auréole couleur de peau d'orange accompagnait le soleil dans sa chute. Et la nuit montait des vallées aux flancs du Zia.

Bientôt, aux senteurs du thym et des herbes aromatiques, succédèrent les parfums chauds des figuiers, des roses et des jasmins. La nuit se levait sur l'Apano-Castro comme nous traversons Mélanès, où Nicolas dalle Carceri fut assassiné par Francesco Crispo.

Cet ancien rendez-vous de chasse est l'un des lieux les plus agréables de l'île par la quantité des jardins et l'abondance des eaux. Les vergers y dévalent parmi les secs oliviers, les chênes verts et les platanes. On s'y sent baigné de verdure.

O nuit de Mélanès ! Le clair de lune, de feuille en feuille, retombe en pluie rosée. Il pénètre les feuilles jaunissantes des figuiers et des platanes, il polit d'un luisant métallique les feuilles des lauriers, il aiguise les flèches aiguës des aloès, et puis il se livre frémissant aux bras agiles des sources qui partout s'agitent et se rejoignent.

O nuit de Mélanès ! odeurs brûlantes qui s'évaporent, effluves des celliers, tiédeurs des murs encore chauds du soleil ! Souffle humide des fontaines ! Il y a des chants dans des maisons qu'on ne voit pas ! Une espèce de cigale roule au loin un sifflet strident ! Un âne bat du sabot les cailloux d'un chemin.

Jeune dieu aux larges épaules et aux cheveux bouclés, qui chasses le chagrin et délies les langues, c'est l'heure où, derrière toi, ton cortège quitte la grotte creuse. Je

l'entend s'avancer sur les sentiers pleins d'ombre. Ariane ton épouse, coiffée de la couronne d'or, chef-d'œuvre d'Haïphestos, marche rieuse à tes côtés. Ton adolescence ignore encore les orgies cruelles du Parnasse et les Ménades thébaines sanglantes de Panthée dépecé. Ce sont les nymphes tes nourrices qui dansent autour de toi. L'une fait retentir les cymbales, l'autre le tympanon ; une troisième, enflant ses joues barbouillées de vin, tire des sons aigus de la flûte phrygienne. Parfois, lorsqu'elles se taisent essoufflées, le vieillard Silène qui titube, chante les principes de toutes choses, la terre, l'air et le feu, et le monde en extase devant la splendeur de son premier soleil ; et son chant est si beau que les panthères familières cessent de miauler et se frottent à ses jambes incertaines, et que les satyres et les sylvains, qui excitent l'âne obscène et poussent le bouc puant, interrompent leurs rires....

O nuit de Mélanès !... feuillages frais, parfums, ruisseaux, tous, émus par ta grâce, attendris par le vin, sentant l'enthousiasme descendre en eux, entonnent alors le dithyrambe :

« Allez, ô Bacchantes ! Allez, ô Bacchantes ! délices du Tmolos qui roule de l'or ! chantez Dionysos à l'aide des tympanons stridents. Evohé ! Célébrez le divin Evios par la clameur phrygienne et par des cris, tandis que la douce flûte sacrée y mêle des sons vénérables qui règlent les courses sur la montagne ! »

Et, telle que le poulain près de sa mère, la Bacchante se réjouit et agite ses pieds rapides en bondissant.



Le matin suivant, comme le vent nous empêche de visiter Apollonia et son colosse, nous décidons le départ.

Philippe revient du marché, chargé de provisions. Monard achève sur le môle une aquarelle commencée la veille ; et les matelots lèvent l'ancre en aillant leur effort de la même tralante mélodée : « Eia, eia, eia, oh ! eia, eia, mola, oh ! » que nous a conservée Aristophane.

Bientôt, toutes voiles dehors, le pavillon suisse à son grand mât, le *Saint-Nicolas* met le cap sur Paros. L'îlot du Strongyle masque en partie la ville des Samido. Et la porte du temple, seul auguste de mystères abolis, semble, sur l'azur natal, dresser un cadre de marbre au souvenir des divines amours de Bacchus et d'Arlane.

Traversée pénible. La mer est forte et le vent faible. Un vapeur nous salue, l'*Argolla*, qui pioche la lave de son étrave. Des caravelles de pêcheurs d'éponges dansent sur l'horizon.

Boissonnas n'est point trop à l'aise et nous sommes ravis d'entrer, vers deux heures de l'après-midi, dans le port calme de Parechia.

Colonisée par des Crétois, l'ancienne Minoa doit son nom actuel à l'Arcadien Paros. Les Perses, néanmoins, la comptèrent au nombre de leurs alliés. Miltiade, pour l'en punir, tenta, après Marathon, de la soumettre ; mais, en pénétrant dans le temple de Cérès, voisin de la ville, il reçut une blessure à la cuisse, dut lever le siège et mourut de la gangrène à Athènes. Après Salamine, Thémistocle, plus heureux, assujettit Paros. Sous les Samido elle fit partie du duché de Naxos. L'huile et le plus beau marbre étaient ses principales richesses.

Mais après la paix de Candie, l'armée vénitienne, dit Tournesfort, brûla tous ses oliviers. Cette île de marbre, où la Grèce a posé la matière de tant de chefs-d'œuvre, n'a plus que des souvenirs. Les carrières même, dont une compagnie belge avait repris l'exploitation pour en tirer

des plateaux de tables de café, sont de nouveau en grande partie abandonnées.

Les anciens en avaient extrait une table réservée à un plus noble usage. Ils y gravèrent cette chronologie fameuse qui va de Cécrops à Alexandre. Elle est connue sous le nom de *Chronique de Paros*. Découverte au XVIII^e siècle par un Français, Peiresc, elle fut achetée par le comte d'Arundel et déposée à Oxford.

Paros vit naître le furieux et couard Archiloque, qui préféra perdre son bouclier plutôt que la vie, qui, dit-on, inventa le rythme iambique, et le premier employa le mot tyran ; le peintre Arcésilas, contemporain de Polygnote, qui le premier travailla à l'encaustique ; le douloureux et pathétique Scopas.

Des monuments qu'ils possédaient les Pariens n'ont rien laissé. « On y casse tous les jours, écrit Tournefort, pour la clôture des champs, les plus belles pièces que l'on découvre : frises, autels, bas-reliefs. » Ils ont suivi en cela l'exemple de leurs seigneurs. Des temples entiers ont servi à construire le palais des sires de Paros. La tour qui en reste, est, du bas en haut, faite de colonnes, de seuils, de linteaux, d'architraves. Buchon, dans une partie du mur, y compta plus de trente colonnes juxtaposées. Jamais, sous l'éclatant soleil, ruine ne m'a paru plus sinistre. Des matériaux semblables ont servi à édifier l'église de la Panaghia-des-Cent-portes et son charmant cloître. Elle est d'architecture assez boiteuse, mais les colonnes qui la soutiennent sont d'admirables béquilles.

Autre déception. Pour gagner l'emplacement des carrières sur le mont Marpessa, perchés sur de petits ânes assez vifs, nous avons dû suivre la voie rouillée du decauville établi par les Belges. Paysage aride, grand vent. Les puits de mines s'enfoncent dans le sol, abandonnés.

Un enduit ferrugineux en recouvre les galeries. Impossible d'y retrouver le bas-relief bachique qu'y virent Tournesfort et de Marcellus. « Ce bas-relief a quatre pieds de long, dit le premier. C'est une espèce de bacchanale ou si l'on veut de noce de village à vingt-neuf figures... les six plus grandes ont dix-sept pouces de haut. Ce sont des nymphes qui dansent un branle. »

C'est le caprice de quelque sculpteur qui écrivait au bas :

ΑΔΑΜΑΣ ΟΔΡΥΣΗΣ ΝΥΜΦΑΙΣ.

(Adamas Odrysés a dressé ce monument
aux filles du pays.)

Peut-être l'a-t-on transporté au musée local. Nous n'avons pu y entrer ; l'éphore qui déjà se promenait, le jour où M. de Mandat-Grancey fit escale à Paros, se promenait toujours.

Les nymphes de Paros ne portent plus le costume disgracieux et les gros bas de laine rouge, « à défigurer la jambe de Vénus », que leur vit de Marcellus.

A Naoussa, elles dansèrent pour lui : « D'abord la marche fut lente et triste ; c'était, me disait-on, la danse d'Ariane, et le début exprimait la douleur de l'amante abandonnée ; peu après vint la joie à l'arrivée de Bacchus ; alors plusieurs femmes chantèrent ensemble. »

Elles lui chantèrent aussi la chanson du manchot :

« Là-bas, près de ce marbre éblouissant comme l'écume, un jeune homme taille un bloc avec une seule main. Une jeune blonde passe et le salue : — Qu'as-tu donc, mon pauvre jeune homme ? Pourquoi travailles-tu d'une seule main ? — Pour avoir donné un seul baiser à une jeune blonde, on m'a coupé une main... Pour un baiser à une autre blonde, je consens qu'on me coupe l'autre

et qu'on dise à ma mère : Voilà votre fils le manchot ! »

Je préfère cette chanson à tout ce que j'ai vu de Paros.

L'ilot, hérissé de buissons, d'Antiparos, où nous abordons le lendemain, n'a pas même de chansons. Une grotte profonde, explorée par le marquis de Nointel, ambassadeur de Louis XIV auprès du Grand-Turc, fait toute sa réputation.

De la baie où nous débarquons, près d'un misérable hameau, nous la gagnons portés par de maigres mulets, que les agoyats rossent à tour de bras. Le mulet, monture du pèlerin, se dit *burdo*, en latin ; d'où le nom de *bourdon* donné au bâton du pèlerin. Sur les rivages pelés d'Antiparos, mulets et bâtons pérégrinent encore de compagnie. La grotte est située sur la côte sud. Elle y bâille comme un coquillage, sous la calotte d'une colline. Nous avons heureusement emporté des cordes ; elles suppléent aux échelles pourries qui, par deux paliers successifs, permettent d'atteindre la caverne située à huitante mètres de profondeur où M. de Nointel passa la Noël, en l'an 1673.

« On descend d'abord, dit Tournefort, dans un précipice horrible... d'où on se coule dans un autre effroyable dont les bords sont fort glissants. Après tant de fatigue, on entre dans cette grotte admirable. » Il en décrit la voûte « hérissée de masses semblables à la foudre de Jupiter, taillée en grappes, en festons, en lances, d'une surprenante grandeur et d'une blancheur cristalline éblouissante. »

Sur un énorme stalagmite cannelé M. de Nointel fit servir la messe. Cinq cents personnes, gens de sa maison, corsaires, gens du pays, l'avaient suivi. Cent grosses

torches de cire jaune et 400 lampes éclairaient cette crypte. Au moment de l'élévation, on mit le feu à vingt-quatre « boîtes » et à plusieurs pierriers disposés devant la caverne; les trompettes, les hautbois, les fifres, les violons rendirent cette consécration plus magnifique.

Après avoir couché dans une petite salle attenante, l'ambassadeur fit graver ces mots sur l'autel :

Hic Ipse Christus Adfuit
Ejus Natali Die Media Nocte Celebrato.

MDCCLXXX

On les y lit encore. A part quoi, notre bon peintre Liotard qui, en se rendant dans le Levant, ne put visiter cette grotte « faute de conducteurs », n'a pas beaucoup perdu. Les nôtres, afin de se donner de l'importance et nous aider à mesurer les dangers qu'ils couraient pour notre plaisir, s'accablaient d'injures et nous lapidaient maladroitement à mesure que nous descendions. La fumée des feux qu'ils avaient allumés nous étouffait. Elle a détruit l'essentielle beauté de la caverne, la blancheur, l'éclat de ses stalactites. Nous sortîmes de là tout tachés de suie. M. de Nointel aujourd'hui y salirait terriblement ses manchettes et son pourpoint.

D. BAUD-BOVY.

QUESTIONS MÉDICO-CHIRURGICALES

A propos de la grippe.

Il n'est pas trop tard pour en parler encore, puisqu'en fait elle ne nous a pas dit adieu et que le tribut réclamé par elle au monde entier n'est pas encore soldé. Pour ne pas rester à l'arrière-plan des préoccupations de l'heure présente, l'influenza de 1918 s'est mise d'emblée à l'échelle des événements qui caractérisent cette époque. Elle a tout de suite revendiqué les allures d'un fléau. Tandis que chez les belligérants et les neutres, à coups de mesures sanitaires, on réussissait à écarter le choléra, la peste, la variole, à endiguer les épidémies de typhus, à juguler la fièvre typhoïde, le paludisme, etc., la grippe, cette maladie à laquelle une dénomination équivoque accordait des entrées quasi familiales et dont trente années avaient effacé le dernier souvenir désagréable, a voulu jouer son rôle. S'accommodant de toute prophylaxie, se modelant sur le cours de la vie sociale, marchant avec une violence impressionnante pour s'arrêter et reprendre de plus belle, elle a dérouté successivement les hygiénistes, les cliniciens, les thérapeutes et même les bactériologistes. Tout en évoluant, elle posait une bonne part des multiples problèmes de la pathologie générale et de la microbiologie, elle laissait le champ ouvert

à toutes les théories, à toutes les interprétations. Car, dans sa complexité, la signification d'un phénomène pandémique comme celui-là déborde les frontières de la science médicale pure et entre dans la sphère des grandes questions biologiques. La physiologie bacillaire, les mœurs et les variations de la flore microscopique, les réactions physico-chimiques de l'organisme humain à l'égard des agents infectieux, tout cela représente la base sur laquelle il faut édifier l'étude de cette question si l'on ne veut pas rester dans les à peu près et ne laisser passer d'une génération à l'autre que des observations décousues et quelque peu confuses.

La spécificité attribuée au bacille de Pfeiffer s'est trouvée en défaut. La donnée un peu simpliste consistant, en présence d'un agent qu'on incriminait seul et dont la transmission était assurée par les gouttelettes exhalées des voies respiratoires des patients, à intercepter toute propagation par des mesures d'hygiène et des règles quasi absolues, n'a pu entraver que faiblement la dissémination des germes, si peut-être elle a pu en atténuer la nocivité. Le bacille de Pfeiffer étant mis à part, on parla d'un virus filtrant, de deux virus, et on reconnut qu'un rôle notable était réservé à l'association streptocoques-staphylocoques, vieilles connaissances qu'on retrouve dans les bons et les mauvais jours et que l'organisme sain héberge envers et malgré tout avec d'autres saprophytes de la même confrérie. Simultanément, les anatomo-pathologistes signalèrent qu'ils ne trouvaient pas non plus de lésions à proprement parler spécifiques, mais des altérations assez systématiquement semblables dans chaque cas. Les organes les plus altérés, les poumons en particulier, présentaient des foyers hémorragiques plus ou moins nombreux et abondants, la broncho-pneumonie ou tout au

moins un engouement pulmonaire considérable étaient la règle. Et, d'après eux, c'est l'asphyxie et la dégénérescence rapide des organes essentiels qui entraînent la terminaison fatale souvent si prompte.

Pendant ce temps, les cliniciens étaient frappés par des faits particuliers. Tout d'abord, le maximum de violence avec laquelle les jeunes adultes étaient atteints. C'est chez ceux-ci que la forme maligne s'est révélée par les symptômes de dénutrition rapide et considérable, par l'asphyxie, l'intoxication profonde, l'hyperthermie, le tout indiquant une intensité de réaction qu'on n'observe même pas dans les infections puerpérales ou ostéomyélitiques qui pourtant mettent à contribution sans réserve l'organisme entier. Par opposition, on observa que les personnes âgées, soit qu'elles aient été immunisées par la pandémie de 1889, soit que leurs réactions fussent moins vives, étaient épargnées. De même, chez les enfants, les phénomènes grippaux prenaient une forme d'autant plus bénigne qu'il s'agissait de sujets plus jeunes. Les complications, également, qu'il faut, pour rester dans la clarté des faits, dissocier des lésions relevant du seul virus grip-pal, prirent un caractère beaucoup plus grave chez les adultes, et le pneumocoque tout spécialement parut exalter sa virulence soit par la nature devenue spécialement favorable de son terrain d'évolution, soit par son passage successif de patient à patient.

Cette atteinte profonde des organismes adultes est un des effets les plus déconcertants de l'épidémie ; par les diverses interprétations qu'elle suggère, elle n'a pas été une des moindres préoccupations des cliniciens. On peut y voir, en raison du manque d'immunisation des jeunes générations, le résultat d'une exagération des moyens défensifs de l'organisme dont l'expression ultime en tant

que phénomène biologique n'est pas encore déterminée et dont le résultat cherché, c'est-à-dire la destruction des corps bacillaires, entraîne une intoxication par les produits résultant de cette destruction ou pour une part aussi par la mise en liberté des substances contenues dans les cellules organiques remplissant le rôle défensif. De même, certains symptômes laissent à penser qu'il s'agit d'un arrêt ou d'un trouble de fonctionnement de l'un ou l'autre des organes à sécrétion interne. J'allais dire: « Et voilà pourquoi.... » Cependant il ne s'agit pas de propos imaginatifs; les conditions d'intoxication par les produits bacillaires, par les albumines toxiques, par les ferments, sont dans une période d'études et d'expériences de laboratoire qui ont donné déjà des renseignements suggestifs.

Sur l'être humain, du reste, divers phénomènes d'immunisation et de défense contre les agents infectieux et leurs toxines ont été étudiés par les dermatologistes, qui possèdent par exemple dans l'examen des conditions d'évolution de l'eczéma impétigineux un champ d'observation constant sur les mœurs du streptocoque fixé dans les éléments cutanés, et des faits précis montrent par quelles phases successives de réaction, puis d'accommodation, et enfin d'indifférence à l'égard de ce micro-organisme passe la peau de l'enfant.

Ce concept de l'immunisation ne doit pas, cependant, nous éloigner trop des problèmes non moins troublants de la sélection naturelle, de l'affaiblissement et du renforcement de la race et du balancement des capacités de résistance de certains organes. A ce propos, il est bon d'une part de se reporter parfois aux observations de nos prédécesseurs qui, munis sans contredit de moyens plus rudimentaires d'investigation, saisissaient peut-être mieux, à divers égards, les phénomènes d'ensemble, et

d'autre part de se méfier un peu de nos regards souvent distraits par la multiplicité des sentiers entrevus. Que disait sur ce sujet un clinicien, observateur distingué et médecin des plus cultivés, le professeur de Cérenville, dans sa leçon inaugurale, quand il prenait possession en 1890 de la chaire de médecine interne de l'université de Lausanne :

« ...Selon toute évidence, des différences très grandes existaient entre les constitutions de l'époque de Broussais et celles avec lesquelles nous avons affaire en 1890.

» C'est bien explicable, du reste. Les mœurs étaient plus dures, la sollicitude pour les malades, les débiles, les enfants bien moins raffinée. On ne connaissait pas alors les moyens artificiels de prolonger la vie sur lesquels se pâme la sensibilité de notre époque. On n'eût jamais inventé le moyen de conserver dans une couveuse de pauvres enfants arrivés trop tôt dans un monde de misère. On n'usait pas de ces alimentations compliquées qui diminuent d'une façon si remarquable la mortalité de la première année. Notre époque, qui se flatte de philanthropie, boucle son exercice par une espèce de sélection contre laquelle il est impossible, sans doute, de protester, mais qui est l'inverse de celle qui, dans les siècles précédents, laissait vivre surtout les robustes. »

Et plus loin :

« L'étonnante transformation, à nulle autre comparable, qui s'est effectuée dans les moyens de communication de peuple à peuple s'est répercutée sur les constitutions médicales. Décuplant, centuplant l'activité humaine dans le domaine de l'industrie des affaires, de la banque, du commerce, elle a créé en peu d'années, à la place de l'être sanguin, phlegmatique, capable de tirer bénéfice de la saignée et du tartre stibié, un être nerveux impres-

monnable, irritable, dont le type abonde dans les classes dites privilégiées. Dans les classes moins favorisées de la fortune et du bien-être, le même phénomène s'est produit, grâce à l'abandon de la vie rurale, à l'encombrement des populations urbaines.

» Ce n'est pas notre affaire de discuter les raisons économiques de ces transformations, elles ne nous regardent pas, dans ce sens qu'aucune intervention, si ce n'est l'évolution, cet agent réparateur à longue échéance, n'y peut rien changer, mais elles nous intéressent, nous, médecins, parce qu'elles touchent à la pratique de notre art et qu'elles entraînent des modifications dans l'application de ce qui est son but, la thérapeutique.

» En effet, avec le développement de l'élément nerveux dans notre quart de siècle, s'accroît aussi la prédominance de l'aldynamie dans les maladies... »

Qui oserait méconnaître la vérité qui jaillit de ces lignes et ne pas avouer que ces points de vue ne doivent jamais être écartés lorsqu'on veut étudier une question biologique ou plus strictement médicale ou médico-sociale et faire une œuvre judicieuse et profitable sans qu'il y ait lieu pour cela de négliger les réalisations pratiques et immédiatement nécessaires? La grippe, avec le nombre énorme de ses victimes, avec ses apparences de cataclysme, remet à nouveau l'esprit en présence de ces impressionnantes points d'interrogation.

La thérapeutique en laquelle se résume trop souvent, pour le public, le rôle du médecin, nous fournit d'intéressantes constatations à la fois sur les effets cherchés et obtenus à l'égard des symptômes grippaux purs et de leurs complications et sur la variabilité des interprétations de ces résultats. La lecture des journaux et des revues de médecine offre à ce point de vue là un intérêt

bien curieux, car diverses doctrines, sans se heurter positivement, se sont trouvées en présence, les unes engageant à favoriser plus particulièrement la nature dans la lutte à soutenir, stimulant la résistance, facilitant le travail des émonctoires, activant la leucocytose, évitant toute fatigue et tout risque de réaction surajoutée, les autres s'adressant à des médicaments dont on escompte une action spéciale soit sur les centres nerveux, soit sur les sécrétions internes de diverses glandes, soit sur le sang, sur les nerfs vasomoteurs, dont on attend enfin un effet sur l'élévation thermique et une intervention microbicide et désinfectante. Cette dernière doctrine, basée sur l'action de substances synthétiques sur divers organes, est l'une des expressions du « dogme » du produit chimique qui domine la thérapeutique médicale depuis près d'un demi-siècle. L'épidémie de grippe de 1889 a fourni le premier exemple généralisé de cette nouvelle orientation par l'application et l'utilisation de l'antipyrine qui venait d'être découverte. C'est de là que date la vogue croissante que les fabriques de couleurs d'Allemagne surent imprimer, dans le mouvement médical, aux sous-produits de leur département thérapeutique. Il faudrait dix volumes de la *Bibliothèque universelle* pour étudier dans quelle mesure le produit chimique à destination pharmaceutique a influencé l'esprit médical et entraîné celui-ci hors des limites du bon sens, pour établir de quelle manière et pour quel motif ces produits se sont trouvés sur le marché, quelle fut leur disparition après une carrière fugitive et enfin l'inutilité de leur adjonction à la liste si considérable des médications déjà inutiles. Inutiles, entendons-nous, pas pour les actionnaires des fabriques, car c'est par centaines et par milliers que ces

produits ont été lancés, tous parfaits, tous spécifiques, tous bien présentés et alternant avec quelque médicament opothérapique ou quelque ferment soi-disant actif, mais momentanément stabilisé. Il vaut la peine de rappeler les manœuvres si extraordinaires de réclame, de persuasion, de pression à l'aide desquelles les Allemands ont imposé aux esprits les plus avertis ces substances secondaires de leurs industries chimiques et l'ampleur des moyens employés pour lancer de sensationnelles découvertes. C'est bien le moment de relire ce qu'écrivait là-dessus avec sa verve habituelle et son sens critique le professeur Bourget, qui n'avait pas attendu la sanction des temps pour qualifier avec précision ces écarts de l'esprit scientifique.

Où se souvient des espoirs fondés sur les tuberculines, l'éclat donné dans des congrès variés à ces découvertes qui devaient enayer définitivement la propagation de la tuberculose et guérir les malades et dont le bilan n'a jamais été fait. Le salvarsan, avec quel luxe de moyens en a-t-on assuré la vente et l'emploi ! Ce sont des dizaines de millions qui sont entrés en Allemagne en échange de ce produit arsenical avant qu'on se fût convaincu qu'il fallait le remplacer par un produit moins toxique. Et le néo-salvarsan, qui a fourni à notre état major l'occasion d'exprimer un dernier sentiment de sympathie atténuée en recevant (ô propagande !) pour nos soldats un certain nombre de doses de ce médicament dont il semble que la plupart de ceux qui l'ont employé dans la grippe ont reconnu promptement l'inefficacité !

Et les vaccins ! L'idée d'une maladie infectieuse évoque celle d'un vaccin ou d'un sérum. La rapidité d'invasion du virus grippal n'a permis aux laboratoires de faire que

tardivement figure dans les procédés thérapeutiques. Nous sommes dotés maintenant d'un vaccin qu'on nous annonce avec quelques réserves sur son emploi et son efficacité. C'est de l'Institut sérothérapique de Berne qu'il nous arrive. Le prospectus se réfère de l'Institut Pasteur de Paris et de l'Institut Wright de Londres. Plus de références allemandes, plus de collaboration allemande ; on s'en passe ! Quelle désinvolture, et quelle souplesse dans le rétablissement !

Combien d'autres points restent obscurs, et cependant il semble que de nouvelles éclaircies apparaissent. Un de nos confrères, dans la *Revue médicale de la Suisse romande*, a proposé carrément de reviser toutes les notions qu'on possédait sur la grippe avant cette pandémie. Notions sur l'étiologie et sur l'épidémiologie. Il a fort adroitement condensé les faits qui justifient cette revision. Revision ! Revision ! Tout se revise en ce moment, les questions scientifiques y passent aussi ; dans les arts on appelle cela faire sauter les cadres. »

Et qui va nous analyser les conditions de réceptivité individuelle, nous dire pourquoi l'épidémie éclôt à tel moment, quelles relations on peut établir entre cette apparition et les conditions climatiques, l'état physique de l'atmosphère respirable ? Les physiciens ont souvent attiré l'attention des biologistes sur ces conditions physiques du milieu où évolue la vie de notre globe. Qu'en est-il de ces observations en commun ? Et ces vagues de virulence qu'on observe dans les différentes catégories de germes infectieux, qui va nous en déterminer les lois et en établir la causalité ? N'oublions pas que les astrologues prédisaient des épidémies par la conjonction des astres. Maintenant que nous sommes tournés vers l'inf-

niment petit, nous donnera-t-on une pâture plus savoureuse pour l'esprit? Pour le moment, pratiquons mes frères, réservons-nous et disons comme Stendhal : « Je ne blâme ni n'approuve, j'observe. »

L'évolution du traitement des blessures de guerre en France.

C'est le titre d'un ouvrage très suggestif, judicieusement compris et fort bien écrit par le D^r A. Robert, chirurgien à l'hôpital temporaire du Panthéon, et dont on peut dire qu'il est comme le bilan résumé de la chirurgie de cette guerre, où se sont accumulées pour le praticien les conditions les plus variées d'observation et d'expérimentation.

Examinant les notions qui, au début des hostilités, servaient d'indication au traitement des blessures, le D^r Robert met en relief les surprises qu'occasionnèrent les dégâts anatomiques causés par les projectiles d'artillerie et les complications infectieuses auxquelles on ne s'attendait pas. En face de l'infection et de la mortification des tissus, successivement des méthodes thérapeutiques s'établirent pour agir soit par la technique opératoire, soit par une action bactéricide locale. La première qui prit corps après les hésitations des premiers mois fut celle de la chirurgie préventive de l'infection inaugurant l'ère des débridements, de la mise à découvert des trajets des projectiles, le tout associé à l'emploi un peu désordonné parfois de solutions antiseptiques pour obtenir la stérilisation des plaies.

C'est à ce moment qu'un progrès important s'accomplit; parallèlement avec le perfectionnement des installations sanitaires, l'accélération des transports, la meil-

leure utilisation des compétences chirurgicales et la possibilité d'interventions plus rapides en arrière de la ligne de feu, le contrôle bactériologique des plaies permet de fournir une base sûre à l'étude de la marche des guérisons et des cicatrisations. Carrel, placé dans des conditions exceptionnelles de travail, apporte grâce à de méthodiques recherches un appoint précieux à ce facteur si important pour l'évolution des plaies récentes.

Malgré cela il persiste encore un nombre trop élevé de cas infectés ; certaines plaies présentent une trop forte proportion de tissus mortifiés qui en retardent la réparation, et dont l'élimination spontanée, par le temps qu'elle exige, épuise les forces du patient. On élargit ces indications pour exciser d'emblée ces parties mortifiées et avec le bistouri, conduit dans les tissus sains, on cherche à éloigner tout ce qui peut compromettre ou retarder la réparation anatomique. C'est la chirurgie à ciel ouvert dans toute son acception. Du reste, on intervient de plus en plus vite après la blessure, des postes de secours avec un matériel opératoire complet sont installés de manière à recevoir le blessé une heure, deux heures après la blessure. A l'arrière, la suite du traitement est assurée dans les mêmes conditions, les antiseptiques sont peu à peu délaissés, les plaies sont mises à l'air et au soleil et comme le dit le Dr Robert : « C'est toujours un étonnement de voir comme une plaie cliniquement aseptique, malgré une très grande étendue, se répare facilement et rapidement. »

Au milieu des considérations techniques, des choses frappent, qu'il ne faut jamais oublier dans cette revue des événements chirurgicaux de guerre ; ce sont les qualités individuelles du chirurgien lui-même et, quelles que

soient la conception de sa thérapeutique et sa façon de l'appliquer, les résultats qu'il obtient. Aussi le D^r Robert précise-t-il avec raison que la pierre de touche est la complication redoutable que présentent ou ne présentent pas les blessés, la gangrène gazeuse. A de nombreux exemples il en ajoute un typique : tel hôpital de l'avant où la gangrène gazeuse était inconnue vit, après une simple mutation entre deux chirurgiens réputés, des centaines d'infections à gaz.

Peu à peu, en présence d'une plaie évoluant bien, mais lentement, l'idée vient de tenter d'en accélérer la cicatrisation et de réduire l'importance de la cicatrice par la *suture secondaire*, après s'être assuré de l'absence de microbes. Les succès obtenus ainsi engagent les chirurgiens de l'avant, bien stylés par cette pratique et entraînés par les interventions précoces, à entreprendre la *suture primitive* des plaies après exérèse de tous les tissus contus et extraction de tout corps étranger. Cette opération, assez longue et délicate, suppose une technique parfaite et une surveillance assidue de la plaie durant les heures qui suivent la suture, mais fournit des résultats brillants à ceux qui l'emploient en pleine connaissance de cause.

Et ainsi se termine le cycle qui a débuté par des conceptions officielles erronées basées sur la bénignité relative des blessures de guerre et qui se termine par une conception nouvelle permettant d'obtenir une guérison plus rapide en refusant au microbe toute chance de développement, en lui enlevant en un mot tout terrain propice.

L'auteur abordant ensuite les questions qui intéressent plus particulièrement certains organes, le crâne, la poitrine, l'abdomen, les articulations, démontre égale-

ment, en application de ces principes généraux, comment le perfectionnement du manuel opératoire permit des interventions plus précoces, plus hardies, plus complètes.

Rendant hommage à l'ensemble des chirurgiens qui ont ainsi, par un travail incessant, établi cette thérapeutique des plaies de guerre, le D^r Robert conclut en résumant les étapes de ce chemin parcouru, soit au milieu du remous des offensives, soit pendant les périodes d'accalmie. Ceux d'entre nous qui ont assisté à cette évolution, qui ont abordé en leur temps ces problèmes souvent angoissants, joindront à cet hommage leur témoignage d'admiration pour la science française et pour ceux qui en ont avivé l'éclat et affirmé l'incomparable vitalité.

La tuberculose dans l'armée¹.

La grippe s'éloigne avec son masque, la chirurgie de guerre avec son couteau, la tuberculose demeure. Dans les armées, elle a trouvé des occasions propices pour regagner sournoisement une partie du terrain qu'à force de lutte on lui avait enlevé. En Suisse comme ailleurs, pulmonaire ou chirurgicale, la tuberculose a frappé les soldats et nécessité des mesures d'ordre militaire et d'ordre social. Mais là au moins il existait, sinon une préparation, du moins des éléments de premier ordre, et pour nos malades les cliniques de Rollier n'ont eu qu'à ouvrir leurs portes pour qu'ils se trouvent soignés dans les conditions les meilleures et avec le maximum de garanties. Qui ne connaît l'œuvre de Rollier? et surtout la méthode logique et patiente avec laquelle il a dressé son plan de campagne contre les tuberculeux

¹ A. Rollier, *La tuberculose dans l'armée*. — Leysin, Librairie des Frères. 1 fr. 50. Se vend au profit des colonies militaires suisses maraîchères et agricoles.

externes ? Tout d'abord rester près, très près de la nature ; le repos dans des attitudes physiologiques, le minimum d'appareils et aucun qui torture ou enferme une partie du corps ; le maximum d'aération et le soleil, le soleil surtout avec ses radiations dont l'activité est décuplée par l'altitude. Et avec cela la bonne humeur qu'entretient un personnel dévoué et que sa tâche intéresse.

Pour les soldats, que de dures circonstances avaient arrachés à leur milieu, il fallait en plus le travail pour combattre l'ennui et la crise morale que subit le patient qu'à devant lui la perspective de longs mois de traitement. Des ateliers furent installés à Leysin à côté des cliniques et la cure de travail fut entreprise comme corollaire de la cure d'altitude et comme pendant de l'Ecole au soleil si fructueuse en résultats.

Mais le D^r Rollier veut mieux encore. Dans son excellente brochure sur *La tuberculose et l'armée*, il demande que les expériences faites soient utilisées. Dans les commissions sanitaires de recrutement il demande qu'on puisse exercer une action plus directe de dépistage de la tuberculose et qu'à l'école de recrues on fasse au large emploi des exercices physiques, au grand air et au soleil, le torse nu et qu'on entraîne nos jeunes gens d'une façon rationnelle.

Enfin, à l'égard des convalescents, de ceux dont les lésions sont cicatrisées mais qu'un événement fortuit peut exposer à une récurrence, de ceux qui, après avoir remis leur corps en équilibre physiologique par le contact des éléments vivifiants de la montagne et de l'air pur, se retrouvent dans la nécessité de reprendre leur métier, il faut prendre des mesures judicieuses. Il faut harmoniser le travail professionnel rémunérateur et régulier avec le souci de préserver le tuberculeux guéri des

influences qui peuvent compromettre la marche ultérieure de sa santé. Il faut éviter le retour aux ateliers encombrés, aux bureaux mal éclairés et mal aérés, aux usines, aux fabriques. Et pour cela, avec sa compréhension des exigences médicales et des ressources sociales, Rollier propose, et passant comme toujours de l'idée à l'action, crée les Colonies agricoles où, dans des conditions favorables, il donne à la terre des bras utiles, et rend au travail des hommes qui ne risquent pas de retomber à nouveau à la charge de la communauté. Cette création doit être féconde, elle doit être encouragée; aux autorités, au public, à ceux qu'intéressent une belle œuvre et une idée généreuse d'apporter la collaboration financière qui en permettra l'épanouissement si désirable pour tous.

D^r P. REINBOLD.

LETTRES INÉDITES

DE

STANISLAS-AUGUSTE PONIATOWSKI

sur la Pologne et son premier partage.

SECONDE PARTIE¹

On a vu mentionner un Conseil du Sénat. C'était une sorte de Chambre haute dont les membres étaient désignés par le roi et que celui-ci réunissait trois mois avant la Diète ou Chambre des nonces pour décider et organiser les élections des membres de cette dernière et discuter l'ordre du jour qui lui serait soumis. La Russie, la Prusse et l'Autriche décidèrent de faire ratifier le plus tôt possible le traité de partage qu'elles avaient conclu entre elles le 7 août 1772. L'ambassadeur de Russie, Stackelberg, insista donc en faveur d'une prompte réunion du Sénat. Stanislas-Auguste retarda autant que possible et sous divers prétextes cette convocation, dans l'espoir que quelque incident favorable surviendrait et que le comte Branicki pourrait obtenir de la France une atténuation quelconque des maux qui menaçaient la Pologne. Le Sénat fut enfin convoqué pour le 1^{er} mars 1773. Lorsque l'insuccès de Branicki fut certain et que les gou-

¹ Pour la première partie, voir la livraison de janvier.

vernements des pays neutres eurent complètement abandonné la Pologne à la bienveillance de ses voisins, Stanislas-Auguste se décida à plier devant les menaces des puissances copartageantes et à convoquer le Sénat pour le 8 février 1773. « Si le roi de Pologne veut paraître grand homme, disait alors le prince de Rohan, ambassadeur de France à Vienne, il périra aux pieds de son trône en défendant ses droits. S'il veut l'être, il sacrifiera une partie pour sauver le tout. » Stanislas-Auguste préféra la seconde manière.

Voici maintenant la suite de la correspondance :

Du roi de Pologne au comte Branicki.

« Varsovie, le 23 décembre 1772.

» Mon cher Branicki.

» Je vous écris aujourd'hui sans en avoir des sujets bien intéressants, mais simplement pour ne pas vous laisser longtemps sans vous donner de mes nouvelles.

» Stackelberg a été chez moi, avant-hier. Dans l'entretien que j'ai eu avec lui, il a eu quelques particularités qui tiennent aux affaires générales et dont il convient que vous soyez instruit.

» 1. Il m'a dit que, malgré les bruits contraires, il était très vrai que Vienne et Berlin s'en étaient absolument remis à la Russie pour les affaires de Pologne.

» 2. Que je serais assuré que sa cour nous voulait réellement faire du bien dès le moment où je me serais ouvert à M. de Panin et que je lui aurais promis mon consentement au démembrement.

» 3. Que l'effet du bien que l'on ferait à la Pologne serait de la tirer de l'anarchie et de lui donner plus de consistance. Il évita jusqu'au bout de me donner plus de détails sur ce point.

» 4. En preuve du zèle avec lequel il s'occupe de mes intérêts, il me dit qu'il avait mandé à sa cour que vos instructions portaient de ne rien proposer en France que conditionnellement à l'agrément de la Russie.

« Voilà l'essentiel de cet entretien; voici maintenant les circonstances nouvelles.

Les affaires traitées à Bukarest¹ avancent lentement et il n'y a aucune apparence qu'elles touchent de longtemps à leur fin.

« Le roi de Prusse s'est saisi du territoire de Thorn jusqu'à une demi-lieue de son enceinte. L'homme qu'il a envoyé à Dantzig pour traiter avec le magistrat a demandé à celui-ci qu'il se désistât des droits qu'il lève sur le port. Il lui a encore annoncé bien d'autres propositions de ce genre, mais qu'il n'a pas encore expliquées. La réponse du magistrat doit être négative.

« Il vous faut, mon cher Branicki, songer très sérieusement à votre retour et ne pas le différer d'un instant sans nécessité. Il me paraît que vous devez prendre la même route que vous avez tenue, toujours avec les mêmes précautions.

« Demandez avec fermeté la réponse du roi de France à mes deux lettres; il m'importe qu'elles me soient données pour servir de monument à mes démarches et à leur inutilité.

« Ne citez point les propos du prince de Rohan à l'empereur, qui vous ont été mandés dans la lettre de Glayre du 16²; mais tirez-en pour votre compte les inductions qui vous conduiront à apprécier ce qui vous sera dit ou insinué par le duc.

« Adieu, mon ami, je vous embrasse de bien bon cœur. »

De général de Rieule à M. Glayre.

« Paris, le 4 janvier 1773.

« J'ai eu une conversation avec Monet. En voici la fin.

« — Vous voyez, lui ai-je dit, que je désire savoir si la France voudra, à la prochaine Diète, s'intéresser au sort de la Pologne ou si elle l'abandonnera à la discrétion des trois cours.

« — Ce point-là est tout à fait inutile à traiter, m'a-t-il répondu; soyez sûr qu'on ne veut ici se mêler de rien et qu'on ne le peut pas même avec dignité.

¹ Le Congrès de Bukarest avait succédé à celui de Fockachan pour la conclusion de la paix entre la Russie et la Turquie.

² Ce sont les paroles du prince de Rohan citées plus haut.

« — Vous croyez donc qu'on ne nous enverra point de ministres ?

« — J'en suis très certain.

« — Vous disiez fort bien alors qu'il serait inutile de revenir sur un parti, pris, à ce qu'il me semble, depuis longtemps, et dont il me paraît que vous avez de bonnes raisons de ne pas douter.

« — Oui, monsieur, j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, le roi de Pologne ne doit songer qu'à lui et ne plus nous consulter. S'il a quelque adoucissement ou quelque dédommagement à espérer pour prix des sacrifices qu'on lui demande, c'est uniquement des trois cours qu'il doit les attendre. »

Du roi de Pologne au comte Branicki.

« Varsovie, le 6 janvier 1773.

« Mon cher Branicki,

« Vous aurez déjà reçu quelqu'une de mes lettres dans lesquelles je vous faisais pressentir les inconvénients que je vois à la prolongation de votre séjour en France au delà du terme le plus court possible pour l'objet de votre mission, et mon désir est que vous l'abrégiez le plus qu'il se pourra. J'insiste aujourd'hui de la manière la plus expressive sur votre retour, et si cette lettre vous trouve encore à Paris, je vous enjoins de partir le lendemain de sa réception. Ces gens-là nous jouent l'un et l'autre et nous exposent au mécontentement et à l'aigreur des trois cours sans aucun avantage qui les balance. J'aurais désiré que vous fussiez le porteur de la réponse du roi de France à mes lettres ; cependant, si cela même prolongeait votre séjour, partez sans elles. Que la poursuite des subsides ne vous arrête pas. Je voudrais même, dans ce moment, que vous ne les ayez pas demandés. Adieu, mon ami, j'embrasse Rieule. »

De roi au général de Monet.

« Varsovie, 6 janvier 1773.

« ...J'ai avis de la Cour de Pétersbourg de l'effet des ordres donnés à M. Durand par M. le duc d'Alguillon. Je vous charge expressément de l'en remercier et de l'assurer que, dès ce moment, je m'ouvrai à M. Durand avec la confiance que m'inspirent ses talents distingués et les dispositions qu'il a manifestées à mon égard. C'est par Mokronowski ¹ que je lui ferai parvenir les notes nécessaires à la combinaison des vues respectives.

« M. le duc d'Alguillon a vu, dites-vous, avec surprise et mécontentement que le comte Branicki soit allé à Versailles sans aucun plan d'opération déjà rédigé. Tout plan a nécessairement deux parties : le but et les moyens. Le comte Branicki a été chargé d'annoncer à M. le duc d'Alguillon que je fais et veux faire de bonne foi tout ce qui est humainement possible pour empêcher le démembrement de la Pologne. Quant à mes moyens, le comte Branicki a dû donner une idée exacte de ma situation et de celle de la Pologne, de ses ressources, et en faire sentir l'insuffisance. Il est allé demander à la Cour de France comme à une Cour amie et puissante le supplément à cette insuffisance. Elle m'avait conseillé par vous de résister aux demandes des trois Cours, mais sans explications sur le temps et la manière de me secourir. Cependant le moment approchait de prendre un parti. Le comte Branicki a été chargé de prendre des informations à ce sujet et ce ne devait être que d'après elles que je pouvais avec sagesse former un plan de résistance calculé sur des moyens connus et certains.

« J'ai ordonné au comte Branicki, en cas que la France elle-même reconnût l'impossibilité d'empêcher le mal dans son

¹ On a déjà dit que le comte Mokronowski était un grand ami de la France, en même temps qu'un bon patriote polonais. Le roi lui accordait une certaine confiance et l'occupait souvent, bien qu'il ait été soupçonné d'avoir des sympathies pour les Coalisés.

entier, de proposer les articles qui pourraient servir de dédommagement au reste de la Pologne, de les discuter avec M. le duc d'Aiguillon et de demander l'aveu de la France sur mes idées et ses bons offices pour les obtenir des Cours qui nous donnent la loi. Ces deux objets réunis m'ont paru d'une assez grande importance pour justifier l'envoi d'une personne affidée que j'ai adressée non sous le titre d'un négociateur, mais comme un homme honnête, plein de zèle et de bonne volonté. Il est allé à Paris pour y lier les parties d'un plan, pour unir ce que je veux et je puis à ce que la France voudra et pourra. Le sentiment des difficultés à vaincre pour aller au but, celui des dangers auxquels la puissance protectrice déclarée de nos droits s'exposerait, m'a rendu timide à propos. J'ai fait connaître ma disposition à entrer avec zèle et à tout risque dans tout plan formé en notre faveur et je n'ai pas osé aller au delà.

» L'événement du jour est le départ des troupes russes de Varsovie et des environs et leur retour en Russie. J'ai demandé à Stackelberg si les Prussiens prendraient leur place. Il m'a répondu : « Je ne crois pas, et j'espère que la prudence de S. M. » préviendra la nécessité de leur présence, quoique je sache » qu'ils ont grande envie d'y venir. » Il paraît que ma réponse à leur déclaration du 4 décembre a produit quelque changement dans leurs projets de rigueur et qu'ils ne jugent plus la violence comme moyen unique d'aller à leurs fins. »

Du roi au général de Monet.

« Varsovie, 13 janvier 1773.

» Les Cours de Vienne et de Berlin ménagent à l'envi la Russie, marquant incessamment une déférence sans bornes à ce qu'elle désire ici. Le prince de Kaunitz a dit en propres termes : « La Russie est à la tête des affaires de Pologne, et tout s'y fera » comme elle le voudra. » Vous comprenez aisément qu'étant ainsi la maîtresse avouée, par ses alliés, des conditions du retour des Confédérés, elle ne se désistera pas facilement des clauses

qui lui sont personnelles et qu'elle crût intéresser sa dignité.

« Je suis réellement affligé de ce que le comte Branicki n'a pas su gagner les bontés de M. le duc d'Aiguillon. Je n'avais jamais annoncé en lui un négociateur, mais un homme droit, plein de sèle et de bonne volonté. Je me flattais que les dispositions favorables où M. le duc d'Aiguillon était à mon égard lui feraient toujours voir avec indulgence ce qui pourrait se trouver de défectueux dans la personne que je lui envoyais.

« Je regrette beaucoup que le général de Rieule ait été mis hors d'état d'employer pour moi le bon esprit et le sèle que je lui reconnais. Vous pouvez bien être assuré que ce n'a point été un chiffreur ni un déchiffreur que j'ai cru avoir donné au comte Branicki.

« On me mande de Pétersbourg que les trois Cours sont à la veille de me faire déclarer qu'elles veulent une Diète pour le mois de février, à défaut de quoi elles partageront le reste de la Pologne et que le Grand Conseil du Sénat étant une formalité qu'elles jugent superflue, elles le feront supprimer. Cette nouvelle me paraît, à plusieurs égards, manquer de vraisemblance; cependant il est possible que l'idée d'un pareil procédé soit venue et qu'on s'y arrête quelque temps. »

Du comte Branicki au roi.

« Paris, le... janvier 1773.

« J'ai reçu la lettre de V. M. du 6 janvier, dans laquelle je vois avec peine qu'elle ne m'accuse la réception d'aucune des miennes.

« Les ordres de V. M. pour mon départ seraient exécutés si j'en avais la possibilité; je relève d'une maladie dangereuse; ma convalescence est lente. Il est de toute impossibilité que j'entreprenne ce voyage dans cette saison; mon médecin même m'ordonne les eaux. Ce ne sont pas des faux-foyants, mais l'exacte vérité. Ma vie vous est dévouée; je l'ai prouvé à V. M. plus

d'une fois, mais je ne puis risquer ma santé ; je veux la conserver pour pouvoir vous servir ¹.

« Quant aux affaires, j'aurai une occasion par laquelle j'expliquerai tout avec la plus grande exactitude². Si je ne le fais pas par ce courrier, c'est que toutes les lettres que je reçois sont décachetées et sans doute les miennes aussi.

» Je ne sais pourquoi V. M. me marque qu'on nous joue l'un et l'autre d'espérances illusoires. Jusqu'à présent je ne vois que de la bonne foi ; on travaille et on fait agir tous les ressorts dans toutes les cours. La bonne volonté s'y trouve, mais on en est encore aux moyens et pour savoir de quoi causer, il faut attendre des réponses et des courriers³. Les cours intéressées se règlent davantage pour leur conduite sur votre attitude à Varsovie que sur mon séjour ici. Votre complaisance d'avancer le Conseil du Sénat a été vue ici d'un œil de défiance. J'ai expliqué que cela ne voulait rien dire, le Conseil du Sénat ne pouvant rien décider et la Diète ne pouvant être réunie que trois mois plus tard, soit en juin. Cette explication a détruit toute la défiance qu'on pouvait avoir à cet égard.

» J'ai détruit les préventions que les Confédérés avaient répandues sur V. M. Ils sont tombés à plat comme une mauvaise pièce. Wielhorski a présenté un mémoire à M. le duc d'Aiguillon, le plus insensé et le plus ridicule, qui les a achevés. M. le duc leur a dit qu'il ne voulait ni entendre parler d'eux ni de leurs affaires.

» Il est bon, Sire, de vous dire que je suis à Paris depuis six

¹ Branicki était en effet tombé malade à son arrivée à Paris. M^{me} Geoffrin écrivait au roi le 28 octobre : « M. Branicki vient d'être assez malade ; il a été saigné plusieurs fois. Il est bien à présent... mais il ne quitte point encore son lit. »

² C'est le général de Rieule qui était chargé de rentrer à Varsovie et de renseigner exactement le roi sur tout ce qui s'était fait à Paris. Branicki resta en France et en Angleterre pendant plusieurs mois encore.

On voit que Branicki était sur ce point en complet désaccord avec le roi et même avec le général de Rieule, et qu'il se laissait facilement circonvenir par les paroles amicales qu'on lui prodiguait en France.

semaines dont j'ai passé quatre dans mon lit. Or, dans quinze jours on ne peut rien conclure ni savoir positivement. Je me comporterai en tout suivant les ordres ultérieurs de V. M. excepté pour mon départ qui ne peut avoir lieu. »

De roi au général de Monet

« Varnovle, le 17 février 1773.

« ...J'aurais beaucoup souhaité que la santé de M. Branicki lui eût permis de quitter Paris au moment où je le lui ordonnais, mais puisqu'elle demande des soins et des délais, je n'ai que des regrets à donner à ce contre-temps.

« Vous avez parlé à M. le duc d'Anguillon de mon instance à recevoir réponse du roi de France à mes insinuations d'une manière qui à mon approbation, puisque cette réponse vous a été promise. Elle ne tardera pas, apparemment, à me parvenir.

« En conséquence de la note ministérielle faisant réponse aux déclarations des trois Cours du 4 décembre, le Conseil du Sénat s'est assemblé le 8 février et ses séances ont duré jusqu'au 15. La nouvelle déclaration uniforme des trois Cours, en date du 2 février, a été la loi au Sénat et à moi en termes aussi durs que possible pour l'époque de la Diète qui est par là fixée au 19 avril.

« Je vous envoie l'article du Conseil du Sénat qui regarde les auteurs du régicide et de l'interrègne. Il est le résultat des opinions presque unanimes de tout le corps. Vous y remarquerez :

« 1. Qu'il laisse à tous les Confédérés l'intervalle d'ici à la Diète pour sortir de la ligue qui a publié l'interrègne et qu'il ne porte que contre mes ennemis opiniâtres,

« 2. Que la procédure prescrite et assurément bien douce était due à l'ordre, à la dignité de ma place, à celle de la République outragée dans la personne de son chef,

« 3. Que les difficultés et les délais des Confédérés sur les démarches à faire par eux sous la médiation de la France ont nécessairement dû arrêter ma bonne volonté et amener de la

part du gouvernement quelques motifs qui fassent pressentir aux Confédérés les dangers de leur obstination ultérieure. »

Du roi au comte Branicki.

« Varsovie, le 10 mars 1773.

» Votre sœur vous mande avec tous ses détails la fâcheuse nouvelle du séquestre de vos biens par la cour de Vienne¹. Le motif de ce séquestre est apparemment la prolongation de votre séjour à Paris au delà du terme que je vous avais d'abord assigné, l'opinion que vous y cherchez des oppositions aux vues d'une Cour qui s'attribue déjà les droits de souveraineté sur le pays où vos biens sont situés, et quelques rapports désavantageux faits sur votre compte par M. de Mercy². Il faut que vous détruissiez le mal par sa cause. Puisqu'il vient de votre séjour à Paris, il faut quitter cette ville et cela sans délai. J'ai fait dans cette circonstance ce que votre attachement éprouvé pouvait attendre de moi. J'ai parlé au baron Rewitzki³, je lui ai marqué une vive sensibilité au procédé de sa Cour en le priant de l'y faire connaître. Je lui ai dit que je vous donnais aujourd'hui l'ordre exprès de sortir de Paris et c'est à cette condition qu'il m'a promis de faire des représentations en votre faveur. Si votre santé demande réellement que vous preniez les eaux, passez en Hollande ou quelque autre part pour en attendre la saison ; mais avant que de partir, faites part à M. le duc d'Aiguillon de la circonstance qui vous éloigne ; priez-le de faire dire un mot à Vienne pour vous ; faites auprès de M. de Mercy les démarches que la politesse et le besoin de votre situation exigent. Il est possible que la seule négligence de quelque attention personnelle pour lui ait aigri ses rapports et décidé le séquestre ; réparez cette faute si vous l'avez commise.

¹ Le comte Branicki possédait des terres dans la partie de la Galicie que l'Autriche avait déjà occupée.

² Le comte de Mercy-Argenteau (1722-1794) était ambassadeur d'Autriche auprès du roi de France.

³ Rewitzki représentait l'Autriche auprès de Stanislas-Auguste.

« Adieu, mon cher Branicki, pensez mûrement tout ce vous ferez et dites : obéissez ponctuellement à mes ordres et, sur les détails, consultez la prudence et faites faire également et la sensibilité qui murmure contre l'oppression et le ton de la fierté républicaine qui brave l'oppresser. »

De vos au général de Moul.

« Varsovie, 13 mars 1773.

« Je vous charge de demander à M. le duc d'Algoillon qu'il ne se refuse pas de s'intéresser auprès de la Cour de Vienne en faveur du comte Branicki au sujet du séquestre de ses biens. Il en est affreux de voir le zèle et la fidélité de ceux qui me servent devenir pour eux des sources de malheur et de ruine.

« Les troupes prussiennes et autrichiennes s'étendent continuellement. M. Benoit¹ proteste que l'occupation de nos provinces au delà des termes de la convention se fait à l'insu et contre le gré de son maître. Mais vous sentez combien ce propos est absurde. Les troupes autrichiennes ont, à la vérité, quitté Cracovie, mais elles continuent à s'en approprier les revenus à mon préjudice. »

Maurice Glayre au comte Branicki.

« Varsovie, 26 avril 1773.

« J'ai reçu, mon cher Comte, votre lettre du 22 mars et remis à S. M. votre dépêche de la même date.

« Avant-hier, samedi, 24 du courant, S. M. a signé le diplôme de général de camp pour vous et de général d'artillerie pour votre neveu Karwuski². Je ne puis vous laisser ignorer que le

¹ Ministre du roi de Prusse en Pologne.

² Il s'agit du fils de Wenceslas Karwuski, qui avait été emprisonné en 1767 par ordre de Kopein à cause de sa conduite patriotique. « Cet enfant est aimable, brave et spirituel, disait M^{re} Geoffrin en 1767, mais ses parents ont eu tort de lui donner pour gouverneur un moine faible. » Le nom de Karwuski reviendra plusieurs fois dans la suite.

Grand Chambellan¹ n'avait point tellement renoncé à l'emporter sur vous qu'il n'ait été mortellement affecté de votre triomphe.

» Il me paraît, mon cher Comte, que vous ne pouvez pas tarder de vous rendre à Varsovie. Le roi l'exige, excepté dans le cas où les eaux vous seraient nécessaires. Mais je vous donne cet avis parce que je juge qu'il n'est pas séant, après ce que le roi a fait pour vous, de faire des voyages de plaisir et sans utilité pour son service, tandis qu'il est dans la peine et que le Grand Chambellan et ceux qui étaient pour lui ne manqueront pas de relever cette légèreté dans le sentiment qui vous attache à sa personne. D'ailleurs, vous ne pouvez plus compter sur aucun secours d'argent d'ici et vivre d'emprunts est un mauvais métier. Vous devez penser désormais en homme dont l'état et la fortune fixée demandent que vous mettiez incessamment ordre dans vos affaires. Pardonnez-moi, mon cher Comte, ces réflexions. Je ne suis pas de vos amis à la manière du duc de Chartres ; je le suis à la mienne. D'ailleurs quelques lignes de morale, pourvu qu'elles ne soient pas en chiffres, ne doivent pas vous fatiguer².

» Dès le 24 du courant, le roi, le Sénat et les nonces sont confédérés³. Les Gazettes ne manqueront pas de parler amplement de ce qui s'est passé depuis le 19 jusqu'à ce jour.

» Voici en deux mots ce qui en est.

» La plupart des nonces, trois évêques, quelques sénateurs et les deux chanceliers de la Couronne avaient dès la veille de la

¹ Michel Poniatowski.

² Le lecteur qui a suivi les différentes phases de la mission du comte Branicki approuvera la sévérité de M. Glayre et les conseils qu'il donnait à son correspondant. Branicki avait agi avec quelque légèreté et d'autre part ne tenait guère à quitter si tôt Paris, où, en compagnie du duc de Chartres, il s'était lancé dans le tourbillon des plaisirs.

³ Lorsqu'une Diète était confédérée, elle délibérait suivant le système de la majorité. Les puissances copartageantes avaient imposé cette forme pour arriver plus facilement à faire adopter le traité de partage.

Dietz signé la Confédération et nommé Poninski² pour son maréchal,...

« Vous en recevrez le journal et je crois pouvoir me dispenser de le transcrire ici. Mais ce dont je dois vous informer avec précision, c'est des raisons qui ont porté S. M. à accorder la Confédération.

« Les trois puissances ont des troupes tout autour et jusque dans les faubourgs de Varsovie. Elles ont fait déclarer solennellement au roi par leurs ministres que s'il n'accordait pas la Confédération, elles feraient entrer dans la capitale jusqu'à 50 000 hommes qui y mettraient tout à feu et à sang. Il est plus aisé de conseiller de lui la négative dans un cas pareil que d'en risquer les inconvénients sur les lieux.

« Poninski est revêtu d'une dictature complète. Le roi l'a fortement exhorté à rendre son rôle moins odieux dans le fait qu'il ne l'est déjà pas par sa nature et il a promis d'y mettre tous ses soins.

« La prérogative royale est en danger dans les nouveautés projetées, le roi paraît résolu de la soutenir. Mais pour mettre la preuve d'amitié qu'il vous réservait à l'abri des événements, il s'est hâté de vous donner le petit bâton. Cette promotion n'a fait que des mécontents, mais celle de votre neveu a beaucoup de censeurs et je crains qu'elle n'ajoute plus d'ardeur à l'exécution du projet contre la prérogative royale. »

Du roi au comte Branicki.

« Varsovie, le 26 avril 1773.

« Mon ami, je réponds à votre lettre du 9 avril que j'ai reçue hier au soir. Les lettres de votre sieur et de Clayre vous mettent amplement au fait de tout. Je ne répète point leur contenu : je me borne à vous dire que vous êtes Général de camp de la Couronne à la place de Rzewuski à qui j'ai donné le grand

² Poninski était le candidat des trois cours. Il en exécuta facilement les ordres. Voir sur sa conduite la lettre du 20 mai 1773.

bâton et que votre neveu est général d'artillerie de Lithuanie.... Je suis à la dernière extrémité. Arrangez-vous pour revenir dès que vous aurez pris les eaux, car je n'aurai absolument plus de moyens de vous soutenir.

» Quittez Paris au plus tôt. Je crains beaucoup que votre retour d'Angleterre à Paris ne donne de nouveaux prétextes contre vous et moi à Vienne.

» Rewitzki m'a dit il y a dix jours que, eu égard à mes vives instances, Sa Cour a résolu que dès votre retour ici la moitié du revenu de vos starosties¹ vous serait rendue et par là votre sort rendu égal à celui de tous les autres starostes du lot autrichien, mais avec cette différence que les autres starostes possèdent eux-mêmes leurs starosties et sont seulement obligés de payer une double quarte à la Cour impériale, tandis que celle-ci veut elle-même administrer vos domaines et vous donner la moitié du revenu. Sur mes instances, Rewitzki m'a promis de demander la suppression de cette dernière clause, mais toujours dans la supposition que vous n'étiez plus en France. Il a même insinué qu'à Vienne on avait quelque soupçon d'un objet politique sur votre voyage en Angleterre. On prétend à Vienne que vous avez tenu des propos peu mesurés sur cette Cour. Je suis bien aise de voir dans votre lettre l'assurance du contraire.

» Quand vous aurez reçu ma lettre d'aujourd'hui et celle de votre sœur et de Glayre, je suis persuadé que vous reconnaîtrez que mon amitié pour vous est telle que vous pouvez la désirer. Dans le concours terrible de dangers et de malheurs où je me trouve, j'ai dit : Il faut remplir le devoir sacré de la reconnaissance et convaincre Branicki que je suis son ami dans toute l'étendue du terme. Adieu. »

Du comte Branicki au roi.

« Paris, 19 mai 1773.

» J'ai reçu la lettre que V. M. a daigné m'écrire par Glaser. Vos bontés pour moi et pour mon neveu sont grandes. Ma re-

¹ Les starosties étaient des fiefs dépendant de la Couronne.

connaissance est extrême et si les choses pouvaient être dites comme elles sont senties, vous verriez, sire, un cœur pénétré et qui ne désire que l'occasion de convaincre V. M., qui ne respire que pour elle et qui tâchera de se rendre digne de votre choix.

« Je prendrai congé du roi et de M. le duc d'Angillon le 25 du courant et, après avoir arrangé mes affaires, je partirai incessamment pour les eaux, où j'attendrai les ordres de V. M.

« M. de Mercy m'a dit qu'il a reçu l'ordre de sa cour de me dire que le séquestre qu'on a mis sur mes terres est un malentendu, qu'il ne peut pas en douter et qu'on lui a prescrit de ne dire qu'on n'avait rien de personnel contre moi ni contre ma mission, ni contre mes démarches dans ce pays et que LL. MM. L. et R. m'honorent de leur estime et de leurs bontés. Il est presque sûr que le séquestre sera levé et que, suivant les apparences, j'éprouverai le même sort que tous les propriétaires de domaines dans le cordon autrichien. J'ose supplier V. M. de faire communiquer cela à M. de Rewitzki et de lui faire observer que je ne saurais me persuader que la Cour de Vienne soit dans l'intention de faire, vis-à-vis de moi, des arrangements différents de ceux qu'elle a faits ou fera avec ceux qui ont des domaines dans son cordon.

« Quant aux affaires, tout a des dehors tranquilles et pacifiques et cela est porté jusqu'à l'inaction.... Le duc d'Angillon m'a très bien reçu, mais relativement à l'accession de V. M. à la Confédération, il m'a paru prévenir que V. M. ne s'y était décidée que par son penchant en faveur des trois puissances. Je lui ai prouvé le contraire par les déclarations que les ministres des trois Cours ont adressées à V. M., déclarations barbares, injustes, et qui n'ont d'autre loi que la force qui foule aux pieds les droits et les traités. Le public est convaincu de votre honneur et de l'impossibilité de prendre un autre parti dans la position où vous vous trouvez. »

HUG. MOTTET.

(*La fin prochainement*)

GÉOGRAPHIE DE GUERRE

Le terme « industrie de guerre » est devenu usuel. Celui de « chimie de guerre » ne surprend plus. On s'est habitué à la triste science des explosifs, à la fabrication des gaz asphyxiants. On comprend qu'il y ait une « géologie de guerre » ; plusieurs ouvrages ont paru sous ce titre et s'occupent du problème des eaux en temps de guerre : découverte et adduction des eaux potables, écoulement des eaux des tranchées, creusement des tranchées dans des terrains divers, leur utilisation et l'utilisation des sols divers au point de vue défense. Mais, si habitué qu'on soit aux « conquêtes de la géographie », on ne saisit pas d'abord le sens de la « géographie de conquête » et de « géographie de guerre. » Il y aurait pourtant tout un livre à faire pour montrer comment les Allemands, eux surtout, tentant d'asservir à leurs fins cette discipline comme toutes les autres, ont fait de cette science pure une science appliquée, très appliquée même, si ce jeu de mots est permis, et dépendante (*angewandte*). Si j'écrivais ce livre, je réserverais un chapitre à l'établissement des cartes destinées à guider les assaillants en territoire ennemi, travail considérable commencé bien avant la guerre, et poussé depuis, et à la confection

de ces multiples autres cartes qui devaient guider les regards attentifs du public allemand, lequel participait ainsi à la guerre et était en esprit partout où avançaient les troupes. Il y eut une telle débauche de ces cartes que l'Allemagne entière ne pensa plus qu'à la carte de guerre et en fut éblouie au point de « perdre la carte » et de perdre la guerre. En Suisse, nous avons pu nous rendre compte de plus près que chez les Alliés de ce développement inouï de la cartographie de conquête.

Je réserverais un autre chapitre à l'activité des *Geographentage*, congrès des professeurs de géographie où l'on étudia tous les moyens de faire servir les leçons, les manuels, les atlas, tous les moyens d'enseignement intuitif, à « bourrer le crâne » des jeunes générations, à exciter leur patriotisme expansionniste, à leur faire comprendre les fruits économiques et autres que la guerre devait rapporter. Ailleurs il faudrait signaler les « manuels », guides complets des commerçants et industriels allemands dans les pays occupés — ou alliés — dont ils organisaient l'exploitation économique. Certains ont un champ plus étendu encore que le domaine économique et furent préparés par de vastes travaux et un haut personnel. Mais je crois que le plus intéressant, celui qu'il importe de mettre en évidence avant tout autre, c'est le travail patient et considérable qui avait été fait au moment des grands espoirs pour légitimer les appétits annexionnistes, à d'autres moments pour montrer aux Allemands l'invincible voracité des ennemis prétendant que certains territoires appartenaient à leur race. Les diplomates vont au congrès de la paix chargés de statistiques, de cartes et autres preuves des thèses qu'ils ont à défendre. Mais il y a longtemps que les géographes travaillent à les docu-

menter. Frédéric II disait : « Je commence par prendre ; je trouverai toujours par la suite des cuistres pour prouver que j'ai raison. » Eh bien, les cuistres ont travaillé ; ils n'avaient pas attendu la conquête, pas même attendu la guerre pour développer ces thèses-là. Il est intéressant de voir leur œuvre prévoyante. Et s'il est heureux qu'on puisse en sourire maintenant, il est utile de se souvenir de ce qu'ils réservaient à l'Europe.

Ce travail a été entrepris sous diverses formes. Sans doute on a visé surtout à donner au grand public des notions concernant les régions atteintes par la guerre et à l'intéresser à l'occupation allemande ou aux visées germaniques. Ces introductions se trouvent surtout dans la *Geographische Zeitschrift* publiée chez Teubner à Leipzig, dans la *Revue de la société de géographie* (*Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde*) de Berlin et les revues analogues de Vienne, Strasbourg et des différents centres ou universités d'Allemagne.

Mais le nom qui reviendra le plus souvent est celui des établissements géographiques de Justus Perthes à Gotha, dont la réputation comme institution de recherches scientifiques était absolument établie partout. Le soin méticuleux apporté à leurs cartes, à leurs monographies, à leur documentation, les mettent au rang des premières maisons du monde sous ce rapport. Sans parler de sa revue annexe pour l'enseignement (*Geographischer Anzeiger*), de son annuaire, des mémoires détaillés formant la collection des *Ergänzungshefte*, cet établissement publie les *Petermanns Mitteilungen*, la plus considérable et la plus détaillée des revues géographiques existantes. Son directeur, le professeur Paul Langhans, y a donné pendant la guerre, ordinairement sous son propre nom, un

bon nombre d'études et surtout de cartes. Mais le D^r Langhans est aussi le secrétaire de l'*Alldeutscher Verband* et de sa revue *Deutsche Erde*. Avant la guerre, certaines de ses cartes ont paru à la fois dans les deux revues, par exemple le tableau éminemment suggestif des opérations de la commission de colonisation allemande en Pologne prussienne (achat forcé de grands domaines polonais livrés à des colons allemands selon la politique bakatiste du gouvernement de Berlin.)

Dès lors s'expliquent la tendance et l'activité des publications Justus Perthes — la même maison qui édita le remarquable atlas Stieler, l'atlas classique Sydow-Wagner qui ont tous deux été introduits dans le public de langue française — et de diverses séries de grandes cartes murales de géographie et d'histoire. Je suis le premier à reconnaître que la perfection de l'exécution avait mis cette maison au tout premier rang ; et cette appréciation ne vise pas seulement le simple travail de main-d'œuvre, mais les principes scientifiques et pédagogiques prévalant à l'établissement de ces cartes. Mais je tiens à faire remarquer combien les *Petermanns Mitteilungen*, organe scientifique, ont été mis au service de l'idée pan-germanique. Je retrouve des tendances analogues dans d'autres atlas, surtout historiques. Beaucoup de cartes se ressentent des thèses qui ont engendré la guerre et prétendu légitimer conquêtes ou reprises. Je ne puis omettre le *Putzgers historischer Schulatlas*, chef-d'œuvre de bon travail, et fruit d'énormes travaux, qui doit à cette double qualité d'être classique ou peu s'en faut en Suisse. Malgré des qualités indiscutables, il est regrettable pour l'esprit national qu'il ait obtenu dans nos collèges un monopole de fait ; et il serait juste de préférer pour

l'enseignement de l'histoire en Suisse un atlas historique suisse.

Examinons d'un peu plus près l'œuvre des géographes allemands et le travail opéré par eux sur la mentalité allemande. Considérons d'abord leur « front occidental. »

Pour beaucoup d'écrivains d'outre-Rhin il existait bien, à côté de l'Allemagne, une Italie et une France dont les frontières étaient à discuter et sans doute à réduire ; mais, quant aux Etats intermédiaires moins étendus par leur territoire, dont les frontières sont souvent moins marquées, et qui au cours de leur histoire subirent l'influence de tel ou tel impérialisme qui les rattacha au voisin puissant par des liens personnels ou autres, beaucoup d'Allemands affectaient de les considérer comme des territoires perdus par l'Allemagne et à recouvrer par elle. Sous l'influence de livres ou de professeurs allemands d'autres encore ont pensé comme eux. J'ai entendu un professeur romand dire de ces pays intermédiaires entre l'Allemagne et la France du nord qui s'appelèrent quelque temps Lotharingie : « Cet Etat ne vécut pas, d'ailleurs il n'était pas né viable ; divisé d'abord, il fut rattaché à l'Allemagne. » Or, cet Etat était viable, car il était habité par des peuples d'une civilisation particulière, bien caractérisée, et dont l'un des caractères principaux, issu précisément du fort mélange des races, était de n'être ni français ni allemand. Mais là ce furent les peuples, doués d'un sentiment démocratique intense, qui se soudèrent lentement sans se soucier d'ordinaire s'ils avaient ou non un suzerain nominal vivant au loin ; une dynastie n'y joua que tardivement et incomplètement le rôle de rassembleuse de terres, ce rôle si fortement mis en relief dans l'histoire de France, que

beaucoup s'habituerent à l'exiger ailleurs comme la note essentielle d'une vraie nation historiquement formée. Ces nationalités intermédiaires étaient si bien viables qu'elles vivent encore et que celle qui fut le noyau de la Lotharingie vient de sortir glorieuse de sa lutte pour l'indépendance, — et ce ne fut pas sa première lutte. Je parle de la Belgique ; mais je puis dire la même chose des Pays-Bas, de la Suisse, et aussi de la Franche-Comté jusqu'en 1668, et de la Lorraine jusqu'en 1760.

Or, l'Allemand du vingtième siècle a utilisé la confusion laissée sur cette zone intermédiaire (la *Francia centralis* des traités de Verdun et de Mersen) par l'imprécision des diplômes anciens et de situations mal définies à des époques fort lointaines. L'union du royaume lotharingien avec le royaume germanique, union personnelle à l'origine (Aix-la-Chapelle était la capitale du royaume lotharingien), est considérée dans les manuels et les atlas comme une fusion, une annexion.

Par suite de cela et aussi dans un but simplificateur, la limite de la puissante Allemagne du moyen âge sera placée le long de l'Escaut, comme elle le sera au sud le long du Rhône et de la Saône.

Charles de Luxembourg, chef des diverses principautés belges en même temps qu'il est empereur sous le nom de Charles-Quint, parvient à supprimer la suzeraineté, purement nominale depuis longtemps, qu'avait le roi de France sur la majeure partie de la Flandre et sur l'Artois. Sa pragmatique sanction qui plaçait les provinces hollandaises belges (14 à ce moment, bientôt après 17), groupées en cercle de Bourgogne, sous la dépendance de l'empereur, quoique inconstitutionnelle et sans force de loi parce que rejetée par les Etats, est pourtant con-

siderée par les géographes-historiens allemands comme un acte définitif étendant l'Allemagne de 1552 jusqu'au sud du département du Pas-de-Calais. On passe donc sous silence l'autre pragmatique qui fut adoptée longtemps après par les Etats et qui admettait l'union personnelle et une sorte de protectorat de l'empereur-élu sur les pays belges du cercle de Bourgogne dont il était le souverain-né. Et voilà comment toutes les *Kriegskarten*, celles de Handtke (éditées à Glogau) et les autres, mettront en évidence cette frontière de 1552 comme l'extension maximale de l'Allemagne à réobtenir sans doute.

Déjà avant la guerre, cette limite était nettement signalée dans des atlas usuels, même non historiques, comme le *Schulatlas*, de la maison Velhagen & Klasing, et le petit *Historischer Schulatlas* de Putzger, etc. Pour citer tous les ouvrages dans lesquels cette notion a passé, je devrais faire la liste presque complète des cartes de guerre du front nord-ouest parues en Allemagne.

J'aurais d'autres points à signaler dans ce domaine proprement historique. Mais pour ne toucher qu'aux points les plus en vue et qui ont le plus influé, je passe au domaine ethnographique et linguistique.

Dans le domaine linguistique, je vois dès septembre 1914 une carte de Langhans dans les *Petermanns Mitteilungen* sur la répartition des langues en Belgique (*Sprachenverteilung im Generalgouvernement Belgien*), au 1 : 730 000. Toutes les colonies d'au moins une centaine d'Allemands y sont même signalées. Sur 77 000 personnes dont la langue maternelle était l'allemand, 19 000 environ habitent le coin nord-est de la pro-

vince de Liège, 31 000 le coin sud-est de la province belge de Luxembourg. Les colonies flamandes en Wallonie sont également signalées ainsi que la prolongation des pays de langue flamande en France. La proportion de Wallons établis en pays flamand n'est pas relevée, mais Bruxelles apparaît comme étant de langue française.

En octobre 1915, M. Langhans donne de même au *Vues* une carte administrative de la Belgique occupée (*Die Verwaltung des Gebiets des kaiserlichen Deutschen Generalgouvernements in Belgien*) où l'on voit opéré le rattachement de Maubeuge et de la pointe française vers Givet à la Belgique. Je signale, dans la même année des *Petermanns Mitteilungen*, en décembre, un article de M. W. Tuckermann, sur les limites de langue et de civilisation dans les pays de la Meuse et du Rhin et en Belgique.

En 1916, tandis que l'on achève la germanisation des noms en Lorraine (article de P. Paulin, fascicule d'avril des *Pet. Mitt.*), l'administration allemande modifie en Belgique, flandricise ou germanise 1100 noms de communes (article des *Pet. Mitt.* en juillet 1916, de M. Gerstenhauer, « Regierungsrat, zur Zeit in Brüssel »). Les Belges de l'étranger sont stupéfaits de voir des lettres venir d'Elcheroth, un village qu'ils avaient quitté quand il s'appelait Nobressart, de Holdingen, quand ils avaient connu Halanzy, d'Altsalm qui était Vielsalm. Un article de M. Langhans, en mars, avait étudié la zone belge de langue allemande, (*Das deutsche Sprachgebiet in der belgischen Provinz Luxemburg, der westliche Ausläufer des mitteldeutschen Sprachbodens*). La carte annexe n'a pas été jointe aux fascicules sortant d'Allemagne.

Le titre annonçait un carton spécial pour la section luxembourgeoise de Bochholz.

La carte me manquant, j'ai cherché longtemps ce que pouvait être ce Bochholz. C'était Beho, à trois kilomètres du bourg de ma famille.

En mai-juin 1918, au moment de l'offensive vers Amiens, la même revue donne un article de M. L. Büchmann et une carte au $1/500\ 000$, *Die germanische Besiedlung Westbelgiens und Nordfrankreichs*, donnant (jusqu'au 50° de latitude et jusqu'à Amiens et Saint-Quentin) la frontière linguistique actuelle, la frontière probable de 1200, le territoire où le mélange germanique était considérable, vers 600, et les *latifundia* germano-mérovingiens au sud de cette dernière ligne.

En même temps, les cartes du front nord-ouest, par exemple celle de Handtke au $1/320\ 000$, nous arrivent en Suisse, germanisant, à les rendre méconnaissables, les noms des villes et villages belges.

La séparation administrative de la Flandre et de la Wallonie a été opérée par l'envahisseur. Les deux régions sont étudiées par le Dr K. Kretschmar de Charlottenbourg (*Flandern und Wallonien*) dans la *Geographische Zeitschrift* de mars 1918.

Je remarque qu'au point de vue linguistique les Allemands n'ont pas progressé par rapport aux études belges antérieures, à celle surtout de God Kurth, le grand promoteur de la méthode historique en Belgique, professeur à Liège, où MM. Pirenne et Fredericq furent ses élèves. Son ouvrage, intitulé *La frontière linguistique en Belgique et dans le nord de la France*, parut dans les mémoires de l'Académie de Belgique de 1895. Dès 1913, M. Langhans avait utilisé cette étude pour son article

sur les territoires flamands en Flandre française, paru dans *Deutsche Erde*.

Les efforts des sociétés germanisantes des pays flamands ou allemands faisaient sourire. A colliger les souvenirs des invasions des V^e et VI^e siècles, à faire de la philologie germanique sur bases mérovingienne ou carolingienne, il ne devait pas y avoir grand mal. Quand on vit arriver les cartes germanisées, le sentiment était bien autre.

Notons en passant qu'un travail préliminaire de même genre a été fait pour la Suisse romande. Le volume V de *Deutsche Erde* contient un article avec carte de Langhans d'après Blocher et Emil Garraux, sur la toponymie germanique en Suisse, indiquant tout ce qui est officiellement traduit ou a été en usage. Le voyageur qui part du Simpelberg par Siders, Sitten, Martinach, Aelen, Neuenstadt, Vivis, Losanen, Morsec et Neuch est étonné d'arriver à Genève. Son voyage par Schaffmatten vers Freiburg le met dans une région de noms en « ingen » où sont toutes les terminaisons en « ens. » Mettons que c'est là jeu d'érudits : en serait-on resté là ? Un autre article, de la même revue, sur le Jura bernois, y plaçait un pourcentage de population allemande assez redoutable.

Au point de vue économique, je signale la discussion qui eut lieu par brochures et articles de revue entre deux tendances, dont les protagonistes étaient les professeurs Wiedentfeld et Schumacher : du point de vue allemand, l'annexion d'Anvers à l'Allemagne est-elle désirable ? Ce sujet a donné lieu à toute une littérature.

La question houillère a produit une étude et une carte du professeur Krusch, publiées par la revue minière *Glückauf* d'Essen, et qui ne pouvait sortir que d'Alle-

magne : *Die nutzbaren Lagerstätten Belgiens* article portant sur le point de vue géologique et le rendement économique.

Enfin, beaucoup de détails utiles aux administrations et aux Allemands en Belgique ont été réunis dans les ouvrages *Belgiens Volkswirtschaft* de Gehrig et Waentig, publié par Teubner, et *Belgiens Wirtschaftsleben* de Burklin, publié chez Hapke & Schmidt à Berlin.

Je ne veux signaler que les points principaux, et je quitte donc ici la Belgique. Concernant la région des Vosges et de la Bourgogne, qui a suscité une foule d'études, je signalerai seulement « La frontière occidentale de l'empire, entre les Ardennes et le Jura suisse, et ses fluctuations de 1300 à nos jours » (carte de Langhans), article de Borries, paru en octobre 1915, dans les *Pet. Mitt.*, et « Le Sundgau français et l'ancien comté wurtembergeois de Montbéliard, » carte de Langhans, parue en décembre 1915. C'était aussi là une amorce des revendication territoriales à base historique.

L.-R. DELIÈGE.

L'ÉVOLUTION MORALE

DE JEAN RACINE¹

La Comédie-Française a coutume de célébrer le 21 décembre l'anniversaire de Jean Racine en jouant une tragédie du plus grand des poètes. Au dernier tour, c'est *Athalie* qui a eu les honneurs de la rampe, — façon de parler d'ailleurs inexacte, car, si l'on songe à l'extraordinaire beauté de ce chef-d'œuvre, il vaut mieux dire que c'est la rampe, le parterre et toute la salle du Théâtre-Français qui ont eu les honneurs d'*Athalie*, comme vous les aurez aujourd'hui. Me trouvant alors à Paris et sachant que je devais quelques semaines plus tard vous présenter *Athalie*, j'ai eu le désir d'aller une fois de plus en Racine. Les semaines qui nous séparaient se sont écoulées, et maintenant que me voici en face de vous, je ne puis rien faire de mieux que de vous raconter mes impressions de ce lointain soir de décembre et de beaucoup d'autres soirs plus lointains encore, si lointains que, lorsque je rassemble mes souvenirs, je m'aperçois que la beauté de la poésie m'a été révélée par Racine autour de ma quatorzième année. J'avais déjà lu toutes ses tragédies, sans y comprendre, je crois, grand'chose. Elles

¹ Conférence faite à la Comédie de Genève le 25 et le 30 mai 1908 avant la représentation d'*Athalie*.

étaient restées pour moi lettre morte. Or, Sarah Bernhardt vint à Genève jouer *Phèdre*. Un hasard heureux me conduisit à ce spectacle. Je ressens aujourd'hui encore la souffrance délicieuse que j'ai connue ce soir-là. Je sais depuis lors ce qu'on appelle une résurrection. La *Phèdre* inanimée qui dormait dans mon souvenir, je l'ai vue revivre devant moi. Divine harmonie des vers, beauté souveraine des attitudes inscrites dans les vers, toute-puissance de l'amour, monde étrange où je voyais régner, au lieu de la liberté à laquelle je croyais, une nécessité magnifique, ah ! le merveilleux délire que je vous dois.

Au surplus, songez-y, devant l'œuvre d'un Racine que l'on a lue et relue ou cent fois vu jouer, les impressions de la dernière rencontre résument souvent les impressions de toutes les rencontres antérieures, comme un jugement né d'une expérience répétée. Ne connaissez vous pas ces idées longtemps confuses, vagues, incertaines et qui tout à coup se précisent ?... Donc, détestant ce vagabondage rapide qui s'appelle la critique impressionniste, je vous dirai mes impressions d'un soir avec la tranquillité que donne la certitude et avec la modestie qu'il convient d'éprouver, lorsqu'on se trouve dans le cas de dire des choses à peu près inédites. Car, pour ne pas remonter plus haut, ni la méthode évolutive, cet insupportable esprit de système qui depuis Brunetière trouble l'histoire de la littérature, ni la légère critique impressionniste n'ont su découvrir les rapports étroits qu'entretiennent l'œuvre et la vie de Jean Racine.

Quel dommage ! Je crois que si l'on ramenait la plupart des grandes questions littéraires à des problèmes de psychologie, on renouvellerait toute l'histoire de la littérature. Et ce n'est pas assez dire. On ressusciterait des chefs-d'œuvre inanimés comme la Belle-au-bois-dormant,

si on les considérait, non plus comme de la matière morte, mais comme les poèmes vivaces et quelque peu sauvages de la sensibilité humaine. Hélas ! dans la critique littéraire règnent si peu de princes Charmants ! Que n'y en a-t-il un dans cette salle pour nous mener à travers l'œuvre de Jean Racine comme dans une demeure enchantée ! Ah ! je l'y suivrais de bon cœur. Mais enfin puisque je dois, s'il est absent, le remplacer, et, s'il est présent, le suppléer, j'opposerai au Racine alangui, un peu fade, tout bénin, des collèges et des couvents, et au Racine tout féroce de la critique la plus récente, celle d'un Mazon-Forestier, l'arrière-petit-neveu du poète, — jamais neveu ne joua plus de niches à son oncle que ce Mazon-Forestier, — j'opposerai, dis-je, un Racine plus complexe et plus vivant que les deux autres, un Racine qui, après avoir été réellement féroce, s'est attendri et purifié jusqu'à se réconcilier avec le Dieu de son enfance, le Dieu de Port-Royal. Aussi, rompant avec la tradition de ces causeries qui nous demande ni plus ni moins que de commenter la pièce dont les acteurs s'agitent dans la coulisse, je vous parlerai, et dans l'intérêt même d'*Athalie*, de tout le théâtre de Racine. Pour bien comprendre la dernière œuvre du poète ou son dernier état de sensibilité, son point d'arrivée, je veux dire *Athalie*, il faut bien connaître le point de départ — et tout l'entre-deux.

Lorsqu'on lit ses tragédies selon l'ordre chronologique (je laisse de côté la *Tuebaide* et *Alexandre*, qui sont les exercices d'un apprenti-poète), on ne peut pas ne pas voir dans le Racine des débuts un homme assez dur, et même assez cruel, féroce enfin, et qui en avançant s'humanise jusqu'à nous faire aimer Phèdre. Et si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que la tragédie racinienne a successivement adopté trois thèmes : 1° d'abord

dans *Andromaque* et dans *Britannicus*, elle naît d'un conflit de passions semblables ; 2° à partir de *Bérénice*, sauf toutefois dans *Bajazet*, d'un combat entre le devoir et la passion ; 3° enfin, dans *Esther* et dans *Athalie*, d'une lutte de l'homme avec Dieu. Il nous est permis de croire que ces changements de thèmes — thème passionnel, thème moral, thème religieux — correspondent à une évolution morale du poète et nous la révéleraient, si nous ne connaissions sa vie par ailleurs.

Ainsi, nous savons que Racine, né d'une famille qui subissait directement l'influence de Port-Royal, élevé d'abord au collège de Beauvais, maison amie de Port-Royal, puis de quinze à dix-huit ans dans la citadelle même du jansénisme, dès son arrivée à Paris se soustrait aux influences réunies de sa famille et des Solitaires, se révolte contre ces derniers, va même jusqu'à les bafouer dans deux lettres affreusement spirituelles et, libre enfin de toute contrainte, ivre du plaisir de vivre et de créer, donne coup sur coup les sept merveilles de notre théâtre classique. Mais nous savons aussi qu'au lendemain de *Phèdre*, le poète, en pleine gloire et en pleine puissance, renonce au théâtre, ce qui est, dit Jules Lemaitre, l'homme qui de Racine a le mieux parlé jusqu'ici, « un sacrifice inouï, un fait extraordinaire et peut-être unique de son espèce dans toute l'histoire de la littérature ». « Dès lors, dit-il aussi, il mène une vie simple, une vie pieuse, une vie d'honnête homme, de père de famille et de chrétien. » Un jour, à l'Académie, l'abbé Tallemant lui reprochant sa conduite envers Port-Royal, le grand poète répondit : « Oui, monsieur, vous avez raison, c'est l'endroit le plus honteux de ma vie, et je donnerais tout mon sang pour l'effacer. » Enfin, nous savons qu'après une retraite de douze années il fut rap-

pelé au théâtre. M^{me} de Maintenon lui demande une pièce pour sa maison de Saint-Cyr, et il lui donne *Esther*. Puis, heureusement, repris par le démon ou le bon ange qui préside aux créations littéraires, il écrit pour lui-même *Athalie*, où l'on peut voir comme Voltaire le chef-d'œuvre de l'esprit humain, et aussi le testament prodigieux d'un poète et d'un chrétien.

Mais que ses œuvres de début sont différentes, sinon par la forme, du moins dans leur essence ! C'est beau, un beau crime ! On sait l'effet que produisit ce mot lancé par J.-J. Weiss dans un de ses feuilletons dramatiques : le plus vieil abonné des *Débats*, ancien procureur, se désabonna. J'ignore comment J.-J. Weiss motivait ce jugement audacieux et, si je le reprends à mon compte, ce n'est pas pour tenter une odieuse apologie, mais pour expliquer un des états d'âme particuliers à l'artiste qui se tient hors des limites de la morale.

Admettez qu'un artiste n'est pas un magistrat, et considérez le crime passionnel, auquel d'ailleurs la sentimentale justice des tribunaux accorde presque toujours des circonstances atténuantes. Ce crime peut vous indigner. Refuserez-vous d'en observer la cause, qui est une passion violente ? Un écrivain comme Racine et tous ceux qui s'appliquent à la science du cœur humain n'ont pas vos scrupules. Que dis-je ? Ils savent que le sentiment de la beauté ne s'éveille au spectacle de la vie que lorsque la vie monte à son comble... Toute passion qui se déchaîne jusqu'au point où elle se détruit, tout homme qui remplit son type arrêté, toute force qui dégage ses puissances jusqu'à la dernière, toute vertu et tout vice qui se déploient, toute extrémité de grandeur ou de misère commandent notre admiration et, parfois, je le veux bien, une sorte d'horreur sacrée qui tient encore de l'admira-

tion. Ainsi le crime, qui, dans l'ordre moral, est la violation même de la loi morale, dans l'ordre esthétique est une intensité de vie ou une plénitude de passion. Le danger de ce dernier ordre, c'est le néronisme, qui consiste à ne voir de beauté que dans le crime ou à prêter au crime d'imaginaires beautés et, finalement, à méconnaître la beauté morale.

Racine, il en faut convenir, quelque respect que l'on porte à sa mémoire, Racine n'a pas évité ce danger.

Voyez *Andromaque*. Tous les personnages de cette tragédie sont des criminels, sauf Andromaque, ou peut-être, Andromaque y comprise, elle qui, après avoir fait tuer un enfant pour sauver le sien, n'hésite pas à manquer aux engagements de son mariage et à fuir Pyrrhus dans la mort. Quant à la conscience, elle n'a pas voix à ce chapitre de forcenés. Tous s'abandonnent au crime en criminels — c'est le mot de l'un d'entre eux — et comme éblouis par la beauté ou la grandeur de leur forfait. Cette exclusion volontaire de la conscience et cette admiration éperdue pour le crime, le beau crime, voilà ce que j'appelle, faute d'un autre mot, le néronisme de Racine.

Il se déclare derechef avec *Britannicus* dans Néron et ses alentours. Là encore nous n'assisterons pas aux débats d'un homme avec sa conscience, mais d'un fils avec sa mère, mais d'un frère avec son frère, mais d'un artiste dans le crime. D'ailleurs, il est remarquable que dans *Britannicus* la vertu donne beau jeu au crime. Elle y joue un rôle assez piteux. Burrhus, qui la représente, c'est évidemment un très honnête homme. Mais qu'il est maladroit ! Tantôt il irrite Agrippine contre Néron, tantôt Néron contre Agrippine. Notez que je ne discute pas la vérité du personnage. Je marque seule-

ment combien la grandeur idéale de son rôle contraste avec la médiocrité réelle de son action. Enfin, rappelez-vous la grande confession d'Agrippine au quatrième acte, lorsque elle énumère — à son fils ! — ses crimes, ses propres crimes. Elle manifeste alors pour les forfaits qu'elle a commis autant de complaisance que Néron pour ceux qu'il va commettre. Le beau crime, toujours le beau crime !

On pourrait d'ailleurs, si l'on en avait le loisir, tirer de ces deux poèmes une psychologie du crime, curieuse et profonde, mais, ce me semble, incomplète. Oh ! je ne me flatte pas d'être plus serré que Racine sur ce chapitre-là, et quand je dis psychologie incomplète, j'en appelle du Racine aventureux d'*Andromaque* et de *Britannicus* au Racine mieux informé de *Hajazet*, de *Mulhridate*, de *Phèdre* et d'*Athalie*. Si dans *Britannicus* les crimes de la mère expliquent et commandent ceux du fils, on a le droit de se demander si dans *Andromaque* il n'y a pas un trop grand concours de crimes et si les fraudes d'Andromaque, les parjures de Pyrrhus, les vengeances d'Hermione, les trahisons d'Oreste et les complicités de Pylade peuvent tenir sur le carreau de la même chambre.... Mais il y a plus: on découvre avec stupeur que tous ces criminels poursuivent l'accomplissement de leurs forfaits sans s'indigner une minute contre leurs propres crimes ni contre le crime des autres, et c'est là que gît la grande erreur d'*Andromaque*. A défaut de conscience proprement dite, le crime d'autrui, c'est la conscience du criminel, surtout du criminel à ses débuts; je veux dire que ce crime provoque en lui une dernière réaction, qui est la forme suprême du remords. N'a-t-on pas vu des criminels sauvés par le crime d'autrui ? Ce qui sauvera *Phèdre*, c'est la soudaine horreur des crimes

perpétrés et combinés par Œnone, son âme damnée. Bref, je ne puis croire à la contagion du crime dans un cercle de personnages aussi sensibles que les héros de Racine à certaines élégances morales, je ne puis croire davantage à l'indifférence de tous pour le crime de chacun.

Or, en 1670, l'année qui suit l'apparition de *Britannicus*, Racine, faussant compagnie tout à coup à cette société ou à ce ramassis de déments et d'assassins, donne *Bérénice*, qui est une grande date de sa vie, si c'est une étape décisive de sa pensée. Et ici je voudrais attirer votre attention sur un phénomène que négligent presque tous les historiens de la littérature. L'œuvre d'un grand artiste, avant d'agir sur les autres, exerce une influence sur lui-même. Cette œuvre est une de ses pensées profondes extériorisée et qui a sur lui d'autant plus d'action qu'elle a pris corps pour entrer vivante dans le monde des vivants. C'est se compléter que de créer, c'est réaliser ce que l'âme gardait en puissance, c'est découvrir la vie toujours davantage en se découvrant mieux soi-même. Et voici, dans l'antique poème des travaux et des jours que l'humanité ne cesse de composer, un des thèmes les plus émouvants : fidèlement l'œuvre accomplie collabore à l'œuvre future. Que doit l'auteur de *Bajazet*, de *Mithridate*, d'*Iphigénie* et de *Phèdre* à *Bérénice* ? Une connaissance plus profonde du cœur humain et un sentiment plus large de la beauté. Ah ! qu'il faut aimer la douce reine de Palestine d'avoir conté, belle et noble infiniment, au divin poète sa douloureuse histoire, et d'être auprès de lui demeurée son inspiratrice et sa conseillère ! Et quelles grâces ne convient-il pas de rendre à la princesse qui les rapprocha, la fine et charmante Henriette d'Angleterre, cette petite sœur de *Bérénice* ! N'est-

ou pas elle qui indiqua à Racine ce sujet de tragédie où elle reconnaissait une image de sa destinée ?

Que fait donc Racine après *Bérénice* ? Il donne tout simplement avec *Bajazet* et *Mithridate* la contre-partie d'*Andromaque* et de *Britannicus*.

Duplicités, mensonges, assassinats, voilà de quoi se compose *Bajazet*. Ici encore, et pour la dernière fois, un conflit de passions semblables. Mais, ce qui est nouveau dans Racine, ni *Bajazet*, ni *Atalide*, ni *Roxane* ne s'en font accroire sur eux-mêmes. Ce ne sont pas des virtuoses de l'horreur comme *Pyrrhus*, *Oreste*, *Hermione*, *Narcisse*, *Agrippine* et *Néron*. Ce sont des criminels honteux. Et sans doute il manque ici cette espèce de poésie insidieuse que répandent à travers *Andromaque* et *Britannicus* les noirs enchantements du crime qui s'admire soi-même. Mais qui ne voit que le point de vue de Racine a changé et qu'il peut déjà dire ce qu'il dira de *Phèdre* avec plus de raison encore : « Les moindres fautes y sont sévèrement punies ; la seule pensée du crime y est regardée avec autant d'horreur que le crime même. »

Or, s'il est vrai que les tragédies de Racine puissent nous renseigner sur son évolution morale, que marque *Mithridate* ? Quelque chose, semble-t-il, du sentiment qui animait Molière contre le vieillard amoureux. Oh ! à proprement parler, moins un souci de moraliste que le souci de la vérité. Mais la vérité, il est plus d'une manière de l'envisager. Comme le philosophe, on peut l'aimer parce qu'elle satisfait, avec son caractère de nécessité, la logique et la raison, ou, comme le poète, parce qu'elle suscite au cœur une émotion qui la transfigure en beauté. On peut aussi comme Racine, lorsque tout jeune et enivré de vivre il écrivait *Andromaque* et

Britannicus, on peut l'aimer pour les charmes insidieux et même un peu pervers qui sont à elle d'aventure.... Mais ce n'est plus par là qu'elle plaît à l'auteur de *Mithridate*. Il est remarquable que chez Racine, à partir de *Bérénice*, la passion criminelle se dépouille du prestige que lui donnent à la fois le malheur, la gloire et la jeunesse. Dans *Mithridate*, le vieux roi vaincu, fugitif, subit l'amour comme une honteuse et suprême défaite. Son seul courage le sauve de l'odieux. Un moment, notre pitié, jusque-là tout entière à Xipharès et à Monime, se porte sur lui, quand il est apaisé et comme épuré par la mort. Mais qui ne voit que, dans *Mithridate*, Racine oppose volontairement deux formes de l'amour ? L'un, peut-être parce qu'il contredit la nature, dégradant, entraîne Mithridate jusqu'à la ruse la plus vile et, peu s'en faut, jusqu'au crime ; l'autre, si noble et si légitime, n'affaiblit ni chez Xipharès ni chez Monime le sentiment de l'honneur. Eh ! la vie est dans ces contrastes. Le devoir de l'écrivain consiste à les marquer, et Racine n'y a pas failli.

Mais pour vous montrer Racine allant à la découverte de ce monde nouveau qui est celui de la beauté morale, force m'est bien de définir d'après lui deux ou trois sentiments dont il a donné, lui premier, une description originale et profonde.

ALBERT RHEINWALD.

(*La fin prochainement.*)

CHRONIQUE ALLEMANDE

Socialistes et bolchévistes. — Une voix de l'Allemagne du sud. — Un revirement du peuple allemand est-il possible ? — Il faut être son « vrai coup ». — La responsabilité des chefs socialistes. — Opinion de Bernstein et de Kautsky. — Le chandron de la sorcière. — Le journal d'un pacifiste. — Les livres.

La situation ne s'éclaircit guère en Allemagne. Loin de là. A l'heure où j'écris il y a lutte, et lutte fort vive, entre le gouvernement démocrate-socialiste d'Ebert-Scheidemann et les socialistes d'extrême gauche, teintés de bolchévisme, qui, sous le nom de spartaciens (*Spartakusbunde*), se groupent autour de Liebknecht. On s'est battu avec acharnement dans les rues de Berlin et, si le gouvernement a fini par l'emporter, l'heure reste grave et l'avenir gros de soucis.

Cette brusque défaillance d'un peuple qui, jusqu'au dernier moment, montra sur les champs de bataille une ténacité inlassable, une bravoure intrépide, n'a pas été sans surprendre. En réalité, ceux qui suivaient de près les événements en Allemagne voyaient venir l'écroulement. Ses causes sont à la fois morales et physiologiques. C'est sur une nation affamée, affaiblie physiquement, démoralisée, incapable de maîtriser ses nerfs, qu'a fondue la défaite. Hors d'état d'en soutenir le choc, elle s'affaissa brusquement. Elle était, dès ce moment, la proie désignée de l'anarchie.

Les gens qui connaissent bien l'Allemagne ne doutent pas que les éléments sains de la nation ne finissent par se ressaisir. La chose sera sans doute longue, mais elle se fera. Un correspondant de l'Allemagne du sud écrivait, l'autre jour, à la *Neue Gazette de Zurich* : « Toutes les forces du peuple allemand vont se retrouver dans une nouvelle Allemagne, dans une Allemagne régénérée où la nation, n'étant plus menée à la lisière et

domestiquée, sera maîtresse de ses destinées, où chaque citoyen, même le plus modeste, aura voix au chapitre dans les affaires publiques. Dans ce puissant mouvement de liberté qui est né de la grande détresse de l'Allemagne surgira un nombre de forces vives pour l'idéal plus grand que la plus belle victoire aurait jamais pu le donner. Le vieil Etat autoritaire qui par sa propre impéritie s'est effondré, malgré les plus grands sacrifices d'un brave peuple, ne pourra plus être restauré. L'Etat populaire de la démocratie allemande est en train de se former. Même les couches bourgeoises de la population, qui semblaient comme engourdies, se réveillent de leur léthargie et aspirent à une nouvelle vie politique. Bien plus que la démocratie sociale qui a déjà fait l'apprentissage du gouvernement républicain, elle a besoin de subir une transformation complète. Sous l'empire de la nécessité, elle est en train de réaliser ce que plusieurs décades de luttes oiseuses de partis et de bavardages parlementaires ont vainement essayé d'établir. »

Les Allemands se seraient sans doute plus vite ressaisis, s'ils avaient été plus dociles à la leçon des faits. Sans doute, un revirement rapide de la masse était difficile étant donnée l'ignorance de la vérité qu'eut longtemps le peuple. Même aujourd'hui, malgré les révélations faites par Muehlton, Lichnowsky et le gouvernement de Munich, on trouve encore des gens qui doutent. Chez d'autres, l'orgueil reste immense, et ils répètent, à qui veut l'entendre : « Nous n'avons pas été battus. C'est à un concours inouï de circonstances que l'Allemagne a dû céder ; ses forces restent intactes. »

On comprend que de telles idées fassent réfléchir le vainqueur et l'incitent à la sévérité. Laisser une Allemagne trop forte serait un marché de dupe. Ce n'est que prudence de prendre des précautions et se garantir pour l'avenir. N'a-t-on pas entendu des hommes modérés dire, en Amérique : « Le monde ne connaîtra aucune sécurité tant que l'Allemagne ne se sera point repentie de ce qu'elle a été et de ce qu'elle a fait. Il faut donc lui enlever toute possibilité de récidiver. Or, comment pourrons-

nous y réussir sinon en gardant en main, pendant un temps long encore, les armes qui l'obligent à respecter la paix ? »

Comment tout eût été plus simple si la nation allemande, ainsi que l'y conviaient quelques-uns de ses directeurs spirituels, eût fait acte de contrition et reconnu ses torts ! « Cessons de mentir, écrivait récemment le professeur Förster. Regardons en face les fautes graves que nous avons commises et rallions-nous à une entente sincère. » Et le Dr Muehlton, plus pressant encore, disait : « Si l'Allemagne ne confesse pas son tort, elle prive l'humanité de la seule pénitence qui est vraiment possible, de la seule réconciliation qui peut signifier véritablement quelque chose, de la seule base sur laquelle puissent réellement être édifiées de nouvelles pensées et de meilleures conditions de vie. Aucune puissance humaine ne peut contraindre l'Allemagne à faire son *max culpa*. C'est elle-même qui doit toute seule y venir. »

Le même Dr Muehlton avoue que, si le peuple a été trompé par les dirigeants qui faisaient miroiter à ses yeux l'appât du gain et la richesse rapide, il l'a été davantage encore par les chefs socialistes qui eux, plus clairvoyants, savaient où le gouvernement voulait les mener et, ce qui est plus grave, doutaient du succès de l'aventure. Or, ces chefs ne firent rien pour éclairer l'opinion publique et, à l'exception d'un petit groupe d'hommes honnêtes et courageux, ils votèrent sans hésiter les crédits militaires. Comme aujourd'hui leur prestige serait plus grand s'ils reconnaissaient qu'ils se sont trompés alors et que leur devoir eût été de réagir contre le mensonge propagé par de mauvais bergers ! Que n'imitent-ils le chef du gouvernement bavarois, Kurt Eisner, qui, lui, n'a pas craint de publier intégralement les documents secrets concernant les origines de la guerre !

Mais ce qui manque le plus à ces hommes, c'est l'élévation d'idées et le caractère. Ils n'ont jamais compris et peut-être ne réussiront-ils jamais à comprendre que la victoire des Alliés est la victoire de l'esprit, que le monde entier devait y prendre part comme à son intérêt le plus noble, y compris les Allemands qui

avaient la une occasion de se racheter de leurs fautes et de leur brutalité charnelle. C'est sans doute ce qu'auraient fait leurs ancêtres, les Liebknecht et les Bebel de la génération de 1870, qui montrèrent eux des idées nobles et du caractère, en sachant résister aux pressions extérieures et être seuls de leur avis.

Ce n'est pas que les figures intéressantes manquent au socialisme allemand contemporain et parmi elles on en trouve plusieurs qui méritent de fixer l'attention : tels sont Bernstein et Kautsky, deux théoriciens écoutés des réformes sociales nécessaires. Le premier, on s'en souvient, fut un des rares socialistes qui refusèrent de voter les crédits pour la guerre en août 1914, et se séparèrent de la majorité. Dès lors, il consacra son activité à remonter les courants dangereux. Il le fit dans de nombreux articles et, depuis la révolution, dans des conférences. Récemment, parlant devant un nombreux auditoire, où l'élément bourgeois semblait dominer, il a exposé la théorie du socialisme tel qu'il l'entend sous ce titre : *Qu'est ce que le socialisme ?* Il a dit avec beaucoup de sagesse et pas mal d'habileté que si la suppression des privilèges de classe et la disparition des monopoles capitalistes formaient le fond des revendications du parti ouvrier, il était insensé de vouloir, du jour au lendemain, tout socialiser et se lancer tête baissée et yeux fermés dans les mouvements révolutionnaires les plus aventureux ; que les réformes sociales exigeaient du sang-froid et de la prudence, et qu'elles devaient se faire par étapes ; que la chose ne pouvait être l'œuvre d'un jour ; qu'on était à l'aurore d'un grand mouvement que la guerre pouvait accélérer, mais qui n'en demanderait pas moins pour être réalisé des mois et même des années.

C'est dans un esprit semblable que s'est exprimé un autre théoricien du socialisme, Karl Kautsky, dans un article du journal minoritaire *la Liberté*. Avec son sens critique et sa connaissance de l'histoire, Kautsky a dit son fait aux partisans de Spartacus et réduit en miettes leurs utopies et leurs billevesées. L'intéressant de ses déclarations est que, contrairement à la majorité des socialistes, il répudie une Allemagne trop centralisée et remet en honneur le principe fédératif, détruit par la Prusse.

L'Allemagne qu'il veut voir sortir de la révolution est une Allemagne considérée où la Prusse cessera d'avoir la haute main. A ses yeux l'Etat prussien ne doit même plus subsister comme Etat; il proposerait de le fractionner en trois républiques: les provinces de l'Est, celles de Centre et celles de l'Ouest. Il dit aussi que les Etats minuscules devront se fondre dans des agglomérations plus considérables. Il est pour l'abolition des droits particuliers qu'ont gardés la Bavière et le Wurtemberg et même des droits de souveraineté des Etats considérés. Il comprend l'autonomie des Etats à la manière de celle des Etats américains ou des cantons suisses. « Voit-on par exemple, dit-il, le canton de Berne déléguer un ministre à Paris? » Bref, sous sa forme fédérative, l'Etat allemand doit être démocratisé du haut au bas de l'échelle.

Attendant ensuite le côté social du problème, Kautsky, montre la socialisation, de manière qu'il n'y ait plus de conflits entre producteurs et consommateurs, que la masse ne puisse plus être exploitée par une minorité. Mais, comme Bernstein, il reconnaît que la chose ne peut être l'œuvre d'un jour. « Si l'on peut comparer l'Etat à un mécanisme, dit-il, la société, elle, ressemble davantage à un organisme. Cet organisme est beaucoup plus compliqué, moins facile à embrasser dans toutes ses parties et moins susceptible d'être rapidement transformé que la machine administrative. » Il recommande donc la prudence aux chefs socialistes qui assument la responsabilité du pouvoir. Réfrénant l'ardeur aventureuse des Spartaciens, il dit qu'avant d'aller plus loin, il faut d'abord consolider ce qui a été acquis: que vouloir tout bouleverser et reconstruire en même temps sur des bases nouvelles fait songer au chaudron des sorcières. « Les Spartaciens voient-ils ce qui sortira de ce chaudron où tout bout à la fois? » Il le montre du moins pour la Russie, où les bolchévistes ont été incapables de résoudre les problèmes les plus simples de la nourriture, du vêtement, de l'habitation; où les industries ont été ruinées, le commerce paralysé et toutes les sources de productions taries. « Un tel régime, conclut Kautsky, ne peut apporter aux travailleurs que la misère et la détresse, et

son résultat le plus clair serait la dégradation de la Révolution et le premier pas vers la ruine totale. Vis-à-vis de la masse bourgeoise compacte, qui, elle, est organisée, le prolétariat n'a chance de se maintenir que s'il fait appel à l'intelligence, à l'expérience, à l'esprit d'initiative, à l'organisation. Une secte du prolétariat qui n'arrive au pouvoir qu'en détruisant creuse elle-même la fosse où sombrera la Révolution. »

Ces paroles de sagesse dites à une heure grave pour l'Allemagne seront-elles entendues ? De là pourtant dépend le salut du pays.

— Alfred Fried, un pacifiste notoire, lauréat du prix Nobel, vient de publier la première partie du journal qu'il a écrit depuis la guerre¹. Rédacteur de la *Friedenswarte* qui se publiait à Berlin, il quitta cette ville dès le début des hostilités et vint se fixer à Vienne. Là aussi il se rendit compte, bien que le milieu fût moins incandescent, qu'une revue pacifiste n'avait guère chance de réussir et, après quelques semaines de séjour, il passa en Suisse, où, après avoir résidé à Berne, il vint s'établir à Zurich. C'est là qu'il a continué à faire paraître son journal.

Je n'aime pas toute la littérature pacifiste et je confesse que certaines élucubrations de ses apôtres me font une impression plutôt pénible, à cause du manque de sens des réalités. Certes, j'applaudis aux idées qu'ils préconisent : le droit nouveau et la Société des nations. Cependant je dois l'avouer : je n'arrive pas à me persuader, malgré toute la peine que je me donne, que la guerre à laquelle nous venons d'assister sera, comme ils le croient, la dernière sur la terre. Depuis quarante et quelques mille ans qu'il y a des hommes, et qui se battent, trop de convoitises sont allumées, trop de passions se heurtent pour qu'à certains moments le vieil instinct de meurtre, hérité de nos ancêtres des cavernes préhistoriques, ne se réveille pas brutalement. C'est beaucoup déjà si l'on parvient à circonscrire les guerres, à les rendre plus rares et à les faire payer cher à ceux qui les déclenchent. Nous devons faire tous nos efforts pour que

¹ *Mein Kriegstagebuch. Das erste Kriegsjahr. Zürich, Rascher & Co. 1918.*

les idées du président Wilson triomphent complètement, mais nous ne devons pas nous livrer à de trop grandes illusions. Je crois que Clemenceau a raison quand il dit : « Les égoïsmes nationaux pourront s'atténuer ; ils demeureront toujours le fond de l'humanité que rien ni personne ne pourra jamais changer. »

Cela n'enlève rien à l'estime que j'ai pour M. Fried et pour son talent. La courageuse campagne qu'il a menée et qu'il mène encore dans sa revue ne sera pas sans porter des fruits. Il faut applaudir aux efforts de tous les hommes de bonne volonté. Dans son journal intime, il a fait mieux encore, il s'est confessé et comme il est homme d'extrême bonne foi, cette confession vaut la peine qu'on s'y arrête.

Comme la plupart des Allemands, M. Fried, s'il ne croit d'abord pas à l'innocence de son pays, était du moins d'avis que les torts étaient partagés et que chaque nation belligérante avait plus ou moins sa part des responsabilités. Mais bientôt les événements l'instruisent ; il ne reste pas fermé à la leçon des faits. Même avant la publication des livres gris, rouge ou vert qui assaillent sa conviction, il commence à voir que c'est bien son gouvernement qui a voulu la guerre et il ne craint pas de le dire à ses compatriotes. Avec vigueur il démasque le sophisme de la guerre préventive.

Le jour où il voit les grosses pièces de 42 cm. opérer contre les places belges, il écrit simplement ces mots : « C'est là, et pas ailleurs, qu'il faut chercher la vraie cause de la guerre. » Dès lors il ne cesse de dénoncer les méfaits des militaires. La violation de la neutralité belge l'avait déjà indigné, mais la façon de se comporter des soldats dans « ce beau pays de vieille culture » le remplit de douleur et de honte. Dès la Marne, il voit que la partie est perdue pour son pays. Il ne s'en émeut pas, du reste. « Si l'Allemagne avait vaincu rapidement, écrit-il, c'en eût été fait de la période de sa poussée économique. » Les militaires, pour lui, sont des gens intelligents qui méconnaissent les vrais intérêts du pays. Déjà à propos de la Belgique il avait réédité le mot de Talleyrand : « C'est plus qu'un crime,

c'est une faute. » Il le répète lors du coulage du *Luritanian*. Tis-pita n'a pas d'ennemi plus acharné que lui et il le dénonce comme le mauvais génie de sa patrie. Il devine aussi l'Amérique ; alors qu'autour de lui on parle « du bluff yankee. » lui dit : « Attendez ! » Dans cette levée de boucliers du nouveau monde il voit poindre l'idée qui vaincra la force. Il reconnaît aussi que « l'antipathie contre l'Allemagne » n'est pas un vain mot et il cherche à en démêler les causes. Dès le début de la guerre il a été effrayé de la mentalité qu'il découvrait chez certains de ses compatriotes, surtout chez ceux qu'il tenait pour des gens raisonnables. A la date du 4 septembre 1914, il note dans son journal : « Avec Mead j'ai été rendre visite à Lamprecht. Celui-ci est persuadé de la nécessité de cette guerre, qui doit asseoir la prépondérance de l'Allemagne dans le monde. Il est devenu pangermaniste avec délices. Dans le salon où il nous a reçus, il y avait, déployée sur la table, la carte de Mittel-Europa, sur laquelle étaient piqués de petits drapeaux de couleur. Sur une autre table, il y avait mêlés des numéros de la *Gazette de la Croix* et de la *Gazette de Francfort*.... Lamprecht est pourtant un homme qui a compris le pacifisme : à plusieurs reprises il s'est institué son défenseur dans des brochures et il a donné des articles à la *Friedenswarte*. »

Il y aurait bien d'autres choses intéressantes à cueillir dans ce journal : les judicieuses réflexions que M. Fried écrit sur la politique de la force à propos de l'annexion de l'Alsace-Lorraine ; l'éloge qu'il décerne au discours de Spitteler, « un superbe document » où il admire surtout le courageux passage : « pour se blanchir, Cain a noirci Abel » ; l'exécution sommaire qu'il fait des « insanités » du pasteur Traub ; les éloges qu'il adresse au livre de Waxweiler, *La Belgique maîtresse et loyale*, dont les arguments lui semblent irrefutables ; la vigoureuse polémique qu'il engage contre Sombart et ses affreuses théories sur la guerre où sont exagérées et rendues plus grossières les idées de Nietzsche et de Trotschke, son approbation de Jaurès, « une démonstration convaincante de la culpabilité allemande. » Dès le mois de mai 1915, M. Fried constate que ses compatriotes clairvoyants — et

Ils sont plus nombreux qu'on ne l'imagine — ne croient plus à la victoire. Il est heureux qu'il en soit ainsi, car une « pan germanica » comme la rêvaient les pangermanistes eût été un fléau sans précédent pour l'humanité.

Telles sont les idées de M. Fried, dont le livre mérite d'être propagé.

— Va-t-on pouvoir enfin recommencer à parler de littérature ? On le dirait, j'ai sur ma table quelques livres intéressants : *Les considérations d'un homme qui n'est pas politique*, de Thomas Mann ; *Le sujet*, roman d'actualité, d'Henri Mann, et deux nouvelles, *Le collectionneur de verres*, de Raoul Auerhainer, et *Le saloir de Casanova*, d'Arthur Schnitzler. J'en parlerai dans ma prochaine chronique.

ANTOINETTE GUILLAUD.

CHRONIQUE SUISSE ROMANDE

M. Ador à Paris. — La Suisse et l'Europe. — Nos besoins et nos desirs. — La Fédération des littéraires suisses. — La Suisse romande et le congrès de Berne. — Les Livres : M. Lott ; M. Gustave Dreyer ; M. de Farcy ; M. Maurice Bédet ; M. le prof. de Tourdoulon ; M. Charles Com.

Combien l'heure est solennelle ! Une poignée d'hommes siègent à Paris et le salut du monde, y compris celui de la petite Suisse, dépendra de leurs décisions. De quel regard attentif, de quel esprit passionné ne devrions-nous pas suivre ces délibérations ; mais aussi de quelle science universelle et infaillible ne faudrait-il pas être armé pour en mesurer exactement la portée et pour en juger les conclusions avec sûreté !

Jamais pareil assemblée ne s'est réunie, si l'on regarde au nombre, à la diversité, à l'importance des questions qu'il va trancher et si, de l'Europe aux extrémités de l'Afrique et à l'Orient latins, l'on parcourt les immenses domaines où ses volontés prévaudront.

Que représentons-nous, que pèsent nos intérêts pour ces arbitres d'une planète ? Nous avons délégué auprès d'eux M. Ador, notre président, l'homme de Suisse qui peut le mieux faire valoir notre cause. Pour cette fois, le Conseil fédéral a vu juste et agi à temps. M. Ador a été accueilli non seulement avec les honneurs que le protocole réservait au président de la Confédération, mais avec une sympathie et une cordialité qui allaient au président de la Croix-Rouge, à l'homme au grand cœur, à l'ami éprouvé de l'Entente. Nous sommes heureux pour la Suisse et fiers pour la Suisse romande de l'accueil qu'il a reçu : plus encore de savoir combien il le méritait.

Puisse-t-il réussir aussi bien quand il plaidera nos intérêts et nos droits ! Ces intérêts sont pour nous d'une importance capitale ; il faut que nous puissions vivre ; nos droits résultent des engagements moraux que les Alliés ont souscrits durant toute la guerre envers tous les petits peuples ; ils sont inscrits d'avance dans cette charte des nations qu'ils sont résolus à élaborer.

Nous n'avons point de part aux délibérations des vainqueurs. Mais il y avait à prendre contact avec les représentants des puissances. C'est fait.

Que de choses se disent, combien d'autres s'entendent sans qu'on les ait dites, dans ces conversations officieuses entre personnalités officielles !

N'obtint-il pour la Suisse que la faculté de parler à son heure et la certitude d'être écoutée avec bienveillance, que M. Ador nous aurait déjà rendu le plus précieux service. Mais il peut aussi incliner favorablement les maîtres de l'heure pour quelques-unes de nos revendications, et même les rendre attentifs à certaines nécessités pressantes dont les Alliés seraient disposés à tenir compte, mais dont ils n'auraient point saisi l'urgence.

Créer de bonnes dispositions, voilà l'essentiel. Nous ne pouvons rien prétendre, mais nous pouvons obtenir beaucoup et nous avons quantité de demandes à faire. De quel droit exigeons-nous quoi que ce soit ? Au nom des principes généreux

que les Alliés ont proclamés dès le début de la guerre? Sans doute, c'est là une position assez forte, mais qui serait surprenante si les Alliés nous invitaient à la patience et jugeaient bon de soutenir d'abord ceux qui ont lutté avec eux, souffert, saigné, sacrifié tout et tout risqué comme eux?

Ils donneront à l'ami ce qu'ils auraient refusé au négociateur, et M. Ador fera plus pour le président de la Confédération que le président pour M. Ador.

Notre ravitaillement et du charbon, tels sont nos premiers besoins. La Suisse fait depuis quelque temps l'expérience que cela n'allait pas tout seul. La guerre semble finie, mais les conséquences de la guerre commencent à se faire sentir. Pour le charbon, la France avait un déficit annuel de vingt-quatre millions de tonnes en temps de paix. Ses charbonnages du Nord ont été mis hors d'usage par les Allemands. Et l'Italie, proportionnellement, souffre d'une disette plus grave encore. Les moyens de transport font défaut. Pourtant nous avons reçu la promesse qu'on ne nous laissera pas souffrir sans aide. Comparé avec celui que les Allemands nous faisaient, le prix de 110 francs la tonne sera une amélioration sensible de notre condition. Mais, ici, le temps fait beaucoup à l'affaire. Quand viendra le secours?

Nous aurons du pain, grâce à l'accroissement de la production indigène, à l'amélioration du fret et aux conditions favorables de notre nouvel accord avec les Etats-Unis d'Amérique: cet accord, qui est un nouveau succès pour notre ministre M. Sulzer, sera peut-être déjà signé au moment où ces lignes paraîtront. Mais il est plus que probable que nous demeurerons soumis au contingentement pour des denrées alimentaires indispensables, vu la pénurie mondiale et la nécessité d'une répartition internationale. Pour les matières premières de l'industrie, le fer, le coton, les substances chimiques, d'autres encore, outre les difficultés de l'achat, nous nous heurterons à celles de l'importation. Celles de l'exportation ne seront pas moindres, car les Alliés vont être forcés, pour relever leur change, de rendre leur production intense et d'exporter. Ils ne nous céderont

matières premières qu'à regret et ne trouveront guère de profit à laisser pénétrer chez eux ceux de nos produits qu'ils peuvent fabriquer eux-mêmes. Ce ne seront pas seulement les cuirs, la graisse, la viande, qui nous manqueront pendant un laps de temps prolongé : c'est aussi le moyen d'entretenir nos ouvriers et d'éviter le chômage, dans un moment où nos industries auront à subir la transformation redoutable qui doit les ramener de la production de guerre à la production de paix.

La vie chère et le gain diminué ! Graves perspectives, qu'il ne faut point, cependant, assombrir à l'excès. Nos finances, malgré tout, sont d'entre les plus saines de l'Europe. Notre agriculture jouit d'une prospérité qu'elle n'avait pas connue depuis bien longtemps. Nos industriels ont fait preuve de tant d'énergie et d'ingéniosité pendant les années de crise que nous pouvons attendre beaucoup de leur savoir-faire. Nous avons d'ailleurs quelque chose à offrir à l'Entente en échange de ce qu'elle fera pour nous. Nos forces électriques, notre production de carbure, notre industrie horlogère, nos machines, nos filatures leur seront-elles inutiles pendant la période de reconstruction ? Nous disposons d'un personnel technique de premier ordre et d'un personnel ouvrier de choix. Trouver les bases d'un accord économique, voilà le problème. M. Lucien Heer et M. Grobet, le directeur de la S. S. S., sont partis pour Paris à cette fin. Nos délégués seront bien accueillis parce qu'ils ont été, cette fois, choisis avec intelligence. Ce n'est plus le trop illustre M. Schmidheiny que nous envoyons sur les bords de la Seine. Les Alliés n'auront plus à se demander si nous nous moquons d'eux.

Nous avons à solliciter en bien d'autres matières : pour faire reviser la convention du Gothard, en tout cas ; celle du Simplon, peut-être ; pour nous faire garantir la libre navigation sur le Rhin ; pour faire consacrer par un acte officiel la bonne volonté de la France à faciliter notre trafic par le Rhône, notre accès à la Méditerranée par Cette ou l'étang de Berre, à l'Atlantique par Bordeaux.

La France a dénoncé le contrat qu'elle avait lié avec nous et

ramené en question la franchise de la « zone », dans la Haute-Savoie. Il y va des intérêts vitaux de Genève. On ne saurait attacher trop d'intérêt à cette question, qu'un de nos collaborateurs expose en ce moment même dans la *Bibliothèque universelle*.

Est-ce là tout ? Tant s'en faut. Que sera la ligue des nations et dans quelles conditions, avec quelles obligations et quelles garanties la Suisse y pourra-t-elle entrer ?

Deux conceptions sont en présence. Si l'on se borne à instituer un tribunal d'arbitrage obligatoire entre les nations, avec des sanctions économiques et, en cas de nécessité inéluctable, des sanctions militaires, nous n'aurons guère qu'à déférer aux décisions des grandes puissances. Si, au contraire, le contrat de société entre nations comprend une sorte d'organisation internationale du commerce et de l'industrie, une charte mondiale du travail, qui soit ?.. une organisation financière, prenons garde que cette entente ne nous fasse pas une situation inférieure. Plus elle sera étroite, plus aussi elle sera restreinte. Une stipulation contre l'impérialisme militaire serait à notre avantage, comme au profit de tout le monde et ne changerait, chez nous, que bien peu de choses. Mais notre situation deviendrait difficile, comme celle des neutres, plus que celle des autres neutres, si les Alliés forment entre eux un pacte qui leur assure des avantages réciproques, d'ordre économique et social ; car on ne peut guère imaginer qu'ils y fassent participer l'ennemi brutal dont les lèvres gardent encore l'habitude de la menace et dont la conversion aux idées humanitaires ne s'atteste nullement par des preuves convaincantes. Plus le pacte offrira d'avantages et plus il sera malaisé d'y avoir part. Entre ceux qui l'auront noué et ceux qui en seront exclus, quelle sera notre situation ? Y aura-t-il, comme dans l'ancien projet anglais, des citoyens de premier, de second, de 3^e rang ? Par exemple, un accord douanier entre les puissances de l'Entente nous laisserait-il à l'écart ? Encerclés comme nous le sommes, nous étoufferions. Ce serait l'expatriation forcée de nos industries et des meilleurs éléments de notre personnel. Nous ne vivrions que du dehors

et, par une conséquence paradoxale mais inévitable, nous nous défendrions d'autant moins efficacement contre l'immigration la moins désirable. Songez au taux du change ! Aujourd'hui même, ce que l'Allemand produit chez lui pour 50 pfennigs et nous, chez nous, pour 50 centimes, il peut le vendre chez nous avec un gros bénéfice, au-dessous de notre prix de revient.

La Société des nations, il faut que nous en fassions partie, pour des raisons d'ordre moral et politique et aussi pour des raisons d'ordre économique. Celles-ci ont partout trop de connexions avec celles-là pour que nous nous fassions scrupule de les alléguer.

Ample besogne, lourde tâche que celle de nos négociateurs. Pour nous, qui ne pourrions que les accompagner de nos vœux pleins d'anxiété, notre moyen de les soutenir est de procéder à un nettoyage rigoureux de l'un à l'autre bout de la Suisse. Qu'ils ne représentent pas, devant le tribunal du monde, un peuple suspect !

Sans exagérer nos difficultés plus que nos vertus, nous avons le droit de dire que nous avons observé nos devoirs autant que tous les neutres. Mais ce n'est peut-être pas beaucoup dire. Et puis, l'on ne s'enquerra guère du passé, si ce n'est en prévision de l'avenir. On nous demandera des garanties et l'on ne peut faire autrement que d'en exiger de nous. Mettons-nous en mesure de les fournir, si nous voulons échapper à un contrôle économique et social aussi nuisible qu'humiliant.

Déjà plusieurs des puissances alliées ont dénoncé leur traité de commerce et d'établissement avec la Suisse. Nous n'avons pas dénoncé le nôtre avec l'Allemagne et nous demeurons astreints à l'obligation de subir l'invasion prochaine, l'infiltration, l'immigration, l'inondation dont les flots s'amassent à la frontière. Nous ne la retenons que par des expédients. Qu'attend-on pour parer à ce danger ?

L'eût-on fait, qu'il faudrait davantage. Outre les « Suisses façon », — pour employer le mot populaire, — un débordement de « produits façon » nous menace, et les Alliés ne pourront les refouler à notre porte qu'en se montrant sévères aussi pour les

notres. Nos commerçants, nos industriels, ne peuvent-ils ou ne veulent-ils donc pas s'organiser pour se défendre ? De quoi s'agit-il enfin ? De faire respecter le nom suisse, de maintenir l'honnêteté suisse. Attendront-ils que le gouvernement fédéral se rende à la nécessité et nous inflige une de ces bonnes lois qui augmentent les attributions de l'Etat et blessent ceux qu'on veut protéger sans gêner outre mesure ceux qu'on veut atteindre !

Je salue avec joie la création toute récente, mais longuement mûrie, de la Fédération des hôteliers suisses. C'est un bon exemple et une heureuse promesse. On n'a pas mâché les mots à la séance inaugurale. Un double but : premièrement, grouper les maisons qui travailleront sous une direction suisse, avec un personnel suisse, à l'aide de capitaux suisses ; deuxièmement, établir une collaboration étroite de la direction et du personnel et veiller à l'amélioration indispensable du sort des employés. La pensée nationale et la pensée sociale, voilà qui est juste, ferme et généreux.

Entre cette *Fédération des hôteliers suisses* et la *Fédération suisse des hôteliers*, qui, jusqu'à présent, était seule, il n'y aura point de conflit si l'on ne veut pas qu'il y en ait. Il suffit qu'on accepte de dissiper les équivoques. Les maisons desservies, dirigées, financées en tout ou partie par des ressortissants des empires centraux seront connues pour telles. On saura quelles sont les autres. Cela est bien, c'est le grand jour, c'est la franchise.

La Fédération des hôteliers suisses entrera en relations avec les associations similaires et les Touring-Clubs des pays de l'Entente, et conclura des arrangements avec ces corporations avec celles-là seulement. De la politique ? Non ; de la netteté et de l'honnêteté. Les étrangers qui viendront chez nous sauront où ils descendent, et quelles gens ils doivent s'attendre à rencontrer.

Ce même besoin de netteté s'est fait jour dans toute la Suisse romande lorsqu'il a été question de réunir à Lausanne ou à Genève un congrès des socialistes internationaux.

C'est à Berne qu'il siègera, la chose est décidée. Berne l'accepte, nous dit-on, vous auriez fort bien pu l'accepter. Et déjà certaines voix se font entendre ; on nous souhaite de n'avoir pas plus de remords que les congressistes n'auront de regrets. On nous reproche d'avoir agi à la précipitée, d'avoir crié au danger bolchéviste quand il s'agissait, au contraire, des socialistes les plus ennemis du bolchévisme....

Nous n'avons point du tout de remords. Nous sommes très heureux que le congrès n'ait pas lieu chez nous. Quand on a les mains propres, on regarde à ce qu'on touche. Ce congrès est impossible dans les pays de l'Entente, voilà pourquoi on le fait en Suisse. Grand merci de l'honneur ! Il est impossible dans les pays qui ont fait triompher le droit, d'abord parce qu'il a pour promoteurs des défaitistes avérés, les Branting, les Troelstra, les Longuet. Ne se rappelle-t-on plus le rôle que ce Troelstra est venu jouer chez nous pendant la guerre ?

En second lieu ce congrès était impossible dans les pays de l'Entente parce qu'il ressemble trop à une manœuvre contre les gouvernements alliés. Pendant qu'ils discutent dans l'intérêt de la nation tout entière, on tient les assises d'un parti, d'une classe sociale, avec la prétention expresse « d'exercer une pression » sur les gouvernements, c'est-à-dire de leur imposer la volonté d'une partie de la nation qui se substitue à toutes les autres. Nous n'avons pas voulu que le nom de la ville de Lausanne fût attaché au souvenir de cette manœuvre. Lausanne mérite mieux que cela.

En troisième lieu, ce congrès est impossible dans les pays alliés parce qu'il est organisé pour ménager une rencontre et un traité séparé entre les congressistes des nations alliées et les socialistes des empires centraux, qui, chez eux, font partie du gouvernement. Il n'y a pas trois mois, on aurait appelé cela nouer des intelligences avec l'ennemi. L'état de guerre ouverte a cessé, sauf en Pologne, toutefois, et même en Carniole et quelque peu sur le Danube ; mais l'état de paix n'est point encore proclamé. A quels tripotages la présence des Allemands et des Autrichiens peut-elle donner lieu ? La Suisse romande ne veut

par de cela chez elle. Elle a dix fois raison. Les hôtes que la Suisse reçoit sans les avoir priés sont les hommes de Zimmerwald et de Kienthal; Qu'ils aillent à Kienthal et à Zimmerwald.

On nous répète qu'ils ne sont pas bolchévistes. Le beau billet! Avons-nous jamais prétendu qu'ils venaient chez nous jouer du couteau? Mais s'ils font éclater la grève dans leurs pays, afin d'imposer leurs dogmes, n'y a-t-il pas des chances pour que le couteau luisse? Et, pour discuter sur la journée de huit heures ou sur le salaire minimum, fallait-il tant de fla-fla, fallait-il les Allemands et peut-être les Russes? Car nous savions que la Balabanov était en Suisse et nous savons qu'elle n'y est pas rentrée seule et que d'autres s'y trouvent avec des passeports aussi réguliers et tout aussi faux que le sien. Outre ce que le public verra, songez à tout ce qu'il ne verra ni n'entendra. Les auteurs de la grève du 11 novembre ont aussi décliné — après coup — toute solidarité avec le bolchévisme. Les promoteurs du congrès ont-ils décliné toute solidarité avec eux? Peut-on croire leurs intentions si pures quand on les a vus à l'œuvre pendant la guerre, — je parle de la plupart d'entre eux, — et quand les Belges, quand M. Gompers, le chef des travailleurs américains, refusent, n'ont pu accepter encore, malgré toutes les sollicitations, de se joindre à eux?

La Suisse romande a fait preuve d'un solide bon sens. Elle veut la paix et se fie aux plénipotentiaires de Paris pour la rendre sur le droit; elle veut qu'on la laisse en paix et ne se fie point aux socialistes internationaux pour la lui rendre ou la lui assurer.

A suivre d'un peu plus loin les délibérations des congressistes, nous n'en serons que plus à notre aise pour apprécier leurs intentions, leurs prétentions et leurs résolutions. D'immenses problèmes se posent. Jamais l'heure ne fut plus propice, jamais l'occasion ne fut plus favorable pour en ébaucher la solution, puisque le statut du travail, la grande charte de libération, ne peut réussir que par un accord international. Ce sera l'œuvre de la Société des nations. Il n'appartient pas à ceux qui n'ont pré-

ché que la guerre de classes d'en revendiquer l'honneur. La Société des nations sera fondée à Paris, par les hommes que les congressistes de Berne n'ont cessé de combattre et qui ont sauvé le monde. Société des nations, œuvre admirable que nous appelons de tous nos vœux et qui ne se fera, ni par la dictature d'une classe sociale, ni par l'hégémonie d'un Etat, mais par l'union des classes et le rapprochement des patries. On peut dire, dès aujourd'hui, que l'humanité se constitue.

Si nous parlions livres ? Hélas ! il ne reste guère de place que pour une sèche nomenclature. Mentionnons d'abord le recueil de vers de M. J. S. Loth¹ qui a paru à la fin de l'année 1918. Sa vibrante sincérité trouvera grâce aux yeux de tous ceux qui goûtent la poésie telle que le cœur la dicte à l'inexpérience. De l'une à l'autre de ses trois parties, les *Préludes*, la *Flûte brisée*, le *Calvaire d'une âme romande*, ce petit livre exprime les joies d'enfance du poète, ses fiertés patriotiques, un sentiment de la nature exalté, puis ses indignations au début de la guerre et ses pensées de Suisse qui gémit, adjure et proteste.... Je rends hommage à l'élévation de ces sentiments et voudrais pouvoir louer sans réserves, non seulement l'âme, mais l'art du poète. M. Loth sent avec force les aspects colorés de la nature ; il a des mots heureux, un rythme vif et parfois de la véhémence. Mais le « métier » lui fait défaut presque entièrement et la prose le dispute victorieusement à la poésie en beaucoup d'endroits de son œuvre. C'est une œuvre de début. Nos meilleurs vœux accompagnent M. Loth dans sa carrière poétique.

M. Gustave Doret a été bien inspiré en réunissant les charmantes *Lettres à ma nièce*² qu'il a fait paraître de 1917 à 1918. Il y en a dix, dont la première, en guise d'introduction, traite de l'infiltration germanique dans le monde musical suisse et des difficultés que rencontrent chez nous les musiciens de notre pays. Les deux suivantes développent ce point. Dans chacune

¹ *Le chemin de l'honneur*. Lausanne, imprimerie de la Concorde, 1918.

² Gustave Doret, *Lettres à ma nièce*. 1917-1918. Editions Henn, Genève ; Fischbacher, Paris.

des autres l'auteur aborde un sujet nouveau : l'insuffisance de notre musique religieuse ; la tyrannie de la virtuosité ; la régénération du chant populaire ; la musique militaire ; la nécessité de l'union des Suisses pour assurer leur indépendance musicale ; le souvenir des grands musiciens étrangers qui vécurent dans notre pays ou le parcoururent ; le rôle des écoles de musique en général et des dilettantes en particulier.

Avec une extrême bonne grâce, émaillant ses réflexions de quantité d'anecdotes, de traits historiques et de fines pensées, M. Doret nous pose des questions troublantes. Je n'ose me hasarder dans cette discussion. Mais personne n'ignore que M. G. Doret a contribué lui-même à résoudre l'un ou l'autre des problèmes qu'il agite, notamment celui de la réforme de nos musiques militaires et de notre chant scolaire. Nous lui devons beaucoup s'il réussit et tous ceux qui liront ces pages agiles et gracieuses lui devront en tout cas un plaisir très vif.

Laissons, pour cette fois, les ouvrages de science. Pourtant, M. H. de Pury ¹ nous propose des vues suggestives sur l'avenir économique de la Suisse. Sa brochure a excité à juste titre l'attention du public. Les solutions hardies ne l'effraient point. Mais quelle que soit la forme de l'application pratique, c'est bien notre vœu à tous que de voir l'ouvrier associé à la formation du capital en qualité de participant. Non pas la destruction ni la socialisation du capital, mais la multiplication des capitalistes.

Volontiers je m'attarderais à commenter l'ouvrage de M. Maurice Bedet ² sur l'évolution du règne animal et la formation de la société ; recommandons-le particulièrement aux biologistes qui se préoccupent des études de sociologie et aux sociologues à qui les notions générales de l'histoire naturelle ne sont point étrangères. Ils y trouveront profit et agrément, tant la science s'y fait simple, tant l'argumentation y est naturelle. Mettons-le

¹ H. de Pury, *La Suisse dans le monde économique de demain, au point de vue économique et social*. Delachaux & Niestlé, Neuchâtel, 1926.

² Maurice Bedet, *Essai sur le règne animal et la formation de la société*. Gauthier, Georgi Paris, Alcan.

en réserve, avec des réserves cependant. M. Bedot déduit plutôt qu'il n'explique la formation de la société. Le naturaliste, en lui, l'emporte sur le sociologue.

L'ouvrage copieux, riche d'informations, émaillé d'anecdotes succulentes, que M. de Tourtoulon vient d'écrire en deux tomes sur les *Principes philosophiques de l'histoire du droit*¹ pourrait bien être une œuvre entièrement originale. Cette analyse du mécanisme — si compliqué — de la pensée juridique témoigne d'une érudition singulière et d'une remarquable connaissance des données de la psychologie, de l'histoire, de la philosophie, de la logique, sans parler du droit proprement dit, qui est la spécialité de l'auteur. Je ne songe pas à faire de ce livre un résumé, même approximatif. C'est une source ; on y puisera et l'on s'y abreuvera. Je me borne à le signaler et à rendre à M. de Tourtoulon l'hommage que méritent son grand savoir et la belle qualité de sa pensée.

Une œuvre d'imagination, pour terminer. M. Charles Gos est bien connu de nos lecteurs. La principale nouvelle de ce recueil, *Gladys*², a paru dans la *Bibliothèque universelle*. Toutes celles qui l'accompagnent respirent la force. La netteté du trait, la précision de la couleur, la noblesse de l'inspiration leur donnent non seulement un vif attrait, mais un mérite littéraire incontestable. Peut-être y sent-on à l'excès la recherche des effets violents. La montagne, sans doute, est souvent tragique. Encore est-il bon que, dans le livre, la tragédie soit préparée, que des gradations variées la ménagent et que l'âme, parfois, se détende. M. Gos, en tout cas, possède le talent de conter et la vision colorée du peintre. Ce sont là de fort belles parties de l'art.

MAURICE MILLIoud.

¹ *Les principes philosophiques de l'histoire du droit*, par P. de Tourtoulon. professeur à l'Université de Lausanne. Lausanne, Payot, 1919.

² Charles Gos, *La croix du Cervin*. Payot, Lausanne et Paris, 1919.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

L'école de l'aviation : l'avion de transport. — Remèdes contre la grippe : vaccins et plasmothérapie. — Les explosifs en agriculture. — Les vitamines, leur nature. — Le sondage de l'atmosphère par le son. — Greffe d'actines mortes. — Publications nouvelles.

Parmi les leçons de la guerre, il convient de retenir la futilité des zeppelins. Ces appareils dans lesquels leur inventeur et la grande majorité, en Teutonie, mettaient une confiance tenace, se sont, en effet, montrés des armes de guerre médiocres. C'est au point que zeppelinade est devenu synonyme de galéjade, de « blague » sans importance. Les zeppelins ont-ils un avenir comme engins de transport en temps de paix ? C'est ce qu'on verra. Mais à la guerre ils n'ont pas brillé. Ils peuvent bien s'attaquer avec quelque succès à des villes et agglomérations non défendues, comme un sous-marin à un *Lusitania* : mais lottés contre des adversaires armés n'est guère leur affaire : ils l'ont fait voir à maintes reprises.

Les aéroplanes, par contre, ont donné des résultats très intéressants. Non seulement ils se sont montrés des engins de guerre formidables entre les mains des héros à la Guynemer : on croit discerner aussi qu'en temps de paix ils pourront rendre des services de grande importance.

Au mois de novembre Londres a pu voir passer dans les airs le plus grand aéroplane qu'on ait jamais construit, portant quarante passagers. C'était un Handley Page, construit en vue de fins pacifiques, l'idée étant que l'avion peut très bien servir de moyen de transport de voyageurs. Il est question d'organiser un service de Paris à Londres, qui ne coûterait guère plus que le voyage par chemin de fer et vapeur, et serait beaucoup plus rapide. Un mouvement marqué vers les avions géants est manifeste. Ce n'est toutefois pas en France qu'il a pris son principal essor, comme on aurait pu s'y attendre après tout ce que ce

pays a fait pour le développement de l'aviation. Les services techniques officiels n'ont pas été assez avertis pour encourager la fabrication d'avions géants, et ceux-ci ont vu le jour principalement en Russie, en Angleterre, en Italie, aux Etats-Unis, d'un côté, et en Allemagne de l'autre.

C'est en Russie qu'on a pu voir les premiers de ces appareils, les Ilija Mourometz de l'ingénieur Sikorsky. L'Angleterre a fourni les Handley Page, l'Italie les Caproni, les Etats-Unis le Langley. La France pourtant n'est pas restée inactive : les avions Voisin le font voir.

La guerre a beaucoup fait pour le développement de l'aviation. Elle a imposé la nécessité de la spécialisation des avions, et il a fallu chercher des types divers appropriés à des fonctions diverses. De là des appareils très différents, excellant à des points de vue variés, construits en vue de missions spéciales. L'avion à tout faire n'existe pas : il n'y a et il ne doit y avoir que des avions différents créés en vue de besognes différentes. C'est là le fait principal qui a été reconnu, et qui a orienté les expériences. L'avion doit être établi de façon tout autre selon qu'il doit remplir telle ou telle mission, s'acquitter de telle ou telle tâche. Voilà qui est bien entendu.

L'aviation ne fait évidemment que commencer. Il faut bien voir que durant la guerre des capitaux considérables ont été engagés dans l'aviation militaire. Des usines d'avionnerie ont pris naissance : elles voudront continuer à vivre après la cessation des hostilités ; elles travailleront donc à créer une aviation civile, industrielle, à multiplier les avions et les applications quotidiennes de l'aviation.

Il faut s'en féliciter, du reste. Car l'aviation est quelque chose de très considérable. Le rôle qu'elle a joué depuis cinq ans n'est rien auprès de celui qu'elle jouera dans les guerres ultérieures. Chacun le sait, et le sent, et quiconque n'est pas assez aveugle et utopiste pour s'imaginer, comme l'ont fait les Jaurès et les malheureux qu'il avait endoctrinés, que la guerre est chose désormais impossible, ne pourra que se féliciter de l'élan donné

à l'aviation. Un ministre imbécile proclamait sentencieusement à la veille de la guerre que l'aviation n'est pas une arme, mais un service : l'événement a montré que c'est plusieurs services, et par surcroît une arme importante. L'avion va prendre, en temps de paix, une place considérable et variée, et cela profitera grandement à l'aviation de guerre, en préparant les escadrilles spécialisées de l'armée aérienne de l'avenir.

— On a essayé de nombreux remèdes contre la grippe, et les procédés conseillés ont été très divers. A en juger par la mortalité, la thérapeutique généralement adoptée n'avait rien de très extraordinairement efficace. Ou bien le microbe était d'une virulence exceptionnelle. Quoi qu'il en soit, si l'on n'a pas trouvé le remède de la grippe, on a émis quelques idées intéressantes au sujet de son traitement.

Ainsi, dans une note à l'Académie des sciences, MM. A. Grigaut et F. Moutier ont communiqué un essai de traitement de la grippe par la plasmothérapie. Ils ont traité des grippes en leur injectant dans les veines du plasma de sujets grippés convalescents.

La méthode consiste à prélever un peu de sang, au moyen d'une grosse aiguille (veine du pli du coude), le prélèvement étant effectué du 4^e au 6^e jour de la convalescence. Le sang, additionné de citrate de soude, est laissé au repos ; les globules tombent au fond et le plasma décanté est enfermé en vases stériles. Les résultats thérapeutiques obtenus varient selon que le traitement est précoce ou tardif. Sur 65 cas de grippe à forme pulmonaire, 10 choisis parmi les plus graves d'emblée ont subi le traitement plasmothérapique ; 8, traités avant le 3^e jour, ont présenté une amélioration immédiate, saisissante, au point de vue de la température, de l'état général et des accidents pulmonaires ; la maladie a tourné court et la crise s'est produite en 24 heures. Une seule injection de 60 centimètres cubes a généralement suffi à amener ce résultat. Mais dans deux cas traités après le 3^e jour le traitement n'a servi de rien et le mal a suivi une évolution fatale malgré l'emploi de fortes doses.

Il semble bien d'après les faits recueillis que l'injection intra-veineuse de plasma de convalescent, pratiquée au début de la grippe, hâte l'immunisation de l'organisme et provoque une crise précoce. Plus tard, l'organisme semble ne pas pouvoir utiliser les substances immunisantes qui lui sont fournies.

D'autre part M. Casimir Cépède, naturaliste bien connu, a, lui aussi, cherché le remède de la grippe. Il a d'abord cherché le microbe; mais ils étaient légion, et c'est sans doute ce à quoi tient la diversité des tableaux cliniques de la grippe. Pourtant trois personnages tiennent le haut du pavé : pneumocoque, et streptocoque en particulier. Et avec ces trois espèces, cultivées de façon appropriée, M. Cépède prépare un vaccin. Il les cultive sur gélose et peptone, lave les exotoxines, puis détache les colonies qu'il tue par ébullition. Le vaccin paraît agir très favorablement. Il est évident que plus on l'utilise tôt, mieux cela vaut; l'employer tardivement est inutile.

— Les nations disposent d'un stock d'explosifs considérable. A quoi pourront-elles bien les employer? Car cela ne se conserve pas indéfiniment, les explosifs, et il faut décider ce qu'on en fera. M. André Piédallu conseille de les utiliser dans l'agriculture. Cela peut étonner, aussi M. Piédallu explique-t-il son opinion. Il a, comme tous ceux qui ont visité le champ de bataille, remarqué que les plantes sauvages se développent avec une vigueur exceptionnelle sur les bords des anciens trous d'obus et des tranchées bouleversées par les explosifs. Et cette croissance pour lui s'explique par la fissuration du sol et par son imprégnation des produits nitrés libérés par l'explosion. Il faut observer que l'on a déjà, en Amérique, il y a quelques années, conseillé le labourage à la dynamite. Celle-ci conviendrait non seulement au nettoyage du sol planté en arbres, à l'extirpation des souches; elle rendrait de grands services dans la préparation des trous destinés à recevoir des pieds d'arbres. On a constaté en Amérique que, dans les trous creusés à la dynamite, les arbres poussent beaucoup plus vite que dans les trous faits à la bêche. L'explosif ameublait le sol à la ronde et

facilite l'expansion des racines, cela est évident. Celles-ci s'allongent plus aisément en terrain meuble qu'en sol compact. Et puis le sol qui a été soumis à l'explosion est mieux ventilé.

Partant de ces idées M. A. Piédallu a imaginé des cartouches spéciales où à l'explosif est ajouté un peu d'engrais chimique. Elles s'emploient de façon très simple : on creuse un trou de mine de 60 centimètres avec un pieu en fer, on introduit la cartouche, on allume, et on attend les événements — un peu plus loin. L'explosion produit une cavité sphéroïdale d'environ 80 centimètres de profondeur, à parois très fissurées. On laisse reposer la terre, après quoi on plante l'arbre sans difficulté.

— Parmi les récipiendaires des médailles de la Société royale de Londres, il faut remarquer la *Royal medal* attribuée au professeur F. G. Hopkins. Ce physiologiste anglais a été des premiers, si ce n'est le premier, à reconnaître et à annoncer que des quantités minimes de certains corps, dont la valeur nutritive n'avait pas été soupçonnée jusque-là, exercent une influence considérable sur la croissance et sur la nutrition normale. M. Hopkins a été l'un de ceux qui ont le plus contribué à ouvrir dans la physiologie une voie nouvelle, et à y écrire un chapitre nouveau, en montrant l'importance des facteurs accessoires de la nutrition, des vitamines. Il a montré que sans celles-ci une ration qui, autrement, paraît largement suffisante, d'après les règles ordinaires, exigeant tant de matières azotées, tant d'hydrocarbures, tant de graisse, et tant de sels, est incapable de permettre la croissance, ou même d'entretenir le puits et la vie. On doit au physiologiste anglais des recherches importantes sur ce qu'on peut appeler la détermination des valeurs nutritives spécifiques des éléments individuels principaux de la molécule protéique. Il a montré par exemple que, si d'une ration déterminée qui suffit à la nutrition on retire deux amino-acides, l'arginine et l'histidine, la ration, tout en restant théoriquement suffisante d'après les notions classiques, cesse d'être capable d'entretenir la vie. En somme, dans l'alimentation il faut tenir grand compte de la qualité des amino-acides, plus que de leur

quantité. Il en est de plus importants que d'autres. Dans ces conditions M. Hopkins a été amené à se demander s'il ne serait pas possible de maintenir la vie non pas en alimentant l'animal de protéine, de la totalité des amino-acides constituant la protéine, mais en ne lui fournissant que quelques-uns seulement de ces amino-acides ; ce qui équivaldrait à démontrer que les uns sont indispensables, et les autres inutiles. L'expérience a démontré que si, au lieu de faire ingérer les 18 amino-acides différents constituant la protéine, on n'en administre que 5, la mort survient rapidement si ces 5 sont choisis parmi les plus simples, la leucine, l'alanine, la glycine, l'acide glutannique. Par contre la vie et la nutrition persistent si l'on choisit les 5 amino-acides parmi les types les plus complexes, par exemple : la tyrosine, la tryptophane, l'histidine, la lysine, la cystine. En viendrait-on, avec le temps, à nourrir l'organisme avec de petites quantités d' amino-acides bien choisis, au lieu d'encombrer le tube digestif de masses alimentaires riches en amino-acides inutiles ? En tout cas, les recherches d'Hopkins enlèvent aux vitamines le caractère mystérieux et énigmatique qu'elles présentaient, et posent la question sur le terrain de la chimie physiologique de façon telle que l'étude en est beaucoup simplifiée.

— Il a été dit plus haut que les explosifs peuvent rendre de grands services en agriculture. On peut les utiliser autrement aussi, et le général Bourgeois a montré à l'Académie des sciences les services qu'ils peuvent rendre à la météorologie dans la détermination de la direction et de la vitesse des vents, à l'aide de sondages par le son. La guerre est venue au secours de la météorologie. Au début c'était cette dernière qui aidait celle-là. L'artillerie et l'aviateur avaient besoin de savoir quels courants existaient dans les hauteurs de l'atmosphère, quelle était leur force, quelle était aussi leur direction. De nuit et par temps couvert, on ne savait rien de ceci : de jour on pouvait bien employer les ballons-sondes. Mais à la guerre on n'avait guère le temps de se livrer à ces expériences qui, du reste, n'étaient possibles

que par beau temps et en plein jour. Il fallut donc inventer une autre méthode.

En deux mots, voici en quoi elle consiste. On laisse s'élever un ballon : il part au-dessus des nuages, et on ne le voit plus. Mais on l'entend. Il est pourvu de pétards qui éclatent à des intervalles réguliers. Des appareils de repérage par le son enregistrent les explosions, ce qui permet de déterminer la position des points d'éclatement dans l'espace. La trajectoire est ainsi jalonnée par une série de points, par une série de visées acoustiques comme dans la méthode du sondage par théodolite elle est jalonnée par une série de visées optiques. Par l'ensemble des projections horizontales des points d'éclatement, et la connaissance des temps écoulés entre les éclatements on détermine la vitesse et la direction du vent entre les altitudes où se sont produites deux explosions successives.

Les pétards sont de 200 grammes environ de mélinite et s'entendent bien même à 15 kilomètres malgré les vents contraires.

Les résultats obtenus ont donné pleine satisfaction à l'artillerie et à l'aviation : il y a donc lieu de continuer à utiliser la méthode qui permet d'explorer les mouvements de la troposphère. La météorologie dispose désormais d'une méthode d'investigation commode et préieuse; elle saura sans doute en faire usage.

— Peut-on véritablement intercaler de l'artère morte sur le trajet d'une artère vivante (réséquée pour cause de lésion locale par exemple), et compter que la circulation se fera normalement? La question se posait avant la guerre, par les belles recherches de Carral. D'après MM. Nageotte et Sencert, il n'y a pas de doute : l'opération réussit parfaitement sur le chien. Les expériences ont consisté soit à remplacer un segment de la carotide primitive, soit à combler une perte de substance de la paroi antérieure de l'aorte abdominale par des greffons d'artère empruntés à des animaux de même espèce et conservés dans l'alcool. Au bout de quelques mois on sacrifie l'animal pour voir ce qu'il en est de la circulation et du greffon.

Or, on constate que les tissus de l'artère restée en place, et du greffon, mis au contact, sont réunis. La tunique interne du greffon est complète; elle a été reconstituée par la multiplication et le durcissement des cellules endothéliales. Les autres tuniques du greffon ont repris l'aspect habituel; nul épaississement, rien qui fasse penser à l'enkystement d'un corps étranger. Il n'y a eu nulle substitution d'éléments nouveaux à ceux du greffon. Dans la tunique moyenne on voit s'opérer une métaplasie cellulaire très intéressante, et se former des cellules musculaires.

Sans entrer plus avant dans les détails histologiques, retenons en gros la conclusion qui est d'un vif intérêt pratique : c'est que des greffons d'artère morts peuvent remplacer des segments d'artère malades, lésés, et ceci est d'une grosse importance pour la chirurgie tant de paix que de guerre.

— Publications nouvelles : *La grande guerre, les nations et les hommes*, par Léon Maccas (Berger-Levrault). On trouvera ici les réflexions d'un contemporain, contemporain fort averti et d'esprit très fin, sur une foule de questions présentes. C'est un recueil de pensées, de critiques, de discussions brèves, destiné à faire réfléchir et juger, qu'il faut lire et méditer. — Dans *Les maladies des sociétés* (Flammarion), le Dr J. Héricourt nous donne un résumé très net et saisissant des ravages de la tuberculose, de la syphilis, de l'alcoolisme et de la stérilité. Ce sont essentiellement des maladies sociales. Elles frappent non seulement l'individu, mais toute la société par la répercussion qu'elles ont sur la famille, l'entourage et le corps social. L'auteur signale et dénonce les maux et leur intensité : il montre aussi comment on pourrait s'y prendre pour se défendre. Livre excellent qu'il faut lire et faire lire à tous. — Il faudra des années pour écrire l'histoire de la brutalité boche, et de ses attentats contre la civilisation. L'ouvrage de M. F. Passelecq sur *La magistrature belge contre le despotisme allemand* (Berger-Levrault) se rapporte à un des épisodes de cette histoire, et montre tout ce qu'il y a d'enfantin dans les « habiletés » germaniques à côté de tout ce

qu'elles rendissent d'odieus. Dire qu'ils seront peut-être mille ans avant de comprendre combien ils furent bas; comme ils seront mille ans avant de percevoir qu'ils sont encore plus abjects dans la défaite qu'ils ne furent puérilement arrogants quand ils se croyaient vainqueurs. — Les *Lettres à l'Académie des sciences*, de M. Alfred Lartigue (sur l'unification des forces et des phénomènes de la nature), avec préface de M. D. Berthelot (G. Doin & fils), constituent un ouvrage curieux se rapportant à divers sujets dont il a été parlé à l'Académie. Sur ces sujets, M. Lartigue fait ses observations, et ses réserves; il note les divergences d'opinions et les contradictions, il formule ses critiques. Son livre intéressera un public divers, mais limité: le public des spécialistes de la science, et surtout des sciences physiques et chimiques, un peu des sciences biologiques aussi. — Dans *L'outil de l'esprit public* (Dunod & Pinat), M. Henri Fayol publie trois conférences où il présente un programme qui peut se résumer en un seul mot: « industrialiser. » En quoi il a raison. Il s'agit d'obtenir le maximum de rendement, et c'est par l'industrialisation qu'on l'obtiendra. Prévoir, organiser, commander, contrôler, coordonner en toutes choses, voilà l'indispensable dans l'enseignement, l'administration, l'industrie, etc. On ne saurait trop le répéter. — Le très beau volume sur *La biologie de la plaie de guerre*, que publient MM. Delbet et Noël Flessinger (F. Alcan), constitue une œuvre de haute valeur. Comment vit et évolue une plaie? La guerre a posé le problème avec une acuité spéciale. Les auteurs montrent tour à tour en quoi consiste la lésion, comment elle s'infecte, comment l'organisme se défend, comment les tissus se réparent. A lire spécialement le chapitre consacré à la critique des antiseptiques, qui ont été fort discutés depuis quatre ans. Ce livre constitue une mise au point des plus intéressantes et des plus complètes, par des auteurs particulièrement qualifiés.

Signalons enfin *L'aviation de demain, son avenir industriel et commercial*, par Jean Dargon (Berger-Levrault). L'auteur pense comme M. d'Aubigny qui, il y a un an, disait: « L'aviation,

avant la guerre, était un sport. L'aviation, pendant la guerre, aura été une arme. L'aviation, après la guerre, sera une industrie de transport. » M. Jean Dargon croit fermement que l'aviation a devant elle un grand avenir. En tout cas elle est outillée de façon à pouvoir aspirer à beaucoup de choses. Elle est très vivante; elle voudra vivre, et comme il a été dit au début de cette chronique, il faudra qu'elle vive, car elle constitue et constituera toujours plus une arme formidable qu'il conviendra d'entretenir tant qu'il existera des nations de proie. M. Dargon voit l'aviation de demain servant la poste, le tourisme, les colonies, etc. Il a raison. Tout cela, on le verra, et avant peu, et dès maintenant il faut y songer.

HENRY DE VARIGNY.

CHRONIQUE POLITIQUE

La conférence de la paix. — Grand désordre dans l'Europe orientale. — Heurs et malheurs de la nouvelle Allemagne. — La vie politique dans les Etats occidentaux.

La conférence de la paix est ouverte; la conférence de la paix travaille: c'est le grand événement de ce mois de janvier. Elle a été inaugurée le 18 par le président de la République française; puis M. Clemenceau, présenté par MM. Wilson, Lloyd George et Sonnino, en a pris la direction. Il a indiqué l'ordre du jour, qui du reste n'a pas même été abordé. Les diverses délégations ont seulement été invitées à préparer des mémoires sur les sujets en cause. Ces mémoires, qui doivent être produits dans le plus bref délai possible, formeront les éléments de projets généraux élaborés par le secrétariat et reviendront en discussion.

Toutes les puissances belligérantes alliées ou associées sont représentées à la conférence. Le nombre des délégués de chacune varie de un à cinq, suivant l'importance de leur gouverne-

ment. Seules les puissances à intérêts généraux, les Etats-Unis, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon prennent part à toutes les séances et commissions ; les Etats à intérêts particuliers, parmi lesquels on voit représentés, à côté de la Belgique, de la Roumanie et de la Serbie, le Guatemala, Cuba, Haïti, Panama, la république de Libéria et bien d'autres encore, ne sont conviés qu'aux séances plénières et à celles où sont discutés des intérêts qui les concernent. Cette distinction est sans doute indispensable. Elle est quand même un peu trop inspirée par les souvenirs du congrès de Vienne pour faire une très bonne impression.

Mais au moins la conférence s'est-elle mise vigoureusement au travail ? Sommes-nous assurés qu'elle va faire de bonne et prompte besogne ? Ici mon embarras est grand. Je suis mal venu à critiquer un congrès qui vient de s'ouvrir et que dirigent les plus grands hommes de l'heure présente. Pourtant, comme je l'ai fait en présence des méthodes qui ont inspiré l'Entente pendant la plus grande partie de la guerre et qu'on ne s'est décidé à corriger que sur le tard, après d'effroyables sacrifices, je veux dire mon avis nettement.

Un acte préliminaire devait être accompli, me semble-t-il. Dès le lendemain de l'armistice, l'état-major allié aurait dû, en ferme et rude langage, interdire aux gens pressés de se faire justice eux-mêmes, d'envahir les territoires sur lesquels ils proclamaient des droits — tout cela devait être réservé à la conférence. Il aurait dû surtout sommer, avec des menaces à l'appui, les bolchévistes de Moscou d'arrêter leur orgie sanglante et de changer leurs méthodes de gouvernement. L'Entente, dans tout l'état de sa victoire, possédait un prestige immense et des moyens d'action indéfinis : l'ordre aurait été entendu et obéi.

La conférence se serait réunie dans une atmosphère bien autrement calme que celle d'aujourd'hui. Son premier devoir paraissait être de refaire une carte de l'Europe, de fixer les frontières, non seulement entre les Etats belligérants, mais entre les créations nouvelles qui prétendent avoir une place à la

lumière. Car les peuples comprennent mal qu'une fois la guerre finie on ne se hâte pas de leur rendre, aussi promptement que possible, les bienfaits de la paix. Et pour vivre d'une vie normale, il faut qu'ils sachent ce qu'ils sont, rétablissent des moyens de communication et renouent des rapports avec le voisin.

En vertu du principe du président Wilson que toutes les puissances ont admis, le tracé des frontières devait répondre aux vœux des populations. Il y avait là une besogne infiniment délicate : sur certains points les races se mêlangent, les projets s'entre-croisent, les ambitions se pénètrent de telle sorte que, eût-on la sagesse de Salomon, il est impossible de contenter chacun. De toute nécessité, des commissions impartiales devaient être employées à cette tâche ; il leur convenait de s'assurer que les droits des minorités seraient exactement respectés. Dans les régions où les peuples seraient manifestement incapables d'exprimer une volonté raisonnée, — ce qui serait le cas, par exemple, sur les confins de la Russie Blanche et de la Lituanie, — un régime provisoire pourrait être institué.

Conjointement à ce travail auquel se seraient employées des commissions, d'autres commissions de la conférence se seraient occupées de la guerre, de ses origines et de ses suites : elles auraient fixé la question des responsabilités, évalué les dommages, calculé les indemnités. Une fois la paix, la sécurité et l'ordre assurés dans le présent, la conférence, élargie par l'introduction des délégués neutres, se serait occupée de l'avenir, de l'organisation de la fameuse « ligue des peuples » que toute l'humanité attend et espère. Tel était le plan normal.

Nous avons été un peu étonnés d'apprendre, sitôt la délibération commencée, que les questions à l'ordre du jour des premières séances seraient : la fixation des responsabilités de la guerre et les sanctions à exercer contre les coupables, le code international du travail, la société des nations. Et le temps s'est écoulé à discuter de la méthode et du nombre de représentants auquel auraient droit les puissances secondaires.

Sans doute le véritable travail doit se faire ailleurs : les délégués des grandes puissances qui, eux, siègent chaque jour, ont abordé les questions actuelles. Mais l'inspiration qui paraît dominer les séances plénières agit aussi sur les réunions restreintes. Le Comité international de Paris s'est préoccupé d'arrêter les peuples qui, désireux de créer un fait accompli, se hâtent d'occuper par les armes des territoires contestés ; mais il l'a fait en termes fort doux, invoquant les principes de modération, de justice, de vertu, toutes choses qu'on n'entend que d'une oreille, quand l'autre est remplie du bruit du canon. Il s'est inquiété du sort de la Pologne ; mais il n'a rien trouvé autre que d'y envoyer une délégation. Il s'est efforcé de suspendre en Russie les combats et les massacres et il a convoqué les représentants des « groupes organisés » dans l'île de Prinkipo, voisine de Constantinople, en réclamant au préalable un arrêt de toutes les hostilités ; ce qui signifie que la conférence mondiale accorde droit de cité aux destructeurs sanglants de Moscou et prétend arrêter l'effort de ceux qui luttent pour arracher la Russie à leur effroyable tyrannie. Et maintenant on discute du sort des colonies allemandes de l'Afrique...

Ce ne sont là que des débuts ; on garde le droit de tout espérer de la suite. La conférence est composée d'hommes intelligents et sincères ; elle a la ferme volonté d'accomplir de bonne besogne. Il serait injuste de ne pas lui octroyer le temps de faire quelques expériences : jamais tâche aussi vaste n'a présentée autant de difficultés. Laissons agir ces gens de bien : ils sont mieux informés que nous de la situation du jour et des nécessités du lendemain.

Pourtant le temps presse. Les gouvernements existants n'ont gagné la guerre qu'en multipliant les promesses aux peuples. Ils restent à l'épreuve aujourd'hui. C'est une suprême occasion pour les sociétés bourgeoises de montrer ce qu'elles savent faire. Si elle se révèlent inférieures à leur tâche, les peuples déçus regarderont d'un autre côté. Déjà la conférence socialiste que l'humanité n'a pas tenue, et pour cause, à voir s'ouvrir chez elle

commence ses travaux. Elle ne rencontrera sans doute pas de grandes difficultés, parce qu'elle coupe en plein drap, sans être embarrassée par les contingences. Elle condamnera beaucoup et promettra plus encore.... Souhaitons que le travail rapide et clair des hommes de Paris enlève toute importance et toute séduction au congrès de Berne qui, sous prétexte de faire œuvre d'avenir, risquerait de nous ramener au passé.

— Dans l'orient de l'Europe le désordre est immense. L'oppression calculée du bolchévisme, livrée aux inspirations d'agents subalternes, aboutit à l'inconsciente fureur. Le dernier geste est la nationalisation des femmes, ce qui se passe de commentaires.... Les bolchévistes cherchent à gagner du terrain : ils le doivent au risque de mourir de faim. L'armistice et la complicité des généraux allemands aidant, ils ont envahi les provinces Baltiques et la Lithuanie. Leurs troupes sont mieux organisées que par le passé ; elles ont pour base des régiments lettons ou chinois, pour masses des gardes-rouges grassement payés et des malheureux obligés de servir malgré eux. Sans doute de pareilles formations ne sont pas très solides. Elles viennent de subir des revers douloureux en Sibérie et en Esthonie. Mais les troupes de leurs adversaires sont trop peu nombreuses, trop dépourvues de matériel et d'approvisionnements, pour pousser très loin leurs avantages. Et, sur le territoire de la république des Soviets, les pauvres gens désarmés, sans ralliement et sans chefs, ne peuvent que se laisser dépouiller et massacrer sans risquer un effort contre la tyrannie des maîtres du jour.

La nouvelle république polonaise est menacée par le bolchévisme au dedans et au dehors ; elle est en querelle avec tous ses voisins : Lithuaniens, Ukrainiens et Allemands. C'est le fait inévitable d'une nation qui se reforme et qui aspire à reprendre des territoires, peuplés autrefois de ses seuls enfants ou soumis à sa seule influence, mais que la domination étrangère a profondément modifiés. La tâche du général Pilsudski, que la voix universelle a désigné comme président de la république, mais dont les extrémistes respectent à peine le prestige, est infiniment

difficile. Le ministère Paderewski, de très récente date, cherche à grouper les partis et, renouvelant l'appel séculaire, adjure l'Occident de ne pas laisser périr la Pologne.

Sur le territoire de l'ancienne monarchie danubienne, les républiques nouvelles continuent leurs efforts pour se constituer un Etat. Presque chaque jour les journaux nous citent des décisions d'assemblées ou des actes de gouvernements. Mais la vie intérieure nous échappe et c'est le plus important. De façon générale, il semble que, jusqu'ici, et sauf à Vienne peut-être, ce sont d'anciens patriotes appartenant aux partis bourgeois qui sont à la tête des affaires. Ils agissent de leur mieux et sont disposés à de larges réformes pour répondre à la nécessité des temps. Mais partout s'agitent des éléments violents que les pouvoirs, révolutionnaires eux-mêmes, sont empruntés pour combattre. Partout aussi, la suppression des communications, l'ignorance des frontières de l'Etat rendent le travail d'organisation quasi impossible. L'occasion est bonne pour les agitateurs de toute marque et ils en profitent. De l'une à l'autre des républiques, on constate des différences intéressantes qui répondent au tempérament des peuples et aux capacités de leurs gouvernants ; mais, dans l'ensemble, il ne semble pas que l'œuvre constitutive ait beaucoup avancé depuis un mois.

La Turquie a quelque peu fait parler d'elle. Comme nous l'avions pensé, les ministres groupés sous la présidence de Tefik pacha cachaient leur véritable étiquette, ou bien ils n'étaient que des hommes de paille : le véritable pouvoir restait entre les mains du comité Union et Progrès qui avait fait nommer tous les fonctionnaires et dominait toute l'administration. Les commissaires de l'Entente ne rencontraient partout qu'inertie ou hostilité ; des agitations suspectes éclataient. Ce que voyant, l'ambassadeur anglais a exigé des modifications dans le gouvernement et a pris en main la direction de la police. C'est un commencement ; quoi qu'il arrive, le Grand-Turc ne redeviendra jamais maître absolu de sa capitale.

— Si les bolchévistes portaient leur principal effort vers

l'Occident, c'est qu'ils voulaient atteindre l'Allemagne. Nous savons aujourd'hui que la révolution de novembre, contre le régime impérial, a été préparée avec leur connivence et soutenue par leurs fonds. Ils ne regardaient la république social-démocratique que comme une expérience provisoire ; ils avaient dans la place des partisans fidèles, les « spartaciens. » Une fois le pont établi et l'Allemagne gagnée aux bienfaits du régime des soviets, le bolchévisme, solidement planté dans l'Europe centrale, se serait étendu sur l'Autriche et aurait gagné le reste du continent.

Longtemps le gouvernement Ebert-Scheidemann a essayé de s'entendre avec les extrémistes. Ses origines révolutionnaires l'empêchaient d'user de la manière forte ; il en était du reste empêché par les socialistes indépendants de la nuance Haase, auxquels il avait fait une place chez lui et qui gardaient aux violents une invincible sympathie. Les conseils d'ouvriers et de soldats ne se prononçaient qu'à moitié, ou plutôt ils ne prenaient une décision un jour que pour affirmer le contraire le lendemain.

Ce sont les spartaciens qui ont pris l'offensive. Ils ont essayé de conquérir par la force la bonne ville de Berlin. De là une bataille de huit jours comme la capitale n'en avait jamais vu. Barricades, tranchées, grenades à main, mitrailleuses et canons, tout a été employé par les combattants. Si le gouvernement l'a emporté, c'est avec l'appui des éléments bourgeois et militaires : des légions d'étudiants se sont enrôlés sous son drapeau, l'état-major lui a envoyé sans cesse de nouvelles troupes, des unités entièrement composées d'officiers ont combattu dans les rues. En fin de compte, le nombre a prévalu ; le meurtre, mystérieux encore, de Liebknecht et de Rosa Luxembourg a consacré la défaite de l'émeute. Pour le bolchévisme, le temps n'est pas encore venu de triompher sur les bords de la Sprée.

La victoire du gouvernement a permis à l'Allemagne de procéder à ses élections, le 19 janvier, dans un calme relatif. Le

parti social-démocrate avait tous les avantages. Non seulement les pouvoirs publics s'employaient pour lui, mais un tableau nouveau des circonscriptions avait été élaboré qui devait lui permettre de soutenir presque partout la lutte avec des chances de succès. Pourtant la victoire n'est pas complète. Si les social-démocrates forment le parti le plus fort de l'Assemblée nationale, ils sont loin d'y posséder la majorité absolue. Ils ne l'auront même pas en cas d'alliance avec les socialistes indépendants. Pour faire de la besogne, ils seront forcés de s'allier avec l'aile gauche des partis bourgeois.

L'Allemagne aura donc, selon toute apparence, une constitution très démocratique, mais non point un régime qui transforme les conditions de la vie et la rende impossible aux capitalistes petits et grands. Mais avant que ce travail arrive à chef, il s'écoulera beaucoup de temps et bien des incertitudes sont dans l'air. Car l'ordre n'est nullement rétabli; presque chaque jour les journaux nous parlent de nouvelles grèves. Pour que la nation vibre dans un seul sentiment, il faudra le coup que lui portera l'annonce des conditions de paix. Attendons-nous à un beau tintamarre.

— La vie parlementaire des Etats occidentaux ne présente que peu de faits saillants.

En Angleterre, la victoire électorale de M. Lloyd George est beaucoup plus grande qu'on ne l'avait dit d'abord. Les partis d'opposition seront réduits, dans la nouvelle Chambre des communes à une quasi-impuissance. Le point faible de la situation est que l'assemblée sera composée en majorité d'unionistes. L'autorité du premier ministre sera-t-elle assez grande pour faire exécuter, par ces anciens ennemis, un programme hardi de réformes? C'est ce que nous verrons. En France, le prestige de M. Clemenceau reste intact. Les socialistes se sont bornés à engager contre lui quelques escarmouches dont il est facilement sorti vainqueur. En Italie, M. Biancotti a quitté avec éclat le ministère en manière de protestation contre les visées ambitieuses de M. Sonnino sur la rive orientale de l'Adriatique. Il a été aisément remplacé; mais

la victoire de la tendance annexionniste dans l'Italie officielle ne sera pas pour rendre la paix plus facile.

Le premier ministre espagnol, M. de Romanones, s'est mis bravement à la tâche. Il s'efforce de préparer un budget à peu près en équilibre et de doter la Catalogne d'une autonomie suffisante pour calmer son esprit combatif. En Portugal, un soulèvement royaliste a éclaté dans le nord. Il ne paraît pas s'étendre, au contraire. Pour qu'il ait eu quelque chance de succès, il aurait fallu que le jeune roi Manuel vînt se mettre à la tête de ses partisans et fît avec eux le coup de feu. Ce souverain *in partibus*, qui s'était déjà signalé il y a quelques années par la rapidité de sa fuite, préfère rester à Londres, où il fréquente les théâtres et confie à des journalistes qu'il est prêt à mourir pour son pays. Faut-il ajouter que la grande-duchesse Marie-Adélaïde de Luxembourg, atteinte de germanophilie aigüe, vient d'abdiquer en faveur de sa jeune sœur Charlotte? Mais je vais sortir de la grande politique....

ED. ROSSIER.

Lausanne, 27 janvier.



BOURGEOIS

En prévision des luttes sociales qui se préparent, il importe que chacun sache pour quoi il se bat. Il faut que les forces de conservation qui auront à défendre l'héritage de siècles de travail, les conquêtes d'une patiente et persévérante évolution, se rallient autour d'un drapeau avec la conscience de la beauté et de la grandeur de leur tâche. Il faut que le nom de « bourgeois », devenu dans la phraséologie socialiste synonyme de toutes les turpitudes, reprenne son véritable sens et soit revendiqué par ceux qui sont dignes de le porter comme un titre d'honneur et de gloire. On remarque en effet chez certains bourgeois, intimidés par les déclamations de leurs adversaires, comme un sentiment de gêne et de honte ; on s'excuse d'être bourgeois comme d'une tare congénitale, au lieu de s'en glorifier comme d'un titre de noblesse. Il suffit cependant de réfléchir à ce que signifie ce nom de « bourgeois » pour comprendre qu'il n'est pas de ceux dont on doit rougir, bien au contraire.

A la racine de la confusion actuelle, il y a un malentendu qui est l'œuvre de gens intéressés et mal intentionnés. Ces gens, idolâtres de Marx jusqu'en ses pires erreurs, admettent comme vérité d'évangile que le monde est divisé en deux « classes » : d'une part les capitalistes, de l'autre les prolétaires. On fait ensuite de « bourgeois » le synonyme de « capitaliste » et le tour est joué. En

réalité, cette confusion grossière ne fait que greffer une seconde erreur sur la grosse erreur initiale. La vérité est beaucoup moins simple et le monde n'est nullement divisé en deux classes. Si énergiquement que l'on s'applique à simplifier, il est impossible de descendre au-dessous de trois classes fondamentales ; c'était l'avis, entre autres, de l'ancien *Grutli*, organe socialiste, qui en tête de chacun de ses numéros reproduisait un groupe de trois hommes — le nouveau serment du Grutli — se donnant la main ; ces trois hommes représentaient l'ouvrier, le savant et le paysan. Le *Grutli* se trompait sur un point : la véritable trinité productrice est autrement composée, de l'avis de tous les économistes sérieux. Ses éléments essentiels sont le capital, l'intelligence et la main-d'œuvre. De ces trois éléments, un seul peut être assimilé aux « prolétaires » selon Marx, et encore cette assimilation est-elle très imparfaite. Il y a une foule de travailleurs manuels qui sont en même temps capitalistes. Ce sont d'abord tous les paysans qui labourent leur propre terre, puis tous les petits maîtres d'état œuvrant dans leur propre atelier, avec leurs machines, leurs outils, assistés de leurs enfants. Ce sont enfin tous les petits commerçants exploitant avec leur famille et quelques employés un fonds dont ils sont propriétaires. Tous ces gens travaillent ; mais comme la conduite d'une entreprise agricole, industrielle ou commerciale exige à la fois du capital, de l'intelligence et de la main-d'œuvre, ils ne peuvent trouver place dans la classification en deux ou en trois catégories.

Leur rôle social et historique a cependant été de la première importance. Si l'on remonte aux origines de notre société démocratique, on constate que paysans, artisans et commerçants furent ceux qui, précisément, po-

serent les assises fondamentales de l'ordre social actuel. Il est vrai qu'à cette époque la grande industrie n'existait pas ; mais si l'ère de la grande industrie a profondément modifié les conditions sociales, elle n'a cependant fait que superposer un élément nouveau aux éléments anciens ; elle ne les a pas supprimés. Elle n'a surtout pas supprimé l'élément rural, qui reste aujourd'hui ce qu'il fut toujours, sa perennité étant liée à celle du sol même dont il est comme le complément.

Les artisans et les marchands de jadis furent les premiers « bourgeois. » Dans la classification selon Marx, ils figureraient sans doute sous la rubrique « capital. » Dans la trinité des économistes modernes, ils se classeraient sous les deux rubriques « capital » et « intelligence. »

Le rôle du paysan n'a pas changé. Partout où le travailleur de la terre s'est émancipé de la féodalité, des *allodis* et des diverses formes du servage, sa situation peut être considérée comme normale et, somme toute, enviable. De toutes les classes d'hommes, c'est encore la classe rurale qui jouit du maximum de sécurité pour son existence et ses biens.

Le cas des petits artisans et des petits marchands est autre. C'est cette classe qui a été le plus profondément affectée par la Révolution française et l'avènement de la grande industrie capitaliste. Elle fut jadis tout. Elle reste essentielle en ce que c'est chez elle, et chez elle seule, que peut se produire *par le travail* l'accumulation de richesse qui constitue le capital. Mais elle forme dorénavant une masse assez flottante. Participant à la fois du capital, de l'intelligence et de la main-d'œuvre, elle n'est accueillie et reconnue ni par la bourgeoisie ni par le prolétariat organisé. D'autre part, elle alimente de façon régulière l'une et l'autre catégorie. Tous les jours, de pe-

tits marchands et de petits artisans, ayant perdu leur capital, vont grossir la masse des simples salariés. Tous les jours aussi, des marchands adroits, des artisans avisés, ayant accru leur capital initial, élargissent leur rayon d'opérations et, répudiant le travail manuel, se spécialisent dans la spéculation ou la direction technique, pénétrant dans les rangs de la bourgeoisie en qualité de financiers ou de grands industriels. Après avoir été toute la bourgeoisie du passé, les maîtres d'état et les marchands restent le réservoir où s'alimente la bourgeoisie nouvelle. Par ce double processus de déchéance et d'élévation, leurs rangs s'éclaircissent peu à peu et on peut prévoir l'époque où cette classe disparaîtra, ayant achevé sa tâche et joué jusqu'au bout son rôle social.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que jusqu'à la fin du dix-huitième siècle tout ce qui a une valeur, en dehors des fruits directs de la terre, tout ce qui rend la vie digne d'être vécue : confort, bien-être, superflu, — ce superflu que même le plus déshérité considère comme seul indispensable et désirable, — a été l'œuvre de cette classe. Elle seule a été l'ouvrière du progrès dans tous les domaines : industrie, sciences, philosophie. Elle seule a alimenté la littérature et les arts. C'est elle qui toujours, inlassablement, a tenu haut le flambeau de la vie de l'esprit, proclamant par ses actes que, des trois éléments de la production, le plus essentiel fut toujours et reste l'intelligence, et que ce qui fait l'orgueil et la dignité de l'homme, c'est non pas son labeur matériel et intéressé, mais avant tout la spéculation désintéressée.

Et nous rougirions d'être des « bourgeois ? »

« Mais l'ère du capitalisme a changé tout cela. »

En quoi ?

Nous avons vu que le petit artisan, le petit commerçant continuent à exister à côté du petit paysan. Ils sont plus menacés que ce dernier, lequel semble inattaquable, quel que soit le régime foncier de l'avenir. Même la socialisation de la terre ne supprimera pas la nécessité, si l'on veut assurer au sol son rendement maximum, d'une forme de tenure qui attache fortement le paysan à la glèbe natale.

Le concept de « bourgeoisie », par contre, a subi une transformation complète. Et c'est ici la place d'examiner de plus près comment se présente aujourd'hui la trinité capital-intelligence-travail. Le casse-tête économique avec lequel nous sommes aux prises n'existait pas au temps où les trois éléments de cette trinité se trouvaient unis en un même individu, à la fois propriétaire de son capital, directeur de son entreprise et travailleur manuel. Ce cas est désormais exceptionnel et toute la question sociale se résume en l'établissement d'un équilibre stable entre ces éléments, que la grande industrie et le grand commerce ont dissociés et dissocient toujours davantage. C'est cet état de dissociation que l'on a baptisé « l'ère du capitalisme », à cause du rôle exagéré donné à la première personne de la trinité au détriment des deux autres. C'est cet état de dissociation qui rend absurde la classification des hommes en capitalistes et prolétaires. Le plus grave défaut de cette classification est d'ignorer la troisième personne, l'intelligence, sans laquelle le travail est incapable de faire fructifier le capital, et le capital reste un trésor stérile, un monceau d'or auprès duquel l'humanité mourrait de faim sans pouvoir en extraire un morceau de pain.

Qu'est-ce qu'un bourgeois sous le régime capitaliste ? Un capitaliste ? Quelquefois, mais c'est le cas d'une mi-

norité. On peut considérer en particulier comme une quantité négligeable la catégorie des riches oisifs, se contentant de consommer le produit du travail accumulé sans produire eux-mêmes. Ces parasites disparaîtraient d'un jour à l'autre que le monde s'en apercevrait à peine. Ils n'ont même pas droit au nom de capitalistes, car ce ne sont pas eux qui administrent leurs capitaux, et un véritable capitaliste est un homme qui travaille, qui sait se servir de ce qu'il possède et transformer cette richesse morte en une source de richesses nouvelles. L'origine du malaise social est dans la puissance exagérée accordée aux détenteurs du capital par le régime industriel actuel. Alors que l'équilibre social exigerait la coopération harmonieuse du capital, de l'intelligence et du travail, nous vivons en réalité sous le régime de la dictature du capital. C'est cette dictature qui est seule coupable des crimes dont on charge le capital, par lui-même inerte, bien qu'indispensable ; le vrai problème consiste à le faire féconder par l'intelligence et le travail et à répartir équitablement entre tous la production commune, au lieu d'abandonner cette répartition aux seuls capitalistes. Il est inévitable que, sous la dictature du capital, celui-ci cherche à s'attribuer le plus clair des produits, au détriment de l'intelligence et du travail. Et de ces deux éléments ce n'est pas le travail qui, en l'état actuel des choses, s'en tire le plus mal, ainsi que le prouvent les luttes sociales dont nous sommes témoins, car il est bien organisé, homogène et sait user de la force du nombre. C'est l'intelligence qui est la plus mal traitée, lorsqu'elle n'a pas l'heur d'être elle-même capitaliste, ce qui est loin d'être le cas général. Or l'intelligence — je me borne à constater un fait — se recrute dans son immense majorité parmi la bourgeoisie.

En dehors de l'activité industrielle et commerciale, il y a tout un ordre d'activité qui gêne singulièrement les apôtres du marxisme. Ils n'en parlent pas volontiers et passent sur ce sujet comme chat sur braise. J'entends passer de cette activité de l'esprit que j'appellerai désintéressée, parce qu'elle ne produit pas de valeurs évaluables en argent : recherches scientifiques, enseignement, littérature, beaux-arts. Impossible de refuser à cette activité le nom de travail ; elle produit en réalité les valeurs les plus hautes, si hautes qu'on les déclare inappréciables. La rémunération de cette activité est un des problèmes sociaux les plus ardu, en apparence les plus insolubles. Cette rémunération est aujourd'hui livrée au plus complet arbitraire, abandonnée au hasard, et l'on peut dire que c'est par un accident du gâchis social et de l'actuelle dictature du capital que la catégorie des travailleurs de l'esprit parvient à continuer une existence précaire. Sans l'existence de la fortune accumulée, cette forme de l'activité humaine, la plus noble de toutes, la plus indispensable à l'homme, serait purement et simplement supprimée. Or, chez qui se recrute cette élite de travailleurs désintéressés ? Dans la bourgeoisie, presque exclusivement.

Et nous rougirions d'être des bourgeois ?

La bourgeoisie actuelle comprend :

1^{re} Une petite minorité de riches oisifs, qui abandonnent le maniement de leurs capitaux à d'autres moyennant un loyer et se contentent du rôle de consommateurs. Ce sont, proprement, des parasites. Le contingent qu'ils fournissent à l'« intelligence » est négligeable.

2^{re} Des capitalistes actifs : ce sont les banquiers, les financiers, ceux qui se sont donné pour mission de con-

trôler la fécondation de la richesse accumulée, laquelle est de sa nature inerte. Cette classe n'est pas très nombreuse, mais elle joue un rôle important dans l'économie totale et c'est elle qui a surtout abusé de son rôle pour s'arroger une sorte de dictature. Elle n'est du reste pas composée uniquement de capitalistes au sens strict, car elle compte une proportion de plus en plus forte d'éléments sortis de familles non possédantes, lesquels travaillent avec l'argent d'autrui.

Quelle que soit la formule sociale de l'avenir, cette classe des financiers aura un rôle essentiel à jouer, et pour qu'elle mette à le jouer tout son zèle il sera nécessaire qu'elle y trouve son profit. La plus bolchéviste des dictatures prolétariennes devra coûte que coûte rétribuer largement ses argentiers. Et quant au recrutement de ces spécialistes, il se fera toujours, par la force même des choses, parmi les hommes rompus aux questions de production et d'échange, soit parmi une catégorie spéciale d'« intelligence. »

3° Des chefs d'industrie, des négociants, des techniciens, ingénieurs, chimistes, architectes, de plus en plus spécialisés : mines, carrières, ponts et chaussées, travaux hydrauliques, électriciens, agronomes, etc. Cette catégorie, qui doit forcément agir en liaison étroite avec celle des financiers, est celle où se concentre surtout l'initiative, productrice de richesse. Elle représente la partie *intéressée* de l'intelligence.

4° Des savants, des professeurs, des philosophes, des pédagogues ; à classer sur la limite de cette catégorie ces professions mal définies et dont le rôle est si ambigu : médecins, dont la tâche est de diminuer la souffrance physique et que l'on rétribue selon un système qui les intéresse au maintien et à la multiplication de

cette souffrance ; juristes, dont la mission est de faciliter les rapports de droit entre les hommes, d'aplanir entre eux les différends, et que l'on rétribue d'après un système qui doit les pousser à multiplier les litiges.

5^e Toute une armée de salariés qui ne se distinguent des ouvriers proprement dits que par la coupe du vêtement, mais qui, si nos marxistes étaient logiques, devraient être classés uniformément parmi les prolétaires, alors qu'il est de saine observance socialiste de les considérer comme les pires des bourgeois et les plus enragés soutiens du « capitalisme » maudit. Dans cette catégorie doivent être rangés les innombrables commis, employés, fonctionnaires des diverses administrations. Tous ne sont pas sortis des rangs de la bourgeoisie ; beaucoup sont issus de milieux ouvriers, artisans ou paysans. Mais du fait de leur profession ils se séparent du prolétariat industriel, le seul considéré comme digne de ce nom à l'origine. Ce sont des « traitements fixes. » Toutefois, leurs intérêts de classe les rapprochent des salariés de l'usine et de la mine ; ils montrent une tendance de plus en plus marquée à copier les méthodes syndicalistes et à se ranger aux côtés des ouvriers. Les bourgeois parmi eux se déclassent peu à peu pour en arriver à former les cadres et l'élite du prolétariat. On l'a bien vu lors de la grève des commis de banque de Zurich.

6^e La masse considérable de ceux qui œuvrent pour la beauté : littérateurs, poètes, musiciens, peintres, sculpteurs. Leur travail est parmi les plus difficiles à évaluer ; les valeurs qu'ils créent, parmi lesquelles figurent les plus hautes et les plus précieuses dont s'enorgueillisse l'humanité, ne pouvant être cotées pour ce qu'elles valent et ne s'affirmant qu'avec l'aide du temps, ne sont rétribuées que d'après ce qu'elles rapportent, ce qui rend

l'existence de cette catégorie de producteurs, lorsqu'ils ne disposent pas de ressources indépendantes, la plus précaire de toutes. La plupart sont obligés de demander leur subsistance à des besognes accessoires et viles qui leur gâtent l'esprit et la main, au préjudice de leur meilleure production. Tel peintre, pour avoir le droit de peindre, doit user le meilleur de ses forces à faire des vignettes pour journaux de mode ; tel musicien peiner à donner des leçons ou à tenir le piano dans des bals alors que son cerveau bouillonne de hautes et belles pensées qui ne demanderaient qu'à en jaillir et en jailliraient sans peine si le malheureux génie n'était talonné par la faim. Il y a de malheureux poètes, des vrais, qui ont dû, pour manger, arracher à leur cervelle des quatrains-réclame à la louange de quelque savon ou de quelque dépuratif. Lénine et Trotzky rangeraient probablement ces faméliques parmi les capitalistes ! En quoi ils appliqueraient logiquement la formule marxiste : un poète n'est pas un ouvrier ; donc ce doit être un bourgeois. Or bourgeois = capitaliste.

Telle se présente à l'heure actuelle cette « bourgeoisie » que les théoriciens du socialisme chargent de tous les péchés d'Israël. On voit que dans sa grande majorité elle travaille et constitue le gros contingent de l'« intelligence », cette deuxième partie de la trinité productrice. Au moins quatre « bourgeois » sur cinq ne sont pas plus capitalistes que les soi-disant prolétaires. Il n'est pas rare qu'un ouvrier possède une petite maison, ou un champ, ou une vigne, qui lui vient de son père ou de sa femme. Beaucoup de salariés bourgeois ne possèdent même pas cela et dépendent exclusivement pour leur subsistance du travail de leurs mains ou de leur cerveau. Seulement, alors que le prolétaire syndiqué dispose d'une

caisse de chômage, de retraite, d'une assurance contre la maladie et les accidents, alors qu'il use et abuse de la force de l'association pour arracher concession sur concession au capital, le travailleur bourgeois n'a en général rien de tout cela. Il vit au jour le jour, dans l'incertitude du lendemain, trop fier pour solliciter, trop indépendant pour recourir à la coalition et à la puissance du nombre. Généralement instruit, il reste sceptique en face des marchands d'orviétan et hausse les épaules aux boniments simplistes des démagogues. Les Graber et les Platten, tous ceux qui promettent au peuple plus de beurre que de pain, ne trouvent pas en lui une proie facile, ce qui explique la haine qu'on lui témoigne dans le camp des « hommes de confiance. » Lui aussi rêve d'une société meilleure et recherche la solution de la question sociale ; mais sa dignité lui interdit certaines récriminations et certains gestes inélégants. Il préfère, en attendant l'aube de la justice, travailler et souffrir en silence. Mais peut-être n'affirme-t-il pas assez haut son droit à la vie.

Il reste ceci : tout ce que l'humanité a produit jusqu'ici d'utile, de grand et de durable a été l'œuvre de la bourgeoisie. Bourgeois, les créateurs de la grande industrie et du machinisme qui ont révolutionné le monde de la production. Bourgeois, tous les philosophes et les penseurs qui se sont appliqués sans relâche à résoudre l'énigme du monde et les problèmes qu'elle soulève ; oui, bourgeois aussi les théoriciens du socialisme et de l'anarchie, les Marx, les Reclus et tous autant qu'ils sont. Bourgeois, tous ces savants, ces inventeurs à qui nous devons les immenses progrès réalisés dans tous les domaines depuis cent ans, les Pasteur, les Edison, les Graham Bell, les Marconi, les Branly, les Wilbur Wright, les Henri

Poincaré, les Raoul Pictet, les Moissan, les Curie. Bourgeois encore, tous les littérateurs et les poètes, tous les musiciens, les peintres et les sculpteurs. Bourgeois, tous les philanthropes dont l'effort a procuré à l'humanité un peu plus de bien-être et de sécurité, les Henri Dunant, les Nobel, les Carnegie, les Joséphine Butler, les William Booth, Barnardo, William Stead et tant d'autres. Prenez n'importe quelle liste d'hommes célèbres de notre génération et de celles qui l'ont immédiatement précédée : 99 sur 100 noms seront des noms de bourgeois.

Et nous rougirions d'appartenir à cette élite ? Non. Même ceux d'entre nous, si nombreux, pour qui le problème de la vie est une dure lutte de tous les jours, plus ardue, plus laborieuse et plus précaire que pour beaucoup d'ouvriers modernes, nous nous honorerons de notre origine, nous nous rangerons avec fierté aux côtés des illustrations sorties de nos rangs à force de travail, d'énergie et d'intelligence et, relevant le gant, nous dirons à ceux qui nous décrient : « Nous sommes bourgeois et prétendons que sans nous, en dehors de nous, les grands problèmes sociaux qui se posent ne seront jamais résolus, car nous constituons dans l'humanité un rouage essentiel, indispensable. Nous ne refusons pas de travailler à leur solution en collaboration fraternelle avec les travailleurs ; mais nous mettons ceux-ci au défi de constituer une société viable dont nous ne serions pas. »

Et qu'il ose nous démentir, celui qui a sous les yeux l'exemple de la Russie !

EDOUARD COMBE.

POÈMES

SOIR

Quitte le bruit du camp... Abandonne tes livres.
Sois un peu seul avec toi-même.... C'est le soir,
Offrant au solitaire même un reposoir,
Douceur sans trahison.... Étreinte qui délivre....

Regarde — et cherches-y l'or de tes souvenirs —
L'inimitable roux des couchants sur la brousse.
Écoute dans ton cœur muet qui les repousse.
Tes prières d'enfant ont failli revenir.

Mais que l'inséparable ami de tes campagnes,
Ton orgueil vigilant, fidèle, t'accompagne !
Libère ton esprit du silence accablant !

Oh vois ! le vent du soir t'a dévoué son zèle.
Les purs secrets que la montagne porte aux flancs
Vont s'avouer dans l'ombre... et les grands aigles blancs

A ton verbe précis vont suspendre leurs ailes !

DÉDAÏN

Avoir en soi le cri qui matra la houle !
 Sentir l'enthousiasme aborder à ses mots
 Et maîtriser la femme aux émouvants sanglots,
 — Cette électricité décisive des foules ! —
 Pressentir des frissons de gloire à ses drapeaux !
 Entendre le galop soumis des épopées,
 Propager au lointain l'éclair de son épée !
 Nourrir l'orgueil où s'allument les grands flambeaux !
 Mais repousser du pied sa vanité splendide
 Et se déposséder à jamais d'un remords !
 Puis, dans la solitude où s'éprouvent les forts,
 Devenir lentement grave, fier et candide,
 Mûrir aux profondeurs du roc un sûr trésor
 Et se grandir muettement jusqu'à la mort !

Komponga, 14. 8. 18.

AU DELA D'UN APOTRE

Lutter encor, Seigneur ? et contre qui ? L'orage
 Ouvre en éclairs aigus l'abîme sous mes pas.
 Je suis las et sanglant comme un soir de combat
 Et mes reins ont plié déjà sous mon courage.
 Comment obéirai-je à votre sainte rage ?
 Où sont ces ennemis que je ne comprends pas ?
 Moi-même ? — Dites-moi par quels nouveaux trépas
 Je pourrai m'accabler sous de nouveaux outrages.
 Aussi loin que s'étend mon regard de géant
 Est tombé sans recours votre immense néant ;
 Nul ne s'avance plus sur cette cime étroite
 Où je marche péniblement sous votre droite !
 Voulez-vous susciter en moi des désirs fous ?
 Ayant dû si longtemps combattre jusqu'à vous,
 Me faudra-t-il, Seigneur, combattre contre vous ?

Mulambi, 26. 7. 18.

L'IDÉE.

Et qu'importe que ton idée,
Au prix de tes sueurs de sang,
Après tant d'efforts impuissants
Et malgré tout élucidée,

Au miroir d'un esprit nouveau
Soudain t'apparaisse étrangère
Et que sa flamme mensongère
S'éteigne au souffle des tombeaux ?

Qu'importe aux vérités supêmes
Ce reflet furtif d'elles-mêmes ?
— Chasse ton doute insidieux :

Chaque effort féconde la vie
Et chaque erreur te purifie
Et les cœurs purs seuls verront Dieu.

HERMAN GRIGORE.

L'AFFAIRE FALLET

Lyon 1917-1918

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE ¹

11 avril 1917.

Au bout de six jours, soit le 11 avril, le gardien vient m'annoncer que j'avais à me préparer pour aller au Conseil de guerre, il me conduit à la rotonde où je suis minutieusement fouillé, puis enchaîné avec un Espagnol.

Escortés par quatre gendarmes militaires nous partons pour le conseil.

Pendant ce trajet d'environ vingt minutes, j'ai été l'objet de la curiosité des badauds qui, quand ils ne nous suivaient pas, ne manquaient pas de nous gratifier de toute sorte de quolibets. Les gens me regardaient si effrontément et avec une telle méfiance que j'engageai la conversation avec mon compagnon de chaîne. C'est un Espagnol accusé d'espionnage comme moi, mais il espère être bientôt libéré. A mon tour, je lui raconte mon histoire qui le touche beaucoup. Il me demande si je connaissais la peine qui m'était réservée et si je n'avais

¹ Pour la première partie, voir la livraison de février.

pas peur ? Enfin qu'il ne fallait pas désespérer et surtout beaucoup prier Dieu.

Nous arrivons au Conseil de guerre. Le juge rapporteur chargé de l'instruction de mon affaire me dit que si j'y tenais je pouvais être assisté d'un avocat pendant le premier interrogatoire.

— Monsieur, je suis la victime d'une odieuse machination, je certifie que je suis innocent des crimes dont on m'accuse, je reconnais que les preuves existant contre moi font naître de terribles présomptions et mon malheur est de n'avoir aucun argument pour y répondre. Si un avocat peut m'être utile, j'en choisirai un.

Là-dessus j'écris à mon cousin de bien vouloir se charger de me trouver un bon avocat disposé à prendre ma défense. L'ordre est donné de nous reconduire à Saint-Paul.

Je partage mes impressions avec mon voisin de malheur et nous souhaitons ardemment la fin de la guerre, ce qui nous rendrait probablement la liberté. Puis nous parlons de la prison, lui est au bâtiment F tandis que je suis au D. Heureusement nous réintégrons bientôt nos cellules, je préfère encore cela à ces promenades en ville, enchaîné comme le dernier des bandits.

19 avril 1917.

Ce matin le gardien m'annonce :

— Votre avocat.

Il me conduit au parloir qui est réservé à ces entrevues. Je suis étonné de voir un lieutenant de chasseurs alpins ayant Légion d'honneur et Croix de guerre avec deux palmes (blessé de guerre). M^e Grenier, après avoir été sollicité par mon cousin, a étudié mon dossier, il

m'interroge et consent à s'occuper de mon affaire, croyant à mon innocence. Il m'explique le cas au point de vue juridique, le juge d'une extrême gravité, mais croit pouvoir me promettre la commutation de la peine capitale si l'enquête réussit à donner quelques éclaircissements. Il me prévient qu'il est convoqué pour le lendemain au Conseil de guerre. Après m'avoir encouragé il prend congé de moi.

20 avril 1917.

Vers les deux heures je suis reconduit au Conseil comme la première fois, mais seul. M^e Grenier m'attendait déjà et, sitôt introduit chez le juge, j'eus à répondre à un interrogatoire encore plus minutieux que les précédents. Ma franchise produit une bonne impression ; mais le même argument choquait tout le monde :

— Il est parfaitement inadmissible, puisque vous certifiez ne jamais avoir donné votre adresse d'Yverdon à personne, qu'un individu ne vous connaissant pas vous envoie cette correspondance des plus compromettantes.

Les cartes ont également révélé des renseignements.

J'é mets des hypothèses, deux sont reconnues vraisemblables, mais qu'est-ce qu'une hypothèse en opposition à des preuves matérielles qui m'accablent ? J'avais beau chercher dans n'importe quel sens, supposer cent combinaisons, rien dans mes souvenirs ne donnait un indice sur l'énigmatique affaire.

La séance n'étant pas terminée, mais vu l'heure avancée, il est décidé que l'on continuera le 25 courant.

25 avril 1917.

Deux gendarmes militaires viennent me chercher à Saint-Paul. Les uns m'enchaînaient les mains devant,

d'autres derrière, ou une main seulement, me tenant tel un chien ; je ne me suis jamais bien habitué à ces sortes de promenades, malgré que j'y trouvais grande distraction en dépit de tout.

Dans le couloir, nous rencontrons M^e Grenier qui me conseille de continuer à déposer aussi franchement que la précédente fois.

Dès notre entrée au cabinet le juge lève le séquestre de ma valise. Ces messieurs jettent de hauts cris en voyant les papiers, cartes, correspondances figurant en assez grande quantité, mais ils se mettent immédiatement à l'ouvrage et le tri commence. Je suis obligé de donner des explications sur chaque pièce, celles qui paraissent avoir quelque intérêt sont mises à part. A cinq heures, retour à Saint-Paul où m'attendait ma soupe toute froide.

J'étais naturellement « au secret », ne pouvant écrire à personne, ni recevoir de lettres. Le temps me paraissait extraordinairement long ; avec la faim, je souffrais de plus en plus du manque d'hygiène ; ainsi je suis resté les trois premiers mois avec le même linge sur le corps. Aussi imaginer la fête quand j'eus la chance de mettre une chemise propre. (La première était si crasseuse que plus tard, il fut impossible de la blanchir complètement.) Je ne pouvais pas me laver convenablement n'ayant même pas une cuvette ni un linge de toilette, l'eau était également rare. Jusqu'aux beaux jours j'avais froid, je n'arrivais pas à me réchauffer, surtout avec un régime aussi extra-léger. Je maigrissais beaucoup, car mon pantalon ne voulait absolument plus tenir.

Je saluai le printemps avec une grande satisfaction, mais le froid fut remplacé par une torture plus terrible : les punaises qui, chaque nuit, me dévoraient littérale-

ment et que faire contre cette sale vermine ? La chasse ! Hélas, je m'efforçais de mon mieux à exterminer ces maudites bestioles. Souvent en un matin, à la pointe du jour, j'en écrasais jusqu'à une quinzaine, mais toujours elles revenaient plus nombreuses.

Une fois que je grignotais un morceau de pain sec, je lui trouvai un goût très prononcé de punaise. Ayant faim, je bouche mon nez, croyant ainsi ne plus sentir cette odeur spéciale, mais je n'eus pas de succès, car le goût devenait de plus en plus fort. Alors j'examine bien attentivement mon pain et y trouve quelques fragments d'une énorme punaise ; je les enlève et j'ai continué à manger ce qui restait du pain. (Dans ces conditions l'estomac n'est pas difficile.)

Chacun connaît l'odeur de la punaise, eh bien, le goût à la bouche est ce que son odeur est au nez.

Petit à petit, j'organise mes journées ; le matin, je faisais des marches, de la gymnastique suédoise, du chantonnement, puis méditation philosophique ; ainsi je m'occupais le plus possible. Le soir je recommençais le programme du matin.

Grâce à une dose assez forte de philosophie, dont mon tempérament a été gratifié, je fus bientôt organisé et, malgré moi avenir des plus incertains, je me résignai à mon triste sort, puisque la fatalité se retournait contre moi.

Je soupire après de la lecture, les journées fileraient bien vite si je pouvais seulement m'occuper à lire ou écrire, mais tout cela n'existait pas pour moi et j'enviais mes compagnons de la galerie qui se prêtaient mutuellement les livres qu'ils recevaient. Mais pour l'espion, il n'y en avait jamais et leur état d'esprit était très monté contre moi ; pendant la promenade, sur la cour,

on me disait des grossièretés si j'avais envie d'engager la conversation avec des détenus qui circulaient dans la cour.

Je priai mon avocat de vouloir s'occuper de me procurer une cantine et de la lecture ; il me promet tout, mais c'est long à venir. Pourtant au bout de deux mois avec l'autorisation du juge j'obtiens la permission de recevoir d'un restaurant deux repas journaliers. Dans ma valise j'avais deux livres, la Bible et la *Physiologie du goût* de Brillat-Savarin, qui sur ma demande me furent remis.

J'ai lu la Bible plus d'une fois d'un bout à l'autre et chaque jour je relisais quelques passages de mon Brillat-Savarin sans m'en lasser. Dès lors ma situation s'était considérablement améliorée, car j'avais suffisamment à manger et pouvais me distraire par la lecture de mes deux livres.

Dans ce bien-être relatif mes préoccupations morales ne disparaissaient pas : que devait penser ma pauvre mère d'un silence aussi prolongé, moi qui chaque semaine avais l'habitude de lui envoyer une lettre ?

Quel triste sort m'était réservé si la Providence ne me venait pas en aide ?

Je demande, un jour que j'étais au Conseil de guerre, si les enquêtes sur mon compte n'étaient pas encore terminées.

— Nous en avons déjà reçu plusieurs, elles sont plutôt favorables, pour vous, mais la principale suit son cours en Suisse.

Cela me donne de l'espoir, je recommence à vivre, je me plais à espérer que je serai sauvé du poteau et que je m'en tirerais avec quelques années de travaux forcés. Je fais part de mes pensées à M^r Grenier qui m'exhorte

toujours à la patience en m'assurant que ma situation allait en s'améliorant, car jusqu'à maintenant toutes mes déclarations se trouvaient être justifiées par les enquêtes menées très scrupuleusement.

Ma mère était dans l'ignorance de tout ce qui m'était arrivé ; seul mon cousin P. le savait et avait reçu l'ordre de n'en parler à personne. Il avait écrit à ma mère que je travaillais dans un hôtel de Lyon et que je ne trouvais pas le temps de leur donner de mes nouvelles. Depuis le mois de juin le juge d'instruction me permettait d'écrire à ma mère ; c'était naturellement des choses banales sans importance d'aucune sorte, quand, vers la fin de juin, il me fait lire une missive d'Yverdon, m'apprenant que ma mère était au courant de ma triste situation par suite des enquêtes qui s'étaient opérées en Suisse.

Ces lignes, c'est compréhensible, étaient profondément désespérées et eurent une malheureuse répercussion sur mon moral, malgré que, dès ce jour, j'avais la permission d'écrire de Saint-Paul.

Les journées se passent très lentement dans une déprimante inactivité et troublante incertitude, pendant la nuit je ne dors presque pas, constamment tracassé par la vermine et les rondes des gardiens. Je demande un changement de cellule au gardien-chef, mais il ne me l'accorde pas.

25 juillet 1917.

Je ne suis pas mal étonné de recevoir la visite du juge d'instruction qui vient m'annoncer qu'une demande de liberté provisoire allait pouvoir être faite par moi à la condition de rester à Lyon jusqu'à éclaircissement de l'affaire.

Cette extraordinaire nouvelle eut l'effet que l'on peut bien penser, j'étais fixé : que me faisait de rester un mois de plus ou de moins avec la perspective que j'avais depuis ce jour ? Je me disais que ces messieurs devaient être persuadés de mon innocence, puisqu'ils songeaient à me rendre la liberté ! Ou que je serais étroitement surveillé, et qu'une gaffe pouvait les mettre sur le chemin de la solution du mystère. Une chose m'importait, c'est la liberté que j'entrevois. Je n'osais espérer pareille aubaine, et il me fallut plusieurs jours pour m'habituer à cette idée, n'y pouvant croire.

Quand le chef fit sa tournée hebdomadaire je lui dis que je ne serais plus longtemps son hôte et que je pensais déménager bientôt. Il comprit que j'allais être jugé et eut la bienveillance de m'offrir un prêtre ! Car d'après la consigne qu'il avait reçue, il croyait bien m'accompagner à l'endroit où sont fusillés les espions. Je remis les choses au point, son étonnement fut considérable. Il me promit une autre cellule dès qu'il y en aurait une de libre dans la galerie, ce qui arriva le 10 août. On me transféra le soir, à 6 heures, au n° 38, et c'est l'espion Mermet qui prit ma place au 30. (Mermet a été condamné à mort le 8 janvier 1918.)

Cellule 38.

Désormais je fus appelé 38, car nous n'avions d'autre nom que le numéro de nos cellules respectives. Ma nouvelle cellule était beaucoup plus confortable que le n° 30. J'avais un lit, table, chaise, cuvette, bain de pieds, porte-manteau, deux linges de toilette. La porte était de bois, tandis qu'au 30 elle avait presque la même épaisseur de fer ; la fenêtre, au lieu de deux grillages, n'en avait qu'un. Je me trouvais cent fois mieux, pouvant

me laver, m'asseoir et dormir dans un lit, mais, hélas ! la vermine était aussi nombreuse et au milieu du lit, il y avait une traverse en fer me coupant les reins et m'empêchant de dormir ; aussi les nuits suivantes je faisais simplement mon lit par terre comme dans mon ancien domicile.

Le n° 38 n'étant pas compris dans les cellules de haute surveillance, je fus bien plus tranquille ; à la promenade j'étais rarement seul. Le gardien, qui n'était pas méchant pour moi, me faisait sortir chaque jour avec un poète un peu fou, malade de la kleptomanie. Il avait des connaissances très étendues en littérature et sa société n'était pas désagréable ; aussi dans ces nouvelles conditions je ne me faisais plus de mauvais sang en attendant le grand jour.

Chaque samedi la cellule devait être récurée ; un détenu apportait de l'eau, brosse et serpillière ; je profitais de cette occasion pour laver mon unique mouchoir et ma flanelle ; il n'y avait pas assez d'eau pour la chemise. Il me fut permis de correspondre avec mon cousin et cela m'apporta également de la distraction.

25 août 1917. Liberté !

Chaque jour je m'attendais à recevoir l'ordre de : « 38, préparez-vous ! » mais cela se fit désirer, pourtant il arriva ce jour à 3 heures.

Le gardien vient m'annoncer que j'avais à faire mon baluchon. Je laisse concevoir à chacun avec quelle joie je fis mes préparatifs, puis je suivis tout rayonnant le gardien à l'endroit où l'on me rendit mes divers objets, ceinture, bretelles, cravate, canif, montre, portefeuille, porte-monnaie, ainsi que l'argent que ma mère avait

bien voulu m'envoyer. Les gardiens ne cachent pas leur étonnement de ma mise en liberté.

La lourde et immense porte s'ouvre et me voilà dans la rue, libre ! Avec une barbe de six mois, n'ayant jamais été touchée, et mon lourd pardessus j'attirai bien un peu l'attention et la curiosité. J'avoue que mes yeux étaient pleins de larmes, car l'émotion que j'éprouvais était vraiment trop forte et se traduisait ainsi. La vue du mouvement de la rue, de l'animation, du soleil, de la verdure m'eurent bientôt distrait, et je fus pris d'une folle gaité, je chantais, sifflais, avais un sourire pour chacune des personnes que je rencontrais, je les aurais bien toutes embrassées, mais je suivais tranquille et heureux mon chemin sans m'arrêter à ces détails.

Ainsi que j'en avais l'ordre, je me rendis immédiatement au Conseil de guerre, prendre des instructions. Là, mon juge rapporteur me dit que, jusqu'à éclaircissement de l'affaire, je devais rester à Lyon à la disposition de la justice militaire, que je ne devais pas essayer de fuir, car j'aggraverais beaucoup mon cas, et que de temps à autre j'avais à me présenter au Conseil. Puis je me rendis immédiatement chez un coiffeur me faire arranger la barbe afin de ne pas effrayer les passants.

En sortant de chez le coiffeur je me rendis à mon ancien domicile où naturellement ma chambre avait été relouée, vu qu'on avait assuré à ma logeuse que j'étais perdu et qu'elle n'avait plus à compter sur moi ; elle s'arrangea avec une voisine pour me céder une autre chambre en attendant.

Grande fut la stupéfaction des personnes qui m'avaient connu de me revoir, mais presque toutes gardèrent de la méfiance plus ou moins ; aucune d'elles ne voulut

s'occuper de moi pour me trouver une occupation quelconque, aussi depuis le 25 août je languis dans une complète inactivité, ne pouvant trouver du travail, n'ayant aucune pièce d'identité. J'eus des heures aussi désespérées que durant mon séjour à Saint-Paul, car j'étais constamment à mes idées et à me demander si jamais on réussirait à découvrir les misérables individus qui m'ont occasionné cette pénible aventure.

Pour le moment, je suis encore à la disposition des autorités militaires en *liberté provisoire*. Jusqu'à ce que mon innocence soit matériellement prouvée, ce qui est indispensable pour obtenir un non-lieu et une complète liberté.

Je garde le silence sur l'énorme et précieux travail de M. Courvoisier qui dira ce qu'il voudra bien sur toutes les recherches qu'il a effectuées pour sauver ma tête et arriver à la découverte de la vérité.

AUG. FALLET.

Lyon, février-mars 1918.

Copie.

CONSEIL DE GUERRE,

GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LYON.

Le lieutenant Debray, rapporteur près le Conseil de guerre, de Lyon, notifie à la date du 25 août 1917 l'ordre de mise en liberté provisoire délivré par Monsieur le gouverneur général militaire de Lyon le 24 août 1917 en faveur du sieur Fallet, Auguste, sujet suisse, actuellement en prévention de Conseil de guerre, qui devra jusqu'à nouvel ordre résider à Lyon, 21, rue Dési-

rée, chez M^{me} Collomb, où il se tiendra à la disposition de la justice militaire.

Lyon, le 25 août 1917.

Lieut. DERRAY.

République Française.

Copie.

ORDONNANCE DE NON-LIEU.

Le général Ebner, gouverneur militaire de Lyon, commandant la 14^e région.

Vu la procédure instruite contre le nommé Fallet, Auguste, sujet suisse, inculqué d'intelligence avec l'ennemi.

Vu le rapport et l'avis de M. le rapporteur et les conclusions de M. le Commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre de Lyon.

Attendu que le sus-nommé a été trouvé en possession de cartes postales adressées à son nom, contenant, à l'encre sympathique, des renseignements d'ordre secret sur les opérations militaires, il résulte de l'information que ces cartes postales étaient destinées à un tiers qui avait frauduleusement usurpé le nom de l'inculpé à l'insu de ce dernier.

Attendu, d'autre part, que la consigne en cas d'attaque de sous-marin, dont il était possesseur, n'était pas un document secret.

Vu l'art. 108 du code de justice militaire.

Déclare qu'il n'y a pas lieu, en l'état, d'ordonner la mise en jugement de Fallet, Auguste.

Et ordonne que le susnommé sera sur-le-champ mis en liberté s'il n'est pas détenu pour autre cause.

Fait au Quartier-Général, à Lyon, le 12 avril 1918.

EBNER.

Annexe du journal Fallet.

Depuis le 25 août 1917.

Un mois après ma mise en liberté provisoire, le 19 septembre 1917, un gendarme militaire vient m'apporter une convocation pour le Conseil de guerre le lendemain. Je n'avais aucune raison d'être inquiet, car très souvent j'allais au Conseil prendre les nouveaux renseignements sur mon affaire. Aussi c'est tout joyeux que je me dirigeai vers la rue Sala. Le juge d'instruction m'interroge sur le genre de relations que j'avais avec quelqu'un qui était pensionnaire chez ma mère depuis de longs mois.

Je déclarai :

— Pendant mon séjour en Suisse, j'ai connu G. chez ma mère, le voyais très souvent, puisque vivant sous le même toit. Je lui ai écrit quelques cartes postales de mes voyages ainsi qu'une lettre de Bordeaux.

Le juge demande que je précise ce que j'avais écrit.

— Je ne me rappelle plus, car il y a un an de cela, certainement je n'ai rien écrit d'autre que des banalités.

— Avez-vous écrit cette phrase : « Quel changement de boulot, je réceptionne des avions. »

Pour commencer je dis non, puis sur l'insistance du juge je cherche bien dans ma mémoire et reconnais ensuite possible de l'avoir écrite.

A mon retour à Paris les cuisiniers suisses avaient été boycottés, en sorte que j'étais sans travail. Ayant un ami qui était aviateur réceptionniste aux environs de Paris, j'allais très souvent le voir et un jour, en sa compagnie,

j'écrivis une carte à G. et par fanfaronnade lui dis la phrase citée plus haut. Cela prenait une importance considérable parce que G. était très suspect.

Dans la lettre de Bordeaux une autre phrase paraissait vivement intriguer ces messieurs. Je disais : « Si je ne trouve pas de travail à Bordeaux, je continuerai mon tour de France par Toulouse pour apprendre à faire les vol-au-vent et par Marseille pour la bouillabaisse. »

Par ma profession j'expliquai facilement cette allusion. Malgré cela on ne donnait pas grand crédit à ces nouvelles explications, la méfiance avait repris ; et je croyais bien qu'on allait me reconduire en prison ; je fus vraiment étonné d'être simplement congédié.

Toutes mes pièces d'identité, mes certificats, ma correspondance étaient saisies, les pièces paraissant importantes figuraient au dossier, de sorte que je n'avais que l'ordre de mise en liberté provisoire (copie annexée).

Dans ces conditions il m'était impossible de trouver le moindre emploi, car la première chose que demandait un patron lorsque je me présentais dans une place :

— Quels sont vos papiers ?

Naturellement je ne pouvais montrer l'ordre du Conseil de guerre. Pendant plus de quatre mois, je suis resté dans une oisiveté complète, m'ennuyant terriblement, surtout dans la crainte de jours plus sombres encore. J'étais dans l'obligation de demander de l'argent à ma mère pour pouvoir vivre. Cela dura ainsi jusqu'en janvier 1918.

A cette époque, grâce à un ami, je trouvai une situation dans un des bons restaurants de Lyon. Une fois occupé, le spleen diminua peu à peu, le travail me fut d'un immense secours pour combattre l'ennui.

Jusqu'à ce moment-là, seule ma bonne foi était établie, mais les preuves matérielles de mon innocence manquaient totalement, quand les recherches de M. Courvoisier furent couronnées de succès et il réussit à établir ma parfaite innocence.

Ce point acquis, M. le gouverneur général de Lyon a signé un non-lieu en ma faveur le 12 avril 1918.

Immédiatement je fis une demande de passeport pour la Suisse et, après plusieurs formalités, j'obtins la signature du dit passeport le 11 mai 1918, et quittai Lyon le 13.

Après une visite spéciale de la police de Bellegarde, je passai la frontière sans incident et arrivai à Genève, le 14, à 1 heure du matin.

Je laisse à penser le soulagement et l'immense joie que j'éprouvai de me sentir de nouveau dans mon cher pays après un séjour à l'étranger qui avait failli me coûter la vie.

Yverdon, le 17 mai 1918.

AUG. FALLET.



LA QUESTION
DE GDANSK (DANTZIG), POLONAIS ?
ALLEMAND ? OU NEUTRE ?

La question de Gdansk (Dantzig) est fort discutée ; on propose les solutions suivantes :

1. Les Polonais, pour lesquels Gdansk est l'unique accès à la mer « libre et sûr », prévu par le président Wilson, demandent que cette ville soit réincorporée à la Pologne, à laquelle elle a appartenu jusqu'aux par-

2. Les Allemands demandent que Gdansk, comme ville presque exclusivement allemande, reste à l'Allemagne et invoquent les paroles du président Wilson sur les populations « incontestablement » polonaises qui seules doivent faire partie de la Pologne reconstituée.

3. La troisième solution est un compromis entre les deux précédentes, en vue de satisfaire les deux parties : neutraliser le cours inférieur de la Vistule et faire de Gdansk un port libre, ce qui donnerait à la Pologne, prétend-on, un accès à la mer « libre et sûr » et ne soumettrait pas la population allemande de Gdansk, « incontestablement » allemande, et celle de la Prusse orientale, à la domination polonaise.

Laquelle de ces trois solutions est la plus juste, la plus équitable, et offre les meilleures garanties pour l'avenir ?



Commençons par établir les faits : *la ville de Gdansk est-elle allemande ou polonaise ?*

Gdansk, depuis les partages de la Pologne, appartient à la Prusse. Sa population, si l'on ne considère que la ville seule, est aujourd'hui en majorité allemande. Mais jusqu'aux partages la ville de Gdansk était polonaise, non seulement parce qu'elle était déjà volontairement unie à la République polonaise, qu'elle en faisait partie intégrante, mais aussi parce que sa population était polonaise de sentiment, depuis toujours, et si profondément attachée à la patrie polonaise, que c'est elle qui fut la dernière dans la Pologne démembrée à prendre les armes en 1795, pour se défendre contre l'annexion à la Prusse.

Elle était séparée des Allemands par de vastes terres polonaises et slaves qui s'étendaient à l'ouest de la Vistule et même à l'ouest de l'Elbe, et comprenaient non seulement une grande partie de la Prusse actuelle, mais le Mecklembourg et la Saxe. Non seulement Gdansk, mais aussi Berlin se trouvaient alors au milieu des terres slaves. Le changement ne s'est opéré que lorsque les Allemands se mirent à « convertir » les Slaves païens, ce qu'ils firent de la manière la plus rapide, en les exterminant par le glaive. Les écrivains allemands le constatent eux-mêmes avec une éloquence lapidaire : les Obotrites furent « exterminés » au douzième siècle par Henri le Lion de Saxe ; les Vilques ont subi le même sort, comme les Havelanes, qui ont été exterminés par Albert l'Ours ;

comme les Prussiens, peuple slave que l'on a privé en même temps de sa terre, de sa vie et de son nom, ce qui fut l'origine de cette expression bien connue : « la Prusse a tout volé jusqu'à son nom. » Cette expansion germanique vers l'est, poursuivie pendant des siècles avec acharnement par tous les moyens, y compris la ruse, la trahison et les assassinats en masse, ne s'est ralentie qu'au moment où la Pologne a commencé à se cristalliser au milieu du chaos slave, pour devenir contre cette expansion, pendant mille ans de son histoire, une digue souvent ébréchée, jamais ébranlée.

N'ayant pas de voisins allemands, la ville de Gdansk, depuis le dixième siècle, était aux prises avec d'autres voisins : c'étaient alors les Suédois, les Danois et les Poméraniens qui se disputaient sa possession. Ce n'est qu'au quatorzième siècle que les chevaliers teutoniques réussirent à devenir ses voisins au sud-est ; puis, sans tarder, ils inaugurèrent les procédés de bon voisinage qui leur étaient propres : ils entamèrent des négociations avec Gdansk, invitèrent chez eux les principaux habitants de la ville et hospitalièrement les égorgèrent tous. Cela leur facilita beaucoup les négociations, qui aboutirent forcément. Gdansk, avec toute la province de la Prusse occidentale, tomba sous la domination des chevaliers teutoniques. Mais pas pour longtemps. Au siècle suivant, après que l'Ordre teutonique eut été écrasé par les Polonais dans la bataille de Grunwald (1410), la Prusse occidentale avec Gdansk se déclara indépendante des Allemands et *volontairement* demanda à être incorporée à la Pologne. Cette union volontaire s'est accomplie en 1454, *salvis per omnia juribus terrarum Prussiarum*, c'est-à-dire que la Prusse et la ville de Gdansk

eurent tous leurs droits garantis et reçurent dans la République polonaise une autonomie complète. La ville de Gdansk était déjà alors bien germanisée, mais ses habitants, ne subissant de la part de la Pologne aucune contrainte, devinrent des citoyens fidèles et dévoués de la République, et le restèrent pendant des siècles, vivant de la vie commune, donnant les meilleures preuves de leur fidélité, en prenant les armes pour défendre leur union avec la patrie démembrée.

Ils succombèrent, et c'est ainsi que la ville de Gdansk, englobée par la Prusse, est devenue en majorité allemande. Les procédés prussiens étaient le contraire des procédés polonais, et après les cent vingt-trois ans de régime prussien, on ne peut que s'étonner que l'élément polonais n'ait pas été exterminé. Ce régime est trop connu pour en reparler. Mentionnons seulement que la langue polonaise était rigoureusement exclue partout, y compris l'enseignement, et que pour empêcher l'infiltration de l'élément polonais qui, malgré tout, est resté dominant jusqu'aux portes mêmes de la ville, on a contraint les ouvriers polonais cherchant du travail en ville d'appartenir aux sociétés allemandes, ce qui comportait la défense de parler une autre langue que l'allemand. En un mot, tous les moyens dont dispose l'Etat et la société ont été mis au service d'une germanisation systématique.

Dans les campagnes tout autour de Gdansk, la statistique prussienne elle-même, après cent vingt-trois ans d'un travail de germanisation acharné, n'a pu trouver assez de Germains pour oser appeler le pays « indubitablement » allemand.

Quand nous aurons ajouté que, sous la domination polonaise, Gdansk, l'unique port polonais, était arrivée

au plus haut degré de son développement économique, nous pourrions aborder la discussion des trois solutions proposées au sujet de cette ville.



Dans le cas où la première solution serait adoptée et où la ville serait *attribuée à la Pologne*, son avenir se dessine clairement. Gdansk redeviendrait ce qu'elle a été comme ville polonaise ; réunie à son ancienne et véritable patrie, elle jouirait comme autrefois de toutes les libertés et d'une tolérance religieuse et nationale absolue ; elle posséderait les garanties d'un développement économique vraiment extraordinaire. Gdansk redeviendrait le port unique de la Pologne dans des conditions changées, mais incomparablement plus favorables. Pendant qu'elle a appartenu à la Russie, la Pologne russe a développé, malgré toutes les difficultés qu'on a multipliées exprès, une grande industrie qui cherchait des débouchés en Russie et, par la Russie, en Orient. C'est vers Gdansk que toute l'industrie polonaise régénérée et libérée de toutes entraves écoulera ses produits ; c'est vers Gdansk que toutes les rivières polonaises transporteront à la Vistule les produits du sol polonais, des forêts et des mines polonaises ; c'est vers Gdansk que se dirigeront tous les canaux à construire, y compris la grande voie Vistule-Dniestre-mer Noire. La réunion avec la Pologne donnera à Gdansk des garanties de prospérité et de développement vraiment hors ligne.

On fait des objections à ce projet, à cause de la population allemande de la Prusse orientale, qui serait séparée par les possessions polonaises de sa patrie allemande. Mais cette population allemande n'est pas autochtone. Elle fut amenée exprès par les chevaliers teutoniques, avant poste de la germanisation du pays. Les che-

valiers teutoniques ont été, au douzième siècle, invités en Pologne par le prince Conrad de Masovie pour l'aider dans ses luttes contre les Prussiens païens. Une fois enracinés en terre polonaise, les chevaliers teutoniques ont commencé une politique qui restera dans l'histoire le modèle accompli de la perfidie et de la trahison érigées en système, modèle qui n'a été égalé nulle part ailleurs. Les quatre siècles pendant lesquels les chevaliers teutoniques ont été embusqués derrière le dos de la Pologne, se donnant comme ses amis et vassaux, furent une série ininterrompue de traités conclus pour être violés, de serments de fidélité jurés pour être trahis, d'essais rusés et tenaces pour perdre le pays qui leur donnait l'hospitalité. C'est là, dans cette Prusse orientale, que se trouvait le berceau de la Prusse de Bismarck et de Guillaume II ; c'est là qu'établis sur le sol polonais, les chevaliers ont amené de toute l'Allemagne des colons choisis pour former le noyau de cette armée de soldats-brigands qui a tant pesé sur l'Europe ; c'est là que pendant quatre siècles la Prusse a grandi aux dépens de la Pologne pour cimenter finalement sa puissance en concluant avec la Pologne un traité d'alliance en vue d'amener traîtreusement le partage du pays... allié ! Est-ce que ce sont des titres suffisants pour que les droits ainsi acquis priment les droits de la population polonaise autochtone et l'empêchent de réunir à la patrie une province polonaise qui lui a appartenu pendant des siècles, et dont la possession seule peut lui donner le libre accès à la mer et un débouché pour ses marchandises ? Est-ce que le monde régénéré peut tenir compte des droits acquis par des méthodes contraires aux principes sur lesquels doit se baser l'avenir de l'humanité ? La tactique prussienne consistait justement à planter une

avant-poste german au milieu du pays convoité, pour invoquer, après, la nécessité de la réunion de ce « sol allemand » à la patrie allemande. Est-ce que cette fraude, pratiquée pendant des siècles, va réussir encore aujourd'hui ?



Nous ne discuterons pas la deuxième solution, celle qui voudrait attribuer *Gdansk* à l'Allemagne : solution absurde, parce qu'elle anéantirait d'avance la prospérité de la Pologne ressuscitée ; solution immorale, parce qu'elle sanctionnerait le crime du partage de la Pologne en reconnaissant les droits acquis par ce procédé criminel.

Quant à la troisième solution : la neutralisation de la Vistule inférieure et la proclamation de *Gdansk* comme *ville libre*, on peut dire qu'elle ressemblerait beaucoup en pratique à l'incorporation pure et simple de *Gdansk* à l'Allemagne. Quelle serait en ce cas la situation respective de l'Allemagne et de la Pologne vis-à-vis de *Gdansk*, ville libre ? *Gdansk* deviendrait pour la Pologne le port indispensable, sans qu'elle puisse en disposer à son gré. Après que l'Allemagne aura été forcée de renoncer au beau rêve du chemin de fer Berlin-Bagdad, *Gdansk* deviendrait pour elle un nouveau et important centre économique, versant l'est, vers lequel tendrait son énergie. Le résultat de cette compétition entre la Pologne et l'Allemagne est facile à prévoir. Les Allemands ont détruit toute industrie en Pologne ; le commerce polonais reste à organiser ; la marine polonaise n'existe pas encore. De l'autre côté l'Allemagne possède tous ses instruments économiques en état très perfectionné, prêts à être employés dans un champ d'action donné. Ce champ d'action serait naturellement *Gdansk* : la clef

du commerce de la Pologne, que le capital allemand se prépare déjà à exploiter ; il fonde des unions de banques à cet effet. Quel rêve pour les Allemands, privés de Bagdad, que de mettre tout le commerce polonais, toute l'industrie, toute la richesse de la Pologne, auxquels ils ont goûté si copieusement pendant la guerre, dans les poches allemandes !

Gdansk ville libre deviendrait vite « Dantzig » allemand : une ville d'au moins un million d'habitants, ville « indubitablement » allemande. Elle attirerait des milliers et des milliers d'Allemands qui fonderaient partout en Pologne des succursales commerciales : nouveaux centres allemands qui n'auraient qu'à attendre une série nouvelle d'hommes d'Etat au cœur tendre pour être, à la prochaine occasion, réunis à la patrie allemande.

Gdansk ville libre, c'est Dantzig allemand : nouvelle étape puissante de la millénaire expansion germanique vers l'est.



Il n'y a, comme nous le voyons, qu'une solution équitable, juste et satisfaisante, qui donnera toutes les garanties pour l'avenir : c'est de restituer Gdansk à sa patrie, patrie naturelle et patrie d'adoption, la Pologne ; c'est de réunir cette ville à la Pologne au nom des mêmes principes qui ont présidé à toutes les unions conclues par la Pologne : *les libres avec des libres, les égaux avec des égaux.*

UN POLONAIS.



LE SECOND VOYAGE DE M. MICROMÉGAS

SECONDE PARTIE¹

V

M. Micromégas attendait la réponse des atomes avec l'impatience d'un jeune habitant de Sirius à qui sa maîtresse aurait accordé la permission de lui rendre visite ; à l'égard de M. le secrétaire perpétuel, il n'était pas moins impatient, quoiqu'il soit beaucoup plus avancé en âge et que les dames ne lui donnent plus de distractions. Mais ils ont beau prêter l'oreille, ils n'entendent d'abord qu'un murmure confus, un bruit de paroles qu'on ne distinguait point, car, au lieu de répondre, les atomes conversaient entre eux, comme font les demoiselles du téléphone quand on leur demande la communication, et ils se consultaient pour savoir ce qu'ils devaient dire à l'animal de huit lieues.

— Que le diable emporte le gros monsieur Micromégas et ses questions importunes ! disait l'un ; comment lui avouer que nous venons de faire périr quinze cents personnes et qui étaient sans défense ?

¹ Pour la première partie, voir la livraison de février.

— Ah ! disait un autre, pourquoi faut-il que nous ayons rencontré M. Micromégas et M. le nain de Saturne ? On nous répète chaque matin, et surtout quand nous avons été battus, que tout ce qui nous arrive est conforme au plan de Messieurs les ministres ; pour moi je ne croirai jamais que lorsque notre gouvernement décida de faire cette guerre, il avait prévu que nous serions aujourd'hui dans la main gauche d'un habitant de Sirius qui est assis sur le Mont-Blanc et qui nous examine avec un microscope de deux mille cinq cents pieds. Voilà une singulière aventure.

— Nous sommes perdus, dit un troisième. Voyez de ce côté le pouce de M. Micromégas, et de l'autre son index. Quel pouce ! quel index !

En parlant ainsi, ce pauvre garçon faisait le geste de rapprocher brusquement son propre pouce de son propre index et il tremblait de tous ses membres.

— Il faut pourtant satisfaire la curiosité du géant, dit un quatrième vermisseau ; pourquoi ne pas lui conter qu'il nous a surpris dans le moment où nous faisons sauter des rochers pour ouvrir un chenal à notre magnifique flotte de commerce qui ne tardera pas à couvrir toutes les mers du levant au couchant et du nord au midi ? M. Micromégas, dit-il encore, nous croira d'autant plus aisément que nous venons de l'entretenir des effets merveilleux de la dynamite, de la mélinite, de la turpinite, de la trinitrite, de la lyddite, de la cheddite, de la roburite et singulièrement de la panclastite qui brise tout, comme son nom l'indique. M. Micromégas n'a rien vu, conclut l'atome ; qu'en coûte-t-il de lui mentir ?

La plupart des homoncles trouva cet avis fort sage, et l'on allait régaler les deux voyageurs d'une fable à la panclastite, lorsqu'un cinquième vermisseau demanda la

parole. C'était un professeur célèbre et il enseignait la philosophie dans l'université Wilhelmine-Augusta-Friderika-Cunégonde, qui est une des plus considérables de notre planète, et incomparablement plus fréquentée que celle de Clermont-Ferrand. On ne put faire autrement que de l'écouter avec un grand respect.

Il conseilla aux atomes de ne rien cacher à M. Micromégas, mais bien plutôt de se glorifier devant lui de toutes leurs actions. Car, disait-il, si M. Micromégas est un colosse, ne sommes-nous pas, nous aussi, des colosses à notre façon ? Tout n'est-il pas colossal dans notre pays ? Saurait-on rien imaginer de plus colossal que cette guerre que nous soutenons contre un monde d'ennemis, et que la manière dont nous la faisons ? Les colosses, dit-il encore, sont faits pour se comprendre et s'admirer les uns les autres. Un citoyen qui a huit lieues de haut et cinquante mille pieds de tour à la ceinture ne peut manquer de porter sur notre conduite un jugement vraiment objectif, et sans s'arrêter à de vaines circonstances, telles que massacres et pilleries, qui ne blessent que l'imagination des faibles. M. Micromégas nous louera très fort, bien loin qu'il songe à nous punir.

Ce raisonnement solide fit de l'impression sur les écoutants ; cependant quelques homoncules ne se lassent pas d'admirer le pouce de M. Micromégas ; ils hésitent, ils tremblent de nouveau, et l'on allait peut-être céder aux conseils de la peur si un sixième vermineux, qui n'avait encore rien dit, n'eût prié qu'on voulût bien l'entendre.

Ce vermineux était un ancien attaché d'ambassade ; il avait soupé dans toutes les cours de l'Europe avec des souverains et des ministres ; il connaissait le cœur humain et voici comme il parla en profond politique :

— Ce n'est point, dit-il, que j'aie l'horreur du mensonge ; personne, peut-être, parmi les officiers de Sa Majesté, n'a plus menti que moi, du moins si l'on tient compte de ma jeunesse et de mon grade, car je n'ai garde de me comparer à MM. les secrétaires d'Etat et à M. le Chancelier du royaume. Combien de fois, pour plaire à notre auguste souverain, qui cherchait un prétexte à faire la guerre, lui ai-je envoyé des dépêches mensongères touchant les prétendus armements de ses voisins ! Mais autant je respecte les menteurs quand ils mentent pour le bien de l'Etat, autant je les méprise quand ils mentent inutilement. Un mensonge qui n'est d'aucun profit pour la chose publique est un péché énorme qu'il faut toujours éviter autant que possible. Vous craignez, dites-vous, la juste indignation de M. Micromégas et de son compagnon : oubliez-vous qu'ils habitent à quelques milliards de lieues de nos frontières, et ne voyez-vous pas qu'ils sont neutraux ?...

L'ancien attaché d'ambassade ne put achever ; ces derniers mots ont déjà banni la crainte de tous les cœurs ; on ne tremble plus, on n'hésite plus, on ne délibère plus ; on applaudit le profond politique ; on crie : « Ils sont neutraux ! Ils sont neutraux ! » Le pouce de M. Micromégas paraît, à le mieux considérer, un pouce inoffensif et même bienveillant, un pouce neutral. Le capitaine des homoncules court à l'appareil :

— Allô ! Allô ! monsieur Micromégas !

— Allô ! Allô ! répond M. Micromégas, sans l'ombre d'une hésitation.

— Allô ! Allô ! monsieur le nain de Saturne !

— Lui-même, dit le nain de Saturne.

VI

— Messieurs, dit le capitaine des homoncules, je reprendrai la chose d'un peu haut, car le bruit que vous avez entendu n'est pas le seul bruit que vous auriez pu entendre, car l'on ne peut juger d'un discours par un mot qu'on en aurait surpris, car il faut avoir lu tout le discours, car tout est dans tout. Vous saurez donc que le charmant Poing de Fer qu'on appelle aussi Poudre sèche, et qui est un des meilleurs convives que nous ayons, de concert avec le roi Bicéphale, que nous nommons ainsi parce qu'il a deux têtes et peu de cervelle, ont déclaré la guerre à la moitié du genre humain.

— Eh quoi ? s'écria l'animal de huit lieues, les atomes n'auraient-ils pas renoncé à une si horrible coutume ?

— Qu'appellez-vous une horrible coutume ? dit le ver-museau. Il n'est rien de si noble ; nous faisons la guerre fraîche et joyeuse.

M. Micromégas est un honnête homme ; ses mœurs sont douces ; sa physionomie ronde, large et ouverte laisse paraître la bonté de son cœur ; en entendant ces propos abominables et qu'il était si loin d'attendre, il ne put réprimer un frémissement qui parcourut toute l'étendue de son beau corps, depuis l'extrémité de ses beaux pieds qui s'allongeaient dans la vallée jusqu'au sommet de sa belle tête qui se perdait dans les nuages, et il s'en fallut de bien peu qu'il n'étouffât le petit animal avec tous les animalcules qu'il portait dans ses flancs. Le nain de Saturne frémissait de surprise, d'horreur et d'indignation. Les atomes frémissaient aussi, mais c'était de frayeur. Les jointures de leur navire faisaient entendre des craquements affreux comme s'il était assailli de la plus furieuse des

tempêtes ; ils se demandent les uns aux autres si le profond politique ne s'est pas trompé et si ces étranges visiteurs sont vraiment des neutraux.

Mais l'animal de Sirius reprend peu à peu son sang-froid : j'ai déjà dit qu'il aime à s'instruire ; la curiosité l'emporte sur la colère ; il prie les atomes de continuer leur récit ; ceux-ci, voyant que leur navire ne tremble plus et qu'ils sont encore en vie, pensent que M. Micromégas a eu une vapeur de tête, un battement de cœur, peut-être un peu de colique, et ils retrouvent toute leur audace.

— On vous conta jadis, dit l'orateur de la troupe, que cent mille animaux de notre espèce couverts de chapeaux, étaient pour lors occupés à tuer cent mille autres animaux couverts d'un turban ou à se faire massacrer par eux. Apprenez, messieurs, que les porteurs de turbans sont devenus les meilleurs amis de ceux qui portent des chapeaux, que nous avons remplacé turbans et chapeaux par des casques d'un fort joli modèle, et que pour la plus grande gloire de l'illustre Poing de Fer, dit Poudre sèche, nous massacrons aujourd'hui des millions d'hommes, Angles, Celtes, Ausoniens, Tartares, Samoyèdes et Lapons, avec des armes auprès desquelles le mousquet de nos aïeux n'est qu'un jouet d'enfants. Vous parlerai-je de nos fusils à répétition dont chacun vaut cinquante mousquets ? ou de nos mitrailleuses dont chacune vaut cinquante fusils à répétition et qui dépêchent en moins d'une minute la moitié d'un régiment dans l'autre monde ? Vous parlerai-je de nos canons de quatre cent vingt qui vomissent des obus que Vos Excellences elles-mêmes auraient peine à soulever ? Vous dirai-je qu'il suffit de cinq ou six de ces obus pour détruire un village, de vingt ou trente pour raser une ville au niveau du sol, de quelques centaines

pour anéantir une province ? Mais vous avez de bons yeux l'un et l'autre ; dirigez vos regards vers le nord-ouest et dites-moi, je vous prie, ce que vous voyez....

— Je vois un morceau de lune, dit étourdiment le nain de Saturne.

— Vous avez bien raison, dit l'homoncule, car cela y ressemble fort et vous y chercheriez vainement âme qui vive. Or, sachez, monsieur le nain de Saturne, que ce morceau de lune était naguère une contrée florissante et jugez par là de notre force invincible.

M. Micromégas et M. le secrétaire perpétuel frémirent de nouveau ; l'animal de Sirius, qui craignait de ne pouvoir se contenir, remit la petite barque sur un rocher du voisinage en prenant bien garde de ne pas rompre le fil du téléphone, car il avait grande envie de poursuivre la conversation, puis il dit à son compagnon dans la langue de Saturne que les atomes n'entendaient pas :

— Vous voyez bien, monsieur, qu'il ne faut jamais faire d'hypothèses.

— Oui, dit le nain un peu confus ; je m'étais trompé sur les apparences, ce qui n'arrive que trop souvent ; mais qui aurait imaginé que ces vermineux, qui ont inventé le téléphone et le cinématographe, étaient assez barbares pour ravager un pays fertile au point de le rendre semblable à un morceau de lune ?...

PAUL SIEVEN, *doyen suisse,*

(*La suite prochainement.*)

LA QUESTION DE LA ZONE FRANCHE

ÉTUDE HISTORIQUE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

SECONDE PARTIE ¹

Lors du conflit douanier survenu entre la France et la Suisse, celle-ci accorda, par un arrêté fédéral du 2 juin 1893, le tarif d'usage à un grand nombre de produits de la Haute-Savoie non compris dans ceux admis en franchise, tandis que les produits français étaient frappés de taxes parfois prohibitives du tarif différentiel. Parmi d'autres arrêtés fédéraux concernant les importations de la zone franche, citons ceux du 23 février 1895 et du 16 août 1895 (ce dernier portant à 4000 hl. au lieu de 2000 hl. la franchise de droits accordée aux vins du pays de Gex) et celui du 19 juin 1908, qui a élevé à 15 000 hl. le crédit d'importation en franchise des vins de la Haute-Savoie.

A teneur de cet arrêté, la Haute-Savoie bénéficie

¹ Pour la première partie voir la livraison de février.

A lire : *La vérité sur la zone franche de la Haute-Savoie*, par André Folliet et César Duval. Imprimerie Raffin, 1902, Thonon les Bains, et *Recueil de documents concernant les zones franches*, par S. Mariat. Imprimerie S. Mariat, Saint-Julien-en-Genevois, 1899.

d'une réduction de droits variant de 30 à 50 % pour l'entrée à Genève de 2000 bœufs de boucherie, 450 bœufs de travail, 25 000 veaux gras, 2000 porcs annuellement.

De son côté, le Pays de Gex peut envoyer en Suisse, dans les mêmes conditions, 300 bœufs de boucherie, 100 bœufs de travail, 800 veaux et 300 porcs.

Le règlement relatif au Pays de Gex prévoit l'admission en franchise par le canton de Vaud également. La plupart de ces révisions de la convention de 1881 ont étendu plutôt que restreint les franchises et facilités accordées aux importations de la zone. Genève, naturellement, a applaudi à ces mesures, mais il n'en a pas été de même partout en Suisse. Il y eut d'abord les agriculteurs, qui se plaignirent de la concurrence que leur faisait la zone par ses libertés de franchise et par la contrebande qui s'y pratiquait, spécialement en ce qui concerne l'importation des vins et du bétail. Puis ce furent les contribuables aux charges budgétaires de la Confédération qui trouvèrent injuste que Genève, qui a sa large part dans les prébendes fédérales, fût exonérée partiellement de la charge des droits de douane qui constitue la principale ressource de la Confédération.

Il y eut évidemment des fraudes et de la contrebande, des « crédits » délivrés à des Savoisiens furent utilisés à l'importation en franchise de vins du Midi, des certificats de santé ou d'origine accompagnant les animaux exportés furent reconnus faux ; c'est ce qu'atteste une circulaire de la préfecture de la Haute-Savoie, du 7 décembre 1897, aux maires de la région, qui dit entre autres :

« A la suite des nombreuses plaintes formulées par le Gouvernement suisse au sujet des irrégularités constatées dans la délivrance des certificats de santé ou d'origine accompagnant les animaux de la zone qui sont importés en Suisse, j'ai, à différentes

reprises, attiré votre attention sur les conséquences résultant de l'inobservation des mesures de contrôle et de surveillance qu'il vous appartient de prendre pour empêcher que ces irrégularités ne se reproduisent.

» Malgré mes pressantes recommandations à ce sujet, la situation ne s'était pas améliorée au mois de mars dernier, puisque le Gouvernement suisse a dû, en présence du peu de garantie que donnaient les certificats dont il s'agit, prohiber notre bétail d'élevage.

» Cette mesure ayant été, vous ne l'ignorez pas, très préjudiciable aux cultivateurs du territoire franc, M. le Ministre de l'Agriculture a fait procéder à une enquête sur les conditions dans lesquelles sont délivrés les certificats et sur les moyens à employer pour éviter le retour des irrégularités qui ont été constatées.

« D'après les informations recueillies, les formules de certificats sont fournies généralement par les intéressés qui en font signer d'avance un certain nombre en blanc et les remplissent ensuite eux-mêmes au fur et à mesure de leurs besoins ; il résulte même des constatations faites par le Gouvernement suisse que quantité de ces pièces sont remises, à la frontière, sans avoir été remplies.

» Des certificats établis dans ces conditions ne peuvent, évidemment, présenter aucune garantie aux yeux des Autorités fédérales. »

L'esprit large d'équité dans lequel le Conseil fédéral a réglé avec la France les questions touchant le régime douanier de la zone se trouve exprimé dans ses divers messages à l'Assemblée fédérale, en particulier dans ceux du 13 mars 1893 et du 2 janvier de la même année.

D'abord le Conseil fédéral constate qu'il n'a pas été possible d'appliquer aux zones un régime douanier plus modéré tant que la France frappait les Suisses établis en zone de l'exclusion des franchises douanières accordées

aux citoyens français pour l'importation des produits des zones dans le territoire douanier français.

Puis il dit :

« Sous le rapport politico-douanier, nous avions à tenir compte du fait que tous les produits suisses peuvent être importés en franchise dans les zones, et qu'ils y sont traités de la même manière que les marchandises de la nation la plus favorisée. Dans ces circonstances, nous avons dû constater qu'il ne serait pas équitable que les produits de ces contrées, complètement indépendantes du territoire douanier français, tirant de la Suisse les articles industriels nécessaires à leur consommation très importante et ne percevant pour ces importations aucun droit de douane, fassent frappés des mêmes droits différentiels que les marchandises qui proviennent du territoire douanier français. »

Aux réclamations de l'agriculture le Conseil fédéral répond :

« Dans l'affaire des zones, nous n'agissons qu'à bon escient et sans perdre de vue les autres intérêts que nous avons à sauvegarder... Notre principal souci a été de ne porter préjudice à aucun des intérêts justifiés de notre agriculture en détresse... Nous sommes partis du principe de n'accorder aux zones aucune faveur dont ne jouissent pas les autres régions frontalières. »

Le Conseil fédéral entendait faire allusion à la zone franche de dix kilomètres établie d'un commun accord avec nos voisins, de chaque côté de nos frontières, dont les produits naturels du sol, tels que fruits, baies, légumes, lait, n'ayant subi aucune manutention industrielle, sont admis en franchise. Il songeait aussi sans doute à l'exemption de droits dont bénéficiaient les produits du sol des biens-fonds situés sur territoire étranger, dans une zone de dix kilomètres le long de la frontière, et

que des habitants de la Suisse (propriétaires, usufruitiers ou fermiers) cultivent eux-mêmes ou font cultiver pour leur propre compte par des tiers.

« Pour éviter le danger que des importations soient frauduleusement faites du territoire douanier français, nous avons été obligés, dit-il, de fixer une quantité maximale annuelle d'importation de certains articles et d'exiger en outre que ces importations fussent accompagnées de certificats d'origine. »

Dans la convention de 1881, les douze articles bénéficiant de la franchise ne sont admis comme tels que s'ils ont le caractère d'approvisionnements de marché, c'est-à-dire qu'ils soient conduits en Suisse par les vendeurs eux-mêmes en quantités ne dépassant pas cinq kilos pour chaque importation de beurre et cinq quintaux métriques pour les autres produits. De là des formalités et des limitations au commerce en franchise dont se plaignent journellement, souvent sans raison, Savoyens et Genevois, ces derniers oubliant trop le grand privilège que la Confédération leur concède sur les autres Etats confédérés de la frontière.

La région de la Suisse qui a le moins sujet d'être satisfaite des concessions faites à la « zone » est le canton de Vaud dont la viticulture, en particulier, pâtit du privilège accordé à l'entrée en franchise, à Genève, de 15 000 hl. de vin, non compris le produit des récoltes des biens-fonds en zone appartenant à des Suisses.

La Savoie demandant que ce crédit soit porté à 20 000 hl. annuellement, le journal *La Revue* (n° 287 du 5 décembre 1907 et n° 15 du 18 janvier 1908) dit à ce propos :

« La brèche dans notre système douanier est déjà d'une belle largeur. Ce qui jette un jour défavorable sur la demande des

20 000 hl., c'est qu'aujourd'hui déjà, sauf dans des années exceptionnelles, les producteurs de la zone n'utilisent qu'une partie des bons délivrés par la Suisse. Les bons de franchise se répartissent chaque année entre toutes les communes viticoles de la zone au prorata de leur surface de vignes, quelle que soit la récolte, fut-elle égale à zéro.

« — Exportez-vous du vin en Suisse? demandions-nous, il y a quelques jours, dans une de ces communes.

« — Pas un litre, nous fut-il répondu.

« — Alors que faites-vous des bons de franchise?

« — Ils se vendent aux négociants de Douvaine de 3 fr. 50 à 4 fr. par hecto.

« Le droit suisse étant de 8 fr., la moitié profite au négociant, l'autre moitié au vigneron, sans que, dans bien des cas, ce dernier ait vendu une goutte de vin. C'est une simple subvention qui lui est accordée aux dépens des producteurs et du fisc suisse.

« Il est très probable qu'une fois entre les mains des négociants, ces bons de franchise servent à introduire en Suisse des vins étrangers, spécialement des vins espagnols¹ légèrement déguisés par une giclée de vin savoyard.

« Rappelons que la zone savoyarde ne reçoit pas seulement en franchise les produits de la Suisse, mais ceux de tous les pays du monde. C'est la Suisse seule qui est appelée à faire des concessions en échange de cette franchise, comme si elle était seule à en profiter. On fait grand état des exportations de la Suisse dans la zone franche. Il serait intéressant de savoir si ces exportations, effectuées en grande partie par l'intermédiaire du commerce genevois, ne comprennent pas de nombreux articles étrangers.

« Que Genève profite énormément de cet état de choses, cela se comprend. Malheureusement pour eux, ses voisins vaudois ne sont pas logés à la même enseigne. Abstraction faite des

¹ En 1912, il est entré en zone 6 779 nos litres de vins étrangers, dont 6 217 nos litres de l'Espagne (Revue du 24 janvier 1913).

rapports commerciaux avec une petite partie de la côte chablaisienne, ils n'ont de ces privilèges que les désavantages, ce sont les producteurs vaudois qui pâtissent. Mais voilà, le canton de Vaud lésé est trop fier pour toujours réclamer, toujours se plaindre. Ce sont ceux qui profitent qui se donnent habilement des airs de victimes. Les rôles sont renversés.

« Cependant la Confédération a eu le sentiment qu'il y avait une injustice. Dans son message de 1870, le Conseil fédéral faisait ressortir qu'une compensation avait été donnée alors au canton de Vaud en ce sens que l'arrangement conclu en faveur de la zone avait puissamment contribué à l'issue favorable des négociations pour le raccordement de la ligne de Jougne. L'an 1881 la Confédération n'accorda également des concessions à la zone qu'en échange de concessions ferroviaires de la France (ce fut le cas pour le raccordement du chemin de fer de Morteau au Locle). Nous ne doutons pas que si une nouvelle concession devait être faite aux intérêts spéciaux de Genève et de la zone savoissienne, en ce qui concerne le bétail et les vins, le canton de Vaud, au détriment duquel elle sera faite, n'obtienne la compensation à laquelle il a droit. »

Il nous paraît que le Conseil fédéral a suivi jusqu'ici, en ce qui concerne la « zone », une politique avisée, ménageant les susceptibilités de la France en même temps qu'il maintenait les droits reconnus à la Suisse par les traités, soutenant les intérêts de Genève tout en sauvegardant ceux parfois opposés du reste de la Suisse. Devant les protestations du Conseil fédéral et du gouvernement de Genève, le gouvernement français a immédiatement rapporté en 1914 le décret par lequel il interdisait toute exportation de la zone franche. Le privilège de Genève en matière de douane est une situation acquise, mais ce privilège ne saurait subir d'extension sans consacrer une injustice à l'égard des autres Confédérés. C'est ainsi que, si la Suisse devait demander à un relèvement

des droits de douane une partie des ressources nouvelles qui lui sont indispensables, il serait de la plus élémentaire équité d'imposer au canton de Genève une redevance annuelle au prorata des nouvelles exonérations de droits dont il bénéficierait.

Abordons maintenant la question de la « zone » au point de vue français. C'est essentiellement en présence de l'opposition de la Savoie du sud à un démembrement de la province que Napoléon III a renoncé à son intention première de réunir le Chablais et le Faucigny à la Confédération helvétique, et c'est aussi d'elle, en particulier d'Annecy, que vient l'hostilité que la franchise de la « zone » rencontre en France. Deux brochures parues à Annecy¹ nous permettent de résumer les griefs des « antizoniens. » Les sentiments de ces derniers ne sont pas toujours des plus amènes à l'égard de Genève. Pour eux, « l'ancienne ville de Genève, celle de la rive gauche, a été construite sur territoire savoyard, tandis que la nouvelle, celle qui depuis un demi-siècle s'est développée sur la rive droite du Rhône, est établie sur un territoire qui, géographiquement, appartient au Pays de Gex, c'est-à-dire à la France. » « Pour tout Savoyard connaissant un peu l'histoire de son pays, Genève ne peut donc être considérée que comme une voisine avec laquelle on a des relations forcées, mais non comme une amie, et la France fera bien de ne se fier à elle qu'avec une extrême circonspection ; elle ne mérite assurément aucune faveur qui ne soit payée par un avantage au moins équivalent. » M. Léonce Duparc, l'auteur des lignes ci-dessus, relate comme suit le récit de l'Escalade :

¹ *Quelques renseignements et réflexions à propos de la zone franche et Réponses d'un simple citoyen à deux simulateurs*, par Léonce Duparc. Imprimerie Hérisson & C^{ie}, Annecy.

» En 1602, le duc de Savoie avait réuni à proximité de Genève une petite armée de huit mille hommes environ, et les Genevois, avertis qu'il tenterait une escalade, avaient réparé leurs fortifications. Le samedi 11 décembre, quatre à cinq mille soldats partirent de Bonneville pour attaquer Genève ; une avant-garde de trois cents hommes avait escaladé les remparts vers deux heures du matin au moyen d'échelles, et devait ouvrir la porte au gros de l'armée : les postes de garde leur opposèrent une résistance suffisante pour permettre aux Genevois de prendre les armes, au son du tocsin ; l'avant-garde savoyarde ne fut pas soutenue par le surplus des troupes et dut, écrasée par des forces supérieures, évacuer la place, non sans faire une vaillante défense ; elle perdit cinquante-quatre morts, plus du sixième de son effectif, et en outre quatorze prisonniers, la plupart blessés et dont plusieurs ne s'étaient rendus que moyennant promesse d'avoir la vie sauve.

» Deux de ces prisonniers de guerre, qui appartenaient à une armée régulière et n'avaient combattu que sous les ordres de leurs chefs, furent soumis à la torture, puis, après un simulacre de jugement, tous, moins un blessé qui mourut avant l'exécution, furent pendus le 12 décembre, même les blessés, parmi lesquels de Sonnaz, gentilhomme savoyard, qui avait une jambe cassée, et que l'on dut porter à la potence.

» Cette exécution barbare ne suffit pas aux Genevois : ils décapitèrent les cadavres de leurs quatorze prisonniers et des cinquante-quatre morts par eux relevés, et ils exposèrent ces soixante-huit têtes coupées, sur des potences, en dehors de leurs remparts. Les tribus les plus sauvages de l'Afrique ou de l'Océanie n'auraient pas fait mieux.

» Quant aux soixante-huit corps, il est bon de signaler au lecteur, pour lui éviter une erreur dans laquelle il risquerait de tomber au vu de ce qui précède, et pour respecter la vérité historique, que les Genevois ne les mangèrent pas : féroces même contre les morts, ils n'étaient pas cannibales ; au lieu de rendre à ces débris mutilés les devoirs de la sépulture, ils les jetèrent

au Rhône, comme des cadavres d'animaux, et les envoyèrent ainsi se brayer dans les abîmes de Bellegarde. Ces atrocités sont restées sans vengeance, le duc de Savoie ayant, ensuite de l'alliance du roi de France avec Genève, cessé de guerroyer contre celle-ci, et porté son attention et ses efforts de l'autre côté des Alpes, où ses descendants et successeurs ont fondé le royaume d'Italie. Telle est la victoire de l'Escalade, qui avait coûté à Genève dix-sept morts et quelques mètres de corde.

« D'autres tâchaient de la faire oublier ; aux Genevois de nos jours, chaque année elle fournit l'occasion de bruyantes réjouissances, qui ne peuvent pas assurément être considérées comme un témoignage d'amitié envers leurs voisins de Savoie, pas plus qu'envers la France, dont les Savoyards sont actuellement citoyens. »

Ce récit, écrit en 1902, au moment où Genève s'apprêtait à célébrer le trois-centième anniversaire de l'Escalade, et à propos de questions douanières, démontre que tout esprit d'animosité de certaines régions de la Savoie à l'égard de Genève n'a pas complètement disparu ; il est certain pourtant que les 35 000 Savoyards qui vivent à Genève et qui célèbrent la fête de l'Escalade avec autant d'entrain que les Genevois eux-mêmes ne voient l'ombre d'aucun sentiment hostile à leur égard dans la commémoration de cet événement historique.

M. Léonce Duparc considère l'octroi de la zone franche comme une trahison des intérêts français, concertée entre Napoléon III, citoyen suisse, et l'étranger : « Comme il n'était pas dit un mot, dans le décret du 12 juin 1860, ni de Genève ni de la Suisse, l'impérial cadeau qui lui était fait passa donc inaperçu en France. » Plus loin, il dit : « Le seul nom qui lui convienne est celui de « zone de Bonaparte », et il appartient certainement à la République de supprimer, quand elle le jugera

à propos, cette institution impériale, en faisant rentrer la Savoie du nord dans le droit commun. »

Quelles sont les raisons que font valoir les adversaires de la « zone » pour demander la suppression de celle-ci ? Ils disent : Avant le décret du 12 juin 1860, la ligne des douanes sardes se trouvait à quelques kilomètres de Genève, et la Savoie du nord commerçait librement avec celle du sud ; rien ne gênant les communications entre elles, les habitants de la zone actuelle avaient avec Annecy et Chambéry les relations commerciales qui se créent naturellement entre compatriotes d'une même province. Par la création de la zone, une barrière fut établie en travers de la Savoie, de l'ouest à l'est, du Rhône, près le confluent des Usses, jusqu'au midi du Mont-Blanc, et toute la population vivant au nord de cette barrière se trouva séparée du surplus de la Savoie et rejetée vers Genève, qui a inondé la Savoie du nord de ses marchandises, tout en continuant à s'y approvisionner. Genève, reliée à Lyon et Marseille par une voie ferrée dès avant 1860, devint l'entrepôt naturel de cette contrée au préjudice du commerce français. Malgré les voies ferrées reliant actuellement la zone à Bellegarde et à Annecy, Genève conserve cette situation ; elle s'enrichit chaque année à concurrence de fortes sommes au détriment de la France, car, quoiqu'il n'existe pas de statistique constatant les entrées de Genève en Savoie, il est certain que les Savoyards achètent aux Genevois plus qu'ils ne leur vendent, ces derniers monopolisant le commerce dû à l'affluence des étrangers à Chamonix, Saint-Gervais, Thonon, Evian. Ce que Genève a gagné à l'établissement de la zone, le commerce français l'a perdu, et de cette perte Annecy, chef-lieu du département de la Haute-Savoie, a supporté une forte part.

C'était auparavant la ville la plus commerçante de la Savoie ; aujourd'hui, malgré les chemins de fer, elle ne se développe que fort peu.

La zone, ayant obtenu le droit d'importer en franchise, dans l'intérieur de la France, ses bestiaux, ses blés, ses vins et divers autres produits agricoles ou industriels, a avantage à consommer des produits étrangers et à vendre les siens en France où ils se paient plus cher en raison des droits d'entrée élevés qui frappent beaucoup d'entre eux (c'est le cas en particulier des blés). Les forces motrices naturelles ayant provoqué la création de nombreux établissements industriels dans la vallée de l'Arve, les usiniers de cette région jouissant des privilèges de la zone sont dans une situation plus avantageuse que leurs concurrents du département de l'Ain ou de Lyon ; de là des protestations énergiques de ces derniers. Il est injuste de permettre au zonien de se considérer comme étranger pour s'exempter des droits de douane sur les produits qu'il achète à l'étranger, et comme Français pour exempter des mêmes droits les produits de son sol ou de son industrie, vendus par lui dans l'intérieur de la France : zonien quand il s'agit de payer des droits au Trésor et Français pour encaisser, comme vendeur, des bénéfices dans l'intérieur, le zonien parvient ainsi à cumuler les avantages du système de libre-échange pour ses achats et du protectionnisme douanier pour ses ventes.

Quelles que puissent être les mesures prises pour éviter la fraude, dans ce vaste port franc qu'est devenue la Haute-Savoie, la douane ne parvient que très imparfaitement à l'empêcher, aussi les contrées voisines ont-elles des raisons fondées de se plaindre de ces opérations de contrebande qui nuisent à leurs intérêts.

Les antizoniens cherchent même à prouver que la zone nuit aussi aux intérêts des producteurs de celle-ci en les privant de la protection des tarifs douaniers français sur les marchés locaux. Les industriels zoniens, eux, se plaignent de la concurrence que leur font les produits fabriqués de toute nature importés en zone, ce qui retarde la mise en valeur des ressources inépuisables en énergie électrique de la région.

La zone est inconstitutionnelle comme contraire au principe de l'égalité des Français devant la loi en ce qu'elle dispense quelque 200 000 Français d'impôts qu'elle exige des autres (30 % environ).

Enfin, la zone nuit à la bonne administration du département de la Haute-Savoie, qu'elle divise en deux parties inégales, et à la bonne harmonie entre les habitants de ces deux fractions de territoire soumises à des régimes économiques différents.

La Chambre de commerce de Paris, consultée par le gouvernement français au sujet de négociations éventuelles avec la Suisse, relativement aux traités de commerce, en 1915, émit le vœu que si la liberté d'échange réciproque la plus complète ne pouvait pas être obtenue entre la zone et la Suisse, le gouvernement français prit les mesures nécessaires à la suppression de la zone de la Haute-Savoie. Quant au Pays de Gex, dont les franchises sont garanties par le traité de 1815, la Chambre de commerce espère qu'à la conclusion de la paix la France aura la libre disposition de son sol et pourra le faire rentrer dans le régime douanier français.

Les antizoniens concèdent pourtant à leurs adversaires qu'il serait rigoureux de les priver brusquement d'avantages dont ils jouissent depuis bientôt un demi-siècle,

car ils ont voté de bonne foi, ceux qui ont déposé dans l'urne le bulletin « oui et zone. » La suppression ne devra se faire qu'avec les précautions, les ménagements et les délais nécessaires pour faciliter le changement de régime et ne froisser inutilement ni les intérêts de la zone, ni ceux de la Suisse et de Genève.

Les zoniens, comme on peut le penser, entendent conserver leurs droits de franchise¹. Ils contestent l'inconstitutionnalité du traité de 1860, à l'appui de quoi ils rappellent l'article premier du traité de cession du 24 mars 1860 qui dit : « les deux gouvernements devant se concerter sur les meilleurs moyens d'apprécier et de constater l'expression de cette volonté. » Annecy n'a pas lieu de se plaindre, car les notables de cette ville ont fait tous leurs efforts pour empêcher les populations de demander cette zone. Si l'arrondissement d'Annecy avait voulu lier ses destinées économiques à celles des trois arrondissements du nord, il eût sans difficulté obtenu de faire partie de la zone.

Il ne faut pas attribuer à la zone des effets économiques qui sont le résultat d'une situation géographique. Que peut signifier l'idée d'« empêcher Genève de rester le centre économique de la Haute-Savoie ? » Est-il possible de méconnaître à ce point les lois du trafic pour envisager qu'un centre naturel du négoce puisse se développer à volonté ? Genève est et restera la capitale commerciale de la Haute-Savoie ; tous les règlements douaniers que l'on pourrait proposer ne changeront rien à cette situation et n'auront qu'un résultat, celui d'entraver les populations savoyardes dans leurs progrès économiques. Est-ce Annecy qui achètera à la zone franche

¹ A consulter l'opuscule déjà cité : *La vérité sur la zone franche*.

pour 6 millions de viande de boucherie et qui fera boire les 40 000 hectolitres de vin que la zone franche fournit à Genève¹ ?

Les adversaires de la zone se trompent lourdement lorsqu'ils affirment que Genève est l'unique centre des approvisionnements de la zone. En 1901, la zone a acheté à la France pour 33 1/2 millions de marchandises ; en a-t-elle acheté pour une somme plus forte à la Suisse ? Il est à supposer que non, même en tenant compte de ce que les Savoyards emportent de Genève avec eux les jours de marché. Par contre, la Suisse a pris à la zone pendant la même période pour 21 millions de francs de produits agricoles qui auraient au contraire encombré les marchés français. Le régime régularisé en 1860 a prodigieusement développé la prospérité agricole dans la Savoie du nord. Des communes où, sous le régime douanier sarde, on ne voyait que des steppes arides, ont aujourd'hui de belles vignes et de plantureuses cultures. L'élevage du bétail et la production du lait ont atteint un développement considérable. Les chiffres suivants sont suffisamment éloquents pour démontrer le grave préjudice que subirait l'agriculteur zonien du fait d'une rupture des relations commerciales avec la Suisse :

Importations des produits des zones franches à Genève.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

	Zone franche Hte-Savoie	Zone franche Pays de Gex	Valeur des produits Totaux
	Fr.	Fr.	Fr.
1896	15 507 677	2 176 620	17 684 297
1901	18 839 785	2 645 911	21 485 695
1911	23 588 169	3 837 650	27 425 815

¹ Statistique de 1901.

Depuis la reprise des relations commerciales avec la Suisse, en 1895, et les concessions faites en 1908, les importations de la zone à Genève, comme on le voit, n'ont cessé d'augmenter d'importance ; sur le chiffre de 17 millions d'importations de 1911, le 50 % a été admis en franchise. Les animaux de boucherie y figurent pour 7 millions de francs, le beurre pour 3 $\frac{1}{2}$ millions de francs, le lait pour 1 $\frac{1}{2}$ million de francs. En ce qui concerne le vin, le crédit de 15 000 hl. pour la Savoie et de 4 000 hl. pour Gex n'a pas été atteint, conséquence d'une suite de mauvaises années pour le vignoble savoyard.

Les principaux produits fabriqués en Haute-Savoie (horlogerie du Faucigny) et exportés en franchise en France ne doivent employer qu'un outillage et des matières premières de provenance française ; ce sont là des restrictions très onéreuses ; puis il ne faut pas oublier qu'un grand nombre de produits manufacturés ne jouissent pas de la franchise d'importation en France, que celle-ci n'est accordée qu'aux fabriques existant avant 1862.

Quant aux fraudes, sans les nier, les soniens disent qu'on les a grossièrement exagérées et que les mesures de contrôle prises aujourd'hui les rendent à peu près impossibles.

On a dénoncé les habitants de la zone comme de mauvais Français qui refusent de supporter leur part des charges publiques ; c'est une injure à leur égard, car ils ont prouvé leur attachement à la France à plus d'une reprise. En 1870, ils se sont rendus en masse à l'appel de la patrie, et sans un réfractaire, ainsi que l'a constaté Gambetta. Leurs contingents durent traverser le territoire suisse, car à cette époque la gare de Genève était la seule qui desservit les trois arrondissements de la zone.

A l'ouverture des hostilités, en août 1914, ils répondirent à l'appel de la patrie avec le même enthousiasme et l'on sait quel lourd impôt du sang la Savoie a versé pour la France dans cette terrible guerre. Aujourd'hui, les Savoyens ne doivent pas manquer de se dire, en jetant un regard au delà du bleu Léman : « Si nous étions Suisses, comme nous désirions l'être en 1860, et comme il était naturel que nous le fussions, quel privilège serait le nôtre ! »

Les zoniens sont-ils eux-mêmes satisfaits de leur régime économique spécial ? Eh bien non ! Ils ont aussi leur programme de revendications. Si la Suisse, disent-ils, a toute franchise pour l'importation de ses produits chez nous, l'équité commande que la réciprocité existe, c'est-à-dire que nous ayons à notre tour le droit d'y exporter dans les mêmes conditions nos produits industriels (horlogerie, mécanique, etc. du Faucigny) ainsi que des contingents plus élevés de produits agricoles.

C'est là en résumé l'objet essentiel de leurs revendications.

En 1912, à l'approche de l'échéance de la convention de 1881, qui sans doute aujourd'hui serait révisée si la France n'avait pas pour l'heure des préoccupations plus sérieuses, une certaine agitation se manifesta dans la Haute-Savoie. Divers rapports furent présentés sur la question dans des assemblées populaires où l'on fut souvent loin de se mettre d'accord¹. A la session ordinaire du 23 septembre 1912 du Conseil général de la Haute-Savoie à Annecy, le rapport sur la question des zones, présenté par M. Ferrero, rapport qui fut adopté à l'una-

¹ Voir à ce sujet les quatorze articles de M. J.-B. Pons dans le *Genevois* de septembre à décembre 1912.

nimité, n'hésitait pas à envisager l'éventualité de la suppression des zones franches pour obliger la Suisse à accorder des concessions. « Priver Genève de son ravitaillement habituel, affirmait-il, serait le meilleur moyen d'amener la Suisse à supprimer, vis-à-vis de la zone, cette barrière établie sans droit. »

Cette affirmation que la Suisse plus que la Savoie serait lésée par la disparition des zones est bien hasardée. Il nous paraît plutôt certain que les zoniens auraient à en souffrir les tout premiers. Mais les commerçants et les industriels de la zone qui sont à la tête du mouvement suppressionniste ne désarmeront point, parce qu'eux seuls sont intéressés à l'établissement de la douane française aux portes de Genève.

Tout en apportant des modifications sérieuses aux onze articles de la convention de 1881, le rapport de M. Ferrero est cependant modéré dans ses revendications. « Cela ne veut pas dire, admet-il, que la Suisse devra être tenue de laisser entrer en franchise tout produit et dans des quantités indéterminées. Il ne serait ni équitable ni logique de lui demander cela, car, si elle peut exporter en franchise, son exportation avec ce régime de faveur est limité au territoire zonien. »

A côté de gens raisonnables, il y a en Savoie des gens que leurs intérêts personnels égarent. Ne va-t-on pas jusqu'à exiger le libre-échange avec tout le territoire de la Confédération helvétique ? D'autres le réclament non seulement pour les exportations dans le canton de Genève, mais encore pour les cantons limitrophes de Vaud et Valais. La convention de 1860 a fait de la Haute-Savoie un port franc où sont admis en franchise les produits de n'importe quel pays, de l'Allemagne aussi bien que de la Suisse, et l'Allemagne n'a pas man-

qué avec l'habileté commerciale qu'on lui connaît de profiter de cet avantage. Pourquoi donc s'obstiner à réclamer à la Suisse des concessions exagérées tandis qu'on n'en exige pas d'autres pays ? M. P. Raffin, du *Messenger agricole* de Thonon, a posé la question sur son véritable terrain en écrivant :

« Ce n'est point du tout la réciprocité pleine et entière que bon nombre de zoniens réclament, mais la réciprocité fondée sur l'équité et le bon sens. Nous savons fort bien qu'il serait déraisonnable de demander à la Suisse de laisser librement entrer chez elle tout ce que la zone peut produire industriellement, car alors toutes les maisons françaises de l'intérieur qui fournissent la Suisse viendraient établir en zone des usines qui se joueraient des traités de commerce. L'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ne connaissent la zone franche que pour y expédier leurs produits, mais ils ignorent son existence quand il s'agit de lui acheter les siens. Notre porte doit rester ouverte à l'entrée de nos amis de Suisse qui achètent déjà une partie de nos produits et qui ne demandent qu'à être des clients encore meilleurs, mais elle se refermera tout net au nez des autres. »

Nos négociateurs étudieront avec déférence les propositions françaises, dont bon nombre se justifient, mais les intérêts légitimes de notre agriculture et de notre industrie s'opposeront à des concessions très étendues. Il sera possible d'accorder quelques réductions de tarifs à l'importation des produits industriels des fabriques existant actuellement en zone, produits qui consistent essentiellement en petite mécanique et ouvrages d'acier pour l'horlogerie ; nos viticulteurs, en échange des subventions qu'ils retirent de la Confédération pour la lutte contre le phylloxéra et le mildiou, consentiront, nous l'espérons, à admettre l'introduction en franchise de 20 000

hectolitres de vin de la Savoie, objet principal des revendications de nos voisins ; des simplifications pourront aussi être apportées aux formalités à remplir pour l'introduction des produits agricoles de la zone. Ces actes de condescendance de notre part appelleraient des concessions du côté français et contribueraient à maintenir entre les deux Etats des relations que la Suisse souhaite de voir rester très amicales.

L'abolition de la zone, ainsi qu'on la préconise dans certains milieux français, produirait en Suisse, dans les circonstances présentes, un effet déplorable. La Suisse et la France se sont si bien entendues quand il s'est agi de la Faucille et du raccordement de leurs réseaux de chemins de fer à Genève, que l'on ne se représenterait pas bien actuellement un conflit entre les deux pays au sujet de la zone franche.

Pour le moment, faisons confiance au gouvernement français et ne nous alarmons pas trop de ces campagnes de presse dirigées par des politiciens en mal de portefeuille, comme celle menée en ce moment par quelques chambres de commerce françaises.

M. Ador, président de la Confédération suisse, a reçu, lors de son dernier voyage à Paris, l'assurance que tous les problèmes intéressant notre pays, y compris celui des zones, seraient discutés avec notre concours dans le Congrès de Paris et avec le sincère désir de trouver des solutions satisfaisantes pour tous.

Quand notre président aborda la question des zones avec M. Clemenceau, celui-ci la trancha en quelques mots avec son humour habituel : « Cette question des zones, je ne la connais pas ; elle m'ennuie, arrange-la moi, »

CONCLUSION.

Les conclusions suivantes se dégagent de la présente étude :

1° L'annexion de la Savoie, n'ayant pas encore été reconnue par les puissances européennes, sera définitivement réglée dans le futur Congrès européen, où la Suisse sera représentée, en raison des droits que lui confèrent sur la Savoie les traités antérieurs.

2° La neutralité de la Savoie étant nécessaire à la défense de la neutralité helvétique, reconnue par les puissances en 1815, la Suisse maintiendra énergiquement, à cet effet, les droits que les traités lui garantissent. Par contre, elle pourra renoncer au droit d'occuper militairement la Savoie en cas de guerre entre la France et l'Italie, moyennant compensation à fixer.

3° La « zone franche » étant garantie à la Haute-Savoie par le plébiscite du 22 avril 1860 et au Pays de Gex par le traité du 20 novembre 1815, et implicitement à la Suisse, ainsi qu'il entrerait dans les vues de Napoléon III, la Suisse n'admettra pas de restrictions à un droit que commande la situation économique très particulière de Genève.

4° La Suisse pourra accorder de nouvelles concessions à la zone, mais veillera à ce qu'elles ne portent pas un préjudice grave aux intérêts de son agriculture et de son industrie.

5° Si la Confédération devait chercher un supplément de ressources dans un relèvement des droits de douane, le canton de Genève sera frappé d'une redevance annuelle au prorata de l'exonération de droits dont il bénéficierait du fait de nouvelles concessions accordées à la zone.

L. JACOT-COLIN.

RASPOUTINE

Le rôle néfaste joué par ce personnage étrange que l'on peut à juste titre rendre responsable de la défaite russe sur les champs de bataille et de la chute des Romanow est présent à toutes les mémoires. En face de tant de récits différents, dont quelques-uns tiennent de la légende, d'autres de la calomnie, il est permis de se demander : « Où est la vérité ? » Ici, sans commentaires, sans esprit de parti, je me bornerai à citer des faits que je considère comme parfaitement authentiques, les tenant de témoins dignes de confiance et de respect.

Avant d'en venir à Raspoutine, quelques mots d'abord sur les souverains. Leur moralité, leur conduite laissent fort à désirer. De toutes parts ils s'attiraient les critiques et le blâme. Quelle triste figure que celle de Nicolas II ! Homme d'un esprit peu élevé, faible de caractère, — ce qui ne l'empêchait pas d'être fort entêté, — commun, se gisant à l'occasion, il n'était pas de bonne foi et l'on ne pouvait se fier ni à sa sympathie, ni à ses promesses, ni à sa parole. Il était cependant fort aimable et charmait tous ceux qui avaient affaire avec lui. Tout changea à partir du moment où cet homme dégénéré monta sur le trône. C'était le dernier et le plus incapable des Romanow. C'était bien un Romanow.

Alexandre Herzen, dans sa préface pour les *Mémoires* de Catherine II, prétend que le malheureux Pierre II, étranglé à Ropscha par les deux frères Orlow, fut véritablement le dernier Romanow. Le tsar Paul n'était que le fils d'une paysanne des environs de Saint-Pétersbourg. Catherine accoucha d'un enfant mort, dont un de ses premiers favoris était le père. La chose demeura secrète. Comme il fallait absolument un héritier pour des raisons politiques, on fit passer pour premier-né de l'impératrice un enfant d'origine « maïmiste », c'est-à-dire né d'un Grand-Russe et d'une Finnoise.

Quant à sa femme Alexandra, nous ne voulons pas souiller ces pages en racontant ce qu'elle fut pour la Russie, pour son peuple, pour sa famille même. Elevée en princesse pauvre au château de Friedberg, en Hesse, dans une chambre basse et laide, aux meubles sans élégance, recouverts d'une cretonne brun foncé semée de fleurs rouges, elle n'oublia jamais son pays d'origine, ni la fidélité qu'elle estimait lui devoir. Appelée par hasard au trône d'impératrice de toutes les Russies, elle garda sans doute un pieux souvenir de ce tableau sans cadre, en forme de panneau, fixé au-dessus d'une porte, en face de l'entrée principale de leur château de Friedberg. Au haut de cette toile représentant un bras dont la main tendue a été coupée d'un coup de hache, on lit les paroles suivantes sur un parchemin : « Tel doit être le châtiment de celui qui manquera à son serment de fidélité. » Oui, elle resta toujours fidèle, dangereusement fidèle, à l'Allemagne. Même quand elle l'eut quittée pour toujours, même après avoir prêté serment deux fois à sa nouvelle patrie. Elle demeura une étrangère pour la Russie : pis que cela, elle fut son ennemie !

Elle arriva en Russie du vivant encore d'Alexandre III.

Elle commença par faire des caricatures de l'impératrice-mère, plaisanterie d'assez mauvais goût. Montée sur le trône, elle s'entoura dès le premier moment de personnes dont la société plaisait à sa nature basse et vulgaire. Une sage-femme et une certaine Fräulein Schneider¹, petite bourgeoise de Riga, qui enseignait le russe à sa sœur, la grande-duchesse Serge de Moscou, étaient ses intimes et assistaient aux repas de la famille impériale de Russie pendant les premières années du mariage. L'adage populaire : « Dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es » s'appliquait parfaitement à l'impératrice. Raspoutine, qui n'eût été toléré dans aucun autre milieu, était intime chez elle, se permettant toutes sortes de familiarités vis-à-vis d'elle, l'appelant « mama », la tutoyant selon son habitude. Qui aurait pu s'attendre à cela de la part de la petite-fille de la reine Victoria ? Que l'on se rappelle un instant cette femme dotée d'une rare intelligence, d'un esprit élevé, belle de ces qualités qui mettent une auréole autour de sa tête couronnée. Oui, c'était sa petite-fille, cette Alice de Hesse, tsarine de toutes les Russies, amie intime de Raspoutine, de M^{me} de Wiroubow et d'autres personnes de ce genre.

Plusieurs enfants naquirent de ce mariage. Quelle éducation reçurent-ils ? Un beau jour d'hiver, nous nous rendîmes, ma femme et moi, à Tsarskoé-Sélo, ce Versailles russe, qu'une distance de 25 kilomètres sépare de la capitale. Il faisait bon dans ce parc élégant que les rayons du soleil de février égayaient. De la terrasse du Grand-Palais, nous vîmes une voiture découverte, escortée d'un coaque à cheval, s'avancer dans une allée. Curieux de voir de près les enfants de la jeune impéra-

¹ Pour justifier sa présence auprès de l'impératrice, on avait créé pour elle une charge spéciale, celle de institrice de russe.

trice, nous nous arrêtâmes. La calèche devait passer juste au pied de la terrasse. Elle avançait lentement, les chevaux allant au pas à cause d'une légère montée. Enfin, elle se trouva à deux pas de nous. Les trois filles de l'impératrice, l'aînée âgée de douze ans, la plus jeune de huit ans à peine, étaient assises à l'intérieur. Une institutrice au visage grave et sévère les accompagnait. Nous saluâmes. Et alors, en réponse à nos saluts, les trois fillettes nous tirèrent la langue ! Sans doute étaient-elles coutumières du fait. L'institutrice, perdant toute contenance, les secoua. Mais l'effet était produit. En ont-elles assez ri, les pauvres descendantes des Romanow ! Oui, pauvres enfants, mal élevées dans ce milieu malsain, auxquelles on n'inculquait ni bonnes manières, ni principes surtout !

D'autres incidents semblables, en apparence futiles, mais qui cependant avaient bien leur importance, agaçaient, augmentaient le mécontentement des hautes classes. Et ces histoires, colportées par tout le pays, pénétraient jusqu'au peuple qui s'en amusait et perdait peu à peu le respect des souverains.

Passons maintenant à Raspoutine.

Nous étions à Rome. Au sortir d'une audience privée au Vatican, au cours de laquelle le pape Pie X nous avait donné sa bénédiction pour une œuvre religieuse que nous voulions entreprendre, nous fîmes la connaissance d'un représentant du clergé slave. C'était un moine encore jeune, licencié ès sciences, doué d'une belle intelligence et ancien directeur d'un des plus grands séminaires de la Russie. Au cours de la conversation, on vint à parler de ce singulier personnage, de ce mauvais génie de la Russie, Gregor Raspoutine. On n'ignorait pas l'influence sans bornes qu'il exerçait sur l'impératrice

Alexandra. Voici ce que ce moine slave nous apprend sur le compte de tout-puissant favori.

Lorsqu'il était élève au séminaire des Sept-Lacs, dans la province de Kazan, il y habitait une petite maison de bois avec un de ses amis qui devint par la suite archevêque de Volhynie. Un jour qu'ils travaillaient, ils virent venir, sur la route conduisant à leur demeure, le directeur du séminaire accompagné d'un garçon de seize ou dix-sept ans environ, assez malpropre et d'un aspect plutôt désagréable.

— Mes enfants, dit le directeur en entrant, je vous amène une brebis égarée à laquelle votre bonne conduite, votre application, doit être un exemple vivant. Il en a grand besoin, ce Gregor Raspoutine. Étant dans un mauvais milieu, il a été attiré par une des nombreuses sectes de Sibérie. Le prieur de Tobolsk m'écrit que c'est un garçon qui a quitté le droit chemin et qui est en train de mal tourner. C'est à vous, mes enfants, que je vais le confier.

Ainsi nous parla ce bon directeur. Nous ayant bénis, il s'en alla, emmenant avec lui Raspoutine. Il voulait lui faire donner un repas, chose nécessaire après le voyage pénible et fatigant de Sibérie.

Nous les regardâmes s'éloigner, et mon ami me dit :

— Sais-tu, mon cher Serge, — il me donnait le nom que j'ai quitté en entrant dans les ordres, — il ne m'inspire pas grande confiance, ce garçon de Sibérie ! Il ne nous regarde pas en face, ses yeux fuient les nôtres, toute sa personne est peu sympathique, son visage est méchant. Ce doit être un vaurien, un mauvais sujet.

Ayant dit cela, il s'assit à sa table et se remit au travail. Une heure après, le garçon de Sibérie apparut de nouveau, seul cette fois. Il nous étonna par l'étrange

brusquerie de ses manières, par sa nervosité et par un langage auquel nous n'étions point accoutumés. A peine entré, il secoua la tête, et, prenant un air mauvais, il nous tint ce discours qui nous resta gravé dans la mémoire à cause de sa singularité :

— On m'a critiqué ici, et c'était vous, dit-il en se tournant vers mon ami. Vous m'avez jugé sans me connaître, et vous avez cru pouvoir le faire impunément derrière mon dos. Mais rien de ce qui me concerne ne m'échappe, continua-t-il en fixant mon camarade muet d'étonnement.

Pendant son séjour au collège, je ne le vis jamais étudier. Il ne travaillait guère. Il passait son temps à deviner les pensées des maîtres et à les leur répéter ensuite, à leur grande surprise. Tel était le pouvoir étrange et dangereux que possédait ce triste personnage, pouvoir qui lui assura une influence néfaste sur l'impératrice Alexandra, sur le tsar lui-même.

Voici quelques faits qui, mieux que tout, montrent combien les souverains, la tsarine surtout, étaient dominés, fascinés par ce coquin.

Une demoiselle d'honneur de l'impératrice, Sophie de T., avait été chargée de l'éducation des princesses Olga et Tatiana. Un matin de janvier 1914, elle se leva trop tard. Passant à la hâte un peignoir, elle courut elle-même réveiller les jeunes grandes-duchesses, qui partageaient une même chambre. Arrivée à la porte, elle entendit une voix d'homme et, entrant, trouva Raspoutine en train de causer avec les princesses encore couchées. Elle le congédia en un tour de main. Puis elle sollicita aussitôt une audience de l'empereur et chercha à faire comprendre au souverain qu'il lui était impossible de remplir sa tâche dans de pareilles conditions.

— Je parlerai à Sa Majesté, dit le tsar.

Et ce fut la seule réponse qu'elle obtint. Mais le même jour, vers midi, M^{me} T. reçut dans sa chambre la visite de la princesse G. Cette dame lui apprit alors, avec beaucoup de ménagement et de respect, que « vu le mauvais état de sa santé Leurs Majestés lui rendaient la liberté pour toujours. » Elle conservait sa pension sur la cause impériale, mais on exigeait son départ immédiat. Elle aussi est à Rome, la pauvre dame noble assez osée pour élever la voix contre le favori tout-puissant qui s'enrichissait malhonnêtement aux dépens du dernier Romanow.

Un soir, un certain nombre de gentilshommes de la cour s'étaient donné rendez-vous à la « villa Rofde », café-concert assez fréquenté de Saint-Petersbourg. On mangeait des sandwiches de foie gras, on sablait le champagne et, tout de même, on s'ennuyait fort en « regardant » les chanteuses de ce cabaret, lorsque Raspoutine arriva en habitué du lieu, en habitué de la cour. Prenant une chaise, il s'assit à leur table et se mêla à leur groupe. Il n'était pas encore ivre, mais fort excité par les épaules nues et les toilettes risquées des femmes, par l'air surchauffé et malsain de la salle.

On parla femmes. Raspoutine, se vantant de ses succès, s'écria de manière à être entendu de tout le monde :

— Toutes les femmes sont des prostituées, toutes, toutes, jeunes filles ou femmes mariées, toutes sont à notre portée.

Et, sur les exclamations indignées des autres, il ajouta :

— Un mot de moi, et Tannika serait ici.

— Qui est Tannika ? demanda le prince Orlov, ami

intime du tsar et entièrement dévoué à son souverain.

— Tannika ? Mais c'est la fille de Sachka, de l'impératrice !

Fou de rage, Orlow frappa le misérable au visage et le jeta à terre. Une scène répugnante se déroula. Tout meurtri par les coups de poing, Raspoutine fut transporté à la clinique Gersoni.

La même nuit, l'impératrice alla le voir, le soigner. Elle arriva en automobile, en toute hâte, de Tsarskoé-Sélo, accompagnée de son mauvais génie, Anna Wiroubow. Orlow, qui se rendit au palais vers huit heures du matin pour expliquer sa conduite au tsar, fut renvoyé sur-le-champ, expédié à Tiflis, où il alla rejoindre l'état-major de l'armée que le grand-duc Nicolas commandait sur le front turc.

Un nouveau ministre de la justice, Hwostoff, nommé depuis peu de jours seulement, recevait pour la première fois au ministère. Il commit une faute « grave » en refusant de laisser entrer Raspoutine avant son tour, et en le faisant attendre. Le lendemain, à l'audience de Tsarskoé-Sélo, le ministre avoua le crime dont il s'était rendu coupable envers « le grand allumeur des lampes d'autel ¹. »

Sa Majesté l'assura que, dans ce cas fâcheux, elle prendrait fait et cause pour la patrie contre l'impératrice indignée. Ce discours rassurant fut accompagné d'un *shake-hands* amical. Quant au « cas fâcheux », on en rebattait les oreilles du tsar depuis le matin.

Et l'on était alors en pleine guerre, et cette guerre prenait une mauvaise tournure pour la Russie ! Pendant

¹ Comme pour M^{lle} Schneider, il avait fallu créer une charge pour Raspoutine.

ce temps, les souverains et les chefs du gouvernement s'occupaient d'incidents de cette sorte avec le plus grand sérieux.

Faut-il citer davantage ? L'impératrice avait déclaré Raspoutine « saint ». Le père aumônier Kedrinsky ayant osé dire à son auguste élève, le grand-duc Alexis, que ce terme avait été employé sans réflexion, la loi catholique grecque n'autorisant pas la canonisation de personnes vivantes, reçut aussitôt son congé.

La nourrice de ce même Alexis, qui refusait de baiser la main à Raspoutine, en donna la raison suivante à la tsarine hors d'elle :

— Madame, dit cette simple femme, ce monsieur n'est ni mon confesseur, ni même un prêtre.

L'impératrice, elle, s'inclinait, se mettait à genoux devant ce coquin. La nourrice fut renvoyée.

Le général adjudant Djoukovsky s'enhardit un jour à répéter au tsar quelques-uns des bruits qui circulaient à propos des débauches de Raspoutine à Moscou. Ce général avait été nommé lui-même gouverneur général de Moscou. On l'envoya dans le Caucase comme chef de division. Le général Dedoulouine... mais passons...

On pourrait continuer longtemps sur ce chapitre. Mais je me bornerai à citer deux cas, plus caractéristiques encore que les autres.

Le vieux Bogdanowitch, un général de quatre-vingt-dix ans, allait célébrer son jubilé. Depuis soixante-dix ans il portait les épaulettes d'officier de la garde impériale. C'était un des derniers restes d'un passé évanoui, un vétérinaire de cette malheureuse guerre de Crimée. Il avait assisté à la prise de Malakoff et à la chute de Sébastopol. C'était en même temps un académicien, un lettré, un homme très intelligent et d'une grande valeur. On

l'avait jugé digne d'être le précepteur d'un souverain. Des hommes de ce genre ne se rencontrent pas tous les jours. Nicolas II, ayant appris par hasard son jubilé, — le service d'informations de Sa Majesté laissait fort à désirer, — voulut le voir et le féliciter. Le vieux général Bogdanowitch se rendit au palais. Il fut introduit dans le salon particulier du tsar, et le souverain et le général s'assirent en face l'un de l'autre.

— Votre mérite est connu, mon général, dit l'empereur. Je voudrais vous récompenser au nom de la patrie reconnaissante. Que puis-je faire pour vous ?

— Sire, répondit le vieillard, vos augustes prédécesseurs, Votre Majesté elle-même m'ont donné tout ce que la Russie officielle peut offrir par la main de ses souverains. Je suis riche ; ma femme et moi n'avons pas d'enfants. Nous sommes de vieilles gens au déclin de notre vie, nous attendons calmement notre fin. Daignez agréer l'assurance de ma gratitude et de mon dévouement. Je n'ai aucune envie, je n'ai besoin de rien.

Le tsar insistait toujours, en homme entêté et maladroit. Le général réfléchissait.

— Il y a bien une grâce que je pourrais demander à Votre Majesté, dit-il enfin, mais je n'ose en parler, craignant de provoquer un malentendu et de m'attirer votre mécontentement.

Le tsar lui posa la main sur l'épaule et, d'un ton cordial :

— Dites, dites toujours, cher général. Je vous donne ma parole d'honneur qu'en aucun cas vos paroles ne seront mal interprétées et que je tâcherai d'accomplir votre désir.

Un silence régna dans ce salon orné des portraits et

des bustes en marbre ou en bronze des Romanow. Le tsar attendait....

— Sire, murmurèrent enfin les lèvres tremblantes du vieux brave, au nom de votre pays, de votre peuple, de vos ancêtres, de votre glorieux passé... éloignez Raspoutine !

Le tsar se leva d'un bond. Son visage exprimait une violente colère. Mais il se contint.

— Excellence, dit-il enfin d'une voix étrange, je vous prie de ne pas vous mêler de ma vie intime.

Puis, tournant le dos, il quitta la pièce, laissant le vieux général atterré, anéanti, se soutenant à peine et obligé de s'appuyer au petit guéridon auprès duquel, un quart d'heure auparavant, ils causaient presque en amis.

Un après-midi, un avocat vint nous voir. C'était un homme dont la réputation était faite.

On parla de la situation critique des barons des provinces baltiques.

— Mais ils sont naïfs, vos barons baltes ! s'écria l'avocat stupéfait. Rien n'est plus facile que de leur épargner les tracasseries et les ennuis. Il n'y a qu'à s'adresser au bon endroit. Je vais vous donner un exemple. Au mois d'août dernier, je reçus un jour la visite d'une dame élégante. C'était M^{me} N., dont le mari était chef d'un régiment russe. Il avait été fait prisonnier après la défaite de Tilsit ; elle cherchait un moyen d'obtenir sa liberté, n'importe comment, à n'importe quel prix. Le prince A.... (personnage impliqué dans le procès Soukhomlinow) nous indiqua la somme exigée par son protecteur Raspoutine. Cette somme fut aussitôt payée. Le lendemain, Raspoutine partait en automobile avec M^{me} N. pour Tsarakoé-Sélo. Arrivés au palais, ils furent introduits

dans les appartements privés de l'impératrice et arrivèrent à la chambre où Sa Majesté se tenait. Ouvrant la porte, Raspoutine fit entrer M^{me} N., qui se trouva en présence de la tsarine. Celle-ci travaillait à quelque ouvrage à l'aiguille. Raspoutine dit, s'adressant aux deux dames :

— Vous, les deux femmes, vous vous entendrez au mieux.

M^{me} N. exposa son cas ; l'impératrice l'examina attentivement. Quelque temps après, le mari de M^{me} N. lui était rendu. Mais à quel prix ? Depuis une année l'Allemagne réclamait deux officiers de l'état-major pris par les Russes. Elle offrait en échange, au choix, une quantité de prisonniers russes. Obtenant enfin la liberté des deux officiers en question, elle rendait le pauvre colonel N.

Baron EDMOND M'AROW.

L'ÉVOLUTION MORALE

DE JEAN RACINE

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE ¹

Un amour partagé, s'il est combattu par quelque grand devoir, renforce souvent au cœur des hommes le sentiment de leur dignité intérieure et cède une victoire qui les dégraderait. C'est une de ses sublimités qu'il pousse, dans sa propre défaite, connaître une sorte de triomphe. Mais cette action généreuse dépend de la nature même de l'amour. Il est nécessaire qu'aux éléments qui le composent se mêle le goût de la beauté morale et, par suite, la crainte de la diminuer. La vie, qui ne s'arrête pas de modifier et de transformer nos sentiments, maintient à travers leur évolution, plus ou moins développés, tous leurs principes constitutifs. Dans cette synthèse instable, mobile et changeante qu'est l'incessant devenir, elle n'en élimine aucun. Seules les combinaisons qu'elle en fait varient au gré des circonstances. Ainsi le goût de la beauté morale, quand l'amour en procède, finit souvent par le dominer. De plus, au rang d'honneur où se trouvent les personnages raciniens, le respect de la conscience ne se sépare point de ce qu'ils appellent leur

¹ Pour la première partie, voir la *Bibliographie de l'Épique*.

« gloire », et qui est le sentiment de leur dignité sociale. Ainsi s'expliquent le revirement de Bérénice, la résignation de Xipharès et de Monime, le sacrifice d'Iphigénie.

On voudrait trouver les mots les plus gracieux et les plus tendres pour dire la grâce et la tendresse de Bérénice. Mais où les découvrir autre part qu'en Racine ? Ecoutez Titus parler de Bérénice :

...Tout ce qu'Amour a de nœuds plus puissants,
Doux reproches, transports sans cesse renaissants,
Soin de plaire sans art, crainte toujours nouvelle,
Beauté, gloire, vertu, je trouve tout en elle.
Depuis cinq ans entiers chaque jour je la vois
Et crois toujours la voir pour la première fois.

Rappelez-vous maintenant avec quelle dévotion amoureuse elle évoque Titus :

De cette nuit, Phénice, as-tu vu la splendeur ?
et la suite aussi ardente qu'un hymne jusqu'aux vers :

Parle : peut-on le voir sans penser comme moi
Qu'en quelque obscurité que le sort l'eût fait naître,
Le monde, en le voyant, eût reconnu son maître ?

Oui, ce qui l'attache à Titus, c'est un amour où il entre une admiration désintéressée. Elle le dira encore, au moment suprême de l'adieu, lorsqu'elle se sacrifie :

Mon cœur vous est connu, seigneur, et je puis dire
Qu'on ne l'a jamais vu soupirer pour l'empire :
La grandeur des Romains, la pourpre des Césars
N'a point, vous le savez, attiré mes regards.
J'aimais, seigneur, j'aimais, je voulais être aimée.

Et Bérénice aimait trop pour ignorer comment elle aimait. Je n'aime, disait-elle, je n'aime en lui que lui-même :

Moi qui loin des grandeurs dont il est revêtu
Aurais choisi son cœur et cherché sa vertu.

La vertu de Titus ! Les historiens nous parlent des débauches et des violences de sa jeunesse, des craintes que son avènement suscita. Ils ajoutent qu'il démentit ces craintes et que sa douceur lui valut le surnom de « délices du genre humain. » Quand j'étais sur les bancs de l'université, notre professeur d'histoire romaine, qui n'était pas des plus malins, nous disait : « Messieurs, Titus n'a pas assez vécu pour donner toute sa mesure. Il serait peut-être redevenu aussi méchant que ses prédécesseurs. » Quelle vue courte qui se croit longue ! Selon Racine et, pourquoi non ? monsieur le professeur, selon la vérité de l'histoire, c'est l'amour qui a transformé Titus. Nous savons déjà ce qui l'attache à Bérénice. Mais, parmi les sentiments qu'il éprouve pour elle, il en faut distinguer un, qui donne à l'amour une puissance singulière et, d'ailleurs, sans l'amour n'existe presque pas : la gratitude, la reconnaissance. Titus reconnaît qu'il doit tout à Bérénice. Que ne fit-il pour lui plaire ? Il chercha la gloire, et il ne voulut passer aucune journée sans faire le bien.... Aussi, qu'il est émouvant de l'entendre dire (et remarquez que, chez Racine, ce qui est émouvant, outre les situations et le progrès des sentiments, ce sont les vues nettes que les personnages ont à tout moment sur leur destinée, c'est leur passion clairvoyante) qu'il est émouvant de l'entendre dire :

Je lui dois tout, Paulin. Récompense cruelle !
 Tout ce que je lui dois va retomber sur elle :
 Pour prix de tant de gloire et de tant de vertus,
 Je lui dirai : Partez, et ne me voyez plus.

Mais l'amour, qui les perd, les sauvera tous deux par sa noblesse. Il empêchera l'empereur de sacrifier l'empire à Bérénice. Que dirait la reine, songe Titus, lorsqu'elle verrait à sa suite un lâche empereur déchu ? Ce même

amour donnera à Bérénice le courage de renoncer à Titus et de vivre quand même. Lorsque Titus veut mourir, elle qui se figurait n'être plus aimée, reconnaît son erreur, et alors la « gloire » lui parle comme elle parlait à Titus :

Je crois depuis cinq ans jusqu'à ce dernier jour
Vous avoir assuré d'un véritable amour :
Ce n'est pas tout, je veux en ce moment funeste
Par un dernier effort couronner tout le reste :
Je vivrai....

Et se tournant vers Antiochus qui, lui aussi, veut mourir :

...Vivez, et faites-vous un effort généreux.
...Servons tous trois d'exemple à l'univers
De l'amour la plus tendre et la plus malheureuse
Dont il puisse garder l'histoire douloureuse.

Et sans doute l'univers n'en garde point de plus belle que cette tragédie sublime où l'on voit la conscience exaltée par l'amour, où l'on voit l'amour vaincre le devoir, — en s'y soumettant.

Si je ne craignais de m'attarder, je montrerais comment Monime, après avoir toujours obéi à un devoir, tantôt de piété filiale, tantôt de fidélité conjugale, se rend compte qu'elle n'a plus qu'un devoir, et que c'est un devoir envers l'amour, sa suprême « dignité », sa suprême gloire. Je montrerais aussi que l'amour est une des raisons qui déterminent Iphigénie à s'immoler et que, lorsqu'il lui faut aller à la mort, elle demande à cet amour même une raison de mourir. Ah ! l'admirable adieu d'Iphigénie où Achille ne veut voir qu'une adresse cruelle, où nous voyons, nous, de la vérité héroïquement humaine, du sublime.

Mais, remarquons-le, c'est une nécessité injuste et superbe, une nécessité psychologique, qui commande tous les actes de Titus et de Bérénice, de Monime et de Xipharès, et d'Iphigénie. Ils n'ont même pas la triste joie de tendre leur volonté comme les personnages de Corneille. Nous voyons en eux des victimes appelées à souffrir noblement de par leur noblesse. C'est pourquoi ils nous émeuvent si profondément. Si de ces trois ouvrages pouvait se dégager une philosophie, ce serait une sorte de « déterminisme » purement moral et, par là, magnifique et charmant.

Aujourd'hui que la France mobilise contre le Boche toutes ses forces vives et jusqu'à sa littérature pour défendre son beau génie menacé, elle se reconnaît avec gratitude, dans l'œuvre d'un Ronsard, d'un Pascal, d'un Montesquieu, d'un Vigny, d'un Lamartine et surtout d'un Corneille. Eh bien, souhaitons qu'elle ne méconnaisse pas le sublime tendre de Racine. Il y a dans ces trois ouvrages, — *Bérénice*, *Mithridate* et *Iphigénie*, — il y a, et je vais employer des mots qui désignent quelques-uns des « traits éternels » de la France, il y a plus de noblesse véritable, plus de véritable esprit chevaleresque, plus de rectitude de pensée et de lucidité et, pour tout dire, plus de civilisation chrétienne que dans tout le théâtre contradictoire et tumultueux de Corneille.

Ainsi Racine, à mesure qu'il avance, devient de plus en plus curieux de la beauté morale. De là un léger changement dans son esthétique. On peut d'ailleurs avoir le cœur assez méchant et le goût assez bon pour ne pas approuver tout à fait ce changement. Car enfin, si rien n'égale *Bérénice*, et si *Mithridate* vaut *Britannicus*, *Iphigénie* ne balance pas *Andromaque*. Mais est-il permis

d'attribuer cette inégalité à ce changement ? Non, puisque *Phèdre*, cette merveille, suit *Iphigénie*. Mais *Phèdre* est une énigme qu'il faut expliquer.

J'ai dit tout à l'heure, à propos de certains personnages de Racine, que la vie, qui ne s'arrête pas de modifier et de transformer nos sentiments, maintient à travers leur évolution, plus ou moins développés, tous leurs principes constitutifs. Cela est également vrai de Racine. *Phèdre* réconcilie les deux tendances de son génie, l'une qui le poussait à ne voir de beauté que dans le crime, le délire des sens et l'impudicité, l'autre qui, depuis *Bérénice*, le rend de plus en plus attentif à toutes les démarches de la conscience. *Phèdre* peut bien ne respirer qu'inceste et qu'imposture. N'empêche qu'elle est, d'un bout à l'autre de sa passion, la conscience la plus droite et la plus exaltée. De là, le charme infiniment troublant de cette tragédie : toute la poésie insidieuse et perverse d'*Andromaque* et de *Britannicus* s'y joint à la poésie infiniment chaste de *Bérénice* et d'*Iphigénie*.

« Et, sans doute, dit Jules Lemaitre, quand Racine vit *Phèdre* sous les espèces de la Champmeslé, il conçut pour la première fois ce qu'il y a de contagieux dans la représentation de l'amour maladie, et aussi ce que la religion peut ajouter de piment aux choses de l'amour. Il conçut avec horreur que la notion même du péché peut devenir un élément de volupté. L'inquiétude que lui inspira sa première tragédie chrétienne acheva de faire de lui un chrétien. Il renonça, dis-je, au théâtre, à trente-sept ans et en pleine gloire. — parce que *Phèdre* était décidément plus troublante qu'il ne l'avait pensé.

On a mis en doute la sincérité de cette conversion. Il y a des gens qui doutent de tout, hormis d'eux-mêmes. Ils ne se sont pas avisés que le mystère de *Phèdre*, c'est le mystère même de la Grâce qui, s'il n'a pas sauvé

Phèdre, a visiblement opéré sur Racine. Nous savons que la Grâce, « cette influence de l'amour divin, du plus élevé des amours, vient sans dire comment, sans qu'on sache pourquoi.... On peut dire de la Grâce, comme de la mort, qu'elle vient *comme un voleur*.... » Eh ! ne nous a-t-elle pas volé tous les chefs-d'œuvre que Racine aurait sans doute écrits encore ? Quel scandale, quelle folie ! Mais à quel bon nous plaindre ? Phèdre a été dans la carrière de Racine l'intervention même de la Grâce.

J'ajoute que c'est le goût de la beauté morale, jointe à la pitié pour la faiblesse des hommes lorsqu'ils sont abandonnés de Dieu, qui a très probablement réveillé chez Racine le sentiment religieux. Et sans doute l'argument le meilleur en faveur de l'existence divine, le plus capable d'agir sur l'âme d'un poète élevé à Port-Royal, c'est encore le chef-d'œuvre spirituel que réalisent certaines vies humaines.

Les gens qui ne peuvent pas entrer dans ces détours de la pensée, les pauvres gens qui ne conçoivent pas la possibilité d'un sacrifice à la Jean Racine, ah ! qu'ils connaissent mal l'âme du passionné. Le passionné ! Son instinct le porte à toutes les extrémités de la joie ou de la tristesse, de l'amour ou de la haine, du plaisir ou de la souffrance. Qu'un sentiment l'aborde, aussitôt il le veut connaître dans toute sa plénitude ; qu'une idée se présente à lui, d'emblée il en accepte toutes les conséquences. Sa passion lui donne tous les courages, courage de sentir jusqu'à l'ivresse, courage de penser jusqu'à la révolte ou jusqu'au sacrifice et, pour tout dire, courage d'y voir clair dans son esprit et dans son cœur. Car la passion des êtres supérieurs peut bien troubler la tranquillité de leur existence matérielle, mais non pas l'ordre de la pensée. Loin de les aveugler, comme on le croit

généralement, elle arrache au sommeil ou à l'indifférence le souvenir, l'imagination, la raison. Si l'esprit de finesse est un moyen de percevoir soudain le vrai caractère, l'ordre secret, le rythme propre de toutes choses, la passion, c'est l'esprit de finesse élevé à sa plus haute puissance. Aussi, tour à tour capable de douceur et de violence, le passionné sait toujours s'accorder avec la vie, qui est tour à tour douceur et violence, la grande passion de l'univers.

Racine a bien connu tous ces états de la passion : d'abord la pieuse douceur de la vie close de Port-Royal ; puis toutes les audaces de l'émancipation, et même la révolte, auxquelles a succédé l'ivresse de vivre et de créer ; enfin, à la suite d'une évolution dont ses œuvres marquent les phases ou les termes, la rigueur volontairement subie du plus grand sacrifice qu'ait jamais accompli homme de lettres ; et de nouveau, comme l'Enfant prodigue, la pieuse douceur de la maison familiale ou, pour mieux dire, du temple dont il avait été le lévite le plus aimé. C'est un poème que la vie de Jean Racine, un poème fait de couplets alternés, qui disent, les uns, toute la douceur, et les autres, toute la violence de son âme passionnée.

Si la force d'un sentiment dépend de sa durée, représentez-vous quelle vigueur dut acquérir chez Racine le sentiment religieux dans un silence de douze années. Lorsqu'il donne *Athalie* en 1691, nul doute que ce sentiment n'ait atteint sa forme accomplie. Mais peut-on en apercevoir les commencements dans les tragédies précédentes ? Le sentiment religieux, tel qu'il apparaît dans *Andromaque*, va de la crainte à la haine des dieux, et s'achève en révolte. Le sentiment religieux est absent de *Britannicus*, ou n'apparaît que par de rares exclama-

tions. Dans *Bérénice*, où les dieux sont de temps à autre invoqués, il tend à rappeler quelle nécessité préside aux destinées, et dans *Bajazet*, où les personnages ne cessent de s'en remettre au ciel du soin de les conduire, quelle forme prend-il sinon celle du fatalisme musulman ? Dans *Mithridate*, même résignation avec cette nuance d'espoir que les dieux peuvent par moments nous secourir.... Et quel secours miraculeux ils envoient à Iphigénie qui s'était soumise à leur volonté ! On songe devant l'autel de Calchas à quelle épreuve Jahveh mit la piété d'Abraham sur une des montagnes de Morija. Dans *Phèdre*, le sentiment de la faiblesse des hommes lorsqu'ils sont abandonnés de Dieu, domine toute la tragédie. Je laisse de côté *Esther*, où je ne crains pas de dire que je trouve quelque disconvenance entre la grandeur du sujet et je ne sais quelle gentillesse agréable ou sinistre dans l'intrigue, l'agencement des scènes et la composition des caractères. Mais *Athalie* offre toute la majesté du génie à la hauteur de son sujet, et du plus grand des sujets.

Le sujet, comme je l'ai déjà dit, c'est, ainsi que dans *Esther*, une lutte de l'homme avec Dieu. Dès la première scène, la lutte se déclare. Athalie rêve la destruction du temple de Jérusalem, qui lui apparaît comme une citadelle de séditeux, et où d'ailleurs elle croit que sont cachés des trésors amassés par David. C'est ce qu'Abner annonce à Joad, le grand-prêtre :

Croyez-moi, plus j'y pense, et moins je puis douter
Que sur vous son courroux ne soit près d'éclater ;
En que de Jézabel la fille sanguinaire
Ne vienne attaquer Dieu jusqu'en son sanctuaire.

Mais je m'arrête ; vous assisterez bientôt à toutes les péripéties de la lutte. Ce qu'il faut dire, c'est que vous

retrouverez dans *Athalie*, fortifiées et comme ramassées, toutes les puissances de Racine : l'unité et la rapidité de l'action avec, çà et là, un art plus sûr des raccourcis saisissants, une psychologie du crime plus complète que dans *Andromaque* et dans *Britannicus* et, grâce à Josophat et à l'enfant Joas, le sublime tendre de *Bérénice* et de *Mithridate*, et enfin la splendeur de la foi religieuse, grâce à Joad et aux chœurs qui l'environnent.

Il ne faut pas considérer les chœurs d'*Athalie*, ni ceux d'*Esther*, comme une simple figuration ni comme un simple moyen pour Racine d'introduire dans ses poèmes un élément nouveau de poésie. Sans doute, et pour ne parler que d'*Athalie*, ces chœurs animent une scène qui s'attristerait d'être déserte, puisque c'est un temple, et la musique dont ils s'accompagnent y répand la poésie sombre ou claire de ses plaintes ou de ses actions de grâces. Mais ils sont autre chose encore, et quelque chose de plus. Dans un drame où les caractères s'expliquent par les événements, qui s'expliquent par les caractères, où tout repose sur un solide fondement psychologique, ces chœurs relèvent de la psychologie. Ils propagent l'émotion isolée des protagonistes jusqu'aux limites d'un drame où se trouve engagé tout le peuple d'Israël, que dis-je ? la future religion chrétienne, si l'Ancien Testament est la figure du Nouveau, et Jérusalem la figure de l'Eglise. Mais, pour traduire plus clairement ma pensée, je comparerais volontiers *Athalie*, et toutes les tragédies de Racine, à la nature qui nous entoure. Ce paysage où, tout se rapportant à de grandes lignes directrices, il n'y a rien que d'essentiel, respire la noblesse même d'une œuvre d'art classique où le détail se subordonne toujours à l'ensemble, le particulier au général. On peut, on doit l'aimer comme un tableau de Nicolas Poussin et une

tragédie de Jean Racine, ce tableau, ce poème, où les horizons semblent les suprêmes harmoniques d'un trait qui marque la gradation des plans. Les chœurs d'*Athalie*, où je crois à tout moment distinguer la figure même du poète, et sa voix, l'entendre, m'apparaissent comme les horizons d'un paysage magnifiquement ordonné.



Ainsi l'œuvre de Racine jalonne les trois étapes de sa pensée. Trois étapes, et, parce que Racine est le plus grand des artistes, trois formes de beauté. Dans *Andromaque* et dans *Britannicus*, la beauté du fini, de l'accompli, du cycle fermé, l'idée qui nous émeut sur les ruines, la beauté même de la mort. De là ces perspectives que le poète ouvre à tout moment sur le passé, la chute et les tribulations de Troie, dans *Andromaque*, ou les démenées de la Rome impériale, dans *Britannicus*. Volontiers je mettrais en épigraphe à ces deux tragédies le mot de Bossuet : « On ne voit là que les tombeaux qui laissent quelque figure », ou celui de Pascal : « Le dernier acte est sanglant, quelque belle que soit la comédie en tout le reste : on jette un peu de terre sur la tête, et en voilà pour jamais. » Mais dans *Bérénice*, *Mithridate*, *Iphigénie* et *Phèdre* surgit une autre forme de beauté, qui est la beauté même de la vie, lorsqu'elle aspire comme un poème à la perfection. De là ces subtiles correspondances que le poète, surtout dans *Bérénice* et dans *Phèdre*, indique entre certains états de pensée et la nature dont nous sentons bien, à nos meilleures heures, que les vues sont, par delà nos luttes et nos mélèms et nos malheurs, ordre, enchaînement, harmonie. Enfin, dans *Esther* et surtout dans *Athalie*, une forme de beauté plus haute encore. C'est le propre du sentiment religieux que de nous imposer l'idée d'éter-

nité, par où la vie terrestre tend à se dépasser à travers l'infini. De là ces claires échappées qu'*Athalie* nous montre sur l'autre côté des jours et les tranquilles durées de l'éternité bienheureuse, car les grandes âmes croyantes gravitent autour de cette idée comme la terre autour du soleil. C'est le sentiment qui inspire Joad lorsque les siècles obscurs devant lui se découvrent :

Quelle Jérusalem nouvelle

Sort du fond du désert brillante de clartés

Et porte sur le front une marque immortelle :

La scène où se passe *Athalie*, c'est le temple de Jérusalem, qui comprenait, vous le savez, outre les portiques et les galeries où se trouvait le logement du grand-prêtre et des lévites, deux parties intérieures, l'une réservée au chandelier d'or, à l'autel des parfums et aux tables des pains de proposition, l'autre, le saint des saints, consacrée à l'arche dépositaire des lois de Dieu et où le grand-prêtre seul avait le droit d'entrer une fois l'année.

Si l'on songe à l'évolution morale qui permit à Racine d'écrire, après *Andromaque* et *Britannicus*, *Bérénice*, *Bajazet*, *Mithridate*, *Iphigénie*, *Phèdre*, *Esther* et *Athalie*, il semble que dans un paysage pareil au nôtre, nous abordions un temple dont toutes les lignes et toutes les pierres obéissent à une même volonté. Assemblage harmonieux, magnifique poème architectural, c'est le temple de Racine. Sous les portiques et les galeries de cette demeure dont elles ne franchiront jamais le seuil, on voit errer, douloureuses ou damnées, les créatures de ses rêves, *Andromaque*, *Hermione*, *Oreste*, l'ambitieuse *Agrippine*, l'exécrable *Néron*. Mais, ô surprise ! à la suite de *Bérénice*, de *Monime*, d'*Iphigénie*, de *Phèdre* enfin, « cette chrétienne à qui la Grâce a manqué », nous

entrons dans le temple même, où brille le chandelier d'or et où fume l'autel des parfums. Et, surprise plus grande encore, voici qu'à la suite d'Esther, de Joad, de Josabeth et du poète lui-même et de toute une troupe, maintenant silencieuse, de fidèles, nous pénétrons dans le saint des saints, que remplit la seule présence de Dieu, le Dieu d'Abraham, le Dieu d'Isaac, le Dieu de Jacob, le Dieu des chrétiens, le Dieu d'Agrippa d'Aubigné et de saint François de Sales, le Dieu de Racine et de Pascal, ce Dieu qui, s'il faut en croire ce dernier, « remplit l'âme et le cœur de ceux qu'il possède, un Dieu qui leur fait sentir intérieurement leur misère, et sa miséricorde infinie; qui s'unit au fond de leur âme; qui la remplit d'humilité, de joie, de confiance, d'amour; qui les rend incapables d'autre fin que de lui-même. » N'allons pas troubler leurs adorations. Imitons leur silence et si, la foi manquant, nous ne pouvons nous associer à leur incomparable ferveur, adorons du moins, sans plus rien dire, le génie vraiment divin du poète qui, après nous avoir initiés à toutes les fureurs et à toutes les douceurs de l'amour, nous révèle enfin les mystères sacrés de la religion éternelle.

ALBERT RHEINWALD.

LE PORTEUR D'EAU

Je rentrai à Nice, un après-midi, de fort mauvaise humeur. J'avais joué gros jeu à Monte-Carlo et perdu une somme assez considérable. Une lettre que je trouvai dans mon courrier et qui m'annonçait des nouvelles désastreuses au sujet d'une affaire où j'avais engagé une grande partie de mes intérêts transforma mon humeur sombre en un sentiment qui confinait au désespoir. Je voulus réfléchir au double malheur qui m'accablait ; mais, anéanti, sans pensées, je quittai l'hôtel et m'élançai sur le boulevard, afin de m'étourdir et de rejeter par quelque distraction puissante les envies funèbres qui commençaient à m'assaillir. Mais les rues, les cafés et l'animation trop habituelle des promeneurs ne firent que m'irriter davantage. Je montai dans une auto et ordonnai au chauffeur de me conduire dans une direction quelconque, sauf celle de Monte-Carlo. Il traversa la ville, mit la quatrième vitesse et l'auto roula bientôt d'une allure rapide et régulière sur une route que je reconnus plus tard être celle de Levens.

Je ne regardais rien. Enfoncé dans un coin de la voiture, je demeurais tout entier absorbé par mon malheur, dans une sorte d'hébétude que la vitesse de la ma-

chine semblait entretenir et rendre plus épaisse encore. Je ne sais combien de temps je restai ainsi, les mains jointes nerveusement, serrées entre les genoux. Une secousse brusque de la voiture me réveilla. Je me penchai à la portière et demandai au chauffeur ce qui se passait. Il me répondit qu'il y avait une panne et qu'il fallait s'arrêter. Je sautai de l'auto, encore étourdi, et aspirai largement l'air pur de la hauteur où nous nous trouvions. De cet endroit, le paysage se déroulait en pente jusqu'à une profondeur où la ville que nous avions quittée apparaissait au loin, devant une chaîne lointaine de montagnes à crêtes blanches qui s'échelonnaient. La beauté de cette nature, d'une harmonieuse sauvagerie, me frappa agréablement, comme un divertissement imprévu. Lorsque je ramenai les yeux sur l'accident qui m'avait obligé à regarder le paysage, je vis le chauffeur renversé sous le capot de la machine, occupé à en examiner le mécanisme détraqué. Il me déclara que pour remettre l'auto en état il lui faudrait sans doute plusieurs heures et m'engagea à chercher un endroit où je pourrais attendre sans ennui qu'il nous fût possible de reprendre notre promenade.

Cet accident ne me causa pas la moindre contrariété. J'étais en quête de distraction et le hasard m'en offrait une, pleine d'inconnu, comme je le souhaitais. Je fis remarquer au chauffeur que le soleil baissait déjà ; avant qu'il eût terminé son travail, l'obscurité tomberait certainement ; je ne voulais pas rentrer en ville dans l'ombre, je chercherais quelque part un hôtel ou une auberge quelconque pour y passer la nuit.

Après quelques minutes de marche au hasard, je remarquai une petite route qui montait dans la colline ; au sommet, on apercevait les maisons d'un village. Je pris ce chemin, sans savoir où il me conduisait. L'ascension

dura une demi-heure environ. J'avancais lentement, traînant le pas, et j'atteignis ainsi les premières habitations ; puis je m'engageai dans une ruelle obscure montant jusqu'à une petite place carrée qui semblait le centre de cette ville minuscule aux murs très anciens. De chaque côté, des raidillons tortueux en escaliers descendaient sur les flancs de l'élévation. Une animation qui me parut étrange dans cette sorte de nécropole régnait sur la place. On entendait un bruit multiplié de sabots et de semelles grossières qui montaient de partout et résonnaient bizarrement entre les murailles, comme si l'on frappait à coups redoublés des pierres creuses, et, peu à peu, je vis apparaître à l'extrémité des escaliers des hommes et des femmes en grand nombre qui se répandirent sur la place, chargés d'objets de toutes sortes. On se mit à suspendre des lampions aux fenêtres et aux balcons, à accrocher des banderoles de feuillage, et tout cela se faisait avec des rires et des conversations qui éclataient de porte à porte. Pendant quelque temps je regardai ce grouillement, sans me rendre un compte exact de ce qui se passait. J'accostai une jeune fille près de moi et lui demandai la cause de cette animation extraordinaire. Elle me répondit, un peu intimidée, que c'était la fête de la ville. On commémorait l'anniversaire de la plantation d'un mai qu'on était en train de fleurir au centre de la place. Mais elle ne put m'apprendre en l'honneur ou en souvenir de quel événement cet arbre avait été planté autrefois.

Je m'attablai à la terrasse d'un petit café, sous un baldaquin de palmes sèches, et j'attendis que l'obscurité fit éclore cette fête populaire qui s'annonçait. Peu à peu des lumières apparurent aux fenêtres, les lampions furent allumés et une légère brise qui soufflait dans l'atmosphère

tiède de cette soirée de juin se mit à balancer les banderoles lumineuses, bariolées de couleurs vives, au-dessus du terre-plein où des musiques d'accordéons et de guitares commencèrent à agiter la foule qui s'était amassée. A côté de moi, des buveurs avaient pris place ; à toutes les fenêtres ouvertes, on voyait apparaître des visages. Des cris, des chants montaient de partout et se croisaient. Enfin, la soirée se déroulant, des danses s'esquissèrent sur le pavé, à l'intérieur des maisons, et bientôt la fête battit son plein comme une eau qui gronde, déborde, se brise aux murailles et tourbillonne dans un vaste entonnoir.

Assis devant une table couverte de verres et de flacons, les oreilles pleines des conversations qui s'élevaient bruyamment autour de moi, je buvais lentement, à petites gorgées, du vin aigre du pays, regardant la fête qui grouillait, ondoyait et semblait se gonfler confamment autour de la place. Cependant je me sentais le cœur lourd, une tristesse de plus en plus cuisante s'insinuait en moi à mesure que s'allumait cette fête mesquine, limitée entre les étroites murailles de la place et dont les sons avaient une résonance creuse comme s'ils éclataient dans une cage sans issue. Peu à peu tous les bruits s'assourirent, la monotonie du mouvement m'enveloppa d'une atmosphère isolante et je me sentis plus près du désespoir qu'au moment où j'avais quitté l'hôtel pour chercher l'oubli dont j'avais besoin.

Je me souvins alors qu'il me fallait trouver une chambre pour y passer la nuit. Je demandai au propriétaire du café s'il y avait un hôtel ou quelque auberge dans la ville où je pourrais obtenir un logement. Il me répondit qu'il ne connaissait rien de semblable aux environs. Cette petite ville était complètement isolée. Il ajouta,

d'un air légèrement ironique, qu'il existait à quelques pas de là un vieux château en ruines ; il restait sous les combles une chambre assez praticable où l'on pourrait à la rigueur passer la nuit.

Je demeurai quelque temps encore à ma place, totalement étranger à la fête. Lorsque la terrasse se fut lentement dégarnie de son ornement de buveurs, je priai le propriétaire de me conduire au vieux château dont il m'avait parlé. Après m'avoir dévisagé curieusement, il se décida, toujours moitié riant, à me servir de guide et nous nous mîmes en route.

Le château était situé un peu plus haut que la place ; nous y arrivâmes bientôt, après avoir remonté une sorte de sentier pavé encaissé entre deux murs. J'étais muni d'une lampe de poche électrique dont la mince lumière nous éclaira assez pour éviter quelque accident. La silhouette noire du bâtiment se profilait sur un ciel duveté. Il me sembla vraiment qu'il ne restait de cette ancienne habitation que des murs démantelés et branlants. La perspective d'une nuit à passer dans ces ruines me procurait à la fois un frisson d'inquiétude et quelque chose qui ressemblait à une bienfaisante curiosité. A travers des amas de pierres, en contournant des éboulements, mon guide me conduisit jusqu'à cette chambre qu'il m'avait dite seule habitable. En effet, je vis une pièce entièrement couverte où les seuls trous étaient ceux des fenêtres privées de vitres. Une odeur âcre de pierres humides et de terre prenait à la gorge. Dans un coin il y avait un sommier de bois, fait de planches assemblées, et c'était le seul mobilier de ce repaire vraiment peu confortable. Mon guide m'assura encore, cette fois très sérieusement, que c'était tout ce qu'il connais-

saît aux environs. Je le priai de me dire si cette pièce était habitée par quelqu'un ; cette apparence de lit semblait indiquer une fréquentation humaine.

— Oû, me répondit-il, cette chambre sert d'aile depuis assez longtemps à un vieux porteur d'eau. Mais il est absent pour le moment. Soyez sans crainte et dormez tranquillement, si vous le pouvez.

Ces derniers mots furent prononcés avec un nouveau sourire et comme je manifestais l'intention de passer la nuit à cette place, l'homme qui m'avait conduit me laissa. Demeuré seul, je pris mes dispositions pour me reposer le plus commodément qu'il était possible sur ce sommier de bois nu. Avant tout, je vérifiai la porte, et, comme je m'aperçus qu'elle n'était armée d'aucun verrou, je la barriquadai au moyen de pierres et de blocs de bois que j'accumulai contre le chambranle. De cette façon, je ne pouvais manquer d'être averti par le bruit dans le cas où quelqu'un essaierait de pousser la porte.

Je me couchai tout habillé, après avoir déposé à côté de moi mon revolver et ma lampe électrique, et je m'endormis vite, car la marche et cette longue soirée passée dans le vacarme m'avaient passablement fatigué. Je fus soudain tiré de mon sommeil et tout d'abord je ne pus me rendre compte exactement de la cause de ce brusque réveil, car il me semblait que je n'avais entendu aucun bruit. Après quelques instants, cependant, je vis au chevet du lit un homme qui se tenait debout. Il était grand, une longue barbe blanche tombait sur sa poitrine ; ses vêtements étaient en lambeaux et il tenait dans sa main droite une petite lampe à huile, d'un modèle primitif, dont la mèche allumée fumait. Le vieillard me considérait attentivement. Je me dressai, saisis mon revolver et

le braquai sur l'homme. Mais celui-ci demeura sans bouger, me regardant toujours avec curiosité.

— Qui êtes-vous ? Que faites-vous ici ? demandai-je, sans cesser de le menacer de mon arme.

Le vieillard sourit, et d'une voix qui me parut très belle, tranquille et ferme, il me dit :

— Je suis le porteur d'eau d'ici, soyez sans inquiétude. Je ne vous veux pas de mal.... Au contraire, je voudrais vous rendre heureux !

J'abaissai la main qui tenait le revolver, toujours en garde, pourtant, et projetai sur l'homme le jet clair de ma lampe électrique. Le visage du vieillard m'apparut, entièrement découvert ; je voyais devant moi une figure de patriarche, telle que les anciens imagiers la dépeignent ; des traits profondément gravés, d'épais sourcils, et, dessous, deux yeux bleus, candides et naïfs comme ceux d'un enfant. En regardant ces yeux, je me persuadai tout de suite que, si cet homme était fou, il ne devait guère être dangereux, et je lui demandai, presque rassuré :

— Comment donc êtes-vous entré ? Je croyais avoir solidement barricadé la porte.

— Ne vous ai-je pas dit que je suis porteur d'eau ? C'est ici que j'habite. Je suis entré par l'autre porte.

Il désigna du doigt un coin de la chambre. Je me dirigeai de ce côté avec ma lampe et je remarquai qu'il y avait en effet une porte dérobée pratiquée dans la muraille. Cependant, le vieillard n'avait pas cessé de me dévisager avec insistance.

— Vous n'êtes pas heureux, n'est-ce pas ? me dit-il.

Comme je le regardais avec étonnement, il poursuivit :

— Non, non ! vous êtes très malheureux, très malheureux....

Je souris, me demandant à quoi il voulait en venir.

— Bien sûr, dis-je, je ne suis pas heureux...

Ses yeux brillèrent de joie :

— Si vous êtes, vraiment, profondément malheureux, je peux vous offrir le bonheur. Acceptez-vous ?

En prononçant ces mots, le vieillard se pencha vivement vers moi et plongea son regard dans mes yeux avec une interrogation anxieuse.

— Mais oui, répétai-je, haussant les épaules, c'est vrai, je suis malheureux.

— Allons, allons, dépêchons-nous ! fit-il d'une voix joyeuse et pressée.

Il marcha vers la porte dérobée. Je le suivis, tenant mon revolver et ma lampe. La porte communiquait avec un escalier tournant, taillé dans la pierre brute ; nous descendîmes longtemps. Puis le vieillard me mena par un couloir dont la voûte était percée en plusieurs endroits, et de nouveau nous nous mîmes à descendre les marches d'un escalier plus étroit et plus raide. Après maints détours, m'appuyant aux murailles pour ne pas trébucher, et risquant à tout moment de perdre l'équilibre ou de poser le pied dans le vide, j'arrivai dans un espace profondément obscur où régnait une fraîcheur souterraine. En projetant autour de moi la clarté de ma lampe, je vis que nous étions descendus dans une grotte immense. Ma lumière fit briller aux voûtes élevées d'admirables stalactites dont les éclats prolongés et pointus se multipliaient avec des scintillements de cristal, et aux parois rocheuses des stalagmites se découvrirent, épais comme des colonnes, dont on n'apercevait que les flûts arrondis et dont les extrémités se pendaient dans les profondeurs obscures. Les cavités se succédaient, sans qu'en en vit la fin.

Le vieillard me prit par la manche et me conduisit quelques pas plus loin ; puis il me pria de m'asseoir sur un bloc de pierre détaché.

— Ne faites pas de bruit, me dit-il mystérieusement, la grotte dort....

Il accrocha sa lampe à une saillie du rocher et commença à marcher devant moi, en parlant à mi-voix :

— Autrefois, il y a bien des années, j'avais une femme et des enfants. J'étais heureux et plein de confiance dans la vie. Une épidémie s'abattit sur la ville. En quelques jours, je vis mourir tous ceux que j'aimais. A demi fou de douleur, je quittai la maison ; le désespoir me poussa dans l'abri de cette grotte que je connaissais depuis longtemps. J'étais décidé à m'y suicider ; mais au moment d'accomplir mon projet, je me souvins d'une légende que mon grand-père m'avait souvent racontée ; cette histoire se rapportait au duc à qui avait appartenu ce château. Le duc était un homme méchant ; il s'était rendu coupable de plusieurs crimes et l'on disait qu'il avait fait mourir de faim quelques-uns de ses ennemis dans les oubliettes du château. Comme il ajoutait à ses méfaits privés une désobéissance obstinée à son roi suzerain, celui-ci lui déclara la guerre. Après de longs mois de résistance, traqué par les armées royales, le duc abandonna ses propriétés et vint se réfugier dans ce domaine dont il avait fait présent à son fils. Au contraire de son père, le jeune duc était une âme d'une bonté angélique ; tout le peuple l'aimait et l'admirait. Sa femme et ses enfants partageaient cet amour populaire, que justifiaient leurs caractères affables et enclins à la justice. Cependant les soldats du roi firent le siège du château qui ne tarda pas à être pris d'assaut. On

s'empara de la personne du vieux duc ; il eut les yeux crevés et fut condamné à périr dans les tourments les plus atroces. La jeune duchesse et ses enfants furent mis à mort avec toute sorte de raffinements de cruauté. Et toutes ces horreurs s'accomplirent sous les yeux du fils du duc rebelle, impuissant, que gardaient les soldats du roi. Il fut décidé que lui-même serait exécuté le lendemain, et le supplice devait avoir lieu dans cette vallée où vous venez de passer une partie de la nuit. Le jeune duc parvint à s'échapper et gagna cette grotte, d'où il se précipita dans le vide par l'ouverture que vous voyez là, devant vous. Au moment où son corps se brisa sur le sol, la terre comprit son énorme douleur ; elle trembla de honte. A partir de ce jour, l'eau se tenna du château et toutes les sources des environs se tarirent. La demeure des anciens ducs devint inhabitable et la grotte où s'était passé le drame du désespoir s'endormit.... Mon grand-père ajoutait que s'il se rencontrait au monde un être dont la douleur fût aussi grande que celle qui poussa le jeune duc dans la mort, et si celui-là voulait à son tour se précipiter par ce trou dans le vide, la terre tremblerait de nouveau et l'eau reviendrait à ses anciennes sources pour faire vivre la contrée. M'étant remémoré cette histoire, je comparai ma détresse à celle dont parlait la légende, et je compris que cette douleur n'était pas assez profonde pour lever la malédiction. Je renonçai à mourir, et je travaille maintenant pour faire du bien aux hommes de ce pays. Mais vous, réfléchissez à votre malheur.... Voyez ! est-il aussi grand que celui du jeune duc ?...

Le vieillard s'était arrêté brusquement. Immobile, il me fixait avec des yeux transfigurés où je vis danser des étincelles de folie.

— Si vous êtes aussi malheureux que lui, poursuivit-il, haletant, d'une voix saccadée, voilà l'ouverture, là, devant vous. On aperçoit au travers les montagnes éclairées par la lune.... Allons, allons, dites-le, que vous êtes malheureux, horriblement malheureux, aussi malheureux que lui !...

Je tourmentai nerveusement mon arme dans ma main, en regardant les prunelles troublées du vieillard. Je sentais arriver le moment critique où il faudrait me défendre contre les assauts de cet insensé dont la crise semblait croître de minute en minute. Mais tout à coup je le vis s'apaiser. Il passa sans transition du tremblement de la folie au calme le plus complet, et ses yeux qui me fixaient toujours prirent une expression de bonté et de douceur indéfinissable.

Le vieillard secoua la tête et prononça lentement :

— Non, non, votre douleur n'est pas aussi grande que la sienne....

Il fit quelques pas en silence, et reprit comme s'il se parlait à lui-même :

— Je me suis fait simple porteur d'eau, parce qu'il manque de l'eau dans cette ville. Je l'apporte de là-bas, dans la vallée, et toute ma vie je cherche un être très malheureux, très malheureux.... Une fois, j'ai rencontré un homme ; il était bien mis, comme vous, je l'aperçus au moment où il voulait se brûler la cervelle avec un revolver. C'était sur la grande route de Nice à Monaco. Il allait à pied. Je lui ai proposé de me suivre et je l'ai conduit ici. Après lui avoir raconté l'histoire de ce château, et la mienne, je lui ai montré l'ouverture de la grotte. Pour toute réponse, cet homme m'a quitté en me faisant présent de son arme.... Jusqu'à présent, je n'ai trouvé qu'un pauvre chien, très malade, très vieux,

et certainement très malheureux. Je l'ai pris dans mes bras et je l'ai jeté par ici.... Mais la terre n'a pas tremblé et l'eau n'est pas réparée.... Partez maintenant ! Ce n'est pas votre place ici.... Non, non, cette place n'est pas pour vous !...

Le porteur d'eau décrocha sa lampe et me reconduisit par le même chemin compliqué jusqu'à la chambre où il m'était apparu tout à l'heure. Comme nous entrions, je vis briller les premières lueurs de l'aube par une haute fenêtre et, je ne sais pourquoi, subitement, je me sentis envahi de joie et de bonheur. Je tirai mon portefeuille et y puisai un gros billet que je donnai au vieillard. Il me regarda avec ce sourire candide et enfantin que j'avais remarqué dès son apparition, et, tenant l'argent dans sa main, d'un geste indécis, il me demanda :

— Que ferais-je de cela ?

Je vis que ses pensées s'agitaient avec une subite inquiétude. Mais il reprit tout de suite son expression heureuse :

— Mais oui, dit-il, je sais.... Je vais engager plusieurs aides. Nous porterons de l'eau pour tous les gens d'ici, beaucoup, beaucoup d'eau....

FRANZ HELLENS.

LETTRES INÉDITES

DE

STANISLAS-AUGUSTE PONIATOWSKI

sur la Pologne et son premier partage.

TROISIÈME PARTIE¹

La Diète continuait à siéger à Varsovie. Elle avait cherché à obtenir des garanties d'équité de la part des puissances copartageantes. Elle leur avait demandé de bien vouloir « consentir à l'intervention amicale des puissances neutres et garantes des traités pour l'examen des droits et des prétentions respectives, afin que les trois cours ne fussent pas juges et parties dans leur propre cause et que la république de Pologne fût à l'abri des lésions que de telles circonstances entraîneraient à leur suite. » Les ambassadeurs des trois cours répondirent dès le lendemain, 6 mai, par un ultimatum ordonnant l'acceptation pure et simple de leurs demandes dans l'espace de sept jours.

Il s'agissait entre autres de nommer une délégation de la Diète qui aurait des pleins pouvoirs pour traiter avec les ministres des trois cours du démembrement et des réformes à apporter à la constitution. Le roi fit voter une résolution ne permettant à cette délégation de voter aucune réforme sans le consentement de la Diète. Les

¹ Pour les deux premières parties, voir les livraisons de janvier et février.

ministres firent aussitôt approcher davantage leurs armées respectives de l'intérieur de la ville et marquer sur les portes des maisons le nombre des soldats qui devaient, dès le lendemain, y vivre à discrétion, et un député qui avait soutenu l'opinion du roi eut, dès le soir même, douze husards prussiens dans sa chambre à coucher. Le jour suivant, les huissiers déclarèrent ennemis des trois cours et de leur patrie les députés qui persisteraient à voter comme la veille. Il fallut passer par leur volonté, mais, sur la proposition du roi, le vote se fit de telle manière qu'il ne pouvait être considéré comme une adoption formelle du traité de partage.

La délégation, possédant des pleins pouvoirs pour négocier avec les ministres des trois cours, fut alors constituée par ces ministres eux-mêmes qui purent ainsi reviser la constitution polonaise selon leur bon plaisir et celui de leurs gouvernements.

Les travaux de cette délégation continuèrent jusqu'en 1775. Ils aboutirent à la création d'un Conseil permanent chargé du pouvoir exécutif, à l'augmentation des pouvoirs des grands généraux et à la diminution très sensible des prérogatives du roi. Catherine II se réserva exclusivement la garantie de la constitution polonaise, et son ambassadeur devait être instruit directement de toutes les délibérations des Diètes et du Conseil permanent.

Voici maintenant la suite de la correspondance :

Du roi au général de Mowet.

* Varsovie, 19 juin 1773.

* ... Les conférences des délégués avec les ministres sont rares et n'avancent point les affaires. Ces derniers manquent d'instructions définitives et tout est suspendu jusqu'à leur arrivée.

* J'apprends de Pétersbourg le départ prochain du prince

Baratinski pour Paris. Cette nouvelle me fait grand plaisir et flatte agréablement mes vœux et mes espérances.

» Nous touchons au terme où vous devriez recevoir votre pension, mais telle est l'extrémité où je me trouve que je suis obligé de vous la faire attendre quelques semaines et peut-être quelques mois. »

Du roi au comte de Monet.

« Varsovie, le 13 octobre 1773.

» Votre zèle pour mes intérêts s'exprime dans chacune de vos lettres d'une manière qui mérite ma reconnaissance. Il est malheureux seulement que vous n'ayez que des notions vagues ou peu satisfaisantes à me donner. La suite pénible des affaires a mis quelques lacunes dans ma correspondance ; mais la publication de toutes les opérations, faite dans tous les papiers publics, me fait croire qu'on est partout suffisamment instruit.

» La ratification de l'Autriche est enfin arrivée, à la vérité quinze jours plus tard que le terme fixé pour l'échange. Les troupes des trois Cours devaient évacuer la Pologne ces jours-ci, mais le bruit s'est répandu hier d'une prolongation du séjour de celles du roi de Prusse. Peut-être n'est-ce qu'une menace pour hâter la ratification ; peut-être aussi que le bruit se trouvera malheureusement fondé. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. »

Du roi au comte de Monet.

« Varsovie, le 22 janvier 1774.

» Il n'y a rien à vous dire encore de positif sur les opérations intérieures de la Diète. Tout est encore projet informe. On discute encore toutes les matières dans des conférences où président les trois ministres et composées presque entièrement de leurs créatures avouées.

» On veut établir une autorité exécutive dans l'intervalle des Diètes et l'esprit qui conduit cette entreprise est de s'élever autant qu'il est possible sur les débris de la prérogative royale.

» Les articles séparés des cessions ne sont encore ni ratifiés

ni convenus de la part des trois Cours. Il est apparent que la Diète va être prorogée encore jusqu'au mois de mai. C'est aujourd'hui qu'elle doit prendre une décision à ce sujet. Voilà tout ce que j'ai à vous dire pour cette fois et sur ce je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. »

Du roi au comte de Mene.

4 Varsovie, le 2 mars 1774

« La nouvelle que vous me donnez de la réunion du département de la guerre à celui des affaires étrangères en faveur de M. le duc d'Alguillon me fournit l'occasion de vous écrire pour vous charger de lui offrir mon compliment de félicitation. Si le nombre de ses emplois était mesuré sur sa capacité, il pourrait certainement en desservir un grand nombre encore. Je me fiers d'autant plus volontiers à l'inclination qui me porte à me réjouir de l'avancement de M. le duc d'Alguillon que ma confiance dans la générosité de son cœur me laisse entrevoir dans l'augmentation de son crédit et de ses influences un motif nouveau d'espérance que quelque jour nos malheurs trouveront à sa Cour la main bienfaisante qui pourra les adoucir et les réparer.

« Vous jugerez sagement des conséquences dangereuses à l'équilibre de l'Europe qui pourraient résulter des vues combinées du roi de Prusse avec l'empereur. Elles leur ont donné les plus belles provinces de la Pologne et leur préparent l'empire despotique de l'Allemagne. Le passé et l'avenir me conduisent ainsi à désirer ardemment le rapprochement de la France et de la Russie dont la bonne intelligence est le contrepoids unique qui pourra contenir les projets ambitieux des deux monarques ci-dessus nommés.

« Je ne me contente pas de désirer cet événement. J'y travaille de bouche et par écrit autant qu'il est en mon pouvoir de le faire.

« Quelque de la date de ma précédente lettre à celle-ci l'espace soit assez long, cependant les affaires sont encore au même point où je vous les avais décrites. »

Du roi au comte de Monet.

« Varsovie, le....

» Je suis bien aise que ce que ma dernière vous chargeait de dire à M. le comte de Vergennes lui ait été agréable.

» Vous sollicitez l'indigénat polonais, mais vous ignorez peut-être à quelles conditions une loi moderne permet qu'il soit accordé. Il faut que celui qui veut l'obtenir place la somme de 12 000 ducats dans le pays. Vous conviendrait-il à ce prix ?

» On me mande de Paris qu'il y court le bruit que j'ai chargé M. le comte de Broglie de déterminer le ministère de France à déclarer la guerre au roi de Prusse. Deux lettres m'ont successivement informé de cela. Tâchez de remonter à l'origine d'un conte aussi dénué de fondement et qui, en pure perte, peut me faire d'un roi puissant un ennemi personnel et dangereux. »

Du roi au comte de Monet.

« Varsovie, le 2 avril 1774.

» Je viens vous informer de la démarche que la République a ordonnée et qui va être exécutée. Elle a nommé trois ministres qui iront à Vienne, Pétersbourg et Berlin se plaindre de l'infraction faite aux traités de cession par le roi de Prusse et l'empereur qui, dans les pays qu'ils s'approprient, dépassent de bien loin les limites que ces mêmes traités avaient marquées à leurs portions respectives. M. le comte Branicki a été envoyé à Pétersbourg ; le comte Oginski, le même qui a été déjà à Vienne, y retourne et M. Kwilecki va à Berlin.

» Cette mission fut résolue dans un moment où les nouvelles des empiétements réitérés du roi de Prusse avaient jeté les membres de la Délégation dans une espèce de désespoir. Ce fut le plus modéré des avis qui furent proposés et parmi lesquels il y en eut qui concluaient à déclarer nulle toute transaction faite par le roi de Prusse et à se mettre dans un état de guerre vis-à-vis de lui. Je n'espère pas grand succès de cette mission, mais du moins elle donnera le droit à la Russie de parler plus

serieusement à ses alliés du moment qu'elle en aura été solennellement requise. Si les trois Cours sont d'accord, la démarche est inutile; mais elle aura servi à constater et à donner plus d'éclat à cette nouvelle aggravation. Il serait bien à souhaiter que M. Durand eût ordre de coopérer avec l'envoyé de la République à Pétersbourg.

« Le projet du Conseil permanent¹ est déjà imprimé et présenté à la Délégation à laquelle les trois ministres ont donné quelques jours pour l'examiner. »

De roi au comte de Méné.

« Varsovie, le 17 mai 1775.

« Les districts de la Grande Pologne situés sur la rive gauche de la Netze étant des usurpations du roi de Prusse, postérieures au traité de cession de 1773, et sur lesquels les commissaires des deux puissances respectives n'avaient pu convenir avant la clôture de la Diète, les États, avant de se séparer, me remirent et à mon Conseil le soin et le pouvoir de finir cette démarcation. Sans en attendre l'effet, la Cour de Berlin, qui n'avait point exigé l'hommage des habitants de ces districts, a jugé à propos de rendre le 12 avril un édit qui en ordonne la prestation le 12 mai prochain. Ce que mon zèle a pu opposer à cet ordre a été de publier, de l'avis de mon Conseil, des universaux qui défendent sous peine de désobéissance à tous les habitants de ces districts de prêter serment de fidélité au roi de Prusse. Je vous charge d'en instruire M. le comte de Vergennes.

« J'ai lieu d'être très content des nouvelles que je reçois de Russie. J'espère fort que nos liaisons deviendront de jour en jour plus intimes et que le même intérêt unira enfin les cours de Versailles et de Pétersbourg, événement le plus avantageux qui puisse arriver à la Pologne et celui qui flatte le plus mon patriotisme si je peux y contribuer. »

¹ Le Conseil permanent aurait été chargé de pouvoir étroit. La création de cette autorité diminuait considérablement les pouvoirs du roi et autorisait pleinement les adversaires de celui-ci.

Du roi au comte de Monet.

« Varsovie, le 31 mai 1775.

« Je crois devoir vous instruire du départ de M. le comte Branicki pour Moscou où il est désiré et demandé. Quoiqu'il ne soit chargé d'aucune commission particulière de ma part, comme il est dans le même principe que moi, il ne peut qu'y favoriser mes vues sur l'alliance de cette Cour avec la France que j'ai fort à cœur, à laquelle je travaille et ne cesserai de travailler de tout mon pouvoir. Toutes mes notions me persuadent que ce ne sera point sans succès.

« Depuis que le Conseil permanent est formé, j'ai lieu d'éprouver tous les jours combien son plan est imparfait et son autorité gênée par des pouvoirs intermédiaires et indépendants avec lesquels elle a été combinée de la manière la plus indigeste. De là résultent mille dispositions équivoques sujettes à des interprétations vagues qui occasionnent des chocs continuels.

« Mes revenus ne sont pas plus certains. Devenus le produit de nouvelles impositions dont la perception est encore éloignée et même douteuse, ils me laissent dans le même dénuement que celui dans lequel je vis depuis cinq à six ans parce que j'ai voulu que les fonds de l'armée fussent faits avant qu'on s'occupât de trouver les miens. Ce qui me console est l'espérance que l'occasion politique viendra où j'aurai tout lieu de m'applaudir de ce sacrifice.

« Vous aurez déjà appris que le roi de Prusse a forcé les habitants en deçà de la Netze à lui prêter serment de fidélité. »

Du roi au comte de Monet.

« Varsovie, le 14 juin 1775.

« Je viens de demander, contre les dernières violences du roi de Prusse, la médiation de l'impératrice de Russie, voulant, si on ne nous fait pas droit, multiplier au moins nos actes d'opposition aux nouvelles usurpations de la Cour de Berlin.

« Quelque mes revenus soient déterminés, comme ils sont assignés sur les nouvelles impositions dont la levée ne doit commencer qu'au mois de septembre, mon sort, au lieu de s'améliorer, empirera jusqu'à la rentrée des premiers fonds, au mois de mars prochain. En attendant, mes dettes s'accroissent et amoindrissent peu à peu mon crédit. Je suis fort aise qu'il ait pu me procurer cette dernière année de vos appointements que je vous envoie. Il faut espérer que ce temps de détresse ne sera pas trop prolongé.

« En faisant part à M. le duc de Vergennes de l'avis que je vous donne ci-dessus, remerciez-le de ses bonnes dispositions pour moi ; priez-le de me les conserver et assurez-le de ma reconnaissance et de mon amitié. »

De roi au comte de Méné.

« Varsovie, le 24 janvier 1776.

« Votre dernière lettre m'a fait le plus grand plaisir parce qu'elle m'apprend les dispositions où se trouve actuellement le Cour de France d'envoyer ici un ministre pourvu que cette démarche soit concertée avec la Russie. Dans le moment présent, l'ambassadeur Stackelberg étant parti pour Pétersbourg où il doit rester jusqu'au milieu de mars, je ne puis faire usage de cette ouverture. Je ne veux pas, d'ailleurs, employer quelque autre que ce Stackelberg pour sonder le Cour parce qu'il est celui de tous les Russes que je connaisse qui a le plus d'inclination pour le système qui unit la France et la Russie. Je me suis assuré de sa façon de penser là-dessus en plus d'une occasion ; ainsi j'attendrai son retour. Vous serez informé dans le temps de ce qui se traitera entre nous à ce sujet. Quant à M. Durand, il a appris par ma propre bouche mes sentiments pour lui. Je n'ai à vous charger que de lui en renouveler les assurances et de le maintenir dans les bonnes dispositions où il est pour moi.

« Je ne vais de retour que d'avant-bies d'un voyage de chasse qui a duré huit jours et qui, malgré le froid extrême, a été favorable à ma santé. »

Du roi au comte de Monet.

« Varsovie, le 31 mai 1775.

« Je crois devoir vous instruire du départ de M. le comte Branicki pour Moscou où il est désiré et demandé. Quoiqu'il ne soit chargé d'aucune commission particulière de ma part, comme il est dans le même principe que moi, il ne peut qu'y favoriser mes vues sur l'alliance de cette Cour avec la France que j'ai fort à cœur, à laquelle je travaille et ne cesserai de travailler de tout mon pouvoir. Toutes mes notions me persuadent que ce ne sera point sans succès.

« Depuis que le Conseil permanent est formé, j'ai lieu d'éprouver tous les jours combien son plan est imparfait et son autorité gênée par des pouvoirs intermédiaires et indépendants avec lesquels elle a été combinée de la manière la plus indigeste. De là résultent mille dispositions équivoques sujettes à des interprétations vagues qui occasionnent des chocs continuels.

« Mes revenus ne sont pas plus certains. Devenus le produit de nouvelles impositions dont la perception est encore éloignée et même douteuse, ils me laissent dans le même dénuement que celui dans lequel je vis depuis cinq à six ans parce que j'ai voulu que les fonds de l'armée fussent faits avant qu'on s'occupât de trouver les miens. Ce qui me console est l'espérance que l'occasion politique viendra où j'aurai tout lieu de m'applaudir de ce sacrifice.

« Vous aurez déjà appris que le roi de Prusse a forcé les habitants en deçà de la Netze à lui prêter serment de fidélité. »

Du roi au comte de Monet.

« Varsovie, le 14 juin 1775.

« Je viens de demander, contre les dernières violences du roi de Prusse, la médiation de l'impératrice de Russie, voulant, si on ne nous fait pas droit, multiplier au moins nos actes d'opposition aux nouvelles usurpations de la Cour de Berlin.

« Quelque mes revenus soient déterminés, comme ils sont assignés sur les nouvelles impositions dont la levée ne doit commencer qu'au mois de septembre, mon sort, au lieu de s'améliorer, empirera jusqu'à la rentrée des premiers fonds, au mois de mars prochain. En attendant, mes dettes s'accroissent et anéantissent peu à peu mon crédit. Je suis fort aise qu'il ait pu me procurer cette dernière année de vos appointements que je vous envoie. Il faut espérer que ce temps de détresse ne sera pas trop prolongé.

« En faisant part à M. le duc de Vergennes de l'avis que je vous donne ci-dessus, remerciez-le de ses bonnes dispositions pour moi; priez-le de me les conserver et assurez-le de ma reconnaissance et de mon amitié. »

De roi au comte de Mautz.

« Varsovie, le 24 janvier 1776.

« Votre dernière lettre m'a fait le plus grand plaisir parce qu'elle m'apprend les dispositions où se trouve actuellement la Cour de France d'envoyer ici un ministre pourvu que cette démarche soit concertée avec la Russie. Dans le moment présent, l'ambassadeur Stackelberg étant parti pour Pétersbourg où il doit rester jusqu'au milieu de mars, je ne puis faire usage de cette ouverture. Je ne veux pas, d'ailleurs, employer quelqu'autre que ce Stackelberg pour sonder sa Cour parce qu'il est celui de tous les Russes que je connaisse qui a le plus d'inclination pour le système qui unirait la France et la Russie. Je me suis assuré de sa façon de penser là-dessus en plus d'une occasion, ainsi j'attendrai son retour. Vous serez informé dans le temps de ce qui se traitera entre nous à ce sujet. Quant à M. Durand, il m'apprend par ma propre bouche mes sentiments pour lui. Je n'ai à vous charger que de lui en renouveler les assurances et de le maintenir dans les bonnes dispositions où il est pour moi.

« Je ne suis de retour que d'avant-hier d'un voyage de chasse qui a duré huit jours et qui, malgré le froid extrême, a été favorable à ma santé. »

Du roi au comte de Monel.

« Varsovie, le 15 juin 1776.

» Je ne vous ai point écrit depuis quelques semaines parce que les préparatifs pour la prochaine Diète absorbent tout mon temps. Les objets essentiels qui doivent y être décidés ne me permettent pas de me reposer sur d'autres du soin de faire un choix de nonces les moins partisans que possible des anciens abus de notre gouvernement. Le but principal où tendent mes opérations (heureusement secondées par la Russie) est de remédier aux inconvénients sans nombre qu'entraînait après elle l'indépendance du Conseil permanent affecté par les généraux et les ministres au grand détriment de l'ordre et de l'administration. L'intérêt particulier oppose à mes mesures une résistance opiniâtre. J'espère néanmoins pouvoir m'en promettre quelque succès.

» Je suis bien affecté de ce que vous me dites de la santé de l'évêque de Noyon¹. Je lui souhaite une prompte guérison ; mais dans le cas où sa mort amènerait une nouvelle nomination de ma part au cardinalat, j'assure par vous MM. de Maurepas² et de Vergennes du plaisir avec lequel je référerai à la recommandation de leur maître dans le choix d'un nouveau sujet. Saisissez cette circonstance pour demander à M. de Maurepas son amitié pour moi. Dites-lui que, plein d'estime pour ses talents et ses vertus, je me joins avec empressement à l'Europe entière qui applaudit à la confiance dont Louis XVI l'honore. Instruisez-le de l'impatience avec laquelle j'attends le moment où s'établiront des liaisons plus suivies entre la France et la

¹ M. de Broglie, évêque de Noyon, connu sous le titre d'abbé de Broglie.

² Le comte de Maurepas (1701-1781) était depuis l'arrivée au pouvoir de Louis XVI président du Conseil des ministres. Il rétablit les parlements et appela Turgot et Necker, mais les abandonna lorsqu'il crut voir en eux des rivaux. Il ne tenta du reste rien de sérieux pour sortir la France de sa mauvaise situation financière.

Pologne¹. M. de Stackelberg continue à me flatter du concours de la Russie. Il avait touché la proposition du séjour d'un ministre français à Varsovie, mais la mort de la grande-duchesse a tout fait oublier. Je me permets maintenant de le retirer. En attendant l'effet de ses soins, il est une chose que je vous recommande essentiellement ; c'est d'obtenir de M. de Vergennes qu'il veuille bien concourir à rétablir tout à fait la tranquillité en Pologne, en conseillant à tous ceux sur l'esprit desquels il peut influer de travailler désormais à la réparation des malheurs passés, sur la base unique de leur attachement à moi et au gouvernement actuel. L'inquiétude et les divisions ont perdu la Pologne : la docilité et l'union peuvent lui rendre son existence. »

EUG. MOTTET.

(La fin prochainement.)

¹ Stanislas Auguste devait attendre encore plus de dix ans avant de voir un consul français à Varsovie et il ne put le conserver que très-peu de temps.

CHRONIQUE ITALIENNE

Le soi-disant impérialisme italien. — Raisons et faits précis. — Le voyage des journalistes suisses aux régions de la guerre italienne. — La Suisse vue de l'Adriatique.

Ce qui arrive en Italie depuis quelques mois me paraît chose singulière, digne du plus attentif et du plus sérieux examen. Ils commettent une erreur grossière, ceux qui, suivant leurs nonchalantes habitudes, s'arrêtent à l'apparence la plus commode, pour juger et définir tout le reste. À écouter les gens, l'Italie serait la plus avide parmi les puissances de l'Entente : celle qui, par sa manie d'expansions territoriales, contrasterait le plus avec les idées de Wilson et rendrait plus difficile la conclusion d'une paix juste et durable. C'est donc là, somme toute, de l'impérialisme italien.

Il se peut qu'il y ait, même en Italie, des cerveaux professant des doctrines impérialistes. Les doctrines ne sont pas comme l'amandier ou le sapin qui prospèrent seulement dans certaines terres. Et, en matière d'idées, tous les climats sont bons. Or certaines tendances, en particulier celle d'élargir les parois de la maison et les murs de jardin, s'expliquent très facilement quand la famille s'accroît et que les enfants sont vigoureux, entreprenants et courageux. C'est un phénomène tout aussi commun de voir un Etat, qui sait par expérience comme sont dangereuses et coûteuses les frontières exposées aux menaces étrangères, désirer améliorer les dites frontières. On ne trouvera pas non plus étrange qu'une nation, se sentant jeune et robuste, tende presque inconsciemment à prendre de l'expansion et à se raffermir. Et puis, au moment où d'autres pays aspirent pour leur propre compte à s'agrandir, ne serait-il pas injuste d'exiger

qu'une seule nation assume à elle seule l'austère gloire de l'abstention et du renoncement ?

Le terme d'impérialisme, vraiment, devrait signifier bien davantage et bien autre chose. Mais laissons là une querelle de mots. Cette impétuosité naturelle qui, d'ordinaire, accompagne la jeunesse et la force, appelez-la impérialisme, si cela vous fait plaisir. Il est certain que nul autre pays n'a montré, comme l'Italie l'a fait aussitôt après la victoire, un esprit qui a choisi si ostensiblement entre le désir de ce qui aurait été la grande récompense méritée et la considération de ce qui aurait été une récompense moindre, mais plus parfaite dans le sens de la justice. M. Bissolati, avec ce courage magnifique, tranchant et méprisant qui lui donne à lui, homme modéré, une physionomie si différente de celle de ses égaux, — M. Bissolati voulut sans ambages définir le *sui plus ultra* de l'agrandissement italien. Et il suscita une très vive réaction, déterminée en partie par la nouveauté un peu brutale du fait lui-même, en partie par sa générosité peut-être excessive dans l'évaluation des droits d'autrui. Mais si, sur certains points, bien peu de gens sont d'accord avec lui, il est suivi dans les lignes essentielles par une fraction considérable du pays. Il est même probable que la majorité de la nation soit avec lui ; en tout cas, cette conscience scrupuleuse et cette volonté droite devront exercer quelque effet sur les décisions suprêmes, quoi qu'on soit appelé à décider. Ce qu'on soit déjà des tractations avec la Grèce laisse sérieusement prévoir avec quel esprit et quelles distinctions l'Italie abordera les autres questions.

A coup sûr, le problème des Yougoslaves exigera de la part de l'Italie une patience, une abnégation et un calme infinis. Non seulement à cause du mélange confus des deux races sur l'autre côté de l'Isonzo, non seulement pour cette complexité de rudesse barbare, d'immodestie balkanique, d'astuce levantine, de cupidité primitive dont le désordre remplit l'âme yougoslave, mais aussi parce que Slovénes et Croates étalent, dans la défunte monarchie, et sont encore les représentants du plus

acerbe sentiment anti-italien. La vieille italophobie autrichienne est restée vivace et active chez les Slaves méridionaux, plus que chez les Allemands et les Hongrois d'Autriche. Les Slaves, on le sait, poursuivirent jusqu'au dernier moment un âpre combat contre l'armée de Diaz, malgré le pacte de Rome ; le pays répondait et obéissait au général Boroëvic plutôt qu'à l'émigré Trumbic. L'Autriche battue, ces très purs Autrichiens se sont promptement jetés du côté du vainqueur, de sorte que l'Italie se trouve, à leur égard, dans la très étrange situation de devoir les considérer comme des amis, presque comme des alliés, alors même qu'ils gardent une mentalité ennemie. Certes, à aucun peuple ne s'est jamais présentée occasion si difficile et si honorable de prouver sa force morale et sa fidélité à ces principes de convenance supérieure qui s'appellent aussi principes de justice. Mais Mazzini était Italien....

— En politique, il y a des personnes qui prêtent peu de créance aux pures raisons : c'est montrer sans doute une bonne prudence et une défiance justifiée. Mais ensuite, un jour ou l'autre, l'histoire sort de sa réserve ; les raisons — lorsqu'elles sont fondées et non pas sophistiquées — trouvent une lumineuse confirmation dans la pleine connaissance des faits. Combien n'a-t-on pas écrit, par exemple, et combien n'a-t-on pas discuté sur la légitimité des motifs qui, en 1915, forcèrent l'Italie à entrer en guerre contre son alliée d'hier ! Légitimité qui fut ouvertement niée même par de nombreux Italiens, lesquels adoptaient volontiers, à l'égard de l'attitude de l'Italie, la définition austro-germanique de la trahison. Et lorsque Salandra, Sonnino et les autres protagonistes de la guerre italienne vinrent déclarer que, tôt ou tard, le grand duel entre l'Italie et l'Autriche devait arriver et qu'en n'intervenant pas dans la grande lutte présente l'Italie aurait été assaillie demain, dans des conditions bien plus difficiles, par l'implacable voisine qui préparait son agression depuis des années, — lorsqu'on disait tout cela, les déjà convaincus et les autres avaient l'air de gens entendant des paroles aussi pauvres en vérité que riches en son.

« Ces Italiens sont de grands avocats ! » s'éclamaient les auditeurs les moins sévères. Et peut-être pensaient-ils que le « trahison » de l'Italie était un bien, le bien qui fournissait à la trop pacifique algèbre bicéphale des motifs suffisants pour reprendre sous ses ailes les impériales cites de Vérone et de Venise....

Mais voici que la légende de la trop pacifique algèbre bicéphale est démentie aussi bien par les généraux de Vienne que par les avocats de Rome. Je veux faire allusion à l'interview à laquelle s'est prêtée le général Conrad de Hotzendorff le mois dernier. Espérons que la dernière déclaration du respectable général aura été accueillie à Zurich et à Berne avec le crédit que nos considérés ont toujours accordé aux paroles autrichiennes. « Ce n'est pas contre la Serbie, dit le vieux soldat, mais contre l'Italie que la guerre devait être entreprise. » Et il en aurait été ainsi, si ses exhortations pressantes, à lui, Conrad, avaient été écoutées. L'Italie, à ce moment, était militairement mal préparée et politiquement isolée. Peut-être aurait-on réussi à assaillir l'Italie sans provoquer la guerre européenne. Après avoir mis hors combat l'ennemi séculaire du front sud-ouest, on aurait pu penser aux autres en toute sécurité et avec toute chance de succès.

Telle est donc — en substance, sinon littéralement — la pensée du plus éminent personnage militaire autrichien. On ne peut dire qu'il ait tort. — en se plaçant à son point de vue étroitement militaire. L'Autriche avait inscrit à son programme la guerre contre l'Italie. Conrad voulait commencer sur l'Adige et sur l'Isonzo, mais l'idée de commencer sur le Danube prévalut. Question de préséance. Si l'entreprise avait bien réussi de ce côté, on aurait vivement continué de l'autre. Et l'Italie, en décidant de sortir de sa neutralité, ne fit pas autre chose que de pourvoir à sa sécurité, pendant qu'il était encore temps. Trahison ? Oui, si la politique de Giolitti l'avait emporté. Car, en une telle occurrence, l'Italie aurait trahi sa propre cause et, du même coup, les suprêmes intérêts de la civilisation.

— Un groupe de journalistes suisses, dont faisait partie le

redacteur de la *Bibliothèque universelle* et l'auteur de cette chronique, a, répondant à une invitation courtoise du gouvernement italien, visité en décembre dernier Trente, Trieste, Fiume, Zara et quelques grands champs de bataille de la guerre italo-autrichienne. Je ne répéterai pas ici ce que nous avons déjà raconté ailleurs, moi et d'autres mieux que moi, sur les terribles et glorieuses blessures faites par la guerre à ces pays, sur la joie solennelle des cités *redente*, sur la passion enthousiaste de ces autres cités très italiennes de l'Adriatique, qui veulent être aussi reçues dans la grande famille nationale. Si le désir de Fiume et de Zara n'est pas exaucé, la victoire de ceux qui luttèrent pour le droit des peuples serait ternie d'une ombre cruelle.

Mais notre voyage fut aussi remarquable parce que nous n'étions pas retournés en Italie depuis quelque temps. Une des choses les plus hautes et les plus émouvantes a été, pour nous, après cette dernière année d'épreuve qui fut la plus cruelle, la réapparition de l'âme italienne, dans la pleine lumière de la victoire. Aucune plainte sur ce qui n'aurait pas dû être ou ce qui aurait dû être mieux fait, aucune manifestation de cet orgueil exultant et déréglé qui est l'effort des petites consciences pour se mettre au niveau des bonheurs immérités ; pas l'ombre de cette exaltation frénétique qui est la victoire des nations barbares, encore presque plus sauvages dans la fête que dans la lutte. La joie que nous avons vue et entendue était sereine, paisible, dépouillée de toute haine, tempérée jusqu'à une certaine lassitude virile, attristée par la pensée de deuils irréparables. « Battisti n'est plus là, Sauro non plus, et aussi tant d'autres valant mieux que nous », ainsi parlait un des jeunes gens qui nous accompagnaient. Et à Trieste, durant une festivité, j'entendis ces autres paroles : « Non, la fin de la guerre ne me plaît pas.... »

J'ai parlé de lassitude. Chose humaine et respectable, quand elle suit de beaux et grands efforts et qu'elle n'est pas un signe de dépression. Quand elle est, comme nous l'avons vu, un juste désir de repos, de retour et d'oubli ou, peut-être, de plus grands recueils ; mais sans qu'une seule des forces opé-

rentes hier soit éteinte ou détruite. « Écoutez donc, me disait un des matelots du navire de guerre qui nous transportait de Fiume à Zara, je suis soldat. Nous sommes tous soldats, nous sommes loin de cher nous depuis des mois et des années et nous désirons y rentrer. Mais nous aimerions mieux rester plutôt que de rentrer à la maison en laissant irresolue une question comme celle de Fiume et de Zara. Ou bien la justice à laquelle nous avons droit, ou bien combattre encore. Nous sommes prêts à combattre encore. »

Et, en discutant un soir avec un jeune lieutenant, autrefois avocat à Venise et fin connaisseur des choses de l'art, je lui rappelai une certaine mentalité funeste, répandue avant la guerre en Italie et ailleurs : ce manque d'aptitude de la dernière génération à trouver quelque chose pouvant paraître digne du besoin si humain de croire et d'espérer, ce scepticisme, sincère ou simulé, qui, de toute façon, se traduisait soit par un défaut d'activité intellectuelle, soit par un excès d'activité purement physique ou utilitaire ; cet esprit critique, parfois si désordonné qu'il en devenait plutôt esprit de destruction ; cet embarras moral produisant chez les moins bons la pure malice et chez les bons la noire mélancolie. « Le mal est passé, me répondit-il, la crise est surmontée. » Et sa conviction (je ne sais si elle n'est pas trop optimiste) apparaissait confirmée par mille faits, grands et petits, qui se présentaient à sa mémoire en rangs pressés ; tout ce qu'il avait vu et entendu depuis trois ans ne pouvait avoir qu'une signification ample, solennelle, sereine....

Et il me cita des exemples très significatifs de cette admirable poésie (la seule vraiment naturelle) qui fleurit dans les rudes dictions et dans les pauvres écrits d'un peuple ému par une profonde passion, enflammé par une grande foi. Certains mots valent les faits les plus virils : la phrase sereine que le pauvre petit soldat adresse des champs de bataille à ses chers éloignés ; la plaisanterie que le mourant décoche en face de la mort ; les propos rabâchés et sans grâce, tenus déjà tant de fois, mais devenus extraordinairement significatifs au moment du silence ou du

tumulte de certaines heures tragiques.... Et cent autres paroles, toutes diversement admirables.

Quand on pourra composer l'anthologie vraie et complète de la guerre, l'anthologie qui recueillera non seulement et non pas tant des articles de journaux, de revues ou des pages de livres, mais aussi des lettres de combattants, des feuillets de calepins et les paroles connues de ceux seuls à qui elles furent adressées, les strophes restées, dirais-je, suspendues par leurs ailes de feu dans le ciel redevenu limpide, personne alors n'affirmera plus que la guerre ait tué la poésie en Italie. Oui, la tempête avait dévasté ces hautes frondaisons délicates qui, pour être de la poésie, n'en méritent pas tout le nom et tout l'honneur ; mais, au pied de la grande plante et, plus haut, le long du rude tronc, d'autres rejetons, plus frais et plus vivaces, ont poussé au soleil. On peut donc dire que, si la nation italienne a mérité de vaincre et a vaincu, ce fut parce qu'elle sut gagner à sa formidable entreprise toutes les activités les plus juvénilement poétiques de la tradition séculaire.

— Partout, à Trente, à Padoue, à Trieste, notre qualité de citoyens suisses nous a valu un accueil joyeux et cordial. A Fiume et à Zara, nous fûmes reçus par des clameurs enthousiastes de : « Vive la Suisse ! » Dans ces pays lointains, la Suisse a gardé encore intacte, voilée de solennité mystique, sa signification de pays libre et démocratique par excellence. Ces braves hôtes nous reçurent comme si nous descendions directement de la légende de Guillaume Tell. Nous en fûmes profondément touchés, on le conçoit, mais aussi un peu troublés. Nous n'avons rien dit, comme c'était notre devoir, qui eût pu trahir quelque doute intérieur. Mais nous ne pûmes nous empêcher de penser que des rayons de cette admirable auréole se sont obscurcis. Peut-être brilleront-ils de nouveau, si nous le voulons bien.

FRANCESCO CHIESA.

CHRONIQUE AMÉRICAINE¹

L'émigration et son influence sur l'opinion publique. — La presse allemande et les Etats-Unis. — La question des réparations. — Problèmes d'après-guerre. — A propos de mariages entre Français et soldats américains. — Tourisme morbide. — Un livre du jour.

Au moment où nous commençons cette lettre, on est encore sous la première impression de la conclusion inespérée de l'armistice. Il est assez curieux de constater que ce même éloignement du théâtre des hostilités, qui empêcha si longtemps les Américains de se bien pénétrer de l'existence d'un état de guerre, les empêche aujourd'hui de comprendre qu'un armistice ne veut pas dire paix et les amène à croire que tout est bel et bien terminé. A entendre beaucoup d'entre eux, on voit qu'ils ne seraient pas éloignés de dire, comme dans le couplet final d'un vaudeville de Scribe :

Allez, monsieur, que tout soit oublié !
Je vous offre mon amitié.

Telle est même la force de ce courant d'opinion dans certaines grandes villes que le gouvernement y voit, avec raison, un autre aspect de la propagande pro-germaine aux Etats-Unis. Les pacifistes, sous l'impression du trop célèbre sénateur La Follette, relèvent la tête ; une certaine presse réclame la démobilisation immédiate avant la conclusion de la paix et l'on voit des jeunes gens timides au sort se hâter de déchirer leurs cartes d'enregistrement militaire.

Rien de bien étonnant dans tout cela, en somme, pour qui connaît le caractère américain, prêt à passer incontinent d'un extrême à l'autre et impatient de nouveauté. Mais ce qui est plus surprenant, c'est l'apparition de cortèges composés de soldat socialiste portant le drapeau rouge dans les rues de New-York. On ne peut s'expliquer ceci, semble-t-il, que par les agi-

¹ Révisé par la censure.

sements d'agents provocateurs à la solde de l'Allemagne. En tout cas, ces ineptes manifestations sont réprimées vigoureusement par la population.

Les porteurs de l'emblème séditieux ne vont pas loin et reçoivent rapidement de la main des passants, et surtout des militaires en congé, une correction plus efficace que celle que pourrait leur administrer la loi.

— Les Allemands qui, avant 1917, se basaient sur leur influence en Amérique pour escompter la neutralité des Etats-Unis ou tout au moins l'impossibilité de la part de ceux-ci à mettre sur pied des forces suffisantes, invoquent à présent leurs anciens liens d'amitié avec les Américains pour essayer d'obtenir des vivres et un traitement de faveur. Cependant leur attitude d'aujourd'hui ne cadre guère avec le ton de leur presse d'hier. La *Kölnische Zeitung* nous informe en effet que le président Wilson agit à l'égard des puissances centrales « avec la grossière brutalité d'un cowboy. » Quant à la *Neue Freie Presse* de Vienne, elle déclare que le président est hanté du désir de « s'arroger l'hégémonie du monde. » Washington est destiné à devenir le centre où se décideront les destinées de l'Europe et New-York le marché où les nations ruinées par la guerre viendront « mendier le capital nécessaire à leur réhabilitation. »

Les mauvais esprits pourraient bien répondre à ceci que l'Allemagne ne montre pas particulièrement de fierté en venant prier le président Wilson de leur accorder de la nourriture. Mais à quoi bon chercher la petite bête ? Il est plus instructif de remarquer que la presse teutonne qui, il y a un an à peine, voyait dans la France et les Etats-Unis des nations jetées dans la guerre par l'Angleterre, avertit maintenant charitablement celle-ci que la paix ne saura être assurée que quand la Grande-Bretagne comprendra qu'elle a bien plus à craindre de l'Amérique que de l'Allemagne.

— Il ne faudrait pas croire cependant que tout le monde aux Etats-Unis partage à l'égard de l'Allemagne les sentiments de mansuétude dont je parlais plus haut. On peut même dire que la tendance à cette générosité un peu hâtive se rencontre surtout

dans les classes dites « intellectuelles » ou parmi les gens très pieux et les pacifistes. Ce sont ces individus dont la presse recueille en général l'opinion, ce qui fait croire souvent à une presque unanimité, alors qu'en réalité il y a aussi un autre courant d'idées. Le peuple, qui a le plus souffert, en somme, des perturbations économiques dues à la guerre, n'est pas du tout disposé à s'imposer de nouveaux sacrifices afin de nourrir les empires centraux. Mais d'autres personnes vont plus loin et préconisant l'institution d'un boycottage d'après-guerre des marchandises allemandes. Après tout, ce serait une juste punition pour la destruction systématique par les Teutons en Belgique et en France — particulièrement dans la région de Saint-Quentin — de tous les outillages, métiers, etc., susceptibles de pouvoir aider à la concurrence commerciale des Alliés.

Toutefois, s'il est facile de se venger, et même en admettant que la vengeance soit un plaisir divin, il se trouve aux États-Unis des économistes très pratiques qui sont opposés à l'application de cette peine du talion, non par sentiment, mais parce qu'ils ne voient pas comment une Allemagne insuffisamment nourrie et privée de débouchés arrivera à s'acquitter de la dette formidable imposée par les vainqueurs. Il est certain aussi que le fardeau des indemnités de guerre pèsera bien plus lourdement sur les classes pauvres, qui ne sont pas à blâmer pour cette guerre, que sur la caste à laquelle nous devons la tourmente de ces quatre années et demi de lutte. La question, évidemment, est délicate et complexe, et d'ailleurs il est encore trop tôt pour y voir clair.

— La cessation des hostilités fait surgir naturellement bien des questions. Cependant, il faut considérer que le trouble économique a été beaucoup moins long aux États-Unis qu'en Europe. Par exemple, les hommes appelés sous les drapeaux ne sont pas restés absents assez longtemps pour perdre leurs positions dans la vie civile, soit de leur propre fait par suite d'un changement de disposition, soit du fait de leurs employeurs. D'un autre côté, le chiffre de nos pertes est comparativement minime : il y a eu plus 40 000 tués, morts des suites de blessu-

res, de maladie, etc., dans le corps expéditionnaire. Même en ajoutant à ce nombre celui des blessés devenus invalides, on n'arrive pas à un total susceptible d'affecter d'une manière appréciable la main-d'œuvre commerciale ou industrielle. Un peu plus sérieux est le problème du réajustement causé par la fermeture des ateliers de fournitures de guerre. Ce n'est pas qu'il y ait manque de places pour ces ouvriers, mais ils ont été si gâtés par des salaires fantastiques qu'ils sont devenus difficiles à satisfaire. On a vu des manœuvres, sans aucune expérience, gagner près de 25 francs par jour. Dans certains cas, pressé par le temps, le gouvernement a payé des charpentiers jusqu'à 60 francs la nuit. Une énorme proportion de ces travailleurs n'ont rien mis de côté, préoccupés surtout de jouir de l'aubaine inespérée. Je pourrais citer une famille de pauvres ouvriers qui a consacré les premiers 2000 francs reçus dans un arsenal à acheter... un piano. On voit des individus qui, avant la guerre, y regardaient à deux fois avant de prendre le tramway posséder maintenant une automobile. Le malheur est aussi que nombre de ces gens-là, escomptant de longs mois d'occupation à ce taux normal, se sont engagés dans des dépenses payées par acomptes : la fin brusque de la guerre les prend au dépourvu, ils se voient obligés de restituer les autos, mobiliers, pianos, phonographes, etc., achetés de cette manière et tous les acomptes versés sont perdus.

Quoiqu'il en soit, il semble que l'ensemble de la situation ne soit pas aussi grave que la presse, avide d'articles à sensation, s'efforce de le faire croire.

Le problème le plus sérieux peut-être est celui soulevé par la présente nationalisation des grands services publics, les voies ferrées, le télégraphe, le téléphone, le transport par grande vitesse. Ce qui était une mesure de guerre deviendra-t-il permanent ? Là-dessus, les avis sont fort partagés et les discussions extrêmement vives et passionnées. La majorité de la nation regarde de travers la mainmise de l'Etat sur ces services, particulièrement sur les voies ferrées. On fait observer que la gestion du directeur général des chemins de fer a été très coûteuse et le

publié infiniment plus mal servi qu'avec le système de l'initiative privée. Mais, en revanche, il n'est guère possible de se faire une opinion sur ce point pendant une crise comme celle que nous traversons.

Au moment où le gouvernement a étendu son contrôle sur les voies ferrées, plusieurs des compagnies étalent en si mauvaises passe qu'elles voyaient poindre la faillite : il n'est peut-être pas très juste de faire un crime à l'administration fédérale de ne pas avoir fait, dans des conditions à peu près identiques, de brillantes affaires. La vérité est que, dans ce pays-ci, l'étatisme est mal vu : toute ingérence de ce dernier dans le domaine de l'industrie ou du commerce est considéré comme un danger pour les idées démocratiques.

— Parmi les diverses questions nées de la guerre, il en est une qui ne manque pas d'originalité. C'est celle du mariage de soldats américains avec des femmes françaises. Une violente polémique a été soulevée sur ce point par l'*Evening Telegram*, de New-York. L'article en question était, en somme, une réponse aux sentiments d'inquiétude exprimés par de jeunes Américaines que troublaient certains symptômes : l'unanime admiration témoignée par les soldats yankees pour les Françaises, des fiançailles et même quelques mariages dans les cantonnements « en arrière du front. » L'auteur — une femme de lettres bien connue — affirmait que les soldats n'avaient pu tout de trouver les jeunes Françaises supérieures sous le rapport du sentiment, de la modestie, et des qualités domestiques ; que ces unions seraient désirables parce qu'elles introduiraient en Amérique un élément féminin pouvant servir d'exemple à la majorité du beau sexe du Nouveau Monde. C'est ce qui a provoqué les controverses. Des foules de protestations sont adressées aux journaux, en vue de démontrer la fausseté de ces allégations ; on fait aussi ressortir qu'il y aurait ingratitude de la part des soldats américains à négliger ces femmes des Etats-Unis qui ont travaillé et souffert pour eux pendant la guerre ; on montre le confort et le luxe de l'*American home* comparé à celui de la même classe sociale en France, etc., etc. Il faut

reconnaître que nombre de femmes des Etats-Unis se déclarent les champions de leurs sœurs de France, en avouant sans hésitation que, quelques attraits que possède l'Américaine, elle ne peut certainement pas être regardée comme le type idéal de l'épouse affectionnée, de la ménagère économe et prévoyante.

Une discussion approfondie de la question nous entraînerait trop loin ; mais il nous est permis de déclarer que, personnellement, ce ne sont pas les qualités domestiques des Américaines qui nous ont jamais frappé — excepté par leur trop fréquente absence. L'extravagance, le gaspillage, la négligence sont les grandes plaies de la race ; et le beau sexe ne constitue pas assez souvent, malheureusement, une exception à la règle.

— Il sera intéressant d'étudier l'influence de la guerre, non seulement sur notre économie domestique ou politique, mais sur les habitudes de la nation. On a lieu de craindre, toutefois, que la courte durée de la crise ait empêché celle-ci de porter les fruits que certaines gens espéraient. Il y a déjà quelques indices permettant de le croire. Pour n'en citer qu'un : l'armistice était à peine signé qu'une nuée de futurs touristes s'apprétaient à aller en Europe se repaître de la vue de villes en ruines et se délecter de la désolation des champs de bataille. Des agences de voyages avaient promptement élaboré, pour ces gens avides d'émotions, des tours spéciaux, avec la perspective alléchante de fouilles dans les anciennes tranchées, comme cela se pratique sur la terre des Pharaons. Pourquoi pas ? Dès novembre 1916, un groupe de Barnums américains avait bien projeté de commercialiser le champ de bataille de la Marne et d'y transporter, des Etats-Unis, des hôtels démontables pour l'usage des visiteurs.

Malheureusement, un gouvernement dépourvu d'idéalisme a opposé un veto formel aux demandes de passeports. Les touristes, surtout américains, ne sont pas ce qu'il faut à la France et à la Belgique dans ce moment-ci, où les aliments et les facilités de transport sont à peine suffisants pour les besoins de l'armée et des populations de la zone d'opérations. La vie, en Europe, est du reste assez chère pour qu'il ne soit pas désirable

de lui donner encore des chances d'augmenter sous l'influence des habitudes de gens prêts à surmonter les obstacles à coups de dollars.

— L'espace nous manquant pour citer tous les principaux livres du moment, nous nous bornons aujourd'hui à indiquer *A Reporter at Armageddon*, par M. Will. Irwin. On trouve là des aperçus intéressants sur différentes régions de l'Europe pendant cette guerre. L'auteur a séjourné notamment à Berne et au camp de Murren; et ses impressions pourraient avoir de l'utilité pour les monographies suisses sur l'Internement, l'échange des prisonniers et les questions qui s'y rattachent.

GEORGE NEXLEY TRESCOTT.

CHRONIQUE SUISSE ALLEMANDE

Le jubilé de la Réformation suisse. — Zwingli à Zurich. — Une grande œuvre nationale. — Le centenaire d'Alfred Escher. — Un grand homme d'action. — Ce qu'opinaient Gottfried Keller sur ce sujet. — M. Édouard Kappeler et la littérature suisse. — Romans et nouvelles par Meinrad Lämmli, Jacob Boudart, Adolphe Frey. — Publications d'art.

On pourra dire de l'année 1919 qu'elle aura été l'année des jubils : à Zurich on en a célébré ou célébrera trois, celui de la réforme zwinglienne et ceux des centenaires d'illustres citoyens, Alfred Escher et Gottfried Keller.

Pour la réforme zwinglienne on a choisi le 1^{er} janvier, car ce fut ce jour que Zwingli, qui venait d'être nommé curé de Zurich, monta, pour la première fois, dans la chaire du Gross-Münster et annonça à ses ouailles que, dans ses sermons, il ne s'en tiendrait plus aux dogmes enseignés par l'Eglise, mais expliquerait les livres de la Bible les uns après les autres, s'étant donné pour tâche de prêcher la doctrine du Christ dans toute sa pureté. Bien que la séparation de l'Eglise catholique ne se soit effectuée que quelques années plus tard, c'est bien à cette date qu'on peut placer les débuts de la Réforme en Suisse allemande.

Cette réforme a plus d'importance qu'on ne serait tenté, au premier abord, de lui attribuer. Récemment, un historien français catholique, M. Imbart de la Tour, mettant en regard l'œuvre de Luther, de Calvin et de Zwingli, affirmait hardiment que, pour leur importance mondiale, les systèmes de ces derniers, « ordonnés, cohérents, puissants, eurent une influence plus générale que celui de Luther. » Et, pour s'en tenir à la réforme zwinglienne, il montrait que l'Angleterre, avant d'avoir sa réforme, se rallia, sous Edouard VI, à la doctrine de Zwingli ; que celle-ci déborda sur la Bavière, le Wurtemberg, la Prusse rhénane et la Westphalie. Le mérite de la doctrine zwinglienne est aussi aux yeux de M. Imbart de la Tour d'avoir à l'Etat-puissance de l'Eglise luthérienne opposé la théorie de la liberté et du droit des peuples ¹.

Tous ces services, il importait de les remettre en honneur à propos de cet anniversaire, et c'est ce qu'ont fait unanimement les Eglises réformées suisses. Indépendamment de services religieux et autres manifestations publiques, elles ont publié un grand nombre d'écrits qui sont venus enrichir la littérature zwinglienne et protestante. Zurich surtout, grand centre intellectuel et métropole des études historiques en Suisse, s'est distinguée par ses travaux. Il en est de populaires, comme cette excellente étude de M. Paul Burckhardt, *Ulrich Zwingli* ², qui met surtout en relief ce qu'il y eut de suisse dans la pensée religieuse du réformateur, individualiste, républicain, qui toute sa vie lutta contre le pouvoir temporel des princes, de l'Eglise, qui fut un apôtre de la liberté et « qui, en tombant pour défendre sa foi, mourut couronné de la gloire du martyr. »

Humaniste au premier chef, on peut dire aussi de Zwingli qu'il fut l'instituteur de son peuple et l'un des premiers en date des grands pédagogues dont s'enorgueillit la Suisse. Pour lui, l'instruction populaire était le premier devoir des conducteurs spirituels. « La vérité est pour moi, disait-il, ce que le

¹ *Revue de métaphysique et de morale.*

² *Huldreich Zwingli. Eine Darstellung seiner Persönlichkeit und seines Lebenswerkes.* Zürich, Rascher, 1919.

soleil est pour le monde. » Il attendait beaucoup des lumières pour les progrès de l'humanité. Grand travailleur, il exigeait beaucoup de ses élèves. Il ne cessait d'inciter la jeunesse à apprendre. Ce qu'il n'avait pu faire par son enseignement oral, il le complétait par la plume. Innombrables sont les écrits et traités qu'il a composés. Des érudits suisses ont, à l'occasion de ce jubilé, réuni les plus importants dans une œuvre populaire : *Choix des écrits de Zwingli*¹. Ce qu'ils ont voulu aussi populariser, ce sont les lettres du réformateur qui, à l'instar de Calvin, en fit un instrument de propagande. Il en écrivit un nombre considérable, mais trois cents seulement sont parvenues jusqu'à nous. Rédigées en latin ou en vieux allemand, elles avaient besoin pour atteindre un plus grand cercle de lecteurs d'être traduites en allemand moderne. Un pasteur de Stämmheim, M. Oscar Farner s'est chargé de ce soin. Un premier volume vient d'être publié. Les correspondants de Zwingli sont Vadian, Watt, Erasme, Myconius, Decolampade, Nicolas de Wattenwyl, Pierre de Stéville, à Grenoble, et quelques contemporains². Tout à tout le réformateur s'y montre sous les traits de l'humaniste, du chef spirituel, du conducteur de conscience qui, pour les disciples incertains, joue le rôle que jouait l'apôtre aux temps apostoliques. Zwingli n'est pas un épistolier parfait. Erasme lui reprochait de ne point lier assez son style et le violent Luther disait brutalement : « Ce paysan de Zwingli me paraît avoir étudié sous la colère des Muses et la disgrâce de Minerve. » Mais quelle vie chez cet homme, quel enthousiasme et quelle ardeur dans sa lutte pour la vérité !

Zürich a voulu honorer l'homme qu'elle considère comme le plus illustre de ses fils par une œuvre qui est à la fois un monument de science et un monument d'art. Les plus importantes

¹ *Erlich Zwingli. Eine Auswahl aus seinen Schriften. Im Auftrag des Kirchenrates des Kantons Zürich überreicht und herausgegeben von Dr. Georg Fischer, Dr. Walter Kohler und Prof. Dr. Arnold Rigg. Zürich, Schulhaus & Co, 1909.*

² *Historisch-Zwingli's Briefe. Erster Band, 1518-1525. Zürich. Rascher, 1909.*

instituts scientifiques et politiques de la ville, les archives d'Etat, la Bibliothèque centrale, la Fondation pour les recherches scientifiques à l'université, l'Association Zwingli et la grande société d'imprimerie et d'édition qui édite la *Feuille officielle* se sont groupés pour publier un livre qui par sa beauté typographique, la richesse de son illustration, sa valeur documentaire et l'importance de ses travaux, peut se placer parmi les plus belles publications qui ont jamais paru en Suisse. Ce n'est pas une mince fierté pour nous que de savoir qu'un tel livre — un grand in-folio qui rappelle les beaux temps de la Renaissance — ait pu être entièrement exécuté chez nous; que papier, reliure, tirage des planches soit uniquement une œuvre suisse et surtout qu'on ait le sentiment que nulle part ailleurs on n'aurait pu faire si bien. L'*Ulrich Zwingli*¹ qu'on nous donne et où tout est si harmonieux, jusqu'à la couleur et l'ornementation de la couverture, est une vraie encyclopédie de la Réforme zuricoise ou mieux encore de l'esprit qui présida à cette Réforme. On y assiste en effet à cette renaissance des lettres, des arts et de la foi qui est la marque du début du seizième siècle. Entendant glorifier ce mouvement dans son représentant le plus illustre, les sociétés zuricoises ont voulu, comme elles disent, « présenter en une œuvre digne de ce chef de la Réforme suisse allemande, patriote ardent, homme clairvoyant qui posa les buts que la Suisse devait réaliser trois siècles plus tard. » Tout cela nous est montré dans une série d'études rédigées par des spécialistes autorisés. M. Meyer de Knonau a tracé un tableau de Zurich en 1519; M. W. Köhler, professeur de théologie, a étudié Zwingli comme personnalité religieuse. Notre grand historien national, M. W. Oechsli, a fait un portrait de Zwingli comme homme d'Etat où il affirme qu'il fut « le politique le plus hardi de la Suisse dans le plan qu'il forma dès le seizième siècle de créer une grande Confédération puissante et unie. » M. Oscar Farner nous a dépeint sous des couleurs sédui-

¹ *Ulrich Zwingli. Zum Gedächtnis der Zürcher Reformation, 1519-1919. Gedruckt und verlegt von der Buchdruckerei Berichthaus im Jahre 1919.*

santes la vie de famille du grand réformateur et M. Hans Lehmann, directeur du Musée national, a esquissé l'histoire de l'art züricois à l'époque de la Réforme.

Tous ces travaux, naturellement, sont accompagnés de planches en couleurs ou en noir qui reproduisent les portraits de Zwingli et de ses collaborateurs, ceux des hommes d'Etat et des réformateurs et humanistes de son temps. On voit aussi des tableaux de Zurich à vol d'oiseau, de ses églises et de ses monuments. Un grand nombre de lettres de Zwingli ou de ses correspondants (soixante-treize en tout) sont données en fac-similé. Egalement en fac-similé une multitude de documents intéressant la Réforme à Zurich et en Suisse, — manuscrits de Zwingli, mandements, ordonnances, décrets, placets, requêtes aux Confédérés, suppliques, brochures, pamphlets, titres de Bibles züricoises, de livres chers à Zwingli, avec des notes marginales de sa main, de manuels scolaires et de calendriers; parmi ces pièces rares, un en voit de fort curieuses, tel l'ordre de mobilisation pour la campagne de Kappel en 1531.

Ce livre, œuvre de piété filiale, fait grand honneur à ceux qui en ont conçu l'idée et qui l'ont exécutée. Zurich, une fois de plus, vient de prouver qu'il est à la hauteur de toutes les grandes entreprises.

— Un jubilé züricois qui a été aussi l'occasion d'une autre publication importante est le centenaire d'Alfred Escher qu'on a commémoré le 20 février.

Alfred Escher n'est peut-être pas le plus grand homme politique de la Suisse au dix-neuvième siècle, mais il est certainement celui qui a exercé l'action la plus forte sur notre vie publique. Débutant vers 1844, au moment du développement de la vie industrielle en Suisse, il a été par excellence le représentant de ce qu'on pourrait appeler le manchestérisme en politique. Persuadé que la grande affaire de l'homme d'Etat est d'accroître le bien-être du peuple, il mit tout son zèle à réaliser la chose dans son pays. Alfred Escher fut chez nous le grand entrepreneur d'œuvres d'intérêt public : les voies ferrées et les instituts financiers, le Nord-Est et le Gothard, la Société de crédit suisse et la Société

de rentes suisses. Issu d'une famille d'hommes d'affaires, il porta en politique l'esprit des affaires. Son activité, du reste, s'étendit à d'autres domaines : s'il sembla s'intéresser médiocrement aux choses de la pensée pure, à la littérature et à l'art, en revanche son attention se porta sur toutes les questions capables de développer la science, surtout dans ses applications pratiques. A Zurich, il fut le promoteur de la première Ecole industrielle et à l'université, lorsqu'il dirigea le département de l'instruction publique, il favorisa le développement des sciences naturelles et de la médecine. Il ne faut pas oublier non plus que vers 1850 ce fut Escher qui reprit aux chambres fédérales le projet de création d'une grande école technique suisse qu'avait préconisé Stapfer pendant l'époque de l'Helvétique. Ce projet, qu'il défendit avec persévérance au Conseil national, aboutit à la création du Polytechnicum fédéral.

De tels services méritaient d'être rappelés et il faut remercier l'historien qui s'est chargé de ce soin, M. Ernest Gagliardi. Sa biographie d'Alfred Escher a paru le jour même de l'anniversaire de l'homme d'Etat zuricois¹. Le portrait de l'homme est complet : on y voit que ses qualités dominantes étaient le goût de l'action, le sens pratique, l'esprit de décision et l'art de conduire les hommes. Alfred Escher était donc prédestiné à faire de la politique : lutteur de tempérament, l'obstacle, loin de l'arrêter, était au contraire pour lui un stimulant. Armé de pied en cap, il était toujours prêt pour la lutte et se lançait tête baissée dans la mêlée. Despote et autoritaire, il exigeait que tout plîât devant sa volonté. Dans son entourage il ne tolérait que des subalternes ou des créatures. Pourtant tout le monde, à Zurich, ne consentait pas à plier le genou devant lui. « Qui ne fait pas la cour à Escher, écrivait Georges de Wyss, est son ennemi. Peu m'importe. Sa bande fût-elle dix fois plus nombreuse, je ne céderai pas. »

On comprend que l'action d'un tel homme ait été grande dans son canton. On peut dire que de 1844 à 1869 Escher fut

¹ *Alfred Escher. Vier Jahrzehnte neuerer Schweizergeschichte, von Ernst Gagliardi. Erste Hälfte. Frauenfeld, Huber, 1919.*

l'âme de la politique zuricoise. Bien que sorti du gouvernement en 1857, parce que la politique fédérale l'absorbait alors entièrement, il continua de loin à diriger la machine dont il connaissait les moindres rouages. Son activité fut colossale. On est effrayé, quand on lit l'ouvrage de M. Gagliardi, du nombre de commissions dont Escher fut le rapporteur et du nombre de conseils d'administration qu'il présida. Il fallait que tout passât sous les yeux de cet homme d'une activité dévorante et qui s'astreignait à lire chaque ligne du rapport sur lequel il devait apposer sa signature. Une surprise dont ne revenait point Gottfried Keller était de voir « que le fils d'un millionnaire s'astreignît du matin au soir aux travaux les plus ingrats, qu'il revêtît de lourdes et importantes fonctions à l'âge où d'autres jeunes gens de vingt-cinq à vingt-huit ans, avec la fortune qu'il possédait, se contentaient de jouir de la vie. » « On dit, ajoutait le poète, qu'il est ambitieux ; c'est possible, mais cela ne fait que donner plus de relief à cette physionomie particulière. Quant à moi, si j'avais reçu son éducation, je ne m'astreindra pas à rester des jours entiers assis à un bureau, surtout si j'avais son argent. »

Je crois bien ; il y a une grande différence entre Henri le Vert, le dilettante rêveur qui passa sa jeunesse à musser et à recueillir des impressions, et cet homme d'action qui dès son berceau fut poussé à agir sur ses contemporains. Notons aussi que ce caractère autoritaire était dépourvu de vanité. Il agissait par besoin naturel et non par amour de la gloire. Nommé bourgmestre de la ville de Zurich, il s'empressa de proposer de remplacer ce titre pompeux et désuet par le titre plus modeste de président de la ville.

Alfred Escher était un homme moderne, un réaliste qui n'appréciait que les résultats tangibles, mais il comprenait qu'il y eût d'autres goûts dans le monde et il ne faut pas oublier que ce fut sur son initiative que le gouvernement zuricois accorda une bourse à Gottfried Keller qui permit à celui-ci de flâner pendant plusieurs années à Heidelberg et à Berlin, années fécondes, du reste, puisque de là devaient sortir *Henri le Vert* et d'autres chefs-d'œuvre.

— La moisson littéraire a été abondante cet hiver, mais comme toujours la quantité l'a emporté sur la qualité. Contenons-nous de signaler quatre œuvres, les *Lettres sur la littérature suisse*¹ de M. Edouard Korrodi et les nouvelles et romans de Meinrad Lienert, Jacob Bosshart et Adolphe Frey.

M. Korrodi renouvelle un genre qu'on croyait perdu dans notre pays, la critique d'idées. Esprit incisif à la Lessing, le distingué collaborateur de la *Nouvelle Gazette de Zurich*, a une manière personnelle de dire les choses qui du coup lui gagne la sympathie de ses lecteurs. Il n'a rien du pédantisme du critique professoral qui classe les talents, catalogue les œuvres, distribue à droite ou à gauche les bonnes et les mauvaises notes. Esprit primesautier, M. Korrodi aime à se promener dans les esprits et préfère jouir à juger. Il vaudrait la peine de s'arrêter à chacun des essais qui composent ce petit volume, *L'esprit de Seldwyla et l'esprit suisse*, *Un abécédaire de l'humanité*, *Guillaume Tell ou Stauffacher*, *Albert Steffen*, et *Confession*. Je me contente de dire quelques mots du dernier, qui est le plus significatif. M. Korrodi y polémique avec un ami de la Suisse romande, M. de Reynold, sur la littérature suisse. Y a-t-il une littérature suisse ? se demande-t-il. Et il répond hardiment : « Non. » Il dit : « Il y a des écrivains suisses, il y a un esprit suisse, mais il ne saurait y avoir une littérature spécifiquement suisse. » Il va plus loin encore et prouve que plus on est Suisse dans le sens étroit du mot, moins on est écrivain universel et génial. C'est la vérité même et l'exemple topique qu'il donne d'Eugène Rambert et de son fameux vers :

Prouvons qu'en restant Suisse on peut parler français
est là pour le prouver.

Ce qui nous plaît dans M. Korrodi c'est sa manière de dire tout cela : il ne disserte point, n'amoncelle pas les arguments : son ton est celui de la causerie, une causerie aimable, légère et spirituelle.

— Dans ses nouvelles, *La bannière aux couleurs joyeuses*

¹ *Schweizerische Literaturbriefe*. Frauenfeld, Huber, 1918.

(Huber, Frauenfeld), Melirad Lienert nous ramène à son plaisant pays de Schwytz. Il est bien le représentant de ce peuple schwytois vif et gai, un peu frondeur, mais bon enfant, chez lequel les vieux Confédérés se plaisaient à trouver « l'amour de l'égalité, le goût des coups de main et le sentiment beaucoup plus »if de son droit que de celui d'autrui. » Il y a infiniment de lumière et de goût dans les nouveaux récits de Melirad Lienert. Et quelle langue savoureuse, pulée à même le langage populaire, ou tout jaillit de source, où tout est juste et approprié ! J'aime à me figurer que le romancier fait en été de longues stations auprès des bergers de l'alpe de l'Ober-Yberg. Là il reçoit des leçons de langue que ne lui donneraient jamais les académiciens.

— Jacob Bossiart dans son nouveau livre, *River du desert* (Huber, Frauenfeld), nous transporte en Orient. Quittant ses paysans de la vallée de la Glatt, il nous raconte des légendes et des histoires des bords du Nil. On se souvient que, il y a quelques années, il passa un hiver en Egypte. Il en a rapporté d'ineffables visions qu'il transcrit aujourd'hui dans une belle prose à la fois très simple et très harmonieuse. Son livre est un des beaux livres qu'on ait écrits chez nous ces dernières années.

— M. Adolphe Frey, qui semble décidément se tourner vers le roman historique, nous donne après *Demetrius de Walleneyl*, histoire du dix-septième siècle, une histoire presque contemporaine : celle du fameux « Putsch de Strauss » dont le pasteur Bernard Hirzel fut le héros¹. Le récit très mouvementé est, autant que j'en puis juger, d'une scrupuleuse vérité. Le romancier peint admirablement les mouvements populaires et fait des portraits très ressemblants des hommes. On ne saurait faire revivre sous des couleurs plus séduisantes le Zurich de 1840.

— Quelques publications d'art méritent d'être mentionnées : la collection des artistes suisses chez Rascher à Zurich, qui vient de s'enrichir d'un Segantini, par le fils du peintre, Gotardo Segantini ; d'un Max Buri, de Johannes Widmer ; d'un Hodler,

¹ *Bernard Hirzel, Zurich, Rascher, 1919.*

de S. Steinberg ; d'un *Albert Welti*, d'Adolphe Frey. Tous ces petits volumes, élégamment imprimés, sont abondamment illustrés.

Comme *Feuille d'étrennes*, la Société des Beaux-Arts de Zurich a édité un beau livre, *Hodler à Zurich*, qui retrace tout ce que Zurich a fait pour la gloire de notre grand peintre national. Nulle part Hodler n'a été mieux compris et mieux encouragé. Le musée de la ville possède une collection déjà fort belle de ses œuvres et qui s'enrichira avec le temps.

Le Dr Wartmann nous raconte tout cela dans l'introduction de cette publication qui donne en d'excellentes reproductions toutes les œuvres d'Hodler que possède le musée de Zurich.

ANTOINE GUILLAND.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Un bon microbe. — Les ressources mondiales en houilles blanche et verte. — Verra-t-on le chauffage électrique ? — La production d'aliments par unité de surface de sol. — La proportion des hommes aux femmes ; fragilité du sexe masculin. — Le muscari. — Le manque de pétrole. — Le papier. — Publications nouvelles.

Le nombre des microbes malfaisants est considérable. Mais n'y aurait-il pas des exceptions ? De bons microbes, utiles et bienfaisants, ne seraient-ils pas possibles ? Et n'en pourrait-on pas tirer un parti en thérapeutique ? Evidemment. Au reste, n'utilise-t-on pas les ferments lactiques, déjà, dans la thérapeutique quotidienne ? L'idée est donc défendable. Et voici qu'un des travailleurs de l'Institut Pasteur apporte un fait à l'appui.

Dans les déjections des convalescents de dysentérie bacillaire M. d'Hérelle a trouvé un bacille filtrant, un bacille très petit, qui se révèle l'ennemi de l'agent pathogène, du bacille de Shiga. On discerne son influence hostile à ce fait que, chez le sujet atteint de dysentérie bacillaire dont l'état s'améliore, ce bacille filtrant est abondant, et agit sur le bacille de Shiga de façon

manifeste, en le détruisant. Il le détruit si bien que ce dernier cesse bientôt d'être décelable.

Si l'état du malade ne s'améliore pas, au contraire, on constate que l'action bactéricide du microbe filtrant est faible ou nulle. Il y a donc des microbes filtrants actifs et destructeurs, et d'autres d'action bactériophage faible. Le sujet qui possède des premiers a donc plus de chance de guérir que le sujet à microbes filtrants affaiblis.

Il semble y avoir des variations de vitalité considérables chez le microbe filtrant. Et des lors la question se pose, de trouver le moyen de renforcer cette vitalité pour mieux assurer la défense de l'organisme. Cela est d'autant plus indiqué que le microbe filtrant se montre apte à faire avorter l'attaque du bacille de Shiga. Là où il est vigoureux, doué d'un pouvoir défensif élevé, la dysenterie n'apparaît que sous une forme fruste et bénigne, limitée à un minimum de symptômes, bien que l'agent pathogène soit présent, de façon évidente.

Le microbe bactériophage est un hôte normal de l'intestin. Il y vit aux dépens du bacille *Coli*, et présente un faible pouvoir bactériophage. Mais ce pouvoir s'enalte dans divers états morbides, et l'exaltation s'y manifeste par un antagonisme plus actif à l'égard du bacille *Coli* d'abord, puis à l'égard du bacille dysentérique. Il faudrait évidemment, dès le début du mal, disposer de microbes filtrants actifs et puissants, s'attaquant immédiatement et en force à la bande des agents pathogènes. Ce qui est acquis, c'est l'intérêt qu'il y a à administrer dès le début de la dysenterie bacillaire des cultures actives du microbe bactériophage, du bon microbe, ennemi de la maladie.

— On s'occupe beaucoup de l'utilisation de la houille blanche. De tous côtés des projets surgissent, et on parle de mieux tirer parti d'une source d'énergie permanente et gratuite qui, sous forme d'électricité pouvant se mouvoir en force et en travail, peut être transportée à distance.

Les ressources du monde, à cet égard, sont considérables. encore varient-elles fort selon le pays. Tels pays sont riches, d'autres pauvres, en houille blanche (et verte). D'après un

récent rapport présenté au gouvernement britannique, on utiliserait actuellement dans le monde entier quelque 120 millions de chevaux-vapeur, en vapeur, gaz, et houille blanche, dont 75 millions seraient consommés par les usines, l'éclairage et les tramways, 21 millions par les chemins de fer, et 24 millions par la navigation. Ceci pour donner une idée des besoins de l'industrie moderne.

Voici maintenant à quoi se monteraient les disponibilités des forces hydrauliques (Asie, Afrique, Amérique du sud et Océanie non comprises...):

Pays	Ch.-V. utilisables (1915)	Ch.-V. utilisés (1915)	Pourcentage des Ch.-V. utilisés
Etats-Unis	28 100 000	7 000 000	24,9
Canada	18 803 000	1 735 560	9,2
Autriche-Hongrie . . .	6 460 000	566 000	8,8
France	5 587 000	650 000	11,6
Norvège	5 500 000	1 120 000	20,4
Espagne	5 000 000	440 000	8,8
Suède	4 500 000	704 500	15,6
Italie	4 000 000	976 700	24,4
Suisse.	2 000 000	511 000	25,5
Allemagne	1 425 000	618 100	43,4
Grande-Bretagne . . .	963 000	80 000	8,3
Empire russe	20 000 000	1 000 000	5,0

C'est aux Etats-Unis qu'il y a le plus de houilles blanche et verte utilisables et qu'il en est le plus utilisé. La Russie — expression géographique de sens indéterminé — en renferme beaucoup et en utilise bien peu. C'est l'Allemagne — très pauvre — qui utilise la plus forte proportion de ses disponibilités; puis vient la Suisse, fort riche en ressources, eu égard à son étendue.

Actuellement, dans les pays considérés, les forces hydrauliques fournissent 15 ou 16 millions de chevaux-vapeur sur une consommation mondiale totale de 120 millions, alors que les seuls pays

ci-dessus énumérés pourraient en fournir plus de 100 millions. L'Amérique du sud à elle seule fournirait plus de 20 millions. Au total, l'aménagement des forces hydrauliques recensées permettrait de supprimer l'emploi de la houille en tant que source d'énergie. Et celui des forces hydrauliques du monde entier permettrait de se passer absolument de houille comme source d'énergie, de force motrice. Cela est rassurant. Car la houille s'épuise et ne se régénère pas, alors que les houilles blanche et verte sont des sources d'énergie à peu près permanentes que l'homme peut se conserver par un aménagement judicieux des rivières et des montagnes, et qui dureront ce que dureront la rivière et la montagne.

— A propos de houilles blanche et verte, il n'est pas hors de saison d'appeler l'attention sur de récentes publications relatives au chauffage électrique. Pourra-t-on, en aménageant les forces hydrauliques, arriver à cet idéal de la commodité, le chauffage électrique ? Déjà, quelle simplification avec l'éclairage électrique ! plus de lampes à faire, de pétrole ou d'huile à manipuler, en se salissant. Si on pouvait se chauffer électriquement aussi, quel progrès ! Plus de charbon ou de bois à monter ou descendre à la cave, plus de calorifères ou poêles, de cheminées à entretenir, plus de cendre à évacuer. Le chauffage électrique est-il possible ? On le souhaite, en voyant combien sont commodes les bouillottes électriques, les appareils de cuisine, les tissus chauffants. La question se posera plus encore si l'on arrive à mieux utiliser les ressources hydrauliques. Et déjà, on s'en préoccupe. Nos lecteurs le savent, au moins en partie.

Il faut observer que par l'aménagement des forces hydrauliques la production d'électricité est rendue continue. Or, il est évident que durant les 24 heures de la journée il y a une période où l'utilisation en est réduite. De jour, les usines, les tramways, les chemins de fer utiliseront toute l'énergie. Le soir, ce sera la lumière qui en consommera le plus. Mais à partir de 10 heures ou minuit, la consommation est très réduite. Et le *Bulletin de l'Association suisse des électriciens* s'est demandé si l'on ne pour-

rait pas accumuler, la nuit, l'énergie disponible dans des poêles qui la rendraient sous forme de chaleur durant le jour. Il s'agit de trouver des corps susceptibles d'emmagasiner des calories.

D'après les recherches faites, les poêles électriques imaginés jusqu'ici pèchent par divers points. Ils évaluent trop bas la consommation de watts requise, et la puissance. Il faut augmenter la puissance des types courants de poêles électriques, et leur donner plus de surface. D'autre part la température des surfaces chauffantes ne doit pas être trop élevée, elle ne doit pas dépasser 120° ou 140° , ce qui correspond à un pouvoir émissif variant de 10 à 16 watts par décimètre carré au lieu de 18 ou 20 qu'offrent les modèles courants.

Une précaution indispensable est que les résistances chauffantes soient placées à l'intérieur et en parfait contact avec le corps accumulateur de chaleur. La température que prennent les résistances peut s'élever à des hauteurs variant selon la matière, naturellement : 400° avec le fer, 600° avec le nickel-chrome et 900° avec le carborundum. La capacité d'accumulation varie de 175 à 215 watts-heure par décimètre cube pour la faïence et matières analogues, à 70 ou 80 watts-heure pour le sable et les matières pulvérulentes semblables. C'est une grosse question que celle du choix des matériaux d'accumulation. Il faut, par unité de volume, une chaleur spécifique aussi grande que possible. Elle est de 0,56 pour l'aluminium et de 0,9 pour le fer. Mais ces métaux sont peu employés, nécessitant de grandes précautions d'isolement. On leur préfère les matières minérales du genre de la faïence, qui a une chaleur spécifique variant de 0,4 à 0,68 selon la qualité. Sous forme pulvérulente, elles ont une chaleur spécifique (encore moindre : 0,2 ou 0,4. Mais le contact avec les résistances est plus facilement assuré. Il est évident que si l'on généralise l'utilisation des forces hydrauliques, on peut et doit envisager la question du chauffage électrique, puisqu'il y a une partie de la journée où l'électricité ne peut être employée en totalité, et c'est d'un bon augure que les ingénieurs se préoccupent déjà de la question.

— La guerre a amené les hommes à se poser beaucoup de

questions et une de celles-ci est celle de ce que la terre peut produire d'aliments. Combien d'hommes un hectare peut-il nourrir ? Assurément on ne saurait donner une réponse catégorique. Car il y a des terrains qui ne sont propres qu'à certaines cultures ou à servir de pâturages. Et le pâturage n'est pas ce qui fournit le plus d'aliments. En réalité, la réponse à faire dépend de la nature du terrain, du climat, des engrais fournis. Question d'espèces, essentiellement.

On peut toutefois répondre avec plus de précision à la question, à condition de l'avoir limitée. C'est ce que fait un *Farmers's Bulletin américain* (n° 877), qui n'envisage que les terres arables de grande culture et évalue le rendement d'après les calories fournies, ce qui est une méthode contestable d'appréciation. Il n'y a pas que les calories qui comptent dans l'alimentation : ce qui importe, c'est la nature et le dosage des catégories alimentaires. En réalité, dans l'alimentation, il faut tant de matières azotées, tant de matières grasses et tant de féculentes (et aussi de minérales) : les calories viennent d'elles-mêmes, comme par surcroît, dans une ration suffisante. Il est absurde de croire nourrir un homme en lui fournissant tant de calories, et c'est faux, car le poids de pommes de terre, par exemple, qui lui donne la proportion requise de calories, ne le nourrira pas : il périra. L'homme sera nourri avec une ration de blé fournissant moins de calories que poids égal de pommes de terre, parce que le blé est plus riche en matières azotées que les pommes de terre.

Quoi qu'il en soit, il est intéressant de voir quelle quantité de calories (sous forme de matières amylacées et sucrées) peut produire l'unité de surface cultivée en plantes diverses. Voici un tableau, dressé d'après les données américaines :

Cultures	Rendement par acre	Matières azotées digestibles par acre	Calories produites par acre
Maïs	32 kg.	3,7 kg.	28,100
Pommes de terre	67 "	1,8 "	71,280
Pommes de terre	67 "	1,6 "	42,700
Seigle	13 "	3 "	45,180
Blé	13 "	2,7 "	44,700

Culture	Récolte par are	Matières azotées digestibles par are	Calories produites par are
Riz	12 »	1,2 »	39,530
Soja	11 »	7,3 »	38,350
Arachides	6 »	3,1 »	31,620
Avoine	9 »	2,2 »	31,360
Fèves	9 »	4,0 »	28,070
Sarrasin	6,5 »	0,9 »	18,790
Lait	25 »	1,8 »	17,790
Fromage	2,5 »	1,4 »	10,670
Beurre	1,1 »	0,0 »	8,880
Porc	2,8 »	0,6 »	16,820
Mouton	1,2 »	0,4 »	3,430
Bœuf	1,4 »	0,5 »	3,250
Volaille	0,7 »	0,3 »	1,720
(Eufs	1,2 »	0,4 »	1,990

La culture, on le voit, fournit de dix à vingt fois plus de nourriture que l'élevage. L'élevage ne doit se faire que sur les terres ne convenant pas à la culture. Ce n'est pas le cas, du reste ; beaucoup de bonnes terres sont employées à produire des aliments pour le bétail : racines, pommes de terre, etc. Le coût de la viande est excessif. Celle qui coûte le moins est la viande de porc, le porc est le meilleur convertisseur animal qu'il y ait.

A propos du rendement de la terre, il est intéressant de rapprocher des chiffres précédents se rapportant à la grande culture aux Etats-Unis ceux qui suivent et qui se rapportent au rendement, en France, de la culture maraîchère, et ont été obtenus par M. Truffaut (dans la *Production des légumes*, qu'il vient de publier) :

Cultures	Rendement par are	Matières azotées par are	Calories par are
Pommes de terre . . .	202 kg.	3,65	130 000
Choux	450 »	6,30	113 850
Carottes	250 »	2,00	66 000
Navets	250 »	2,25	66 000
Pois verts	25 »	1,75	24 250

Cultures	Rendement par are	Moyennes annuelles par are	Calculus par are
Haricots verts	16 "	0,32	6 000
Epinards	250 "	5,25	12 250
Tomates	400 "	3,60	88 000
Céleri	350 "	3,15	50 050
Salade	300 "	5,00	42 900
Oignons	200 "	2,80	83 600

Ce tableau montre l'absurdité de payer si cher les haricots. Par contre, il incitera à acheter de l'oignon et de la tomate, aux prix où ils sont communément.

— Il y a normalement plus de femmes que d'hommes en Europe ; dans les autres parties du monde, ce serait le contraire. En Europe, pourtant, il naît plus de garçons que de filles. Mais il meurt plus de garçons, de sorte que si à la naissance il y a 106 garçons pour 100 filles, deux mois après déjà le rapport est tout autre, par suite de la forte mortalité portant sur le sexe masculin qui apparaît plus fragile que le féminin. Dans un récent travail, un biologiste américain, M. Schultze, a eu l'idée de dresser la statistique des sexes non plus à l'âge adulte ou à la naissance, mais avant la naissance : la statistique relative aux embryons. Et alors la fragilité du sexe masculin apparaît plus nettement encore. Pour 100 mort-nés féminins il y a 130 mort-nés masculins. Et la mortalité pèse de plus en plus durement sur le sexe masculin à mesure que l'on considère des embryons plus jeunes. Au troisième mois, il y a 124 mâles pour 100 femelles ; au quatrième, il y en a 110 et au cinquième 108. Donc il est conçu beaucoup plus de garçons que de filles, mais il en meurt beaucoup plus aussi, surtout durant la vie embryonnaire. Ce qu'un physiologiste, M. Lullin, explique par une sorte de toxicité du milieu maternel féminin pour l'organisme masculin. Les misogynes trouveront l'hypothèse à leur goût.

— Connaissez-vous le muscari ? On nous le recommande. D'après le professeur Mattiolo, de Turin, cette plante sauvage, cette mauve herbée, serait comestible. Le bulbe du muscari aurait une valeur alimentaire ; en Italie et en Grèce il est uti-

lise. Le muscari alimentaire est le *comosum*, seul : le muscari à feuilles plus fortes, à fleurs en grappes, celles du sommet ayant un pédoncule plus long, et formant une houppe ou un toupet terminal. Le bulbe est prolifère, et entouré de bulbilles. Dioscoride nommait le bulbe du *M. comosum*, *Bulbus esculentus* ; celui du *M. racemosum*, *B. vomitorius*, nom rappelant des propriétés émétiques. La récolte doit se faire avant la fructification et même la floraison. Les bulbes sont cuits à l'eau assez longuement pour les débarrasser d'un principe amer. Après quoi on les apprête en salade, ou bien on les fait frire avec de la tomate, ou du beurre ou du fromage. Il est connu qu'avec ces condiments on mangerait à peu près tout au monde, y compris ses ancêtres. M. Mattiolo déclare excellents les bulbes de muscari. Pour tous détails voir *Revue générale des sciences* du 15 juin 1918. On peut se demander toutefois si le temps consacré à la récolte et à la préparation ne serait pas mieux employé à bêcher un coin de terre et à y semer des légumes classiques. Sans doute la terre sauvage donne quelques aliments, mais combien plus la terre travaillée et cultivée !

— On s'occupe beaucoup en Angleterre à atténuer la crise du pétrole et de l'essence en utilisant, pour l'automobile, le gaz d'éclairage. Bon nombre d'automobiles sont en service qui brûlent du gaz, surtout de grosses voitures commerciales. Le changement serait avantageux. Le pétrole étant à 75 centimes le litre et le gaz à 3,5 centimes le mètre cube, la dépense avec le gaz serait le $\frac{1}{6}$ de la dépense avec le pétrole. Les moteurs établis pour fonctionner avec le pétrole fonctionnent sans aucune modification avec le gaz en donnant environ 86 % de la puissance maxima obtenue avec le pétrole. En augmentant la pression, on obtiendrait la même puissance.

L'inconvénient du gaz résulte de son volume. Pour obtenir avec le gaz le même rendement qu'avec 1 litre de pétrole, il faut 2,8 mètres cubes : donc un grand magasin, un réservoir lourd, encombrant. Et un réservoir que l'on remplit moins facilement et moins vite que si l'on brûle du pétrole. A une voiture

de 3 ou 4 tonnes il faut ajouter un poids d'une tonne : c'est beaucoup. Pourtant on a calculé que le service ne serait grevé que d'une charge additionnelle de 5 centimes par kilomètre. Et l'expérience pratique montre qu'en somme la solution est bonne. Elle a été faite en particulier avec des autobus, pendant neuf mois, sur des véhicules pouvant transporter neuf hommes, et parcourant 20 kilomètres, et les résultats ont été très satisfaisants.

Il ne semble pas que l'on envisage actuellement la substitution du gaz au pétrole pour les petites voitures, mais pour les autobus sur route et pour les grosses voitures parcourant 15 et 20 kilomètres, elle paraît indiquée et est économique. Pour les voitures urbaines, autobus, etc., le gaz est pratiquement possible, et plus économique que le pétrole, d'après une récente étude faite en Angleterre et que résume la *Revue générale des sciences* (30 mai).

— La crise du papier continue. Là encore, on n'a pas utilisé toutes les plantes pouvant fournir la pâte nécessaire. On a proposé des espèces diverses. Une de celles dont on parle en ce moment est le genêt, qui en pharmacie donne la spartéine et d'autres alcaloïdes dont il a été parlé récemment à l'Académie des sciences. Le genêt abonde en France, dans le centre, les Vosges, etc. On estime à un milliard de tonnes la quantité exploitable. Il serait facile de créer les usines nécessaires et d'assurer une production journalière de 850 tonnes de papier, d'après un industriel lyonnais qui a examiné de près la question et qui juge que les papetiers feraient mieux de travailler et produire que de spéculer et voler sur la pâte de bois de Norvège. La guerre, qui a tant développé de belles âmes parmi les combattants, en a encore abasahi de bien médiocres parmi les traîtres.

On parle aussi de l'utilisation du sarment de vigne. Mais l'entreprise est franco-espagnole, et la participation de neutres n'est pas très désirée. On ne sait pas toujours ce qu'il y a au fond d'un neutre, en Espagne principalement. Qu'on utilise les sar-

ments français, il y aura déjà de quoi s'occuper. Mais il faut faire quelque chose : et il en est temps. Le public fait les frais d'une inexpérience et d'une incapacité qui se prolongent outre mesure.

— Publications nouvelles. Voici la fin de *La face de la terre* d'Ed. Suess, édition française par E. de Margerie (Paris, A. Colin). M. E. de Margerie, par ses annotations et additions de grande valeur, a fait de cette édition française une œuvre nouvelle, plus complète de beaucoup que l'allemande. Il faut le féliciter d'avoir mené à bonne fin cette grande entreprise à laquelle il a donné un travail considérable. Le 4^e fascicule du tome III termine l'ouvrage, enrichi d'un épilogue de M. Pierre Termier ; il y est parlé principalement des profondeurs, des volcans, de la lune (origine, comparaison avec la terre), des montagnes, de la vie enfin. Une table des matières de 258 pages termine cette œuvre monumentale, à laquelle M. E. de Margerie a attaché son nom de façon indissoluble. — L'éditeur Louis Conard a entrepris la publication d'une *Collection de documents sur le pangermanisme*, dirigée par M. Ch. Andler. Ont déjà paru : *Les origines du pangermanisme* (1800-1888) ; *Le pangermanisme philosophique* (1800-1914) ; *Le pangermanisme continental sous Guillaume II* (1888-1914) ; *Le pangermanisme colonial sous Guillaume II* (1888-1914). Le plus bel éloge qu'on puisse faire de ces volumes est de les qualifier de scientifiques. Ils le sont doublement. Ils traitent d'un cas de pathologie mentale individuelle devenant collective et ils le traitent de façon scientifique, par des faits et des textes précis et datés. Ils intéressent le pathologiste et le psychologue ; ils s'adressent aussi à l'historien, au grand public. Combien de lecteurs se demanderont comment il se fait que tant de politiciens n'aient tenu aucun compte de ces faits et de ces textes, antérieurs à la guerre, et aient pu vivre dans une inepte et complaisante certitude de la paix du monde ? Combien se demanderont comment un Jaurès a pu avoir la mentalité et l'attitude que l'on sait ? Il faut lire et relire ces œuvres toutes de haine et d'agression pour bien comprendre ce qu'est l'âme boche, dans son

ensemble, l'âme du peuple entier, non pas seulement celle de ses dirigeants. — On lira aussi, par la même occasion (mêmes éditeurs), *Notre avenir*, de Bernhardt (publié en 1912). C'est un complément indispensable à la lecture des quatre volumes de M. Andler. — Voici pour le grand public encore un fort bon petit livre de M. L. Ferrasson sur *L'industrie du fer* (Payot, Paris-Lausanne), disant tout ce que tout le monde doit savoir de la métallurgie du fer et de ses produits : ouvrage très clair, bien présenté et instructif. Beaucoup de journalistes qui débilitent tant de sottises sur la question devraient le lire. — Deux ouvrages méritent spécialement de retenir l'attention dans la période de reconstruction et de réparation qui s'ouvre pour le monde entier, parce qu'ils font voir de quoi il est besoin comme orientation mentale et morale : *Qualités à acquérir*, de M. Louis de Launay, et *Notre avenir*, de M. V. Cambon (tous deux édités par Payot), traitant des erreurs qui avaient généralement cours dans la politique, l'industrie et le reste, et des idées justes qu'il faut mettre à la place. Ce sont de ces ouvrages que tous doivent lire et dont tous doivent s'inspirer dans la vie publique, dans la vie technique et la vie personnelle enfin. — Il n'est personne ayant quelque culture qui ne s'intéressera, et très vivement, à l'ouvrage dont M. Abel Lefranc vient de faire paraître le premier volume : *Sous le masque de William Shakespeare, William Stanley, 6^e comte de Derby*. Il y a depuis longtemps une « question Shakespeare ». On a de la peine à attribuer à l'acteur William Shakespeare, dont on sait si peu de choses précises, l'œuvre géniale qui reste sous son nom ; on a de la peine à le croire capable d'être l'auteur de celle-ci. D'autres l'ont attribué à Bacon : M. Abel Lefranc, lui, l'attribue au comte de Derby. Pour quelle raison ? C'est ce que l'on verra en lisant ce premier volume, du moins on le verra en partie. On peut s'étonner de voir signaler cet ouvrage dans une chronique scientifique. C'est à tort. Après tout, le problème est un problème d'identification et de critique, relevant des procédés scientifiques. — Dans *La vie en action* (Flammariion, Paris), M. Ed. Perrier a réuni une

serie d'études générales fort attrayantes et diverses se rapportant à la biologie. Les titres font voir quelle est la diversité des sujets traités : La terre est-elle vivante ? Création ou évolution ? Les hommes fossiles. Les insectes incommodes. Le camouflage chez les animaux. Les géants disparus. Le sommeil. La vie, la chaleur et le travail, etc. Ce volume s'adresse au grand public ; il amusera et instruira à la fois, l'auteur ayant l'art de présenter de façon agréable les problèmes scientifiques qu'il aborde. — Enfin, il faut lire l'œuvre de M. G. Rageot intitulée : *La natalité, ses lois économiques et psychologiques* (Flammarion). Elle n'amusera pas ; elle est fort instructive et touche à un des gros problèmes sociaux du temps présent. M. G. Rageot envisage la question sous ses aspects et aux points de vue les plus divers et son étude constitue un beau livre à lire et à méditer pour voir ce qu'on a à faire pour combattre le mal. Car il s'agit d'une maladie, ou au moins d'un symptôme pathologique, dans le plan social.

HENRY DE VARIGNY.

CHRONIQUE POLITIQUE

Le pacte des nations et la conférence de Paris. — L'Allemagne nouvelle.

— Les agitations du monde slave. — Le congrès socialiste de Berne.

— La situation actuelle.

Suivant la marche que prendra l'avenir de notre terre, le grand événement de ce mois de février, et de bien des mois, aura été peut-être l'apparition du projet de pacte, base de la ligue des peuples, que la commission chargée de le rédiger a mis au jour plus rapidement qu'on n'aurait pu s'y attendre.

Ce document sur lequel on fonde tant d'espairs n'est pas d'une extrême clarté ; il ne présente rien de très nouveau. Il réédite des dispositions déjà proposées pour chasser de l'horizon le spectre de la guerre : des instances diverses d'arbitrage ou de

justice internationales, des mesures d'ordre économique ou militaire contre le délinquant. Il sépare les Etats en deux camps : ceux qui ont pris une part, ne fût-ce que nominale, au conflit mondial et les autres, adversaires ou neutres. Les premiers auront le privilège de discuter le pacte, ils feront de droit partie de la ligue; les seconds ne pourront qu'accepter l'œuvre toute faite et encore leur entrée dans le sanctuaire sera-t-elle soumise à des conditions diverses.

Même, à y regarder de près, ce projet apparaît moins comme la grande ligue fondée sur le libre consentement de tous les peuples qu'avait annoncée le président Wilson que comme une association de garantie mutuelle des nations qui ont fait la guerre contre celles qui pourraient être tentées de détruire leur travail. Ce n'est pas nécessairement un mal. La paix qu'on est en train d'élaborer ne sera sans doute point parfaite, mais elle sera meilleure que tout ce qu'on a réalisé de semblable dans le passé. Il ne peut être qu'avantageux pour le monde de l'enlourer de garanties.

Le danger est ailleurs. Il résulte du caractère trop théorique et nébuleux de l'acte et aussi de sa trop grande complexité. Car il est question d'adjoindre à ce code de la paix toute une législation internationale du travail; on parle encore de mesures assurant l'instruction des classes ouvrières et d'autres mesures détruisant le fléau de l'alcoolisme. Or, quelque louables que soient les intentions des philanthropes de Paris, ils doivent craindre, en chargeant trop le bateau, de le faire sombrer avant même qu'il ait quitté le port. Plus les mesures sont nombreuses, plus la souveraineté des Etats se trouve diminuée et plus il devient difficile d'assurer l'application de la loi. Et quand les pays intéressés se trouvent dans la région tropicale et au septentrion, en Europe, en Asie et en Amérique, sans parler des îles lointaines de l'Océanie, quand ils passent par des étapes diverses de civilisation et ont les mœurs les plus dissemblables, comment veut-on appliquer à tous la même règle de vie?

La conférence de Paris s'occupe aussi, bien heureusement,

des questions du jour. Le comité des Dix, où ne siègent que les représentants des grandes puissances, est constamment en activité. Il entend les revendications de chacun. Les porte-parole de la Belgique, de la Roumanie, de la Pologne, de la Grèce, de la Tchéco-Slovaquie, de la Yougo-Slavie, du Hedjaz, du Liban, de l'Albanie et d'autres encore ont déjà passé devant lui. Les demandes sont généralement excessives. Les délégués paraissent avoir tous pris pour règle de réclamer le plus possible pour être en mesure, sans trop diminuer ce qu'ils considèrent comme indispensable, de faire gracieusement des concessions ou de proposer des échanges. Le comité ne prend d'ailleurs aucune décision : les vœux des différents peuples sont régulièrement renvoyés à une commission chargée d'étudier le cas et de présenter un rapport ; quand la situation paraît trop délicate, on fait faire une enquête sur les lieux.

Tout cela dénote un très louable effort ; c'est du bon travail : malheureusement cela prend du temps. Il eût été préférable de fixer les grandes lignes, d'aborder résolument les questions les plus graves, celles dont dépend le rétablissement d'une vie normale en Europe. Les traités conclus au lendemain des guerres ont toujours correspondu à la décision de la lutte et à l'état des forces en présence. Comment a-t-on pu supposer qu'il en serait autrement cette fois-ci et commencer par élaborer une ligue des nations qui ne peut être que consécutive à la paix ? Avec cela, tout le continent souffre d'une incertitude qui ne marque aucun progrès sur la situation de guerre. Les communications n'étant pas rétablies, aucun équilibre n'existe plus dans les prix : certains fournisseurs ou intermédiaires achèvent de constituer les fortunes qu'ils avaient commencé d'édifier pendant la guerre ; les consommateurs subissent un véritable pillage et la misère gagne comme une plaie. Pendant ce temps, les bienfaiteurs de Paris poursuivent leurs pesages politiques ou géographiques et élaborent leurs projets d'avenir.

Il semble que la conférence se rend compte qu'elle est en train de faire fausse route et que les peuples ont quelque motif

Je ne puis apprécier ses méthodes. Les journaux ne cessent de nous rapporter des interviews d'hommes politiques qui tous déclarent que la marche des travaux sera accélérée, que cela va être fait, que c'est déjà fait. Ils feraient mieux de nous dire comment ils comptent procéder pour obtenir ce beau résultat. Nous ne constatons aucune modification dans la procédure. Entre temps, MM. Wilson, Lloyd George et Orlando, les hommes indispensables, sont momentanément rentrés chez eux et l'attentat, aux suites encore inconnues, dont vient d'être victime M. Clemenceau prive le congrès de l'intelligence la plus claire qui ait encore agi sur lui.

Et la question de toutes la plus épineuse, celle qui aurait dû être étudiée d'abord et faire l'objet de préliminaires de paix succédant immédiatement à la conclusion de l'armistice, la question des frontières et de l'indemnité de guerre de l'Allemagne, n'a pas encore été touchée. Le contre-coup s'en est promptement fait sentir.

— Les résultats des élections allemandes avaient rendu confiance au gouvernement provisoire et à la partie modérée de la nation. L'Assemblée constituante réunie à Weimar, le 6 février, révèle, dès ses premières séances, des qualités d'ordre et de discipline contrastant singulièrement avec les clameurs des conseils d'ouvriers et de soldats, très rapprochées par contre de l'esprit serviable et docile de l'ancien Reichstag. De temps à autre, un discours violent émanant d'un député conservateur, d'un ou d'une déléguée du groupe socialiste indépendant, — les femmes ne brillent pas par une particulière douceur, — rappelle qu'on est en révolution ; mais ce n'est pas trop fréquent.

L'assemblée s'est organisée, elle a voté un projet de constitution provisoire, nommé un président de la république — ou de l'empire, car le mot persiste — dans la personne de l'ancien compagnon Ebert ; le nouveau chef de l'État a formé un gouvernement à la tête duquel se trouve le socialiste Scheldemann que ses complaisances incessantes à l'égard de l'empereur et des généraux avaient rendu célèbre... Tout cela s'est passé tranquil-

lement, régulièrement. Cependant, un groupement s'esquissait entre les trois principaux partis que dominait un irrésistible désir de l'ordre : socialistes majoritaires, démocrates et catholiques.

Mais les orateurs officiels ont bien vite compris que, pour atteindre les masses profondes, pour créer une étroite communion entre eux et le peuple allemand, un seul langage était possible : la protestation contre les cruautés de l'armistice, la promesse qu'on ne laisserait pas mutiler la patrie. L'Allemagne, en effet, qui, au mois de novembre dernier, aurait signé tout ce qu'on aurait voulu pour prévenir le péril de l'invasion, se ressaisissait à mesure que s'éloignait ce vilain souvenir. Elle déclarait n'avoir pas été vaincue ; elle prétendait traiter sur un pied d'égalité avec ses adversaires et entrer la tête haute dans la Société des nations.

Ces sentiments ont trouvé des interprètes bruyants dans MM. Ebert et Scheidemann et dans le comte Brockdorf-Rantzau, cet étrange converti, que l'empire trouvait trop réactionnaire pour lui assurer une place dans ses conseils et dont la république a fait un secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Ils ont dénoncé la passion malfaisante qui inspirait la France redevenue la grande ennemie, affirmé qu'il était temps d'en finir avec un armistice d'une rigueur encore inconnue, promis qu'ils ne signeraient jamais qu'une paix honorable.

C'était dangereux ; car, si une vive inquiétude a traversé l'Europe, la situation de l'Allemagne ne la justifiait pas : elle ne pouvait pas recommencer la guerre ; dès lors mieux aurait valu ne pas provoquer les adversaires de la veille.

En effet, la conférence de Paris qui, étant donné l'état d'âme de son principal inspirateur, se serait sans doute volontiers laissé convaincre de la repentance et de la transformation du peuple allemand, est revenue à la réalité. Elle s'est rendue aux raisons de M. Clemenceau qui, sentant la France menacée, a réclamé un supplément de précautions. Des conditions aggravées d'armistice temporaire ont été imposées par le maréchal Foch au gouvernement allemand qui, tout en protestant une

lors de plus, n'a pu faire autrement que de les accepter. D'autres conditions se préparent qui impliqueront, dit-on, un désarmement presque complet.

Pour MM. Ebert, Scheidemann et consorts, c'est un échec douloureux. Leur autorité en a souffert. Les Spartaciens qui, tandis que l'assemblée délibérait en paix, continuaient à propager le mécontentement et la grève et à surprendre des villes par de brusques coups de main, ont redoublé d'audace. Mais, en face de l'humiliation du pays, le parti conservateur, longtemps contenu par une terreur salatale, s'est excité aussi : à son tour il s'est mis à frapper.

La plus illustre victime des troubles est l'honnête Karl Eiser, le dictateur bavarois. Seul peut-être parmi tous les hommes au pouvoir, il avait vu dans la révolution autre chose qu'un simple changement de classe dirigeante ; il reconnaissait que l'Allemagne avait eu des torts graves, il réclamait d'elle un changement profond. On le détestait dans l'ancien monde gouvernemental, allant des conservateurs forcés aux socialistes majoritaires incerts ; les journaux le dénonçaient comme un malin ou un fou ; il gardait du crédit sur les masses populaires du sud qui avaient confiance en lui. Il meurt victime d'un officier noble qui a voulu venger la patrie de l'homme qui avait dit la vérité et, en flâvière comme dans le pays de Bade, les partis surexcités jettent autour de son tombeau.

Au milieu des troubles et des disgrâces de l'heure présente, dont ils sont en grande partie responsables, les gouvernements germaniques ont un sujet de consolation : c'est l'état de l'Autriche allemande qui, habilement cuisinée par des agents experts, incline de plus en plus vers la nouvelle république du nord. Les élections qui viennent d'avoir lieu, peu claires quant à la puissance des divers partis, a créé une assemblée fort disposée à acclamer l'union prochaine. A Weimar, on la réclame aussi. Les puissances occidentales font grise mine ; mais on voit mal, puisque les principes de M. Wilson ont acquis force de loi, comment elles s'opposeraient à la volonté d'un peuple.

Après quoi, il est certain que la présence au milieu de l'Eu-

rope d'une nation de quatre-vingt millions d'âmes, blessée dans son orgueil et ses intérêts, qui n'a pas changé quoi que ce soit de ses instincts profonds et va se donner un régime encore plus centralisé que le précédent, n'a rien de rassurant. Les bienfaits de la ligue des peuples ne la réconcilieront pas. Les rédacteurs du projet de paix seront donc bien inspirés en accentuant les mesures de défense.

— Dans toute l'Europe orientale, le désordre se prolonge. En ouvrant l'Assemblée nationale polonaise, le général Pilsudski, président de l'Etat, reconnaissait que la république était en guerre, ou peu s'en faut, avec tous ses voisins : sort fatal d'un peuple qui cherche à reconstituer son unité aux dépens d'autres peuples qui ont profité de sa détresse pour pénétrer profondément toutes ses provinces bordières.

Les républiques hongroise, tchéco-slovaque, yougo-slave, les Etats balkaniques, etc., attendent anxieusement la fixation de leurs limites. Quelles que soient les mesures prises, il est évident qu'elles ne les satisferont pas ; mais plus le moment tarde, plus la nervosité grandit.

Quant à la république des soviets, elle est en lutte sur toutes ses frontières. Elle combat à l'est contre les Sibériens, au nord contre les contingents russes soutenus par des troupes anglaises, françaises et américaines ; au nord-ouest contre les Esthoniens, à l'ouest contre les Polonais, au sud contre les Ukrainiens, au sud-est contre le général Denikine qui, à la tête de quelques régiments d'officiers, lui fait une terrible guerre. Il est intéressant de voir que ces bolchévistes, qui prétendent renouveler le monde, ne savent se servir que de vieux moyens pour soutenir leur effroyable régime. Leurs troupes ne sont que des prétoriens : des Chinois, des Lettons, des gardes-rouges grassement payées qui encadrent des malheureux, officiers et soldats de l'ancienne armée, qu'on fait marcher sous le bâton, avec la mort comme menace. Leur moyen d'action, c'est le capital qu'ils ont volé dans les banques et chez les particuliers, qui leur permet d'entretenir une armée et d'étendre sur la moitié de l'Europe une

propagande intense. Et dire que, dans les milieux socialistes, on conserve à ces gens-là une instinctive sympathie !

L'invitation à la conférence de Prinkipo a rendu aux bolchévistes un très grand service. Tout en répondant de façon goguenarde, ils se sont bien gardés de repousser l'offre. Ils s'en servent dans les malheureuses contrées soumises à leur pouvoir pour annoncer la capitulation de l'Entente qui leur demande de traiter. Ils comptent que cet appel, qui leur permettra de gagner du temps, déconcentrera leurs adversaires, mal armés, sans direction unique, à court d'argent et de munitions et que, grâce à la supériorité des moyens dont ils disposent, ils remporteront désormais des succès faciles. En cas de danger, leurs délégués sont prêts à se montrer, à l'égard des Alliés, aussi doux et obstinés qu'ils l'ont été en face des Allemands ; puis, une fois les Américains dûment éblouis, l'œuvre d'extermination recommencera de plus belle. Si, comme on le prétend, c'est le président Wilson qui a imaginé Prinkipo, il n'aura fait que montrer comment, avec des intentions droites et pures, on peut commettre une impardonnable faute ou quelque chose de plus.

— Tandis que la conférence de Paris poursuivait ses travaux, le congrès socialiste international se réunissait à Berne. C'était dresser autel contre autel. Des deux, c'était le congrès qui possédait le beau rôle ; il n'avait qu'à parler tandis que les autres devaient agir. S'il avait réussi à créer en quelques séances un plan de reconstitution de l'Europe basé sur les droits des peuples et doublé d'un projet simple de société des nations, l'effet moral eût été, quel qu'en on dise, considérable. Mais les difficultés étaient grandes, vu que, là aussi, il y avait des représentants de nombreux peuples et que l'étiquette « socialiste » ne réussit pas à faire oublier à chacun ses intérêts particuliers. La réunion était aussi prématurée : il restait trop de passion dans l'air.

Le congrès socialiste n'a réussi qu'en apparence à se mettre d'accord sur la question des responsabilités de la guerre. Il n'est point parvenu à se fixer une attitude en face du bolchévisme. Les revendications qu'il a élevées au nom des peuples manquent

d'originalité. Son plan de société des nations n'est qu'une copie de ceux de M. Wilson, première manière. Quant aux commissions que le congrès a laissées derrière lui, l'une pour faire une enquête sur les terres du bolchévisme, l'autre pour exercer une salutaire influence sur la conférence de Paris, tout fait supposer que leurs efforts seront contradictoires et que leur action sera mince. Si l'imposante assemblée réunie dans la capitale de la France échoue dans sa tâche, ce n'est apparemment pas du côté du socialisme international qu'il faudra chercher le secours.

— En résumé, le mois qui vient de s'écouler, malgré la proclamation solennelle du projet de pacte, ne nous a que fort peu fait avancer vers les solutions pratiques que réclame l'Europe tout entière. Les délégués de Paris, si vertueux que soient leurs désirs, ont attaqué leur travail par le mauvais bout. Bien logés, bien nourris, malgré la cherté de toutes choses, ils ne se rendent pas assez compte que ce que les peuples, dans leur misère, réclament d'eux, ce n'est pas un déballage intéressant de principes et de projets, mais le droit de vivre aujourd'hui et demain. Pour réussir dans sa tâche, la conférence a besoin, non seulement de moyens matériels, mais d'une autorité morale immense. Quand on commencera à la « blaguer », beaucoup de mal sera fait. Elle peut encore, en se décidant à parler moins et à agir plus, accomplir l'œuvre la plus utile qui ait jamais été faite. Mais le temps presse.

ED. ROSSIER.

Lausanne, 24 février.

LA QUESTION DE LA ZONE FRANCHE, par <i>L. Jacot-Colin</i> .	
Première partie	161
Seconde et dernière partie	366
L'AFFAIRE FALLET, par <i>Aug. Fallet</i> .	
Première partie	172
Seconde et dernière partie	336
LE SECOND VOYAGE DE M. MICROMÉGAS, par <i>Paul Sirven</i> .	
Première partie	191
Seconde partie	359
LA ZOOLOGIE DE LA GUERRE, par <i>A.-E. Shipley</i>	202
QUESTIONS MÉDICO-CHIRURGICALES, par le Dr <i>P. Reinbold</i> .	232
GÉOGRAPHIE DE GUERRE, par <i>L.-R. Delège</i>	262
L'ÉVOLUTION MORALE DE JEAN RACINE, par <i>Albert Rhein-</i> <i>vald</i> .	
Première partie	273
Seconde et dernière partie	399
BOURGEOIS, par <i>Edouard Combe</i>	321
POÈMES, par <i>Herman Grégoire</i>	333
LA QUESTION DE GDANSK (DANZIG), POLONAIS ? ALLEMAND ? OU NEUTRE ? par <i>un Polonais</i>	351
RASPOUTINE, par le baron <i>Edmond M' Arow</i>	387
LE PORTEUR D'EAU, Nouvelle, par <i>Franz Hellens</i>	412
CHRONIQUE ITALIENNE, par <i>Francesco Chiesa</i> .	
Janvier. — Depuis la victoire italienne. — Nouveaux livres	124
Mars. — Le soi-disant impérialisme italien. — Raisons et faits précis. — Le voyage des journalistes suisses aux régions de la guerre italienne. — La Suisse vue de l'Adriatique.	434
CHRONIQUE AMÉRICAINE, par <i>G.-N. Tricoche</i> .	
Mars. — L'armistice et son influence sur l'opinion publique. — La presse allemande et les Etats-Unis. — La question des représailles. — Problèmes d'après-guerre. — A propos de mariages entre Françaises et soldats américains. — Tourisme morbide. — Un livre du jour	441

CHRONIQUE RUSSE, par *Ossip-Lourie*.

Janvier. — Georges Plekhanov. — Le nationalisme et l'idéalisme historiques. — Lénine et les origines du bolchévisme. — Centenaire de Tourguéniev. — Les Russes n'ont rien inventé. — Les erreurs de la révolution. — Palais de la Liberté. — Tchernobél. — Les partis politiques. — L'évolution de Miloukov. — Les marxistes. — Kaméniev. — Robespierre et la Terreur. — M. Ozer, ministre de Santé. — Les socialistes révolutionnaires. — L'Union et l'œuvre ne sont pas une seule et même chose. — Le processus de la reconstitution de la Russie sera long, mais il s'accomplira.....	126
---	-----

CHRONIQUE ALLEMANDE, par *A. Guillard*.

Février. — Socialistes et bolchévistes. — Une voix de l'Allemagne du sud. — Un revirement du peuple allemand est-il possible ? — Il faut faire son « mea culpa ». — La responsabilité des chefs socialistes. — Opinion de Bernstein et de Kautsky. — Le chandron de la sorcière. — Le journal d'un pacifiste. — Les Brest.....	185
---	-----

CHRONIQUES SUISSES ROMANDES, par *Maurice Mollat*.

Janvier. — Le deuil. — L'état des esprits dans la Suisse romande. — Les responsabilités. — Le changement d'esprit. — Le changement des hommes. — Pourquoi MM. Moller et Schulthess ne sont plus à leur place au Conseil fédéral. — L'héroïque et confidentielle intervention du roi des paysans.....	144
Février. — M. Ador à Paris. — La Suisse et l'Estenté. — Nos besoins et nos devoirs. — La Fédération des hôteliers suisses. — La Suisse romande et le congrès de Berne. — Les livres : M. Luth ; M. Gustave Doré ; M. de Pury ; M. Maurice Dodot ; M. le prof. de Tourtoulon ; M. Charles Guis.....	291

CHRONIQUE SUISSE ALLEMANDE, par *A. Guillard*.

Mars. — Le jubilé de la Réformation suisse. — Zwingli à Zurich. — Une grande œuvre nationale. — Le centenaire d'Alfred Escher. — Un grand homme d'action. — Ce qu'opinaît Gottfried Keller sur ce sujet. — M. Edouard Koller et la littérature suisse. — Romans et nouvelles, par Meliorad Limeri, Jacob Hunschert, Adolphe Frey. — Publications d'art.....	447
--	-----

CHRONIQUES SCIENTIFIQUES, par *Henry de Varigny*.

Janvier. — Le microbe de la grippe. — Microbes et vitamines. — L'œuvre de Matvei Depina. — La lune et la marée électrique. — Le sérum du cheval dans l'alimentation. — La nature du skat. — Publications nouvelles.....	176
--	-----

Février. — L'avenir de l'aviation: l'avion de transport. — Remèdes contre la grippe: vaccin et plasmothérapie. — Les explosifs en agriculture. — Les vitamines, leur nature. — Le sondage de l'atmosphère par le son. — Greffe d'artères mortes. — Publications nouvelles..... 303

Mars. — Un bon microbe. — Les ressources mondiales en houilles blanche et verte. — Verra-t-on le chauffage électrique? — La production d'aliments par unité de surface de sol. — La proportion des hommes aux femmes; la fragilité du sexe masculin. — Le muscari. — Le manque de pétrole. — La crise du papier. — Publications nouvelles..... 456

CHRONIQUES POLITIQUES, par *Ed. Rossier*.

Janvier. — Contraste. — Les premiers résultats de la victoire. — Le travail de reconstitution qui s'impose. — Désordre à l'orient de l'Europe. — Sur les ruines des empires centraux. — Le président Wilson..... 151

Février. — La conférence de la paix. — Grand désordre dans l'Europe orientale. — Heurs et malheurs de la nouvelle Allemagne. — La vie politique dans les Etats occidentaux..... 312

Mars. — Le pacte des nations et la Conférence de Paris. — L'Allemagne nouvelle. — Les agitations du monde slave. — Le Congrès socialiste de Berne. — La situation actuelle..... 468



BORACINE · BORACINE · BORACINE · BORACINE · BORACINE

BORACINE · BORACINE · BORACINE · BORACINE · BORACINE

BORACINE · BORACINE · BORACINE · BORACINE · BORACINE



préparée à l'Eau de Cologne pure,
rafraichissante, fortifiante et
hygiénique.

En vente dans les pharmacies et parfumeries fines.

BORACINE · BORACINE · BORACINE · BORACINE · BORACINE

REVUE DES LIVRES

POUR LA JEUNESSE

Finale des pirates, par Jack London. Adapté de l'anglais, par F. Guillemaut
1 vol. 100 p. broché. Armand Gouin. Paris et Neuchâtel.

JACK LONDON, ce romancier londonien à la mode depuis quelques années, est, comme on sait, un de nos occyres. Il a écrit la « finale » après une vie de souffrances et de misère. Jack London n'a pas oublié dans son cadre de ses héros : il les a mis dans les sentiers où s'écoulaient les jours de sa formation : — gens de mer, comme le Klondike, aventuriers des pays noirs où figure la loi du

jeune Philae. Dans ces récits, aucune complication sentimentale, nulle subtilité d'analyse ; la psychologie des héros de Jack London est bien rudimentaire. Ces aventuriers brutaux et violents sont à l'incalculable sujet à des arrangements humains fréquents, ils servent aussi parfois reconnaître la supériorité morale, encore que le héros ne s'inspire un respect plus constant.

C'est dans le monde des chercheurs

Poitrinaires vous voulez guérir,

et pour cela
vous faites une cure de

NATURA

de
Hans HODEL



Grâce aux résultats merveilleux obtenus en cas de catarrhe ordinaire ou chronique, en cas d'influenza, de maladies pulmonaires, ce remède est devenu le remède populaire par excellence. Si l'on a employé NATURA, on ne peut que le recommander autour de soi.

Mademoiselle *Ida Friedli*, de Wädenswil (canton de Zurich), nous écrit en date du 30 décembre 1917 :

« J'aimerais crier à tous les poitrinaires : Ne désespérez pas, ne vous découragez pas avant d'avoir fait une cure avec l'insurpassable remède « Natura ». J'avais une pleurésie accompagnée d'un catarrhe des poumons. Après trois mois, je quittai l'hôpital, non guérie, désespérée et lassée de la vie. Je voulus encore faire un essai avec « Natura ». A ma grande joie, je pus bientôt constater les bons effets de ce remède et maintenant, après l'emploi de 10 flacons, mes poumons sont complètement guéris. En ayant fait l'expérience, je puis recommander chaleureusement cet excellent remède. »

NATURA LIQUIDE à 3 fr. 50 le flacon, 4 flacons, 12 fr. port en plus.

TABLETTES NATURA à 1 fr. le rouleau, en vente chez

HANS HODEL,

LABORATOIRE
CHIMIQUE

SISSACH (Bale-Campagne)

SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE

SWISS BANK CORPORATION

Bâle - Zurich - St-Gall - Genève

Lausanne - Londres E. C.

Bienne - Chiasso - Hérisau - La Chaux-de-Fonds - Nyon

Aigle - Morges - Rorschach - Vallorbe.

CAPITAL-ACTIONS VERSÉ fr. 82,000,000

RÉSERVES fr. 27,750,000

Le Siège de LAUSANNE, II, Grand-Chêne, traite

toutes opérations de

BANQUE, de BOURSE et de CHANGE.

REVUE DES LIVRES (Suite.)

Il est de Klondyke que nous conduit la « Ville des neiges ». Frons, unique enfant d'un « où » de ces régions démolies, se fait made man, qu'il s'est corché à force d'audace, de flut et de volonté, mais non sans humilité. Frons, qui revient d'Europe, où elle a acquis la culture d'un jeune fils du monde, reprend contact sans difficulté avec la vie professionnelle de Dawson City ; après une

erreur passagère, elle saura distinguer, parmi ses prétendants, l'homme vraiment digne d'elle.

Histoire simple, lorsque l'intérêt réside dans la peinture sommaire, mais qui est tout joint, des mœurs de ces roides aventuriers. À noter une assez belle description de la débauche du Yukon.

H. G.

LIVRES SUISSES ALLEMANDS

Soit à apporté son contingent habituel de livres ; il semble pourtant que la maison soit en peu moins abondante que l'année dernière, surtout en ce qui concerne les ouvrages d'imagination ; nous ne nous en plaignons pas

la médiocrité nous que trop souvent le lot de nos revues de poètes ou de nouvelles et de nos romans.

L'éditeur Orell Füssli a été bien inspiré en réunissant dans un beau volume illustré par Paul Kammüller les

Ateliers de Construction d'Instruments
DE PRÉCISION

Otto BILAND

St-Imier (Suisse)
TACHYMETRES
Compteurs de tours

Spécialités: Instruments de précision, etc.
Montres pr les usages techniques
et pour veilleurs de nuit.



Médaille d'or, Berne 1914

VENTE DIRECTE AU PARTICULIER

10
MOIS
DE
CREDIT

10
MOIS
DE
CREDIT

INNOVATION

LA CHAUX-DE-FONDS

DEMANDEZ LE CATALOGUE

Antigoitreux Jurassien le « Strumasan »
seule friction efficace inoffensive pour la guérison rapide

DU GOITRE ET DES GLANDES

Prix: 1 flacon, 4 fr.; demi flacon, 2 fr. 50
Succès garanti, même dans les cas les plus opiniâtres.

Dépôt: Pharmacie du Jura, BIENNE, place du Jura
Prompte expédition au dehors.

Anglo Swiss Biscuit Co
Winterthour

Automobiles Martini

Saint-Blaise (Neuchâtel).



3 types de châssis tourisme.

14 HP moteur 4 cylindres 80 X 180 mm.

18 HP moteur 4 cylindres 90 X 180 mm.

— CATALOGUES ET DEVIS SUR DEMANDE —

REVUE DES LIVRES (*Suite*)

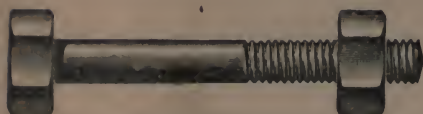
plus belles nouvelles de la Renaissance italienne (*Die schönsten Novellen der italienischen Renaissance*), ausgewählt und übertragen von Dr. Walter Keller). Voilà un ouvrage qui aurait combié d'un Jacobi Burckhardt. On sait la passion que le grand homme avait pour les auteurs italiens. Il s'agissait qu'on ne leur donnât pas la place qui leur revient, à la suite des grands classiques Dante, Pétrarque, Boccace, Arioste et Le Tasse. Elles ne sont en effet point négligeables, les brefs et élégants sonnets de Cino, Sordani, Fiorentino, Arnaldo-Silvano Pieraccini, Bandello, Gualdi et d'autres encore. On sait que les Italiens de ces auteurs ont souvent

été exploités par les dramaturges modernes, en particulier Schopenhauer pour son *Dithyrambe*, von Marchand de Vénise, et son *Romeo et Juliette*. L'art de copier n'a jamais été plus exact qu'en ce beau temps. Saluons donc cette œuvre qui nous conduit au milieu des tristesses de l'époque.

Une autre anthologie d'un genre tout différent est les Cent ballades suisses tirées de l'histoire suisse que publie M. Ernst Eschmann sous *Balladen und Lieder aus Geschichte und Sage der Schweizergeschichte*. Les auteurs ne sont pas tous nationaux, car on rencontre au milieu d'eux les noms de Scheffel, Simrock, Schiller, Uhland, mais ils forment

FABRIQUE DE VIS DE NYON S. A.

C.-D. J. ISAAC & FILS



Goupilles coniques.

Le plus puissant **Dépuratif du Sang**, dont toute personne soucieuse de sa santé, devrait faire au moins deux cures par an, est certainement le

THIÉ BEGUIN

Qui guérit: dartres, boutons, démangeaisons, eczéma, et qui fait disparaître: constipation, vertiges, migraines, digestions difficiles, etc. Qui parfait la guérison des ulcères, plaies, varices, jambes ouvertes, etc. Qui combat avec succès les troubles de l'âge critique.

La boîte: 1 fr. 50 dans toutes les pharmacies.

Dépôt général et expéditions pour la Suisse:

PHARMACIES RÉUNIES, La Chaux-de-Fonds.

|| Fabrique
ACTIVA || **C. M. PAVESI**
Fabrique à LAUSANNE
BUREAUX et MAGASIN TEAREAUX ||

Fabrique spéciale de meubles et classeurs verticaux pour bureaux modernes. Fabrique de fichiers, agendas et dossiers, de toutes tailles et genres, pour le classement vertical. - Département d'organisation de comptabilité moderne par le classement vertical. - Chef comptable spécialement attaché à notre Maison. - Installations complètes. - Grand choix et stock en magasin. - Références de premier ordre. - Catalogues et prix sur demande. - Tel. 22-04

BANQUE CANTONALE NEUCHÂTELOISE

Siège central à NEUCHÂTEL

La Banque Cantonale Neuchâteloise traite toutes les opérations de Banque.

Elle s'occupe de l'encaissement et de l'escompte de papier commercial sur le Suisse et l'étranger.

Elle ouvre des **comptes-courants** débiteurs et créditeurs.

Elle verse des **avances** sur le nantissement de titres.

Elle délivre des **bons de dépôt** à 1, 2, 3 et 5 ans, au taux de 2 $\frac{1}{2}$ % l'an. Ces bons sont destinés au porteur ou nominatifs et pour n'importe quelle somme; ils sont munis de coupons semestriels d'intérêt.

Elle reçoit les dépôts sur **livrets d'épargne** à 4 $\frac{1}{2}$ % l'an jusqu'à fr. 10 000, elle verse les intérêts par versements en une ou plusieurs fois.

Elle s'occupe de la **gérance de fortunes** et soigne l'achat, la vente et la garde de titres à des conditions très modérées.

Elle émet des **chèques** et **lettres de crédit** sur toutes les villes importantes de globe.

Elle négocie les **monnaies** et **billets de banque étrangers**.

Elle garde, dans ses **chambres d'acier**, des **compartiments de coffres-forts** pour la garde de titres, bijoux, objets précieux de toute nature.

REVUE DES LIVRES (*Suite*).

Juste de même la presque totalité de l'œuvre et l'on est fier de constater qu'avec Gottfried Keller, C. F. Meyer, Spitteler, Maximal Liebert, Adolphe Frey, Robert Fluo, ils sont excellents écrivains. Les œuvres, classées par ordre de date, nous donnent une sorte de tableau de la vie littéraire de notre pays depuis les salubres tentatives jusqu'à la manifestation de 1914.

Les nouvelles et romans, nombreux, nous donnent cette année un riche tableau de M. Nicolas Ilitz. *Carpe Noctem*, qui nous reporte au temps de Zwargli; un tableau de migrants de Max Harry Wettstein-Schmid, *Die Kollegen im Lichtbild*, qui nous fait

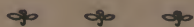
pénétrer dans le monde commerçant suisse d'aujourd'hui; une réédition du petit livre de Jérôme Gottlieb, *Der Kampf des Volk*, qui vient enrichir l'aimable collection *Schweizer Jugendbücher*.

L'histoire du jour est toujours l'objet d'études documentées et abondamment illustrées; en voici deux nouvelles: *Somme et Oser, les comètes de nosseurs du nord de la France*, par un l'éminent oculaire; tableaux singulièrement émouvants; *Kaiser, études sociales, politiques, philosophiques et littéraires* par des auteurs suisses M. et M^{me} Krumm et M. J. Matthieu, avec la collaboration d'auteurs suisses, Hjel-

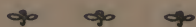
AUBERT, GRENIER & C^{ie}

COSSONAY-GARE (Suisse)

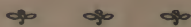
Fonderie, laminoirs, tréfilerie de cuivre
aluminium et alliages.



Fabrication de fils et câbles
pour applications de l'électricité



Matériel divers pour installation électrique :
tubes isolateurs ; douilles ;
interrupteurs ; coupe-circuits, etc.





LAUSANNE Château de Prilly

(Maison de l'Université)

Maison de repos

Téléph. 312 (près du tram 3.)

Ouvert toute l'année.

Maison de premier ordre

**Situation tranquille
avec grand jardin.**



CHARLES GUINCHARD

COMMERCE DES TIMBRES - PATRIE

L'envoi à choix timbres de guerre (timbres d'avenir), colonies anglaises, françaises et Europe, aux meilleures conditions. — Achète également vieux timbres.

REVUE DES LIVRES (*Suite*)

Kowski, Fedorow, Glogol, Losen, etc. La première partie de cette œuvre intitulée à l'architecture, la peinture et la musique et la seconde, qui expose la formation de l'Etat politique et social russe, montrent qu'il s'agit d'une œuvre sérieuse appelée à rendre de grands services à ceux qui veulent s'orienter dans l'histoire du grand empire de l'Est.

Dans le domaine scientifique et pédagogique la maison Orell Gessner fait paraître une étude du Dr Herbert Quast, *Die Nervenzell als Problem der modernen Messtechnik*, un petit résumé d'astronomie d'un professeur à l'Ecole supérieure des jeunes filles, la

Dr W. Bruns (*Astronomie*) : une *erste Einführung für Schulen und zum Selbststudium*, qui est un modèle de simplicité et de clarté ; un livre de lectures allemandes du professeur Andreas Baumgartner (*Der Zweite John Döschel*), dont les morceaux de vers et de prose, empruntés pour la plupart à des auteurs suisses et savamment gradués, sont accompagnés de la traduction française, anglaise et italienne de tous les mots supposés nouveaux ; on ne saurait mieux que l'utiliser à l'agrément.

L'éditeur Gröner de Berne met de nouveau en vente cette année un almanach suisse, littéraire et artistique (O



HANS SCHEIDEGGER

Fabrique de bouchons et articles de caves



LAUFON (Jura bernois)





ZENITH

la montre
sans rivale comme précision
quel qu'en soit le format, est celle qui
convient le mieux à l'usage de

BRACELET

En vente chez les bons horlogers.

*Demandez Catalogues illustrés aux Bureaux des
MONTRES ZENITH, Dépt G, au Locle*

REVUE DES LIVRES (Suite.)

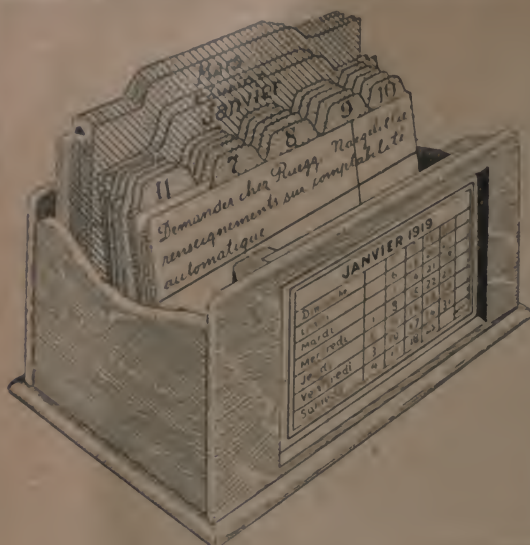
mon Heimatland? 120 Illustrationen, 11 Kunstblätter, wozu 2 Farbtage) qui contiennent des travaux d'écoliers de chez nous — Bösch, Feller, Federer, Heide, Hg. Jegerlehner, Walter, Vallotton, Zehn — avec de belles reproductions d'œuvres d'artistes suisses. Biedler, Hg., Vallet, Vauthier, Boushards, Sarkoni, Babona. Voilà un almanach qui aura sa place dans toutes les familles suisses.

Aux livres déjà annoncés de l'éditeur A. Francke, à Bern, ajoutons les trois nouvelles de Lili Halber: *Sonderlinge*, dont la meilleure: *Comment Lehmann voulait devenir un homme*, de-

viendra certainement une nouvelle d'anthologie. D'autres nouvelles d'Ulrich Ammann, Jugoslavczang, tout à fait sentimentales et plaisantes, mettent en scène des enfants du Midi et du bon pays de liana. Le charme de la jeunesse est vivement senti par l'auteur.

Chez l'éditeur Rascher de Zurich, ce sont surtout des écrits de guerre ou se rapportant à la guerre. Comme d'abord la jolie collection dirigée par René Schickel, *Bibliothèque parallèle*, qui vise au-dessus des querelles des peuples à réconcilier l'humanité ou tout au moins à créer des temps meilleurs. La première série comprend des vo-

FICHER - AGENDA



Complet

avec

100 cartes blanches

et

Calendrier pour 1919

Largeur. 14 cm.

Chêne clair.

Fr. 11

Chêne foncé :

Fr. 12

Cadeau très pratique
pour Messieurs.

Rüegg-Nargeli & Co

ZURICH

Sous-Vêtements tricotés et Bas

== Demandez dans les magasins de Bonneterie ==
et de Nouveauté

la marque



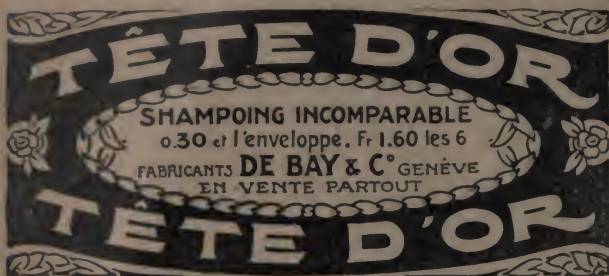
de fabrique

Les plus hautes récompenses aux Expositions Universelles: Paris 1889, 1900; Bruxelles 1910; Turin 1911; Londres, Exp. Franco-Brit. 1908 et Berne, Exp. Na-Suisse 1914: H. C.

NOUVEAU TISSAGE DE SOIERIES SOC.
ANONYME

ci-devant
EMILE SCHAERER & C^{IE}, ZURICH, TALSTR. 32

fabricque de Tissus de soie unis et nouveautés

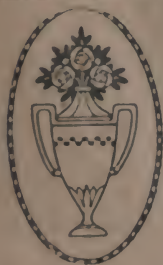


NOTRE
EAU DE COLOGNE
1914
égale
LES MEILLEURES
—
EN VENTE
PARTOUT

S.A. FABRIQUE de PIPES et de CANNES
LAUFON (Suisse)

FONDÉE EN 1906

Spécialités de pipes de bruyère.



MOBILO

Jeux de Construction mécanique en acier.

Amusant, instructif, simple, solide et pratique.

4 boîtes différentes.

Exclusivité pour la Suisse JUNOS S.A., VEVEY

Remplacez
tout vinaigre par
Citrovin
le condiment de chair

MAISON
DE
MUSIQUE



PIANOS
HARMONIUMS
ABONNEMENTS

HUG & C^o BALE

LUCET

(SKYOSCOPE)

JEU DE LUMIÈRES

Simple. Artistique. Amusant. Instructif.
Exclusivité absolue JUND S. A. VEVEY

Neuchâtel

Jean BLATTNER

Neuchâtel

Fabrique de Registres

Brochage et Reliure pour maisons d'Éditions.



MONTRES-
BRACELETS

5 ans de garantie. Année 15 Rabais

Haute Nouveauté.

en Nickel blanc : 47.-
en Argent massif : 62.-
en Or 18 Karats : 130.-

Avec cadran, lunette et bracelet en cuir.

Expéditions contre 10% net.

Demander catalogue illustré gratis aux
Fabricants.

GUY-ROBERT & Co. Fabrique Montres, La Chaux-de-Fonds

MONTANA

(VALAIS)

Altitude 1500 mètres

reliée par un funiculaire à Sierre (Ligne du Simplon) Station climatique
la plus ensoleillée de la Suisse.

CURHAUS VICTORIA

Médecin en chef: Dr BODMER

Héliothérapie. — Maladies des voies respiratoires et de la tuberculose.

Maison confortable — Prix modérés

Pour prospectus et renseignements, s'adresser à

E. Nantermod, directeur.

Imprimeries Réunies (S.A.), Lausanne
Avenue de la Gare, 23

Le plus important établissement typographique de la Suisse.

IMPRESSIONS

SOIGNÉES EN

Langues orientales.

HÉBREU - GREC - RUSSE - CHINOIS - Langues sud-africaines.

Signes diacritiques pour la philologie et la phonétique,

mathématiques, sciences,

musique notée, chiffrée et lettrée.

Université de Lausanne.

GÉOMÈTRES

L'entrée en vigueur du règlement des examens fédéraux pour géomètres du registre foncier, du 14 juin 1913, règlement élaboré par les soins du Conseil fédéral en exécution de l'article 950 du Code civil suisse, a eu pour conséquence la création d'une section pour étudiants géomètres à l'Ecole d'ingénieurs de l'Université de Lausanne.

Un plan d'études, en tous points conforme aux dispositions du règlement fédéral, vient d'être adopté par le Conseil d'Etat du canton de Vaud, et les jeunes gens qui se destinent à la carrière de géomètre pourront commencer leur préparation.

Ce plan d'études prévoit quatre semestres.

Sur demande, la Direction de l'Ecole d'ingénieurs, Valentin, 2, Lausanne, enverra tous renseignements utiles.

ATELIERS DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES DE VEVEY, S.-A.



Turbine Pelton type réglage constant 5000 HP (500 tons)

Turbines
—
Regulateurs
—
Charpentes
métalliques
—
Engins
de
travaux

Alimentation générale

CH. PETITPIERRE

115 succursales de vente en Suisse

Maison réputée par ses prix bon marché

et la bonne qualité de ses marchandises.

NEUVEVILLE

Usine de Laminage

Ed. Mathey Fils, S.A.

Laminage à froid d'aciers en bandes pour l'horlogerie, la mécanique et l'électricité.

Articles de Caoutchouc en tous genres

Caoutchouc Industriel

A. BRUNNER

SUCC. DE FRED. BRUNNER

• BALE •

RELIURE DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

En vue de faciliter à nos abonnés la conservation de leurs collections de la Revue, nous avons fait établir de jolies reliures en toile anglaise, avec chiffre doré sur le plat, titres, millésime et chiffre des tomes dorés au dos. Cette reliure, dont on peut voir des spécimens dans nos Bureaux, avenue de la Gare, 23, à Lausanne, est fournie au prix exceptionnellement bas de 8 francs pour les quatre volumes. Il suffit d'envoyer les collections à

MM. VULLIEMIN & CLERC, relieurs, ruelle St-François, 22^{us}, Lausanne, pour les recevoir reliées franco, contre remboursement de 7 francs par année.

Les livraisons manquantes peuvent être fournies par l'administration de la *Bibliothèque Universelle* au prix de 2 francs par livraison, qui seraient naturellement à ajouter au prix de la reliure. On peut demander la reliure non seulement de l'année échue, mais de toutes les années antérieures.

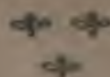
Nos abonnés étrangers, qui ne pourraient envoyer leurs collections, obtiendront dans l'Union postale, pour le prix de 6 francs, FRANCO, des couverts ou cartonnages qui leur permettront de faire faire la reliure chez eux. Ils devront indiquer exactement les années dont ils ont besoin, et en envoyer le prix, calculé à raison de 5 fr. par année, par chèque ou mandat postal, à l'adresse indiquée de

MM. VULLIEMIN & CLERC, relieurs, ruelle St-François 22^{us}, Lausanne.

L'administration de la *Bibliothèque Universelle* vend aussi ses collections reliées. Il faut ajouter 8 francs au prix de la collection brochée.

ELECTRO-MATÉRIEL

Zurich I ::

Téléphone : SELNÄU 22. 41
A.C. 220V : KILOWATT

Matériel complet
d'installation
électrique :

Lumière

Forcé

Téléphone

Sonnerie



Magasins de vente :

ZÜRICH :

Lorenzstrasse, 70.

LAUSANNE :

Avenue du Tribunal Fédéral, 2

BERNE :

Mühlenterrasse, 11

ST-GALL :

Katharinengasse, 14



OUVRAGES RECUS

- Grimantz, *Villages valaisans*. Texte de Léon Dunand, 10 planches par François Parnet. Genève, Slatag.
- Légendes de la Gruyère, texte de Mar.-Alex. Bovet, illustrations de Eug. Rochlen. — 1 vol. in-8, ill. Lausanne, Spes. Prix, 5 fr.
- Myrtes d'antan, par Edouard Tavan. — 1 vol. in-16. Genève, Jullien. Prix, 3 fr. 50.
- Tirant sur l'ancre. Poésies, par H. Curtat, illustrations de L. Curtat. Paris et Lausanne, Payot.
- Ainsi chantait Thyl 1914-1918, par Maurice Gauchez. — 1 vol. in-16. Paris et Zurich, Cress.
- Le chemin de l'honneur. *Les préludes*: I. *La flûte brisée*. II. *Le calvaire d'un âme romande*, par J.-S. Loth. — 1 vol. in-16. Lausanne, La Concorde. Prix, 5 fr.
- La frontière, par Eug. Quinche. — 1 vol. in-16. Lausanne, Spes. Prix, 3 fr. 50.
- Neige et soleil, par René Burnand. — 1 vol. in-16. Lausanne, Semailles. Prix, 3 fr. 50.
- Le Berceau de la Croix-Rouge, par Alexis François. — 1 vol. in-8. Genève, Jullien.
- L'agnosticisme religieux, par Paul-Gabriel Chappuis. — 1 vol. in-8. Genève, Eggimann.
- Auguste Forel. La vie, l'œuvre, l'homme, par Jean Wagner. — 1 vol. in-16, ill. Lausanne, Ligue pour l'action morale. Prix, 2 fr.
- L'erreur française, par Lysis. — 1 vol. in-16. Paris, Payot. Prix, 4 fr. 50.
- Koenigsmark, par Pierre Benoit. — 1 vol. in-16. Paris, Emile-Paul. Prix, 3 fr. 50.
- Il y a toujours des Pyrénées, par Jules Laborde. — 1 vol. in-16. Paris, Payot. Prix, 4 fr. 50.
- La France veut-elle garder la Savoie, par M. Ferrero. — 1 vol. in-8. Laval, Barnéoud.
- Les intellectuels dans la Société française, par René Lote. — 1 vol. in-16. Paris, Alcan. Prix, 3 fr. 50.
- Près des combattants, par André Chevrillon. — 1 vol. in-16. Paris, Hachette. Prix, 3 fr. 50.
- La question de la Dalmatie, par Dalmaticus. — 1 vol. in-16.
- Magyars et pangermanistes, par S. Osusky et Jules Chopin. — 1 vol. in-16. Paris, Bossard.
- L'organisation de la démocratie, par Probus. — In-16. Paris, Bossard.
- Les fables nouvelles, par A. Theulot, illustrations de Jeanne Pflüger. — 1 vol. in-8. Lausanne, Spes.
- Ernest Naville. Pensées extraites de ses œuvres, par Hélène Naville. — 1 vol. in-16. Lausanne, Payot. Prix, 1 fr. 50.
- Pour copie conforme, par Emmanuel Buenzod. — 1 vol. in-16. Lausanne, Payot. Prix, 2 fr. 50.
- La jeune peinture romande présentée aux Zuricois, par Paul Budry. — 1 vol. in-16. Lausanne, Cahiers vaudois.
- Tzi no. Locutions vaudoises, par E. Lugrin. 2^e série. — In-16. Lausanne, Frankfurter. Prix, 2 fr. 50.
- Autour de la grève générale. Quelques mots d'une Genevoise. — In-16. Neuchâtel, Attinger. Prix, 1 fr.
- La Suisse dans le monde de demain, par H. de Pury. — In-16. Neuchâtel, Delachaux & Niestlé. — Prix, 1 fr.
- Utilisation rationnelle des déchets ménagers, agricoles et autres, par C. Marichal. — In-16. Bruxelles, Bieleveld. Prix, 50 cent.
- Bravo Nicolai ! par Henri comte de Fitz-James. — In-16. Genève.
- La défaite finale des Alliés du Centre. Les armistices, par N. Lawenthal. — In-16. Lausanne, Rouge. Prix, 1 fr.
- La France veut-elle garder la Savoie ? par G. Letonnelier. — In-16. Annecy, Hérisson.
- Les chemins de fer interalliés, par Ernest Lemonon. — In-16. N^o 28 du *Fait de la semaine*. Paris, Grasset. Prix, 1 fr.
- La Revue des idées. Genève, Société générale d'imprimerie.
- Le bolchévisme à l'œuvre. Impressions de témoins Suisses. Edité sous le patronage du Comité des Suisses de Russie. Préface de M. Henry Cressier. In-16. Genève, Tribune.
- Unter der Herrschaft des Bolschewismus. Erlebnisse von Russland-Schweizern. Herausgegeben vom Komite der Russland-Schweizer. — In-16. Zurich, Rascher. Preis, 1 fr.

BORACINE BORACINE BORACINE BORACINE BORACINE

BORACINE BORACINE BORACINE BORACINE BORACINE

BORACINE BORACINE BORACINE BORACINE BORACINE



préparée à l'Eau de Cologne pure,
rafraîchissante, fortifiante et
hygiénique.

En vente dans les pharmacies et parfumeries fines.

BORACINE BORACINE BORACINE BORACINE BORACINE

REVUE DES LIVRES

L'EUROPE AU JOUR LE JOUR. Tome V. *La Deuxième guerre balkanique*, par *Georges Guéhen*. 1 vol. grand in-8. Rouard, Paris. — LA FRANCE DE LA GUERRE. Tome II, par *A. Albert-Petit*. 1 vol. grand in-8. Edmond Rouard, Paris. L'EUROPE ET L'ORTODOXIE DE LA POLOGNE AU XIX^e SIÈCLE, par *Edmond Privat*. 1 vol. grand in-8. Georges Brédel et C^e, Lausanne. — EN AMÉRIQUE, JAMES W. HENNINGSEN, par *J.-J. Jusserand*. 1 vol. in-16. Librairie Hachette et C^e, Paris.

Le tome V de *L'Europe au jour le jour* expose dans une série de six chapitres les événements composant une phase indéniable de l'histoire contemporaine : l'histoire de la deuxième guerre balkanique. Il débute par le coup d'État qui renversa, le 24 janvier 1913, à Constantinople, le cabinet Nispet Pacha pour se terminer par la conclusion de Bucarest, plus exacte-

ment par la signature du traité de paix serbo-bulgare, le 29 septembre 1913. L'histoire de huit mois à peine, mais huit mois riches de substance et surtout féconds en conséquences pour tout dit immédiates, puisque cette campagne malheureuse a engendré la guerre européenne, d'une ampleur infiniment plus étendue.

C'est un fait désormais acquis :

Poitrinaires vous voulez guérir,

et pour cela
vous faites une cure de

NATURA

de
Hans HODEL



Grâce aux résultats merveilleux obtenus en cas de catarrhe ordinaire ou chronique, en cas d'influenza, de maladies pulmonaires, ce remède est devenu le remède populaire par excellence. Si l'on a employé NATURA, on ne peut que le recommander autour de soi.

Mademoiselle *Ida Friedli*, de Wädenswil (canton de Zurich), nous écrit en date du 30 décembre 1917 :

« J'aimerais crier à tous les poitrinaires : Ne désespérez pas, ne vous découragez pas avant d'avoir fait une cure avec l'insurpassable remède « Natura ». J'avais une pleurésie accompagnée d'un catarrhe des poumons. Après trois mois, je quittai l'hôpital, non guérie, désespérée et lassée de la vie. Je voulus encore faire un essai avec « Natura ». A ma grande joie, je pus bientôt constater les bons effets de ce remède et maintenant, après l'emploi de 10 flacons, mes poumons sont complètement guéris. En ayant fait l'expérience, je puis recommander chaleureusement cet excellent remède. »

NATURA LIQUIDE à 3 fr. 50 le flacon, 4 flacons, 12 fr. port en plus.

TABLETTES NATURA à 1 fr. le rouleau, en vente chez

HANS HODEL, LABORATOIRE
CHIMIQUE

SISSACH (Bâle-Campagne)

SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE

SWISS BANK CORPORATION

Bâle - Zurich - St-Gall - Genève

Lausanne - Londres E. C.

Bienné - Chiasso - Hérisau - La Chaux-de-Fonds - Nyon

Aigle - Morges - Rorschach - Vallorbe

CAPITAL-ACTIONS VERSE fr. 82,000.000

RESERVES fr. 27,750.000

Le Siège de LAUSANNE, 11, Grand-Chêne, traite

toutes opérations de

BANQUE, de BOURSE et de CHANGE.

REVUE DES LIVRES (*Suite*)

des Empires l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient pris leurs dispositions pour occuper la « grande partie » et les diplomates s'ingéniaient dès ce moment à contourner les revendications serbes sans les éprouer et une intransigeance qui eussent dû ouvrir les yeux de diplomates aussi rompus aux affaires que Sir Edward Grey et ses collègues du cabinet britannique. Pourtant, Sir Edward Grey préconise une politique de ruses et d'expédients, franchement défavorable aux Serbes et aux Grecs, et nettement favorable à l'Autriche et à l'Italie. La question yougoslave n'était pas encore mûre, et, bien que la Triple-Entente soutint officiellement le principe des « Balkans aux

Balkaniques », la solution qui intervint fut celle d'un partage de la péninsule en sphères d'influence des grandes puissances.

C'était une solution hâtive, aussi l'œuvre de la conférence de Londres ne dura guère. La seconde guerre balkanique éclata, provoquée par l'attaque brusquée de la Bulgarie contre la Serbie. La Bulgarie battue se conserva une amertume qui ne devait pas tarder à se transformer en un ardent désir de revanche; d'autre part, la Turquie, laquelle avait profité des embarras de son ennemi de la veille pour réoccuper la Thrace avec Andrinople, redevenait une puissance européenne. Toutes les deux, soigneusement travaillées

Or des Alpes

Autorisé par la loi.

Prix du flacon : 4 francs.

Produit tiré des plantes des forêts et des Alpes. Remède infailible et souverain contre les maux d'estomac, la constipation, maladies du fœte et la goutte. Spécialement recommandé pour enfants faibles, personnes anémiques, femmes sujettes aux indispositions, vomissement et maux de têtes.

Ce remède a prouvé sa supériorité sur tout autre contre la grippe.

S'adresser à

M. Hans Kappeler, Sonvilier.



Innovation

LA CHAUX-DE-FONDS

VENTE DIRECTE
AU PARTICULIER
DEMANDEZ
LE CATALOGUE



10
MOIS DE
CRÉDIT

Antigoitreux Jurassien le « Strumasan »
seule friction efficace inoffensive pour la guérison rapide

DU GOITRE ET DES GLANDES

Prix : 1 flacon, 4 fr. ; demi flacon, 2 fr. 50
Succès garanti, même dans les cas les plus opiniâtres.

Dépôt : Pharmacie du Jura, BIENNE, place du Jura
Prompte expédition au dehors.

Anglo Swiss Biscuit Co

Winterthour

Automobiles Martini

Saint-Blaise (Neuchâtel)



2 types de chassis tourisme

14 HP moteur 4 cylindres 80 X 130 mm.

18 HP moteur 4 cylindres 90 X 130 mm.

— CATALOGUES ET DEVIS SUR DEMANDE —

REVUE DES LIVRES. (Suite.)

par la politique allemande, qui lui tour à tour, suivant les besoins de l'heure, oppose ou concède des intérêts qui apparaissent conciliables épuisent la patience germanique sans peut-être compromettre les ambitions allemandes, pour lui pas le servir de la façon qu'on était au cours de la grande guerre que celles-ci provoqueraient.

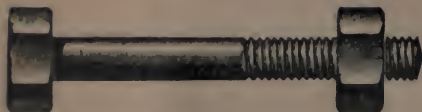
Comment les événements se développent, comment s'opère la liquidation hâtive au lendemain de la signature du traité de Pacaresse, et comment la solution envisagée ne pouvait satisfaire toutes les parties, ou le dépeçage sans trop de peine des copieux ouvrages de M. Gauvain. Les considérations n'ont rien perdu, ou presque

rien, de ce qui faisait leur intérêt au moment même de la parution de nos articles. M. Augusté Gauvain a été, en effet, un des rares politiques sagaces dans la phase tourmentée que nous venons de traverser... et pourtant M. Gauvain n'est qu'un journaliste. On nous a affiché à-il que cette modeste prétention.

— Aussi tous le *Journal des Débats* ne possède pas que le seul M. Gauvain. M. A. Albert-Foul a écouté dans ces mêmes volumes de solides études, écrites également au jour le jour, consacrées à la France pendant la guerre, et réunies, sous ce titre, en d'égale-ment copieux volumes. Le deuxième, qui vient de sortir de presse, embrasse

FABRIQUE DE VIS DE NYON S. A.

C.-D. J. ISAAC & FILS



Goupilles coniques.

Le plus puissant **Dépuratif du Sang**, dont toute personne soucieuse de sa santé, devrait faire au moins deux cures par an, est certainement le

THÉ BEGUIN

Qui guérit: dartres, boutons, démangeaisons, eczéma, et qui fait disparaître: constipation, vertiges, migraines, digestions difficiles, etc. Qui parfait la guérison des ulcères, plaies, varices, jambes ouvertes, etc. Qui combat avec succès les troubles de l'âge critique.

La boîte: 1 fr. 50 dans toutes les pharmacies.

Dépôt général et expéditions pour la Suisse:

PHARMACIES RÉUNIES, La Chaux-de-Fonds.

|| Fabrique
ACTIVA || C. M. PAVESI
Fabrique à LAUSANNE
BUREAUX et MAGASIN: TERREAUX 2 ||

Fabrique spéciale de meubles et classeurs verticaux pour bureaux modernes. Fabrique de fiches, guides et dossiers, de toutes tailles et genres, pour le classement vertical. - Département d'organisation de comptabilité moderne par le classement vertical. - Chef comptable spécialement attaché à notre Maison. - Installations complètes. - Grand choix et stock en magasin. - Références de premier ordre. - Catalogues et prix sur demande. - Tél. 28-04

BANQUE CANTONALE NEUCHATELOISE

Siège central à NEUCHÂTEL

La Banque Cantonale Neuchâteloise traite toutes les opérations de banque.

Elle admet à l'encaissement et à l'escompte le papier commercial sur la Suisse et l'étranger.

Elle ouvre des **comptes-courants** débiteurs et créditeurs.

Elle consent des **avances** sur le cautionnement de titres.

Elle délivre des **bons de dépôt** à 1, 3, 5 et 10 ans, au taux de 5 $\frac{1}{2}$ l'an. Ces bons sont émis au porteur ou nominatifs et pour n'importe quelle somme; ils sont exempts de coupons semestriels d'intérêt.

Elle reçoit les dépôts sur **livrets d'épargne** à 4 $\frac{1}{2}$ l'an jusqu'à fr. 10 000, cette somme pouvant être versée en une ou plusieurs fois.

Elle s'occupe de la **garance de fortunes** et organise l'achat, la vente et la garde de titres à des conditions très modérées.

Elle émet des **chèques** et **lettres de crédit** sur toutes les villes importantes du globe.

Elle édifie les **monnaies** et **billets de banque étrangers**.

Elle tient, dans ses **chambres d'acier**, des **compartiments de coffres-forts** pour la garde de titres, bijoux, objets précieux de toute nature.

REVUE DES LIVRES (Suite.)

Les événements enregistrés de mars 1910 à septembre 1917. Pour en faciliter l'intelligence, M. Albert-Petit a réuni ses articles par un texte constituant un véritable aperçu de l'histoire du pays pendant la crise. L'impression est impressionnante, car le lecteur se montre malade, sans il comprendrait, dans le dédale des faits et des considérations, d'autant plus que scrupuleux jusqu'à l'extrême, le chroniqueur cite avec surabondance les documents officiels, déclarations ministérielles, ordres du jour des Chambres, décisions des comités, etc., etc., auxquels il se réfère.

A part les coupures nécessaires pour éviter d'inutiles répétitions et le rétablissement des passages supprimés par une censure radicalement singulièrement dure, le fond et la forme sont restés

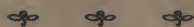
les mêmes. Au point de vue de la politique intérieure, qui fut celle auquel se place M. Albert-Petit, l'intérêt de la période étudiée au cours de ce dernier volume réside surtout dans la fin de la collaboration des socialistes au gouvernement de la République. Cette période embrasse en effet les faits et gestes du ministère Braud depuis la démission du général Gallieni, alors ministre de la guerre, et la dure carrière de ministère Ribot. Le ministère Poincaré allait inaugurer une nouvelle phase dans l'histoire de la France pendant la guerre; celle où les socialistes, refusant de continuer leur collaboration au cabinet, entreprenaient de lui manifester une opposition systématique.

M. Albert-Petit traite avec un égal bonheur — ou presque — des multiples

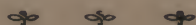
AUBERT, GRENIER & C^{ie}

COSSONAY-GARE (Suisse)

Fonderie, laminoirs, tréfilerie de cuivre
aluminium et alliages.



Fabrication de fils et câbles
pour applications de l'électricité



Matériel divers pour installation électrique :
tubes isolateurs ; douilles ;
interrupteurs ; coupe-circuits, etc.





LAUSANNE Château de Prilly

(Nouvelle Résidence)

Maison de repos

Téléph. 312 (arrêt du tram 1.)

Ouvert toute l'année.

Maison de premier ordre

Situation tranquille
avec grand jardin.



CHARLES GUINCHARD

COMMERCE DE TIMBRES - BERNE

L'envoi à choix timbres de guerre (timbres d'avenir), colonies anglaises, françaises et Europe, aux meilleures conditions. — Achète également vieux timbres.

REVUE DES LIVRES (*Suite*).

questions scolaires par la guerre dans la politique de son pays. Avec indépendance et sagacité, avec une objectivité et une conscience qui n'achèvent point une absolue simplicité. On s'en convaincra à la lecture de tels morceaux détachés, ou aisément détachables, à la lecture de portraits comme celui du maréchal Kitchener, par exemple, qui se gravent sans effort, à travers les yeux, dans la mémoire. Mais le gros ouvrage de ce grand confrère a d'autres mérites encore que je vous laisse le soin de découvrir vous-mêmes.

— *Il n'y a long-temps* de Paris à Varsovie. Pourtant on « au début » de la Pologne, on est de la première heure sous conseil à faire le chemin. Rapprochant le livre qu'il consacre à ce malheureux pays nous dispense des fatigues

du voyage et de quelques nuits. Bonne ville de Lausanne, où précisément l'ouvrage vient de sortir de presse, M. Edmond Pittet avait fait paraître en 1913 *La Pologne sous la rafale*, morte, en 1916, de *La Pologne attend*, où il écrivait ces lignes : « Une seule politique est digne à la fois de l'Europe et de la Pologne, c'est la restauration d'un Etat indépendant. Le premier homme d'Etat qui prendra cette cause en main trouvera derrière lui non seulement la nation polonaise unanime, mais tous les peuples qui luttent pour une paix durable... » M. Privat doit être aujourd'hui bien satisfait. L'homme d'Etat s'est rencontré en la personne de M. Woodrow Wilson, Président des Etats-Unis d'Amérique, et la restauration intégrale de la Pologne est en bonne place au



HANS SCHEIDEGGER

Fabrique de bouchons et articles de caves

✦ ✦ **LAUFON** (Jura bernois) ✦ ✦

Un brillant succès

Le dernier concours officiel de chronomètres de l'Observatoire national de Neuchâtel

LA MONTRE

ZENITH

à déclin

le premier prix de série contre l'abandon

pour les 6 meilleurs chronomètres de poche et de bord (avec la réserve supérieure de 21,2 jours)

le premier prix pour chronomètres de poche.

En vente chez tous les bons horlogers

REVUE DES LIVRES

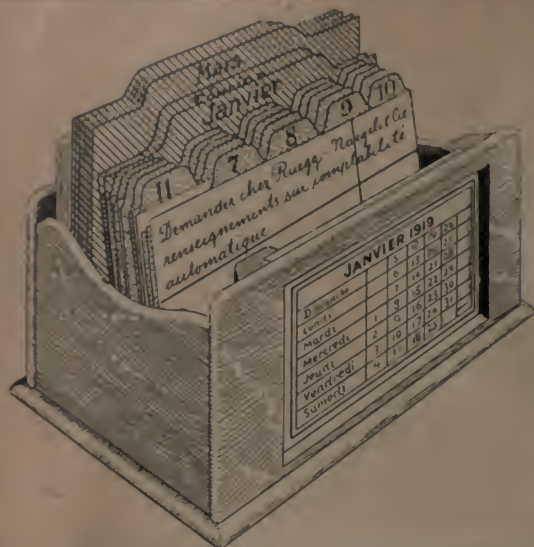
programme de la prochaine paix. Un'il y ait quelques traits au moment psychologique entre Polonais et Lithuaniens, Estoniens, Lettones, etc., sans parler des Allemands ni des Autrichiens, cela ne sera point pour nous étrange, mais une solution définitive interviendra certainement. Souhaitons que cela soit la moins mauvaise possible.

En introduisant M. Edmund Fryer prétend nous initier de l'histoire du peuple cher à son cœur en cours de ce mouvement XIX^e siècle : une histoire qu'il appelle d'un mot qui sera sa rhétorique : l'histoire de la Pologne. L'auteur n'est, tout d'abord, que l'histoire non de développer certains chapitres de manuels par trop succincts et de redresser certains jugements par trop sommaires. Nous ne sommes point

têché qu'il ait débordé le cadre primitif, puisque le tableau présenté par ses soins forme un ensemble complet d'une solide tenue. En outre, il a puisé à des sources quasi inédites, ayant, pendant deux années, compulsé les précieuses archives de l'émigration polonaise de 1831 au musée de Rapperswil.

Au reste, notre pays occupe un assez bon rang dans le concert des peuples occidentaux qui vécurent si malheureux sous ses coups du siècle étonné, pour la patrie de Thadée Kosciuszko et d'Adam Mickiewicz. Il offre l'hospitalité la plus franche à ces illustres proscrits et à leurs compagnons d'infortune. Il brava même, à une époque où nous étions déjà mieux défendus qu'aujourd'hui, les foudres d'une puissance pour laquelle certains « radicaux berneux » n'avaient

FICHER - AGENDA



Complet

avec

100 cartes blanches

et

Calendrier pour 1919

Largeur, 14 cm.

Chêne clair

Fr. 11

Chêne foncé :

Fr. 12

Cadeau très pratique
pour Messieurs.

Ruegg-Naegeli & Co

ZURICH

Sous-Vêtements tricotés et Bas

— Demandez dans les magasins de Bonneterie
et de Nouveauté —

la marque



de fabrique

Les plus hautes récompenses aux Expositions Univer-
selles: Paris 1889, 1900; Bruxelles 1910; Turin 1911;
Londres, Exp. Franco-Brit. 1908 et Berne, Exp. Na-
Suisse 1914: H. C.

Société Anonyme des Ateliers
Piccard Pictet & Cie
Route de Lyon 109 **Genève** *Route de Lyon 109*

FONDERIE
 TURBINES HYDRAULIQUES
 RÉGULATEURS DE PRÉCISION
 AUTOMOBILES DE LUXE

REVUE DES LIVRES (*suite*)

par moi-même appris à professer un respect sacré. C'était le temps où le hardi vandale Albert Richard saluait en 1861, quo sont tout à fait dans sa manière, l'arrosée des sangrès sur le and historique.

Un chemin, les yeux, salut aux Polonais. De l'air jadis pour qu'ils essayent la poussière.

De mais chûles couvrent la table hospitalière.

Quel Dieu qui les aime, à ces lettres sacrées Avec lequel offrent une dernière prière. Vous ne souffrez pas qu'après de nos drapier.

Un espoir ne puisse espérer le repos.

Nous sommes est à nous!

C'étaient là des temps héroïques; la tempête n'est, hélas! pas favorable à ceux que nous traversons. Mais le

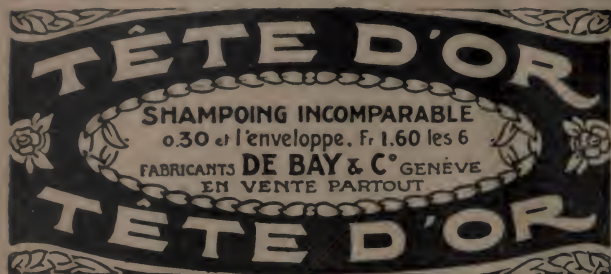
souffle de la victoire va balayer bien des minimes, et l'on peut sans doute espérer crier un jour «Vive la Suisse!» avec la même noble conviction qui arrachait, en juin 1867, à Paris, en présence du tsar Alexandre II, à l'avocat Charles Floquet ce cri demeuré célèbre: «Vive la Pologne, messieurs!»

— Puisque les Américains sont à l'honneur, il convient de clore cette courte revue en signalant à nos abonnés le livre que M. Jusserand publie aujourd'hui chez Hachette, deux années après l'édition américaine. Il y a quinze ans que M. Jusserand présentait ses lettres de créance aux Etats-Unis. Au cours d'une ambassade aussi longue, on a le loisir de faire ample connaissance avec le peuple auprès duquel on a été délégué. M. Jusserand, tout diplomate qu'il

NOUVEAU TISSAGE DE SOIERIES SOC. ANONYME

EMILE SCHAEERER & C^{IE}, ZURICH, TALSTR. 32

fabricque de Tissus de soie unis et nouveautés



NOTRE
EAU DE COLOGNE
1914
égale
LES MEILLEURES
—
EN VENTE
PARTOUT

S.A. FABRIQUE de PIPES et de CANNES
LAUFON (Suisse)

FONDÉE EN 1906

Spécialités de pipes de bruyère.



MOBILO

Jeux de Construction mécanique en acier.

Amusant, instructif, simple, solide et pratique.

4 boîtes différentes.

Exclusivité pour la Suisse JUNOS S.A., VEVEY



MAISON
DE
MUSIQUE



PIANOS
HARMONIUMS
ABONNEMENTS

HUG & C^o BALE

LUCET

(SKYOSCOPE)

JEU DE LUMIÈRES

Simple. Artistique. Amusant. Instructif.
Exclusivité absolue JUNOS S. A., VEVEY

Neuchâtel

Jean BLATTNER

Neuchâtel

Fabrique de Registres

Brochage et Reliure pour maisons d'Éditions.

REVUE DES LIVRES (Suite).

lui, après avoir celui d'écrire, intégralement, une *Histoire littéraire du peuple anglais* et une demi-douzaine d'autres ouvrages sur des thèmes anglosaxons. Il se marrait donc pas d'entraînement quand il abordait les études, récentes sous ce titre un peu général *La Amérique indle et maintenant*, parmi lesquelles il faut relever surtout celle sur Rochambeau et celle sur Washington.

M. Juvénat, historien aisé et lettré efficace, lui aussi, a mis la main sur des sources inédites, et s'il n'a pas tout à fait découvert l'Amérique — dame, elle l'a été tant de fois depuis Christophe Colomb! — il apporte sur elle quelques « travaux » inédits. L'examen qu'il fait du développement historique

des deux grandes républiques, les États-Unis et la France, aboutit naturellement à cette conclusion attendue: qu'elles ont tout intérêt à vivre à l'avenir en termes d'amitié, « pour ne pas dire d'intimité ». Ce vœu était formel avant que Washington eût apporté aux Alliés le formidable concours du peuple américain dans la lutte contre la barbarie, et rompu à leur profit un équilibre qui menaçait de se prolonger, sans se craquer pour le plus grand malheur des civilisations libérales. Inutile de faire remarquer qu'il est en train de se réaliser à grand train, et que la venue en France du président Wilson le hâtera encore, s'il est possible.

R. F.

MONTANA

(VALAIS)

Altitude 1500 mètres

reliée par un funiculaire à Sierre (Ligne du Simplon) Station climatique
la plus ensoleillée de la Suisse.

CURHAUS VICTORIA

Médecin en chef: D BODMER

Héliothérapie. — Maladies des voies respiratoires et de la tuberculose.

Maison confortable — Prix modérés

Pour prospectus et renseignements, s'adresser à

E. Nantermod, directeur.

FABRIQUE SUISSE D'ORFÈVRES S. A.

PESEUX (Neuchâtel) SUISSE

GARE: Corcelles-Cormondrèche

SPECIALITÉS:

Couverts de table en métal extra blanc poli et argente, Etampages,
Argentages et Réargentages, Nickelages, Cuivrages, etc., etc.

Téléphone: PESEUX n° 18-27 — Adresse télégraphique: ORFÈVRES PESEUX
Code A. B. C. 5 th. Edition. Compte de cheque postaux: IV 502.

Alimentation générale

CH. PETITPIERRE

115 succursales de vente en Suisse

Maison réputée par ses prix bon marché

et la bonne qualité de ses marchandises.

NEUEVILLE

Usine de Laminage

Ed. Mathey Fils, S.A.

Laminage à froid d'aciers en bandes pour l'horlogerie, la mécanique
et l'électricité.

Articles de Caoutchouc en tous genres

Caoutchouc Industriel

A. BRUNNER

SUCC. DE **FRED. BRUNNER**

• **BALE** •

ELECTRO-MATÉRIEL

Zurich I ::

Telephone : SELNAU 48.01
Ad. télégr. : KILOWATT

Matériel complet

d'installation

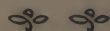
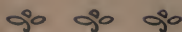
électrique :

Lumière

Force

Téléphone

Sonnerie



Magasins de vente :

ZÜRICH :

Löwenstrasse, 30.

LAUSANNE :

Avenue du Tribunal Fédéral, 9

BERNE :

Monbijoustrasse, 22

ST-GALL :

Katharinengasse, 22



REVUE DES LIVRES (Suite.)

la reine Marie-Antoinette vint de là, la pria à plus que de l'affaire. Et sous procès, qui se termina sous la guillotine, vint du premier.

Ce que M. Muret-Jolain a doublé et triplé, avec beaucoup de pénétration et de logique, ce sont les causes premières de tout cet enchaînement sinistre d'événements.

Le prince de Rohan joignait à tout ces vices sans d'espérer pour les rendre vertueux et une ambition qui les dépassait. Son vice, puisqu'il ne pouvait être roi, était de guider le roi. Et sa thèse, ou l'une des thèses de M. Muret-Jolain est que Rohan, s'il n'eût pas été un Richelieu, eût été beaucoup mieux qu'un Dubois. Mais il fut contre lui le parti de la reine Marie-Antoinette épousant les ravens de sa mère et il y eut bien des choses que Marie-Thérèse ne pardonnait point à l'ambassadeur de France. Elle haïssait à la fois ses vices et sa clairvoyance.

Et encore pour effleurer la grande polémique. Ce que les hommes graves n'osaient pas dire, le prince de Rohan le débattait du premier regard. Il donna le premier du passage de la Pologne et revint Paris. Dans une lettre particulière à l'adresse du roi Louis XV, il dépêchait l'impératrice essayant de sa main gauche les pleurs que lui arrachait l'impératrice de la Pologne, à laquelle elle allait proclamer de sa main droite. Rohan avait deviné Frédéric II qui s'est écrit plus tard en parlant de Marie-Thérèse : « Elle pleurait et pleure toujours. » Il y a de ces rencontres. M. Muret-Jolain admet l'authenticité de la lettre. Marie-Antoinette ne l'aurait point et jamais l'ancien ambassadeur à Vienne ne put regagner ses bonnes grâces. Il fit alors à la reine et

à la femme une guerre acharnée. Puis, essayant de la séduire pour la réduire, il se laissa persuader de lui offrir le fameux collier. On sait le reste.

Toute cette histoire est si parfaitement romanesque, dès l'ambassade de Vienne, tout s'y qu'il y a si étrangement que les explications de l'historien semblent presque trop bien déduites. Mais nous avons vu de nos jours des choses plus incroyables.

Quoi qu'il en soit, Rohan mourut dans son lit à Erlenheim : il avait appris en 1791 la mort de sa principale complice qui s'était jetée d'un deuxième étage sur le bord de Londres; il avait appris en 1793 l'execution de sa victime, Marie-Antoinette. Il se tut. Ce silence, dit M. Muret-Jolain, est encore une charge contre sa mémoire.

Non, le biographe ne réhabilite point son personnage. On pourrait dire qu'il l'accablait, si c'est accablant un homme qui se dévoile ses forfaits.

Rien de plus aisé, de plus sûr, de plus varié que le récit de M. Muret-Jolain. Dans ces courts chapitres qui se suivent sans se ressembler et qui nous présentent dans toutes les poses les acteurs singuliers d'un drame extraordinaire, sur un théâtre si changeant, l'auteur prend sans effort le ton et l'accent qui conviennent. Prosaïque, versifié, éloquent, habile à débrouiller une intrigue comme à ramener une cause, sachant respecter le lecteur sans lui dissimuler la réalité, M. Muret-Jolain a écrit un livre que le sujet, sans doute, ne permet pas de mettre entre toutes les mains, mais qui ne tombera pas de celles qui le tiendront avant que la dernière page ait été tournée.

M. MILLIQUET.

OUVRAGES REÇUS

- Le problème des finances publiques après la guerre, par *Alexandre Michelson*, privat-dozent à l'université de Lausanne. — 1 vol. in-8. Paris-Lausanne, Payot. Prix, 15 fr.
- Essais d'étymologie et de critique verbale latines, par *Max Andermann*, professeur à l'université de Neuchâtel. — 1 vol. in-16. Paris-Neuchâtel, Attinger. Prix, 7 fr.
- La vie de Paris, 1917, par *Jean-Bernard*. — 1 vol. in-16. Paris, Lemerre. Prix, 3 fr. 50.
- Conférences de l'Odéon: 3^e série (1917 1918), publiées par *Paul Gavault*. — 1 vol. in-16. Paris, Hachette. Prix, 3 fr. 50.
- Allemands d'hier et d'aujourd'hui. Esquisse historique, par *Arthur Chuquet*. — 1 vol. in-16. Paris, de Biecard. Prix, 3 fr. 50.
- L'Allemagne et la paix, par *E. Doms*. — 1 vol. in-16. Paris, Delagrave. Prix, 5 fr.
- Le cardinal Collier, par *J. Munier-Jolain*. — 1 vol. in-16. Lausanne-Paris, Payot & Co. Prix, 4 fr. 50.
- De Nicolas II à Lénine, par *Serge Persky*. — 1 vol. in-16. Paris, Payot. Prix, 5 fr.
- La question roumaine, par *Aurèle-P. Popovici*. — 1 vol. in-16. Paris et Lausanne, Payot. Prix, 4 fr. 50.
- Sous la rafale, par *Andre Schmits*. — 1 vol. in-16. Paris, Bloud & Gav. Prix, 3 fr. 50.
- Ceux qui saignent, par *Adolphe Retté*. — 1 vol. in-16. Paris, Bloud & Gay. Prix, 3 fr. 50.
- Vingt jours de guerre aux temps héroïques, par le commandant *A. Grauert*. — 1 vol. in-16. Paris-Nancy, Berger-Levrault. Prix, 3 fr. 50.
- Les captifs, par le capitaine *R. Christian-Froge*. — 1 vol. in-16. Paris, Berger-Levrault. Prix, 3 fr. 50.
- Schweizerdeutsch. I. Aeltere Mundarten, von *Otto von Greyerz*. — 1 vol. in-16. Zürich, Rascher. Preis, 2 fr.
- Pestalozzi, der Mensch und Dichter. — in-16. Zürich, Rascher. Preis, 1 fr. 45.
- Der Landvogt von Greifensee, von *Gottfried Keller*. — in-16. Zürich, Rascher. Preis, 1 fr. 80.
- Der Weg ins Weite. Gedichte, von *Max Gelinger*. — in-16. Zürich, Rascher. Preis, 1 fr. 30.
- Die Tage des Fluches, von *Marcel Martinet*, deutsch von *Felix Beran*. — in-16, Zürich, Rascher. Preis, 3 fr. 50.
- Mein Kriegstagebuch. Das erste Kriegsjahr, von *D^r Alfred H. Fried*. — 1 vol. in-16. Zürich, Rascher. Preis, 7 fr.
- Indische Erzählungen. Aus dem Sanskrit zum 1. Mal ins Deutsche übersetzt, von *D^r Hans Schuch*, privat-dozent. — 1 vol. in-8. Lausanne, Frankfurter.
- Les victimes serbes en 1916, par *Eugène Gascoin*. — 1 vol. in 16. ill. Paris, Howard. Prix, 4 fr. 30.
- Clemenceau, par *Gustave Geoffroy*. Suivi d'une étude de *Louis Lumet* Texte français et anglais. — in-16. ill. Paris et Zurich, Crés.
- Le dépeuplement de la France par *Charles Briand*. — in-16. Paris, Bossard. Prix, 2 fr. 40.
- Qu'est-ce qu'une banque? par *Raphaël-Georges Levy*. — in-16. Paris, Gra-sei. Prix, 75 cent.
- Ce que veulent les Polonais, par *St. F. Michalski*. — in-16. Lausanne, Librairie des nationalités.
- Memorandum présenté aux puissances de l'Entente pour la défense de la neutralité turque. — in 16. Lausanne, Imprimerie du Léman.
- La vie suisse. Le frein. Note d'une genevoise. — in-16. Neuchâtel, Attinger. Prix, 75 cent.
- La forêt suisse et la guerre, par *H. Badoux*. — in-16. Zurich, Rascher. Prix, 80 cent.
- Opinions suisses Wilson en Europe. — in 16 Genève, Atar. Prix, 60 cent.
- Les peuples libres. Revue scientifique, littéraire et sociale. — Lausanne, 51 Bourg.
- Revue suisse des accidents de travail. — Schweizerische Zeitschrift für Unfallkunde. — Bern, Ferd. Wyss.
- La guerre et la grande guerre, par *Antonio dos Reis Carvalho*. — in-16. Rio-de-Janeiro, Bernard.
- Freiheit und Macht bei Jacob Burckhardt, von *Emil Dürr*. — 1 vol. in 8. Basel, Helbling et Liechtenhain. Preis, 7 fr. 50.
- Max Buri, von *Johannes Widmer*. — Giovanni Segantini, von *Gottardo Segantini*. — Ferdinand Hodler. Ein Versuch von *S.-D. Stenberg*. — Albert Welli, von *Adolf Frey*. — 4 brochures in 16 ill. Zurich, Rascher.
- Ferienbuch für Jungen. II Teil: Herbst und Winter. — 1 vol. in-16. ill. Zurich, Rascher.
- Bernard Hirtzel. Roman, von *Adolf Frey*. — 1 vol. in-16. Zurich, Rascher. Preis, 7 fr.
- Zürcher Sagen, von *Meinrad Lienert*. Buchschmuck von *Hans Witzig*. — in-16. Zurich, Rascher. Preis, 4 fr.
- Die drei geschaffenen Männer von Au. Novellen, von *Lisa Wenger*. — in-16. Zurich, Rascher. Preis, 3 fr. 50.
- Der Aufbruch des Herzens, von *Karl Stamm*. — in-16. Zurich, Rascher. Preis, 2 fr.
- Wilson, par *Francesco Costantini*. — in-16 ill. Torino, Pomba.

BORACINE: BORACINE: BORACINE: BORACINE: BORACINE

Boracine**pour la toilette et le ménage**

préparée à l'Eau de Cologne pure,
rafraichissante, fortifiante et
hygiénique.

En vente dans les pharmacies et parfumeries fines.

REVUE DES LIVRES

ROMAN VANDER VANDER 1540-1550, par L. HANSEN. — 1 vol. in-16. Grétry, A., juillet.

C'est le Génève ardent du XVI^e siècle que M^{re} L. Hansen nous présente sous son aspect historique : la Capitale menacée assiégée par les bourgeois et les machabistes du clan de Servais, assiégée à son tour par les Français, et, plus encore, par la troupe de la Reine, qui comprennent l'union des bourgeois et les jure d'un des seigneurs persécutés, alors qu'il reçoit le despotisme de leur bras contre l'union des bourgeois. C'est l'époque d'inspiration, trébuchée, en langage nettement, ardent, groupé à la rébellion et à l'énergie, mais si attaché à ses libertés et à ses franchises, ces bourgeois et ces bourgeois qu'on croit, mais d'un personnage si

simple et si équilibré, tout cela se joint au vif intérêt dans le récit de M^{re} Hansen, qui a bardi les archères et les chevaliers de la ville et à son qui tout un noble parti. Si son roman est tout d'un genre, c'est dans une manière jointe et diverse, son style n'a rien du pastiche.

L'auteur du bon maître y a fait Vander et de sa fille Nicole se servent du rayon des destinées, tout le livre ne lève pas, pour s'offrir sous une robe innocente. Au contraire : on voit que par ses traits, ses souffrances, ses larmes et ses joies, se lève l'âme indomptable et magnétique de la Genève au XVII^e. B. G.

Poitrinaires vous voulez guérir,

et pour cela
vous faites une cure de

NATURA

de
Hans HODEL



Grâce aux résultats merveilleux obtenus en cas de catarrhe ordinaire ou chronique, en cas d'influenza, de maladies pulmonaires, ce remède est devenu le remède populaire par excellence. Si l'on a employé NATURA, on ne peut que le recommander autour de soi.

Mademoiselle *Ida Friedli*, de Wädenswil (canton de Zurich), nous écrit en date du 30 décembre 1917 :

« J'aimerais crier à tous les poitrinaires : Ne désespérez pas, ne vous découragez pas avant d'avoir fait une cure avec l'insurpassable remède « Natura ». J'avais une pleurésie accompagnée d'un catarrhe des poumons. Après trois mois, je quittai l'hôpital, non guérie, désespérée et lassée de la vie. Je voulus encore faire un essai avec « Natura ». A ma grande joie, je pus bientôt constater les bons effets de ce remède et maintenant, après l'emploi de 10 flacons, mes poumons sont complètement guéris. En ayant fait l'expérience, je puis recommander chaleureusement cet excellent remède. »

NATURA LIQUIDE à 3 fr. 50 le flacon, 4 flacons, 12 fr. port en plus.

TABLETTES NATURA à 1 fr. le rouleau, en vente chez

HANS HODEL, LABORATOIRE CHIMIQUE

SISSACH (Bâle-Campagne)

SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE

SWISS BANK CORPORATION

Bâle - Zurich - St-Gall - Genève

Lausanne - Londres E. C.

Bienna - Chiasso - Hérisau - La Chaux-de-Fonds - Nyon

Aigle - Morges - Rorschach - Vallorbe

CAPITAL-ACTIONS VERSÉ fr. 82,000,000

RESERVES fr. 27,750,000

Le Siège de LAUSANNE. H. Grand-Chêne, traite

toutes opérations de**BANQUE, de BOURSE et de CHANGE.**

Neuchâtel

Jean BLATTNER

Neuchâtel

*Fabrique de Registres**Brochage et Reliure pour maisons d'Éditions*

REVUE DES LIVRES (Suite)

PAR LES COMBATTANTS, par André Chevillon, 1 vol. in-16, Hachette & Co. Paris. — UN GRAND FRANÇAIS AUJOUR DE MÊME, par Pierre Gourd, 1 vol. in-16, Bloud et Gay, Paris. — ENTRE L'ESPAGNE ET LA FRANCE, par *André Marimón Roux*, de l'Académie espagnole, 1 vol. in-16, Bloud et Gay, Paris. — LE BRESIL DE LA CÔTE-ROCHE, par *Alain François*, 1 vol. grand in-8, chez A. Jullien, Genève. — ENFANT NAVIRE, Pensées religieuses et morales extraites de ses œuvres, par *Hélène Amalle*, 1 vol. petit in-16, Payot & Co., Lausanne. — TIRANT SUR L'ARC, par *H. Carlot*, 1 vol. in-4, carré, avec illustrations à la plume, Payot & Co., Lausanne.

Il est évident que le grand public, dût-il être saisi de la littérature de guerre, plus particulièrement des mémoires, romans et recueils de combattants. Le succès en a été depuis cinq années véritablement énorme. Je n'en voudrais cependant, de passer sous silence le dernier ouvrage de M. André Chevillon, dont la série des études anglaises a tout de suite classé l'auteur parmi les premiers écrivains de ce temps. « Essayiste » n'est peut-

être pas le terme exact qui convient, gardons-le tout de même, faute de mieux.

Dans M. André Chevillon, après beaucoup d'autres, on va même temps agités, est allé vers la front chercher des notes et des croquis de guerre, et davantage encore, des manifestations collectives de l'énergie spirituelle qui, dès le 4 août 1914, galvanisa la France entière et lui fit faire des sauts de joie, soutins jusqu'à la fin l'effroyable

Or des Alpes

Autorisé par la loi.

Prix du flacon : 4 francs.

Produit tiré des plantes des forêts et des Alpes. Remède infailible et souverain contre les maux d'estomac, la constipation, maladies du foie et la goutte. Spécialement recommandé pour enfants faibles, personnes anémiques, femmes sujettes aux indispositions, vomissement et maux de tête.

Ce remède a prouvé sa supériorité sur tout autre contre la grippe.

S'adresser à

M. Hans Kappeler, Sonvilier.



Antigoitreux Jurassien le « Strumasan »
seule friction efficace inoffensive pour la guérison rapide

DU GOITRE ET DES GLANDES

Prix : 1 flacon, 4 fr. ; demi flacon, 2 fr. 50

Succès garanti, même dans les cas les plus opiniâtres.

Dépôt : Pharmacie du Jura, BIENNE, place du Jura.

Prompte expédition au dehors.

Anglo Swiss Biscuit Co

Winterthour

JEANRENAUD & MARGOT

LAUSANNE, 15, Place St-François

CIGARES, CIGARETTES, TABACS, PIPES et ARTICLES pour FUMEURS
des meilleures marques.

Le plus grand assortiment. Envois à choix. Prompte expédition.

Automobiles Martini

Saint-Blaise (Neuchâtel).



2 types de chassis triaxiale.

14 HP moteur 4 cylindres 80 X 180 mm.

18 HP moteur 4 cylindres 100 X 180 mm.

— CATALOGUES ET DEVIS SUR DEMANDE —

Lorsque vous avez besoin de **CHAUSSURES** soignées
demander le catalogue de la **Maison de Chaussures**

Brühlmann & Cie, Winterthur

Servies prompt et soigné. — Prix défiant toute concurrence.

REVUE DES LIVRES. (Suite.)

draine. Et c'est avec raison que les premières pages de son livre sont consacrées au magnétique d'un contre lequel s'insurgent les brèves, sur la Marne, les favorables bords germaniques.

Ainsi bien le point de vue psychologique donne-t-il les six études du présent volume. M. Cheyrlon, qui évoquait les Britanniques de longue date, se préoccupe dans le chapitre

intitulé *Sur la front anglais* de satisfaire aux questions qu'on s'est posées tout de suite en France, au sujet des allées de la première heure : méthodes, habitudes, manières d'agir et de vivre. Ailleurs, devant les destructions organisées systématiquement par les Barbares, il oppose et compare les tempéraments ethniques, les doctrines, la civilisation et la *Kultur*. Ailleurs

FABRIQUE DE VIS DE NYON S. A.

C.-D. J. ISAAC & FILS



Goupilles coniques.

Le plus puissant Dépuratif du Sang, dont toute personne soucieuse de sa santé, devrait faire au moins deux cures par an, est certainement le

THÉ BÉGUIN

Qui guérit: dartres, boutons, démangeaisons, eczémas, et qui fait disparaître: constipation, vertiges, migraines, digestions difficiles, etc. Qui parfait la guérison des ulcères, plaies, varices, jambes ouvertes, etc. Qui combat avec succès les troubles de l'âge critique.

La boîte: 1 fr. 50 dans toutes les pharmacies.

Dépôt général et expéditions pour la Suisse:

PHARMACIES RÉUNIES, La Chaux-de-Fonds.

|| Fabrique
ACTIVA || C. M. PAVESI
Fabrique à LAUSANNE
BUREAUX et MAGASIN: TERREAUX 2 ||

Fabrique spéciale de meubles et classeurs verticaux pour bureaux modernes. Fabrique de liasses, albums et dossiers, de toutes tailles et genres, pour le classement vertical. - Département d'organisation de comptabilité moderne par le classement vertical. - Chef comptable spécialement attaché à notre Maison. - Installations complètes. - Grand choix et stock en magasin. - Références de premier ordre. - Catalogues et prix sur demande. - Tél. 20-04



LONGINES

CHEZ LES BONS HORLOGERS

Au Concours chronométrique de 1918, à l'Observatoire de Neuchâtel, la Fabrique des Longines obtient le

Premier Prix
de Série

REVUE DES LIVRES (suite).

saïonné sur le front d'Argonne et de Champagne il évoque l'âme ancienne de la race qui se développe avec une « sensibilité admirable » les vestes d'une Église qu'un « ventail mortel » mais qui « ébranle qu'on salue ».

Mais le poèteologue est aussi un observateur et un peintre. Les tableaux qu'il dresse au cours de ses pérégrinations variées sont très soignés et très colorés. Tels il entre dans une « cité digne de prendre place parmi ceux qui charment la postérité. Que dis-je, la postérité ! Sans doute, dans la glorieuse qui a eu la grande guerre ».

— L'Épique spirituelle, à laquelle nous faisons allusion plus haut, cette grande manifestation de la stabilité transcendante s'incarne avec un relief particulier dans la haute personnalité que fut le comte Albert de Mun. Son biographe, M. Victor Girard, qui, pour tout dire, n'est point suspect d'enthousiasme pour le défunt de cette belle et

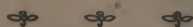
simple épopée : un Grand. Il en avait la générosité, l'ardent, la foi religieuse ; il en avait aussi la foi patriotique et l'incorruptible espérance. Comme Paul Déroulède, mais un peu autrement, il fut « le champion d'une seule et même cause » Plus heureux que Déroulède, il mourut dans la fièvre du combat : un moment, sans doute éloigné de la victoire, mais il la présentait avec une belle force que la mort lui en fit transfigurer.

Je ne sais point si la comparaison proposée par M. Victor Girard entre Albert de Mun et Maximilien Hérédia, comme incarnation de deux « races rivales, est heureuse. En tout cas, on peut sans tomber dans l'extrême l'appeler « un grand Français » plus justement que Ferdinand de Lesseps, aussi justement peut-être que Georges Clemenceau dont il ne joua pas le grand rôle politique, mais dont il eut, abstrayant l'âme de ses idées de parti, l'enthousiasme et la passion de la

AUBERT, GRENIER & C^{ie}

COSSONAY-GARE (Suisse)

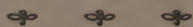
Fonderie, laminoirs, tréfilerie de cuivre
aluminium et alliages.



Fabrication de fils et câbles
pour applications de l'électricité



Matériel divers pour installation électrique :
tubes isolateurs ; douilles ;
interrupteurs ; coupe-circuits, etc.





LAUSANNE Château de Prilly

(Démorable fonction)

Maison de repos

Téléph. 312 (Art. de tram 1.)

Ouvert toute l'année.

Maison de premier ordre

Situation tranquille
avec grand jardin.



CHARLES GUINCHARD

COMMERCE DE TIMBRES - REPOS

J'envoie à choix timbres de guerre (timbres d'avenir), colonies anglaises, françaises et Europe, aux meilleures conditions. — Achete également vieux timbres.

Alimentation générale

CH. PETITPIERRE

115 succursales de vente en Suisse

Maison réputée par ses prix bon marché

et la bonne qualité de ses marchandises.

REVUE DES LIVRES (Suite).

grandeur nationale. Si bien que ses adversaires politiques eux-mêmes lui rendent dans les derniers mois de sa vie, l'hommage que lui méritaient son inextinguible ardeur et sa magnifique éloquence.

M. Amorin, au sujet M. José Martí, nous fait passer pour lui des plus illustres représentants du groupe d'intellectuels et d'artistes qu'on appelle de l'autre côté des Pyrénées, la génération de 18, à la venue. Bien entendu que ses amis — c'est encore parmi les intellectuels qu'il tenait le plus à honneur — ne tardent pas le plus tôt qu'une si superlatrice épithète semblait devoir impliquer. Mais enfin, je

signale son livre aux lecteurs curieux de promenades inédites à travers les lettres espagnoles et aussi à travers les lettres françaises, considérées par un écrivain espagnol, qui se pique volontiers de francophilie, mais qui est avant tout de son pays. Ce qu'on ne pourrait décemment lui reprocher.

Mais bien faut-il s'attendre à son grosier sous-pied le nombre des livres destinés à rétablir les ponts entre les Albis, et plus spécialement la France, et ces bons ponts que la victoire décisive de l'un des camps ennemis a mis en si fâcheux posture... *quarum sacra fœdera fœderum*... pour notre plus grande confusion.



HANS SCHEIDEGGER

Fabrique de bouchons et articles de caves



LAUFON (Jura bernois)





PRÉCISION



ZENITH

ÉLÉGANCE

SOLIDITÉ

EN VENTE CHEZ LES BONNS HORLOGERS

*Demander Catalogue aux fabricants de MONTRES ZENITH
Dépôt G. du Locle*

H. BAUMEISTER & Cie, BANQUE

Rue de la Gare, 73 ZÜRICH TÉL. : BELMAG 70 80

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

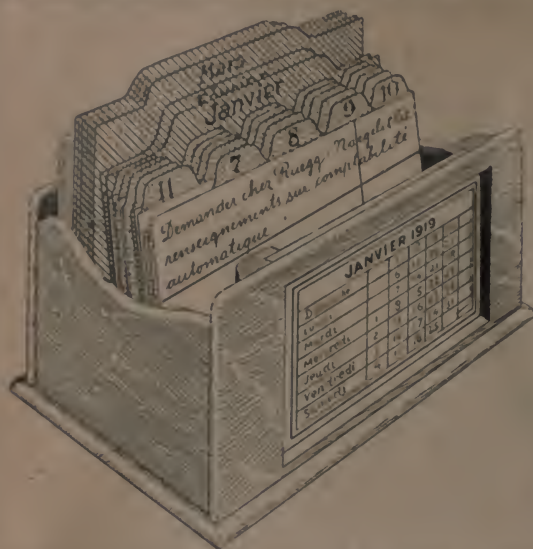
REVUE DES LIVRES (Suite)

— Ce n'est pas, évidemment, dans cette intention, directement intéressante que M. Alexis François vient de publier, après en avoir fait paraître quelques autres pages dans la *Semaine littéraire* et *Bureau de la Croix-Rouge*. Tout de même, si on leur pouvait servir comme caneau, ce serait d'abord celui-ci. Notre grand titre — je ne dis pas « de jour » — mais à l'usage des nations, est d'avoir donné naissance à cette noble institution et d'en avoir assuré la remarquable fonctionnement auquel nous et nous-mêmes ont rendu le même hommage absolu. La Suisse entière peut en être reconnaissante à Genève.

C'est pourquoi aussi *Le bureau de la Croix-Rouge* doit éveiller chez nous un intérêt particulier. D'autant plus que l'auteur a traité son sujet avec une chaleur communicative, avec la passion qu'il apporte à tout ce qu'il écrit et qui ferait douter que nous ayons affaire à un journaliste, si la documentation serrante et l'abondance à utiliser la masse énorme des matériaux mis en œuvre ne désolaient le professionnel. Deux mots ! le professionnel s'étouffe plutôt au silence ; car l'œuvre de M. Alexis François est, en même temps qu'une œuvre d'histoire, une œuvre de civisme dans le meilleur sens du terme.

L'un de nos meilleurs critiques romands

FICHER - AGENDA



Complet

avec

100 cartes blanches

et

Calendrier pour 1919

Largeur, 14 cm.

Chêne clair :

Fr. 11

Chêne foncé :

Fr. 12

Cadeau très pratique
pour Messieurs.

Ruegg-Naegeli & Co

ZURICH

Sous-Vêtements tricotés et Bas

Demandez dans les magasins de Bonneterie
et de Nouveauté

la marque



de fabrique

Les plus hautes récompenses aux Expositions Universelles: Paris 1889, 1900; Bruxelles 1910; Turin 1911; Londres, Exp. Franco-Brit. 1908 et Berne, Exp. Na-Suisse 1914: H. C.

Société Anonyme des Ateliers
Piccard Pictet & Cie
Rue de Lyon 109 **Genève** *Rue de Lyon 109*

FONDERIE
 TURBINES HYDRAULIQUES
 RÉGULATEURS DE PRÉCISION
 AUTOMOBILES DE LUXE

WALTER NAEF & Cie

et associé

JOH. ÉMILE NAEF

Caoutchouc et Gutta-Percha

Zürich, Fischhofstr. 31, Télég. Industrieel, Zürich

REVUE DES LIVRES (suite)

M. Rabinovitch de Tschi. Il avait naguère fondé une petite institution russe à « Centre Rouge » pour les enfants à l'école. Rabinovitch était de son pays à la fin des années 1920, et avait une sorte de noblesse qui faisait que naturellement graviter le long de lui du mal se parlèrent à côté de la maison. Il conduisit vigileusement être accueilli et la lecture assidue de tout de M. Rabinovitch comprenait un volume complet. Il a fallu pour

constituer l'institution et la mettre à même de bien fonctionner, une somme de recherches et d'efforts qu'on ne soupçonnait guère.

Les hommes qui s'attachèrent à cette langue inconnue et dont l'histoire ne cache nullement les faiblesses, sont les héritiers d'une tradition dont Grégoire peut s'enorgueillir à juste titre. Celle de servir d'une pensée sous la République mise au service, le ne dédaigne de l'internationalisme, puisque le

NOUVEAU TISSAGE DE SOIERIES SOC. ANONYME

ci-devant

EMILE SCHAEERER & C^{IE}, ZURICH, TALSTR. 32

fabricue de *Tissus de soie unis et nouveautés*



NOTRE
EAU DE COLOGNE
1914
égale
LES MEILLEURES
—
EN VENTE
PARTOUT

S.A. FABRIQUE de PIPES et de CANNES
LAUFON (Suisse)

FONDÉE EN 1906

Spécialités de pipes de bruyère.



MOBILO

Jeux de Construction mécanique en acier.

Amusant, instructif, simple, solide et pratique.

4 boîtes différentes.

Exclusivité pour la Suisse JUNOS S.A., VEVEY



MAYSON
DE
MUSIQUE



PIANOS
HARMONIUMS
ABONNEMENTS

HUG & C^o BALE

LUCET
(SKYOSSCOPE)

LEU DE LUMIERES

Simple. Artistic. Amusing. Instructive.
Exclusively absolute JUNOS S. A. VEVEY

Ateliers de Construction d'instruments
DE PRECISION

Otto BILAND

St-Imier (Suisse)

TACHYMETRES

Compteurs de tours

Specialités : Instruments de précision, etc.
Moteurs et les autres engins techniques
et pour véhicules de rail.



Médaille d'or. Berne 1914

REVUE DES LIVRES *revue*

graphie des *Germes romandes*. Véritable collection que publie le bon éditeur Payot. C'est un recueil de pensées épiques et mordantes extraites par M^{re} Hélène Naville de l'œuvre de son père. En ce temps de réaction contre le matérialisme mis en accord avec toutes les funestes conséquences que l'on a vues, il ne faudrait point oublier le philosophe qui fut chez nous, avec Charles Secrétan, le plus fervent défenseur du matérialisme et de la liberté.

MONTANA

(VALAIS)

Altitude 1500 mètres

Située par ses caractéristiques à *Sierre (Lac de St-James)* Station climatique
la plus ensoleillée de la Suisse.

CURHAUS VICTORIA

Médecin en chef : Dr BODMER

Héliothérapie. — Maladies des voies respiratoires et de la tuberculose.

Maison confortable — Prix modérés

Pour prospectus et renseignements, s'adresser à

E. Nantermod, directeur

A installer à chaque
lampe électrique



Consultez
le médecin

Coussins, chancelières, bandages pour prévenir les
maladies résultant de refroidissement. Consomme
peu de courant : 1-2 ct. par heure.

En vente dans les usines électriques, les magasins d'installations électriques
et les maisons d'articles sanitaires.

A. BUCK & Co. CALORA, ZURICH 8, Hammerstr., 20

NEUVEVILLE

Usine de Laminage
Ed. Mathey Fils, S.A.

Laminage à froid d'aciers en bandes pour l'horlogerie, la mécanique
et l'électricité.

Articles de Caoutchouc en tous genres
Caoutchouc Industriel

A. BRUNNER

SUCC. DE FRED. BRUNNER

• BALE •

ELECTRO-MATÉRIEL

Zurich I ::

Telephone / SELNAU 48. 01
Ad. telegr. - KILOWATT



Matériel complet

d'installation

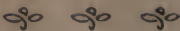
électrique :

Lumière

Force

Téléphone

Sonnerie



Magasins de vente :

ZURICH :

Löwenstrasse, 30.

LAUSANNE :

Avenue du Tribunal Federal, 9

BERNE :

Monbijoustrasse, 22

ST-GALL :

Katharinengasse, 22



BANQUE CANTONALE NEUCHÂTELOISE

Siège central à NEUCHÂTEL

La Banque Cantonale Neuchâteloise traite toutes les opérations de banque.

Elle s'occupe de l'encaissement et de l'escompte du papier commercial en Suisse et l'étranger.

Elle ouvre des comptes-courants débiteurs et créditeurs.

Elle fait des avances sur le nantissement de titres.

Elle délivre des bons de dépôt à 1, 2, 3 ou 5 ans, au taux de 5 % l'an. Les bons sont remis au porteur ou nominatifs et pour n'importe quelle somme; ils sont exempts de tous impôts sur l'intérêt.

Elle reçoit les dépôts sur livrets d'épargne à 4 % l'an jusqu'à fr. 10000, cette somme pouvant être versée en une ou plusieurs fois.

Elle s'occupe de la garde de fortunes et assure l'achat, la vente et la garde de titres à des conditions très modérées.

Elle émet des chèques et lettres de crédit sur toutes les villes importantes en Suisse.

Elle négocie les monnaies et billets de banque étrangers.

Elle fait, dans ses succursales d'ailleurs, des versements de coffres-forts pour la garde de titres, bijoux, objets précieux de toute nature.



MONTRES- BRACELETS

5 ans de garantie. — Marque 15 Batte.

Haute Nouveauté.

en Nickel blanc	47
en Argent massif	52
en Or 18 Karat	130

Avec chaîne bracelet 5, 6 ou 8 ans.
Expédition, transport 10% en plus.
Remise spéciale pour les militaires.

GUIV-ROBERT & Co, CHAUX-DE-FONDS, La Chaux-de-Fonds.



OUVRAGES REÇUS

- Le problème de la compétence dans la démocratie. par *Joseph Barthélémy*. — 1 vol. in-8. Paris, Alcan. Prix, 6 fr.
- Littérature et tradition. I. Problèmes généraux. II. La tradition littéraire hébraïque. par *Henri Hauser*. — 1 vol. in-8. Genève, Georg. Prix, 14 fr.
- Psychologie générale tirée de l'étude du rêve. par *Albert Kaplow*. — 1 vol. in-16. Tübingen, Payot. Prix, 4 fr. 50.
- David Lloyd George. Etude biographique. par *Harold Spender*. — 1 vol. in-16. Paris, Olibon. Prix, 4 fr.
- Penser pour agir. par *Georges Deherme*. — 1 vol. in-16. Paris, Grasset. Prix, 3 fr. 50.
- De la cryptographie. par *André Langit*. — 1 vol. in-16. Paris, Payot. Prix, 4 fr. 50.
- Etudes robespierristes. La conspiration de l'étranger. par *Albert Mathis*. — 1 vol. in-16. Paris, Colin. Prix, 3 fr. 50.
- Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine. par *Charles Andler*. — 1 vol. in-16. Paris, Bossard. Prix, 4 fr. 50.
- La Pologne inconnue. par *K. Waliszewski*. — 1 vol. in-16. Paris, Colin. Prix, 3 fr. 50.
- Chez les prophètes socialistes. par *C. Bougle*. — 1 vol. in-16. Paris, Alcan. Prix, 3 fr. 50.
- L'Europe au jour le jour. par *Auguste Guvain*. Tome VI. *Les préliminaires de la guerre européenne*. — 1 vol. in-8. Paris, Bossard. Prix, 9 fr.
- Le germanisme contre l'esprit français. *Essai de psychologie historique*. par *Henri Berr*. — 1 vol. in-16. Paris, Renaissance du livre.
- Sur les routes du droit. par *Louis Barthou*. — 1 vol. in-16. Paris, Bloud. Prix, 3 fr. 50.
- L'Alsace sous la domination allemande. par *Frédéric Eccard*. — 1 vol. in-16. Paris, Colin. Prix, 4 fr.
- Vue générale sur la question d'Alsace-Lorraine. par *Jules Duham*. — 1 vol. in-16. Paris, Bossard.
- L'affaire de Saverne. par *Julien Rovère*. — 1 vol. in-16. Paris, Bossard.
- Aspects politiques de la guerre mondiale. par *Paul Louis*. — 1 vol. in-16. Paris, Alcan. Prix, 3 fr. 50.
- Le dilemme de la guerre. par *Garcia Calderon*. — 1 vol. in-16. Paris, Grasset. Prix, 4 fr. 50.
- Quelques guides de l'opinion en France pendant la grande guerre. par *A. de Chambure*. — 1 vol. in-16. Paris, Colin. Prix, 4 fr. 50.
- La paix de Bucarest. par *D. Iancovici*. — 1 vol. in-16. Paris, Payot. Prix, 4 fr. 50.
- Dans les Flandres. par *D. Bertrand de Laflotte*. — 1 vol. in-16. Paris, Bloud.
- Une campagne française. par *A. Baudrillart*. — 1 vol. in-16. Paris, Bloud. Prix, 3 fr. 50.
- Jusqu'à la mort. par *Jean Larmereux*. — 1 vol. in-16. Paris, Plon. Prix, 3 fr. 50.
- Rapport sur le commerce et l'industrie de la Suisse en 1917. Publié par le *Voorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie*. — 1 vol. in-4. Zurich, Berichthaus.
- Le traité d'établissement germano-suisse. par *A. Pl. Jörmann*. — In-16. Genève, Sorel. Prix, 2 fr.
- L'Europe libérée. par *Paul Sciffel*. — In-16. Zurich, Crés; Genève, Kündig.
- Et nous ? *Quelques notes d'une Genevoise*. — In-16. Neuchâtel, Attinger. 75 cent.
- Le fer et le charbon conditions de la paix future. par *Honoré Paulin*. In-16. Paris, Bernard. Prix, 1 fr. 50.
- La Russie de demain. par le docteur *B. Tchlenof*. — In-16. Lausanne, Association Herrien.
- Les Turcs et le panhellénisme. par *Kara Schemsi*. In-16. Genève.
- Le littoral yougoslave de l'Adriatique. Rédigé au nom du Conseil national. par *M. Rôc*. — In-16. Zürich, Imprimerie provinciale.
- L'Asie Mineure et ses populations. — In-16. Lausanne, Bovard.
- Que font les Bolchewiks ? par *M^{me} Nathalie Wintch-Maléeff*. — In-16. Lausanne, Association A. Herrien.
- Le contrat de travail des mobilisés. par *Louis Deshayes*. N° 30 du *Fait de la Semaine*. — Paris, Grasset.
- Dernières nouvelles sur la situation des prisonniers de guerre russes en Allemagne. — In-16. Berne, Bertsch.
- Appel aux amis de la justice internationale. par *Raphael Ottolenghi*. — In-16. Copenhague, Organisation dionte.
- L'unité du Tyrol. Mémoire du Sénat de l'Université d'Innsbruck.
- Le Rhin. ses énergies au service de la France. par *Daniel Mug*. — In-16. Paris, Berger-Levrault. Prix, 1 fr. 75.
- La poésie de Lamartine en Italie. par *Suzanne Gugenheim*. — In-16. Pavie, Athenaeum.
- Un mein Vaterland! Die Schweiz im deutschen Lied. von *G. Bohndorff*. — 1 vol. in-16. Zürich, Rascher. Prix, 1 fr. 40.

